



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

25e Législature — 2e session

Vol. 1 - Séances du 13 novembre 1957 au 31 janvier 1958

1957-1958

Texte établi par Raphaël Thériault

Orateur : l'honorable Maurice Tellier

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

25e Législature - 2e session

Vol. 1 - Séances du 13 novembre 1957 au 31 janvier 1958

1957-1958



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

25^e Législature — 2^e session

Vol. 1 - Séances du 13 novembre 1957 au 31 janvier 1958

1957-1958

Texte établi par Raphaël Thériault

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2010

Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,
1ère session (1867/68)- -- Québec: Assemblée nationale,
Journal des débats, 1974-
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Direction:	Jean Chabot
Recherche et reconstitution:	Raphaël Thériault Maria Buttazzoni
Introduction:	Raphaël Thériault
Traduction:	Mathieu Boily Marcelle Tardif
Révision et édition:	Michel Rhéaume Donald Chouinard Marie Auger
Indexation:	Monique Fortier
Collaboration:	Marie Auger Danielle Bernier Christian Blais Marthe Bussièrès Rénald Buteau Gilles Gallichan Jocelyn Saint-Pierre Réjeanne Trépanier Journal des débats

Tous droits réservés
Dépôt légal – 1^{er} trimestre 2010
Bibliothèque et Archives nationales Québec
ISBN 978-2-551-23912-2
ISSN 0847-4273
15 \$

Note de l'éditeur

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : reference@assnat.qc.ca

Introduction historique

Le Québec, le Canada et le monde en 1957-1958

En 1957 et en 1958, le monde vit toujours dans un climat de guerre froide et de frisson d'une éventuelle hécatombe atomique. L'URSS, les États-Unis et d'autres pays, comme la Grande-Bretagne, poursuivent une course à l'armement nucléaire qui fait peser une lourde menace sur l'avenir de la planète. C'est aussi l'époque des premiers vols spatiaux qui opposent encore les États-Unis et l'URSS qui surprend le monde entier avec son célèbre Spoutnik.

Au Canada, la vie politique connaît des rebondissements, mais, au Québec, Maurice Duplessis poursuit son règne sur un Québec qui évolue néanmoins plus rapidement qu'il n'y paraît. La télévision prend une place de plus en plus importante dans les foyers québécois et change les habitudes, les téléromans déplacent le chapelet et les conférences du carême. On écoute *Pays et merveilles* avec André Laurendeau et *Point de mire* avec René Lévesque.

Ce nouveau et fascinant média s'ajoute à la radio et ne ralentit pas l'activité culturelle, bien au contraire. Le théâtre québécois connaît une relance avec Marcel Dubé et Gratien Gélinas qui fonde la Comédie canadienne à Montréal en février 1957. Madame Ludmilla Chiriaeff crée les Grands Ballets canadiens, première troupe professionnelle de danse au pays, et la télévision popularise des expressions culturelles naguère réservées à l'élite. Radio-Canada tient des concours de la chanson canadienne-française qui stimulent la création d'un genre qui portera bientôt un message d'espoir et de changement.

La langue française du Québec reçoit aussi une consécration grâce à Louis-Alexandre Bélisle qui complète son imposant *Dictionnaire général de la langue française au Canada*, lequel est salué comme une contribution majeure tant au Canada et en France que dans toute la francophonie.

En 1957, comme c'est devenu l'habitude depuis le début de la décennie, c'est en novembre que le premier ministre demande au lieutenant-gouverneur de convoquer la Législature dans la capitale et d'inaugurer la deuxième session de la 25^e Législature de la province de Québec.

Maurice Duplessis au sommet de sa puissance

Le 13 novembre 1957, le chef de l'Union nationale, Maurice Duplessis, entreprend la 32^e session de sa carrière dans une position plus que confortable. Déjà comblé par le résultat des élections générales du 20 juin 1956 qui ont augmenté sa majorité de quatre voix, le premier ministre compte une nouvelle victoire à son actif depuis les élections partielles du 18 septembre 1957.

Lors de ce scrutin qui visait à remplacer quatre députés décédés, les candidats unionistes se sont emparés de tous les comtés en lice. Mieux, dans Vaudreuil-Soulanges, le candidat de l'Union nationale, Loyola Schmidt, a fait subir à l'étoile montante du Parti libéral, l'avocat et président de la Fédération libérale nationale, Paul Gérin-Lajoie, une deuxième défaite en moins de deux ans, tandis que dans Compton, l'unioniste Claude-Gilles Gosselin enlevait la seule des quatre circonscriptions disputées qui appartenaient aux libéraux. En Chambre, Duplessis appuie désormais son pouvoir sur une majorité de 73 députés.

Le 14 novembre, Duplessis fait de Gosselin le « second » de l'adresse en réponse au discours du trône. Avec son proposeur Joseph-Émile Fortin, de Mégantic, ils constituent pour l'Union nationale une preuve éclatante que les ouvriers, nombreux dans leurs comtés des Cantons de l'Est (Compton) et des Bois Francs (Mégantic), appuient la législation ouvrière des « bleus ». La « marche sur Québec » des principaux chefs syndicalistes de la province, le 7 septembre 1957, en pleine campagne électorale, laissait plutôt entendre le contraire, dans un contexte socio-économique marqué par la grève des mineurs de Murdochville. Celle-ci, déclenchée illégalement le 10 mars 1957, avait été sévèrement réprimée par l'intervention musclée des policiers de la Sûreté provinciale. Patronage et favoritisme, répliquent plutôt les libéraux pour expliquer la victoire de leurs adversaires dans ces comtés.

Tout au long de la session, comme à son habitude, Duplessis exerce une poigne de fer sur les membres de son parti. La voix de l'indépendant Frank Hanley, de Montréal-Sainte-Anne, lui est acquise. Il contrôle en outre le Conseil législatif, où siègent 12 unionistes et 11 conseillers libéraux.

Des opposants divisés

Le député de Trois-Rivières affronte une opposition libérale dont le nombre de représentants est passé de 20 à 17 entre juin et novembre 1957. Les députés Lionel Ross, de Montréal-Verdun, et Dave Rochon, de Montréal-Saint-Louis, siègent désormais comme libéraux indépendants, mais votent régulièrement avec le gouvernement. Exclue du Parti libéral, après avoir voté à deux reprises avec le gouvernement sur des questions relatives au plan Dozois, ils font l'objet, dans la presse, de discussions sur les motifs qui les ont amenés à quitter le parti. Ont-ils démissionné? Ont-ils été expulsés? Les sources ne sont pas unanimes. Quant au chef libéral Georges-Émile Lapalme, de retour en Chambre après une absence d'un an due à la maladie, il doit composer avec la fronde d'un certain nombre de militants et de députés. Il dira de la session de 1957-1958 que « les péripéties qui suivirent [l'ouverture], pendant peut-être trois mois, ne s'entasseraient pas toutes dans un livre tellement elles furent multiples et quelquefois très longues. Et cruelles¹ ».

De plus en plus actifs depuis la défaite électorale de juin 1956, les adversaires de Lapalme, chef du parti depuis le 20 mai 1950, ont fourbi leurs armes tout au long de la session de 1956-1957 et de l'été qui a suivi. Les 26 et 27 octobre 1957, les membres de la Fédération des jeunes libéraux du Québec, réunis en congrès à Sherbrooke, adoptent une résolution demandant à l'exécutif provincial de la Fédération libérale de tenir un congrès pour se choisir un nouveau chef. Derrière cette attaque contre son leadership, confie Lapalme dans ses mémoires, se dissimulent deux de ses députés, qu'il ne nomme pas.

Dans les jours qui suivent, il fait part de son intention de quitter son poste, puis, le 10 novembre, se laisse convaincre de revenir sur sa décision. Quatre jours plus tard, il annonce la tenue du congrès plénier attendu par sa formation. Convoqué pour les 21 et 22 mars 1958, ce congrès est finalement déplacé les 30 et 31 mai : c'est que le 1^{er} février 1958, le gouvernement Diefenbaker convie les électeurs canadiens à se rendre aux urnes le 31 mars suivant.

Le 10 janvier, Lapalme se lance officiellement dans la course à sa propre succession. Parmi les membres de son comité d'organisation militent le député d'Abitibi-Ouest, Alcide Courcy, et l'ancien député de Verchères, Arthur Dupré. Les membres de l'aile parlementaire du parti ne se rallient toutefois pas tous derrière leur chef. Le 24 janvier 1958, alors que le débat sur les crédits du département de l'Instruction publique se termine à Québec, deux ou trois députés (Lapalme n'est plus sûr du nombre) se rendent rencontrer l'ex-ministre libéral Jean Lesage au Club de réforme de Montréal.

Bien que n'appartenant pas au cercle restreint des députés libéraux, Paul Gérin-Lajoie n'en occupe pas moins une place de choix au cours de certains échanges, au grand dam sans doute du chef de l'opposition. Le 9 février 1958, il annonce officiellement son intention de succéder à ce dernier, lors de ce qu'on a appelé « l'assemblée de Rigaud ». Parmi les députés qui assistent à cet événement, le représentant de Chambly, Robert Thériault, interpellé en Chambre, le 11 février, par le premier ministre qui lui demande s'il a fait bon voyage à Rigaud. « Cela prouve que je n'ai pas peur de mes opinions. Et je puis dire que mes relations avec mon chef sont bonnes », répond Thériault. « Chose certaine, ce ne sont pas des relations qui se déroulent "dans la joie" », réplique du tac au tac le député de Trois-Rivières.

Le député de Saint-Maurice, René Hamel, qui a dirigé l'opposition au cours de la session de 1956-1957, songe aussi à prendre le départ de la course à la succession. Quoi qu'il en soit, la session est terminée à Québec lorsque Lapalme se retire finalement au profit d'un Jean Lesage, dont le parti a été défait aux élections fédérales.

Se réjouissant de ce que la course au leadership mette à rude épreuve la solidarité de leurs adversaires, le premier ministre et son ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, Paul Sauvé, multiplient les sarcasmes à l'endroit des libéraux et de leur chef. « J'avertis le chef de l'opposition qu'on ne veut peut-être pas lui enlever son nom, mais qu'on veut lui enlever la

palme », se moque par exemple le premier ministre, le 30 janvier 1958. En plein débat sur les orienteurs engagés par le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse, le 13 février, il récidive en conseillant à ses adversaires de faire appel à de tels spécialistes pour les assister dans le choix d'un chef.

Ottawa et Montréal

Tandis qu'un orage plane au-dessus du Parti libéral du Québec, le ciel s'éclaircit pour Maurice Duplessis sur les scènes politiques fédérale comme montréalaise, où ses principaux adversaires mordent tour à tour la poussière.

Le 10 juin 1957, les conservateurs de John Diefenbaker ont défait les libéraux, au pouvoir à Ottawa sans interruption depuis le 14 octobre 1935. Minoritaire à la Chambre des communes, le gouvernement Diefenbaker canalise depuis l'attention des journalistes du pays, à l'affût des motions de défiance des adversaires des conservateurs comme de toute déclaration du premier ministre quant au déclenchement de nouvelles élections.

Au cours de la session provinciale, l'attention des élus se tourne elle aussi à maintes reprises vers Ottawa. Davantage conciliant à l'endroit des conservateurs que des libéraux, Maurice Duplessis réduit ses attaques contre « les centralisateurs » fédéraux. Du 21 novembre au 3 décembre 1957, la Chambre s'ajourne pour permettre au premier ministre québécois et à quelques-uns de ses ministres d'assister, en compagnie de leurs homologues des autres provinces, à une conférence fédérale-provinciale organisée à l'initiative du premier ministre Diefenbaker. Les 25 et 26 novembre, à Ottawa, les discussions portent sur la question du partage des impôts.

Dans la foulée de cette conférence, la Chambre des communes adopte en troisième lecture, le 29 janvier 1958, le bill 247 modifiant la loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts, qui distribue aux provinces non plus 10 %, mais 13 % du produit de l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers. L'Union nationale en profite pour déposer le bill 42, qui permet au gouvernement québécois d'augmenter son propre impôt sans « qu'il n'en coûte un sou de plus aux contribuables ». Le 19 février, au cours d'un des débats les plus médiatisés de la session, les libéraux appuient l'adoption de ce bill, votant pour la première fois avec le gouvernement sur un projet de loi concernant l'impôt provincial sur le revenu. « Au troisième essai, l'unanimité se fait sur l'impôt provincial », titre le journaliste du *Devoir*, Pierre Laporte, dans sa « Lettre de Québec » du 20 février, insistant, comme la plupart de ses collègues, sur le ralliement des libéraux.

Plus tôt en janvier, toujours à Ottawa, les projecteurs s'étaient allumés sur les membres du Parti libéral fédéral, réunis en congrès pour élire un nouveau chef. Louis Stephen Saint-Laurent avait en effet annoncé son intention de démissionner de son poste de leader en septembre 1957. Le soir du 16 janvier 1958, Leaster B. Pearson triomphe de son rival Paul Martin et devient le nouveau chef de l'opposition officielle aux Communes. Le même soir, à Québec, le député libéral Glendon Brown, député de Brome, poursuit calmement l'examen des crédits du secrétaire de la province devant une assemblée à la fois plus anxieuse et plus clairsemée qu'à l'habitude.

Au lendemain de l'annonce du déclenchement des élections fédérales, le 1^{er} février 1958, la fébrilité augmente d'un cran chez les députés du Québec, pressés de quitter la Chambre pour se lancer dans la bataille électorale. La session se termine après 12 semaines de travail, alors que la campagne bat son plein dans tout le pays.

Le 28 octobre 1957, des élections municipales modifient également le paysage politique de la métropole du Québec. Au terme de ce que l'historien Robert Rumilly qualifie d'une des luttes les plus « ardentes qui se soient jamais déroulées dans nos arènes municipales² », la Ligue d'action civique du maire sortant Jean Drapeau, adversaire de Duplessis, perd le pouvoir au profit du sénateur libéral Sarto Fournier. Le président du conseil exécutif sous l'administration Camillien Houde, prédécesseur de Duplessis à la tête du Parti conservateur, le notaire Jean-Marie Savignac, accède de nouveau à ce poste. Pour le directeur du *Devoir*, Gérard Filion, le premier ministre du Québec apparaît comme « le grand vainqueur » de ces élections, lui qui a également réussi à « brouiller » les libéraux, partagés entre les deux candidats. Ses adversaires éliminés,

« M. Duplessis a raison de se frotter les mains; il est maintenant le chef incontesté de la province de Québec », constate Filion avec dépit dans l'édition du 29 octobre du quotidien.

La nouvelle administration montréalaise demande à l'Assemblée législative de modifier la charte de la ville. Au comité des bills privés, Duplessis en profite pour se débarrasser d'un autre ennemi politique, l'ex-président du conseil exécutif Pierre Desmarais, qu'il évince, par un amendement-surprise, de la présidence de la Commission métropolitaine. Son geste provoque l'un des débats les plus intenses de la session. Au cours de l'étude du bill en comité plénier de la Chambre, les libéraux, qui soutiennent qu'ils n'ont pris connaissance de l'amendement qu'au moment de sa lecture et n'ont pu, par le fait même, réagir adéquatement, condamnent l'action antidémocratique du premier ministre sans toutefois réussir à le faire reculer. Le journaliste Vincent Prince, de *La Presse*, n'en souligne pas moins, dans son bilan de fin de session du 22 février, « qu'il y avait longtemps qu'un débat avait eu lieu, en Chambre, au sujet d'un bill adopté au comité des bills privés ».

Le déroulement des travaux

C'est donc davantage à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'enceinte de l'Assemblée législative que se déroulent les principaux événements politiques de la 2e session de la 25e Législature. Toujours le 22 février, Vincent Prince juge d'ailleurs « plutôt terne » la session qui se termine. Pierre Laporte renchérit, le 25 février, en déclarant que « rarement [...] a-t-on vu session plus dépourvue d'intérêt, plus pauvre en législation ». « La session la plus ennuyante depuis trente ans! », ose d'ailleurs affirmer un « vieil employé de l'Assemblée législative » interrogé par le journaliste du *Devoir*.

Est-ce la hâte des députés à prêter main-forte à leurs collègues fédéraux ou à se concentrer sur le sort de leur propre parti ou l'absence d'initiative et d'imagination du gouvernement? Quoi qu'il en soit, et bien qu'elle soit marquée par l'adoption d'un nombre record de bills privés (162 comparativement à 139 à la session précédente), la session de 1957-1958 compte un menu législatif plutôt frugal : 47 projets de loi sont adoptés en 1957-1958, alors que 66 avaient franchi avec succès toutes les étapes du processus législatif en 1956-1957, au cours d'une session qui avait nécessité 39 jours de séance, un de moins que l'année suivante.

Au début de la session, le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône est expédié rondement, en 16 discours prononcés au cours de quatre séances. Un des débats les « plus calmes depuis plusieurs années », commente Jean-Jacques Saint-Onge, du *Nouvelliste*, dans l'édition du 22 novembre du quotidien trifluvien. La session s'ajourne le 18 décembre pour le congé des Fêtes, avec la promesse, évoquée par le premier ministre, du dépôt prochain d'un projet de loi accordant des pensions aux députés provinciaux et à leur veuve, adopté finalement à la clôture de la session le 22 février. Déjà le 19 décembre, *The Quebec Chronicle Telegraph* observe deux indices témoignant de la volonté du premier ministre de clore la session plus tôt qu'à l'habitude : les comités permanents des bills publics et des bills privés ont commencé à tenir des séances le soir dès la seconde semaine de la session et les députés sont rappelés une semaine plus tôt qu'à l'habitude au terme de l'ajournement des Fêtes.

L'examen des crédits débute le 7 janvier pour se terminer le 20 février et absorbe l'essentiel des énergies des députés au cours de cette deuxième moitié de session. Le ministre des Finances prononce son discours du budget le 6 février, budget qui, pour la première fois dans l'histoire du Québec, dépasse le demi-milliard de dollars. Les dépenses de la province atteignent 506 537 400 \$, soit 35 millions de dollars de plus qu'en 1956-1957. Le débat sur le budget se termine de façon inattendue alors que le 20 février, le député de Richmond et membre du mouvement de tempérance Lacordaire, Émilien Lafrance, soumet une motion associant le vote des subsides demandés par le gouvernement au blâme de l'inaction gouvernementale dans le domaine de l'application de la loi des liqueurs. Les libéraux n'en sont pas à leurs premières remarques sur le sujet au cours de la session, mais la vigueur de la motion Lafrance surprend le premier ministre qui, au terme d'un débat passionné, convainc l'Orateur de la retirer en invoquant son contenu diffamatoire et antiparlementaire. Les députés quittent le parlement le lendemain au terme de 47 séances de travail.

L'entourage des chefs

En Chambre, du côté ministériel, le premier ministre Duplessis combat, comme à son habitude, sur tous les fronts, laissant peu de place à ses ministres, encore moins à ses députés. Dans la deuxième moitié de la session, il compose fort bien avec l'absence du solliciteur général et ministre des Transports et des Communications, Antoine Rivard, qui séjourne à Paris en janvier pour représenter la province à l'ouverture de l'Exposition du Québec, et avec celle du ministre du Travail, Antonio Barrette, absent de la Chambre à la fin de ce même mois et en février, pour cause de maladie. « Ça fait toujours plaisir au premier ministre de prendre la place d'un de ses ministres », se moque le chef de l'opposition après que Duplessis eut confirmé qu'il défendrait les crédits du ministère du Travail.

Au sein du Cabinet, le titulaire du portefeuille du Bien-être social et de la Jeunesse, Paul Sauvé, bénéficie d'un statut particulier, puisque déjà désigné comme dauphin du « Chef ». Durant cette session, il n'en prononce pas moins son premier discours officiel en Chambre le 22 janvier 1958 seulement, lors du débat sur les crédits du département de l'Instruction publique. Même l'un des plus anciens compagnons d'armes de Duplessis, le ministre des Finances Onésime Gagnon, demeure silencieux jusqu'à sa démission comme député et ministre le 24 janvier 1958. Son départ, justifié par des raisons de santé, bouleverse le premier ministre. Gagnon demeure toutefois présent sur la scène politique provinciale, puisqu'il accède officiellement, le 14 février, au poste de lieutenant-gouverneur du Québec, succédant à Gaspard Fauteux. Le ministre des Terres et Forêts et des Ressources hydrauliques, John Bourque, remplace le ministre démissionnaire, mais c'est Duplessis qui défend ses crédits.

À l'opposé du premier ministre, Georges-Émile Lapalme privilégie le travail d'équipe. À ses côtés, les députés de Saint-Maurice, René Hamel, et de Richmond, Émilien Lafrance, tiennent tête au chef de l'Union nationale et interviennent au cours de plusieurs échanges. Hospitalisé du 2 au 21 janvier 1958, le député de Richmond ne participe pas moins activement aux travaux des séances qui précèdent et qui suivent son absence.

Des députés libéraux soutiennent également leur chef dans la défense de dossiers liés à leur champ de compétence : Glendon Brown (Brome), sur l'éducation, la culture et l'agriculture; Alcide Courcy (Abitibi-Ouest), sur l'agriculture et la colonisation; René Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe), sur l'éducation et la voirie; Jean-Paul Galipeault (Québec-Ouest), sur la justice; et Jean-Pierre Couturier (Rivière-du-Loup), sur la santé, et aussi s'expriment à plusieurs reprises lors des débats ou de l'étude des crédits; Gérard-D. Levesque (Bonaventure) et Oswald Parent (Hull) défendent aussi régulièrement les intérêts de leur comté.

Les débats importants

Des deux projets de loi de la session les plus publicisés par les journaux, un seul, celui apportant des modifications au Code de procédure civile concernant la saisie des gages et salaires, atteint l'étape ultime de la sanction. S'il subit maints reports, il ne soulève aucune véritable controverse. Le gouvernement abandonne par contre, le 7 janvier, son intention de créer une cour de révision afin d'entendre les appels des tribunaux inférieurs relevant de la province. Les libéraux saluent le retrait du bill 14, eux qui y voyaient notamment des dépenses supplémentaires pour les justiciables et une complexification du processus judiciaire.

L'opposition, malgré une lutte acharnée, ne parvient cependant pas à empêcher l'Union nationale de faire adopter la Loi relative aux charges municipales ou scolaires. Le bill 28 transfère l'audience des causes d'usurpation de telles charges de la Cour supérieure à la Cour de magistrat, retirant ainsi tout droit d'appel aux justiciables. « Une province où la liberté démocratique meurt lentement », titre *Le Devoir* au lendemain de l'adoption du bill.

C'est durant l'étude des crédits du département de l'Instruction publique, du 21 au 24 janvier 1958, que surviennent les échanges les plus vigoureux de la session. Une question du chef Georges-Émile Lapalme sur le renouvellement de la rente de la compagnie Iron Ore, propriétaire des concessions minières du nord du Québec, soulève également, le 17 février, un débat animé sur l'exploitation des ressources naturelles. Le député d'Outremont revient alors sur cette question qu'il avait abordée dans son discours sur l'adresse en réponse au discours du trône et à l'intérieur de son discours en réplique au discours du budget. Ressources naturelles et

éducation constituant d'ailleurs, rappelle Lapalme dans ses mémoires, les pivots du programme électoral de son parti en 1956.

La vigueur du débat sur l'éducation surprend plusieurs journalistes. Nostalgique, *Le Nouvelliste* rapporte, le 22 janvier, qu'« on se serait cru de retour [la veille] dans la vieille arène parlementaire d'autrefois, alors que les représentants du peuple croisaient le fer sans prendre garde s'ils combattaient en tenue du dimanche ou en uniforme de milice ». Pendant quatre jours, les libéraux dénoncent la situation d'endettement dans laquelle se trouvent les universités, les collèges classiques et, surtout, les commissions scolaires; ils réclament qu'on verse à ces dernières des octrois statutaires pour éliminer toute ingérence politique; ils s'emparent aussi contre les difficultés financières qui limitent les possibilités d'instruction des jeunes et ils dénoncent les salaires trop peu élevés des professeurs. Bref, toujours selon les libéraux, le gouvernement ne dispose pas d'une politique d'ensemble en matière d'éducation. « Qu'on cesse donc de faire de la politique et qu'on fasse donc un peu plus d'éducation dans la province de Québec », tranche Georges-Émile Lapalme, le 21 janvier.

L'Union nationale insiste de son côté sur l'augmentation des dépenses en éducation depuis son arrivée au pouvoir et sur la valeur élevée des actifs dont elle a doté les commissions scolaires. Elle justifie la situation précaire de certaines d'entre elles par l'absence de planification financière, par l'augmentation de la population étudiante et par la plus longue durée de la fréquentation scolaire. Duplessis évoque également la nécessaire participation financière des parents à l'éducation de leurs enfants, fustigeant ainsi le « mythe » de l'instruction gratuite. « Je ne crains pas de dire qu'il n'y a pas une province du Canada, pas un État américain, pas un pays au monde, même, qui a fait la moitié de ce que la province de Québec a accompli dans le domaine de l'éducation », déclare le premier ministre, le 21 janvier.

L'éducation, un thème récurrent

Ce débat sur l'éducation constitue le reflet des préoccupations de la société québécoise de l'époque. Le *Montréal-Matin* rappelle, dans son bilan de fin de session du 22 février, que le gouvernement a consacré 22 % des revenus de la province à cet item dans le récent budget. Tout au long de la session, la majorité des journaux font par ailleurs écho aux revendications des commissions scolaires, dont les représentants défilent devant le comité des bills privés de l'Assemblée législative pour obtenir une augmentation de la taxe de vente en matière d'éducation.

Le 27 janvier, *L'Action catholique* rapporte cette fois un discours du cardinal Paul-Émile Léger, archevêque de Montréal, qui souhaite à son tour que l'État intervienne dans ce domaine. Puis, en février, le thème de l'éducation occupe une place considérable dans l'actualité alors que deux conférences majeures rassemblent de nombreux représentants du milieu scolaire. Du 6 au 8 février, des délégués de plusieurs associations d'éducation se réunissent dans le cadre de la conférence provinciale sur l'éducation, à l'Université de Montréal. La gratuité scolaire à tous les échelons, la fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à 16 ans et la convocation d'une commission royale d'enquête sur les problèmes de l'enseignement dans la province constituent trois des principales résolutions adoptées par les participants. Ottawa accueille quant à elle, du 17 au 20 février, une conférence pancanadienne à laquelle participe une « délégation québécoise réduite à sa plus simple expression », selon le titre de *L'Action catholique* du mardi 18 février 1958. Enfin, le vendredi 2 mars, les associations étudiantes des six universités du Québec votent en faveur d'une grève générale de trois jours pour protester contre l'insuffisance de l'aide financière du gouvernement à l'enseignement supérieur. Cette grève débute le 6 mars.

Ralentissement économique et développement technologique

Ces revendications québécoises et canadiennes en faveur d'un système d'éducation accessible ne sont pas étrangères au ralentissement économique que connaît le monde occidental au début de l'année 1957. Ce ralentissement, Jean Hamelin et Jean Provencher l'expliquent par une surabondance, sur les marchés, de matières premières et de produits finis, alors les économies des pays européens dévastés par la guerre ont retrouvé leur vitesse de croisière et que les pays du tiers-monde intensifient l'exploitation de leurs richesses naturelles³. Au Québec, s'ajoutent à ces facteurs, selon les auteurs, la fin des travaux d'aménagement des ressources

naturelles, la politique budgétaire conservatrice du gouvernement, le manque de qualification de la main-d'œuvre, l'absence de recherche scientifique et la désuétude de l'équipement des manufactures. La Gaspésie, la Côte-Nord et le Saguenay-Lac-Saint-Jean souffrent particulièrement de ce ralentissement économique, dont le chômage constitue la principale conséquence.

Des députés libéraux font d'ailleurs allusion à quelques reprises à ce problème, qu'ils associent à celui de l'absence de formation adéquate au sein de la population active : « 76 % des chômeurs se recrutent chez les gens qui n'ont pas été plus loin qu'en septième année », constate Georges-Émile Lapalme, le 21 janvier 1958. Le député de Richmond, Émilien Lafrance, dénonçait de son côté, le 21 novembre 1957, la pénurie d'ingénieurs et de techniciens au Québec.

C'est en partie pour résoudre ce problème de formation, et par extension celui du chômage, que le chef des libéraux et quelques-uns de ses députés militent en faveur d'une politique d'exploitation des ressources naturelles du Québec. « Si le gouvernement s'était réellement donné la peine d'étudier le problème des richesses naturelles en fonction des intérêts nationaux, il aurait retiré des revenus plus considérables dont il aurait pu faire bénéficier nos institutions d'enseignement, nos institutions d'hospitalisation, nos commissions scolaires et nos municipalités pour les consacrer au développement des cerveaux », s'emporte le député d'Outremont, le 12 février 1958.

D'autre part, la mise en orbite, le 4 octobre 1957, par l'Union soviétique, de spoutnik 1, le premier satellite artificiel de la Terre, puis le lancement, le 3 novembre 1957, de spoutnik 2, avec à son bord la chienne Laïka, sèment l'inquiétude dans les milieux politiques et dans l'opinion publique occidentale. « Les questions qu'on se posait déjà sur la valeur de notre système d'éducation, tant au Canada anglais qu'au Canada français, ont pris un renouveau d'actualité sous la pression des événements internationaux », écrit *Le Soleil* en éditorial le 18 février 1958. « C'est ainsi que la prétendue supériorité scientifique des Russes, du moins celle qui consiste en un avantage en certains domaines de la recherche scientifique et quantitativement au nombre deux fois plus élevé d'ingénieurs et de techniciens, proportionnellement, en Russie qu'aux États-Unis et au Canada, a accentué le mouvement en faveur d'un enseignement scientifique accru. » Plusieurs Québécois et Canadiens considèrent effectivement l'amélioration de cet enseignement comme une façon de rattraper l'avance prise par le chef de file du bloc communiste.

Deux idéologies qui s'affrontent

Au-delà de la politique partisane, les débats sur l'éducation et sur l'exploitation des ressources naturelles mettent en lumière les profondes divergences idéologiques qui séparent les deux partis représentés à l'Assemblée législative. Dans sa politique, l'Union nationale privilégie la responsabilité individuelle : dans l'esprit du premier ministre comme dans celui de ses ministres, la réforme de l'individu doit précéder toute réforme de l'administration. « Il est malsain, mauvais, néfaste et dangereux de répandre l'idée que le gouvernement peut et doit tout faire », lance Duplessis. (23 janvier)

S'appuyant sur le rapport de la commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (commission Tremblay), déposé le 15 février 1956, le Parti libéral exige plutôt une intervention accrue de l'État dans les sphères économiques et sociales. Il revendique la fin des subventions arbitraires aux municipalités et aux commissions scolaires, souhaite que le gouvernement dote la province d'outils qui lui permettraient de planifier et d'assurer son développement économique et de rayonner à l'étranger. En même temps, les libéraux proposent la mise sur pied d'un plan d'assurance-hospitalisation, déjà amorcée en Ontario. Les réformes de la Révolution tranquille s'esquissent dans plusieurs des discours du chef du parti.

L'Union nationale réplique en accusant les libéraux de « susciter des appétits stériles ». Ne voient-ils pas, dans la gestion des finances publiques, que « l'urgent passe avant le nécessaire et le nécessaire avant l'utile » et que leurs revendications dépassent les moyens de l'État? Les opposants du régime, en parlant de ce qui se fait ailleurs pour appuyer leur point de vue, ferment les yeux sur « les progrès de la province de Québec », dont ils sont les premiers dénigreur. « Relativement aux usages suivis dans l'Ontario, si on aime tant cette province, on n'a qu'à y

aller demeurer », réplique Duplessis au député de Hull, Oswald Parent, qui souligne qu'il existe un système d'octrois statutaires aux commissions scolaires dans la province voisine.

Une touche d'humour

Si le ton monte à plusieurs reprises à l'Assemblée législative au cours de la session, il se fait aussi plus léger, voire badin, lorsque des sujets insolites retiennent l'attention des députés. C'est le cas notamment de l'éventuelle existence du monstre du lac Pohénégamook, évoqué par le député de Chambly le 16 janvier 1958.

On cause aussi chant lyrique, le 12 décembre 1957, alors que le chef de l'opposition s'appuie sur un personnage de l'opéra *Guillaume Tell* de Rossini pour dénoncer « les vantardises du premier ministre » lors de la discussion entourant la Loi sur les caisses populaires. « Je ne suis pas surpris d'entendre le chef de l'opposition parler de *Guillaume Tell* », rétorque Duplessis. « C'est l'homme qui visait tellement juste, quand il lançait une flèche, qu'il pouvait atteindre une pomme sur la tête de son propre fils. Mais les flèches du chef de l'opposition sont loin d'être aussi précises et dangereuses pour l'adversaire. S'il y avait une pomme sur mon chapeau, elle aurait des chances d'y rester bien longtemps. »

Régulièrement pris à partie par le premier ministre, Georges-Émile Lapalme n'en demeure pas moins capable de rire de lui-même, notamment de sa calvitie, au cours d'un échange portant sur les privilèges des ouvriers, le 17 février 1958. « Les barbiers peuvent eux aussi s'unir pour fixer le prix d'une coupe de cheveux », note-t-il avant d'ajouter : « Ce que je trouve extraordinaire, c'est que je paie le même prix que le premier ministre! »

Raphaël Thériault

Critique des sources

Roi et maître en son parti, à l'Assemblée comme au Conseil législatif, Maurice Duplessis impose également sa loi auprès d'une presse qu'il est parvenu à ranger dans son camp à force d'amitiés ou de faveurs : contrats d'imprimerie et de publicité ou législation favorable aux propriétaires, scoops, voyages ou cadeaux aux journalistes. De cette presse québécoise – dont les représentants les plus modérés évitent de critiquer les initiatives (ou l'absence d'initiatives) de l'Union nationale et dont les plus convaincus louangent chacune de ses actions –, seul le quotidien montréalais *Le Devoir* et son correspondant parlementaire Pierre Laporte se distinguent.

D'abord favorable à Duplessis au cours de son premier mandat et dans la deuxième moitié des années 1940, le journal, sous l'impulsion de son directeur Gérard Filion, retire son appui à l'Union nationale à la suite de la grève des travailleurs de l'amiante d'Asbestos en 1949. Seul quotidien indépendant au Québec au cours de la décennie 1950, il attaque le gouvernement sur tous les fronts, notamment celui de l'exploitation des ressources naturelles. En plus de publier sa « Lettre de Québec », Laporte se fait audacieux en révélant certains des dessous de la politique québécoise, dans sa chronique intitulée « Ce qu'on dit et ce qu'on ne dit pas dans l'arène politique ». Pourfendeur de l'Union nationale, *Le Devoir* n'est pas pour autant acquis à l'opposition libérale. De Pierre Laporte dont il souligne le talent, Georges-Émile Lapalme écrit qu'il « nous passait tour à tour au crible d'une critique assez dure ».

Face au *Devoir* se dresse, à l'autre extrême de l'échiquier idéologique, l'hebdomadaire *Le Temps*, propriété de l'Union nationale et dont Joseph-Damase Bégin, ministre de la Colonisation du gouvernement Duplessis, est l'éditeur. Adversaire farouche de l'opposition « lapalmiste », voire socialiste ou communiste, l'hebdomadaire de Québec flatte efficacement la main qui le nourrit et manque d'épithètes pour vanter les mérites du gouvernement. Alors que pour Pierre Laporte la session de 1957-1958 « prend place au nombre des sessions noires de l'Union nationale », *Le Temps* ne trouve que de bons mots pour cette « session active [...] toute consacrée à la poursuite du bien commun », marquée par « des initiatives nouvelles et importantes » du gouvernement Duplessis.

Comme le notent les auteurs de *La presse québécoise des origines à nos jours*, le *Montréal-Matin* est à Montréal ce que *Le Temps* est à Québec⁴. Les deux journaux publient d'ailleurs une version quasi similaire des comptes rendus des débats. Passé définitivement dans l'orbite de l'Union nationale en juin 1947 – alors que les Éditions Lavolette l'achètent de son propriétaire Jacques-N. Cartier –, le *Montréal-Matin* et son correspondant, Maurice Bernier, affichent toutefois davantage de nuances que leur cousin québécois. Bien sûr flatteurs à l'endroit du gouvernement, ils apparaissent moins virulents que *Le Temps* à l'égard des libéraux dont ils « oublient » néanmoins de rapporter plusieurs des propos et dont ils n'hésitent pas à se moquer en éditorial.

Si les courriéristes parlementaires des deux journaux de l'Union nationale collaborent étroitement, ceux du *Soleil*, de *L'Événement-Journal*, de *La Tribune*, du *Nouvelliste*, de *La Presse*, du *Devoir* et de *L'Action catholique* forment un second « pool », auquel fait allusion Georges-Émile Lapalme dans un discours prononcé en Chambre, le 7 janvier 1958. Ces journaux présentent une version des débats à peu de chose près similaire. *Le Devoir*, qui critique le gouvernement de Duplessis dans ses chroniques et ses éditoriaux, se fait plus neutre à l'intérieur de ses comptes rendus des débats. *L'Action catholique* quitte parfois le pool pour adopter une version se rapprochant de celles des « conservateurs » que sont *Le Temps* et le *Montréal-Matin*, le correspondant de ce dernier renonçant lui aussi à quelques reprises à sa propre version pour bénéficier des notes de ses collègues. Ces collaborations n'empêchent cependant pas l'existence de liens serrés entre les journalistes du pool des « libéraux », qui se succèdent à la Tribune de la presse au cours des débats et échangent leurs comptes rendus afin d'accélérer leur travail et ainsi améliorer les conditions souvent difficiles dans lesquelles ils l'exercent.

Comme *L'Événement-Journal*, *La Tribune* et *Le Nouvelliste*, *Le Soleil* constitue l'une des anciennes possessions du magnat de la presse Jacob Nicol qui, se voyant vieillir, a commencé à se départir de ses journaux à la fin des années 1940. Bien que conseiller législatif et sénateur libéral, Nicol a déjà délaissé à cette époque les convictions au profit des affaires et s'est rangé du côté de l'Union nationale. « Le prototype de la richesse pliant sous la puissance du pouvoir »,

dira de lui Georges-Émile Lapalme. Redevable au premier ministre, Nicol a par le fait même imposé à ses publications « une entente tacite selon laquelle [ils] ne prendraient pas l'habitude de critiquer l'Union nationale ».

Acquis en 1948 par le lieutenant-colonel Oscar Gilbert, le quotidien de Québec, autrefois le journal officiel du Parti libéral, adopte par conséquent sous Duplessis une position plus pragmatique et se rapproche du gouvernement. Gilbert, « libéral de renom », devient partisan de l'Union nationale, qu'il représentera au Conseil législatif à compter de 1960. Si ses éditoriaux n'appuient pas explicitement le parti de Georges-Émile Lapalme, *Le Soleil* constitue néanmoins le quotidien qui rapporte le plus grand nombre d'interventions des représentants libéraux, et ce, même si, selon Lapalme, les reportages du courriériste Henri Dutil s'appuient sur une objectivité « si bien tracée en haut lieu ».

Avec son grand frère *Le Soleil*, *L'Événement-Journal* passe, en 1946, dans le giron d'Oscar Gilbert qui lui impose la même politique conciliante à l'endroit de l'Union nationale. Plus littéraire qu'Henri Dutil, le courriériste de *L'Événement* et président de la Tribune de la presse, Jacques Monnier, offre un compte rendu des débats moins chronologique que synthétique qui gagne en poésie et en dynamisme sur celui de son collègue.

Premier morceau de l'empire Nicol, *La Tribune*, quotidien fondé en 1910 pour pallier l'absence de journaux libéraux à Sherbrooke, ne s'abreuve plus guère lui non plus à l'orthodoxie libérale dont il portait pourtant le flambeau à sa naissance. Des journaux francophones, il est celui qui, en 1957-1958, accorde le moins d'espace aux débats de l'Assemblée législative, couvrant toutefois religieusement les interventions des députés et ministres de la région des Cantons de l'Est.

À Trois-Rivières, *Le Nouvelliste* montre également patte blanche au premier ministre Duplessis qui, de retour au pouvoir en 1944, digérait mal les positions du journal libéral qui exerçait ses activités dans son comté. Par crainte d'effrayer sa clientèle et, par le fait même, de perdre les revenus provenant de la publicité, le quotidien a changé lui aussi ses orientations pour devenir plus délicat à l'égard du parti du « Chef ». En plus du compte rendu des débats, le journal propose à ses lecteurs la chronique « Du haut de la Colline » de Jean-Jacques Saint-Onge, chronique qui commente l'actualité politique québécoise. *Le Nouvelliste* se distingue en cela de *La Tribune* et même de *La Presse* qui ne possèdent pas de telles chroniques.

De 1932 à 1955, *La Presse* appartient au sénateur et conseiller législatif libéral Pamphile Du Tremblay qui, grâce à l'intervention de Duplessis en 1946 et en 1955, est parvenu à conserver son poste d'administrateur du journal en tenant à l'écart sa belle-famille. Le plus grand quotidien francophone d'Amérique est depuis passé entre les mains de la femme de Du Tremblay, mais demeure fidèle au premier ministre. Sans contester le gouvernement, le correspondant Vincent Prince ne l'encense toutefois pas inconditionnellement, ce qui convainc l'historien Conrad Black qu'il compte « parmi les plus distingués journalistes du Québec », puisqu'il « n'imitait pas le *Star* et la *Gazette*, qui répétaient comme des perroquets tout ce que disait le gouvernement, et ne tombait pas non plus dans l'excès contraire comme *Le Devoir*, qui dénigrerait et harcelait le gouvernement sur tout ».

Comme son nom l'indique, *L'Action catholique*, quotidien de Québec, défend de son côté les valeurs traditionnelles que sont la religion catholique, le mode de vie rural, la colonisation. Conservateur depuis sa fondation, le journal appuie évidemment l'Union nationale, parti avec lequel il partage une évidente parenté d'opinions.

« Par conviction certainement mais aussi pour une foule d'autres raisons, la presse anglophone au Québec était liée pieds et mains à Duplessis », note Black. Avec John Bassett, président de *La Gazette* de 1937 jusqu'à 1956, Duplessis entretenait effectivement d'excellentes relations, qu'il « arrosait » de contrats d'imprimerie considérables, notamment pour les manuels scolaires. Le successeur de Bassett, Charles H. Peters, se révèle tout aussi dévoué au premier ministre qu'il fréquente régulièrement. Ex-employé du Parti libéral, le courriériste parlementaire du quotidien montréalais, Wilbur Arkinson, se révèle être, selon les mots de Lapalme, « un thuriféraire déguisé de Duplessis ».

S'il s'intéresse peu à la politique provinciale, parce que tourné davantage vers Londres, Washington ou Ottawa, *The Montreal Star and Herald* ne déroge pas de l'esprit de

conservatisme social que lui a imprimé de 1938 à 1953 son propriétaire J.W. Connell, un autre proche de Duplessis, qui profite lui aussi des largesses du gouvernement. Ces mêmes largesses, associées aux positions politiques du rédacteur, lui valent également « l'appui sûr » de C. Gwyllym Dunn, rédacteur du *Quebec Chronicle Telegraph* de 1950 à 1967, dont le faible tirage du journal limite l'influence, mais qui constitue selon Black un « ardent Tory ».

Deux quotidiens auraient pu s'ajouter à ceux utilisés dans le cadre de la reconstitution des débats de la session 1957-1958. *The Herald*, acquis par *The Montreal Daily Star* dans les années 1940, met toutefois un terme à sa publication le 18 octobre 1957. C'est à ce moment que *The Montreal Daily Star* devient *The Montreal Star and Herald*. Quant à *La Patrie*, alors propriété de *La Presse*, il cesse de publier quotidiennement le 15 novembre 1957 après 79 ans d'existence, également en raison de problèmes financiers. Le journal n'en délègue pas moins un correspondant, Jacques Trépanier, à la Tribune de la presse à Québec. Cette institution compte également parmi ses rangs un correspondant de *La Presse Canadienne*, dont les textes sont rapportés dans la presse anglophone, mais aussi dans les quotidiens *Le Droit* (Ottawa), *La Voix de l'Est* (Granby), *Le Progrès du Saguenay* (Chicoutimi) et *The Sherbrooke Daily Record* (Sherbrooke), entre autres.

Outre ce journaliste, la Tribune de la presse se compose en 1957-1958 des correspondants :

Wilbur Arkinson (*The Gazette*)
 Maurice Bernier (*Montréal-Matin*)
 Richard Daigneault (*Presse canadienne*)
 Calixte Dumas (*L'Action catholique*)
 Henri Dutil (*Le Soleil*), secrétaire-trésorier
 Pierre Laporte (*Le Devoir*)
 Jacques Monnier (*L'Événement-Journal*), président
 Denys Paré (*Le Soleil*)
 Vincent Prince (*La Presse*)
 Fernand Renault (*The Montreal Star and Herald*)
 Marc-Edmond Thivierge (*British United Press*)

Raphaël Thériault

Note de l'introduction historique et de la critique des sources

-
- ¹. Georges-Émile Lapalme, *Le vent de l'oubli (T.2 de Mémoires)*, Ottawa, Léméac, 1970, p. 221.
 - ². Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps (T. 2)*, Montréal, Fides, 1973, p. 610.
 - ³. Jean Hamelin et Jean Provencher, *Brève histoire du Québec (édition mise à jour)*, Montréal, Boréal Express, 1990, p.108.
 - ⁴. André Beaulieu et Jean Hamelin, *La presse québécoise : des origines à nos jours*, Québec, PUL, 1973, 10 vol.

BIBLIOGRAPHIE

Journaux de base

Action catholique, L'
Canada, Le
Devoir, Le
Événement-Journal, L'
Gazette, The
Montréal-Matin, Le
Montreal Star, The
Nouvelliste, Le
Patrie, La
Presse, La
Quebec Chronicle-Telegraph, The
Soleil, Le
Temps, Le
Tribune de Sherbrooke, La

Journaux complémentaires

Action, L'
Argenteuil, L'
Avant-poste gaspésien L'
Avenir du Nord, L'
Berthelais, Le
Bien Public, Le
Bonne parole, La
Bulletin des agriculteurs, Le
Canada français, Le
Canadien de Thetford, Le
Chronique de Magog, La
Clairon Maskoutain, Le
Clarté, La
Courrier de Bellechasse, Le
Courrier de Berthierville, Le
Courrier de Laviolette, Le
Courrier de Montmagny, Le
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le
Courrier de Sorel, Le
Dorchester, Le
Droit, Le
Drummondville Spokesman, The
Écho abitibien, L'
Écho de Frontenac, L'
Écho de Lotbinière, L'
Écho de Louiseville, L'
Écho de Vaudreuil-Soulanges, L'
Écho des Laurentides, L'
Écho du Bas-Saint-Laurent, L'
Écho du Nord, L'
Éclaireur, L'
Étoile du lac, L'
Étoile du Nord, L'
Frontière, La

Guide, Le
Herald, The
Homme libre, L'
Joliette-Journal
Lakeshore News, The
Mégantic, Le
Messager de Verdun, Le
Mire, La
Monde ouvrier, Le
Nicolétain, Le
Ordre, L'
Opinion de Hull, L'
Parole, La
Petit Journal, Le
Peuple, Le
Progrès de Coaticook, Le
Progrès de L'Islet, Le
Progrès de Valleyfield, Le
Progrès du Golfe, Le
Progrès du Richelieu
Progrès du Saguenay, Le
Réforme, La
Régional, Le
Réveil, Le
Revue de Granby, La
Rouyn-Noranda Press, The
Saint-Laurent, Le
Salaberry, Le
Sherbrooke Daily Record, The
Sherbrooke Telegram
St. Maurice Valley Chronicle, The
Stanstead Journal, The
Terre de Chez Nous, La
Tribune, La (Saint-Hyacinthe)
Tribune de Lévis, La
Union des Cantons de l'Est, L'
Unité, L'
Victoire de Deux-Montagnes, La
Voix de l'Est, La
Voix de Shawinigan, La
Voix des Bois-Francs, La
Voix des Mille-Isles, La
Voix du peuple, La

Autres sources

Bourque, John Samuel. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable J. S. Bourque, Ministre des Finances à l'Assemblée législative de Québec, 7 février 1958*. [s.l.]: 1958. 21 p. Publié également en anglais.

Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1957-1958, Québec 1957-1958.

Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1957-1958, Québec 1957-1958.

Québec, Prov. *Bills*, 3^e session, 14^e Parlement, 1957-1958.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec- Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Session de 1957-1958, Vol. XCII*, Québec, 1958, viii, 487, xlii, xli p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec - Statutes of the Province of Quebec*, 6-7 Élisabeth II, Québec, Imprimeur de la reine, Québec, 1958, 1030, xxiv p.

Rapports des comités généraux, 2^e session, 1957-1958.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique.....	vii
Critique des sources	xv
Bibliographie.....	xix
Table des matières.....	xxiii
L'Exécutif en 1957-1958.....	xxvii
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique	xxix
Par ordre de circonscription	xxxi
Débats	
1 Séance du mercredi 13 novembre 1957	1
2 Séance du jeudi 14 novembre 1957	11
3 Séance du mardi 19 novembre 1957	23
4 Séance du mercredi 20 novembre 1957	39
5 Séance du jeudi 21 novembre 1957	53
6 Séance du mardi 3 décembre 1957.....	75
7 Séance du mercredi 4 décembre 1957.....	93
8 Séance du jeudi 5 décembre 1957.....	113
9 Séance du mardi 10 décembre 1957.....	125
10 Séance du mercredi 11 décembre 1957.....	141
11 Séance du jeudi 12 décembre 1957.....	147
12 Séance du mardi 17 décembre 1957.....	159
13 Séance du mercredi 18 décembre 1957.....	167
14 Séance du mardi 7 janvier 1958.....	179
15 Séance du mercredi 8 janvier 1958	197
16 Séance du jeudi 9 janvier 1958	209
17 Séance du mardi 14 janvier 1958	221

18	Séance du mercredi 15 janvier 1958	239
19	Séance du jeudi 16 janvier 1958	251
20	Séance du mardi 21 janvier 1958	269
21	Séance du mercredi 22 janvier 1958	291
22	Séance du jeudi 23 janvier 1958	303
23	Séance du vendredi 24 janvier 1958	321
24	Séance du mardi 28 janvier 1958	333
25	Séance du mercredi 29 janvier 1958	357
26	Séance du jeudi 30 janvier 1958	367
27	Séance du vendredi 31 janvier 1958	377
28	Séance du mardi 4 février 1958.....	389
29	Séance du mercredi 5 février 1958.....	407
30	Séance du jeudi 6 février 1958.....	417
31	Séance du vendredi 7 février 1958.....	437
32	Séance du mardi 11 février 1958.....	459
33	Séance du mercredi 12 février 1958.....	491
34	Séance du jeudi 13 février 1958.....	507
35	Séance du vendredi 14 février 1958.....	529
36	Séance du lundi 17 février 1958.....	543
37	Séance du mardi 18 février 1958.....	559
38	Séance du mercredi 19 février 1958.....	577
39	Séance du jeudi 20 février 1958.....	599
40	Séance du vendredi 21 février 1958.....	621

Index des participants	633
Index des sujets	669
Index des bills publics et privés	699

**L'HONORABLE GASPARD FAUTEUX
L'HONORABLE ONÉSIME GAGNON**

Lieutenants-gouverneurs de la province de Québec

**Membres du Conseil exécutif
1957-1958**

L'honorable Maurice Le Noblet Duplessis, premier ministre et procureur général

L'honorable Paul Dozois, ministre des Affaires municipales

L'honorable Laurent Barré, ministre de l'Agriculture

L'honorable Joseph-Mignault-Paul Sauvé, ministre du Bien-être social et de la Jeunesse

L'honorable Camille-Eugène Pouliot, ministre de la Chasse et ministre des Pêcheries

L'honorable Joseph-Damase Bégin, ministre de la Colonisation

L'honorable Onésime Gagnon et l'honorable John Samuel Bourque (à partir du 27 janvier 1958),
ministres des Finances

L'honorable Jean-Paul Beaulieu, ministre de l'Industrie et du Commerce

L'honorable William McOvat Cottingham, ministre des Mines

L'honorable Joseph-Henri-Albiny Paquette, ministre de la Santé

L'honorable Yves Prévost, secrétaire de la province

L'honorable John Samuel Bourque, ministre des Ressources Hydrauliques et ministre des Terres
et Forêts

L'honorable Antoine Rivard, solliciteur général et ministre des Transports et des
Communications

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail

L'honorable Roméo Lorrain, ministre des Travaux publics

L'honorable Antonio Talbot, ministre de la Voirie

L'honorable Antonio Élie, ministre d'État

L'honorable Wilfrid Labbé, ministre d'État

L'honorable Arthur Leclerc, ministre d'État

L'honorable Jacques Miquelon, ministre d'État

Orateur

L'honorable Maurice Tellier

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
AUGER, Antonio	UN	Lac-Saint-Jean
BARRÉ, Laurent	UN	Rouville
BARRETTE, Antonio	UN	Joliette
BEAULIEU, Jean-Paul	UN	Saint-Jean
BÉGIN, Joseph-Damase	UN	Dorchester
BELLEMARE, Maurice	UN	Champlain
BERNARD, Robert	UN	Drummond
BERNATCHEZ, René	UN	Lotbinière
BERTRAND, Jean-Jacques	UN	Missisquoi
BLANCHARD, Joseph-Léonard	UN	Terrebonne
BOUDREAU, Francis	UN	Saint-Sauveur
BOURQUE, John Samuel	UN	Sherbrooke
BROWN, Glendon Pettes	L	Brome
CARON, Germain	UN	Maskinongé
CHALIFOUR, Rosaire	UN	Portneuf
CHARBONNEAU, Edgar	UN	Montréal-Sainte-Marie
CHARTRAND, Victor-Stanislas	UN	L'Assomption
CLOUTIER, Maurice	UN	Québec-Centre
COTTINGHAM, William McOvat	UN	Argenteuil
COURCY, Alcide	L	Abitibi-Ouest
COUTURIER, Alphonse	UN	Gaspé-Nord
COUTURIER, Alphonse	L	Rivière-du-Loup
CUSTEAU, Maurice-Tréflé	UN	Montréal-Jeanne-Mance
DESJARDINS, Gérard	UN	Gatineau
DIONNE, Albert	L	Rimouski
DOZOIS, Paul	UN	Montréal-Saint-Jacques
DUCHARME, Charles Romulus	UN	Laviolette
DUPLESSIS, Maurice Le Noblet	UN	Trois-Rivières
EARL, Paul	L	Montréal-Notre-Dame-de-Grâce
ÉLIE, Antonio	UN	Yamaska
FORTIN, Joseph-Émile	UN	Mégantic
GAGNÉ, Arsène	UN	Montréal-Laurier
GAGNÉ, Bernard	UN	Richelieu
GAGNON, Clovis	UN	Matapédia
GAGNON, Onésime	UN	Matane
GALIPEAULT, Jean-Paul	L	Québec-Ouest
GÉRIN, Léon-Denis	UN	Stanstead
GOSSELIN, Claude-Gilles	UN	Compton
UILLEMETTE, Éloi	UN	Frontenac
HAMEL, René	L	Saint-Maurice
HANLEY, Frank	I	Montréal-Sainte-Anne
HÉBERT, Edgar	UN	Beauharnois
HYDE, John Richard	L	Westmount-Saint-Georges
JOHNSON (père), Daniel	UN	Bagot
JOHNSTON, Raymond Thomas	UN	Pontiac
KIRKLAND, Charles-Aimé	L	Jacques-Cartier
LABBÉ, Wilfrid	UN	Arthabaska
LABERGE, Joseph-Maurice	UN	Châteauguay
LADOUCEUR, Clodomir	UN	Verchères
LAFRANCE, Émilien	L	Richmond

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
LALONDE, Philippe	L	Montréal-Saint-Henri
LANGLAIS, Hormisdas	UN	Îles-de-la-Madeleine
LAPALME, Georges-Émile	L	Montréal-Outremont
LAROUCHE, Joseph-André	UN	Témiscamingue
LAVALLEE, Azellus	UN	Berthier
LECLERC, Arthur	UN	Charlevoix
LEVESQUE, Gérard D.	L	Bonaventure
LIZOTTE, Fernand	UN	L'Islet
LORRAIN, Roméo	UN	Papineau
MALTAIS, Armand	UN	Québec-Est
MIQUELON, Jacques	UN	Abitibi-Est
OUELLET, Léonce	UN	Jonquière-Kénogami
OUELLET, Pierre	UN	Saguenay
PAQUETTE, Joseph-Henri-Albiny	UN	Labelle
PARENT, Oswald	L	Hull
PLOURDE, Alfred	UN	Kamouraska
POIRIER, Alphée	UN	Bellechasse
POULIN, Georges-Octave	UN	Beauce
POULIOT, Camille-Eugène	UN	Gaspé-Sud
POULIOT, Léopold	UN	Laval
PRÉVOST, Yves	UN	Montmorency
RAYMOND, Joseph-Antoine	UN	Témiscouata
RIENDEAU, Hercule	UN	Napierville-Laprairie
RIVARD, Antoine	UN	Montmagny
ROCHETTE, Émilien	UN	Québec
ROCHON, Dave	L	Montréal-Saint-Louis
ROSS, Lionel-Alfred	L	Montréal-Verdun
ROY, Camille	UN	Nicolet
RUSSELL, Armand	UN	Shefford
SAINT-PIERRE, René	L	Saint-Hyacinthe
SAMSON, Joseph-Albert	UN	Lévis
SAUVÉ, Joseph-Mignault-Paul	UN	Deux-Montagnes
SCHMIDT, Loyola	UN	Vaudreuil-Soulanges
SOMERVILLE, Henry Alister Darby	UN	Huntingdon
SPENCE, Paul-Henri	UN	Roberval
TALBOT, Antonio	UN	Chicoutimi
TELLIER, Maurice	UN	Montcalm
THÉBERGE, Robert	L	Chambly
THIBEAULT, Gérard	UN	Montréal-Mercier
THUOT, Yvon	UN	Iberville
TREMBLAY, Lucien	UN	Maisonnette
TURPIN, Edgar	L	Rouyn-Noranda
VACHON, Henri	UN	Wolfe

Allégeance politique :

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
ABITIBI-EST	UN	Miquelon, Jacques
ABITIBI-OUEST	L	Courcy, Alcide
ARGENTEUIL	UN	Cottingham, William McOvat
ARTHABASKA	UN	Labbé, Wilfrid
BAGOT	UN	Johnson (père), Daniel
BEAUCE	UN	Poulin, Georges-Octave
BEAUHARNOIS	UN	Hébert, Edgar
BELLECHASSE	UN	Poirier, Alphée
BERTHIER	UN	Lavallée, Azellus
BONAVENTURE	L	Levesque, Gérard D.
BROME	L	Brown, Glendon Pettes
CHAMBLY	L	Théberge, Robert
CHAMPLAIN	UN	Bellemare, Maurice
CHARLEVOIX	UN	Leclerc, Arthur
CHÂTEAUGUAY	UN	Laberge, Arthur
CHICOUTIMI	UN	Talbot, Antonio
COMPTON	UN	Gosselin, Claude-Gilles
DEUX-MONTAGNES	UN	Sauvé, Joseph-Mignault-Paul
DORCHESTER	UN	Bégin, Joseph-Damase
DRUMMOND	UN	Bernard, Robert
FRONTENAC	UN	Guillemette, Éloi
GASPÉ-NORD	UN	Couturier, Alphonse
GASPÉ-SUD	UN	Pouliot, Camille-Eugène
GATINEAU	UN	Desjardins, Gérard
HULL	L	Parent, Oswald
HUNTINGDON	UN	Somerville, Henry Alister Darby
IBERVILLE	UN	Thuot, Yvon
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	UN	Langlais, Hormisdas
JACQUES-CARTIER	L	Kirkland, Charles-Aimé
JOLIETTE	UN	Barrette, Antonio
JONQUIÈRE-KÉNOGAMI	UN	Ouellet, Léonce
KAMOURASKA	UN	Plourde, Alfred
L'ASSOMPTION	UN	Chartrand, Victor-Stanislas
LABELLE	UN	Paquette, Joseph-Henri-Albiny
LAC-SAINT-JEAN	UN	Auger, Antonio
LAVAL	UN	Pouliot, Léopold
LAVIOLETTE	UN	Ducharme, Charles Romulus
LÉVIS	UN	Samson, Joseph-Albert
L'ISLET	UN	Lizotte, Fernand
LOTBINIÈRE	UN	Bernatchez, René
MAISONNEUVE	UN	Tremblay, Lucien
MASKINONGÉ	UN	Caron, Germain
MATANE	UN	Gagnon, Onésime
MATAPÉDIA	UN	Gagnon, Clovis
MÉGANTIC	UN	Fortin, Joseph-Émile
MISSISQUOI	UN	Bertrand, Jean-Jacques
MONTCALM	UN	Tellier, Maurice
MONTMAGNY	UN	Rivard, Antoine
MONTMORENCY	UN	Prévost, Yves
MONTRÉAL-JEANNE-MANCE	UN	Custeau, Maurice-Tréflé

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTREAL-LAURIER	UN	Gagné, Arsène
MONTREAL-MERCIER	UN	Thibeault, Gérard
MONTREAL-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	L	Earl, Paul
MONTREAL-OUTREMONT	L	Lapalme, Georges-Émile
MONTREAL-SAINTE-ANNE	I	Hanley, Frank
MONTREAL-SAINTE-MARIE	UN	Charbonneau, Edgar
MONTREAL-SAINT-HENRI	L	Lalonde, Philippe
MONTREAL-SAINT-JACQUES	UN	Dozois, Paul
MONTREAL-SAINT-LOUIS	L	Rochon, Dave
MONTREAL-VERDUN	L	Ross, Lionel-Alfred
NAPIERVILLE-LAPRAIRIE	UN	Riendeau, Hercule
NICOLET	UN	Roy, Camille
PAPINEAU	UN	Lorrain, Roméo
PONTIAC	UN	Johnston, Raymond Thomas
PORTNEUF	UN	Chalifour, Rosaire
QUEBEC	UN	Rochette, Émilien
QUEBEC-CENTRE	UN	Cloutier, Maurice
QUEBEC-EST	UN	Maltais, Armand
QUEBEC-UEST	L	Galipeault, Jean-Paul
RICHELIEU	UN	Gagné, Bernard
RICHMOND	L	Lafrance, Émilien
RIMOUSKI	L	Dionne, Albert
RIVIERE-DU-LOUP	L	Couturier, Alphonse
ROBERVAL	UN	Spence, Paul-Henri
ROUVILLE	UN	Barré, Laurent
ROUYN-NORANDA	L	Turpin, Edgar
SAGUENAY	UN	Ouellet, Pierre
SAINT-HYACINTHE	L	Saint-Pierre, René
SAINT-JEAN	UN	Beaulieu, Jean-Paul
SAINT-MAURICE	L	Hamel, René
SAINT-SAUVEUR	UN	Boudreau, Francis
SHEFFORD	UN	Russell, Armand
SHERBROOKE	UN	Bourque, John Samuel
STANSTEAD	UN	Gérin, Léon-Denis
TÉMISCAMINGUE	UN	Larouche, Joseph-André
TÉMISCOUATA	UN	Raymond, Joseph-Antoine
TERREBONNE	UN	Blanchard, Joseph-Léonard
TROIS-RIVIÈRES	UN	Duplessis, Maurice Le Noblet
VAUDREUIL-SOULANGES	UN	Schmidt, Loyola
VERCHÈRES	UN	Ladouceur, Clodomir
WESTMOUNT-SAINT-GEORGES	L	Hyde, John Richard
WOLFE	UN	Vachon, Henri
YAMASKA	UN	Élie, Antonio

Allégeance politique :

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

Séance du mercredi 13 novembre 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier¹

La séance est ouverte à 3 heures.

La législature ayant été prorogée le 21 février 1957, les députés se sont réunis aujourd'hui pour l'ouverture de la deuxième session de la vingt-cinquième législature², après convocation par proclamation pour l'expédition des affaires.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif et, après quelque temps, reviennent à la salle de l'Assemblée³.

Dépôt de documents:

**Rapport de l'élection générale de 1956 et
des élections partielles de 1952 à 1956**

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les élections générales de 1956 et sur les élections partielles tenues pendant la vingt-quatrième législature (1952-1956). (Document de la session no 3)

Brefs d'élection:

**Districts électoraux de Mégantic, Vaudreuil-
Soulanges, Châteauguay et Compton**

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que, à la réception de la notification suivante,

j'ai adressé au président général des élections des mandats lui enjoignant d'émettre des nouveaux brefs portant convocation des collèges électoraux de Mégantic, de Vaudreuil-Soulanges, de Châteauguay et de Compton.

Vacances dans les districts électoraux:

**Districts électoraux de Mégantic, Vaudreuil-
Soulanges, Châteauguay et Compton**

CABINET DU PREMIER MINISTRE
PROVINCE DE QUÉBEC

Québec, le 23 juillet 1957

L'honorable Maurice Tellier, c.r.
Orateur de l'Assemblée législative,
Hôtel du Gouvernement,
Québec

Monsieur l'Orateur,

Nous, soussignés, Maurice L. Duplessis, député à l'Assemblée législative de Québec pour le district électoral des Trois-Rivières et premier ministre de la province, et Yves Prévost, député à l'Assemblée législative pour le district électoral de Montmorency et secrétaire de la province, vous notifions officiellement que les sièges ci-après mentionnés des députés à l'Assemblée législative de Québec sont devenus vacants, par le décès des personnes qui les occupaient à l'Assemblée législative, savoir:

1. Le siège du député du district électoral de Mégantic à l'Assemblée législative, par le décès de l'honorable Tancrède Labbé;

2. Le siège du député du district électoral de Vaudreuil-Soulanges à l'Assemblée législative, par le décès de monsieur le notaire J.-Édouard Jeannotte;

3. Le siège du député du district électoral de Châteauguay à l'Assemblée législative, par le décès de monsieur Arthur Laberge;

4. Le siège du député du district électoral de Compton à l'Assemblée législative, par le décès de monsieur le Dr Fabien Gagnon.

Le présent avis vous est transmis en vertu de l'article 34 du chapitre 4 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941.

Veuillez donc, s'il vous plaît, agir en conséquence.

(Signé) Maurice L. Duplessis
(Signé) Yves Prévost

Certificats d'élection:

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que j'ai reçu du président général des élections les certificats d'élection suivants:

District électoral de Mégantic

PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Québec, 28 septembre 1957

À Monsieur l'Orateur,
Assemblée législative de Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec

Monsieur,

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-quatre juillet mil neuf cent cinquante-sept et adressé à monsieur Aurèle Binette, registrateur, domicilié à 456, rue Bennett Nord, Thetford Mines, monsieur Joseph-Émile Fortin, médecin, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Mégantic, à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de l'honorable monsieur Joseph-Tancrède Labbé, décédé.

François Drouin, c.r.
Président général des élections

District électoral de Vaudreuil-Soulanges

PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Québec, le 28 septembre 1957

À Monsieur l'Orateur
Assemblée législative de Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec

Monsieur,

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-quatre juillet mil neuf cent cinquante-sept et adressé à monsieur Joseph-Marc Séguin, courtier, domicilié à Rigaud, monsieur Loyola Schmidt, industriel, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Vaudreuil-Soulanges, à l'Assemblée législative de Québec, en

remplacement de monsieur Joseph-Édouard Jeannotte, décédé.

François Drouin, c.r.
Président général des élections

District électoral de Châteauguay

PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Québec, le 28 septembre 1957

À Monsieur l'Orateur,
Assemblée législative de Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec

Monsieur,

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-quatre juillet mil neuf cent cinquante-sept et adressé à monsieur Joseph-Émile Laberge, commerçant, domicilié à Châteauguay-Village, monsieur Joseph-Maurice-Henri Laberge, marchand, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Châteauguay, à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de monsieur Arthur Laberge, décédé.

François Drouin, c.r.
Président général des élections

District électoral de Compton

PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Québec, le 28 septembre 1957

À Monsieur l'Orateur
Assemblée législative de Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec

Monsieur,

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-quatre juillet mil neuf cent cinquante-sept et adressé à monsieur Anselme Tourigny, notaire, domicilié à 10, rue Garneau, c. p. 400, East Angus, monsieur Claude-Gilles Gosselin, commerçant, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Compton, à

l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de monsieur Louis-A.-Fabien Gagnon, décédé.

François Drouin, c.r.
Président général des élections

Présentation de nouveaux députés:

Député de Mégantic

Le nouveau député de Mégantic, accompagné du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) et du représentant de Dorchester (l'honorable M. Bégin) se rend au bureau de la Chambre⁴.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de vous présenter M. Joseph-Émile Fortin, député du collège électoral de Mégantic. M. Fortin a prêté, puis souscrit sur le rôle, le serment prescrit par la loi, et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur: Qu'il prenne son siège.

M. Fortin (Mégantic) s'avance et présente ses respects à l'Orateur, puis se rend à son siège.

(Applaudissements à droite et de la part des députés indépendants Lionel Ross, Montréal-Verdun, et Dave Rochon, Montréal-Saint-Louis)

Député de Vaudreuil-Soulanges

Le nouveau député de Vaudreuil-Soulanges⁵, accompagné du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) et du représentant de Deux-Montagnes (l'honorable M. Sauvé), se rend au bureau de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de vous présenter M. Loyola Schmidt, député du collège électoral de Vaudreuil-Soulanges. M. Schmidt a prêté, puis souscrit sur le rôle, le serment prescrit par la loi, et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur: Qu'il prenne son siège.

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) s'avance et présente ses respects à l'Orateur, puis se rend à son siège.

(Applaudissements à droite et de la part des députés indépendants Lionel Ross, Montréal-Verdun, et Dave Rochon, Montréal-Saint-Louis)

Député de Châteauguay

Le nouveau député de Châteauguay, accompagné du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) et du représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Dozois), se rend au bureau de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de vous présenter M. Maurice Laberge, député du collège électoral de Châteauguay. M. Laberge a prêté, puis souscrit sur le rôle, le serment prescrit par la loi, et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur: Qu'il prenne son siège.

M. Laberge (Châteauguay) s'avance et présente ses respects à l'Orateur, puis se rend à son siège.

(Applaudissements à droite et de la part des députés indépendants Lionel Ross, Montréal-Verdun, et Dave Rochon, Montréal-Saint-Louis)

Député de Compton

Le nouveau député de Compton, accompagné du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) et du représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), se rend au bureau de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de vous présenter M. Claude-Gilles Gosselin, député du collège électoral de Compton. M. Gosselin a prêté, puis souscrit sur le rôle, le serment prescrit par la loi, et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur: Qu'il prenne son siège.

M. Gosselin s'avance et présente ses respects à l'Orateur, puis se rend à son siège.

(Applaudissements à droite et de la part des députés indépendants Lionel Ross, Montréal-Verdun, et Dave Rochon, Montréal-Saint-Louis)

Projets de loi:**Prestation
des serments d'office**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 1
relatif à la prestation des serments d'office.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Discours
du trône⁶**

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire rapport
que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui
auprès de l'honorable lieutenant-gouverneur⁷ dans la
salle des séances du Conseil législatif, il a plu à
l'honorable lieutenant-gouverneur de lire un discours
à l'adresse des deux Chambres de la Législature de
cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en
ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la
Chambre.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Il m'est agréable d'inaugurer aujourd'hui la
deuxième session de la vingt-cinquième législature.

À la reprise de vos travaux parlementaires, je
désire mentionner le fait historique mémorable de la
visite au Canada de notre Gracieuse Souveraine et de
Son Altesse Royale le Prince Philip. Nous réitérons à
Sa Majesté l'expression de notre traditionnelle
loyauté et nos souhaits respectueux d'un règne
heureux et fécond.

Depuis la dernière session, pour combler les
vacances à l'Assemblée législative, des élections
partielles ont été tenues dans quatre comtés de la
province, situés dans différentes régions. Elles ont
fourni l'occasion à une partie importante et
représentative des électeurs provinciaux de
renouveler à l'administration actuelle, de façon bien
remarquable, la confiance que l'électorat de la
province lui témoigna en 1956. De nouveau, le
gouvernement a reçu le mandat de continuer la
politique familiale, sociale et nationale qu'il a
instaurée d'après un plan d'ensemble bien défini et
qui se traduit par une orientation législative et
administrative nouvelle et progressive.

Depuis quelques années, l'industrialisation de
la province a été colossale, mais le gouvernement est
profondément convaincu qu'une agriculture prospère

demeure le gage indispensable de la stabilité et de la
prospérité durables de la population. C'est pourquoi
ceux qui cultivent la terre doivent pouvoir le faire
dans des conditions de vie agréables et
rémunératrices. Aussi, le gouvernement continuera-t-il
sa politique généreuse de prêt agricole qui répond
aux besoins particuliers de notre agriculture et qui a
produit, depuis une vingtaine d'années, de
merveilleux résultats en affermissant la situation
financière du cultivateur, en assurant le crédit de nos
corporations municipales, scolaires et paroissiales, en
facilitant l'établissement de milliers de jeunes
cultivateurs et en procurant à la classe agricole de
notre province des conditions d'emprunt exceptionnellement
avantageuses à notre époque de restriction du crédit
et d'augmentation des taux d'intérêt.

Le gouvernement poursuivra sa politique
salutaire d'électrification rurale qui, depuis 1946, a
permis d'augmenter de beaucoup la valeur et le
rendement des fermes et d'y créer un climat plus
attrayant.

La mécanisation des travaux agricoles, les
méthodes modernes de colonisation et le drainage
des terres, institués et poursuivis par le
gouvernement actuel, augmentent de beaucoup l'actif
de nos cultivateurs et de nos colons et facilitent leur
travail. L'instruction agricole continuera d'être favorisée
et l'industrie laitière ne cessera d'être protégée.

En tant que le problème relève de sa
juridiction et n'est pas soumis aux caprices de
l'économie internationale, le gouvernement
s'efforcera d'activer la vente des produits agricoles à
des conditions justes et raisonnables pour
l'agriculteur et le consommateur.

Une excellente façon de créer des marchés où
pourront s'écouler les produits de la ferme est de
développer dans toute la province des centres
industriels appropriés et variés. C'est la politique
constante du gouvernement.

Dans l'opinion définitive du gouvernement,
notre plus grande richesse est le capital humain; c'est
pourquoi il accorde une attention toute particulière
au bien-être, au progrès et à la prospérité de la
population de la province, et spécialement de la
jeunesse.

Une des plus fécondes manifestations de
véritable sécurité et de saine législation sociales
réside dans la sauvegarde et l'amélioration de la santé
publique. Les généreux subsides accordés par le
gouvernement et sa sage politique de construction
d'hôpitaux à travers notre immense province
permettent aux malades d'être traités plus aisément et
à proximité de leur domicile. Dans ce domaine vital,

le gouvernement a réalisé de nombreuses et fécondes initiatives qu'il est désireux de multiplier. Les méthodes qui s'avéreront les meilleures et les plus progressives pour sauvegarder la santé publique, sans compromettre nos droits essentiels, seront mises en pratique.

Toutefois, il ne suffit pas de conserver la santé physique pour assurer l'avenir; il faut aussi former les esprits, sans oublier de forger les caractères. C'est pourquoi, dans un autre domaine de la plus haute importance, celui de l'éducation, réservé exclusivement à la juridiction provinciale, le gouvernement, comme toujours, à la lumière des droits et des devoirs de tous les intéressés, contribuera généreusement à la diffusion et au progrès de l'éducation à tous ses paliers. C'est l'opinion irrévocable du gouvernement qu'en matière d'éducation les droits des parents et ceux du Conseil de l'instruction publique doivent être intégralement respectés. Même si le rôle supplétif de l'État s'accroît à mesure que se développe notre province, il ne saurait supplanter la responsabilité primordiale des parents et des commissions scolaires. D'ailleurs, le gouvernement est profondément convaincu que le paternalisme d'État, qui paralyse l'initiative individuelle, doit être évité.

La Providence nous a dotés de merveilleuses ressources naturelles que le gouvernement désire continuer à mettre en valeur dans l'intérêt public et de la meilleure façon possible dans les circonstances. Depuis quelques années, l'utilisation intégrale de nos ressources forestières, les développements miniers gigantesques et l'expansion extraordinaire de nos forces hydroélectriques ont puissamment contribué au progrès et à la prospérité de la province. La politique du gouvernement permettra d'accentuer ces progrès et d'en faire largement bénéficier notre province, et tout particulièrement notre jeunesse.

L'immensité du Québec nécessite une politique de voirie adéquate et progressive. Le gouvernement veut doter notre population du meilleur système routier possible, en tenant compte non seulement des besoins d'une région, mais de ceux de toute la province, et spécialement de sa partie rurale. L'industrie du tourisme, importante dans une province historique et pittoresque comme la nôtre, reçoit l'attention sympathique du gouvernement. L'entretien des chemins d'hiver, instauré par le gouvernement actuel, est une initiative féconde qui sera continuée.

Le gouvernement ne cessera de coopérer, généreusement et de façon appropriée, au progrès et à la prospérité de notre grande industrie de la pêche.

Il attache beaucoup d'importance aux problèmes économiques des corporations municipales et scolaires. Il continuera, pour autant que le permettront les circonstances, à alléger leur fardeau financier.

La coopération entre le travail et le capital est indispensable au véritable progrès. Les employés et les employeurs ont des droits et des devoirs incontestables les uns envers les autres, et tous les deux envers le public. La meilleure garantie de l'exercice des droits de chacun se trouve dans l'accomplissement du devoir par chacun.

Le gouvernement apprécie les services signalés que rendent à notre peuple les différentes professions, et toutes seront traitées avec justice, mais la classe agricole et la classe ouvrière seront l'objet d'une sollicitude particulière.

Le gouvernement a reçu l'invitation du nouveau gouvernement fédéral de participer, à la fin de novembre, à une conférence fédérale-provinciale qui se tiendra dans la capitale canadienne. Malgré la session en cours, le premier ministre se rendra à cette réunion avec quelques collègues. À cette occasion, il réitérera l'expression de la politique constante du gouvernement actuel en matières constitutionnelles. Parce que les principes invoqués sont fondamentaux et que leur application est essentielle, le gouvernement croit devoir les réaffirmer.

Les remarquables et continuels progrès dont profite notre immense province, en particulier de nombreuses régions autrefois peu favorisées, nécessitent des dépenses considérables qui exigent l'utilisation plus complète des sources de revenus que la Constitution canadienne reconnaît aux provinces, à la province de Québec en particulier.

Le gouvernement reconnaît les droits et les obligations de l'autorité fédérale. Québec ne demande pas de faveurs, mais bien le respect intégral de ses droits, prérogatives et libertés.

Dans son opinion définitive, les attributs essentiels au gouvernement responsable, que nos pères ont chèrement conquis et qui constituent pour nous un héritage précieux et inaliénable, doivent être respectés et sauvegardés. C'est une vérité évidente que la maîtrise des pouvoirs fiscaux nécessaires à chaque autorité gouvernementale est indispensable au gouvernement responsable.

Québec désire sincèrement coopérer à la grandeur et à la prospérité du Canada dans le respect des droits et des devoirs de tous les intéressés.

Le gouvernement exprime l'espoir que cette conférence soit couronnée d'un entier succès auquel la Législature sera appelée à collaborer.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Conformément à la politique inaugurée depuis 1945, les *Comptes publics* de la dernière année fiscale vous seront rapidement distribués et vous voudrez bien voter les crédits nécessaires à l'administration de la province.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

En outre des projets de loi d'intérêt privé et des projets législatifs indiqués précédemment, plusieurs projets d'intérêt public vous seront soumis. Ils se rapportent entre autres aux objets ci-après: la saisie des biens et du salaire d'un débiteur; la loi pour faciliter la conciliation entre locataires et propriétaires; les tribunaux d'appel en matière civile et en matière criminelle; le Code de procédure civile et la loi des tribunaux judiciaires; l'aide aux corporations municipales pour l'établissement d'aqueducs et de systèmes d'égout ainsi que pour la protection contre l'incendie; les pouvoirs spéciaux des corporations municipales au sujet des nouvelles maisons d'habitation; la loi pour améliorer les conditions d'habitation; la circulation sur les chemins publics; la loi de la pêche; la loi des cités et villes et le Code municipal.

Je prie la divine Providence de bénir et de féconder vos travaux et de continuer à répandre Ses bienfaits sur notre chère province.

Prise en considération du discours du trône

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le discours de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province, prononcé devant les deux Chambres de la Législature, soit pris en considération à la prochaine séance.

Adopté.

Institution des comités permanents

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que les comités permanents suivants soient institués:

1. un comité des privilèges et des élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;

5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;

6. un comité des industries et du commerce;

7. un comité des relations industrielles;

8. un comité du Code municipal;

9. un comité des bills privés en général;

10. un comité des bills publics en général;

11. un comité de la Bibliothèque de la Législature;

12. un comité des impressions législatives;

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que la Chambre lui aura renvoyées ou qui sont de sa compétence, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et ces matières, et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont il aura besoin.

Adopté.

Comité spécial

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour choisir les membres ainsi que le président de chaque comité dont la Chambre vient de décider la formation et pour fixer le nombre des membres ainsi que le quorum de chacun de ces comités; et que les honorables MM. Duplessis, Gagnon (Matane), Élie, Leclerc, et MM. Bellemare, Hamel, Hébert, Johnston (Pontiac), Kirkland, Lapalme et Ross forment ledit comité spécial.

Adopté.

Dépôt de documents:

Comptes publics, 1956-1957

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre les *Comptes publics de la province de Québec*, pour l'exercice clos le 31 mars 1957. (Document de la session no 4)

Motions de condoléances:

Ajournement en signe de deuil

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait l'éloge des deux députés décédés depuis la fin de

la dernière session⁸. J'ai eu l'occasion, dit-il, lors du décès de ces deux députés, deux citoyens honorables, d'exprimer mes sympathies et celles du gouvernement de la province à leurs familles. Je les réitère aujourd'hui. Je connaissais intimement M. Laberge. C'était un homme d'une intégrité proverbiale, et absolue, d'un dévouement inlassable et sans borne. M. Laberge a toujours été un digne représentant de son comté, qu'il a représenté avec beaucoup d'efficacité et de succès. Il laisse la réputation d'un excellent député et d'un serviteur public très zélé. C'était un homme à son devoir et nous regrettons tous sa disparition.

Quant au Dr Gagnon, c'était un membre éminent de la profession médicale. Il a joué un rôle considérable comme médecin, particulièrement dans le domaine des recherches sur le cancer. Sa mort a causé un profond chagrin à toute la Chambre, ainsi qu'un regret universel. Sa perte constitue un deuil pour la profession médicale.

Je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (M. Lapalme), que la Chambre s'ajourne en signe de deuil par respect pour la mémoire des députés décédés.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) fait à son tour l'éloge des disparus. Au nom de l'opposition, il exprime le regret que lui a causé la mort des deux députés, dont l'un, le Dr Fabien Gagnon, appartenait à son groupe et il s'associe au premier ministre pour exprimer ses condoléances à leurs familles. Par une coïncidence curieuse, dit-il, la silhouette du député de Châteauguay (M. Laberge), qui siégeait en face de moi, m'était plus familière que celle du député de Compton (M. Gagnon) avec qui je n'ai pas eu le privilège de siéger. L'un et l'autre étaient atteints de maladies graves et savaient depuis longtemps qu'elles allaient les conduire au tombeau.

Le député de Châteauguay a eu une longue et fructueuse carrière dans la politique municipale et provinciale. Quant à la carrière du Dr Gagnon, elle fut une brillante contribution à la science médicale relative à la lutte contre le cancer. Cette contribution était hautement appréciée, même à l'étranger.

Sa réputation avait depuis longtemps dépassé les frontières de notre pays. Il était membre de plusieurs sociétés étrangères, et j'ai été frappé de voir comment son nom était connu et souvent cité à l'étranger dans les cercles médicaux. Notre collègue se savait si gravement atteint par la maladie qu'il en avait prévenu le chef intérimaire de l'opposition, le député de Saint-Maurice (M. Hamel), l'an dernier, mais en lui demandant de ne pas en souffler mot ni à ses collègues, ni à personne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il me fait plaisir de constater que le chef de l'opposition est aujourd'hui de retour en Chambre parmi nous⁹ pour cette année. Je suis sincèrement heureux qu'il ait recouvré ses forces et que les rapports attestent qu'il est en parfaite santé. Je souhaite sincèrement qu'il conserve une bonne santé physique pendant plusieurs années et qu'elle soit de plus en plus parfaite.

Dieu sait combien, dans les fonctions qu'il occupe, le chef de l'opposition a besoin d'une excellente santé, car ce n'est pas facile de faire face à un gouvernement aussi fort, qui est non seulement parfait, mais plus que parfait.

Tous mes collègues en Chambre, sans distinction de parti, s'uniront sans doute à moi pour souhaiter au chef de l'opposition une santé physique parfaite: quant à sa santé politique, je crains que ce soit trop espérer. Il est évident qu'on ne peut pas lui souhaiter l'impossible.

(Applaudissements à droite)¹⁰

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je remercie le premier ministre des bons vœux qu'il formule sur ma santé. Je comprends les restrictions du chef du gouvernement sur ma santé politique. Je ne voudrais pas qu'il croie que ses souhaits sur ma santé physique m'empêcheront plus tard de démontrer que je suis en bonne santé politique. Je peux lui dire tout de suite que ma santé politique est tout aussi bonne. Le temps saura lui montrer à quel point.

M. Ross (Montréal-Verdun)¹¹: Je suis heureux de m'unir au premier ministre pour saluer le retour du chef de l'opposition, que je considère comme un excellent chef, un grand parlementaire et un grand gentilhomme. Des sentiments d'amitié me lient au chef de l'opposition depuis plusieurs années. Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon) et moi-même sommes heureux de le voir de retour parmi nous pour reprendre son poste, poste auquel il a été élu à l'unanimité en 1950.

La motion est adoptée.

La Chambre s'ajourne en signe de deuil jusqu'à jeudi après-midi.

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 13 novembre 1957, à la page 13, précise que l'Orateur de la Chambre préside la séance dans un nouveau fauteuil, sculpté par Henri Trudelle, de Saint-Romuald, "membre d'une famille de sculpteurs qui ont fait leur marque". C'est qu'une tradition de l'Assemblée législative veut que l'Orateur sortant garde le fauteuil qu'il a occupé pendant son mandat. Or, au cours de la session précédente, l'honorable M. Tellier a siégé sur le fauteuil de son prédécesseur, l'honorable A. Taché, en attendant qu'on en sculpte un pour lui. *L'Action catholique* ajoute enfin que, sur chaque fauteuil, l'on sculpte les chiffres de l'année de l'entrée en fonction: on complète plus tard en y inscrivant les chiffres de l'année de démission.
2. L'ouverture de la session provinciale donne lieu à chaque année à un rituel particulier, auquel assistent habituellement tous les membres du cabinet ainsi que l'ensemble des élus à l'Assemblée législative. *L'Événement* du 14 novembre 1957, à la page 6, observe cependant qu'un ministre, le Dr Arthur Leclerc, n'a pu participer aux cérémonies, en raison de problèmes de santé. *La Presse* du jeudi 14 novembre 1957, à la page 49, souligne de son côté que le premier ministre a brisé une vieille tradition lors de cette même ouverture. La coutume veut en effet que le chef du gouvernement aille rencontrer le lieutenant-gouverneur à "la porte du sauvage" après avoir passé en revue une garde d'honneur sur les terrains du parlement. Ce jour-là, le lieutenant-gouverneur a franchi, seul, à 3 heures les portes de l'institution, le premier ministre arrivant quelques minutes plus tard. Il a plutôt rejoint l'honorable Fauteux au restaurant du parlement.
3. *Le Soleil* du 14 novembre 1957, à la page 3, précise que l'Orateur a attendu quelques minutes l'arrivée du premier ministre pour reprendre la séance. M. Duplessis s'était attardé à l'entrée du Café du Parlement afin de "donner la main", en compagnie du lieutenant-gouverneur, aux "centaines d'invités" réunis dans le cadre de la réception offerte à la suite de la lecture du discours du trône. Le premier ministre a fait son entrée à 4 h 30, accueilli par les députés ministériels et par les deux députés indépendants présents.
4. Contrairement aux autres journaux, *La Tribune* du 14 novembre 1957, à la page 1, affirme que c'est le représentant de Stanstead (M. Gérin) qui accompagne le représentant de Mégantic (M. Fortin).
5. Le représentant de Vaudreuil-Soulanges (M. Schmidt), tout comme celui de Châteauguay (M. Laberge), a été assermenté le matin même. *L'Événement* du 14 novembre 1957, à la page 6, nous informe que la bible sur laquelle les deux nouveaux élus ont prêté serment a servi à l'assermentation de tous les membres de l'Assemblée législative depuis la Confédération.
6. Selon la procédure parlementaire, le texte du *Discours du trône* fait l'objet de deux lectures, une première fois à la salle du Conseil législatif par le lieutenant-gouverneur, et une seconde fois par l'Orateur de l'Assemblée législative, à la salle de l'Assemblée législative. Les députés peuvent toutefois exempter l'Orateur de procéder à cette seconde lecture. Selon les *Journaux de l'Assemblée législative*, à la page 6, rien n'indique que cette exemption ait été accordée à l'Orateur. De plus, aucun quotidien ne mentionne ni ne fait référence à cette possible exemption. Conformément aux *Journaux de l'Assemblée législative*, il est fort probable que l'Orateur ait repris la lecture du discours du trône. Toutefois, seule la lecture à l'Assemblée législative n'est retenue dans le présent contexte, afin d'éviter une répétition du texte qui ne comporte aucun élément nouveau.
7. *L'Événement* du 14 novembre 1957, à la page 6, rapporte que, depuis 90 ans, pendant ce discours, un représentant de la famille Blais se tient à proximité du trône. Les Blais se transmettraient en effet de père en fils la fonction de messenger du Conseil législatif. Le premier de la famille à exercer cette fonction se prénomait François Blais, de Saint-François de Montmagny; en novembre 1957, c'est Rosario Blais qui assiste à la cérémonie inaugurale de la session provinciale.
8. Il s'agit de M. Arthur Laberge (Union nationale), décédé le 7 juin 1957, et du Dr Fabien Gagnon (Parti libéral), décédé le 11 juin suivant, respectivement députés des comtés de Châteauguay et de Compton au moment de leur décès. *L'Action catholique* du 14 novembre 1957, à la page 3, nous apprend qu'avant l'ouverture de la séance, des couronnes de fleurs ont été déposées sur les pupitres où ils ont siégé autrefois.
9. Le chef du Parti libéral, Georges-Émile Lapalme, a dû en effet s'absenter en raison d'une grave

maladie au cours de la session de 1956-1957. Le député de Saint-Maurice, René Hamel, l'a alors remplacé comme chef de l'opposition en Chambre.

10. *La Presse* du 14 novembre 1957, à la page 49, remarque que les représentants de Montréal-Verdun (M. Ross) et de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon) participent également aux applaudissements.

11. Tout comme son collègue Dave Rochon, député de Montréal-Saint-Louis, Lionel Ross, représentant de Montréal-Verdun, siège comme indépendant à l'Assemblée législative. Messieurs Ross et Rochon se sont cependant fait élire sous la bannière du Parti libéral à l'élection du 20 juin 1956. Selon *La Presse* du 14 novembre 1957, à la page 49, les deux élus libéraux ont voté à deux reprises avec le gouvernement, au cours de la session de 1956-1957, sur les deux mesures relatives au plan du ministre des Affaires municipales, l'honorable Paul Dozois. Le quotidien de Montréal ajoute également qu'un "fossé s'était lentement creusé entre eux et le chef provisoire de l'opposition", M. René Hamel. Dans leur édition du 22 juin 1957, *La Presse* et *Le Soleil* déclarent que MM. Ross et Rochon ont remis leur démission à la suite d'un entretien, deux jours plus tôt, avec Georges-Émile Lapalme. Dans celle du 7 novembre 1957, *L'Action catholique*, à la page 22, et *Le Soleil*, à la page 21, affirment plutôt que les deux élus montréalais ont été expulsés du parti. Il semble bien toutefois que les députés Ross et Rochon continueront à appuyer le Parti libéral. Dans une déclaration au *Quebec Chronicle Telegraph* du 25 novembre 1957, à la page 8, M. Rochon a déclaré: "Tant que personne ne nous attaquera, nous suivrons le Parti libéral".

Séance du jeudi 14 novembre 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Bruno Hyland, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de Marie-Jeanne-Alice Côté en celui de Hyland (M. Roy);

- de Henri Bolduc, en religion révérend père Arthur, demandant l'adoption d'une loi à l'effet de constituer en corporation Les pères Capucins de Québec (M. Pouliot);

- de la ville de Saint-Raymond et de la paroisse de Saint-Raymond, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à imposer une taxe de vente (M. Chalifour);

- de Marcel Van de Putte, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Marcel Marion (M. Gagné, Montréal-Laurier);

- des municipalités scolaires de Saint-Romuald d'Etchemin, Chamy et Bienville, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Samson);

- de Maximilien Jeanson, demandant l'adoption d'une loi modifiant le testament de Téléphore Jeanson-Lapalme (M. Chartrand);

- de Victor-Joseph Jaquin et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Joseph Coutaller (M. Pouliot, Laval);

- du révérend père Ernest Giovannini et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant la Société des Salésiens de Québec (M. Gérin);

- de la Société agricole des Cantons-de-l'Est, demandant l'adoption d'une loi décrétant que les propriétés immobilières soient déclarées non imposables (M. Gérin);

- de l'Hôpital Général Saint-Vincent-de-Paul de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);

- de Eugène Jurisic, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat (M. Rochette);

- de Joseph-Antonio Lincourt, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à vendre un certain immeuble (M. Lavallée);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Michel-des-Saints, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe spéciale (M. Lavallée);

- de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de Michel John Fawcett, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat (M. Somerville);

- de Zofia Ortowska-Orny, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'exercice de l'art dentaire (M. Thibeault);

- de Son Excellence Monseigneur Émilien Frenette, demandant l'adoption d'une loi aux fins de constituer une corporation sous le nom de Séminaire Sainte-Thérèse (M. Blanchard);

- des commissaires d'écoles de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant une entente intervenue avec la compagnie Canadian International Paper Co. (M. Ducharme);

- de la cité de Rouyn, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Larouche);

- de James Alfred Lowry, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Hazel Lowry (M. Gosselin);

- de la Caisse nationale d'économie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Thibeault);

- de Jonas Segamogas, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Segomas (M. Ross);

- de Roland Duquette, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Marie-Thérèse Larseneur (M. Thibeault);

- de l'Union Canadienne compagnie d'assurances, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'augmentation de son capital (M. Thibeault);

- de Simon Dumenco, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir l'autorisation d'exercer l'art dentaire (M. Thibeault);

- des commissaires d'écoles de la municipalité de la ville d'Alma, de la ville de Naudville, de la paroisse d'Alma, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Auger);

- de Claude Rocheleau, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de dame Julie Lalanne (M. Bernard);

- de Joseph Georges Aimé Carrière, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Soucy (M. Bernatchez);

- de dame Sarah Hamel Gélinas, demandant l'adoption d'une loi relative à l'autorisation de vendre certains lots vacants (M. Blanchard);

- de la Commission scolaire de la ville de Nicolet, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer une taxe de vente (M. Roy);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire catholique de la cité de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Ladouceur);

- de la Société gazifère de Hull incorporée, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desjardins);

- de Maurice Lecompte, demandant l'adoption d'une loi confirmant une donation entrevifs (M. Blanchard);

- de Berthierville et des commissaires d'écoles de Berthierville, demandant l'adoption d'une loi autorisant le paiement d'un salaire au maire et aux échevins et à imposer une taxe spéciale (M. Lavallée);

- de Louis Arthur Simon et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de Jewish Congregation of Saint-Laurent (M. Kirkland);

- du révérend père Pierre Paul Asselin, demandant l'adoption d'une loi incorporant le Collège de Jonquière (M. Ouellet);

- de la Commission scolaire de la cité de Beauharnois, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hébert);

- de dame Blanche Mercier Simonds, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de dame Georgianna Saint-Georges, veuve de Charles Antoine Lortie (M. Custeau);

- de Nathan Cohen et Hyman Zalkind, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Comité d'habitation de Montréal à vendre certains immeubles (M. Caron);

- de l'Association nationale de bénéfices mutuels, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation sous le nom de Aeterna-Vie (M. Bertrand).

Rapports du comité spécial:

Composition des comités permanents

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité des onze.

Votre comité a choisi l'honorable M. Duplessis pour son président.

Votre comité a nommé le président et les membres de chaque comité permanent et a fixé le nombre des membres et le quorum de chacun de ces comités ainsi qu'il suit:

Comité permanent du Code municipal:

Président: M. Bernard.

Les honorables MM. Dozois, Labbé, Prévost; MM. Bernatchez, Bertrand, Brown, Caron, Chartrand, Courcy, Custeau, Desjardins, Dionne, Gagnon (Matapédia), Galipeault, Gérin, Hébert, Kirkland, Lavallée, Plourde, Poirier, Raymond, Riendeau, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Samson, Schmidt, Somerville, Spence, Vachon.

Nombre de membres: 31.

Quorum: 12.

Comité permanent des comptes publics:

Président: M. Bertrand.

Les honorables MM. Beaulieu, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Miquelon; MM. Bernatchez, Boudreau, Charbonneau, Custeau, Desjardins, Earl, Gagnon (Matapédia), Guillemette, Hamel, Hébert, Hyde, Johnston, Lapalme, Lavallée, Lévesque, Parent, Plourde, Poirier, Poulin, Ross, Roy, Théberge, Tremblay.

Nombre de membres: 29.

Quorum: 14.

Comité permanent des privilèges et des élections:

Président: M. Gérin.

Les honorables MM. Barrette, Bourque, Cottingham, Duplessis, Élie, Labbé, Leclerc, Miquelon; MM. Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Cloutier, Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Gagnon (Matapédia), Guillemette, Hamel, Hyde, Kirkland, Lapalme, Lavallée, Rochon, Saint-Pierre, Somerville, Théberge.

Nombre de membres: 28.

Quorum: 14.

Comité permanent des industries et du commerce:

Président: M. Johnston.

Les honorables MM. Beaulieu, Bourque; MM. Bellemare, Bernard, Boudreau, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Couturier (Gaspé-Nord), Desjardins, Dionne, Earl, Gagnon (Matapédia), Gérin, Gosselin, Hébert, Hyde, Laberge, Lalonde, Lévesque, Lizotte, Parent, Plourde, Rochette, Somerville, Théberge, Thibault.

Nombre de membres: 28.

Quorum: 10.

Comité permanent des bills publics en général:

Président: L'honorable M. Duplessis.

Les honorables MM. Cottingham, Élie, Gagnon (Matane), Lorrain, Miquelon, Rivard, Sauvé, Talbot; MM. Bellemare, Bertrand, Blanchard, Caron, Chalifour, Cloutier, Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Earl, Gagnon (Matapédia), Galipeault, Gérin, Hamel, Hébert, Hyde, Johnston, Kirkland, Langlais, Lapalme, Lavallée, Maltais, Poulin, Rochon, Ross, Saint-Pierre.

Nombre de membres: 34.

Quorum: 12.

Comité permanent des bills privés en général:

Président: M. Caron.

Les honorables MM. Barrette, Bourque, Dozois, Duplessis, Élie, Labbé, Leclerc, Miquelon, Prévost, Rivard, Sauvé; MM. Auger, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Brown, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Courcy, Custeau, Desjardins, Dionne, Ducharme, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matapédia), Galipeault, Gérin, Gosselin, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnston, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lapalme, Lévesque, Maltais, Ouellet (Saguenay), Parent, Plourde, Poulin, Pouliot (Laval), Riendeau, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Samson, Somerville, Thibeault, Tremblay, Turpin.

Nombre de membres: 59.

Quorum: 15.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication:

Président: M. Chartrand.

Les honorables MM. Beaulieu, Gagnon (Matane), Paquette; MM. Auger, Bellemare, Bernatchez, Brown, Cloutier, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Gagné (Montréal-Laurier), Hébert, Lalonde, Lévesque, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Parent, Plourde, Poirier, Pouliot (Laval), Raymond, Rochette, Rochon, Roy, Schmidt, Somerville, Spence, Turpin.

Nombre de membres: 32.

Quorum: 12.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation:

Président: M. Riendeau.

Les honorables MM. Barré, Bégin, Duplessis, Élie, Labbé, Leclerc, Miquelon; MM. Bernatchez, Brown, Chalifour, Chartrand, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Desjardins, Dionne, Gosselin, Guillemette, Hamel, Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lapalme, Larouche, Lavallée, Lévesque, Ouellet

(Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Parent, Plourde, Poulin, Raymond, Roy, Russell, Spence, Turpin, Vachon.

Nombre de membres: 37.

Quorum: 18.

Comité permanent des relations industrielles:

Président: M. Hébert.

Les honorables MM. Barrette, Duplessis, Élie, Leclerc; MM. Bellemare, Boudreau, Earl, Hamel, Lafrance, Lapalme, Lévesque, Poulin, Roy, Thibeault.

Nombre de membres: 15.

Quorum: 6.

Comité permanent des règlements:

Président: M. Gagnon (Matapédia).

MM. Auger, Bernatchez, Boudreau, Cloutier, Gagné (Richelieu), Galipeault, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Lavallée, Lizotte, Poirier, Poulin, Pouliot (Laval), Raymond, Ross, Somerville, Thibeault.

Nombre de membres: 19.

Quorum: 6.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:**Prêts agricoles**

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 2 autorisant de nouveaux crédits pour fin de prêts agricoles.

Adopté. Le bill est lu une première fois¹.**Loi des conditions de l'habitation**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 3 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des pouvoirs spéciaux pour la crise du logement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 4 modifiant la loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement.

Il explique que le bill prolonge jusqu'en 1960² l'existence de la Régie des loyers et décrète que les loyers de plus de \$100 ne seront plus soumis à la juridiction de la régie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la conciliation entre locataires et propriétaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 5 modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la prévention des incendies

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 6 modifiant la loi de la prévention des incendies.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Cour supérieure en matières criminelles

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 8 concernant la juridiction de la Cour supérieure en matières criminelles.

Le bill demande à la Législature d'accorder à la Cour supérieure l'autorisation d'entendre les appels des causes criminelles jugées par la Cour des sessions de la paix. On a déjà contesté à la Cour supérieure le droit d'entendre ces appels. En effet, l'article 719 du Code criminel relevant de l'autorité fédérale assimile notre Cour supérieure à un tribunal d'appel pour certaines matières pénales, ce qui est inconstitutionnel, puisque l'organisation des tribunaux relève des provinces. Seul le Parlement provincial peut décider qu'il en sera ainsi. Le bill a pour but de régulariser cette situation, car il est nécessaire qu'elle soit clarifiée.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la pêche

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de

présenter le bill 9 modifiant l'article 37 de la loi de la pêche.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 10 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Les juges en chef des cours des sessions de la paix et des magistrats de district, explique-t-il, lui ont demandé plus de juges pour expédier les affaires de plus en plus nombreuses.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Université de Sherbrooke

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 11 relatif à l'Université de Sherbrooke.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare que deux versements de \$300,000 remplaceront les huit versements de \$75,000 prévus par la loi. Cela veut dire que, d'ici deux ans, les autorités de l'Université de Sherbrooke auront reçu les \$750,000 votés dès le début de l'Université, afin de lui permettre de construire la cité universitaire. Il s'est, dit-il, rendu à Sherbrooke dernièrement assister à la bénédiction d'une partie du nouvel immeuble universitaire et il a été impressionné par la sobriété de l'édifice neuf. L'Université est un modèle à tous les points de vue, et tout dans cette institution vaudrait d'être cité en exemple au reste de la province. C'est pour cette raison que la loi sera amendée, afin d'aider plus rapidement cette université.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Code de procédure civile, saisie de gages et salaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 12 modifiant le Code de procédure civile concernant la saisie des gages et salaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi du système routier

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 13 modifiant la loi concernant un système routier approprié aux besoins de la province.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Appels en matières civiles

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 14 concernant les appels en matières civiles.

Il s'agit d'établir une cour intermédiaire d'appel, une Cour de révision. Il y avait autrefois, dans la province, un tribunal qu'on appelait ainsi. Elle était composée de juges de la Cour supérieure, non de juges uniquement assignés pour elle.

Cette méthode de procéder soulevait de justes critiques. L'ancienne Cour de révision a donc été abolie parce qu'elle ne donnait pas toujours satisfaction. La nouvelle cour, qui sera créée cette année, ne sera pas composée, comme le prévoyait une législation antérieure, des juges de la Cour supérieure.

Ses membres ne siégeront que comme juges de la Cour de révision. Ils entendront les appels des tribunaux inférieurs relevant de la juridiction provinciale et leurs décisions seront finales.

La Commission des relations ouvrières participera, désormais, de la nature des causes sommaires. Elle aura le droit de siéger même en période de vacances judiciaires pour entendre ces causes.

Il rappelle certaines mesures déjà prises, dit-il, pour faciliter l'administration de la justice et pour rendre les tribunaux plus accessibles à la population des régions éloignées des grands centres.

La mesure que nous avons alors adoptée, il y a deux ans, en permettant à la Cour du banc de la reine de siéger à trois juges dans certains cas, avait pour but de décongestionner le rôle de la Cour d'appel. Ce but a été atteint puisqu'on ne note plus de congestion.

À l'avenir, la Cour d'appel se composera d'au moins cinq juges pour l'audition des causes, comme avant l'amendement d'il y a deux ans. Le quorum de trois membres donne lieu à des situations parfois contradictoires.

Notre objectif est triple. Nous voulons premièrement réduire les dépenses, rendre plus

accessible l'accès aux tribunaux et hâter les affaires judiciaires. Il s'agit de réformes importantes qui s'imposaient.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Prêts agricoles

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 2 autorisant de nouveaux crédits pour fin de prêts agricoles.

Adopté.

Loi des conditions de l'habitation

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 3 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

Adopté.

Loi de la prévention des incendies

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 6 modifiant la loi de la prévention des incendies.

Adopté.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 10 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté.

Université de Sherbrooke

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 11 relatif à l'Université de Sherbrooke.

Adopté.

Code de procédure civile, saisie de gages et salaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 12 modifiant le Code de procédure civile concernant la saisie des gages et salaires.

Adopté.

Loi du système routier

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 13 modifiant la loi concernant un système routier approprié aux besoins de la province.

Adopté.

Appels en matières civiles

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 14 concernant les appels en matières civiles.

Adopté.

Adresse en réponse au discours du trône

M. Fortin (Mégantic) propose, appuyé par le représentant de Compton (M. Gosselin), que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur³:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

Il présente ses hommages à l'Orateur et le félicite de la dignité avec laquelle il remplit ses fonctions. Il fait l'éloge de son prédécesseur, l'honorable Tancred Labbé⁴. Le résultat des

dernières élections partielles, dit-il, constitue surtout un nouveau témoignage indiscutable de confiance pour le chef de l'Union nationale, le premier ministre de notre province. Je souhaite que le ciel le conserve longtemps en excellente santé dans le meilleur intérêt de la province et de sa brave population.

Le comté de Mégantic existe depuis 1867. Il fut à ses débuts un comté plutôt anglais, longtemps représenté par un illustre avocat de Québec, qui devint plus tard juge, l'honorable George Irvine. En 1912, pour la première fois, un député de langue française y fut élu, M. Joseph Demers. Maintenant, le comté est en grande majorité habité par des gens de langue française, mais il conserve une minorité importante de langue anglaise, qui en fait une image assez fidèle de toute la province. C'est un comté qui renferme de riches paroisses agricoles, d'importants centres industriels, et je n'ai point besoin de rappeler que c'est le centre mondial de la production de l'amianté.

La population que je représente est donc à la fois agricole et ouvrière. En bien, cette population variée, typiquement québécoise, m'a accordé 6,305 voix de majorité, c'est-à-dire près de 65 % du vote donné. La majorité du représentant de l'Union nationale a augmenté de plus de 600 % sur celle de 1956. C'est la majorité la plus considérable qui s'est donnée depuis 1867 dans le comté de Mégantic.

Et pourtant, la lutte fut rude. Les ennemis avoués ou déguisés de l'Union nationale avaient, en particulier, demandé aux ouvriers de l'amianté de voter contre moi. On avait profité de certaines manifestations, qui se sont déroulées quelques jours avant le scrutin, pour réclamer un véritable vote de classe. Or, dans la ville ouvrière de Thetford Mines, j'ai obtenu une majorité de 2,325 voix⁵, majorité qui s'est manifestée dans 44 des 45 bureaux de scrutin. En outre, à Plessisville, centre qui de temps immémorial est considéré comme un château fort libéral, où le candidat de nos adversaires avait obtenu en 1956 une majorité, votre humble serviteur s'est vu accorder environ 500 voix de plus que le candidat de l'opposition.

Pour lui, sa victoire, à l'instar des trois autres, constitue un éloquent témoignage de gratitude et d'appréciation à l'endroit du premier ministre et du gouvernement. Son élection dans un comté ouvrier prouve, selon lui, que la population approuve la législation ouvrière du gouvernement de l'Union nationale. Il s'agit d'un témoignage de confiance de la part des ouvriers à l'endroit du premier ministre.

J'ai vieilli auprès des ouvriers, et lorsque je parle de leurs problèmes, je ne me perds pas dans des

théories et des abstractions. J'ai connu par moi-même le sort pénible réservé aux mineurs de chez nous, sous les régimes soi-disant libéraux. Je me souviens des premières réclamations qu'ils ont faites et auxquelles les gouvernements de l'époque, les prédécesseurs de nos adversaires, ne prêtèrent pas toujours une oreille attentive. Et quand je compare la situation des ouvriers de mon comté avec ce qu'elle était sous les gouvernements précédents de mes adversaires, je ne puis m'empêcher de constater des progrès immenses qui, pour la plupart, sont dus à la législation adoptée et mise en vigueur par le gouvernement de l'Union nationale ainsi qu'au travail dévoué et fructueux de notre excellent ministre du Travail, l'honorable député de Joliette (M. Barrette).

Pendant la campagne, on m'a traité de vieillard, mais la vieillesse a ses charmes et ses avantages. Elle permet de rappeler des situations que les jeunes d'aujourd'hui n'ont pas connues. Je me souviens de ce qu'était la liberté syndicale avant 1937. Elle n'existait pratiquement pas, pas plus d'ailleurs que les nombreuses améliorations réalisées par le gouvernement actuel en faveur de la classe ouvrière.

C'est sous le règne de l'Union nationale que la loi des accidents du travail a été améliorée, dans l'intérêt des ouvriers et de leurs familles. Les indemnités ont été considérablement augmentées. Grâce au gouvernement actuel, la silicose qui causait des ravages considérables parmi nos mineurs, à cause en bonne partie de la négligence des gouvernements soi-disant libéraux, la silicose, dis-je, est aujourd'hui pratiquement disparue. En 1945, le ministère du Travail fondait le service de réadaptation pour les accidentés du travail. En 1947 fut établie cette admirable clinique de réadaptation qui, à Montréal, a réussi en une dizaine d'années à guérir et à rendre utiles à la société près de 7,000 ouvriers.

Sous l'impulsion des ministères de la Santé, des Mines et du Travail, le gouvernement actuel a poursuivi une lutte énergique et efficace contre ces deux maladies, qui ont frappé, autrefois surtout, les mineurs de mon comté, la silicose et l'amiantose. Non seulement, le gouvernement s'est occupé de faire verser aux victimes des indemnités substantielles, mais il a pris les mesures nécessaires pour que l'industrie de l'amiante voie elle-même à la protection sanitaire de ses ouvriers. Les compagnies ont dû déboursier des millions de dollars pour éliminer la poussière et protéger les poumons des mineurs. Bref, nous pouvons affirmer - les ouvriers

de Thetford le savent - que notre loi des accidents de travail a été depuis 10 ans considérablement améliorée.

Parlant des conflits ouvriers et patronaux, il reproche à ses adversaires d'en avoir traité d'une façon qui ne lui semble pas inspirée par le souci de l'intérêt public et de la vérité. Cette attitude, dit-il, n'est pas juste pour la classe ouvrière. Elle est, de plus, injuste pour la province. Ces conflits représentent une minime fraction dans le domaine des relations ouvrières-patronales. Ils sont beaucoup moins nombreux sous l'Union nationale qu'ils l'étaient sous les régimes soi-disant libéraux.

En ma qualité de médecin, je m'intéresse aussi évidemment à tous les problèmes de santé publique et de sécurité sociale. Il y aura bientôt un demi-siècle que je pratique la médecine, et j'ai pu, au cours de cette longue carrière professionnelle, mesurer les immenses progrès qui ont été accomplis. Ces progrès ont été constants, surtout depuis une dizaine d'années. Le gouvernement a d'abord contribué à la formation de médecins, en aidant nos universités. Au cours de l'année qui s'est écoulée, j'ai été, pour ma part, heureux de voir mon *Alma Mater*, l'Université Laval de Québec, dotée, grâce à l'aide du gouvernement, d'une Faculté de médecine qui ne le cède en rien à la plupart des institutions du genre au Canada et même dans toute l'Amérique.

L'Union nationale a multiplié les initiatives favorisant la santé publique en créant d'abord le ministère de la Santé, et en favorisant, entre autres choses, l'établissement des médecins de campagne. Il faut que nous conservions autant que possible ces médecins de famille qui sont à la fois les conseillers et les amis de leurs clients. Il loue le ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) des initiatives personnelles qu'il a prises. Il évoque la construction et l'agrandissement de quelque 110 établissements hospitaliers, la lutte contre la tuberculose, etc.

Tout au long de ma carrière médicale de 50 années, j'ai vu augmenter le rôle de l'État dans le domaine hospitalier. Les pouvoirs publics ont dû aider les individus à lutter contre la maladie. Mais l'intervention du gouvernement ne doit tout de même demeurer que supplétive, et nous devons éviter les dangers d'un paternalisme d'État dans le domaine de la santé publique qui détruirait toute initiative privée et amoindrirait le sens de la responsabilité.

Ce rôle de l'État, en matière de santé publique, relève des provinces. Évidemment, les Pères de la Confédération n'ont pu prévoir certaines exigences du progrès moderne, mais ils ont pensé, avec raison, qu'un domaine aussi personnel qui est

lié aux mœurs et aux traditions d'un peuple devait relever des provinces. Ceci est encore plus vrai pour notre province dont les caractéristiques françaises et catholiques doivent être respectées. C'est dire que nous n'insisterons jamais trop sur la juridiction des gouvernements provinciaux en matière de santé publique.

Le respect des droits constitutionnels des provinces dans tous les domaines est d'ailleurs un enjeu vital. Le discours du trône insiste avec raison sur cette importante question, sur laquelle l'attitude du gouvernement actuel est constante et logique. Comme le soulignait récemment le premier ministre, elle est au-dessus de toutes les querelles politiques et elle demeure la même, quel que soit le parti au pouvoir à Ottawa. Il félicite le premier ministre pour son attitude sur la question.

A la fin du mois, poursuit-il, une nouvelle conférence fédérale-provinciale sera tenue à Ottawa⁶. Nul doute que les droits de la province y seront courtoisement, mais fermement réclamés. Nous espérons que pleine et entière justice sera enfin rendue aux provinces en général et à la province de Québec en particulier. Je fais écho aux sentiments de mes électeurs et à ceux de l'immense majorité de la province, en formulant l'espoir que la prochaine conférence soit entièrement fructueuse, de manière à ce que les principes fondamentaux de la Confédération canadienne soient sauvegardés non seulement en théorie, mais aussi en pratique, et qu'elle rende pleine et entière justice à tous les partenaires de la Confédération.

M. Gosselin (Compton) remercie les électeurs du comté de Compton, présente ses hommages à l'Orateur, le félicite de la dignité avec laquelle il remplit ses fonctions, et offre ses sympathies aux familles des députés décédés depuis la dernière session. Il déclare que le résultat des élections du 18 septembre prouve, à son avis, que les électeurs des quatre comtés où il s'est tenu des élections sont satisfaits de l'administration du gouvernement actuel et désirent qu'il y demeure encore longtemps.

En dépit des déclarations d'une autorité du Parti libéral, dit-il, la victoire dans mon comté a été remportée dans une atmosphère de bonne entente, dans la sobriété et le respect des saines mœurs électorales. La population du comté de Compton, qui se compose de 70 % de Canadiens de langue française et de 30 % de Canadiens de langue anglaise, est un modèle de bonne entente entre les deux grandes races au pays.

Dans le passé, mon comté a élu des députés de langue anglaise, avec l'appui très fort des électeurs de langue française, tels que le furent mes

prédécesseurs, l'honorable C. D. French, son frère, M. John French, l'honorable Jacob Nicol et M. William Duffy. À mon élection du 18 septembre dernier, il me fait plaisir de dire à cette Chambre que j'ai eu l'appui d'au moins 85 % du vote anglais, ce qui explique encore la perte du dépôt du candidat libéral. Les électeurs de Compton sont bien dans l'esprit de l'Union nationale et n'ont pas de préjugés sur la couleur politique. Les Messieurs French étaient d'origine conservatrice et mon père n'a abandonné l'organisation libérale dans la ville d'East Angus qu'en 1954. Pour ma part, je suis un converti de M. French.

Le vote du 18 septembre, dans Compton, est un vote de reconnaissance, ainsi qu'un vote de confiance envers l'Union nationale et son chef (l'honorable M. Duplessis). Les cultivateurs se souviennent que c'est l'Union nationale qui leur a donné le prêt agricole, l'électrification rurale, le drainage des terres, la loi de l'amélioration des fermes par la mécanisation, la loi des marchés agricoles, etc.

L'énorme majorité que m'a donnée la classe ouvrière, tout spécialement dans les villes de East Angus, Waterville, Scottstown et Cookshire, malgré l'appel démagogique aux préjugés de la part de nos adversaires, signifie que nos ouvriers n'aiment pas ces incitations aux préjugés et à la démagogie. Ils veulent vivre en paix et en harmonie, avec toute autorité, soit syndicale, gouvernementale ou autre, et ils savent bien que c'est le gouvernement de l'honorable premier ministre qui leur a donné le droit d'association syndicale, et ils savent surtout que, lorsqu'ils ont des difficultés, ce ne sont pas les méthodes utilisées par nos adversaires qui vont leur permettre de résoudre convenablement leurs problèmes.

Il fait une revue des progrès réalisés dans son comté, au point de vue scolaire, et dans nombre d'autres domaines. Il parle de la politique du gouvernement provincial en matière d'éducation. Il note, dit-il, le merveilleux réseau d'enseignement spécialisé. Grâce aux écoles spécialisées, aux écoles techniques, aux écoles d'arts et métiers, les jeunes sont maintenant en mesure de se préparer convenablement aux positions qui leur sont offertes dans l'industrie.

Certaines gens voudraient que toutes les situations puissent être corrigées en un an et qu'un seul budget vienne combler tous les besoins. Mais il faut tenir compte des revenus limités de la province et aussi des exigences de tous les secteurs de l'administration. Je crois qu'une province qui, comme la nôtre, consacre environ 25 % de son budget à l'éducation, accomplit vraiment son devoir. Ce qui caractérise la politique du gouvernement, c'est la recherche d'un certain équilibre qui fait que

le budget consacré à l'enseignement est distribué proportionnellement aux besoins de chacun.

Les électeurs de Compton savent bien que c'est sous le gouvernement de l'Union nationale que l'on constate un immense progrès dans le domaine routier, grâce à l'aide généreuse du gouvernement et de son ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot), et grâce aussi aux multiples subventions accordées pour la construction et la réfection de centaines de milles de chemin, pour l'entretien des chemins d'hiver, etc.

Ami du cultivateur, champion d'une saine autonomie provinciale, défenseur des droits de sa race, bien que respectueux des droits minoritaires de la grande race que nous coudoyons, le premier ministre de cette province s'est donné à la tâche de l'éducation et du bien-être de la population en général avec une fougue qui tient du prodige. Il a bien mérité des siens, et l'éclat de sa haute personnalité éclairera avec vivacité les pages les plus glorieuses de notre histoire politique.

Il associe à son hommage les membres du cabinet et, en particulier, le ministre des Terres et Forêts et des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Bourque) qui, affirme-t-il, a donné non seulement son travail, mais sa santé au service de la population de la province. M. l'Orateur, c'est un grand honneur qui rejaillit sur la population de mon comté que d'avoir été choisi pour adresser la parole ici, et c'est avec beaucoup de bonheur que je seconde la motion du député de Mégantic.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Pour célébrer ce jour de gloire, où de nouveaux députés ont fait leurs débuts en Chambre, je propose, secondé par l'honorable député de Jacques-Cartier (M. Kirkland), l'ajournement du débat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Chambre constatera que le chef de l'opposition a glissé sur les activités de la Chambre, pour ne songer qu'à l'ajournement.

Il félicite les proposeur et secondé de l'adresse. Le nouveau député de Mégantic, dit-il, est un médecin qui s'est dépensé sans compter pendant des années, sans jamais se lasser, pour le bien de ses concitoyens. Il vient de prononcer un discours digne d'un vieux parlementaire averti.

Le secondé est un jeune homme. L'Union nationale, d'ailleurs, c'est le groupement politique d'aujourd'hui, d'hier et de demain. Il comprend des gens plus âgés et des moins âgés. Je ne connais pas encore très bien personnellement le nouveau député de Compton. Mais, après le discours qu'il vient de

prononcer, il n'est pas nécessaire d'être prophète pour lui prédire une brillante carrière.

(Applaudissements à droite)

Je félicite de nouveau les députés de Mégantic et de Compton qui ont mis en relief les paroles d'un grand poète français. Pour leur coup d'essai, ils ont voulu un coup de maître. Je prévois pour l'opposition un long stage.

(Il prend un journal sur son bureau et, en se tournant vers M. Lapalme) J'ai entendu dire que le chef actuel de l'opposition a annoncé un congrès pour le mois de mars⁷.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je remercie le premier ministre de la publicité qu'il nous fait!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien. Je ne sais si nous y serons invités... mais je puis lui promettre que nous allons poursuivre les travaux parlementaires de la session avec diligence, afin de donner tout le temps aux intéressés de s'organiser, de réfléchir de délibérer, et de faire une bonne introspection avant la Convention libérale qui doit se tenir ici. J'espère seulement que le chef actuel, le député de Montréal-Outremont, sera confirmé dans ses fonctions.

(Rires)

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je n'ai rien à dire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis d'avis que ce serait une bonne chose. Mais il ne faut pas qu'il décourage ses partisans en démissionnant tous les jours.

(Rires)

Je crois sincèrement que c'est un excellent chef d'opposition...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): (Riant) Ça peut-être un commentaire dangereux!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois que le chef actuel de l'opposition est infiniment supérieur à tous ceux qui veulent le remplacer.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce qu'on va ajourner?

M. l'Orateur: Motion adoptée.

Le débat est ajourné.

Dépôt de documents:**État des
mandats spéciaux**

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre le Rapport relatif aux mandats spéciaux émis durant la vacance du

Parlement, suivant les rapports du Conseil, et soumis en vertu de l'article 10 du chapitre 72 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, préparé par l'auditeur de la province. (Voir le tableau ci-dessous)

Rapport relatif aux mandats spéciaux émis durant la vacance du Parlement, suivant les rapports du Conseil, et soumis en vertu de l'article 10 du chapitre 72 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		Au 14 novembre 1957		
		<i>Montant</i>	<i>Mandat d'argent émis</i>	<i>Solde disponible</i>
No	Aucun		Nil	

Département des Finances, Bureau de l'auditeur,

Québec, le 14 novembre 1957

L'auditeur de la province,
J.-A. Vézina

(Document de la session no 5)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain, à 3 heures.

La séance est levée.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 15 novembre 1957, à la page 1, fournit des notes explicatives sur les projets de loi présentés au cours de cette séance. Le journal précise que le premier ministre a donné les explications pour les projets de loi dont le texte n'avait pas encore été imprimé, soit les bills 4, 8 et 14.

2. La Presse canadienne, dont le texte est reproduit notamment dans *Le Droit* et *Le Progrès du Saguenay*

respectivement aux pages 16 et 3, mentionne plutôt la date du 1^{er} mai 1959. Le texte du bill sanctionné stipule toutefois que c'est jusqu'au 1^{er} mai 1961 qu'est prolongée l'existence de la Régie provinciale des loyers.

3. Pierre Laporte, du *Devoir* du 15 novembre 1957, à la page 3, rapporte que les deux députés choisis pour proposer et seconder l'adresse sont issus de comtés dont la population est composée en majorité d'ouvriers. Pour ce journaliste, leur sélection par le gouvernement n'a rien d'une coïncidence! Leurs comtés ont donné "d'impressionnantes majorités aux candidats de l'Union nationale" dans un contexte politique pourtant marqué par l'entrée dans sa "phase la plus tragique" de la grève de Murdochville et par la "marche sur Québec" organisée par deux chefs ouvriers (il s'agit probablement de Gérard Picard de la Confédération des travailleurs catholiques et de Roger Prévost de la Fédération du Travail de Québec). *Le Nouvelliste* du 15 novembre 1957, à la page 20, fait par ailleurs état du "contraste frappant" entre les âges des proposeur et seconneur de l'adresse: le Dr Fortin, à 73 ans, se présente en effet comme l'un des députés les plus âgés de l'Assemblée tandis que son collègue, âgé de 33 ans, est l'un des membres les plus jeunes de cette dernière.

4. L'honorable Labbé est décédé en fonction le 13 décembre 1956. Il occupait alors les fonctions de ministre sans portefeuille dans le cabinet de l'Union nationale.

5. Le *Montréal-Matin* du 15 novembre 1957, à la page 5, parle plutôt d'une majorité de 2,234 voix. Selon le Rapport des élections de 1960, le député Fortin aurait plutôt obtenu, à Thetford Mines, une majorité de 3,320 voix. (François Drouin, *Rapport sur les élections générales de 1960 et sur les élections partielles tenues pendant la vingt-cinquième législature (1956-1960)*, Québec, Assemblée législative, 1960, pages 316-317.

6. Cette conférence, convoquée par le premier ministre canadien, John Diefenbaker, le 16 septembre 1957, doit se tenir les 25 et 26 novembre 1957 à Ottawa. Tous les premiers ministres provinciaux ont accepté d'y participer. Selon un extrait de la lettre d'invitation de M. Diefenbaker, publié dans *L'Action catholique* du 31 octobre 1957, à la page 1, la rencontre devrait permettre de "revoir les arrangements actuels concernant le partage des impôts". *Le Soleil* du 31 octobre 1957, à la page 3, souligne par ailleurs que le Québec est la seule province à n'avoir jamais conclu d'accord fiscal avec Ottawa.

7. Le chef de l'opposition et leader du Parti libéral provincial, Georges-Émile Lapalme, en a fait l'annonce à midi ce jour-là. Le premier ministre a appris la nouvelle par un quotidien publié l'après-midi. Au cours de ce congrès de la Fédération libérale provinciale qui, selon l'annonce de M. Lapalme, se déroulera à Québec les 21 et 22 mars 1958 (il sera finalement reporté aux 30 et 31 mai 1958 en raison des élections fédérales déclenchées pour le 31 mars 1958), les militants du parti doivent se choisir un nouveau chef.

Séance du mardi 19 novembre 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la Communauté des sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie, demandant l'adoption d'une loi aux fins de constituer en corporation l'École Vincent d'Indy (M. Custeau);
- de la ville d'Alma, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Auger);
- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);
- de la ville de Richmond, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);
- de la corporation municipale de la ville de l'Assomption, demandant l'adoption d'une loi érigeant son territoire en municipalité de ville sous le nom de ville de l'Assomption (M. Chartrand);
- de l'Institut canadien, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Cloutier);
- du Collège des chiropraticiens du Québec, demandant l'adoption d'une loi aux fins de le constituer en corporation sous le nom de Collège des chiropraticiens du Québec (M. Boudreau);
- de Archie Shiroyan et autres, demandant l'adoption d'une loi aux fins de les constituer en corporation sous le nom de The Armenian Holy Apostolic Church of Montréal (M. Custeau);
- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boudreau);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Rémi de la Rivière Métis, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe d'éducation (M. Gagnon);
- de l'Alliance des coopératives de consommation, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom en celui de Fédération des magasins Coop (M. Boudreau);
- de la Commission des écoles catholiques de Québec, demandant l'adoption d'une loi concernant la taxe d'éducation (M. Cloutier);

- du Conseil supérieur de la chiropratique pour la province de Québec inc., demandant l'adoption d'une loi pour obtenir la reconnaissance professionnelle des chiropraticiens (M. Chartrand);

- de la corporation du canton Langelier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ducharme);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Ducharme);

- de la ville de Gatineau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desjardins);

- de la ville de Mégantic, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Guillemette);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Rivière Croche, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant une certaine résolution (M. Ducharme);

- du village de Maniwaki et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Maniwaki, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Desjardins);

- de la ville de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);

- de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Jacques-le-Majeur de Causapscal, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Gagnon);

- de la ville de l'Isle Maligne, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Auger);

- de la ville de Matane, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gagnon);

- de la corporation du village d'Amqui et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village d'Amqui, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Gagnon);

- de la cité de Grand'Mère et la corporation de la paroisse de Sainte-Flore, demandant l'adoption d'une charte concernant la protection du Lac des Piles (M. Ducharme).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Bruno Hyland, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de Marie-Jeanne-Alice Côté en celui de Hyland (M. Roy);

- de Henri Bolduc, en religion révérend père Arthur, demandant l'adoption d'une loi à l'effet de constituer en corporation Les pères Capucins de Québec (M. Pouliot);

- de la ville de Saint-Raymond et de la paroisse de Saint-Raymond, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à imposer une taxe de vente (M. Chalifour);

- de Marcel Van de Putte, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Marcel Marion (M. Gagné, Montréal-Laurier);

- des municipalités scolaires de Saint-Romuald d'Etchemin, Charny et Bienville, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Samson);

- de Maximilien Jeanson, demandant l'adoption d'une loi modifiant le testament de Télesphore Jeanson-Lapalme (M. Chartrand);

- de Victor-Joseph Jaquin et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Joseph Coutaller (M. Pouliot, Laval);

- du révérend père Ernest Giovannini et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant la Société des Salésiens de Québec (M. Gérin);

- de la Société agricole des Cantons-de-l'Est, demandant l'adoption d'une loi décrétant que les propriétés immobilières soient déclarées non imposables (M. Gérin);

- de l'Hôpital Général Saint-Vincent-de-Paul de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);

- de Eugène Jurisic, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat (M. Rochette);

- de Joseph-Antonio Lincourt, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à vendre un certain immeuble (M. Lavallée);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Michel-des-Saints, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe spéciale (M. Lavallée);

- de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de Michel John Fawcett, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat (M. Somerville);

- de Zofia Ortowska-Orny, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'exercice de l'art dentaire (M. Thibeault);

- de Son Excellence Monseigneur Émilien Frenette, demandant l'adoption d'une loi aux fins de constituer une corporation sous le nom de Séminaire Sainte-Thérèse (M. Blanchard);

- des commissaires d'écoles de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant une entente intervenue avec la compagnie Canadian International Paper Co. (M. Ducharme);

- de la cité de Rouyn, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Larouche);

- de James Alfred Lowry, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Hazell Lowry (M. Gosselin);

- de la Caisse nationale d'économie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Thibeault);

- de Jonas Segamogas, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Segomas (M. Ross);

- de Roland Duquette, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Marie-Thérèse Larseneur (M. Thibeault);

- de l'Union Canadienne compagnie d'assurances, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'augmentation de son capital (M. Thibeault);

- de Simon Dumenco, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir l'autorisation d'exercer l'art dentaire (M. Thibeault);

- des commissaires d'écoles de la municipalité de la ville d'Alma, de la ville de Naudville, de la paroisse d'Alma, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Auger);

- de Claude Rocheleau, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de dame Julie Lalanne (M. Bernard);

- de Joseph Georges Aimé Carrière, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Soucy (M. Bernatchez);

- de dame Sarah Hamel Gélinas, demandant l'adoption d'une loi relative à l'autorisation de vendre certains lots vacants (M. Blanchard);

- de la Commission scolaire de la ville de Nicolet, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer une taxe de vente (M. Roy);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire catholique de la cité de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Ladouceur);

- de la Société gazifière de Hull incorporée, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desjardins);

- de Maurice Lecompte, demandant l'adoption d'une loi confirmant une donation entrevifs (M. Blanchard);

- de Berthierville et des commissaires d'écoles de Berthierville, demandant l'adoption d'une loi autorisant le paiement d'un salaire au maire et aux échevins et à imposer une taxe spéciale (M. Lavallée);

- de Louis Arthur Simon et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de Jewish Congregation of Saint-Laurent (M. Kirkland);

- du révérend père Pierre Paul Asselin, demandant l'adoption d'une loi incorporant le Collège de Jonquière (M. Ouellet);

- de la commission scolaire de la cité de Beauharnois, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hébert);

- de dame Blanche Mercier Simonds, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de dame Georgianna Saint-Georges, veuve de Charles Antoine Lortie (M. Custeau);

- de Nathan Cohen et Hyman Zalkind, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Comité d'habitation de Montréal à vendre certains immeubles (M. Caron);

- de l'Association nationale de bénéfices mutuels, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation sous le nom de Aeterna-Vie (M. Bertrand).

Adresse en réponse au discours du trône¹

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 14 novembre courant, sur la motion proposée par le représentant de Mégantic (M. Fortin), dont elle a été saisie le même jour: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Lapalme (Montréal-Outremont)² (Applaudissements à gauche) présente ses hommages à l'Orateur, auquel le lie une amitié d'un quart de siècle. Il félicite les élus des quatre élections partielles du 18 septembre. Il souhaite, en particulier, au proposeur et au second de l'adresse, de continuer de se faire valoir en Chambre et de ne pas retomber dans l'anonymat de la députation de l'Union nationale. Il remercie chaleureusement le représentant de Saint-

Maurice (M. Hamel). La façon dont il s'est acquitté de sa fonction de chef provisoire de l'opposition, cette dure besogne, à la dernière session, mérite les remerciements les plus sincères. Je lui voue une grande admiration pour la besogne qu'il a alors abattue. Il remercie tous ses autres collaborateurs.

Récemment, un journal rappelait, dans ses éphémérides, qu'il y aura 25 ans, l'an prochain, que le premier ministre actuel a été choisi chef du Parti conservateur provincial. En 1936, le chef du présent gouvernement a formé le parti de l'Union nationale et est parvenu au pouvoir, mais il n'a jamais abdiqué le poste qu'on lui a confié en 1933. Plusieurs de ses lieutenants s'identifient au Parti conservateur chaque fois qu'il y a une élection fédérale. Je me demande si le premier ministre ne serait pas le chef de deux partis. Comme il n'a jamais répudié ce titre, tout en prétendant n'avoir d'attaches à aucun parti fédéral, il serait peut-être opportun pour lui de bien clarifier son statut. Des députés de l'Union nationale ont participé aux récentes élections fédérales³, et, avec le changement de gouvernement, quelques-uns d'entre eux se sont ensuite rendus à Ottawa en pèlerinage pour obtenir des faveurs. En fait, il semble y avoir des liens très puissants entre le Parti conservateur qui relève la tête dans la province de Québec et l'Union nationale qui se prétend entièrement détachée de tous les autres groupes.

Le gouvernement a interprété le résultat des élections complémentaires du 18 septembre comme un nouveau mandat qu'il aurait reçu de continuer "la politique familiale, sociale et nationale qu'il a instaurée d'après un plan d'ensemble bien défini et qui se traduit par une orientation législative et administrative nouvelle et progressive"⁴. C'est sans doute cette politique familiale, sociale et nationale, qui se reflétait dans les discours des ministériels, où l'on promettait de l'asphalte devant chaque maison et où l'on demandait pourquoi élire un député de l'opposition, alors que le comté avait besoin de tant de réalisations. À ce sujet, le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) n'y est pas allé avec le dos de la cuillère.

Il semble qu'il y ait plusieurs doctrines au sein de l'Union nationale. Le secrétaire provincial et registraire (l'honorable M. Prévost), par exemple, fait des conférences sur les vertus civiques. Théologien laïque du gouvernement, il se permet de répondre aux théologiens en soutane, comme les abbés Dion et O'Neil⁵. D'autre part, au cours d'élections récentes, le ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Rivard) accusait les libéraux d'Ottawa de voter de l'argent, en vertu du plan Colombo, pour les vaches sacrées de l'Inde.

Le nouveau gouvernement conservateur a fait davantage pour le plan Colombo, mais on n'y a rien vu d'anormal. La propagande de l'Union nationale, aux élections de 1956, avait aussi fait grand état des "œufs communistes". Cela n'a pas empêché le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) de recevoir récemment, avec beaucoup de sympathie, une délégation agricole communiste de la Roumanie. Le peuple aurait droit qu'on lui explique ces diverses contradictions au sein de l'Union nationale.

Ces contradictions, en particulier, font qu'il est difficile pour le commun des mortels de bien comprendre ce plan défini de politique sociale, familiale et nationale dont parle le discours du trône. C'est en vain qu'on le chercherait dans le discours. On y fait d'ailleurs à peine référence aux problèmes fondamentaux du jour. Quant à interpréter le résultat des dernières élections partielles comme une approbation de ce plan, c'est aller un peu loin. Par le passé, des députés élus à des élections partielles ont été facilement défaits aux élections générales suivantes. C'est le cas de Me Jacques Bousquet, ancien député de Saint-Hyacinthe, qui fut défait aux élections de 1956 par M. René Saint-Pierre, député libéral. Mieux vaut, par conséquent, ne pas interpréter trop rigoureusement le résultat de tels appels au peuple.

Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) garde ses bonnes habitudes. Il continue à toujours marmonner quand les autres orateurs parlent. Quand ce sera son tour de prendre la parole, je serai heureux de l'entendre nous dire ce que c'est qu'un plan d'ensemble social, familial et national.

À chaque session, je lis attentivement le discours du trône. Les mots nouveaux y sont très rares et les mots anciens changent simplement de place. On pourrait tout aussi bien discuter du discours de l'an passé ou de celui d'il y a deux ans. On y passe tous les départements un à un. Mais, quand quelque chose pourrait faire mal, on n'appuie pas et le tour est joué. Il est question de l'entretien des chemins d'hiver, que l'on qualifie d'initiative féconde; pourtant, cela fait 25 ans que je me promène sur de tels chemins... Mais l'on cherche vainement ce que c'est que le grand plan d'ensemble. Nous pouvons nous dire grandement soulagés, à présent!

Quand nous entendons le discours du trône, on s'aperçoit qu'on demeure dans les mêmes sentiers battus, que le gouvernement ferme les yeux sur la régression pourtant évidente de l'agriculture. On ne trouve rien de nouveau dans ce discours ni dans les lois du gouvernement. Et, néanmoins, le nombre de

fermes continue à diminuer dans la province de Québec. De 154,000 qu'il était en 1941, il est passé à 134,000 en 1951, et à 122,000 en 1956, soit 12,000 de moins que cinq ans plus tôt. Le premier ministre parlerait d'il y a 50 ans; pour moi, je regarde la situation actuelle, en période de prospérité; et l'agriculture est en régression complète.

La situation est telle qu'on est allé jusqu'à dire que l'agriculture est dans le marasme. Exception faite du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, provinces pauvres, c'est au Québec que l'agriculture a le plus reculé. *La Terre de chez nous*⁶ d'avril 1957 affirme que les revenus de la moitié des fermes du Québec sont inférieurs aux revenus du reste de la population.

Ce n'est pas en se croisant les bras qu'on débarrassera la province des maux dont elle souffre. Le premier ministre dira sans doute que nous dénigrons la province. Nous ne faisons que citer des statistiques. Nous n'exprimons pas là des opinions partisans, mais nous citons des témoins sans liens politiques.

Lors de son dernier congrès à Sainte-Anne de la Pocatière, l'U.C.C. (l'Union catholique des cultivateurs) a décrit la situation économique de l'agriculture comme une "vraie honte". Au cours de la dernière campagne électorale avant les élections fédérales, M. Nérée Arsenault, dans Bonaventure, a soutenu que cette situation était telle qu'elle risquait d'annoncer une deuxième dispersion de nos fils acadiens.

Pourtant, d'avril 1945 à fin mars 1957, le ministère de l'Agriculture a dépensé \$172,000,000 et le ministère de la Colonisation, \$126,000,000, mais il n'y a pas eu d'améliorations. Il dit qu'à considérer l'avancée de l'industrialisation au Québec, il semble vain de continuer de prétendre que l'agriculture est toujours le pivot de notre économie. Il reproche aux membres de l'Union nationale de se contredire: ils avouent au cours d'une campagne électorale fédérale que "ça va mal pour l'agriculture", mais ils soutiennent, sur la scène provinciale, la thèse contraire.

Il déclare qu'il ne reviendra pas sur les statistiques dont il s'est servi déjà, relativement à la situation de l'industrie. Il rappelle que la Chambre de commerce provinciale demande la création d'un Conseil de recherches scientifiques, agricoles et économiques, pour mettre en commun les connaissances et les recherches de diverses organisations, afin d'instaurer un plan directeur qui permettrait au gouvernement d'adopter des mesures appropriées pour corriger la situation.

Le *Québec industriel*⁷ de février 1957 a mis en relief, poursuit-il, les faiblesses évidentes de notre économie et son caractère artificiel. Notre économie est dominée dans la proportion de 75 % par des étrangers. La même revue insistait sur le déplacement du centre de gravité économique du Canada vers l'Ontario et le reste du Canada; on y lisait également: "L'Ontario nous dépasse de 100 coudées; cette province progresse à pas de géant, nous, à pas de tortue". Et la revue ajoutait qu'au Québec, le mal est que "trop souvent l'on fait de la petite politique". On accorde des octrois à des municipalités, à des commissions scolaires, à des hôpitaux au lieu d'adopter une politique d'hommes d'affaires pour donner à tous, sans exception, la possibilité de vivre d'une manière sûre et certaine.

Dans le *Québec industriel* de février 1957, on indiquait que le nombre des nouvelles entreprises industrielles en 1956 avait été de 57 en Ontario, mais seulement de huit au Québec. Le nombre des agrandissements industriels avait été de 235 en Ontario et de 76 au Québec. Et il y a des bureaux-chefs qui émigrent du Québec en Ontario. La situation n'est pas aussi belle qu'on cherche à nous la décrire. Et pour y remédier, je ne vois pas de plan d'ensemble social, familial, national, et je devrais ajouter agricole et économique.

Le premier ministre a annoncé, en mars dernier, la concession de permis à 31 compagnies minières pour la mise en valeur d'une région nordique où l'on trouve du fer, de l'argent, du nickel, du platine, du radium. Au Québec, on exporte à l'état brut trop de matières premières dans les coins reculés du monde, mais principalement aux États-Unis, sans bénéficier d'une industrie sidérurgique; on prive ainsi les nôtres de milliers d'emplois. Il ne faut pas oublier que, d'après l'Association des manufacturiers canadiens, à 100 nouveaux emplois dans l'industrie correspondent 260 autres emplois dans d'autres secteurs de l'économie.

Cela fait des années maintenant qu'au Québec l'opposition condamne les politiques gouvernementales en matière de développement des richesses naturelles. Nous avons dénoncé le fait que le gouvernement vend ces richesses à bon marché à des intérêts américains et qu'elles devraient être transformées et œuvrées ici au Québec.

Il rappelle une déclaration de Me Léon Balcer⁸ qui s'élevait contre l'envoi de nos matières premières à l'état brut aux États-Unis. De telles expéditions, disait M. Balcer, nous rappellent le sort que les États-Unis ont fait subir à certains pays de l'Amérique latine, aux "banana countries". Ce n'est

ni plus ni moins que du colonialisme. Quand je cite l'opinion de M. Balcer ou d'autres amis de l'Union nationale, je sais que le premier ministre n'aime pas cela. Mais ne s'amuse-t-il pas lui-même à citer les paroles de M. Saint-Laurent sur la transaction de l'Ungava?

Allons chercher d'autres témoignages. La Colombie-Britannique a pris les mesures nécessaires pour assurer l'établissement d'une industrie sidérurgique chez elle; elle a frappé l'exportation du minerai de fer d'une taxe spéciale. *Saturday Night*⁹, une revue que le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) cite fréquemment, écrivait le 31 août 1957 qu'une nouvelle concession accordée par le gouvernement de Terre-Neuve rapporterait cette année à cette province une royauté de 22 cents la tonne et que cette taxe augmenterait à mesure que le prix du minerai monterait. Cette seule source de revenus rapportera annuellement \$4,800,000 à Terre-Neuve. Et qu'on remarque bien que cette royauté de 22 cents la tonne n'inclut pas toutes les autres taxes, de vente ou autres, que le gouvernement québécois introduit généralement dans son calcul pour augmenter le rendement de notre minerai de fer. Il s'agit d'une royauté pure et simple à laquelle s'ajoutent les autres taxes ordinaires payées par tous les citoyens. Cela représente 10 % de son revenu total.

Il cite deux autres témoignages, celui de M. Horace Boivin, maire de Granby, qui a insisté pour que le Québec se donne une industrie sidérurgique, et celui du journal *Le Monde*, un quotidien français qui est venu visiter notre province, sous le patronage de l'OTAN¹⁰, qui a écrit, après enquête, que le Québec retire peu de chose de ses riches gisements du minerai de fer et que Schefferville contribue très peu à la richesse du Canada français. On pousse de grosses exclamations à la suite du résultat des élections partielles, mais comment alors espérer l'adoption d'une politique progressive si les députés décident de se fermer les yeux pour ne pas voir?

Le discours du trône contient des phrases ronflantes au sujet de l'instruction publique dans la province, mais la situation réelle est loin d'être rose. On connaît, par exemple, la réaction des étudiants des universités et des parents qui ont dû faire face à des augmentations des frais de scolarité au début de la présente année scolaire. Le gouvernement s'est-il penché sur cette situation intenable? Il nous répondra sans doute qu'il existe des bourses d'études accordées de façon libre, mais nous lui dirons que nous en repoussons le principe, car on les accorde à la discrétion de l'autorité gouvernementale, alors que

l'opposition, une fois de plus, réclame des bourses statutaires. Dans nos universités, il n'y a, je crois, qu'une seule école qui n'ait pas augmenté ses taux. Dans certaines facultés, les étudiants, principalement ceux qui doivent gagner leurs cours, ont dû faire face à des augmentations effarantes.

Qu'a-t-on appris dans d'autres domaines? Quatre mille des 31,400 instituteurs et institutrices du Québec ne possèdent pas de diplôme d'une école normale. Le premier ministre nous parle du rôle important que jouent nos instituteurs, mais ce qu'il ne nous mentionne pas, c'est que 9,000 instituteurs et institutrices au Québec gagnaient moins de \$1,500 par année en 1956. Au niveau de l'enfant, on trouve un autre mal. Trop d'enfants manquent la classe durant l'année scolaire. On a constaté que la fréquentation scolaire diminue sensiblement dans le Québec après la septième année, par rapport aux autres provinces du pays. La Fédération des collèges classiques a publié un article, écrit par un spécialiste, à l'effet que notre province occupe le dernier rang au pays en matière de fréquentation scolaire. Il n'y a, paraît-il, que le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest qui soient plus mal en point que nous à ce sujet. Mais, n'allons pas parler de ces choses, car on nous accusera de dénigrer notre province. Disons plutôt faussement que ça va bien et laissons le mal s'aggraver toujours davantage.

Il cite d'autres cas pour exposer sa thèse sur le marasme de l'éducation: la Commission scolaire de Coaticook a attaqué les lois salvatrices de l'Union nationale; la taxe scolaire a augmenté à Chicoutimi; on a demandé que la taxe de vente pour fins scolaires soit étendue à toutes les municipalités du Québec; Chicoutimi n'a pas pu payer ses instituteurs; le nombre des commissions scolaires qui ont des difficultés financières augmente sans cesse; les 12 commissions scolaires du Lac Saint-Jean ont un déficit global de \$6,000,000; huit professeurs de Sainte-Rose-de-Lima ont cessé d'enseigner parce qu'ils n'ont pas été payés; le Trésor de la Commission scolaire du Cap-de-la-Madeleine est à sec; la Commission des écoles catholiques de Montréal est dans le marasme; la taxe scolaire a augmenté sensiblement à Shawinigan. Telle est la situation véritable, dit-il. Mais le gouvernement se promène en disant: "Tout va bien, voyez le résultat des élections partielles."

La loi pour venir en aide à l'éducation avait pour but, d'après le premier ministre, de sortir les corporations scolaires du gouffre. Leur état s'est pourtant aggravé dans une proportion de 150 %. De \$100,000,000 qu'elles étaient alors, leurs obligations

sont aujourd'hui de \$235,000,000. Les commissions scolaires du Québec sont à nouveau acculées à la faillite. Il faut que quelque chose se fasse et ça presse. Va-t-il falloir que les commissaires d'écoles, à grands coups d'encensoirs, continuent à faire des promenades pour obtenir qu'on les tire d'embarras? Les subventions devraient être accordées automatiquement, comme aux municipalités et aux hôpitaux, sans que la distribution ne soit laissée au bon vouloir du gouvernement.

Le gouvernement ne donne que des pensions insuffisantes à des institutrices qui ont enseigné pendant 20 ou 30 ans, et souvent, dans des écoles mal chauffées. Ces pensions seraient de \$200 à \$400 après 20 ans d'enseignement, et de \$600, après 30 ans. Il déplore ce qu'il appelle la grande misère de l'institutrice abandonnée à l'âge de la pension. Cette pénible situation, affirme-t-il, est le résultat de l'imprévoyance du gouvernement. Le premier ministre manque de vision, non seulement dans le domaine de l'éducation, mais encore dans bien d'autres domaines. Selon le rapport d'une conférence de presse publiée par *Le Soleil*, le premier ministre aurait dit que nous étions en présence d'une pénurie d'électricité en 1957. Pourtant, dans un compte rendu publié par *L'Action catholique* en 1943, le premier ministre disait qu'après la guerre, nous aurions un surplus d'électricité inutilisable. Il n'est pas surprenant qu'un homme, qui se soit trompé à ce point en matière d'électricité, se soit trompé également en matière d'éducation et dans bien d'autres domaines.

Et les hôpitaux, en dépit des octrois qu'ils reçoivent eux aussi, continuent comme les commissions scolaires de s'endetter rapidement. On préfère les laisser s'enliser ainsi, plutôt que de s'occuper de l'assurance-santé, et malgré plusieurs déclarations de la part des autorités provinciales, il y a plus de cas de tuberculose que jamais. Ici encore, il n'y a pas de politique d'ensemble, même si on en est rendu, au témoignage même d'un député ministériel, à dépenser \$500,000 par jour au chapitre des comptes d'hôpitaux¹¹. L'assistance publique devrait être entièrement assumée par le gouvernement provincial; les municipalités s'en trouveraient ainsi soulagées.

Le gouvernement se vante de faire des merveilles, mais il oublie de dire qu'une bonne partie des résultats auxquels il fait allusion sont dus aux découvertes récentes, auréomycine, streptomycine, pénicilline, etc. Il est aujourd'hui plus difficile que jamais de faire soigner les malades, parce que la situation financière des hôpitaux est désespérée. Il cite à ce sujet le témoignage de plusieurs journaux et

déclare que, lorsque l'opposition veut apporter de pareils témoignages, on ne manque jamais de l'accuser de soulever des appétits stériles. Nous avons le droit, dit-il, de mettre toutes les pièces au dossier. Il faut cesser de faire de la petite politique avec tout ce qui concerne l'administration de la province.

Maintenant, passons à la voirie. Le premier ministre nous a souvent parlé de son grand plan d'ensemble dans le domaine de la voirie. Ce qu'il y a de certain, c'est que des montants formidables ont été dépensés. Et je me demande quel est le montant des immobilisations. Est-ce que les montants affectés à l'entretien des routes ne se trouvent pas à certains moments dans les immobilisations? S'il y a un grand plan d'ensemble, comment se fait-il que tout le monde, dont notamment la Chambre de commerce de la province de Québec, s'étonne d'un manque flagrant de plan d'ensemble? Comment se fait-il alors que la Chambre de commerce se soit crue obligée, d'après *Le Soleil* du 15 novembre 1957, de réclamer un tel plan d'ensemble pour la voirie et disait: "Finis, les bouts de chemin!"¹²

La Chambre de commerce est entièrement justifiée de demander au ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) et au gouvernement d'élaborer un plan d'ensemble en ce qui concerne l'aménagement futur des routes dans la province. On continue toujours une politique de bouts de chemin. Quant à l'autoroute des Laurentides, dont le gouvernement aime à se vanter, les libéraux en réclamaient la construction depuis 1952.

Je n'ai pas la prétention de faire des conversions du côté ministériel. Mais il nous appartient de dégonfler certains ballons pour montrer au public la réalité. Que savons-nous, par exemple, de l'attitude du gouvernement en marge de la prochaine rencontre fédérale-provinciale? Il est étrange qu'alors qu'on s'y apprête à discuter des problèmes fiscaux, le ministre des Finances du Québec (l'honorable M. Gagnon) ne soit pas du groupe. Le ministre des Finances aurait normalement dû faire partie du groupe ministériel de la province qui participera au début de la semaine aux entretiens fiscaux intergouvernementaux. De toute façon, il ne sert à rien de parler des ministres qui accompagneront le premier ministre, car on sait que c'est lui, en définitive, qui mènera à sa guise la participation de Québec à ces entretiens.

Québec n'a-t-il vraiment rien à proposer à Ottawa, lors de cette prochaine rencontre fédérale-provinciale? On a fait beaucoup de bruit autour de la commission Tremblay, alors qu'elle tenait ses

séances. Nous avons entendu parler de cette commission pendant des années. Quant au rapport qu'elle a fourni, cela n'a pas fait l'objet d'autant de discours de la part des ministériels. Il a été relégué aux oubliettes. Le gouvernement du Québec n'a appliqué aucune des recommandations du rapport de la Commission et n'en a tiré aucun profit. Qu'est-ce que le gouvernement entend faire avec ce rapport? On aimerait savoir si Québec s'en inspirera pour établir ses positions à l'égard du fédéral. A-t-il l'intention de le présenter sous forme de mémoire à la conférence fédérale-provinciale¹³?

Il suggère que le premier ministre Duplessis se rende à Ottawa avec ce rapport, la semaine prochaine, et qu'il le dépose à la table de la conférence. Ainsi, les autorités fédérales et les autres provinces sauront enfin ce que Québec a à proposer. Il fait remarquer que chaque province arrivera avec ses propres vues à la réunion. La province de Québec, soutient-il, devrait être en mesure d'arriver à Ottawa avec la détermination de formuler des propositions concrètes. Plus qu'une question d'argent, il y a là une question de principes à établir.

Il demande au gouvernement de mettre la Chambre et le public au courant de ces propositions que devraient normalement faire les autorités provinciales lors de cette conférence intergouvernementale. L'administration de l'Union nationale n'a jamais assisté à une conférence fédérale-provinciale en ayant des propositions concrètes à formuler. Apparemment, c'est la même attitude qui sera adoptée à la conférence de mardi.

Selon des déclarations faites récemment à Sherbrooke, le premier ministre s'est rendu coupable d'indiscrétions en matière d'impôt sur le revenu des particuliers. Il cite un compte rendu d'un discours prononcé par le premier ministre, le 28 octobre dernier, alors qu'il assistait à une cérémonie à l'Université de Sherbrooke. Selon un quotidien anglais de Montréal, dit-il, le premier ministre aurait alors déclaré: "Nous avons au Québec des Canadiens français qui sont riches." Et cette constatation, il l'aurait faite après avoir vu des rapports de l'impôt sur le revenu. Il se dit fort étonné de la chose. Il ne conçoit pas qu'on puisse se renseigner de cette façon sur l'état financier de l'individu en examinant les déclarations d'impôt. Il demande au premier ministre d'apporter des précisions en marge de cette affaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) réitère ses hommages à l'Orateur, digne fils, dit-il, d'un homme qui a joué un rôle éminent comme juriste et homme politique¹⁴.

Que le chef de l'opposition ne s'inquiète pas de mon statut actuel. Dans la position qu'il occupe en ce moment, on admettra que c'est pour le moins un acte d'abnégation extraordinaire de sa part de s'inquiéter du statut des autres.

(Rires de M. Lapalme)

Il est bien le dernier que le statut politique des autres devrait inquiéter. Mon statut politique, je le tiens depuis longtemps de mes électeurs qui me l'ont donné en 1944 et renouvelé en 1948, en 1952, en 1956 et lors des récentes élections partielles.

Le chef de l'opposition a parlé du député de Saint-Maurice. Je le félicite de cette délicatesse. Il est regrettable de constater que le député de Saint-Maurice (M. Hamel) n'ait pas fait preuve de la même délicatesse en soulignant le retour en Chambre du chef de l'opposition. C'est probablement la gêne qui l'a empêché d'observer les convenances les plus élémentaires.

Je constate que, dans son discours, le chef de l'opposition a consacré plus de temps aux élections partielles qu'à la question constitutionnelle. Il a tenté de faire croire que des élections partielles, ça ne voulait rien dire. Il oublie qu'il a été élu lui-même dans une élection partielle.

Ces élections partielles qui ont eu lieu dernièrement sont les plus significatives que nous ayons eues. Pendant la période électorale, tous les ennemis apparents ou déguisés de l'Union nationale sont sortis dans le public. Ils ont fait campagne contre nous et ont mis en relief cet axiome qui veut que les semences de haine, de dénigrement et de démagogie soient toujours stériles. On a voulu faire croire aux quatre comtés qu'il fallait avoir honte de notre province, que notre population n'est pas honnête. Le peuple a répondu. Il a répudié comme il convenait ces tactiques malheureuses et absolument regrettables.

Dans les quatre comtés, nos députés ont augmenté de 700 % dans l'ensemble les majorités obtenues aux élections générales de 1956. Dans ces mêmes comtés, en 1956, elles s'étaient chiffrées par 2,601 voix; cette année, aux élections partielles, elles ont été de 15,285. L'opposition a perdu un comté et, chose remarquable, deux de ses candidats ont perdu leur dépôt, probablement pour compenser les torts causés à la province en la dénigrant.

Ce témoignage de confiance nous est venu d'ouvriers, de cultivateurs, d'hommes d'affaires de régions différentes de la province qui se sont prononcés en connaissance de cause sur la politique sociale, familiale et nationale de l'Union nationale. Ils ont décidé que cette politique devait être

continué et que la politique de dénigrement de l'opposition devait être répudiée une fois pour toutes.

Je ne voudrais pas laisser passer cette occasion sans redire à notre gracieuse souveraine l'expression de notre loyauté et de nos souhaits les plus respectueux. J'ai eu l'occasion d'assister au dîner d'État à Ottawa¹⁵. La reine a accordé au représentant de la province de Québec une attention toute particulière. Elle m'a dit se rappeler avec beaucoup de plaisir sa visite à Québec et elle a prononcé à la radio un discours d'une haute envolée où elle a brillamment souligné et mis en relief une fois de plus la place et les droits de la langue française au Canada. Je crois que ce discours, comme sa visite, resteront mémorables et historiques.

Le chef de l'opposition a plusieurs fois répété qu'il n'y a rien de neuf dans le discours du trône. Est-ce qu'il y a eu beaucoup de neuf dans le discours du chef de l'opposition? N'est-ce pas la répétition des discours qu'il a faits en 1952, en 1956 et aux élections partielles avec le résultat que l'on sait? Le chef de l'opposition dit la même chose depuis maintenant sept ans, et à chaque année, les électeurs de la province lui disent qu'il fait fausse route.

Dans ses quelques remarques, le chef de l'opposition a parlé de nos ressources naturelles. Il a cité des journaux, des revues. Il s'est cité lui-même en critiquant la politique d'exploitation de nos ressources naturelles. Cette question, le peuple a été amené à la juger en 1948, en 1952, en 1956 et aux dernières élections partielles. Son verdict est sans équivoque. Je conçois facilement qu'une opposition sérieuse et constructive soit nécessaire; mais encore faut-il qu'elle soit sérieuse et constructive, qu'elle s'inspire de l'amour de la patrie.

Quels sont les faits? Jamais la province de Québec n'a connu un développement comparable à celui dont elle est le théâtre depuis 1945. Dans le domaine des ressources naturelles, le gouvernement actuel a établi une politique qui a enrichi la province de Québec. J'ai devant moi la déclaration d'un homme sérieux qui n'est pas un partisan du gouvernement, qui n'est même pas de notre province. M. E.-H. Walker, président de la General Motors of Canada. Il a dit récemment que le rythme de l'expansion industrielle dans la province de Québec est plus rapide que partout ailleurs au Canada. J'aime mieux ce témoignage que ceux que vient de citer le chef de l'opposition.

Cette déclaration est confirmée par les statistiques du gouvernement fédéral. Les chiffres que je cite concernent la valeur de la production

nette, en prenant 1949 pour base. Donc, on attribue le chiffre 100 à la valeur de la production de cette année-là. En 1950, il était monté à 109.7 pour le Québec, à 111.1 pour l'Ontario et à 107.7 pour l'ensemble du Canada. En 1951, on trouve 130 pour le Québec, 129.3 pour l'Ontario et 137 pour le Canada. En 1952, c'était 140.5 pour le Québec, 134.2 pour l'Ontario et 137.4 pour le Canada. En 1953, 148.2 pour le Québec, 146.6 pour l'Ontario et 145.6 pour le Canada. En 1954, il atteignait 150.7 pour le Québec, 142.6 pour l'Ontario et 141.4 pour le Canada. Durant les cinq dernières années, Québec a donc augmenté la valeur nette de sa production de 51 %, comparativement à 42.6 % pour l'Ontario et à 41.4 % seulement pour le reste du pays.

Quand l'opposition prétend que la province de Québec rétrograde, elle nie tout simplement l'évidence, et c'est la raison pour laquelle la population ne la prend pas davantage au sérieux. On a là l'une des raisons pour lesquelles elle s'est fait écraser tant de fois lors de luttes électorales. C'est une insulte à l'intelligence des électeurs que de nier les progrès énormes que nous avons accomplis.

Il est faux de dire que nos richesses naturelles ne sont pas utilisées dans la fabrication de produits œuvrés ici. Grâce à l'Union nationale, un montant de \$50,000,000 à \$60,000,000 a été investi pour l'exploitation du minerai de fer titane au lac Allard, au Havre Saint-Pierre. Une compagnie a dépensé \$35,000,000 pour bâtir un chemin de fer et des aménagements portuaires. Elle transporte le minerai à Sorel, où elle a dépensé des millions supplémentaires pour une usine de transformation, pour être ensuite manufacturé en grande partie à Varennes.

À Gaspé¹⁶, il s'est découvert une riche mine de cuivre. Le minerai est concentré sur les lieux mêmes, puis le cuivre de Gaspé est affiné à Montréal-Est où il est transporté. Il est donc entièrement œuvré dans notre province. Les deux exploitations ont nécessité d'énormes investissements et des centaines de nos gens, de manière directe ou indirecte, trouvent un emploi par le biais de ces industries et reçoivent un bon salaire.

Dans l'Ungava, la compagnie a dépensé plus de \$250,000,000, une grande partie en salaires payés à nos ouvriers, pour construire un chemin de fer de 360 milles de longueur qui n'a pas coûté un sou à la province et qui a ouvert tout le Nouveau-Québec à la prospection et au progrès. Cette compagnie paie des millions en taxes. Pour exploiter une mine qui se trouve aux confins de la province de Québec et du Labrador, la compagnie Javelin doit construire un chemin de fer de 16 milles. Le gouvernement de

Terre-Neuve lui a promis un subside de \$1,500,000 le mille, soit une somme de \$30,000,000.

En principe, le gouvernement est en faveur d'une industrie sidérurgique, et nous en aurons une lorsque le temps sera venu. Mais sait-on que l'aménagement d'une telle usine coûterait entre \$200,000,000 et \$300,000,000¹⁷. Et ce n'est pas tout de bâtir; il faut vendre l'acier. Nous n'avons pas le marché voulu pour ce produit ici et il nous faudrait compter sur le marché américain pour vendre. Il y aurait peut-être des représailles tarifaires de la part de nos voisins. Si, pour protéger ses propres industries sidérurgiques, le gouvernement américain allait mettre l'embargo sur notre acier, ce serait un désastre. Cette industrie, nous l'aurons en temps et lieu. Pour le moment, il ne sert à rien de formuler des demandes chimériques! Le gouvernement encourage les industriels à traiter le minerai sur place, mais on ne peut leur poser une telle condition quand la chose est impossible.

Du temps des libéraux, de vastes étendues de forêts qui servaient à l'exportation de bois d'œuvre étaient données et devenaient des domaines privés sur lesquels la province n'avait pas de contrôle. Le bois exporté faisait une compétition déloyale aux industries du Québec. Le gouvernement de l'Union nationale a empêché cela et a récupéré les forêts cédées, qui font à présent partie du domaine public. Les forêts de la province sont protégées plus que jamais.

Le chef de l'opposition parle de politique familiale, sociale et nationale. S'il est un gouvernement qui a établi ce qui est indiqué dans le discours du trône, c'est bien celui de l'Union nationale. Quel cultivateur du monde entier, en dehors du Québec, peut obtenir de nos jours un emprunt à un taux d'intérêt de 2½ %? Avec la loi du prêt agricole, nous avons apporté aux cultivateurs la sécurité, en les sauvant de la ruine.

Au point de vue national, nous avons assuré la propriété du sol, au point de vue familial, nous établissons les fils des cultivateurs; au point de vue social, nous avons sauvé les municipalités scolaires. Nous avons donné aux cultivateurs l'électricité, nous avons solidifié le maintien sur la terre, nous avons assuré la mécanisation des travaux des fermes, le drainage des cours d'eau. Nous avons créé un Office des marchés pour faciliter l'écoulement des produits agricoles, nous avons construit et payé la plupart des travaux de ponts et de routes, fait des travaux publics.

Voilà une politique nationale et sociale qui fait rire le chef de l'opposition, mais qui contente les cultivateurs qui, à chaque occasion, nous disent

merci. Le cultivateur du Québec est dans une meilleure situation que ceux des autres provinces canadiennes. Il est vrai que le nombre de fermes a chuté suite à l'industrialisation, mais chaque ferme a augmenté en superficie et en valeur. Et le cultivateur du Québec est dans une meilleure situation que ceux des autres provinces, souligne-t-il.

Le chef de l'opposition a parlé de la question scolaire. Il a broyé du noir. Cela se voit puisque son parti est en deuil. Quel gouvernement dans tout le pays a fait autant que celui de l'Union nationale dans ce domaine? Les commissions scolaires étaient aux portes de la faillite, elles étaient incapables de payer leurs professeurs, les écoles étaient inhabitables. Nous avons assumé \$100,000,000 des dettes scolaires. Depuis 1945, nous avons aidé à construire 3,867 écoles nouvelles comprenant 17,106 classes. Voilà des œuvres! Quand le chef de l'opposition prétend que les commissions scolaires se sont endettées, il oublie de dire que la construction des écoles a augmenté leur actif de centaines de millions. Lorsqu'on parle de dettes, il ne faut pas citer seulement le passif, mais aussi l'actif.

Lorsque l'Union nationale a pris le pouvoir, le Québec ne versait que \$2,000,000 en primes de traitements pour aider les commissions scolaires à payer leurs professeurs. Cette contribution a été portée à plus de \$20,000,000 et les salaires des instituteurs et institutrices ont été augmentés de plusieurs millions.

La contribution du gouvernement aux collèges classiques a été portée de \$6,000 à \$25,000¹⁸ et le gouvernement a dépensé \$12,000,000 pour l'agrandissement de certains d'entre eux. Les écoles d'agriculture ont été multipliées. Un magnifique réseau d'écoles spécialisées, écoles techniques, école de papeterie, école du textile, école du meuble, etc., a été construit. Ces écoles spécialisées forment maintenant un chapelet d'institutions à travers la province pour les jeunes qui se destinent aux carrières techniques. Aucune province n'a accompli autant d'améliorations en si peu d'années.

Il énumère d'autres institutions érigées ou agrandies sous l'Union nationale, notamment l'École des pêcheries, l'École des mines, l'École de génie civil et d'arpentage de Québec, l'École de médecine du même endroit, l'École polytechnique de Montréal, construite aux frais du gouvernement aux coûts de \$12,000,000. Nous avons conscience d'avoir orienté notre jeunesse vers des carrières rémunératrices, souligne-t-il. Je demande au chef de l'opposition de ne pas dénigrer sa province.

Récemment, l'archevêque et chancelier de l'Université de Sherbrooke, Monseigneur Cabana, déclarait publiquement que le système d'éducation de la province de Québec est incomparable, insurpassable et irremplaçable.

Le Dr Armand Frappier¹⁹, de l'Institut de microbiologie de Montréal, fondé par l'Union nationale, grâce aux subsides de \$2,000,000 accordés par la province de Québec, a fait des recherches qui ont donné d'heureux résultats dans le domaine des vaccins anti-polio. Son laboratoire est devenu le plus important au monde et il jouit d'une réputation de niveau international. Des vaccins contre la grippe, certaines maladies du poumon et rhumes seront bientôt produits. Quatorze pays différents ont dépêché des représentants et des observateurs ici pour étudier ses travaux.

Nous avons augmenté de plusieurs millions par année nos subventions aux universités et nous avons d'autres projets de construction d'hôpitaux et d'écoles, également des projets d'amélioration dans plusieurs autres domaines, mais nous devons y aller selon nos moyens. Il ne faut pas oublier que le gouvernement ne fait pas l'argent, que celui-ci provient des taxes et doit être employé à bon escient. Le gouvernement commence par prendre l'argent chez le peuple avant qu'il puisse être dépensé en leur nom. Toute forme de taxation réduit d'autant cette précieuse liberté que procure le fait de dépenser à sa guise. Il n'y a pas de liberté plus grande que celle de dépenser comme on l'entend. Ceux qui se lancent dans des promesses irréalisables, qui s'engagent dans des dépenses déraisonnables, sont des ennemis de cette liberté. Il est impossible, dans la province de Québec, de tout faire du jour au lendemain. Il nous faut pourvoir d'abord aux choses essentielles et urgentes, avant de passer aux choses nécessaires et utiles.

On a tendance de nos jours à considérer que l'argent du gouvernement, ce n'est rien, que l'argent du gouvernement peut se dépenser à volonté. C'est pourtant l'argent qui vient des poches des contribuables. Nous devons vivre selon nos moyens. Il souligne que les problèmes que la province doit envisager sont immenses et demande à ceux qui reçoivent des subventions de ne pas s'abandonner au luxe.

Il traite des autres besoins de la province qui sont énormes, souligne-t-il. Le gouvernement va établir des hospices pour les vieillards, des orphelinats situés autant que possible dans les régions où se trouvent les parents ou les amis des orphelins. Nous devons encore augmenter les

pensions de vieillesse, les pensions aux invalides de même que les pensions aux mères nécessiteuses. Ceci nécessitera un déboursé annuel supplémentaire de \$25,000,000. Les pensions de vieillesse passeront de \$46 par mois à \$55 par mois, suite à une récente décision du gouvernement fédéral²⁰. Le Québec consacre présentement \$30,000,000 annuellement aux pensions aux personnes âgées, aux infirmes, aux aveugles et aux mères nécessiteuses. Nous devons aussi construire de nouvelles maisons de détention à Montréal et ailleurs pour les jeunes délinquants.

Ainsi, l'assistance publique requiert des montants très considérables. Qu'on fasse donc des suggestions pratiques et qu'on cesse de courir aux appétits stériles. Il s'agit là d'une œuvre essentielle: la santé du peuple. En 1945, le gouvernement payait sous ce rapport \$4,000,000 par année. Il en paie actuellement plus de \$85,000,000. Nous avons au Québec notre propre système spécial d'hospitalisation, conçu pour répondre aux besoins et aux usages de notre peuple. Pas un gouvernement au pays n'est aussi avancé que celui du Québec, où les malades nécessiteux reçoivent du gouvernement de si bons soins, étant donné qu'ils sont sous la loi de l'assistance publique. Et c'est un système qui est comparable à ce qui se fait de mieux au monde.

Actuellement, il existe un projet fédéral d'assurance-santé²¹. En vertu de la Constitution, il n'y a pas de doute que ce domaine est un problème de juridiction exclusivement provinciale. Si le gouvernement fédéral, qu'il soit libéral ou conservateur, commençait à s'occuper de ses affaires, il y aurait moins de problèmes à traiter pour tous et chacun.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement du Québec étudie la question avec un esprit ouvert. Elle implique des problèmes nombreux, sérieux et complexes. Selon les derniers rapports, aucun plan ne doit être mis en vigueur avant 1959. Nous avons donc tout le temps voulu pour y voir et y penser. Nous devons être prudents avant de nous engager, afin de ne pas se laisser entraîner par certaines tentations. Avant de s'engager dans quoi que ce soit, la province doit décider des bénéfices qu'elle pourrait tirer d'un tel projet. La participation du Québec, dans un projet de nationalisation de l'assurance-hospitalisation, n'a aucun sens si les Québécois se trouvent à payer plus cher pour leurs primes que pour leurs factures d'hôpital. Il est impossible que le Québec s'engage dans un tel système, si le système provincial doit être modifié. Nous ne devons pas accepter ce projet qui pourrait représenter plus de taxes à payer que d'avantages à retirer. Ce ne serait pas pratique.

Puis, il y a aussi la possibilité qu'une fois dans ce domaine, le gouvernement fédéral, après une période d'essai, décide un bon jour de l'abandonner et de laisser aux provinces la tâche d'assumer à elles seules le projet. Ce sont là autant de situations possibles. Le gouvernement du Québec n'a aucune idée préconçue sur la question. Il est prêt à discuter et à demeurer aux aguets, mais il doit aussi sauvegarder nos droits essentiels.

Il souligne que le présent gouvernement a commencé à multiplier les hôpitaux, afin que les malades soient plus près de leurs parents et amis et que les frais de déplacement soient moins élevés. Il est présentement question, ajoute-t-il, de construire des hôpitaux à Gatineau, Matapédia, à Maniwaki, à Sept-Îles - ce projet est en voie de réalisation - et dans le comté de Chambly. Nous sommes à construire un immense hôpital pour malades mentaux à Joliette, et un autre sera construit à l'Annonciation. Des agrandissements ont été faits à Baie-Saint-Paul, à Saint-Ferdinand et à Beauport. Nous voulons un système d'hospitalisation qui ne le cède à aucun autre dans tous les domaines.

Pour accomplir toutes ces choses, nous avons besoin des sources de revenus adéquates. Le chef de l'opposition a parlé distraitemment de cette grande question de l'heure. Pour ma part, je l'ai dit à maintes reprises, je l'ai répété et je le redis encore ici aujourd'hui: je considère toujours que le problème constitutionnel est vital et que les enjeux sont trop importants pour que l'on cherche à les solutionner selon une optique partisane étroite. Ce problème dépasse toutes les personnalités et toutes les couleurs politiques.

Par le passé, le gouvernement du Québec a adopté à ce sujet une conduite claire et précise pour tous ceux qui se donnent la peine d'étudier. Il n'a aucunement changé d'attitude. Elle est simple: nous réclamons le respect intégral de nos droits, nous réclamons la liberté dans tous les domaines et, en retour, nous sommes prêts à respecter les droits et les prérogatives des autres. Cette position demeurera la même lorsqu'à la fin du mois la délégation du gouvernement se rendra à Ottawa. Québec n'acceptera jamais un système de subsides fédéraux en échange de droits de taxation.

En un mot, tout ce qui a été donné aux provinces par la Constitution, nous voulons le conserver, car nous l'avons gagné de haute lutte. La Constitution ne nous a pas conféré ces droits, mais les a simplement reconnus. Parmi eux, il y a les pouvoirs fiscaux, les droits en matière d'éducation, de santé, de droit civil, et les droits sur les

municipalités. Nous entendons les conserver tous. Le gouvernement continuera sans reculer de réclamer leur plein respect.

Nous sommes allés fréquemment à Ottawa ces dernières années pour des conférences. En fait c'était plutôt des "circonférences", parce que le fédéral tendait toujours au même but: demander aux provinces d'abandonner leurs droits de taxation en échange de subsides. Il y a une tendance parmi des gens de bonne foi à demander aux provinces d'abandonner des droits fiscaux en retour de subsides.

Il rappelle que, lors de la Confédération, deux taxes, seulement, ont été remplacées par des subsides, preuve que les auteurs du pacte pensaient, pour le reste, aux pouvoirs de taxation. C'est là, dit-il, pour nous, un héritage inaliénable qui doit être conservé et défendu. Puis on a dit ensuite: C'est la guerre... Puis ce fut l'après-guerre... Puis, on nous a encore déclaré: Il faut se préparer pour une autre guerre... On a parlé, au cours des dernières conférences, de nivellement du standard de vie au Canada. C'étaient des arrangements permanemment temporaires...

Le gouvernement responsable est un bien précieux qui nous a coûté très cher en sang versé, en vies humaines, en sacrifices et en années d'efforts. Nos ancêtres ont payé trop cher les droits qu'ils ont conquis pour que nous les abandonnions à quelque autorité que ce soit. C'est indéniable qu'il n'y a pas un gouvernement fédéral, quelle que soit sa couleur politique, pas un chef de gouvernement, si puissant soit-il, qui feront flancher le gouvernement actuel du Québec sur ses réclamations en faveur du respect de la Constitution.

(Applaudissements à droite)

Ce ne sont pas des faveurs que nous demandons, mais simplement le respect de nos droits et de nos libertés.

Il y a, à Ottawa, des fonctionnaires qui croient de bonne foi que les provinces devraient disparaître. D'autres croient qu'un seul gouvernement ferait l'affaire au Canada. Le pays est trop grand, les problèmes sont trop variés, complexes et nombreux et les différences ethniques trop considérables pour qu'un tel gouvernement puisse faire l'affaire. Cette solution mènerait rapidement au despotisme.

À chacune de ces conférences, on a offert davantage aux provinces. C'est donc que leurs droits de taxation ont de plus en plus de valeur. Mais si ça vaut plus pour Ottawa, ça vaut plus pour les provinces, et celles-ci doivent y tenir plus que jamais.

La contribution de la province de Québec à la découverte du Canada, à sa colonisation, à ses progrès se traduit par des années d'héroïsme. Nous n'avons donc pas à nous excuser quand nous faisons valoir nos droits. Nous ne faisons que constater. Et si l'on veut faire des cadeaux aux provinces pauvres avec l'argent de la province de Québec, le moins qu'on puisse faire, c'est de lui en demander la permission. Que chacun reste dans son domaine.

Nous avons des problèmes à régler dans le Québec au sujet des municipalités, dont la survie est nécessaire à la décentralisation administrative. Ces municipalités ont des difficultés considérables. Nous les avons débarrassées d'une partie importante de leur fardeau. Nous avons grandement diminué leurs charges en ce qui concerne les écoles techniques, l'assistance publique, l'hospitalisation des aliénés et des tuberculeux. Nous avons fait exécuter, aux frais de la province, bien des travaux municipaux. Nous avons fait ce que nous pouvions faire et nous ferons encore davantage dans les limites de nos moyens. Mais, pour cela, il faut qu'Ottawa consente à une distribution plus équitable des pouvoirs de taxation.

C'est pourquoi l'heure est arrivée où il faut une nouvelle distribution des pouvoirs de taxation entre les gouvernements du Canada. Les provinces doivent absolument recevoir leur part, pour être en mesure de faire face à leurs obligations et venir en aide aux municipalités qui sont aux prises avec des problèmes de plus en plus considérables. En vertu de la Constitution du Canada, il est clair que les provinces ont le droit exclusif de percevoir des taxes directes pour des fins provinciales. Or, le gouvernement fédéral se sert de taxes directes à des fins provinciales en affectant le produit de ces impôts directs à la solution de problèmes relevant des mêmes seules provinces.

Certains prétendent qu'Ottawa a les mêmes pouvoirs dans les domaines de juridiction provinciale. Nous n'admettons pas cette théorie. Mais je suis convaincu qu'avec de la bonne volonté des deux côtés, il est possible de concilier ces points de vue divergents et de trouver un système honnête et équitable, dans le respect des droits de chacun. Il formule le désir sincère de collaborer avec Ottawa, tant que cela ne portera pas atteinte aux droits de la province. Le gouvernement du Québec, affirme-t-il, ira à Ottawa avec un esprit ouvert; il sera disposé à étudier et à discuter. Et, si ma présence à la tête de l'administration provinciale était un obstacle à un règlement satisfaisant, je suis prêt à m'en aller; mais je ne crois pas qu'une telle décision de ma part apporterait une solution au problème en question.

Je ne crois pas qu'on doive faire de la politique avec ce problème et je l'ai dit à M. Saint-Laurent²² au dîner de la reine. Je lui ai dit que mon attitude personnelle d'opposition à certaines politiques fédérales n'était pas inspirée par la partisanerie. Je lui ai dit: "Mon cher Saint-Laurent, vous avez toujours cru que mon attitude avait été dictée par des raisons politiques. Ce n'est pas le cas, et vous verrez que notre position demeurera la même. Vous verrez bientôt que nous croyons réellement que les droits provinciaux sont au-dessus des liens politiques. Nous sommes Canadiens avant d'être Union nationale. Nous sommes Québécois, avant d'être Union nationale. Nous sommes pour les droits du Québec avant toutes considérations personnelles."

Je demande à l'opposition et à tous les gens de bonne foi de faire trêve aux considérations partisans, l'enjeu est trop important pour donner lieu à des rancœurs personnelles. Il faut que la question soit laissée à la hauteur de nos destinées.

Il termine son discours en faisant siennes ces paroles écrites au bas du monument de Lord Tennyson²³: "Travailler, chercher, trouver et ne jamais céder".

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Johnson), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Dépôt de documents:

Ministère de l'Agriculture, Rapport 1956-1957

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1957. (Document de la session no 6)

Messages du lieutenant-gouverneur:

Imprimeur de la Reine

L'honorable M. Prévost (Montmorency) transmet à M. l'Orateur le message suivant de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Gaspard Fauteux, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée

législative de cette province le rapport de l'imprimeur de la Reine indiquant le nombre d'exemplaires des Statuts de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des Statuts de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits Statuts.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 13 novembre 1957

(Document de la session no 7)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée quelques minutes avant 6 heures.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 20 novembre 1957, à la page 3, souligne que les discours des chefs de parti en réponse au discours du trône suscitent toujours beaucoup d'intérêt de la part du public. Ce jour-là, les galeries sont remplies et des chaises supplémentaires ont été ajoutées dans les sections réservées au public, sur le parquet. Il faut dire, comme l'observe *Le Devoir* du 20 novembre 1957, à la page 1, que c'est la première fois depuis l'élection de juin 1956 que les deux chefs de parti se mesurent en Chambre.

2. Selon *L'Action catholique* du 20 novembre 1957, à la page 3, M. Lapalme a prononcé un discours d'une heure quarante-cinq minutes. Le premier ministre lui a ensuite donné la réplique pendant environ une heure.

3. Ces élections, qui se sont tenues le 20 juin 1957, ont porté au pouvoir le parti conservateur de John

Diefenbaker et ont mis fin à 22 ans de règne libéral. Au moment où s'ouvre la session provinciale, les conservateurs forment toutefois un gouvernement minoritaire.

4. Cette citation est tirée du discours du trône que le lieutenant-gouverneur a prononcé lors de la séance du 13 novembre précédent.

5. En juillet 1956, les abbés Gérard Dion, membre de la Commission sacerdotale d'études sociales et directeur adjoint du Département des relations industrielles de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, et Louis O'Neill, professeur de morale au Petit séminaire de Québec, publient un bulletin sur les élections du 20 juin 1956 intitulé *Le chrétien et les élections*. Ce bulletin "s'en prend notamment à la démagogie anticommuniste, à la publicité mensongère, au trafic des votes et à l'utilisation de la religion à des fins électorales". (Paul-André Linteau *et al.*, *Histoire du Québec contemporain (T. II: Le Québec depuis 1930)*, Boréal, Montréal, 1995, page 370) Il ne devait circuler qu'à l'intérieur des rangs du clergé, mais *Le Devoir* en obtient copie et *The Montreal Daily Star* le publie intégralement. Pour plus d'informations sur cette affaire et ses conséquences, voir Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps (T. II: 1944-1959)*, Montréal, Fides, 1973, pages 569-571.

6. Hebdomadaire publié tous les mercredis par l'Union catholique des cultivateurs.

7. Magazine mensuel publié au Québec et en Ontario "dans l'intérêt de l'industrie du Québec en général, en vue de la faire connaître et d'en promouvoir l'expansion".

8. Député conservateur de Trois-Rivières et solliciteur général, à cette époque, dans le cabinet du gouvernement Diefenbaker.

9. À cette époque, le *Canadian Saturday Night* est un magazine mensuel imprimé à Toronto qui se consacre à l'industrie et aux affaires nationales.

10. Le journal fait allusion à l'OTAN, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, organisation militaire fondée le 4 avril 1949 à Washington. Elle regroupe 12 pays, dont la France.

11. D'après *Le Soleil* du 20 novembre 1957, à la page 8, il s'agirait du témoignage du député de

Bellechasse. Selon le quotidien de Québec, M. Lapalme précise dans son discours que la façon dont on traite le problème de la santé a été exposée dans une lettre, dont l'opposition a obtenu un photostat, et dans laquelle le député de Bellechasse disait que des mesures sévères seraient prises, parce qu'on en était rendu à payer un million de dollars par deux jours, en temps d'élections. *Le Soleil* rapporte toutefois l'extrait de ce discours en style indirect.

12. La Chambre de commerce du Québec s'est appropriée ce slogan lors d'une journée d'étude qui se déroulait à Granby, le dimanche 10 novembre, et à laquelle assistaient plus de 200 hommes d'affaires de la province. Pour plus d'informations, voir *Le Soleil* du 15 novembre 1957, aux pages 3 et 6.

13. Créée par le bill 37 (1-2 Elizabeth II, chapitre 4), sanctionné le 12 février 1953, la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, présidée par le juge Thomas Tremblay, est mise sur pied par le gouvernement de l'Union nationale pour "enquêter sur les problèmes constitutionnels, [...] faire rapport [au lieutenant-gouverneur en conseil] de ses constatations et opinions et lui soumettre ses recommandations quant aux mesures à prendre pour la sauvegarde des droits de la province, des municipalités et des corporations scolaires". (Voir les Statuts de la province de Québec, chapitre 4) Ses six membres tiennent 97 séances publiques et examinent 253 mémoires. Ils remettent leur rapport en quatre volumes le 15 février 1956, rapport auquel s'ajoutent 11 études produites par des spécialistes mandatés par la commission.

Jean Hamelin et Jean Provencher écrivent au sujet de cette dernière: "Contrainte de donner un éclairage socio-économique aux problèmes constitutionnels, elle avait dû étudier l'ensemble des problèmes de la société québécoise et avait conclu: "Il n'est plus possible d'éviter le recours à l'État, parce que les organismes privés ne peuvent suffire à la tâche." Pour les auteurs, le premier ministre Duplessis, "effrayé par l'ampleur des réformes à opérer, a tenté de tenir le rapport dans l'ombre", ce que lui reprocheront à maintes reprises les libéraux. Jean Hamelin et Jean Provencher, *Brève histoire du Québec*, Montréal, Boréal, 1990, pages 109-110.

14. Le premier ministre fait ici allusion à M. Joseph-Matthias Tellier (1861-1952), ancien chef de l'opposition conservatrice de 1908 à 1915, et, plus tard, juge en chef du Québec.

15. Ce dîner s'est déroulé à Ottawa le 14 octobre 1957. Le jour même, Sa Majesté la reine Elizabeth II avait prononcé le discours du trône inaugurant la session parlementaire à la Chambre des communes. La reine séjourne au Canada du 12 au 17 octobre 1957.

16. Le *Montréal-Matin* du 20 novembre 1957, à la page 3, parle plutôt de Murdochville.

17. Le *Montréal-Matin* du 20 novembre 1957, à la page 5, situe de son côté les coûts de construction de cette usine entre \$250,000,000 et \$300,000,000, tandis que *The Quebec Chronicle Telegraph* du 20 novembre 1957, à la page 3, déclare qu'ils devraient atteindre environ \$250,000,000.

18. *L'Action catholique*, le *Montréal-Matin*, et *La Presse* du 20 novembre 1957, respectivement aux pages 14, 5 et 10, déclarent quant à eux que cette contribution gouvernementale passe de \$10,000 à \$25,000. *L'Événement*, *Le Devoir* et *The Quebec Chronicle Telegraph*, du 20 novembre 1957, respectivement aux pages 9, 5 et 3, soumettent des chiffres semblables à ceux du *Soleil*, la source retenue dans le texte.

19. Microbiologiste de formation, le Dr Frappier, diplômé notamment de l'Institut Pasteur de Paris est effectivement le fondateur et directeur de l'Institut de microbiologie et d'hygiène de Montréal qui porte aujourd'hui son nom.

20. La Chambre des communes a approuvé à l'unanimité, le 1^{er} novembre 1957, le projet de loi du gouvernement fédéral qui consacre cette augmentation ainsi que celles d'autres pensions touchant la sécurité sociale. *The Montreal Daily Star* du 23 novembre 1957, à la page 1, précise que les gouvernements fédéral et provincial déboursent chacun 50 % des coûts liés aux paiements des pensions de vieillesse versées aux personnes âgées de 65 à 70 ans. Les allocations attribuées aux mères nécessiteuses sont, quant à elles, entièrement financées par le gouvernement provincial.

21. *L'Action catholique* du 23 novembre 1957, à la page 3, précise que le projet de loi fédéral pour le plan national d'assurance-santé a été approuvé à la Chambre des communes le 10 avril 1957 par 165 voix contre aucune. Ce projet de loi, déposé par les libéraux, stipulait que le gouvernement fédéral débourserait la moitié des coûts liés à

l'hospitalisation et aux services de diagnostic quand six provinces, représentant la majorité de la population du Canada, auraient officiellement décidé d'adhérer au plan. À ce jour, sept provinces ont exprimé leur accord. Le projet de loi ne fait mention d'aucune date d'entrée en vigueur du plan. Celle du 1^{er} janvier 1959, date de la mise sur pied du plan d'assurance-santé de l'Ontario, revient toutefois régulièrement dans les discussions. La question de l'assurance-santé doit faire l'objet de discussions au cours de la conférence fédérale-provinciale des 25 et 26 novembre.

22. Il s'agit de Louis Stephen Saint-Laurent, chef du Parti libéral du Canada, ex-premier ministre canadien et chef de l'opposition officielle à Ottawa.

23. Lord Alfred Tennyson est un poète et auteur dramatique anglais qui vécut de 1809 à 1892.

Séance du mercredi 20 novembre 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Montmagny, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Lizotte);

- de la ville d'Anjou, demandant l'adoption d'une loi aux fins de permettre à BP Canada Limited d'ériger une raffinerie de pétrole (M. Pouliot, Laval);

- de la ville de Kénogami, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet, Jonquière-Kénogami);

- de la ville de Pont-Viau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la cité de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la ville de Huntingdon, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Somerville);

- des commissaires d'écoles de la cité de Roberval, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Spence);

- de la corporation de la paroisse de Saint-Hubert, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Thériault);

- du Centre de psychologie et de pédagogie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la paroisse de Sainte-Rose-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval)

- de la corporation municipale de la paroisse de Saint-François-de-Sales, demandant l'adoption d'une loi érigeant son territoire en municipalité de ville sous le nom de Ville Saint-François-de-Sales (M. Pouliot, Laval);

- de l'Union Catholique des ouvriers en confection de Québec inc., demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation La Mutuelle des Travailleurs (M. Schmidt);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Anjou, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Pouliot, Laval);

- de la ville de Laval-Ouest, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavallée);

- de Laurent Daoust et autres, demandant l'adoption d'une loi aux fins de nommer comme fiduciaire le Trust Général du Canada de La Zenith compagnie d'assurance mutuelle (M. Rochette);

- du Collège Sophie-Barat, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de la Rivière des Prairies et des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Pouliot, Laval);

- de la cité de Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte. (M. Pouliot, Laval);

- de la ville de Rivière-des-Prairies, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la ville de Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Granby, demandant l'adoption d'une loi les autorisant d'accorder une indemnité aux commissaires (M. Russell).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la Communauté des sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie, demandant l'adoption d'une loi aux fins de constituer en corporation l'École Vincent d'Indy (M. Custeau);

- de la ville d'Alma, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Auger);

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);
- de la ville de Richmond, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);
- de la corporation municipale de la ville de l'Assomption, demandant l'adoption d'une loi érigeant son territoire en municipalité de ville sous le nom de ville de l'Assomption (M. Chartrand);
- de l'Institut canadien, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Cloutier);
- du Collège des chiropraticiens du Québec, demandant l'adoption d'une loi aux fins de le constituer en corporation sous le nom de Collège des chiropraticiens du Québec (M. Boudreau);
- de Archie Shiroyan et autres, demandant l'adoption d'une loi aux fins de les constituer en corporation sous le nom de The Armenian Holy Apostolic Church of Montréal (M. Custeau);
- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boudreau);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Rémi de la Rivière Métis, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe d'éducation (M. Gagnon);
- de l'Alliance des coopératives de consommation, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom en celui de Fédération des magasins Coop (M. Boudreau);
- de la Commission des écoles catholiques de Québec, demandant l'adoption d'une loi concernant la taxe d'éducation (M. Cloutier);
- du Conseil supérieur de la chiropratique pour la province de Québec inc., demandant l'adoption d'une loi pour obtenir la reconnaissance professionnelle des chiropraticiens (M. Chartrand);
- de la corporation du canton Langelier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ducharme);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Ducharme);
- de la ville de Gatineau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desjardins);
- de la ville de Mégantic, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Guillemette);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Rivière Croche, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant une certaine résolution (M. Ducharme);
- du village de Maniwaki et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Maniwaki, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Desjardins);

- de la ville de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);
- de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Jacques-le-Majeur de Causapsal, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Gagnon);
- de la ville de l'Isle Maligne, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Auger);
- de la ville de Matane, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gagnon);
- de la corporation du village d'Amqui et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village d'Amqui, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Gagnon);
- de la cité de Grand'Mère et la corporation de la paroisse de Sainte-Flore, demandant l'adoption d'une charte concernant la protection du Lac des Piles (M. Ducharme).

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport rapport du comité permanent des règlements.

(Applaudissements)¹

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Bruno Hyland, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de Marie-Jeanne-Alice Côté en celui de Hyland;
- de Henri Bolduc, en religion révérend père Arthur, demandant l'adoption d'une loi à l'effet de constituer en corporation Les pères Capucins de Québec;
- de la corporation de la ville de Saint-Raymond et de la paroisse de Saint-Raymond, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à imposer une taxe de vente;
- des municipalités scolaires de Saint-Romuald d'Etchemin, Charny et Bienville, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;
- de Maximilien Jeanson, demandant l'adoption d'une loi modifiant le testament de Téléphore Jeanson-Lapalme;
- du révérend père Ernest Giovannini et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant La Société des Salésiens de Québec;
- de l'Hôpital Général Saint-Vincent-de-Paul de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Eugène Jurisic, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Michel-des-Saints, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe spéciale;

- de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Michael John Fawcett, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat;

- de Zofia Ortowska-Orny, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'exercice de l'art dentaire;

- de Son Excellence Monseigneur Émilien Frenette, demandant l'adoption d'une loi aux fins de constituer une corporation sous le nom de Séminaire de Sainte-Thérèse;

- des commissaires d'écoles de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant une entente intervenue avec la compagnie Canadian International Paper Co.;

- de la cité de Rouyn, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de James Alfred Lowrey, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Hazell Lowrey;

- de la Caisse nationale d'économie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Jonas Segamogas, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Segomas;

- de l'Union Canadienne, compagnie d'assurances, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'augmentation de son capital;

- de Simon Dumenco, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir l'autorisation d'exercer l'art dentaire;

- des commissaires d'écoles de la municipalité de la ville d'Alma, de la ville de Naudville, de la paroisse d'Alma, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de Claude Rocheleau, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de dame Jules Lalanne;

- de la commission scolaire de la ville de Nicolet, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer une taxe de vente;

- de La Société gazifère de Hull Incorporée, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Louis Arthur Simon et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de Jewish Congregation of Saint-Laurent;

- du révérend père Pierre Paul Asselin, demandant l'adoption d'une loi incorporant le Collège de Jonquière;

- de dame Blanche Mercier Simonds, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de dame Georgianna Saint-Georges, veuve de Charles Antoine Lortie.

Projets de loi:

Succession Julie Lalanne²

M. Bernard (Drummond) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 101 concernant la succession de dame Julie Lalanne, veuve de Antoine Rocheleau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Jewish Congregation of St. Laurent

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 102 constituant en corporation la Jewish Congregation of St. Laurent.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Union Canadienne compagnie d'assurances

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 104 concernant l'Union Canadienne compagnie d'assurances.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Pères Capucins de Québec

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 105 constituant en corporation les pères Capucins de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Simon Dumenco

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 106 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Simon Dumenco au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Rouyn

M. Larouche (Témiscamingue) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 110 modifiant la charte de la cité de Rouyn.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Eugène Jurisic

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 111 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Eugène Jurisic à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Taxe de vente à Saint-Raymond

M. Chalifour (Portneuf) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 114 concernant la ville de Saint-Raymond et la corporation municipale de la paroisse de Saint-Raymond ainsi que les commissaires d'écoles pour la ville de Saint-Raymond et la paroisse de Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Saint-Léonard-de-Port-Maurice

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 115 concernant la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commissions scolaires
d'Alma et Naudville**

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 118 concernant les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de la ville d'Alma, de la ville de Naudville, de la municipalité de la paroisse d'Alma, dans le comté de Lac-Saint-Jean.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Saint-Michel-des-Saints**

M. Lavallée (Berthier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 120 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Michel-des-Saints, dans le comté de Berthier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Collège
de Jonquière**

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 122 constituant en corporation le Collège de Jonquière.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de La Tuque**

M. Ducharme (Lavolette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 123 concernant les commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de La Tuque, dans le comté de Lavolette.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commissions scolaires de Nicolet
et Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet**

M. Roy (Nicolet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 124 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Nicolet, dans le comté de Nicolet, et la Commission scolaire de la paroisse Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Société des
Salésiens du Québec**

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 128 constituant en corporation la Société des Salésiens du Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Michael John
Fawcett**

M. Somerville (Huntingdon) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 134 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Michael John Fawcett à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Jeanne
Côté**

M. Roy (Nicolet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 135 changeant le nom de Jeanne Côté en celui de Jeanne Hyland.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Société gazifière
de Hull Inc.**

M. Desjardins (Gatineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 141 concernant la Société gazifière de Hull Incorporée.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Jonas Segamogas

M. Ross (Montréal-Verdun) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 150 changeant le nom de Jonas Segamogas en celui de Jonas Semogas.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Caisse nationale
d'économie**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 151 concernant la Caisse nationale d'économie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Hôpital Général
Saint-Vincent-de-Paul de Sherbrooke**

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 152 modifiant la loi constituant en corporation l'Hôpital Général Saint-Vincent-de-Paul de Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commissions scolaires de
Saint-Romuald-d'Etchemin,
Charny et Bienville**

M. Samson (Lévis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 174 concernant les commissaires d'écoles pour les municipalités de Saint-Romuald-d'Etchemin, Charny et Bienville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Adoption de
Ivan Rufus Williams**

M. Gosselin (Compton) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 199 concernant l'adoption et le changement de nom de Ivan Rufus Williams.

Adopté. Le bill est lu une première fois.
(Applaudissements)³

**Séminaire
de Sainte-Thérèse**

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 201 constituant en corporation le Séminaire de Sainte-Thérèse.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Testament de
Télesphore Jeanson-Lapalme**

M. Chartrand (L'Assomption) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 208 modifiant le testament de Télesphore Jeanson-Lapalme.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Zofia Ortowska-Orny

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 209 autorisant les chirurgiens dentistes de Québec à admettre Zofia Ortowska-Orny à l'exercice de la profession de dentiste après examen.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession
Georgianna Saint-Georges**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 223 pour pourvoir à la liquidation et au partage définitif de la succession de dame Georgianna Saint-Georges, veuve du docteur C. A. Lortie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 19 novembre courant, sur la motion proposée par le représentant de Mégantic (M. Fortin), dont elle a été saisie jeudi le 14 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le

discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne)⁴: Je suis heureux de constater que le gouvernement actuel entend continuer sa politique progressive dans de nombreux domaines: l'éducation, la protection du capital humain, le travail, la santé publique, le développement des ressources naturelles, la sécurité sociale et l'habitation. Sa généreuse politique en matière d'éducation a profité largement au comté de Sainte-Anne. Récemment encore, on y inaugurerait une magnifique école, l'école Saint-Jean⁵. Les contribuables de mon comté ont apprécié la contribution du gouvernement à la construction de cette école. Mon comté a aussi bénéficié de l'aide gouvernementale au chapitre de l'aide à la jeunesse et des centres récréatifs.

L'élément catholique de langue anglaise, à Montréal, a aussi hautement apprécié la contribution de l'administration provinciale à l'hôpital St. Mary's. C'était la première fois que cet hôpital catholique anglais, qui reçoit des malades de toutes nationalités et croyances, recevait un octroi aussi généreux du gouvernement de la province. La subvention a été de \$1,000,000.

La métropole, en général, s'est aussi réjouie d'apprendre que le gouvernement entend poursuivre sa politique dans le domaine de la mise en valeur des ressources hydrauliques. Grâce à cette politique, Montréal possède suffisamment d'électricité non seulement pour accommoder toutes ses industries actuelles, mais aussi toutes celles qui peuvent venir s'y établir.

Il félicite le gouvernement de Québec qui a annoncé son intention de hausser le barème des pensions aux personnes âgées de 65 à 70 ans, aux aveugles, aux invalides et aux mères nécessiteuses. C'est, dit-il, une initiative qui s'inspire d'une grande humanité et d'un souci réel de voir profiter la sécurité sociale à un plus grand nombre. Dans le cas des trois premières mesures sociales, il s'agit d'un geste de coopération louable, puisqu'il y a synchronisation entre les autorités provinciales et fédérales.

Le comté de Sainte-Anne est vivement intéressé au problème de l'habitation. Je suis moi-même préoccupé par ce problème. L'industrialisation croissante de ma région a signifié la disparition de nombre de maisons d'habitation. Je suis heureux d'annoncer que le gouvernement fédéral a approuvé un projet de \$1,000,000 de logements à loyer modique pour la circonscription de Montréal-Sainte-Anne. Il s'agit d'une entreprise comportant la construction de six édifices comptant 96 logements.

Les appartements de quatre pièces et demie se loueront environ \$78 par mois. Les édifices, dont la Société centrale d'hypothèques et de logement a approuvé la construction, s'élèveront rue Favard, près de la nouvelle école Saint-Jean.

J'essaie de faire approuver un tel projet depuis des années, et je suis heureux d'annoncer que le département fédéral des Travaux publics a donné le feu vert à ce projet il y a deux semaines. J'espère que ce projet n'est qu'un commencement et qu'il marquera le début d'une ère nouvelle dans le district de Sainte-Anne. Ce début ne m'empêchera toutefois pas de chercher à obtenir qu'un projet de démolition de taudis et de reconstruction de logements à loyer modique, semblable au plan Dozois, soit entrepris dans mon district.

Je crois que la population de Montréal a approuvé l'idée d'une espèce de gouvernement métropolitain aux dernières élections municipales⁶. Je suis certain qu'il y aura, au cours de la présente session, un bill de Montréal qui en demandera la création. Et je suis certain que, si un tel projet est amené devant cette Chambre, il recevra l'approbation du gouvernement du Québec. À tout événement, dans l'éventualité où il n'y aurait pas de bill de Montréal et aucune requête de la cité à ce sujet, je crois que c'est le devoir de ce gouvernement, à la suite du vote non équivoque des élections municipales du 28 octobre dernier, d'étudier immédiatement la possibilité d'établir un tel gouvernement pour Montréal et les villes adjacentes.

Montréal est aux prises avec de nombreux problèmes que seul un gouvernement métropolitain pourrait résoudre, avec la coopération des villes de la région. C'est le cas, par exemple, du problème de la circulation et de celui du transport. Montréal a besoin d'un système de transport souterrain et d'un réseau d'autostrades. Les autorités de la ville de Montréal ont reconnu qu'il existe un retard dans les travaux publics dont le coût s'élèverait à environ \$600,000,000. Montréal ne peut payer un tel projet à elle seule, mais si toutes les villes de l'île s'unissent pour garantir le soutien financier de ce projet, il pourrait être réalisé sans trop de difficultés. La majorité des maires des villes adjacentes ont déjà donné leur accord à un tel projet. La création d'un gouvernement métropolitain s'impose; elle est urgente si Montréal veut garder son titre de métropole du Canada.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) présente ses compliments à l'Orateur, souhaite la bienvenue au représentant de Montréal-Outremont

(M. Lapalme) et adresse d'autres mots de bienvenue à l'intention du proposeur et du secondeur de l'adresse.

Je voudrais vous parler de la pollution dans la province, c'est-à-dire de la pollution de l'eau. Il y a deux ans, un projet de loi du gouvernement actuel concernant la pollution des eaux a été voté à l'unanimité⁷. Il y a des années que l'opposition attire l'attention des autorités sur l'urgence de prendre des mesures draconiennes en vue d'empêcher une plus grande contamination des eaux. Elle réclamait cette loi depuis longtemps.

La loi votée en décembre 1955 avait pour but de former une commission de cinq membres pour faire l'étude du problème. On mit à sa disposition une somme de \$150,000⁸. Les membres devaient s'appliquer à trouver les causes et la nature de la pollution des eaux, de même que les remèdes à apporter et les moyens à prendre pour prévenir pareille pollution. La Commission devait se mettre à l'œuvre sans retard, poursuivre ses travaux avec diligence et faire rapport de ses observations et de ses conclusions au gouvernement au bout d'un an.

Mais depuis, les commissaires n'ont pas donné signe de vie. En dépit des mesures qui devaient être prises, des baigneurs continuent à polluer les eaux, qui doivent être gardées propres. Les villes et les municipalités continuent à déverser leurs égouts et toutes sortes de vidanges sans le moindre traitement, et les industries continuent à jeter leurs déchets industriels dans les rivières de la province.

La loi de décembre 1955 laissait prévoir que le gouvernement avait compris l'urgence du problème. Celui-ci se pose d'ailleurs d'une façon de plus en plus aiguë avec l'accroissement de la population. Mais l'on s'était trompé. Québec a pris neuf mois à nommer les commissaires. Ce retard fut suivi à la session de l'automne de 1956, alors qu'on s'attendait à un rapport de la Commission, par la présentation d'un autre bill visant à affecter \$50,000 de plus au travail des commissaires et à leur permettre d'attendre encore, avant de faire connaître leurs conclusions⁹.

Deux ans ont passé et la commission n'a pas produit un seul rapport sur les facteurs de pollution des eaux, et encore moins recommandé des mesures correctives propres à éliminer ces facteurs. Des milliers et des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ne peuvent utiliser nos lacs et nos rivières pour la baignade et la nage, à cause de la pollution de l'eau. N'importe quel écolier qui, par hasard, nage dans le lac Saint-Louis, près du déversement d'égout

de Pointe Claire ou de Dorval, pourrait renseigner le comité sur une des causes de la pollution de l'eau. Il est possible que les déversements des égouts qui sont situés à seulement quelques centaines de pieds du bord de l'eau soient entraînés vers le centre du lac où les rapides de Lachine en transportent les débris en aval du Saint-Laurent.

Le gouvernement de notre voisin l'Ontario a rencontré le même problème, mais il a pris des mesures rapides. L'année où la loi relative à la pollution était votée au Québec, les Ontariens ont passé une loi analogue et formé un Water Resources and Supply Committee. Moins d'une année plus tard, ce comité faisait part de ses observations, et le gouvernement de l'Ontario créa la Commission de la recherche pour l'eau, semblable à la Commission hydroélectrique de l'Ontario. Cette dernière a déjà publié son rapport pour l'année 1956: je l'ai ici¹⁰.

Il presse le gouvernement de cesser de tourner en rond et d'agir concrètement, afin de mettre un frein à la pollution de l'eau dans la province de Québec. Il est plus urgent que jamais de procéder à des réformes pour prévenir ce problème. Le gouvernement n'a aucune raison pour n'avoir pas adopté des moyens de prévention.

En janvier 1957, il y avait en Ontario 237 municipalités possédant des égouts hygiéniques, 247 municipalités possédant des usines pour le traitement des eaux sales et 17 autres usines en construction. Au Québec, on ne compte que quelques usines du genre. Le gouvernement ontarien a les plans pour l'exécution de \$2,500,000,000 de travaux d'installation d'égouts et de conduites d'adduction d'eau. En Ontario, la population a obtenu des solutions rapides à un problème urgent. Au Québec, nous attendons encore le premier rapport de la commission. Les commissions nommées par le gouvernement actuel de la province de Québec semblent dormir à l'ouvrage.

L'opposition demande une action gouvernementale rapide et se refuse à de perpétuelles prolongations de délais. D'après les *Comptes publics*, en 1956-1957, en vertu de la loi sur la pollution des eaux, une somme de \$28,493.54 a été dépensée en salaires par le Conseil exécutif. Cela n'empêche pas la Commission de n'avoir pas fait rapport. Et si l'on consulte le chapitre "ministère de la Santé" du même volume des *Comptes publics*, on s'aperçoit que, sur les crédits de \$100,000 ouverts à la Commission pour résoudre le problème de la pollution des eaux, pas un sou n'a été dépensé. L'argent avait été voté pour une intervention rapide, mais rien n'a été fait.

Il termine en protestant de nouveau contre les lenteurs de la Commission.

M. Dionne (Rimouski) rend hommage à l'Orateur et souligne le retour de son chef, le représentant de Montréal-Outremont (M. Lapalme).

Il existe un problème qui mérite d'être mentionné, dans la région du Bas-du-Fleuve, et particulièrement dans le comté que je représente. Il s'agit de l'entretien des chemins d'hiver. Je suis heureux que le discours du trône en ait parlé et que le gouvernement se propose de continuer l'application de sa politique d'entretien des chemins d'hiver, mais il pourrait y avoir des améliorations sensibles dans ce domaine. La route 10¹¹ est entretenue à 100 % par le gouvernement, mais il existe d'autres routes moins importantes qui sont négligées. L'entretien des routes l'hiver par le gouvernement est insuffisant et devrait s'étendre aux routes secondaires.

Dans une bonne partie de la province, un octroi de \$125 du mille est accordé pour l'entretien des chemins d'hiver. Dans le Bas-du-Fleuve, les hivers sont plus durs qu'ailleurs et cet octroi ne représente, dans bien des cas, que 25 % du coût pour garder les routes ouvertes dans certaines régions. Des routes ne sont pas améliorées sur toute leur longueur et c'est à peine si l'on peut y passer une charrie à neige. Le gouvernement devrait payer au moins la moitié des coûts pour l'entretien d'hiver.

Les gens qui demeurent près des grandes routes bénéficient sans rien déboursier de l'entretien exécuté par le gouvernement. Les autres ne profitent pas autant de la politique gouvernementale. L'U.C.C. (l'Union catholique des cultivateurs) a exprimé le vœu que le gouvernement paie au moins 50 % du coût du contrat avec minimum de \$125 du mille. Il est possible d'améliorer la politique d'aujourd'hui et de la rendre plus uniforme.

À la suite du discours prononcé hier par le premier ministre, il n'est pas possible d'espérer que le système d'assurance-santé préconisé par Ottawa soit mis en vigueur dans la province de Québec. Il souligne l'avantage d'améliorer la loi d'assistance publique. Les juges de district devraient être autorisés à décider si un homme a les moyens de payer ses comptes d'hôpitaux entièrement ou en partie et, dans les cas de pauvreté, à décider dans quelle proportion les comptes d'hôpitaux devraient être payés, soit par le malade, par le gouvernement et par les municipalités. Le député du comté n'est pas compétent dans ce domaine. Dans son discours, le premier ministre nous demande de faire des suggestions. J'espère que celles-ci seront prises à bonne part.

J'approuve la politique du gouvernement relative à l'interdiction de l'exportation du bois en dehors de la province, mais la loi sur l'exportation des produits des forêts devrait être mieux appliquée dans le comté de Rimouski. Des compagnies du Nouveau-Brunswick coupent du bois au Québec et l'exportent vers leur province pour le faire traiter. Le comté de Rimouski et, par conséquent, la province perdent des revenus importants à cause de cet état de fait. Si cette loi existe et s'il est possible de l'appliquer, je serais heureux de la voir mettre à exécution dans mon comté.

M. Parent (Hull)¹² signale le retour en Chambre de son chef, le représentant de Montréal-Outremont (M. Lapalme). Il se dit fier de celui qui, dit-il, représente l'élément libre dans la province.

Les employés du gouvernement provincial ne sont pas suffisamment payés selon leurs capacités et le rendement qu'ils peuvent donner. C'est une injustice que commet le gouvernement envers ses employés en leur accordant un salaire inférieur à la moyenne.

Les employés provinciaux qui gagnent \$3,000 ou plus par année sont excessivement rares. D'après les *Comptes publics*, les employés provinciaux gagnent en moyenne moins de \$2,500 par année, alors que les femmes de peine et les préposés à l'entretien relevant du gouvernement fédéral sont payés \$2,400, soit plus que la moyenne des fonctionnaires provinciaux. On a donné une nouvelle classification aux employés du gouvernement, mais on n'a rien fait pour augmenter leur salaire.

La Commission du service civil n'accomplit pas la tâche pour laquelle elle a été instituée. Elle est inopérante, à toutes fins pratiques. Un bon exemple de cette situation, c'est que le directeur de la prison de Hull, un bon employé responsable de la troisième plus importante prison de la province, est payé seulement \$2,200 par année, incluant le chauffage et la pension. Ce même gouverneur, dans un discours qu'il adressait à un club social, déplorait le fait que les employés de prison compétents étaient difficiles à trouver à cause des salaires modestes qui leur étaient offerts.

Malgré les nombreuses représentations qui ont été faites au premier ministre de la province de Québec, relativement à l'urgence de l'aménagement d'un nouveau pont interprovincial convenable entre les villes de Hull et d'Ottawa, le gouvernement provincial n'a rien fait jusqu'ici à ce sujet. Les résidents du côté québécois de la rivière Ottawa font

campagne depuis des années pour obtenir un nouveau pont qui remplacerait la structure démodée qui sert actuellement de lien entre les deux provinces.

Le premier ministre du Québec se rendra à Ottawa la semaine prochaine pour participer à la conférence fédérale-provinciale. Je lui suggère de soulever la question avec les autorités fédérales. Je lui suggère aussi de prendre une demi-heure de pause loin des délibérations de la conférence pour traverser le pont interprovincial pendant l'heure de pointe et voir par lui-même l'urgence d'un nouveau pont. L'actuel pont étroit qui traverse la rivière est désuet, et cela, depuis des années. Il ne répond plus au trafic dense qu'on enregistre entre les villes de Hull et d'Ottawa.

Le gouvernement de Québec ne fait rien pour améliorer les communications entre Hull et la capitale fédérale. L'inertie du gouvernement de l'Union nationale à ce sujet serait-elle attribuable au fait qu'un libéral a été élu dans le comté de Hull aux élections générales de 1956? Je ne pense pas que ce soit une raison valable pour justifier l'inaction du gouvernement.

Il réclame la nomination d'un juge de la Cour du bien-être social, qui viendrait siéger dans son comté. Il rappelle qu'une loi établissant une telle cour dans son comté a été adoptée, mais, soutient-il, même si la législation a été votée il y a quelque temps, le gouvernement a omis de nommer un juge pour ce district.

Il s'étonne que le ministère de la Voirie et le gouvernement n'aient pas répondu aux demandes répétées que lui a faites le conseil de ville de Hull, concernant l'entretien de certaines routes provinciales, situées dans les limites de la cité, et les corrections à apporter à la division d'enregistrement. Certains territoires ayant été annexés à la ville de Hull, les propriétaires qui y achètent des terrains doivent faire enregistrer les actes au bureau de Maniwaki, alors qu'il serait plus commode pour eux d'aller au bureau de Hull.

Il demande que le gouvernement donne à un comité de Hull la permission de faire une enquête sur la situation du logement. Des subventions à ce sujet ont déjà été refusées sous prétexte qu'on établirait un précédent en accordant une subvention à ce comité, et que plusieurs villes feraient des demandes analogues au gouvernement. Si le gouvernement provincial ne veut pas aider financièrement le comité en question, il peut tout de même permettre à cet organisme de poursuivre l'enquête qu'il désire faire sur la question du logement, et cela, en lui donnant les pouvoirs nécessaires à cette fin.

Il réclame la construction d'un mur de soutènement pour protéger certaines rues de Pointe-Gatineau longeant la rivière Outaouais; le pavage des rues du même village qu'on avait promis de faire lors de la campagne électorale de 1956; le rétablissement du bureau de la police provinciale qui existait à Hull jusqu'en décembre 1956 et qu'on a supprimé pour des raisons mal définies, de sorte qu'il faut aller chercher des policiers à Montréal pour faire les enquêtes; la construction à Hull d'un hôpital pour maladies chroniques et d'un orphelinat, de sorte que les malades et les orphelins ne soient pas obligés de se faire héberger dans des institutions d'Ottawa ou d'ailleurs; et la réparation du palais de justice de Hull, qui n'est pas encore commencée, bien que le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) ait déclaré l'an dernier qu'un montant de \$50,000 avait été voté à cette fin.

Nous avons eu l'agréable surprise de recevoir dernièrement un octroi de \$680,000 pour couvrir le déficit accumulé par la Commission scolaire de Hull dans les trois dernières années. Mais nous avons encore bien d'autres problèmes. La Commission a été autorisée à construire deux nouvelles écoles, dont l'une est déjà en construction, ce qui nécessitera un déboursé de \$1,300,000. Au 30 juin dernier, la dette consolidée de la Commission scolaire était de \$2,932,000.

Le taux de la taxe scolaire a monté d'un dollar au cours des quatre dernières années. Notre école secondaire est mal organisée et a dû, faute d'espace, refuser l'entrée d'une vingtaine d'élèves de l'extérieur. Je crois qu'il est urgent de construire à Hull une école secondaire régionale, qui pourrait servir en même temps pour les municipalités des environs qui n'ont pas le cours supérieur.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Êtes-vous au courant du pourcentage de l'octroi accordé pour l'école en construction?

M. Parent (Hull): Le secrétaire provincial et registraire (l'honorable M. Prévost) a dit l'an dernier qu'il ne se faisait pas de politique dans son département. Or, la lettre du ministre annonçant l'octroi de \$680,000 pour couvrir le déficit des trois dernières années a été transmise au patron¹³, bien qu'adressée au secrétaire de la Commission. Et le patron¹³ a transmis la nouvelle aux journaux avant même que le secrétaire ne soit au courant.

Voix à droite: Quel est le pourcentage de l'octroi pour l'école en construction?

M. Parent (Hull): On a annoncé 85 %. Mais on n'a pas dit en combien d'années l'octroi serait payé. Tant mieux si le gouvernement veut faire sa part, car la population a largement fait la sienne au cours des dernières années.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): De 1944-1945 à aujourd'hui, le gouvernement a versé, à Hull, \$5,600,000 pour fins éducationnelles.

M. Parent (Hull): On nous présente toujours ça comme des cadeaux de l'Union nationale, alors que l'argent vient de la province.

Il préconise la décentralisation des écoles normales de garçons. Il n'en existe aucune au nord de Montréal, dit-il, ce qui occasionne des déboursés considérables aux élèves qui veulent s'y rendre. On devrait prendre les moyens d'encourager davantage la formation d'instituteurs.

A la suite de la conférence fiscale qui aura lieu prochainement à Ottawa, afin de mieux répartir les sources de revenus entre le gouvernement fédéral et les provinces, il devrait y en avoir une autre dans le Québec, pour mieux répartir les impôts entre le gouvernement provincial, les municipalités et les commissions scolaires. Le problème n'est pas aussi compliqué qu'il ne paraît et l'Union des municipalités, de même que la Fédération des commissions scolaires, pourraient aider le gouvernement à le résoudre.

Le gouvernement ne fait pas observer la loi des liqueurs d'une façon assez rigoureuse. Il préfère conserver un système de tolérance, afin de le faire servir à la caisse électorale de l'Union nationale et au bénéfice de certains députés.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)¹⁴: Je soulève un point d'ordre et je demande que le député soit forcé de retirer ses paroles.

M. l'Orateur: Il est indiscutable que le député n'a pas le droit de dire une chose semblable. C'est une attaque directe contre l'intégrité des députés. Je lui demande de retirer ses paroles.

M. Parent (Hull): Je les retire. Disons plutôt qu'il s'agit d'organisation ou d'organiseurs du parti. La situation laisse grandement à désirer dans le coin que je représente. La loi des liqueurs est ouvertement violée à Hull et dans le comté. Elle est violée à tort et à travers un peu partout dans la province. À Hull, en plus du grand nombre d'établissements sans licence, une tolérance existe

pour le dimanche et pour les heures de fermeture. Les établissements licenciés demeurent ouverts à toute heure de la nuit. On sert de la boisson à des mineurs. Et à part les débits clandestins, il y a, dans la seule ville de Hull, 72 épiciers licenciés, 20 tavernes, 6 grills, 1 café et 2 magasins de la Commission des liqueurs, tout ça pour une population de 50,000 âmes. Je crois que les licences sont distribuées à un prix de faveur à des favoris du parti. On les accorde suivant les subventions qu'on désire recevoir.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Point d'ordre. Le député de Hull a encore moins le droit que tout autre de porter atteinte à la réputation des membres de cette Chambre.

M. l'Orateur: Il y a des insinuations pires que des attaques directes, car elles peuvent viser tout le monde indistinctement.

M. Parent (Hull): Je n'ai pas l'intention d'attaquer personne. S'ils se sentent visés...

Voix à droite : À l'ordre!

M. l'Orateur: Ce sont des insinuations que les règlements ne permettent pas. Si le député vise quelqu'un, qu'il le dise. Et s'il ne vise aucun membre de cette Chambre, qu'il le déclare franchement.

M. Parent (Hull): Je ne vise pas les membres de cette Chambre. Trois hôteliers de Pointe-Gatineau vendent de la boisson le dimanche, bien que le solliciteur général (l'honorable M. Rivard) ait promis de faire enquête et de punir les coupables. Des lettres de protestation ont été envoyées à son bureau.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Dites-vous qu'il n'y a pas eu de poursuites?

M. Parent (Hull): Un hôtel a été condamné, mais les trois sont encore ouverts à l'année. Il y a eu des protestations des autorités religieuses.

M. l'Orateur avertit le représentant de Hull que son temps est expiré.

M. Lafrance (Richmond) rend hommage à l'Orateur et salue le retour du représentant de Montréal-Outremont (M. Lapalme). Nous nous réjouissons de son retour à l'Assemblée législative. Il

a fait hier un magistral discours qui a démontré qu'il se sent dangereusement bien à la face de ses adversaires. Je puis l'assurer de notre appui et de notre collaboration pleine et entière.

Il évoque le chômage qui sévit dans la province, l'agriculture qui se trouve dans une situation guère intéressante et les problèmes familiaux. Parlant ensuite du proposeur et du secondaire de l'adresse, il mentionne que ses deux collègues ne devraient pas penser que les votes obtenus en faveur de l'Union nationale de la part des ouvriers n'ont pas été dirigés en faveur de la politique antiouvrière des ministériels. Les ouvriers, affirme-t-il, ont voté pour le gouvernement pour des considérations moins désintéressées.

(Murmures à droite)

Le discours du trône est une répétition des conférences de presse données par le premier ministre, le vendredi. Il est un signe du vieillissement de l'Union nationale. Pourtant, il y a une foule de problèmes nouveaux qui nécessitent des formules nouvelles. En 1936, l'agriculteur était aux prises avec ses dettes; en 1957, il a peine à écouler ses produits.

Il faut trouver des marchés nouveaux. On devrait pousser beaucoup plus loin les recherches scientifiques dans le domaine agricole. On accorde toujours la même législation. C'est celle du crédit agricole, de l'électrification rurale et du drainage des terres. À notre époque, le travail intellectuel pourrait, plus que des muscles, apporter une réponse aux difficultés qui assaillent l'agriculture.

Le problème constitutionnel n'est pas nouveau. Il se pose depuis 1867 et les difficultés ont toujours existé entre le provincial et le fédéral. En entendant le discours du premier ministre, j'ai été réellement impressionné! À un moment donné, je l'ai presque applaudi! Mais on ne juge pas un homme à ses paroles. On le juge à ses actes. L'autonomie est une question vitale.

La souveraineté des provinces est une chose à laquelle nous tenons. Les régimes libéraux s'en sont toujours fait les champions. Nous ne sommes pas opposés à l'attitude ferme du gouvernement sur ces questions. Si l'Union nationale avait été à la place des libéraux, de 1939 à 1945, elle aurait été dans l'obligation d'agir de la même manière.

D'ailleurs, le principal reproche qu'on peut adresser au gouvernement, c'est de faire de l'électoratisme avec les plus importantes questions, avec l'autonomie provinciale, comme avec la race et la religion. En matière d'autonomie, par exemple, il s'est contenté d'une attitude négative et chicanière.

On ne lui reproche pas de croire à l'autonomie, mais on ne peut approuver l'usage qu'il fait de l'autonomie.

Quand aura-t-on, chez nos administrateurs, assez de vision pour donner à la province une politique pro-québécoise, pro-familiale et pro-corporatiste? On a fait grand état de la prospérité de la province. Quand on parle de vraie prospérité, il ne faut pas oublier qu'elle inclut deux choses également importantes: des valeurs humaines et morales essentielles et des valeurs économiques. Évaluer la prospérité seulement en termes de cheminées d'usines et de tonnes de minerai, c'est prendre une attitude indigne d'un véritable chrétien. La vraie richesse doit partir de l'homme, de la famille. Autrement, elle est stérile, ce n'est qu'un simulacre de progrès.

C'est indéniable que la province de Québec est promise à un grand avenir industriel. Mais il faudrait que le gouvernement cesse de se gargariser de mots et mette cette richesse au service des citoyens du Québec. La vérité, c'est que la presque totalité de l'industrie nous échappe. Quatre-vingt-dix pour cent de la production industrielle est aux mains d'étrangers. Non seulement nous ne bénéficions pas des profits générés par les industries minières comme les développements de minerai de fer et d'amiante, mais nous ne détenons même pas les postes de commande dans ces industries.

Et, ce qui aggrave encore les choses, c'est que notre pauvre part d'industrie est presque entièrement concentrée dans l'industrie primaire, qui paie les salaires les plus bas, alors que l'industrie lourde nous échappe totalement. Nous ne fabriquons pas suffisamment de produits finis. Nous continuons à tricoter de la laine et à tisser du coton, comme les nègres du sud des États-Unis, alors que les Américains s'enrichissent à même nos richesses naturelles. La population du Québec, c'est encore des cousins pauvres qui ramassent les miettes de la table.

La province retire, par l'entremise de la Commission des liqueurs et par celle des divers débits de boisson, plus de revenus de la vente des boissons alcooliques que de l'exploitation des richesses minières de l'Ungava. De la première, elle récolte \$40,000,000 par année, alors que les recettes de l'exploitation du minerai de fer du Nouveau-Québec par la compagnie Ungava Iron Ore ne rapportent que quelques centaines de mille dollars par année.

Ainsi, il nous faudra environ 50 ans pour retirer de l'exploitation de nos riches mines les revenus que le Venezuela en a retirés en deux ans.

Nous ne possédons presque rien de ce qui possède une réelle valeur.

L'Union nationale s'est fait élire il y a 20 ans en promettant de nous redonner nos richesses et de mettre les trusts à la raison. Loin de tenir promesse, on constate aujourd'hui que 100 % de notre minerai de fer est ouvert aux États-Unis, de même que 97.3 % de notre amiante. Notre minerai continue d'être exporté à l'état brut, privant les nôtres d'autant d'emplois rémunérateurs. Quant aux trusts, l'Union nationale n'en a mâté aucun et nous a livrés au trust de l'acier.

Il propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), que le débat soit de nouveau ajourné¹⁵.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme il est 6 heures, je propose au représentant de Richmond (M. Lafrance) de terminer son discours s'il n'en a encore que pour quelques minutes.

M. Lafrance (Richmond): J'ai bien l'intention de parler pendant une heure, comme m'y autorisent les règlements de la Chambre.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *Le Montréal-Matin* du 21 novembre 1957, à la page 6, souligne que le député Clovis Gagnon, de Matapédia, a été applaudi à la suite de la présentation du rapport, son premier, à titre de président du comité des règlements. Me Gagnon a en effet été choisi, au début de la session, pour remplacer le notaire J.-L. Blanchard, député de Terrebonne et président de ce comité, nous dit *Le Devoir* du 23 novembre 1957, à la page 1, pendant de nombreuses années.

2. Ce projet de loi constitue le premier d'une série de bills privés. Le *Montréal-Matin* du 21 novembre 1957, à la page 6, précise que cette première présentation de bills privés de la session s'étend sur "pas moins qu'un quart d'heure".

3. Il s'agit en effet de la première présentation d'un projet de loi par le député de Compton.

4. *Le Soleil* du 21 novembre 1957, à la page 3, précise que M. Hanley prononce son discours entièrement en anglais.

5. *La Presse* du 21 novembre 1957, à la page 37, parle plutôt de l'école Saint-Charles. Dans ce même article, elle fait toutefois allusion plus tard à la "nouvelle école Saint-Jean".

6. Lors de ces élections municipales montréalaises, au terme, selon Robert Rumilly, d'une des "plus ardentes luttes qui se soient jamais déroulées dans nos arènes municipales", le sénateur libéral Sarto Fournier (candidat de l'Union nationale, qui souhaite se débarrasser du maire sortant Jean Drapeau) défait ce dernier par 83,229 voix contre 79,384. Le parti de Jean Drapeau, la Ligue d'action civique, fait tout de même élire 33 conseillers, alors que le Ralliement du Grand Montréal obtient 26 sièges au conseil municipal. Voir *La Presse* du 29 octobre 1957, à la page 1, Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps (T. 2: 1944-1959)*, Montréal, Fides, 1973, pages 609-611 et Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 1992, page 535.

Quant à la question du gouvernement métropolitain, elle doit être soumise par l'administration montréalaise au gouvernement du Québec par l'intermédiaire d'un bill privé amendant la charte de la ville. Or, le *Montréal-Matin* du 4 décembre 1957, à la page 9, rappelle que le dernier bill de Montréal remonte à 1955. En 1956, le Comité exécutif de la ville de Montréal a en effet décidé de ne pas soumettre de demandes d'amendements à la Législature provinciale, donc de propositions de formation d'un gouvernement métropolitain. L'administration du sénateur Fournier se résout finalement à son tour à abandonner cette proposition dans le bill qu'elle soumet à la Législature provinciale à l'hiver 1958, comme nous l'apprend *L'Action catholique* du 13 janvier 1958, à la page 11.

7. Il s'agit du bill 15, soit la loi concernant la pollution des eaux (4-5 Elizabeth II, chapitre 11)

sanctionnée le 15 décembre 1955 par le lieutenant-gouverneur Gaspard Fauteux.

8. L'article 5 du bill 15 stipule plutôt que "le lieutenant-gouverneur en conseil peut affecter à l'exécution de la présente loi une somme n'excédant pas cent cinquante mille dollars".

9. C'est le bill 11, loi modifiant la loi concernant la pollution des eaux (5-6 Elizabeth II, chapitre 65), sanctionné le 19 décembre 1956.

10. Ce rapport, intitulé *The Ontario Water Resources Commission: first annual report, 1956* a été produit par A. M. Snider, président de la commission, W. H. C. Brien, K.C. (conseiller de la reine), W. D. Conklin, K.C., R. M. Simpson et James A. Vance.

11. Cette route reliait à l'époque les municipalités de l'Île-Verte et de Sainte-Flavie. Elle porte aujourd'hui le nom de route 132.

12. *La Presse* du 21 novembre 1957, à la page 37, signale que M. Parent prononce son premier discours en Chambre depuis son expulsion, à la fin de la session 1956-1957.

13. Le journal ne précise pas de qui il s'agit. Le terme, employé dans le vocabulaire courant de l'époque, désigne l'administrateur du patronage chargé de distribuer les faveurs d'un parti politique dans un comté donné. Pour de plus amples informations sur le patronage politique au Québec sous le règne de l'Union nationale, voir Raymond Hudon et Vincent Lemieux, *Patronage et politique au Québec, 1944-1972*, Sillery, Boréal, 1975, 187 pages.

14. *La Presse* du 21 novembre 1957, à la page 23, nous apprend qu'en l'absence du premier ministre Duplessis ce jour-là, c'est le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse qui dirige les débats du côté du parti ministériel.

15. Selon le *Montréal-Matin* du 21 novembre 1957, à la page 9, M. Lafrance demande l'ajournement après avoir parlé une vingtaine de minutes.

Séance du jeudi 21 novembre 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la corporation municipale de Saint-Joseph-de-Coleraine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Fortin);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Dolbeau, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Spence);

- de la ville de Rimouski, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Dionne);

- de dame Annie Harbec Toupin et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Philippe Toupin (M. Hébert);

- de Paul Rodier et Lucille Rodier, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Marie Joseph Léonce Léopold Rodier (M. Bertrand);

- de la ville de Beaconsfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);

- de la communauté des sœurs de Charité de la Providence, demandant l'adoption d'une loi lui donnant le droit d'hypothéquer certains biens (M. Charbonneau);

- de la Zenith Compagnie d'assurance mutuelle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rochette);

- de La corporation du village de Chandler, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gagnon, Matapédia);

- de Manuel Abramovich et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant leur nom en celui de Abrams (M. Caron);

- de Paul-Émile Demers, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de dame Mary Ruth Bradley Demers (M. Bertrand);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité du village Du Moulin, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Auger);

- de la corporation du conseil du comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Johnston);

- de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bernard);

- de la ville de Louiseville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Caron);

- de la ville de Bourlamaque, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Larouche);

- de la ville de Chibougamau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Larouche);

- des commissaires d'écoles de la cité de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Auger);

- de la Commission des écoles catholiques de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval)

- de la ville de Val-d'Or, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Larouche);

- de dame Elvire Raymond, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Marius Raymond (M. Pouliot, Laval);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan-Sud, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bellemare);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Iberville, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Blanchard);

- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bellemare);

- de la municipalité de la paroisse de Sainte-Dorothée, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Sainte-Dorothée (M. Pouliot, Laval);

- de la ville Saint-Pierre, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Kirkland);

- de Abraham Albert et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant Congregation Chevra Kadiska-B'Nai Jacob (M. Rochon);

- de Romaine River Railway Company, demandant l'adoption d'une loi aux fins de changer le lieu du bureau-chef et reconnaissant la Quebec Iron and Titanium Corporation comme compagnie de contrôle (M. Gagné, Richelieu);

- de Quebec Cartier Mining Company, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Cartier Manicouagan Railway Company (M. Ouellet, Saguenay);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Auger);

- de la ville de Côte-Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);

- du Club Saint-Denis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);

- de la corporation de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);

- de William Cubaynes et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de famille de Marie Rita Yvette Guay en celui de Cubaynes (M. Ouellet, Jonquière);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Sainte-Rose, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Pouliot, Laval);

- de la corporation municipale de Dollard-des-Ormeaux, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);

- de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);

- de la corporation de la paroisse de Rosemère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);

- de la ville de Montréal-Sud, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ladouceur);

- de la corporation de la municipalité de la paroisse de Laprairie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Riendeau);

- de la corporation du comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte (M. Pouliot, Laval);

- de la corporation de paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- des commissaires d'écoles de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Custeau);

- de la ville de Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);

- de la ville de Saint-Martin, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la corporation du village de Saint-Eustache-sur-le-Lac, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);

- de la municipalité scolaire de la Présentation de la Sainte-Vierge, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de la commission des écoles catholiques de la cité de Dorval (M. Schmidt);

- de la cité de Dorval demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);

- de Larissa Development Corporation, demandant l'adoption d'une loi confirmant son titre de propriétaire d'un certain immeuble (M. Custeau);

- de la ville de Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de La Persévérance compagnie d'assurance, demandant l'adoption d'une loi concernant sa structure financière et son achat de La Zénith compagnie d'assurance mutuelle (M. Gagné);

- de la cité de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);

- de la corporation municipale de Templeton-Ouest et des commissions scolaires catholique et protestante de Templeton-Ouest, demandant l'adoption d'une loi confirmant une entente entre elles et la Ideal Concrete Products Company Limited concernant le taux de la taxation (M. Desjardins);

- de Robert Brettschneider et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant Shemerin Labiker-Beth Jehuda (M. Earl);

- de Pointe-du-Moulin, demandant l'adoption d'une loi incorporant la Ville de Pointe-du-Moulin (M. Schmidt);

- de Gabriel Renaud, demandant l'adoption d'une loi confirmant et validant une transaction entre dame Gisèle Julien, veuve de Roger Saint-Pierre et lui-même (M. Custeau).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Montmagny, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Lizotte);

- de la ville d'Anjou, demandant l'adoption d'une loi aux fins de permettre à BP Canada Limited d'ériger une raffinerie de pétrole (M. Pouliot, Laval);

- de la ville de Kénogami, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet, Jonquière-Kénogami);

- de la ville de Pont-Viau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);
- de la cité de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);
- de la ville de Huntingdon, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Somerville);
- des commissaires d'écoles de la cité de Roberval, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Spence);
- de la corporation de la paroisse de Saint-Hubert, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Thérberge);
- du Centre de psychologie et de pédagogie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);
- de la paroisse de Sainte-Rose-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);
- de la corporation municipale de la paroisse de Saint-François-de-Sales, demandant l'adoption d'une loi érigeant son territoire en municipalité de ville sous le nom de Ville Saint-François-de-Sales (M. Pouliot, Laval);
- de l'Union Catholique des ouvriers en confection de Québec inc., demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation La Mutuelle des Travailleurs (M. Schmidt);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Anjou, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Pouliot, Laval);
- de la ville de Laval-Ouest, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);
- de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavallée);
- de Laurent Daoust et autres, demandant l'adoption d'une loi aux fins de nommer comme fiduciaire le Trust Général du Canada de La Zenith compagnie d'assurance mutuelle (M. Rochette);
- du Collège Sophie-Barat, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de la Rivière des Prairies et des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Pouliot, Laval);
- de la cité de Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);
- de la ville de Rivière-des-Prairies, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);
- de la ville de Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Granby, demandant l'adoption d'une loi les autorisant d'accorder une indemnité aux commissaires (M. Russell).

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Archie Shiroyan et autres, demandant l'adoption d'une loi aux fins de les constituer en corporation sous le nom The Armenian Holy Apostolic Church of Montreal;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Rémi de la rivière Métis, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe d'éducation;
- de la ville de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Jacques-le-Majeur de Causapscal, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente;
- de la corporation du village d'Amqui et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village d'Amqui, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente;
- de Joseph Antonio Lincourt, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à vendre un certain immeuble;
- de Joseph Georges Aimé Carrière, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Soucy;
- de Berthierville et les commissaires d'écoles de Berthierville, demandant l'adoption d'une loi autorisant le paiement d'un salaire au maire et aux échevins et à imposer une taxe spéciale;
- de l'Association nationale de bénéfices mutuels, demandant l'adoption d'une loi la

constituant en corporation sous le nom de Aeterna-Vie;

- de Victor Joseph Jaquin et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Joseph Coutaller;

- de dame Sarah Hamel Gélinas, demandant d'adoption d'une loi relative à l'autorisation de vendre certains lots vacants.

Votre comité recommande de prolonger, au 18 décembre prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Le rapport est adopté.

M. Poulin (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité recommande de prolonger, au 18 décembre prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Commissions scolaires d'Amqui et de Saint-Benoît-Labre

M. Gagnon (Matapédia) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 108 concernant la corporation du village d'Amqui et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village d'Amqui, dans le comté de Matapédia.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Saint-Rémi de la rivière Métis

M. Gagnon (Matapédia) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 109 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Rémi de la rivière Métis, dans le comté de Matane.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Aeterna-Vie

M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 117 constituant en corporation Aeterna-Vie, compagnie mutuelle d'assurance sur la vie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Berthierville

M. Lavallée (Berthier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 133 modifiant la charte de la ville de Berthierville et concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Berthierville, dans le comté de Berthier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Causapscal

M. Gagnon (Matapédia) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 139 concernant la corporation municipale de la paroisse de Saint-Jacques-le-Majeur de Causapscal et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Causapscal Village et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Causapscal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Joseph Georges Aimé Carrière

M. Bernatchez (Lotbinière) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 140 concernant le nom de Joseph Georges Aimé Carrière.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Coaticook

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 142 relatif à la ville de Coaticook.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Substitution de Joseph Antonio Lincourt

M. Lavallée (Berthier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 155 concernant la substitution de Joseph Antonio Lincourt.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Testament de Joseph Coutaller

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 207 concernant le testament de Joseph Coutaller.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Armenian Holy Apostolic
Church of Montreal**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 225 constituant en corporation The Armenian Holy Apostolic Church of Montreal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession P. E. Gélinas

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 227 relatif à l'autorisation de vendre des lots vacants de la succession de P. E. Gélinas.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,
matières sommaires**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 15 modifiant le Code de procédure civile relativement aux matières sommaires.

Même si le projet de loi n'est qu'au stade de l'avis de présentation au *Feuilleton* de la Chambre, il demande de procéder immédiatement à la première lecture. La semaine prochaine, note-t-il, je serai à Ottawa. Il ne faut pas retarder trop la chose.

Ce bill vise à déclarer matières sommaires, pouvant être entendues même pendant les vacances judiciaires, tous les problèmes ouvriers.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession Julie Lalanne

M. Bernard (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 concernant la succession de dame Julie Lalanne, veuve de Antoine Rocheleau, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Union Canadienne
compagnie d'assurances**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 concernant l'Union Canadienne compagnie d'assurances soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Simon Dumenco

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Simon Dumenco au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commissions scolaires
d'Alma et Naudville**

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 concernant les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de la ville d'Alma, de la ville de Naudville, de la municipalité de la paroisse d'Alma, dans le comté de Lac-Saint-Jean, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Société des Salésiens du Québec

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 constituant en corporation La Société des Salésiens du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Société gazifère de Hull Inc.

M. Desjardins (Gatineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 concernant la Société gazifère de Hull Incorporée soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Caisse nationale d'économie

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 concernant la Caisse nationale d'économie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Hôpital Général
Saint-Vincent-de-Paul de Sherbrooke**

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 modifiant la loi constituant en corporation l'Hôpital Général Saint-Vincent-de-Paul de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Séminaire
de Sainte-Thérèse**

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 201 constituant en corporation le Séminaire de Sainte-Thérèse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Testament de
Télesphore Jeanson-Lapalme**

M. Chartrand (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 208 modifiant le testament de Télesphore Jeanson-Lapalme soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
Georgianna Saint-Georges**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 223 pour pourvoir à la liquidation et au partage définitif de la succession de dame Georgianna Saint-Georges, veuve du docteur C. A. Lortie, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Jewish Congregation
of St. Laurent**

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 constituant en corporation la Jewish Congregation of St. Laurent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Pères Capucins
de Québec**

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 constituant en corporation Les pères Capucins de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Rouyn**

M. Larouche (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 modifiant la charte de la cité de Rouyn soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Eugène Jurisic

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Eugène Jurisic à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Taxe de vente
à Saint-Raymond**

M. Chalifour (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 autorisant la corporation municipale de la ville de Saint-Raymond et la corporation de la paroisse de Saint-Raymond à imposer une taxe de vente soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Saint-Léonard-de-
Port-Maurice**

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 concernant la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission scolaire
de Saint-Michel-des-Saints**

M. Lavallée (Berthier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Michel-des-Saints, dans le comté de Berthier, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Collège
de Jonquière**

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 constituant en corporation le Collège de Jonquière soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission scolaire
de La Tuque**

M. Ducharme (Lavolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 concernant les commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de La Tuque, dans le comté de Lavolette, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commissions scolaires de Nicolet
et Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet**

M. Roy (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Nicolet, dans le comté de Nicolet, et la Commission scolaire de la paroisse Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Michael John Fawcett

M. Somerville (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Michael John Fawcett à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Jeanne
Côté**

M. Roy (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 changeant le nom de Jeanne Côté en celui de Jeanne Hyland soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Jonas
Segamogas**

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 changeant le nom de Jonas Segamogas en celui de Jonas Semogas soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commissions scolaires de
Saint-Romuald-d'Etchemin,
Charny et Bienville**

M. Samson (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 174 concernant les commissaires d'écoles pour les municipalités de Saint-Romuald-d'Etchemin, Charny et Bienville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Adoption de
Ivan Rufus Williams**

M. Gosselin (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 199 concernant l'adoption et le changement de nom de Ivan Rufus Williams soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Zofia
Ortowska-Orny**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 209 autorisant les chirurgiens dentistes de Québec à admettre Zofia Ortowska-Orny à l'exercice de la profession de dentiste, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 20 novembre courant, sur la motion proposée par le représentant de Mégantic (M. Fortin), dont elle a été saisie mardi le 14 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Lafrance (Richmond) réclame une politique économique pro-familiale et pro-corporative qui permettrait au peuple du Québec d'être maître chez lui. Les ministériels parlent de prospérité, dit-il. Mais à qui profite cette prospérité? Une véritable prospérité ne doit-elle pas profiter à l'individu et à la famille? Or, actuellement, 90 % de la production industrielle du Québec et 98 % de nos mines sont sous le contrôle des étrangers. Il en est ainsi des postes de commande dans l'industrie. Nous souffrons d'une pénurie d'ingénieurs et de techniciens. À Québec, on ne compte qu'un ingénieur par 2,300 habitants, alors qu'il y en a un par 300 habitants ailleurs au Canada.

Nous avons cédé nos ressources naturelles pour un plat de lentilles. Nous sommes assujettis à des puissances financières étrangères qui refusent, dans certains cas, aux ouvriers, le droit sacré à l'union. Nous sommes les valets de Washington. Les étrangers se sauvent avec les lambeaux de notre patrimoine et nos ressources naturelles servent à faire la fortune des autres. Nous ne sommes pas contre le capital américain dans certains cas, à la condition toutefois que ce capital nous aide au lieu de servir à notre asservissement économique.

C'est au Québec qu'on trouve le plus fort pourcentage de locataires. Les 60 % de nos salariés gagnent moins de \$3,000 par année; 80 % de la population de la province n'a pas les moyens de se faire hospitaliser. Les professeurs sont mal payés, en grande partie. Le Québec est la seule province où il n'y a pas la gratuité scolaire. C'est aussi la seule province avec une taxe de vente de 5 %. Les

fonctionnaires reçoivent un traitement de famine. Les revenus des cultivateurs ne dépassent pas en moyenne \$2,500. C'est dans le Québec où les chômeurs sont le plus nombreux. En 1957, devant une telle situation, nous avons un choix à faire. Allons-nous redevenir maîtres chez nous ou continuer à demeurer éternellement des serviteurs? Il est urgent de trouver une solution. Nous souffrons d'un manque d'orientation économique et d'une politique d'opportunisme.

Il faut créer un organisme d'orientation économique, composé de spécialistes, pour assurer notre libération économique. Le rôle d'un tel organisme serait purement consultatif, mais il rendrait des services incalculables auprès d'un gouvernement dévoré par l'électoratisme et le patronage. En 1943, un Conseil d'orientation économique a été fondé par le premier ministre Godbout, mais, malheureusement, son existence fut ignorée par le gouvernement actuel. L'organisme que je préconise, en conseillant le gouvernement et le public, pourrait assurer la reconquête de notre maîtrise économique.

L'apathie et l'indifférence de la population expliquent l'audace de plus en plus révoltante des promoteurs de spectacles indécents et des revues immorales qui profitent des progrès de l'industrie pour s'enrichir. Tout le monde est d'accord pour réclamer l'autonomie du Québec. À quoi bon se battre pour l'autonomie fiscale et législative de la province si l'on ne défend pas les valeurs spirituelles et morales qui constituent la véritable richesse d'une nationalité et la force d'un peuple? Les publications immorales pervertissent une grande partie de notre jeunesse et sapent les convictions morales de tout notre peuple.

Nous sommes présentement atteints d'une épidémie de corruption et de jaunisme. Le cardinal Paul-Émile Léger¹ y voit là un danger de "gangrène du communisme". Les imprimés malsains font le jeu du communisme. On a estimé aux États-Unis que 85 % de la littérature obscène serait financée par les communistes américains. Je crains que le peuple n'ait perdu le sens de l'indignation chrétienne.

Pourquoi dépenser des dizaines de millions pour l'éducation, si on laisse ces gens continuer leur œuvre diabolique, la littérature obscène pourrir notre jeunesse? L'État doit prendre ses responsabilités. Une loi a été adoptée en 1950²; mais quand on voit ce qui se vend dans les kiosques à journaux de Québec, on comprend combien vaine et inopérante est cette loi provinciale de censure du gouvernement actuel. J'aimerais connaître le nombre des condamnations depuis sept ans. Si la loi est bonne,

qu'on l'applique. Si elle ne l'est pas, qu'est-ce qu'on attend pour la changer? Le gouvernement devrait soit mettre sa loi contre la littérature obscène en application, soit en adopter une plus efficace.

Par ailleurs, à quoi servirait également l'autonomie administrative, si on laisse l'alcool avilir toute une génération de jeunes? Comment peut-on s'afficher comme des patriotes sincères, si l'on tolère un tel état de choses?

L'alcoolisme, chancre moral et social, c'est l'école du vice. Certains diront que j'exagère, mais l'usage des boissons alcooliques a pris, chez nous, des proportions effarantes. La consommation de la bière dans la province a augmenté de plus de 300 % entre 1941 et 1955, avec 58,455,504 gallons consommés cette année-là. On en est rendu à dépenser un demi-milliard par année dans le Québec pour l'achat de boissons alcooliques. Si la population ne faisait que dissiper son argent, ce serait un demimal, mais elle y perd sa santé morale et physique.

Il faut prendre des mesures énergiques. Les lois sur les liqueurs ne sont pas respectées. Cet état de choses se poursuivra tant que ceux qui sont en charge de l'application de la loi ne croiront pas qu'il est possible de contrôler efficacement la situation. Si l'on faisait observer rigoureusement notre loi, une très grande partie des abus disparaîtrait par le fait même. En réglant ce problème, nous réglerons une multitude d'autres problèmes: ceux des jeunes délinquants, de la tuberculose, des maladies mentales et de l'hospitalisation.

Il faut surtout faire l'éducation de la population. Il est inconcevable qu'un gouvernement catholique ne fasse pas comme les gouvernements de cinq provinces canadiennes et de 35 États des États-Unis qui consacrent une partie de leurs revenus à l'éducation antialcoolique. Pourquoi le gouvernement ne consacrerait-il pas 1 % des \$40,000,000 de profits qu'il réalise sur la vente des spiritueux pour promouvoir ce genre d'éducation dans les écoles de la province? Ce serait de quoi faire plaisir aux Lacordaire et aux autres associations qui prêchent l'anti-alcoolisme³. La vente d'alcool, qui a atteint le demi-milliard de dollars par année, est un commerce très prospère dans la province.

À quoi servirait de lutter pour la sauvegarde de l'autonomie si, par la corruption électorale et l'immoralisme politique, on continue de fausser la conscience de notre peuple? À force de voir le mensonge et le pharisaïsme érigés en systèmes, le peuple finira par se faire une conscience à deux compartiments: l'un pour la vie privée et l'autre pour la vie publique.

Au lieu de faire la chasse aux mythes, le gouvernement devrait instituer une enquête royale sur la moralité publique, sur la façon dont se font les élections dans la province, tant dans les comtés ministériels que ceux de l'opposition. Ce serait le meilleur moyen d'établir une fois pour toutes si les accusations de corruption politique en temps d'élections relèvent du mythe ou si elles sont fondées et si le gouvernement est responsable ou non de l'état de choses que l'on dénonce. Une telle enquête contribuerait à éclaircir le climat moral du Québec. Ce qui dénigre la province, ce n'est pas la dénonciation du mal, mais le mal lui-même. Les vrais responsables de la mauvaise réputation faite à notre province, ce sont ceux qui tolèrent les abus qu'ils pourraient réprimer. Il cite un éditorial publié récemment dans *Relations*, une publication jésuite. Si les accusations sont fausses, ceux qui les profèrent, membres du clergé ou hommes de loi, doivent être imputables.

J'ai une autre suggestion à faire au premier ministre. Hier, il a parlé du problème constitutionnel avec beaucoup d'éloquence. Je l'ai même admiré. Il a dit qu'il s'agissait d'une question vitale, au-dessus des partis, et je le crois. Pourquoi, alors, ne pas placer la question au-dessus des considérations partisans en créant un comité bi-partisan? L'exemple vient d'ailleurs de haut, puisque M. Eisenhower, à une heure grave de l'histoire des États-Unis, vient d'inviter son adversaire, M. Stevenson⁴, à faire partie d'un très important comité. Pourquoi ne pas imiter le président des États-Unis, qui ne craint pas de demander le concours de son adversaire politique? Il me semble que si le chef de l'opposition était appelé à faire partie des délégations ou des comités chargés de travailler à la solution du problème de la Constitution, il rendrait de grands services au gouvernement et à la province.

Je propose donc au premier ministre de demander au chef de l'opposition de faire partie de la délégation qui se rendra à Ottawa pour participer à la conférence fédérale-provinciale. Ce geste démontrerait que le premier ministre est sincère lorsqu'il affirme que les relations fédérales-provinciales sont au-dessus des considérations partisans.

M. Johnson (Bagot)⁵: Je crois que le député de Richmond (M. Lafrance) est sincère, mais je le soupçonne d'être imprudent, et je suis certain qu'il est trop pessimiste. À l'entendre parler, ça va terriblement mal partout. Il serait malheureux d'aller exhiber à Ottawa le pessimisme du député de Richmond.

J'admets que, malgré la perfection du premier ministre et de ses ministres, nous n'avons pas réussi à chasser le péché de la province de Québec, ni à empêcher l'usage des boissons alcooliques. Mais une chose est certaine, toutefois: c'est que, d'après des statistiques précises à ce sujet, la consommation de la bière *per capita* est moindre au Québec que partout ailleurs au Canada. La vente de boissons représente entre 8 % et 9 % des budgets du Québec, de la Saskatchewan et de la Colombie britannique. Elle représente 12 % des budgets de l'Ontario et du Manitoba. De plus, la province de Québec est, avec le Manitoba, celle qui retire le moins de la vente des boissons alcooliques en proportion de son budget. J'ajoute aussi que ceux qui sont au courant savent que notre province est la seule à faire le nécessaire pour guérir ses ivrognes chroniques dans des institutions spécialisées.

Le député de Richmond (M. Lafrance) a parlé de moralité. Chacun sait qu'il n'y a pas un seul membre de cette Chambre qui ne regrette et déplore l'existence de ces revues immorales dont il a parlé. Mais on admettra au moins que le gouvernement actuel a fait, pour les combattre, un effort qui dépasse celui de tout autre gouvernement. Le député de Richmond parle contre le péché, et c'est très bien. Sans doute, il se commet encore des péchés dans la province de Québec. Tout le monde est contre le péché, mais on ne peut pas blâmer le gouvernement de ne pas pouvoir l'enrayer. Quelqu'un de plus intelligent et de plus puissant que le député de Richmond avait lui aussi dénoncé le péché et prêché contre le péché. C'est le Christ, il y a 2,000 ans. Il a pourtant laissé des apôtres et des confesseurs parce qu'il savait que le péché ne serait pas chassé du monde.

Je ne reproche pas au député de Richmond de combattre le mal, mais je dis qu'il y a dénigrement de la province quand il exagère, quand il cite des statistiques non suffisamment contrôlées, quand il laisse entendre que 100 % des citoyens du Québec seront damnés. Pour ma part, j'aime mieux le témoignage d'un homme qualifié et désintéressé, le propre représentant du Souverain Pontife au Canada. À Sherbrooke, Son Excellence monseigneur Giovanni Panico a déclaré récemment qu'il irait dire au Saint-Père que, depuis 34 ans qu'il était son représentant, jamais il n'avait rencontré des catholiques aussi pieux et aussi bons que ceux du Canada. Qu'on mette dans la balance le témoignage de monseigneur Panico et celui du député de Richmond, et il sera facile d'imaginer que ça penchera du côté du représentant de Rome.

Je veux combattre un mythe qu'on popularise en certains milieux à l'effet que nos ressources naturelles ont été vendues par l'Union nationale. C'est le contraire qui est vrai. Dans le domaine forestier, par exemple, pas un mille ni même un pouce carré de forêt n'a été aliéné depuis que l'Union nationale est au pouvoir. Au contraire, des centaines de milles carrés de forêts, cédés par le régime libéral à des intérêts privés, ont été récupérés et réintégrés au domaine public.

Pour ce qui est de nos ressources hydrauliques, pas un seul cheval-vapeur n'a été donné ou cédé de façon définitive par l'Union nationale. Les seules ressources hydrauliques de propriété entièrement privée ont été vendues par les régimes libéraux. Cela représente environ 3,400 chevaux-vapeur.

Il y a, dans le Québec, 24,000,000 de chevaux-vapeur aménageables et 8,000,000 de chevaux-vapeur aménagés. Or, 80 % ou même 85 % de ces forces aménagées ont été louées ou sont sous le contrôle direct du gouvernement; 62 % le sont par l'Hydro-Québec. Sur le potentiel total, il ne reste donc qu'à peine 20 % de ces forces hydrauliques qui échappent au contrôle de la province, et cela, par la faute des régimes précédents qui les ont cédées.

On lance le cri d'alarme au sujet de nos ressources minières. Quand le député de Richmond prétend que 98 % de ces ressources sont entre les mains des étrangers, il crée une opinion fausse. La vérité, c'est qu'à peine 10 % de ces ressources sont actuellement exploitées. Et, dans le 90 % qui reste à mettre en valeur, il y a de la place pour les jeunes Canadiens qui, grâce aux avantages que leur fournit le gouvernement, peuvent se faire valoir et occuper les emplois importants. Mais c'est à la condition qu'au lieu de leur dire que nous sommes tous des alcooliques et des immoraux, comme fait le député de Richmond, on leur montre le chemin de l'université.

Il souligne les immenses bienfaits de la loi du prêt agricole. Même si le gouvernement n'avait adopté que cette seule loi du prêt aux cultivateurs, dit-il, ceux-ci seraient à jamais reconnaissants envers l'Union nationale et le parrain de cette loi, le premier ministre.

L'année dernière seulement, on a accordé 3,448 prêts aux cultivateurs sous l'empire de cette loi. Le total des prêts s'est chiffré alors à \$13,825,075. Aucune province au Canada ou ailleurs n'a accordé un pareil traitement aux cultivateurs. Il n'existe aucun endroit au monde où le cultivateur peut obtenir de l'argent à si bon marché.

Le rôle du gouvernement du Québec vis-à-vis de l'instruction publique, et c'est là une situation de fait traditionnelle, n'est que supplétif. Quand j'entends les critiques des politiques du gouvernement en matière d'éducation et ceux qui lui reprochent de ne pas faire assez pour l'éducation, je me demande si ceux qui ont la charge d'instruire les enfants, les parents et l'Église, font leurs devoirs et s'ils sont conscients de la petite contribution qu'ils apportent à l'instruction de leur enfant. La responsabilité des parents et de l'Église est traditionnelle. C'est la doctrine endossée par le gouvernement qui respecte leurs droits.

L'enseignement primaire relève entièrement du contrôle exclusif du comité catholique ou du comité protestant de l'Instruction publique, et des commissions scolaires locales ou des syndicats. En ce qui concerne l'enseignement secondaire, il est en partie sous le même contrôle que le primaire, et en partie sous le contrôle des institutions privées, collèges classiques et autres. L'Église assume une bonne partie de cette responsabilité dans les institutions privées. Ce même domaine de l'enseignement secondaire est aussi en partie sous le contrôle du département de l'Instruction publique (écoles normales), et en partie sous le contrôle plus ou moins direct de divers ministères du gouvernement (l'Agriculture et le Bien-être social). Les écoles spécialisées relèvent directement du gouvernement. Quant aux universités, les trois institutions de langue anglaise ont des chartes spéciales, tandis que les institutions confessionnelles que sont les universités Laval, de Montréal et de Sherbrooke sont sous la charte pontificale.

Les parents et l'Église se partagent la responsabilité de l'enseignement primaire. À mesure que l'on s'élève dans l'échelle de l'instruction publique, on note que le contrôle des parents, et par conséquent des contribuables, que ce soit par l'intermédiaire des commissions scolaires ou par le gouvernement, diminue rapidement et devient de moins en moins existant. Parfaite au stade primaire et au stade secondaire, dans la partie sous contrôle des commissions scolaires, cette surveillance des parents est totalement absente pour ce qui concerne les collèges classiques. En ce qui concerne les universités de langue française, l'absence du contrôle des contribuables ou des parents est certaine.

Jouer un rôle supplétif n'a jamais voulu dire prendre la place de, et, dans la province de Québec, seul le domaine de la formation technique et spécialisée se trouve strictement sous contrôle gouvernemental. Dans ce domaine, peu ou pas de

critiques ont été émises. Aussi, je suis d'avis que, excepté pour les écoles spécialisées et les écoles spéciales, le rôle du gouvernement n'est et ne peut être que supplétif. Ce rôle ne doit pas viser le programme scolaire, ni le choix du personnel enseignant, mais doit consister en des subventions.

La province de Québec est celle où la taxe *per capita* pour l'enseignement est la moins élevée au pays. Elle est de \$25 par année, ou \$2 par mois ou 50 cents par semaine. Certains ne paient rien, d'autres déboursent jusqu'à \$50 par année, mais seulement quelques-uns se situent dans cette catégorie. Malgré le fait que le rôle du gouvernement ne soit que supplétif, aucune autre province, en fait, n'investit autant de son budget dans le domaine de l'éducation. Une publication fédérale de la Canadian Tax Foundation⁶ établit pour 1957 à 20.8 % du budget le total des fonds consacrés à l'instruction dans les 10 provinces. Se basant sur cette publication, il affirme que la province de Québec dépense une plus forte proportion de son budget, soit 22 % à l'instruction publique, que même la province d'Ontario, 21.9 %. Ainsi, sur un budget total de \$471,467,860, en 1956-1957, les crédits du département de l'Instruction publique se sont chiffrés à \$106,812,400.

Durant la dernière année complète du régime libéral, 1943-1944, on a consacré \$9,705,728.99 à l'enseignement sur un budget de \$93,036,713, soit 10.4 %. D'autre part, au cours de 1956-1957, l'Union nationale a consacré \$94,230,432.38 à l'enseignement sur un budget de \$441,416,838, soit 21.4 %. Et, dans les estimés votés pour l'année courante, 1957-1958, en tenant compte de toutes les dépenses pour l'éducation, la proportion du budget consacrée à l'enseignement est montée à 22.7 %. C'est dire que le gouvernement actuel consacre 10 fois plus à cette fin que le dernier gouvernement libéral, en 1943-1944.

Quant aux octrois relatifs à la construction d'écoles, au cours de la dernière année, le département de l'Instruction publique, à lui seul, a dépensé environ \$26,000,000, \$24,271,021.78 pour les écoles catholiques et \$1,700,494.99 pour les écoles protestantes, alors que, sous la meilleure année du dernier régime libéral, les crédits consacrés à cette fin s'élevaient à \$1,087,741.42 pour les écoles catholiques et \$42,500 pour les écoles protestantes. Pour ces dernières, cela représente 40 fois ce que les libéraux ont dépensé pendant leur dernière année de régime.

Si on compare à nouveau pour la même période, les écoles spéciales et spécialisées et les collèges classiques ont reçu, l'année précédente,

70 fois plus de l'Union nationale que du Parti libéral, avec \$2,277,000, comparé à \$300,000. Par ailleurs, le gouvernement actuel a donné l'année dernière en octrois aux universités la somme de \$13,727,780. Ceci se compare favorablement avec les \$2,672,817 qu'ont accordés les libéraux à ces mêmes institutions en 1942-1943. C'est au moins 10 fois plus.

De 1946-1947 à 1956-1957, le gouvernement a distribué 67,024 bourses d'études au montant de \$10,403,092; en 1956-1957 seulement, 10,600 bourses ont été distribuées pour une valeur de \$1,964,914,00. Les étudiants des universités recevront 4,010 bourses, alors que 5,500 iront pour la formation spécialisée. D'autres départements accordent également des bourses, parmi lesquels l'Agriculture, le Bien-être social et la Jeunesse, la Colonisation, l'Instruction publique, les Mines, Terres et Forêts. Le total atteindra \$2,301,012.55. Par contraste, en 1940, sous le régime libéral de M. Godbout, il y a eu 40 bourses d'une valeur de \$9,000.

Il est facile de critiquer et d'écrire dans des journaux ou revues que le gouvernement ne fait pas son devoir, que le degré d'instruction est inférieur chez nous, mais il n'est pas facile de contredire ces chiffres. On est en train de fausser la mentalité de notre population. Je voudrais, ici, comme député et comme père de famille, affirmer qu'il est temps de barrer la route à ces prédicants de la gratuité qui veulent soulever des appétits qu'aucun régime ne pourrait satisfaire à moins qu'ils ne veulent secrètement établir un régime à eux. Le bon sens doit prévaloir. Ceux qui prêchent la gratuité de l'enseignement prêchent par le fait même contre le système traditionnel reconnu et vanté par l'Église, contre un système qui a, à sa base, la collaboration supplétive du gouvernement. Il suffira de démontrer que, dans le domaine de l'enseignement, le gouvernement accomplit avec générosité son rôle supplétif. À moins qu'on me prouve le contraire, j'accepterai les critiques qu'on formule.

Le gouvernement actuel a fait sa large part en ce qui concerne l'enseignement dans la province. Il importe que les autres intéressés fassent aussi la leur.

Il vante la fière et solide attitude du premier ministre en marge de l'autonomie provinciale et du problème fiscal. Nous savons aujourd'hui, dit-il, que, quel que soit le gouvernement au pouvoir à Ottawa, la politique de l'Union nationale ne sera pas modifiée et que, sous la direction de son chef, nous ne changerons pas d'attitude devant la question fondamentale qui retient actuellement notre attention. La population et les députés de l'Union nationale en sont reconnaissants au premier ministre.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Je remercie le proposeur de l'adresse, le député de Mégantic (M. Fortin), d'avoir donné des éclaircissements sur l'attitude du gouvernement en ce qui concerne l'assurance-hospitalisation. Si je l'en remercie, je ne puis, par contre, l'en féliciter. Et je regrette sincèrement qu'il n'ait pas employé l'influence qu'il dit avoir auprès du premier ministre et du ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) pour amener le gouvernement à réviser son attitude antifamiliale et antisociale, en ce qui concerne l'assurance-hospitalisation.

Les familles qui ne sont pas assez pauvres pour réclamer l'aide de l'assistance publique, ni assez riches pour se payer l'hôpital et tous les médicaments nécessaires, constituent la très grande majorité de la population. Le sous-ministre de la Santé n'a-t-il pas déclaré que 80 % des patients sont incapables de payer les frais d'hospitalisation? L'assurance-hospitalisation est donc devenue une nécessité, car le droit à la santé est un droit tout aussi naturel que le droit à la vie. Sans doute, l'action du gouvernement doit-elle demeurer supplétive, mais le caractère supplétif de l'assurance-hospitalisation a été démontré bien des fois.

Une conférence fédérale-provinciale aura lieu à Ottawa la semaine prochaine. L'assurance-hospitalisation sera l'une des questions à l'ordre du jour. Quelle attitude prendra alors le gouvernement de la province de Québec? Le discours du trône ne le dit pas, mais nous osons espérer qu'il ne se contentera pas de dire non et qu'il étudiera sérieusement la possibilité d'adhérer au programme national d'assurance-hospitalisation. S'il prétend que l'aide fédérale viole les droits exclusifs des provinces en matière de santé publique, si la province apprécie peu le programme proposé, c'est son devoir de présenter des contre-propositions, de manière à faire bénéficier notre population d'un plan d'assurance-hospitalisation qui respecte nos droits. Le jour où l'autonomie provinciale pourra retrouver chez nous son caractère positif, elle n'aura plus besoin de discoureurs et de polémistes pour la défendre.

Du reste, le plan fédéral ne cherche pas à imposer les mêmes conditions à toutes les provinces, mais bien à défrayer, dans la proportion de 50 %, le coût des plans provinciaux d'assurance-hospitalisation. Le Parti libéral provincial croit qu'il est du devoir du gouvernement provincial de coopérer avec le gouvernement fédéral et la profession médicale pour l'établissement d'un plan d'assurance-hospitalisation d'abord, puis d'assurance-santé par la suite.

Tous semblent disposés à lutter contre le fléau de la littérature immorale, mais à peu près personne n'ose se servir des lois existantes, parce qu'elles manquent de clarté et de précision. Pour faciliter l'application de l'article 150 du Code criminel, je suggère au gouvernement de constituer un comité d'hommes compétents, choisis parmi les laïques et les ecclésiastiques, chargés d'étudier et de dénoncer à la censure, s'il y a lieu, les journaux, revues, magazines et livres qui sont, sinon au sens absolu de la loi, du moins en réalité, obscènes, immoraux et nuisibles au bien moral des individus et de la société. Le procureur-général pourrait alors, en s'appuyant sur les rapports de ce comité, porter plainte contre les auteurs et les éditeurs des écrits enfreignant les dispositions du Code criminel. Quant aux écrits qui ne peuvent être l'objet de poursuites en vertu du droit pénal, et ce sont les plus nombreux en même temps que les plus sournoisement corrupteurs, ils pourraient être transmis au Bureau provincial de censure pour saisie et confiscation s'il y a lieu. De plus, la police municipale devrait être autorisée à rafler les revues ou les journaux jugés obscènes par le Bureau provincial de censure.

Il est temps, plus que jamais, que la population se réveille devant ce torrent de corruption. Il est temps que l'autorité civile et la bonne presse s'unissent pour mettre un frein à la circulation de ces ordures qui pourrissent l'intelligence et pervertissent l'esprit de notre population et plus spécialement de nos enfants et de la jeunesse.

M. Thérberge (Chambly): M. l'Orateur, s'il m'arrive d'être hors d'ordre, dites-le moi, mais si, par hasard, je suis intéressant, donnez-moi une chance⁷.

Il commente le résultat des dernières élections partielles et s'intéresse à plusieurs parties du discours du trône. Il traite d'agriculture, d'électrification rurale, de santé publique. Le premier ministre, dit-il, a déclaré avant-hier, qu'il allait bâtir un hôpital dans Chambly. Inutile de vous dire si j'étais fier. Je n'ai pas même demandé cet hôpital et le premier ministre me l'a donné.

Il parle du transfert des limites à bois dans Kamouraska. Le dernier transfert sera de nature à faire fermer les scieries et à apporter du chômage, déclare-t-il.

Relativement à la loi de l'habitation, je me suis rallié au plan fédéral, ce qui n'empêche pas la loi de Québec de rendre des services signalés⁸.

(Applaudissements à droite)

Ménagez vos mains, car de votre côté vous avez 73 députés à applaudir.

Il réclame des améliorations à la loi provinciale du logement et suggère qu'on la mette plus en conformité avec la loi fédérale pour qu'on puisse profiter, à la fois, de l'une ou de l'autre. Il voudrait que Québec accorde la réduction d'intérêt à ceux qui empruntent en vertu de la loi nationale de l'habitation.

M. Brown (Brome)⁹: Je me suis appliqué, depuis que je siège en Chambre, à apprendre la langue de la majorité de la province. Avec le temps, je finirai par faire des discours en français.

(Applaudissements)

J'aimerais remercier tous ces membres de la presse qui, honnêtement et avec diligence, ont donné au public un tableau fidèle de la Chambre, et dire à ceux des membres de la presse qui ne le savaient pas que nous comprenons pleinement leur position délicate.

Je m'étonne du fait que le représentant de Compton (M. Gosselin) ait répété la même histoire familière aux députés ministériels. Je suis allé dans Compton, et je trouve que l'honorable député de ce comté a naturellement regardé à travers ces traditionnels verres colorés en rose que l'Union nationale donne à ses députés pour qu'ils ne voient que la prospérité et rien des luttes que livre la population de la plupart des comtés.

Il (M. Brown) parle des enfants qui doivent se rendre à l'école à dos de cheval, des routes qui conduisent aux États-Unis et ne passent pas par Compton, des fermes abandonnées derrière East Hereford.

Je suis stupéfait que le gouvernement prétende de façon constante que l'agriculture québécoise est en bonne posture alors que, par ailleurs, on demande toujours à la Législature de voter des allocations additionnelles au crédit agricole. Les allégations du gouvernement voulant que l'agriculture québécoise soit prospère ne sont pas fondées sur une étude réelle de la situation.

Citant le passage du discours du trône qui a trait à la prospérité de l'agriculture dans la province: "Depuis quelques années, l'industrialisation de la province a été colossale, mais le gouvernement est profondément convaincu qu'une agriculture prospère demeure le gage indispensable de la stabilité et de la prospérité durables de la population", et il dit que l'actuel ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a les meilleures intentions du monde et veut aider les cultivateurs. Les affirmations selon

lesquelles le cultivateur serait dans une situation confortable, dit-il, ne correspondent pas à la réalité. Ceux-ci se trouvent dans une situation critique. Même dans les Cantons-de-l'Est, les cultivateurs sont forcés d'abandonner leur terre parce que leurs produits ne se vendent pas à des prix raisonnables.

Ce dont le fermier a le plus besoin, c'est d'un bon prix de vente pour ses produits. Donnez au cultivateur 12 cents et quart pour son lait, 30 cents la livre pour sa bonne viande, un prix équitable pour ses autres produits, faites en sorte que le revenu du producteur soit proportionnel à celui de la classe moyenne, et vous pourrez abandonner votre crédit agricole et vos primes artificielles.

Ce sera un dur engagement que de régler le problème du cultivateur. Il faudrait pour cela rassembler tous les experts qu'on pourrait trouver. Le comité agricole de l'Assemblée législative devrait se réunir, chose qui est arrivée trop peu par le passé, contacter les chefs des groupes de cultivateurs de langue française et anglaise, et recueillir les suggestions des agronomes du gouvernement. Cette commission concevrait une politique vraiment dynamique, pourrait stimuler le gouvernement et peut-être l'amener à consacrer une plus grande partie de son budget à la recherche de nouveaux marchés agricoles et de méthodes nouvelles de culture. Seulement un vingtième de 1 % du budget de l'agriculture est utilisé à ces fins.

On a pu voir, dissimulé dans les dernières pages des quotidiens de la semaine dernière, un bel exemple de ce que peut accomplir la recherche. Un employé du département de l'Agriculture a mis au jour une méthode de traiter le lait en poudre de telle sorte à ce qu'il conserve toute sa saveur lorsqu'il est mélangé avec de l'eau. Cette découverte va propulser notre lait sur la scène internationale, et c'est un premier petit pas dans la bonne direction.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) offre ses félicitations au chef de l'opposition (M. Lapalme) à l'occasion de son retour en Chambre, ainsi qu'au député de Saint-Maurice (M. Hamel) qui l'a remplacé l'an dernier comme chef de l'opposition.

Des travaux de réparation importants ont été faits sur la route no 9 entre Saint-Hyacinthe et Sainte-Madeleine dans mon comté au cours de l'été. J'en remercie le gouvernement. Toute la population de la rive sud est contente de voir ces progrès, mais ce qui a été fait est loin d'être satisfaisant. Nous sommes de ceux qui souhaitent que la route soit bientôt complétée et à double voie entre Saint-Hyacinthe et la métropole, afin de favoriser

davantage le progrès de toutes les municipalités de la région et pour répondre aux besoins du tourisme. Québec et la région du Bas-du-Fleuve en profiteront.

Pour la partie terminée de la route Trans-Canada en Ontario, le gouvernement fédéral a payé \$28,200,000 de 1949 à 1955. La route no 9 est une partie de la route Trans-Canada, et, à ce titre, je suis d'avis que le gouvernement devrait, comme font les autres provinces, chercher à obtenir et accepter la contribution offerte par le fédéral, suivant les devis des ingénieurs fédéraux, pour la compléter. Je suis pourtant autonomiste, mais, en l'acceptant, nous pourrions ainsi récupérer une partie des millions de dollars que Québec accuse Ottawa d'avoir injustement accaparés, et ceci, sans entamer en rien l'autonomie de notre province.

L'éducation est le problème de l'heure dans le comté de Saint-Hyacinthe, comme dans toute la province de Québec. Il y a d'immenses besoins à satisfaire, si nous voulons que nos jeunes soient en mesure d'assumer leurs responsabilités dans le monde de demain. Saint-Hyacinthe, pour sa part, qui possède déjà une École de textile, renommée au Canada, a besoin d'une école d'arts et métiers où l'on donnerait le cours complet de quatre ans aux jeunes gens désireux de poursuivre des études spécialisées. De la même façon, les jeunes agriculteurs de mon comté bénéficieraient hautement de cours d'agriculture ou une école moyenne d'agriculture. Cela rendrait service aux fils de fermiers. Je ne voudrais pas que les terres de chez nous soient achetées par des étrangers.

Le gouvernement de la province se doit de faire tout son possible pour permettre à ceux qui, demain, seront les dirigeants de la société, de poursuivre des études supérieures et universitaires. Il insiste sur la nécessité d'aider les maisons d'enseignement classique et réclame une aide encore plus substantielle pour cet enseignement. J'estime, dit-il, que les bourses d'études devraient être plus nombreuses et plus importantes qu'elles le sont actuellement. En ce sens, des octrois statutaires rendent de grands services à l'éducation parce qu'ils mettent les mêmes avantages à la portée de tous les étudiants, sans que distinction soit faite de leurs affinités politiques.

Il demande de ne rien négliger pour former des professeurs compétents. M. Robert-N. Giroux, un jeune savant canadien-français, maintenant professeur à l'École de laiterie de Saint-Hyacinthe, a bénéficié d'une bourse d'études et a su en profiter. Il a fait une découverte sensationnelle, appelée à faire une révolution dans l'industrie du lait. Grâce à la

méthode qu'il a découverte et mise au point, le lait peut se conserver pendant des mois, sans perdre ni son goût, ni ses qualités de lait frais.

Au sujet des ponts Jacques-Cartier et Victoria, le trafic est considérable et des embouteillages se produisent souvent en ces endroits de notre réseau routier. Je suggère aux autorités provinciales d'essayer d'en venir à une entente avec le gouvernement fédéral, les autorités du Canadien National et la municipalité de Montréal pour abolir les péages sur ces ponts, à l'entrée sud de la métropole. Ce serait un moyen d'accélérer la circulation à ces deux points d'entrée.

L'an dernier, lors de mon premier discours en cette Chambre, j'avais attiré l'attention du gouvernement sur le fait que les débits de boissons étaient ouverts le dimanche et les jours de fêtes religieuses. Rien n'a changé si ce n'est que la situation devient plus grave. Il prie le gouvernement de veiller à ce que les débits de boisson soient fermés le dimanche et aux fêtes religieuses. Il se plaint aussi de l'existence, dans sa circonscription, de clubs sans licence où l'on vend de la bière en pleine nuit; des mineurs y entrent, et même des jeunes filles de moins de 16 ans. Pourquoi, demande-t-il, certains endroits opèrent-ils sans permis? Pourquoi cette tolérance dans mon comté?

Ce serait rendre service à la population que d'observer la loi et de fermer les débits sans licence. Il n'y a pas de pire apprentissage au vice que ces débits clandestins qui ruinent notre jeunesse. Il suggère la censure des spectacles présentés dans les cabarets. Une enquête de la JOC (Jeunesse ouvrière catholique) a montré, dit-il, qu'il y a 343 grills et boîtes de nuit à Montréal et qu'ils attirent chaque semaine 70,000 couples, soit 140,000 jeunes gens.

Il traite de la situation financière déplorable dans laquelle se trouvent nombre de municipalités du Québec et demande un meilleur partage des revenus des taxes entre les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux.

Il regrette que la loi des véhicules-moteurs ne soit pas mieux observée. Il réclame l'application plus stricte de la loi, des limites de vitesse bien précises et une signalisation appropriée, uniforme et complète. Il dénonce les excès de vitesse sur la route 9 et suggère que les membres de la police de la route soient toujours deux par voiture. La réduction des accidents d'automobiles, déclare-t-il, favoriserait une baisse considérable dans les taux d'assurance.

Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) devrait surveiller les travaux de construction en cours au palais de justice de Saint-

Hyacinthe. À mon avis, il serait préférable de le remplacer par un nouvel édifice qui abriterait en même temps tous les services gouvernementaux. L'édifice actuel est tellement ébranlé qu'il semble nécessaire de le remplacer. Il n'y a pas si longtemps, la justice s'administrait dans des locaux inconfortables, voire dangereux. Seuls les prisonniers étaient à l'abri de tout danger.

Il demande certains travaux de voirie, notamment du côté de Saint-Bernard.

M. Levesque (Bonaventure): Je n'agis pas par partisanerie quand je demande à la Chambre et au gouvernement d'avoir une considération spéciale pour la Gaspésie et pour mon comté. Je ne fais qu'exprimer la conviction de tous les Gaspésiens, à quelque parti qu'ils appartiennent. Tous constatent que ce coin de notre province a des besoins tout à fait particuliers. Et je ne saurais en trouver de meilleure preuve que le discours prononcé aux Communes par le nouveau député fédéral de Bonaventure, M. Nérée Arsenault. Notre population diminue au lieu d'augmenter, a dit M. Arsenault. Il a même parlé d'une seconde dispersion des Acadiens.

Nous avons des forêts, des mines, d'abondantes ressources naturelles, mais la population ne trouve pas de quoi vivre parce que ces ressources ne sont pas suffisamment développées. Il nous faudrait des industries. Il nous faudrait de l'électricité à des prix compétitifs pour faire fonctionner ces industries. Notre bois devrait être ouvré chez nous, au lieu de s'en aller en dehors du Québec.

Dans l'une des assemblées qu'il a tenues au cours de sa campagne électorale, M. Arsenault a dit qu'il se présentait à la demande du premier ministre et qu'il avait obtenu de lui la promesse qu'au provincial Bonaventure ne serait plus désormais considéré comme un comté de l'opposition, que sa pénitence serait écourtée et que le patronage lui serait ouvert. Je possède un enregistrement de son discours sur ruban sonore.

(Rires à droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce qu'il a été élu?

M. Levesque (Bonaventure): Il a été élu et je ne doute pas qu'il en ait fait rapport au premier ministre¹⁰. Les comtés de l'opposition payent les mêmes taxes que les autres, et ils ont droit comme les autres à la considération du gouvernement. Surtout s'il s'agit d'un comté qui, comme Bonaventure, a des besoins énormes.

Il est urgent de reconstruire au plus tôt le pont détruit par le feu depuis plusieurs années déjà, entre Maria et New Richmond, sur la rivière Cascapédia. Ce n'est pas un pont ordinaire, puisqu'il se trouve sur la route de ceinture de la Gaspésie. Actuellement, il faut faire un détour d'une dizaine de milles et emprunter une passerelle suspendue à un pont du Canadien National. Et-ce là une situation compatible avec la souveraineté de la province?

Le ministère de la Voirie a annoncé, l'an dernier, qu'il projetait de dépenser \$1,500,000 pour la construction du pont. Les travaux ne sont pas encore commencés. J'espère que cela est dû à des difficultés techniques, non à des motifs politiques.

Je félicite le ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Rivard) d'avoir fait poser des panneaux-réclames en faveur de la sécurité routière. Je crois que cette publicité est de nature à faire réfléchir et à sauver des vies humaines.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Je regrette que la part faite à l'agriculture et la colonisation dans le budget en ces dernières années n'ait pas suivi la marche ascendante que l'on trouve aux autres postes du budget de la province. Ce budget a augmenté de 26 % cette année, par rapport à l'année dernière. Or, l'augmentation au poste de l'agriculture n'est que de 14 %. Au cours des deux dernières années, on a constaté une augmentation générale dans le budget général de la province de l'ordre de 40 %. Si cette augmentation de 40 % s'était reflétée dans le domaine de la colonisation, on aurait dû y consacrer, cette année, \$18,085,000. Or, on ne retrouve que \$13,492,000 au poste de la colonisation. De ce montant de \$13,492,000, le colon reçoit \$3,254,000, ou 24 %. La part des employés, contracteurs, etc., est de \$10,238,000, soit 76 %. Si l'on consacrait au moins \$18,000,000 à la colonisation, on pourrait augmenter le taux des primes, le nombre d'acres donnant droit au colon à des primes, etc.

Il faut faire davantage pour le colon, surtout à l'heure actuelle, alors que le chômage s'annonce d'une façon plus précise dans le Nord-Ouest du Québec. Il ne faut pas se laisser méduser par le développement industriel, au point d'en oublier l'agriculture et la colonisation. L'industrie minière de nos régions est à la baisse, l'industrie forestière est pratiquement à zéro et le peu de bois que nos colons peuvent vendre est vendu à des prix dérisoires, le gouvernement n'ayant pas prévu l'utilité d'instaurer des prix minimums raisonnables pour la pulpe, ni de fixer des salaires minimums pour les salariés en général.

Je demande au gouvernement de prendre entièrement à sa charge le coût de l'entretien de toutes les routes d'hiver. Il ne lui en coûterait que \$3,000,000 environ de plus par année pour assurer entièrement ce service. Si le gouvernement pratiquait une politique de demande de soumissions, il pourrait économiser probablement \$25,000,000 par année. Une partie de ce montant pourrait être consacrée à l'entretien des chemins d'hiver. On ne serait plus obligé, à ce chapitre, de demander des contributions à des pauvres pères de famille.

La motion est mise aux voix et la Chambre l'adopte¹¹.

Projets de loi:

Prêts agricoles

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 autorisant de nouveaux crédits pour fin de prêts agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce qui me frappe, c'est qu'un montant de \$170,000,000 est mis à la disposition des cultivateurs. Le bill autorise un montant additionnel de \$15,000,000 au montant de \$155,000,000 déjà voté. Et cette somme est en plus des sommes prévues dans le budget de l'agriculture.

C'est l'Union nationale qui a établi le crédit agricole, qui est une œuvre de base. Il serait intéressant de revenir sur la situation qui existait en 1936. Pris à l'improviste...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si le ministre est pris à l'improviste, on peut adopter le bill tout de suite!

L'honorable M. Barré (Rouville): L'opposition n'aime pas à se faire rappeler son passé. La loi a été mise en vigueur en 1936 et les premiers prêts ont été effectués l'année suivante. Les libéraux du temps avaient prédit que la mesure serait un désastre. J'ai entendu M. Taschereau¹² déclarer que c'était une organisation inutile. J'ai entendu M. Damien Bouchard¹³ prétendre que les cultivateurs ne paieraient pas. Pourtant, au 31 décembre 1956, l'Office du prêt agricole avait consenti 51,204 prêts et placé \$133,800,000 entre les mains des cultivateurs. Et sur ce montant, en 20 ans, l'Office n'a perdu que \$1,709.93.

Voilà là une preuve d'honnêteté et de droiture de nos cultivateurs qui vient en contradiction avec le manque de confiance des régimes libéraux dont les oppositionnistes d'aujourd'hui sont les héritiers. C'est un témoignage accablant contre ceux qui se plaisent à dénigrer leur province en disant que nous sommes un peuple vénal, la meilleure réponse que l'on puisse faire à ceux qui doutent de l'honnêteté et du sens moral de la population québécoise. Vingt-cinq millions de dollars ont été payés avant échéance. Nos cultivateurs ont du cœur et c'est ce qui explique qu'ils aient de l'admiration, de la reconnaissance et de la confiance pour le premier ministre de cette province.

La loi du crédit agricole est l'une des premières mesures adoptées par le nouveau gouvernement, et elle a permis d'éviter la ruine à des centaines de cultivateurs, alors aux prises avec une situation difficile. Aucune organisation au monde ne peut montrer de pareils résultats.

Le crédit agricole a contribué à la stabilité de l'agriculture. D'autres mesures ont été utiles également, parmi lesquelles le programme d'électrification rurale, les écoles d'agriculture, la bonification du sol et les programmes de constructions de chemins ruraux. En dépit des restrictions sur le crédit et malgré la hausse générale des taux d'intérêt, dont la province n'est pas responsable, le gouvernement actuel de la province, par l'Office du crédit agricole, a maintenu à 2½ % le taux d'intérêt, et à 1½ % le taux d'amortissement, soit 4 % en taux pour le prêt agricole. Aucun cultivateur au Canada ou aux États-Unis ne peut emprunter à un taux si bas.

Lorsque qu'il a pris le pouvoir, en 1939, M. Godbout s'est empressé de hausser le taux d'intérêt sur les prêts à 5.714 % au lieu de 4 %, ce qui a ralenti considérablement le recours à l'Office. Mais, en 1944, après la chute des libéraux, l'Union nationale rétablissait le taux à 4 %. Le gouvernement de Québec porte un fardeau énorme en maintenant de tels taux, mais il considère qu'il aide à l'agriculture et fait une œuvre dans l'intérêt public.

Dans la province de Québec, nous avons une agriculture familiale et une agriculture de propriétaires. Dans notre province, suivant le dernier recensement fédéral, 96.9 % des terres, en étendue, sont cultivées par leurs propriétaires et le taux est sensiblement le même en nombre, tandis qu'à travers tout le Canada, ce pourcentage n'est que de 74.5 % et qu'en Ontario il atteint 89.2 %. Et c'est justement le crédit agricole qui a permis à nos cultivateurs de se cramponner au sol et de demeurer propriétaires de leur terre.

M. Courcy (Abitibi-Ouest)¹⁴: Tous les membres du Parti libéral sont convaincus que le crédit agricole aux cultivateurs est une chose nécessaire, car, comme vient de le dire le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré), les cultivateurs demeurent l'élément pauvre de la population. En 1956, un total de 2,252 prêts ont été consentis pour une somme globale de \$8,000,645. Par ailleurs, le gouvernement n'a donné qu'une moyenne de \$100 par ferme pour abaisser le coût de production des produits agricoles dans la province. Je trouve cela insuffisant et je demande au gouvernement d'améliorer cet état de choses.

Le ministre de l'Agriculture a omis de mentionner le nombre de cultivateurs qui sont obligés de vendre leur terre pour faire face à leurs paiements.

Nous sommes prêts à accepter ces \$15,000,000 que vous nous proposez, malgré qu'il retourne dans la province environ \$5,000,000 par année du montant des prêts consentis aux cultivateurs. Nous votons en faveur de la motion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) affirme, en utilisant les chiffres officiels en date du 31 octobre 1957, qu'au total, les crédits pour fins de prêts agricoles se chiffrent à \$170,000,000. Sur des prêts se chiffrant à \$151,815,745, l'Office du prêt agricole, explique-t-il, a subi une perte de \$1,709,330 seulement, ce qui représente environ 1.2 % par \$10,000. C'est une réponse catégorique aux dénigreurs de la province.

Le système provincial de crédit a en même temps sauvé la situation financière des corporations municipales et des commissions scolaires ainsi que des fabriques, en secourant les contribuables. Ce fut une excellente politique sociale, familiale et nationale.

Le prêt agricole a permis l'établissement de 26,164 jeunes sur la terre. J'exprime mon admiration au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré), qui a été l'artisan principal du prêt agricole qu'il réclamait lorsqu'il était président de l'U.C.C. (l'Union des catholiques cultivateurs).

L'honorable M. Barré (Rouville): Je n'étais pas ministre de l'Agriculture, lorsque la loi a été votée, en 1936, mais je parcourais la province en réclamant l'institution d'un crédit provincial, et je rencontrais sur ma route ceux qui s'obstinaient à refuser cette aide aux cultivateurs en disant qu'ils ne seraient pas capables de faire honneur à leur engagement.

M. Lapalme (Montréal-Outremont)¹⁵: Je suis fort surpris de la façon de procéder en marge de l'étude du bill du prêt agricole. C'est un exemple d'électoratisme des plus éclatants. Cette année, comme par le passé, l'opposition est prête et disposée.

L'opposition était prête à majorer les crédits aux fins de l'agriculture sans discussion, et il n'était pas besoin pour le gouvernement de faire état des conséquences de la loi de 1936. Le Crédit agricole est en grande partie un truc publicitaire de l'Union nationale.

Le gouvernement s'intéresse davantage à la publicité qu'au sort des cultivateurs. On est au courant de ce bill. Il vient à chaque session. Nous avons devant nous les amendements proposés, mais le gouvernement n'est pas capable de s'empêcher de faire de la publicité.

Le ministre de l'Agriculture a fait un témoignage accablant au sujet de l'agriculteur quand il dit que c'est l'élément pauvre de la société. À tous les ans, le gouvernement se vante de sauver l'agriculture. Ça prend un temps de la sauver l'agriculture.

Le crédit agricole, ce n'est pas la panacée, et il faudra trouver autre chose pour le remplacer, si on veut soulager les difficultés financières de nos cultivateurs. La situation a évolué depuis 1936 et elle appelle d'autres initiatives aussi hardies.

L'honorable M. Barré (Rouville): Ce que j'ai voulu dire, c'est que les cultivateurs ne sont pas riches.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis surpris de l'attitude du chef de l'opposition. Quand nous présentons une loi et que le chef de l'opposition prétend que nous ne donnons pas assez de renseignements, nous entendons des protestations. Et ce soir, parce que nous donnons à la Chambre toutes les informations qui peuvent l'intéresser, il proteste encore. Que faudra-t-il faire pour le contenter?

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 2 autorisant de nouveaux crédits pour fin de prêts agricoles.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des Finances de la province à verser, à même le fonds consolidé du revenu, à l'Office du crédit agricole du Québec, en outre des sommes, au montant total de cent cinquante-cinq millions de dollars, que celui-ci est déjà autorisé à prêter aux agriculteurs, un montant de quinze millions de dollars, pour être employé aux fins prévues par la loi du crédit agricole du Québec [1 Édouard VIII (deuxième session), chapitre 3], en la manière et aux conditions déterminées par cette loi avant sa modification par la loi de 1940, 4 George VI, chapitre 6, en tenant compte toutefois des modifications apportées par les lois 1-2 Elizabeth II, chapitre 5; 2-3 Elizabeth II, chapitre 4, et 4-5 Elizabeth II, chapitre 4.

En conséquence, les prêts qui seront faits aux agriculteurs à même ce crédit additionnel porteront intérêt au taux de deux et demi pour cent par année, payable semi-annuellement, et seront remboursables, au choix de l'emprunteur, soit en trente ans, par amortissement d'un et demi pour cent par année pendant cette période et paiement du solde à l'expiration de celle-ci, soit en trente-neuf ans et demi, par amortissement au même taux, l'emprunteur ou ses ayants droit conservant néanmoins le droit de rembourser tout prêt par anticipation, en totalité ou en partie.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Université de Sherbrooke

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 11 relatif à l'Université de Sherbrooke.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à payer en deux versements annuels et consécutifs de trois cent mille dollars chacun, à compter de l'année 1958 inclusivement, la somme de six cent mille dollars représentant le solde de la subvention de sept cent cinquante mille dollars prévue par la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 35.

La subvention de \$600,000, déclare-t-il, est la dernière partie d'une subvention de \$750,000 que le gouvernement entend fournir pour l'établissement d'une faculté des sciences à l'université.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'abrégé à deux ans, au lieu de huit, la période au cours de laquelle le gouvernement versera un octroi de \$600,000 à l'Université de Sherbrooke. L'École des sciences de cette institution a été bâtie plus vite qu'on ne le croyait et il y a donc lieu d'accélérer le paiement de l'octroi.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 relatif à l'Université de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté¹⁶.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme nous le savons tous, une conférence fédérale-provinciale sera tenue, la semaine prochaine, à Ottawa. Elle doit débiter lundi matin et nous aurons des séances lundi et mardi. Cette conférence se réunira le matin, l'après-midi et le soir. Tout indique que nous aurons des réunions mardi soir et qu'il nous sera impossible de quitter Ottawa avant mercredi matin. Avec le temps incertain de cette période de l'année, nous ne savons pas quand l'avion pourra quitter Ottawa mercredi. Si nous sommes incapables d'en prendre un, cela veut dire qu'on ne pourrait pas tenir de séance à l'Assemblée législative avant jeudi. Dans ces conditions, je crois qu'il ne serait pas convenable de convoquer les députés et de les obliger à revenir à Québec pour les deux seules journées de la semaine qu'il restera.

En conséquence, je propose que la Chambre s'ajourne à mardi après-midi, le 3 décembre prochain. J'espère que les entretiens seront fructueux et qu'à notre retour, nous pourrions faire à la Chambre et à la population un rapport satisfaisant et détaillé de la conférence qui sera un sujet de satisfaction pour tout le monde.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 11 h 20.

NOTES

1. Le cardinal Léger est archevêque de Montréal.

2. Cette loi, le bill no 7 modifiant la loi concernant les publications et la morale publique (14-15 George VI, chapitre 13), a été sanctionnée le 16 novembre 1950.

3. *Le Nouvelliste* du 29 novembre 1957, à la page 2, ajoute en marge du compte rendu du discours du député de Richmond que ce dernier "se fait le champion, au Parlement, de l'antialcoolisme": "Depuis qu'il est entré au Parlement, en 1952, il n'a pas manqué une occasion de défendre la cause de la moralité publique et de réclamer de la part du gouvernement plus de fermeté contre les fauteurs de vice."

M. Lafrance est d'ailleurs président des cercles Lacordaire, du Tiers-Ordre de Saint-François et de la Ligue du Sacré-Cœur de Danville, en Estrie, trois mouvements engagés dans la lutte pour la tempérance.

4. Adlai Ewing Stevenson (1900-1965), candidat démocrate, deux fois défait par son adversaire républicain Eisenhower, lors des élections présidentielles américaines de 1952 et 1956. Le président Eisenhower a, en effet, sollicité l'aide de M. Stevenson pour préparer la position que les États-Unis devaient défendre lors de la conférence des pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) qui s'est tenue en décembre 1957, à Paris.

5. *Le Montréal-Matin* du 22 novembre 1957, à la page 6, souligne que M. Johnson s'adresse à la Chambre pendant environ une heure.

6. Fondé en 1945, cet organisme à but non-lucratif finance la réalisation d'études et de conférences portant sur la taxation et les finances publiques.

7. Cette remarque s'explique, selon *Le Soleil* du 22 novembre 1957, à la page 5, par le fait que le député de Chambly (M. Théberge) effectue ses débuts en Chambre.

8. *Le Soleil* du 22 novembre 1957, à la page 5, précise que M. Théberge est lui-même "constructeur".

9. Le député de Brome (M. Brown), rapporte *Le Soleil* du 22 novembre 1957, à la page 5, entreprend la première partie de son discours en français. *La Presse* du 22 novembre 1957, à la page 23, affirme qu'il s'agit du premier discours en français de M. Brown; aussi a-t-il été "vigoureusement applaudi par ses collègues de la gauche et par plusieurs également du côté ministériel". *La Presse* ajoute que M. Brown ne connaissait aucun mot de français avant son élection en 1956. Elle écrit qu'"on peut le voir parfois, en Chambre, prendre note de mots nouveaux qu'il entend au cours des débats" et en chercher "plus tard la signification dans son dictionnaire" ou la demander à des amis.

10. Aux élections fédérales du 10 juin 1957, le candidat conservateur Nérée Arsenault l'a en effet emporté sur l'ancien député libéral, M. Bona Arsenault, par une majorité de 343 voix.

11. Selon *Le Soleil* du 22 novembre 1957, à la page 7, il est alors 10 h 20. *L'Action catholique* du 22 novembre 1957, à la page 3, souligne que le débat sur l'adresse "a été particulièrement court cette année" puisque seulement 16 discours ont été prononcés lors de ce dernier. *La Presse* du 22 novembre 1957, à la page 17, constate quant à elle que, "un peu comme à chaque session, la fin du débat sur l'adresse est survenue brusquement. Plusieurs autres orateurs étaient prêts à y participer et l'on s'attendait qu'il allait se prolonger pendant au moins une autre séance. Tel ne fut pas le cas, les stratèges politiques en ayant décidé autrement..." *Le Nouvelliste* du 22 novembre 1957, à la page 3, écrit de son côté que "le débat sur l'adresse a été l'un des plus calmes depuis plusieurs années", n'ayant donné lieu à "aucun envolée oratoire remarquable".

12. Il s'agit de Louis-Alexandre Taschereau, ancien premier ministre libéral du Québec.

13. Téléphore-Damien Bouchard, sénateur, ancien ministre dans les cabinets Taschereau et Godbout.

14. Le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy), remarque *Le Soleil* du 22 novembre 1957, à la page 7, est critique de l'opposition en matière d'agriculture.

15. *Le Temps* du 27 novembre 1957, à la page 16, rapporte que le chef de l'opposition a prononcé cette intervention "les deux bras en l'air, avec des éclats de voix, trépinant de colère". Il ajoute: "Rarement

avait-on vu en Chambre un homme politique dans une situation aussi cocasse."

16. *Le Devoir* du 23 novembre 1957, à la page 1, confirme que le bill de l'Université de Sherbrooke a été adopté sans discussion.

Séance du mardi 3 décembre 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Du consentement unanime, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la corporation municipale de Saint-Joseph-de-Coleraine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Fortin);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Dolbeau, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Spence);

- de la ville de Rimouski, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Dionne);

- de dame Annie Harbec Toupin et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Philippe Toupin (M. Hébert);

- de Paul Rodier et Lucille Rodier, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Marie Joseph Léonce Léopold Rodier (M. Bertrand);

- de la ville de Beaconsfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);

- de la communauté des sœurs de Charité de la Providence, demandant l'adoption d'une loi lui donnant le droit d'hypothéquer certains biens (M. Charbonneau);

- de la Zenith Compagnie d'assurance mutuelle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rochette);

- de La corporation du village de Chandler, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gagnon, Matapédia);

- de Manuel Abramovich et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant leur nom en celui de Abrams (M. Caron);

- de Paul-Émile Demers, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de dame Mary Ruth Bradley Demers (M. Bertrand);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité du village Du Moulin, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Auger);

- de la corporation du conseil du comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Johnston);

- de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bernard);

- de la ville de Louiseville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Caron);

- de la ville de Bourlamaque, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Larouche);

- de la ville de Chibougamau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Larouche);

- des commissaires d'écoles de la cité de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Auger);

- de la Commission des écoles catholiques de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la ville de Val-d'Or, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Larouche);

- de dame Elvire Raymond, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Marius Raymond (M. Pouliot, Laval);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan-Sud, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bellemare);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Iberville, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Blanchard);

- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bellemare);

- de la municipalité de la paroisse de Sainte-Dorothée, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Sainte-Dorothée (M. Pouliot, Laval);

- de la ville Saint-Pierre, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Kirkland);

- de Abraham Albert et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant Congregation Chevra Kadiska-B'Nai Jacob (M. Rochon);

- de Romaine River Railway Company, demandant l'adoption d'une loi aux fins de changer le

lieu du bureau-chef et reconnaissant la Quebec Iron and Titanium Corporation comme compagnie de contrôle (M. Gagné, Richelieu);

- de Quebec Cartier Mining Company, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Cartier Manicouagan Railway Company (M. Ouellet, Saguenay);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Auger);

- de la ville de Côte-Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);

- du Club Saint-Denis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);

- de la corporation de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);

- de William Cubaynes et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de famille de Marie Rita Yvette Guay en celui de Cubaynes (M. Ouellet, Jonquière);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Sainte-Rose, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Pouliot, Laval);

- de la corporation municipale de Dollard-des-Ormeaux, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);

- de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);

- de la corporation de la paroisse de Rosemère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);

- de la ville de Montréal-Sud, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ladouceur);

- de la corporation de la municipalité de la paroisse de Laprairie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Riendeau);

- de la corporation du comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la corporation de paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- des commissaires d'écoles de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Custeau);

- de la ville de Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);

- de la ville de Saint-Martin, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la corporation du village de Saint-Eustache-sur-le-Lac, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);

- de la municipalité scolaire de la Présentation de la Sainte-Vierge, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval (M. Schmidt);

- de la cité de Dorval demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);

- de Larissa Development Corporation, demandant l'adoption d'une loi confirmant son titre de propriétaire d'un certain immeuble (M. Custeau);

- de la ville de Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de La Persévérance compagnie d'assurance, demandant l'adoption d'une loi concernant sa structure financière et son achat de La Zénith compagnie d'assurance mutuelle (M. Gagné);

- de la cité de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);

- de la corporation municipale de Templeton-Ouest et des commissions scolaires catholique et protestante de Templeton-Ouest, demandant l'adoption d'une loi confirmant une entente entre elles et la Ideal Concrete Products Company Limited concernant le taux de la taxation (M. Desjardins);

- de Robert Brettschneider et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant Shemerin Labiker-Beth Jehuda (M. Earl);

- de Pointe-du-Moulin, demandant l'adoption d'une loi incorporant la Ville de Pointe-du-Moulin (M. Schmidt);

- de Gabriel Renaud, demandant l'adoption d'une loi confirmant et validant une transaction entre dame Gisèle Julien, veuve de Roger Saint-Pierre et lui-même (M. Custeau).

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 118 concernant les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de la ville d'Alma, de la ville de Naudville, de la

municipalité de la paroisse d'Alma, dans le comté de Lac-Saint-Jean.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 101 concernant la succession de dame Julie Lalanne, veuve de Antoine Rocheleau;

- bill 106 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Simon Dumenco au nombre de ses membres, après examen.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 208 modifiant le testament de Téléphore Jeanson-Lapalme;

- bill 151 concernant la Caisse nationale d'économie.

Motions de condoléances:

Décès de MM. J.-Euclide Lapalme, Cyrille-F. Delâge et d'Ernest Léger¹

M. Hamel (Saint-Maurice)² présente les condoléances des libéraux au chef de l'opposition (M. Lapalme) dont le père, M. Joseph-Euclide Lapalme, est décédé à Joliette, dimanche, à l'âge vénérable de 83 ans³.

Se faisant l'interprète des députés libéraux à l'Assemblée législative, il rappelle que le chef de l'opposition a subi plusieurs deuils, en l'espace de quelques mois, puisqu'il a perdu son beau-père et sa belle-mère, puis son père et sa mère en moins de quatre mois.

Il présente ses condoléances à la famille de l'honorable Cyrille-F. Delâge⁴, qui fut autrefois président de l'Assemblée législative, et dont il loue la brillante carrière, et à Son Éminence le cardinal Léger, archevêque de Montréal, qui vient de perdre son père.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai fait parvenir au chef de l'opposition un télégramme l'assurant de mes condoléances personnelles, de celles en tant que premier ministre, ainsi que de celles de tous les membres du cabinet pour la mort de son vénérable père qui était un citoyen en vue de Joliette.

J'ai subi moi-même, il y a plusieurs années, une semblable épreuve, et je sais par expérience quelle douleur cela peut causer. Au nom du gouvernement et des députés de la droite, je réitère au député d'Outremont l'expression de nos sincères condoléances.

Quant à l'honorable Cyrille Delâge, j'ai dit en fin de semaine mon admiration pour la brillante carrière qu'a eue le regretté défunt, qui a joué un rôle

important dans l'éducation de notre province, dans des moments difficiles. J'ai eu le plaisir de le recommander comme président de la Commission des écoles de Québec, où il a rendu des services signalés à sa ville, et j'ai l'intention, lorsque cette Chambre s'ajournera, de proposer qu'elle s'ajourne en signe de deuil par respect pour la mémoire de cet ancien Orateur de l'Assemblée législative.

J'ai déjà fait parvenir au cardinal Léger les condoléances du premier ministre et du gouvernement de la province dès que la nouvelle du décès a été connue⁵.

M. Ross (Montréal-Verdun) se joint au premier ministre et au député de Saint-Maurice (M. Hamel) pour offrir ses condoléances au chef de l'opposition (M. Lapalme).

Questions et réponses:

Pont entre Hull et Ottawa

M. Parent (Hull): J'aimerais poser une question au premier ministre. Au cours de son récent séjour à Ottawa, la semaine dernière, le premier ministre a-t-il reçu un ou des télégrammes des maires de Hull et d'Ottawa réclamant la construction d'un pont interprovincial entre la capitale du pays et la ville de Hull? Dans l'affirmative, quelle réponse a-t-il donnée à cette ou à ces requêtes et quelles mesures le gouvernement entend-il prendre pour favoriser la réalisation de ce projet?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Effectivement, pendant la conférence fédérale-provinciale, les maires de Hull et d'Ottawa m'ont fait parvenir des télégrammes recommandant la construction d'un nouveau pont entre ces deux villes. J'ai cru comprendre que le premier ministre d'Ontario, M. Leslie Frost, avait aussi reçu des télégrammes rédigés à peu près dans le même sens. C'est un projet dont la réalisation suppose normalement la coopération des gouvernements du Québec, de l'Ontario et d'Ottawa, ainsi que des villes de Hull et d'Ottawa.

J'ai répondu à ces télégrammes que je considérais le problème comme très important et que je le soumettrais pour étude au cabinet que je dirige. Quant à la décision que celui-ci prendra, je ne le sais pas à l'avance⁶.

M. Parent (Hull): Est-ce que le gouvernement a fait quelque chose pour en venir à une entente avec

les autorités fédérales et le gouvernement ontarien en vue de la construction d'un tel pont sur la rivière Outaouais?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai eu aucun moment disponible durant la Conférence pour étudier cette question. Cependant, le cabinet provincial étudiera la suggestion.

Projets de loi:

Succession Julie Lalanne

M. Bernard (Drummond) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 101 concernant la succession de dame Julie Lalanne, veuve de Antoine Rocheleau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 101 sans l'amender.

M. Bernard (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Simon Dumenco

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 106 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Simon Dumenco au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 106 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commissions scolaires d'Alma et Naudville

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 118 concernant les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de la ville d'Alma, de la ville de Naudville, de la municipalité de la paroisse d'Alma, dans le comté de Lac-Saint-Jean.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 118 sans l'amender.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Caisse nationale d'économie

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 151 concernant la Caisse nationale d'économie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 151 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Testament de Télesphore Jeanson-Lapalme

M. Chartrand (L'Assomption) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 208 modifiant le testament de Télesphore Jeanson-Lapalme.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 208 sans l'amender.

M. Chartrand (L'Assomption) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 123 concernant les commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de La Tuque, dans le comté de Laviolette;

- bill 111 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Eugène Jurisic à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

- bill 115 concernant la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 150 changeant le nom de Jonas Segamogas en celui de Jonas Semogas;

- bill 114 autorisant la corporation municipale de la ville de Saint-Raymond et la corporation de la paroisse de Saint-Raymond à imposer une taxe de vente;

- bill 110 modifiant la charte de la cité de Rouyn;

- bill 120 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Michel-des-Saints, dans le comté de Berthier.

Projets de loi:

Commission scolaire de La Tuque

M. Ducharme (Laviolette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 123 concernant les commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de La Tuque, dans le comté de Laviolette.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 123 sans l'amender.

M. Ducharme (Laviolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Eugène Jurisic

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 111 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Eugène Jurisic à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 111 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Saint-Léonard-de-Port-Maurice

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 115 concernant la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 115 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Jonas Segamogas

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 150 changeant le nom de Jonas Segamogas en celui de Jonas Semogas.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 150 sans l'amender.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Taxe de vente à Saint-Raymond

M. Chalifour (Portneuf) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 114 autorisant la corporation municipale de la ville de Saint-Raymond et la corporation de la paroisse de Saint-Raymond à imposer une taxe de vente.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 114 sans l'amender.

M. Chalifour (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Rouyn

M. Larouche (Témiscamingue) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 110 modifiant la charte de la cité de Rouyn.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 110 sans l'amender.

M. Larouche (Témiscamingue) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Saint-Michel-des-Saints

M. Lavallée (Berthier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 120 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Michel-des-Saints, dans le comté de Berthier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 120 sans l'amender.

M. Lavallée (Berthier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Marapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Maurice Lecompte, demandant l'adoption d'une loi confirmant une donation entrevifs;
- de la Commission des écoles catholiques de Québec, demandant l'adoption d'une loi concernant la taxe d'éducation;
- du village de Maniwaki et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Maniwaki, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;
- des commissaires d'écoles pour la ville de Montmagny, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;
- des commissaires d'écoles de la cité de Roberval, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente;
- du Centre de psychologie et de pédagogie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de l'Union catholique des ouvriers en confection de Québec inc., demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Mutuelle des travailleurs;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Anjou, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de la Rivière des Prairies et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- des commissaires d'écoles catholiques de la cité de Granby, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à accorder une indemnité aux commissaires.

Comité des subsides

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Comité des voies et moyens

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Projets de loi:

Donation de Armand Lecompte

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 138 concernant un acte de donation par Armand Lecompte à Maurice Lecompte.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire d'Anjou

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 159 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Anjou, dans le comté de Laval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Taxes de vente et d'éducation à Maniwaki

M. Desjardins (Gatineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 175 concernant

l'imposition d'une taxe de vente pour fins municipales dans le village de Maniwaki et une taxe d'éducation dans la municipalité scolaire de Maniwaki.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Montmagny

M. Lizotte (L'Islet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 179 concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Montmagny.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission des écoles catholiques de Québec

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 202 concernant la Commission des écoles catholiques de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Rivière-des-Prairies

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 205 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de la Rivière des Prairies et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Granby

M. Russell (Shefford) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 228 concernant les commissaires d'écoles catholiques de la cité de Granby.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

La Mutuelle des travailleurs

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 231 concernant La Mutuelle des travailleurs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Centre de psychologie et de pédagogie

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 234 concernant Le Centre de psychologie et de pédagogie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Roberval

M. Spence (Roberval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 238 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Roberval, dans le comté de Roberval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des problèmes de voirie

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 16 modifiant la loi relative aux problèmes de la voirie provinciale.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 16 modifiant la loi relative aux problèmes de la voirie provinciale.

Adopté.

Loi des conditions de l'habitation

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 3 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose: Que l'article 9 de la loi 12 George VI, chapitre 6, remplacé par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 9, par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 8, par l'article 2 de la loi 14-15 George VI, chapitre 11, par l'article 2 de la loi 15-16 George VI, chapitre 10, par l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 7, par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 7, par l'article 2 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 4, et par l'article 1 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 9, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"9. Le gouvernement peut affecter aux fins de la présente loi une somme totale de quatre-vingt millions de dollars."

Le projet de loi, expose-t-il, a deux buts: prolonger de trois autres années l'application de la loi et ajouter une nouvelle tranche de \$5,000,000 aux \$75,000,000 déjà affectés à cette loi.

En vertu de la loi adoptée en 1948, le gouvernement s'engageait à payer la moitié de l'intérêt de 6 % sur les prêts consentis pour fins domiciliaires par les compagnies dûment autorisées ou les caisses populaires. Le projet d'habitations familiales du gouvernement a permis la construction de 38,536 nouveaux logements qui logent 160,000 personnes. Les maisons à logis unique sont au nombre de 29,906. Ces maisons sont évaluées à \$325,271,000.

Notre loi a rendu des services signalés, mais il faut tenir compte du fait que le but du gouvernement n'est pas de remplacer l'individu. Il faut que ce soit avant tout une aide, non un remplacement, car chacun doit faire sa part en se rappelant qu'une maison familiale, un foyer, c'est plus qu'un assemblage de briques ou de bois; ça représente le travail, l'effort individuel, les économies. Le chef de famille, qui fait ses propres efforts, en retire la satisfaction de créer quelque chose qui lui appartient en propre et à lui seul.

Il y a des gens qui croient que le gouvernement devrait tout faire. Ils ont l'air d'oublier que n'importe quelle somme d'argent dépensée par le gouvernement - que ce soit pour l'habitation ou tout autre projet - provient de la poche des payeurs de taxes. Et, plus vous demandez d'argent au payeur de taxes, plus vous limitez sa liberté parce que, moins il dépense d'argent à sa guise, moins il peut faire de choses.

Au 31 octobre 1957, 33,972 prêts bénéficiaient de la ristourne provinciale, 50 compagnies prêteuses approuvées par le gouvernement avaient prêté \$175,584,212.52, et

600 caisses populaires avaient prêté \$53,339,155.86. À cette date, la province s'était engagée à verser \$68,761,127.76 pour le paiement de sa part d'intérêt, 3 %, ce qui constitue un don de \$2,024 à chaque propriétaire. Il serait souhaitable de faire davantage, mais nous jugeons que notre loi est saine et que c'est une heureuse amélioration.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement fait de la propagande avec cette loi. Combien de prêts ont été effectués en vertu de cette loi en 1956 et 1957?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je note l'admission du député de Saint-Maurice (M. Hamel). Il prétend que, lorsqu'on énumère les œuvres du gouvernement, on fait de la propagande à la province. Je n'ai pas devant moi le nombre des prêts pour chacune des années, ce qui serait, cependant, très facile à obtenir.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est important, car on peut se demander si le nombre des prêts bénéficiaires de la ristourne provinciale est aussi grand maintenant que l'intérêt moyen sur les prêts hypothécaires est de 6½ %. Comme le taux d'intérêt augmente, la loi mentionne-t-elle que le gouvernement ne paiera pas la ristourne de 3 % sur les hypothèques si le taux d'intérêt sur le prêt dépasse 6 %? N'y a-t-il pas un risque que la loi devienne à la longue totalement inefficace, parce qu'elle a omis de prendre en compte l'augmentation des taux d'intérêt en limitant les prêts à 6 %? Plusieurs compagnies ne sont pas intéressées à prêter à un taux maximum de 6 %.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On peut encore obtenir de l'argent à ces taux. Des spécialistes ont informé le gouvernement que, si nous avions mentionné dans la loi que le gouvernement ne paierait pas 3 % si le taux d'intérêt est supérieur à 6 %, nous aurions encouragé les prêteurs à élever leur taux à 6½ % et même 7 %. Les taux d'intérêt sont déjà trop élevés et nous l'avons déclaré fréquemment. Nous avons discuté avec les membres de l'Office du crédit agricole, qui administre la loi, de l'opportunité d'augmenter le taux d'intérêt couvert par la loi provinciale, mais il a été décidé que ce serait encourager la hausse des taux, alors qu'ils ont depuis quelque temps tendance à baisser. Nous avons donc décidé de maintenir la limite actuelle. Il devient peu à peu plus facile d'obtenir du crédit maintenant, et la Banque du

Canada elle-même a réduit ses taux sur les prêts principaux.

M. Brown (Brome): À mon avis, peu de maisons construites en dehors des grands centres urbains du Québec bénéficient des avantages de la loi provinciale. La loi ne parle pas d'améliorer les conditions d'habitation seulement dans les villes, mais dans la province en général. Tous les citoyens devraient pouvoir bénéficier de cette loi, car tous paient des taxes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Notre loi a été adoptée surtout pour aider les gens à se construire dans les centres urbains et dans les centres à caractère urbain, c'est-à-dire dans la périphérie des villes, où les ouvriers logent. Le crédit agricole est fait pour aider les campagnes. Ce serait illogique de prêter \$170,000,000 aux cultivateurs sous forme de prêt agricole pour les garder sur leurs terres et de les encourager ensuite à s'établir dans les villages en facilitant la construction de maisons à la campagne.

M. Brown (Brome): Le gouvernement devrait alors cesser de laisser croire qu'il aide toute la province avec cette loi. Il devrait aussi se rendre compte que les compagnies d'assurance ne prêtent plus depuis quelques mois en vertu de cette loi, car elle limite le taux d'intérêt à 6 %, alors que le taux courant est de 6½ %. J'ai moi-même fait enquête auprès d'une compagnie d'assurance de Québec qui dit n'avoir fait aucun prêt en vertu de la loi provinciale en 1957.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut juger la loi à ses effets. Le gouvernement aide partout. Dans les villes, c'est avec la loi d'habitation et à la campagne, avec le prêt agricole.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier

pour étudier le bill 3 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 1 de la loi 12 George VI, chapitre 6, modifié par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 9, par l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 11, par l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 7, et par l'article 1 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 4, est de nouveau modifié, en remplaçant le paragraphe *b*, par le suivant:

"*b*. "habitation nouvelle" signifie une maison d'habitation à un ou deux logis construite entièrement entre le quinze janvier 1948 et le premier juin 1961;"

M. Lafrance (Richmond): La loi actuelle ne va pas au fond du problème, qui en est un de crédit. Ceux qui profitent de la loi ne sont pas ceux qui ont le plus besoin d'aide, les gens qui n'ont pas la mise de fonds initiale pour se construire. La loi aide ceux qui ont déjà un certain capital. Pour régler le problème, il faudrait un crédit urbain.

Les caisses populaires n'ont plus la liquidité nécessaire pour répondre aux demandes de prêts. Le gouvernement pourrait alors racheter en bloc les hypothèques qu'elles ont consenties, ou garantir à 50 % ou à 100 % ces hypothèques, ce qui mettrait de nouveaux crédits à la disposition de l'habitation familiale.

Nous avons dans notre province des familles nombreuses; nous avons un grave problème de logements; nous avons des maisons trop petites et un trop grand nombre de taudis. Il y aurait lieu de créer un ministère de l'Habitation pour trouver des solutions à ces problèmes aigus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition manque de logique. Quand nous avons formé l'actuel gouvernement, on m'a reproché de nommer trop de ministres, et voilà qu'on me propose aujourd'hui de créer de nouveaux ministères. L'habitation est une chose très importante, mais il ne serait pas pratique de créer un ministère spécial pour s'occuper de cette question.

Une chose est certaine, c'est que ceux qui veulent économiser, s'aider eux-mêmes à se bâtir une maison, bénéficient aujourd'hui, grâce à la loi, d'avantages très considérables qu'ils n'ont jamais connus auparavant. Le chanoine Chamberland, à Trois-Rivières, a réussi à bâtir plus de 300 logements, avant même que la loi provinciale d'aide à l'habitation n'existe⁷. Le gouvernement du Québec ne fabrique pas l'argent. L'opposition veut créer des appétits malsains et stériles parmi la population où il n'y en avait pas auparavant.

M. Hamel (Saint-Maurice): La présente loi a certainement rendu de grands services, je l'approuve, mais c'est faux de prétendre que les 39,000 maisons qui bénéficient de cette loi n'auraient pas été construites sans elle. Elles auraient été construites, mais dans des conditions beaucoup plus difficiles. L'aide du gouvernement a été utile. Cependant, on peut faire beaucoup plus avant d'être reconnus comme une province de propriétaires.

Dans ce plan, cependant, on a oublié les familles d'ouvriers, dont les revenus ne leur permettent pas de verser le paiement initial pour l'achat d'une maison. Notre province reste la dernière du pays, pour ce qui a trait aux chefs de famille qui sont propriétaires de leur maison. Nous ne possédons que 48.5 % de nos chefs de familles qui sont propriétaires, alors qu'en Ontario le pourcentage est de 69.9 % et qu'ailleurs, cela dépasse même 70 %. Et ce n'est pas ce que le premier ministre appellerait un héritage de nos anciens régimes libéraux, car, en 1941, la proportion était de 55 % dans le Québec. Notre province devrait faire plus que les autres en habitation, car nous sommes plus en arrière que les autres à ce point de vue. On devrait voir à venir en aide aux ouvriers qui ont des familles nombreuses. Nous avons un problème grave, il nous faut donc une législation spéciale.

Je suis d'accord avec le premier ministre que le chanoine Chamberland de Trois-Rivières a accompli un geste magnifique en s'organisant avec ses paroissiens pour qu'ils puissent bâtir 300 maisons sans aide extérieure d'aucune sorte. Mais il y en aura toujours qui sont incapables, pour une raison ou une autre, d'épargner pour faire un premier versement, et ce sont ceux-là qu'on doit aider, malgré les risques que cela peut comporter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Saint-Maurice ne voit pas les choses sous leur jour réel. On peut faire dire n'importe quoi aux statistiques. Dans le Québec, on ne tient pas

compte des maisons de cultivateurs, ni des maisons construites en dehors des villes pour établir des statistiques. Il ne fait pas de doute que le Québec occupe la première place au Canada dans le domaine de l'habitation solide, c'est-à-dire bâtie sur l'effort, le travail, des choses durables. Le gouvernement ne peut tout donner dans un seul secteur. Il ne faut pas oublier que l'argent que nous dépensons vient du peuple.

Nous avons fait beaucoup, jusqu'à maintenant, pour encourager l'habitation familiale et nous avons l'intention de faire plus, lorsque l'opportunité nous en sera offerte. Mais il reste qu'il y a une foule de gens qui ne pourront ou ne voudront jamais être propriétaires d'une maison, qui vendent leurs propriétés ou ne se construisent pas, même si elles en sont capables.

Un tel langage ne fait qu'aiguiser l'appétit des personnes qui ne réalisent pas que l'aide fournie par le gouvernement leur vient des taxes. L'opposition veut créer des appétits stériles, malsains.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce n'est pas créer des appétits malsains que de réclamer une aide accrue à l'habitation et de vouloir augmenter la proportion des propriétaires dans une province où cette proportion est plus faible que partout ailleurs. Ce n'est pas l'opposition, mais le gouvernement qui crée des appétits malsains.

Dans mon comté, des amis du premier ministre ont rencontré, pendant les élections générales de 1956, un de mes organisateurs politiques et lui ont offert la protection nécessaire pour lui permettre de tenir un "blind pig"⁸ s'il voulait travailler contre moi. Ça, c'est créer des appétits malsains, ce qui n'est pas le cas quand on veut mettre l'habitation familiale à la portée du peuple.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Saint-Maurice est hors d'ordre. Son devoir, en tant qu'homme public, était de venir nous dire ce qui se passait. Il a manqué à son devoir en ne prenant pas de procédures contre la personne coupable de chantage et en ne la dénonçant pas au gouvernement.

Je l'aurais fait arrêter séance tenante. Mais il s'agissait probablement d'amis du député... Il est avocat, il connaît la loi, il a laissé faire alors qu'il y aurait eu moyen de poursuivre...

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai écrit une fois au premier ministre Duplessis en sa qualité de

procureur général. Je suis heureux de revenir à la charge et de dénoncer une personne de Saint-Élie de Claxton au sujet de laquelle je lui avais envoyé une lettre, restée sans réponse, un M. Toussaint Brodeur, propriétaire d'un établissement non-licencié, qui vend de la boisson sans permis 365 jours par année.

M. le président: Le représentant de Saint-Maurice n'a pas le droit de parler d'une question étrangère au débat. Il l'invite à revenir à l'aide à l'habitation.

M. Lafrance (Richmond): Demander au gouvernement de racheter les sommes prêtées sur hypothèques par les caisses populaires, ce n'est pas susciter des appétits stériles. Les efforts, le travail et les sacrifices, ça n'a pas été inventé par le gouvernement actuel. Soixante-quinze pour cent des pères de famille de la province gagnent moins de \$3,000 par an et font des sacrifices. Or, ce sont ces petits salariés qui sont les plus mal logés. Ils ne peuvent profiter de la loi provinciale de l'habitation faute d'une mise de fonds suffisante. Mais le gouvernement se sert de la loi pour des fins électorales.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 3 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des pouvoirs spéciaux pour la crise du logement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 modifiant la loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement soit maintenant lu une deuxième fois.

L'effet du bill est de prolonger de trois ans les pouvoirs accordés déjà aux municipalités pour aider à la construction des maisons d'habitation familiales. Les municipalités sont notamment autorisées à accorder aux constructeurs de maisons nouvelles une commutation de taxes. Plusieurs municipalités ne se sont pas prévaluées de cette loi.

M. Hamel (Saint-Maurice): Combien s'en sont prévaluées?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a près de 2,000 municipalités dans la province... De ce nombre, on remarque que Trois-Rivières, Québec, Sherbrooke, Granby se sont prévaluées de la loi. Quelques autres le font aussi.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-il vrai que la plupart des prêts consentis en vertu de la loi provinciale de l'habitation l'ont été pour des maisons construites à Montréal, Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières et dans d'autres centres urbains?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un pouvoir qu'on donne. Le gouvernement ne peut forcer les municipalités à se prévaloir de cette législation. Elles sont libres de le faire. Celles qui le veulent s'en prévalent. C'est une bonne loi. Il est vrai que le nombre stupéfiant de prêts consentis l'ont été pour des maisons construites dans les villes, mais les fermiers peuvent obtenir des prêts en vertu de la loi du Crédit agricole, pour construire de nouvelles maisons et agrandir des maisons existantes.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce que je veux savoir, c'est jusqu'à quel point la loi répond à un besoin. L'aide accordée est insuffisante. La portée des pouvoirs spéciaux dont sont nanties les municipalités est trop restreinte et, de toute apparence, un très petit nombre s'en est prévalu. Le devoir de l'Assemblée législative, ce n'est pas de voter des lois et des lois, mais de voter des lois nécessaires. Le premier ministre ou la personne responsable de la présentation d'une loi devrait venir ici avec tous les renseignements voulus. Nous serons encore obligés de voter à l'aveuglette.

Une voix⁹: Comme toujours.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les municipalités sont libres de se prévaloir ou non de la loi. Elles ne sont pas obligées de faire rapport à l'administration provinciale... C'est une bonne loi.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): D'après le premier ministre, il n'y a que quatre municipalités qui se sont prévaluées de la législation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y en a d'autres. L'opposition est illogique. Elle dit: "Passez donc des lois générales", et quand nous en passons une, elle n'est pas contente.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quand elles sont mal faites... Je suis pour les lois générales. Ça ne m'empêche pas de vouloir savoir combien de municipalités sont intéressées à la loi générale.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 4 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Cour supérieure en matières criminelles

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 concernant la juridiction de la Cour supérieure en matières criminelles soit maintenant lu une deuxième fois.

Le Code criminel relève de l'autorité fédérale, tandis que l'organisation des tribunaux, par contre, relève de l'autorité provinciale. Or, sous l'ancien gouvernement, Ottawa a fait voter une loi pour décréter que, dans les matières sommaires, jugées sans jury, il pouvait y avoir appel devant la Cour supérieure pour les affaires criminelles. En agissant ainsi, on portait atteinte aux droits de la province.

Quelque temps après, quelqu'un a été poursuivi et a voulu se pourvoir en appel, mais le juge a décidé qu'il n'y aurait pas d'appel, parce qu'Ottawa n'avait pas la juridiction voulue pour décider si la Cour supérieure pouvait entendre les appels. Il s'agit bien d'un domaine de juridiction provinciale, tel que le stipule la Constitution au chapitre de l'administration de la justice.

C'est à la suggestion du ministre fédéral de la Justice, M. Davie Fulton, que j'ai décidé de présenter ce nouveau bill en vue de clarifier la situation. Nous présentons cette loi pour affirmer que la Cour supérieure aura la juridiction en matière criminelle dans les causes sommaires entendues et jugées par un juge d'un tribunal de plus basse instance. La nouvelle loi comblera cette lacune qui est en fait une erreur qui n'a pas été commise par nous, mais par ceux qui étaient là avant nous.

M. Hamel (Saint-Maurice) souligne l'empressement dont semble faire preuve le premier ministre à accepter une suggestion du fédéral.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Québec est toujours disposée à accepter une suggestion sensée d'Ottawa. Québec se réserve cependant le droit de critiquer le gouvernement fédéral quand il est dans l'erreur.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 8 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des tribunaux judiciaires

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de

résolutions relatives au bill 10 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 216 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), modifié par l'article 1 de la loi 10 George VI, chapitre 12, par l'article 2 de la loi 13 George VI, chapitre 19, par l'article 4 de la loi 14 George VI, chapitre 50, par l'article 3 de la loi 14 George VI, chapitre 51, par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 52, par l'article 3 de la loi 15-16 George VI, chapitre 30, et par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 29, soit de nouveau modifié en remplaçant le sixième alinéa par le suivant:

"Le nombre des juges des sessions ne doit en aucun temps dépasser trente, y compris les deux juges en chef des sessions."¹⁰

2. Que l'article 242 de ladite loi, modifié par l'article 11 de la loi 13 George VI, chapitre 19, par l'article 13 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, et par l'article 1 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 30, soit de nouveau modifié en y ajoutant, après le sous-paragraphe *d* du paragraphe 1, le sous-paragraphe suivant:

"e. une pension de mille cinq cents dollars par année est payée à sa veuve dans le cas de tout juge décédé après le 1^{er} avril 1956 et qui, lors de son décès, était en fonction et l'avait été pendant plus de deux ans et demi."

3. Que l'article 273 de ladite loi, modifié par l'article 5 de la loi 11 George VI, chapitre 23, et par l'article 9 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 26, soit remplacé par le suivant:

"273. Lorsqu'un juge de district doit voyager pour l'exercice de ses fonctions, il lui est payé, à titre d'allocation de dépenses, en outre de ses frais réels de transport, pour chaque jour d'absence de l'endroit qui lui est assigné pour sa résidence, y compris le

temps de l'aller et du retour, une somme de \$7.50 pour frais de repas, plus une somme de \$7.50 pour frais de logement lorsque l'absence comprend une nuit, le tout subordonné aux dispositions suivantes.

Aucuns frais de transport et aucune allocation de dépenses ne lui sont payés pour siéger hors du district ou des districts qui lui sont spécialement assignés, à moins qu'il n'en ait obtenu au préalable l'autorisation du juge en chef dont il relève.

La demande de paiement des frais de transport et de l'allocation de dépenses doit être accompagnée d'un certificat signé par le juge, établissant l'exactitude du nombre de jours et, le cas échéant, du nombre de nuits pour lesquelles il demande l'allocation de dépenses, et l'exactitude du montant des frais réels de transport.

Les dépenses occasionnées par l'application des dispositions du présent article sont payées à même le fonds consolidé du revenu."

4. Que l'article 298 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 19, par l'article 7 de la loi 10 George VI, chapitre 12, par l'article 18 de la loi 13 George VI, chapitre 19, par l'article 10 de la loi 14-15 George VI, chapitre 55, par l'article 8 de la loi 15-16 George VI, chapitre 30, par l'article 2 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 29, et par l'article 3 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 30, soit de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 4, par le suivant:

"4. Le nombre des juges de district ne doit en aucun temps excéder quarante-huit, y compris le juge en chef de district et le juge en chef adjoint de district."

5. Que les dispositions de la résolution 2 ont leur effet depuis le 1^{er} avril 1956 et celles de la résolution 3 ont leur effet depuis le 20 novembre 1956.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le nombre des causes a beaucoup augmenté, à Montréal et il faut aussi des juges pour les nouveaux centres. Le gouvernement doit maintenant penser à servir les régions en pleine expansion, mais grandement éloignées de Sept-Îles et Baie-Comeau sur la rive nord du Saint-Laurent. Le gouvernement veut que la justice soit autant que possible à la portée de tout le monde.

M. Hamel (Saint-Maurice): Qui a préséance, le juge des Sessions ou le juge de District?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

À mon avis, quand il s'agit de décider qui, d'un juge

des Sessions ou d'un juge de District doit avoir la préséance dans une manifestation publique, la première place doit aller à ce dernier. Le juge de District, en effet, a même juridiction que celui des sessions en matière pénale, et de plus, a juridiction en matières civiles.

Les juges de District conservent encore leur juridiction en matière criminelle, mais ils ont aussi beaucoup de travail, vu que le champ de leur compétence a été considérablement augmenté par le gouvernement actuel.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'article modifié par la deuxième résolution l'est pour régler un cas particulier. Le gouvernement ne pourrait-il pas, par une loi générale, établir un système logique de pension pour les juges et leurs épouses?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les conditions changent constamment et les sessions annuelles du Parlement sont faites pour y pourvoir. Il n'y aurait pas de progrès possible si les lois ne pouvaient changer.

Il ne s'agit pas, ici, d'une loi s'appliquant uniquement à un cas particulier, bien que la mesure ait été inspirée par une situation de fait révélée à la suite de la mort du juge Maréchal Nantel¹¹. Mais elle s'appliquera, à l'avenir, dans tous les cas semblables. Nous réglons les cas à mesure qu'ils se présentent, sans démagogie et conformément aux circonstances.

M. Hamel (Saint-Maurice): Certains juges peuvent craindre que le bien-être de leur famille dépende du bon vouloir de la Législature s'ils décèdent après quelques courtes années à la magistrature. D'autres cas similaires ont été traités de la même façon auparavant, et le principe n'est pas valable et mine l'impartialité de notre système judiciaire, qui est vanté partout à juste titre et qui existe parce que les juges sont complètement indépendants de pressions extérieures.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les juges contribuent aussi à un fonds de pension, et le fait de traiter des cas spéciaux de cette façon n'attaque certainement pas l'honnêteté des juges plus que le fait que les juges de la Cour suprême sont payés par Ottawa et qu'on leur demande pourtant de prendre des décisions dans des cas qui relèvent de la juridiction respective des gouvernements fédéral et provinciaux.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté cinq résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 modifiant la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Code de procédure civile,
matières sommaires**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 modifiant le Code de procédure civile relativement aux matières sommaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette mesure, dit-il, classe comme matières sommaires les instances judiciaires concernant les rapports entre ouvriers et patrons. Il s'agit de hâter les choses, vu que les matières sommaires peuvent être jugées même pendant les vacances judiciaires. On s'est plaint dans le passé que les affaires patronales-ouvrières traînaient trop devant les tribunaux. Des gens se plaignent des retards dans ces matières. Nous remédions à cet état de choses.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 15 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi
du système routier**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 13 modifiant la loi concernant un système routier approprié aux besoins de la province.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose: Que l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 15, modifié par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 51, soit modifié en retranchant la virgule à la fin de la cinquième ligne et les mots "dans le cours d'une période n'excédant pas cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi," dans les sixième, septième et huitième lignes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il reste une somme de \$8,000,000 à dépenser sur les \$60,000,000, et le gouvernement veut appliquer ce montant aux fins prévues par la loi 14-15 George VI, chapitre 15¹².

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté, après division.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 modifiant la loi concernant un système routier approprié aux besoins de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commissions scolaires d'Amqui et de Saint-Benoît-Labre

M. Gagnon (Matapédia) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 concernant la corporation du village d'Amqui et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village d'Amqui, dans le comté de Matapédia, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission scolaire de Saint-Rémi de la rivière Métis

M. Gagnon (Matapédia) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Rémi de la rivière Métis, dans le comté de Matane, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Aeterna-Vie

M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 constituant en corporation Aeterna-Vie, compagnie mutuelle d'assurance sur la vie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Joseph Georges Aimé Carrière

M. Bernatchez (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 concernant le nom de

Joseph Georges Aimé Carrière soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Coaticook

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 relatif à la ville de Coaticook soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Substitution de Joseph Antonio Lincourt

M. Lavallée (Berthier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 concernant la substitution de Joseph Antonio Lincourt soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Testament de Joseph Coutaller

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 207 concernant le testament de Joseph Coutaller soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Armenian Holy Apostolic Church of Montreal

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 225 constituant en corporation The Armenian Holy Apostolic Church of Montreal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession P. E. Gélinas

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 227 relatif à l'autorisation de vendre des lots vacants de la succession de P. E. Gélinas soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Berthierville

M. Lavallée (Berthier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 modifiant la charte de la ville de Berthierville et concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Berthierville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Causapsal

M. Gagnon (Matapédia) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 139 concernant la corporation municipale de la paroisse de Saint-Jacques-le-Majeur de Causapsal et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Causapsal Village et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Causapsal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ajournement en signe de deuil

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant en signe de deuil et par respect pour la mémoire de l'honorable M. Cyrille Delage, ancien Orateur de l'Assemblée législative et ancien surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, décédé la semaine dernière, alors qu'il était président de la Commission des écoles catholiques de Québec.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures¹³.

NOTES

1. L'expression de ces condoléances, comme le rapportent *L'Action catholique*, le *Montréal-Matin*, *Le Devoir*, et *L'Événement* du 4 décembre 1957, respectivement aux pages 3, 3, 3 et 1, survient effectivement au début de la séance.

2. *Le Soleil* du 4 décembre 1957, à la page 3, révèle que le député de Saint-Maurice agit comme chef de

l'opposition pour la semaine en remplacement de Georges-Émile Lapalme, dont le père est décédé le 1^{er} décembre.

3. *La Presse* du 4 décembre 1957, à la page 49, nous apprend que les funérailles de M. Joseph-Euclide Lapalme ont eu lieu au matin de ce jour de 1957, à Joliette.

4. Ancien député libéral du comté de Québec (1901-1912) et président de l'Assemblée législative (1912-1916), puis surintendant pendant 24 ans du Conseil de l'Instruction publique (1916-1940), l'honorable Cyrille-Fraser Delage est décédé le 27 novembre à l'âge de 88 ans. Il était président, depuis 1947, de la Commission scolaire catholique de Québec.

5. Sans préciser qui de M. Hamel ou M. Duplessis a effectué une telle mention, *Le Devoir* du 4 décembre 1957, à la page 3, rapporte qu'on a aussi rappelé, au cours de ces discours de condoléances, que "la mère du cardinal avait précédé son mari dans la tombe quelques semaines plus tôt".

6. Sur ce dossier de la construction du pont interprovincial, *La Presse* du 4 décembre 1957, à la page 63, ajoute qu'"il y a déjà de nombreuses années que les citoyens de Hull et d'Ottawa réclament la construction de ce nouveau pont pour remplacer celui qui existe présentement". Le premier ministre Duplessis s'est déjà entretenu à ce sujet avec son homologue ontarien ainsi que le ministre des Travaux publics de l'Ontario, sans toutefois réussir à faire aboutir le projet.

7. Nommé en 1925 curé de la paroisse de Sainte-Marguerite de Cortone dans le diocèse de Trois-Rivières, l'abbé Louis-Joseph Chamberland a contribué à résoudre la crise du logement à laquelle était aux prises cette paroisse nouvellement érigée. L'abbé Chamberland a, pour ce faire, formé une coopérative d'habitations responsable, pour la seule année 1949, de la construction de 50 maisons. Le premier ministre Duplessis se serait inspiré du succès de cette coopérative pour élaborer son projet de loi sur le logement, approuvé par la Législature en 1948. Pour plus de détails sur l'œuvre du chanoine Louis-Joseph Chamberland, voir Mgr Albert Tessier, *Le miracle du curé Chamberland*, Trois-Rivières, Les Éditions du Bien Public, 1950, 118 pages. Mgr Tessier avoue avoir copié le titre de son livre sur celui d'un article de *L'Observatore Romano*, organe semi-officiel du Vatican, publié le 11 mars 1950 et

consacré à l'abbé Chamberland, "*Il miracolo di Padre Chamberland*".

8. Débit de boisson clandestin.

9. Selon *L'Événement* du 4 décembre 1957, à la page 7, cette voix s'élève du côté ministériel.

10. Cet article porte de 25 à 30 le nombre des juges des sessions.

11. L'honorable juge Nantel, décédé le 15 avril 1956, à l'âge de 66 ans, a été nommé juge de la Cour des sessions de la paix à Montréal, le 28 août 1916.

12. Cette loi, votée en 1951, rappelle le *Montréal-Matin* du 4 décembre 1957, à la page 13, autorise le gouvernement du Québec à dépenser une somme n'excédant pas \$60,000,000 pour l'exécution d'un programme de construction de routes et de ponts et l'amélioration générale de la voirie du Québec.

13. Vingt-huit projets de loi, dont six bills du gouvernement et 22 mesures législatives du domaine privé, ont été votés lors de cette séance, confirme *Le Nouvelliste* du 4 décembre 1957, à la page 15, qui indique que "s'il ne s'agit pas d'un record, c'en est presque un". "Si les projets de loi sont tous adoptés aussi rapidement qu'ils l'ont été hier, on pourrait même affirmer que les travaux législatifs ne dépasseront guère la période d'avant Noël", écrit le correspondant du quotidien de Trois-Rivières.

Séance du mercredi 4 décembre 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Claude Maranda

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Mont-Laurier (M. Gagné), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Claude Maranda, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examens, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Claude Maranda, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examens.

**Charte
de Mont-Royal**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Mont-Royal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville de Mont-Royal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Charte
de Saint-Hyacinthe**

M. Bernard (Drummond) propose, appuyé par le représentant de Nicolet (M. Roy), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Commission scolaire
de l'Assomption**

M. Poulin (Beauce) propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Fortin), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des commissaires d'écoles pour la municipalité de L'Assomption, dans le comté de Beauce, demandant l'adoption d'une loi autorisant les commissaires d'écoles de la municipalité de L'Assomption à imposer une taxe d'éducation, dans les limites de leur municipalité, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de L'Assomption, dans le comté de Beauce, demandant l'adoption d'une loi autorisant les commissaires d'écoles de la municipalité de L'Assomption à imposer une taxe d'éducation, dans les limites de leur municipalité.

**Charte
de Jonquière**

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean

(M. Auger), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Jonquière, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Jonquière, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

M. Hébert (Beauharnois) propose, appuyé par le représentant de Napierville-Laprairie (M. Riendeau), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Salaberry-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Salaberry-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Henry James Hummell

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Thibeault), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Henry James Hummell, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom en celui de Richstone, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Henry James Hummell, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom en celui de Richstone.

Commission scolaire protestante de Longueuil

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Thibeault), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire (protestante) de Longueuil, dans le comté de Chambly, demandant l'adoption d'une loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire (protestante) de Longueuil, dans le comté de Chambly, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire (protestante) de Longueuil, dans le comté de Chambly, demandant l'adoption d'une loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire (protestante) de Longueuil, dans le comté de Chambly.

Les Prévoyants du Canada

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. Poirier), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des Prévoyants du Canada, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains règlements, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- des Prévoyants du Canada, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains règlements.

Charte de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Charte de Sainte-Foy

M. Rochette (Québec) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Cloutier), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Sainte-Foy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Sainte-Foy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Technologistes médicaux

M. Rochette (Québec) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Cloutier), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de l'Association des diplômés en technologie médicale de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Association des technologistes médicaux du Québec, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de l'Association des diplômés en technologie médicale de la province de Québec demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Association des technologistes médicaux du Québec.

La Zénith compagnie d'assurance

M. Rochette (Québec) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Cloutier), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Laurent Daoust et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant La Zénith, compagnie d'assurance mutuelle, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Laurent Daoust et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant La Zénith, compagnie d'assurance mutuelle.

Saint-Camille-de-Lellis

M. Poirier (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Cloutier), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la Manufacture de laine de Saint-Camille-de-Bellechasse ltée, demandant l'adoption d'une loi concernant la municipalité de Saint-Camille-de-Lellis, comté de Bellechasse, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la Manufacture de laine de Saint-Camille-de-Bellechasse ltée, demandant l'adoption d'une loi concernant la municipalité de Saint-Camille-de-Lellis, comté de Bellechasse.

Saint-Émilien

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. Lizotte), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la municipalité de Saint-Émilien, Desbiens, comté de Lac-Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi en vue d'annexer à son territoire actuel, une partie de la municipalité de Chambord, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la municipalité de Saint-Émilien, Desbiens, comté de Lac-Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi en vue d'annexer à son territoire actuel une partie de la municipalité de Chambord.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 104 concernant l'Union Canadienne compagnie d'assurances;
- bill 152 modifiant la loi constituant en corporation l'Hôpital Général Saint-Vincent-de-Paul de Sherbrooke.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 141 concernant la Société gazifière de Hull Incorporée.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 102 constituant en corporation la Jewish Congregation of St. Laurent;
- bill 122 constituant en corporation le Collège de Jonquière;

- bill 124 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Nicolet, dans le comté de Nicolet, et la commission scolaire de la paroisse Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet;

- bill 134 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Michael John Fawcett à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

- bill 135 changeant le nom de Jeanne Côté en celui de Jeanne Hyland;

- bill 174 concernant les commissaires d'écoles pour les municipalités de Saint-Romuald-d'Etchemin, Charny et Bienville;

- bill 199 concernant l'adoption et le changement de nom de Ivan Rufus Williams.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 209 autorisant les chirurgiens dentistes de Québec à admettre Zofia Ortowska-Orny à l'exercice de la profession de dentiste, après examen.

Projets de loi:

Union Canadienne compagnie d'assurances

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 104 concernant l'Union Canadienne compagnie d'assurances.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 104 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Hôpital Général Saint-Vincent-de-Paul de Sherbrooke

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 152 modifiant la loi constituant en corporation l'Hôpital Général Saint-Vincent-de-Paul de Sherbrooke.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 152 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Société gazifère de Hull Inc.

M. Desjardins (Gatineau) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 141 concernant la Société gazifère de Hull Incorporée.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 141 sans l'amender.

M. Desjardins (Gatineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Jewish Congregation of St. Laurent

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 102 constituant en corporation la Jewish Congregation of St. Laurent.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 102 sans l'amender.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Collège de Jonquière

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 122 constituant en corporation le Collège de Jonquière.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 122 sans l'amender.

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commissions scolaires de Nicolet et Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet

M. Roy (Nicolet) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 124 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Nicolet, dans le comté de Nicolet, et la commission scolaire de la paroisse Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 124 sans l'amender.

M. Roy (Nicolet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Michael John Fawcett

M. Somerville (Huntingdon) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 134 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Michael John Fawcett à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 134 sans l'amender.

M. Somerville (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Jeanne Côté

M. Roy (Nicolet) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 135 changeant le nom de Jeanne Côté en celui de Jeanne Hyland.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 135 sans l'amender.

M. Roy (Nicolet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Adoption de Ivan Rufus Williams

M. Gosselin (Compton) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 199 concernant l'adoption et le changement de nom de Ivan Rufus Williams.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 199 sans l'amender.

M. Gosselin (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Zofia Ortowska-Orny

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme

en comité plénier pour étudier le bill 209 autorisant les chirurgiens dentistes de Québec à admettre Zofia Ortowska-Orny à l'exercice de la profession de dentiste, après examen.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 209 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commissions scolaires de Saint-Romuald-d'Étchemin, Charny et Bienville

M. Samson (Lévis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 174 concernant les commissaires d'écoles pour les municipalités de Saint-Romuald-d'Étchemin, Charny et Bienville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 174 sans l'amender.

M. Samson (Lévis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la communauté des sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie, demandant l'adoption d'une loi aux fins de constituer en corporation l'École Vincent d'Indy;

- de la ville de Richmond, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de l'Institut canadien de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- du Collège des chiropraticiens du Québec, demandant l'adoption d'une loi aux fins de le constituer en corporation sous le nom de Collège des chiropraticiens du Québec;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Rivière-des-Prairies, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Dolbeau, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente;

- de dame Annie Harbec Toupin et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Philippe Toupin;

- de Manuel Abramovich et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Abrams;

- des commissaires pour la municipalité du village de Rivière-du-Moulin, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- du Conseil supérieur de la chiropratique pour la province de Québec inc., demandant l'adoption d'une loi pour obtenir la reconnaissance professionnelle des chiropraticiens;

- de la Commission des écoles catholiques de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Val-d'Or, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de dame Elvire Raymond, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Marius Raymond;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Iberville, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente;

- du Club Saint-Denis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de William Cubaynes et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de famille de Marie Rita Yvette Guay en celui de Cubaynes;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Sainte-Rose, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation de la paroisse de Rosemère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation du village de Saint-Eustache-sur-le-Lac, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Saint-Eustache-sur-le-Lac.

Projets de loi:

École Vincent d'Indy

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 103 constituant en corporation l'École Vincent d'Indy.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Marie Rita Yvette Guay

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 107 changeant le nom de famille de Marie Rita Yvette Guay en celui de Cubaynes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Richmond

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 125 modifiant la charte de la ville de Richmond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Dolbeau

M. Spence (Roberval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 127 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Dolbeau, dans le comté de Roberval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Rivière-des-Prairies

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 143 modifiant la charte de la ville de Rivière-des-Prairies.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Val-d'Or

M. Larouche (Témiscamingue) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 146 modifiant

la charte de la ville de Val-d'Or et concernant certaines corporations municipales du comté d'Abitibi-Est.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession
Marius Raymond**

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 147 concernant la succession de Marius Raymond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Collège
des chiropraticiens**

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 158 constituant en corporation le Collège des chiropraticiens du Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Shawinigan**

M. Ducharme (Laviolette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 161 accordant certains pouvoirs spéciaux aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan, dans le comté de Saint-Maurice.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Saint-Laurent**

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 165 concernant la Commission des écoles catholiques de Saint-Laurent.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession
Philippe Toupin**

M. Hébert (Beauharnois) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 173 concernant la succession de Philippe Toupin.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Changement de nom
Abramovich**

M. Caron (Maskinongé) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 178 pour ajouter au nom de Manuel Abramovich et autres celui de Abrams.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Club Saint-Denis

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 181 concernant le Club Saint-Denis.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Rosemère

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 187 constituant en corporation la ville de Rosemère.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Sainte-Rose**

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 189 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Sainte-Rose.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire d'Iberville

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 195 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Iberville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'Institut canadien de Québec

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 210 modifiant l'Acte pour incorporer L'Institut canadien de Québec, 11 Victoria, chapitre XVII.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Chiropratique au Québec

M. Chartrand (L'Assomption) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 216 sur la chiropratique dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Rivière-du-Moulin**

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 235 concernant la commission scolaire de Rivière-du-Moulin.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Saint-Eustache-sur-le-Lac

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 243 constituant en corporation la ville de Saint-Eustache-sur-le-Lac.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du lieutenant-gouverneur:**Budget supplémentaire
1957-1958**

L'honorable M. Gagnon (Matane) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Gaspard Fauteux, l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1958, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 4 décembre 1957
(Document de la session no 2)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

Adopté.

Questions et réponses:**Loi
des liqueurs**

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Je voudrais demander au procureur général (l'honorable M. Duplessis) s'il est au courant qu'il existe des établissements non licenciés qui vendent des liqueurs alcooliques dans la province, comme l'a laissé entendre le solliciteur général (l'honorable M. Rivard) dans la déclaration qu'il a remise à la presse hier, relativement aux prescriptions imposées au sujet de la vente des boissons alcooliques à

l'occasion des fêtes de Noël, du Nouvel An et de l'Épiphanie¹?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'espère que le député qui a posé cette question est mieux intentionné que la personne qui la lui a inspirée, car elle ne s'appuie ni sur la vérité, ni sur la justice. Qu'il existe des débits illégaux, c'est possible, mais dès qu'on nous avertit de l'existence de l'un d'eux, nous intervenons immédiatement et nous prenons les procédures nécessaires contre les tenanciers. Les débits illégaux sont fermés dès qu'on les découvre.

Les faits sont là pour le prouver. Aucun gouvernement provincial au Canada ne mène une bataille aussi impitoyable avec autant de résultats contre le trafic de boissons, et aucun gouvernement ne fait davantage pour l'application des lois des liqueurs que le gouvernement actuel. Nous faisons tout ce qui est possible de faire quand des abus nous sont signalés.

Quand viendra l'étude des crédits budgétaires demandés par le procureur général, plus tard au cours de la session, j'invite l'opposition à avoir le courage de poser toutes les questions qu'elle voudra au sujet de l'application de la loi des liqueurs. Elle sera libre de le faire et nous lui donnerons alors toutes les réponses. Nous n'avons pas peur. Nous verrons à ce moment-là de quel côté se trouvent les pharisiens, où sont les vrais hypocrites.

Projets de loi:**Loi de la conciliation entre
locataires et propriétaires****L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit, dit-il, de maintenir en fonction, durant un an de plus, la Régie des loyers. Certes, le contrôle des loyers est évidemment quelque chose d'anormal, car on ne doit pas normalement empêcher la libre disposition, par le propriétaire, de la propriété acquise honnêtement, mais dans le cas des loyers, la réglementation a été rendue nécessaire par des abus. Entre deux maux, il faut choisir le moindre. Il est encore nécessaire de conserver le contrôle des loyers, surtout dans les villes.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit ainsi:

"1. Sous réserve des dispositions de l'article 10, l'application de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires (14-15 George VI, chapitre 20), telle que modifiée par les Statuts subséquents, est prolongée jusqu'au 30 avril 1959."

M. Lafrance (Richmond): Je me demande si la Régie des loyers ne va pas devenir un organisme permanent, alors qu'il était prévu qu'elle soit un organisme temporaire, et que cette administration ne rend peut-être pas tellement service à la population de la province de Québec. De plus en plus, il suffit de regarder les journaux pour voir que la Régie n'a plus sa raison d'être dans la plupart de nos villes. Dans les petites annonces des journaux, on offre des centaines de logements à louer, des logements vacants: on se rend compte que les logements ne sont plus aussi rares en dehors de Montréal et de Québec.

De plus, je crois que la loi n'a pas empêché certains abus. Le moment devrait être venu de faire disparaître la Régie dans la province, sauf à Montréal et à Québec. Dans les petits centres, la plupart des fonctionnaires de la Régie sont des organisateurs politiques qui ne rendent pas de grands services aux locataires. Dans plusieurs villes ontariennes plus grandes que Trois-Rivières ou Québec, le contrôle des loyers a complètement disparu. Le gouvernement n'aurait-il pas l'intention, par hasard, de maintenir cet organisme parce que la plupart de ceux qu'il emploie sont des organisateurs de l'Union nationale?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Richmond exagère. La Régie a rendu et rend encore des services inappréciables. Non seulement elle est venue en aide aux locataires qui s'adressaient à elle, mais elle a contribué indirectement à prévenir une hausse excessive des loyers. Il faut guérir, mais encore plus prévenir. Le gouvernement veut s'assurer que les locataires reçoivent un traitement équitable et qu'on ne les charge pas trop. Il faut prévenir les abus.

Son personnel se compose de gens compétents. Est-ce qu'on douterait, par exemple, de la compétence de gens comme le juge Grenier et H. Savignac²? La Régie existe pour maintenir les loyers à un niveau raisonnable. C'est une œuvre humanitaire.

De toute façon, depuis l'an dernier, les municipalités ont demandé et obtenu du gouvernement l'autorisation de demander l'abolition de l'administration provinciale des loyers dans les limites de leur territoire. Nous n'avons reçu aucune demande.

M. Hamel (Saint-Maurice): Dans ce domaine-là, comme dans d'autres, certains conseils municipaux sont influencés par des organisateurs de l'Union nationale. Dans les petites villes surtout, ce sont des organisateurs politiques qui représentent la Régie des loyers. Je ne parle pas de la Cour d'appel où siègent le juge Grenier et M. Savignac.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'appellez-vous "petites villes"?

M. Hamel (Saint-Maurice): Trois-Rivières par exemple... Et je ne serais pas surpris si un grand nombre de ces prétendus employés de la Régie des loyers ignoraient qu'ils sont à son emploi. Certains des employés de la Régie des loyers sont également des organisateurs politiques.

Il y a eu tellement peu de travail à faire depuis des années. Le fait que la province paie ces fonctionnaires organisateurs n'est-il pas de nature à faire oublier aux municipalités qu'elles ont droit de demander l'abolition, chez elles, du contrôle des loyers? On maintient le contrôle des loyers pour permettre aux gens du parti de l'Union nationale de garder leur emploi.

La province paie, au fait, environ \$1,000,000 pour maintenir des fonctionnaires organisateurs, alors qu'un peu partout, exception faite de Montréal et Québec, les logements à louer deviennent de plus en plus nombreux et les loyers sont annoncés publiquement. Dans les annonces classées, on en offre des centaines.

Le problème est celui-ci: est-ce que la Régie est encore suffisamment nécessaire pour imposer \$1,000,000 de dépenses aux contribuables de la province? Je dis que non, mais le gouvernement pense autrement parce que la Régie est devenue un refuge pour le patronage politique.

En maintenant la Régie, le gouvernement assure des sinécures à des organisateurs politiques,

avec les fonds publics. Cela lui permet de faire à bon marché sa propagande pour garder les gens dans une soumission parfaite. Combien y a-t-il eu d'enquêtes faites par ces fonctionnaires dans les différentes villes de la province, y compris Québec et Montréal? Que le premier ministre ne nous dise pas "plusieurs".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les jours se suivent et ne se ressemblent pas. Le député de Saint-Maurice dit aujourd'hui que l'on devrait abolir le contrôle des loyers parce qu'il y a beaucoup de logements à louer. Hier, critiquant le gouvernement sur la loi d'aide à l'habitation, le même député prétendait qu'on ne construit pas suffisamment de maisons dans la province. Il fait preuve d'illogisme.

La Régie des loyers existe pour que les loyers soient raisonnables. Le député de Saint-Maurice parle de dépenses de \$1,000,000 par année. C'est plutôt \$875,000 qu'il devrait dire. La plus grande partie de ces dépenses est au profit de Montréal et Québec. Le reste ne représente que peu de chose.

Le député de Saint-Maurice prétend de plus que les employés de la Régie sont des organisateurs politiques. Comment le sont-ils! S'ils font de la propagande pour le gouvernement, c'est simplement en faisant bien leur ouvrage et en prouvant que leur nomination est justifiée.

Les fonctionnaires de la Régie n'aident, au fait, la cause du gouvernement que parce qu'ils s'acquittent de leurs fonctions à la satisfaction de tous. S'ils ont voté pour le parti de l'Union nationale, ça les regarde. Il n'y a pas un organisateur politique dans la Régie. Dernièrement, le conseil municipal de Chicoutimi a fait mine de réclamer l'abolition du contrôle des loyers chez elle.

Il a voulu adopter une résolution pour formuler cette requête, mais les protestations de la part des citoyens ont été telles que le conseil municipal a dû revenir sur sa décision. Nous n'avons pas reçu une demande... sauf de la part de Ville Mont-Royal, en banlieue de Montréal, et nous avons supprimé le contrôle dans cette ville.

M. Dionne (Rimouski): Rimouski aurait fait la demande.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les demandes que j'ai reçues de Rimouski étaient seulement pour des octrois.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce que Rimouski a fait une demande?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pas à ma connaissance. La majorité de la population est favorable à la Régie. Si Rimouski veut abolir la Régie et si la demande répond bien au sentiment général de la population, nous abolirons le contrôle des loyers.

Lorsque des administrateurs municipaux exprimeront le vœu de voir disparaître les restrictions dont les loyers sont l'objet chez eux, les autorités accèderont à leur demande à la condition qu'elle soit conforme au sentiment populaire. Il y a des municipalités qui ne répondent pas aux sentiments populaires.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a aussi des gouvernements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On a vu ça en juin... Il y a eu Mégantic, Vaudreuil-Soulanges.

M. Hamel (Saint-Maurice): Point d'ordre.

Si le premier ministre veut parler des élections, qu'on fasse un débat au complet sur la question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si le député de Saint-Maurice (M. Hamel) ne veut pas qu'on en parle, on n'en parlera pas. Je répondais seulement à ses questions.

Cette année, jusqu'au 31 octobre, plus de 5,000 causes ont été entendues.

La commission de la Régie, qui agit comme Cour d'appel, a reçu, du 1^{er} janvier au 8 novembre 1957, 1,687 appels, dont 1,339 venant de Montréal et 357 des autres parties de la province, notamment Québec, Verdun et Outremont, desquels 1,639 ont été jugés.

Quant aux demandes de prolongation de loyer, il y en a eu 5,854 en 1957, 8,173 en 1956, 7,539 en 1955, 11,772 en 1954 et 13,441 en 1953. Ces chiffres indiquent que la Régie a abattu une somme de travail considérable.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les statistiques du premier ministre prouvent justement notre point, à savoir que la Régie n'intéresse que la ville de Montréal qui reste la principale intéressée à ce contrôle des loyers. La Régie n'a sa raison d'être que pour le grand Montréal et la ville de Québec.

Le premier ministre a précédemment déclaré que la Régie coûtait environ \$875,000 à la province de Québec. Les *Comptes publics* indiquent que cette dépense a atteint \$940,778.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chiffre cité par le député de Saint-Maurice (M. Hamel) est puisé dans les *Comptes publics* pour l'année terminée le 30 avril 1957. Celui que j'ai cité, savoir \$875,000, est pour l'année en cours.

M. Lafrance (Richmond): La Régie ne favorise pas assez les familles nombreuses. Elle se préoccupe plus des petits loyers que des grands. Si la Régie avait le pouvoir, par exemple, de forcer les propriétaires à accepter les locataires avec enfants, son rôle pourrait être considérablement plus appréciable. Dans l'état actuel des choses, c'est un gaspillage des deniers publics que de la maintenir pour les centres autres que Québec et Montréal. À mon avis, on économiserait des centaines de mille dollars en abolissant cette Régie qui ne sert plus à rien. Ce contrôle entrave aussi l'initiative privée.

M. Hamel (Saint-Maurice) attire l'attention du premier ministre sur les différences dans les salaires de certains régisseurs. Il s'informe de la base qui sert à fixer ces salaires. Est-ce que la discrétion du gouvernement dans ce domaine, demande-t-il, ne s'exerce pas selon l'ardeur politique des employés de la Régie?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les salaires sont établis sur des principes de justice tenant compte de toutes les circonstances.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Il est regrettable qu'il faille aux municipalités l'autorisation du gouvernement provincial pour se soustraire à la Régie. On devrait laisser les municipalités libres d'agir à leur guise.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement applique les lois, et il se doit de conserver un droit de regard sur les actions des municipalités dans ce domaine des loyers.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 9 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 10 qui se lit ainsi:

"10. À compter du trente avril 1958, la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires cessera, nonobstant les dispositions ci-dessus, de s'appliquer aux cas de maisons au sens de ladite loi dont le loyer légalement en vigueur au quinze novembre 1957 excédait cent dollars par mois."

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): La loi dit, à l'article 10, que la Régie n'a pas de juridiction si le loyer mensuel excède \$100. Dans une ville comme Montréal, le loyer de \$100 sur lequel la Régie n'aura plus juridiction à compter du 30 avril 1958 n'est pas assez élevé. Je crois qu'il vaudrait mieux augmenter ce chiffre à \$150: cela rendrait service.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

refuse la requête du représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon).

L'article 10 est adopté.

L'article 11 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 5 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté⁴.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la prévention des incendies

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 6 modifiant la loi de la prévention des incendies.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose

que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose:

Que l'article 13 de la loi de la prévention des

incendies (Statuts refondus, 1941, chapitre 151), remplacé par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 30, par l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 14, et par l'article 1 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 34, et modifié par l'article 1 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 6, soit remplacé par le suivant:

"13. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut accorder aux corporations municipales de paroisse, de village et de ville des subventions pour les aider à se protéger efficacement contre les incendies.

"Le gouvernement peut affecter à ces fins, à même le fonds consolidé du revenu, jusqu'à concurrence de un million de dollars par année."

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 modifiant la loi de la prévention des incendies soit maintenant lu une deuxième fois.

Au cours des 15 dernières années, les incendies ont causé dans la province 2,000 pertes de vie, ont apporté des blessures à 5,000 personnes et causé des dommages matériels évalués à plus de \$300,000,000.

C'est un chiffre effarant. Les corporations municipales adressent au gouvernement des demandes de plus en plus nombreuses et pressantes pour obtenir des octrois destinés à les aider à assurer la protection des églises, des écoles, de la propriété publique et privée, surtout à prévenir des pertes de vies humaines.

En l'espace de 12 ans, le gouvernement a accordé à cette fin des subventions de \$7,500,000 à 650 municipalités pour protéger la vie des citoyens et la propriété.

La National Fire Protection, un comité international qui s'intéresse à la protection contre les incendies dans toute l'Amérique du Nord, a constaté qu'au cours des 10 dernières années, la province de Québec a remporté, 8 fois sur 10, la première place dans le domaine de la prévention des incendies. Ces résultats ont été obtenus grâce à la collaboration et au dévouement des pompiers volontaires et aux mesures appropriées prises par le gouvernement.

M. Lafrance (Richmond): Quelle est la procédure à suivre pour obtenir une subvention?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Quand une corporation municipale décide de s'organiser contre le feu, elle s'adresse à notre département, et nous nous empressons d'envoyer un ingénieur pour étudier la situation et s'entendre avec le conseil municipal. Ces ingénieurs sont des hommes expérimentés qui sont qualifiés pour donner aux municipalités et aux services de l'incendie toute l'aide nécessaire.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Tout l'argent et tout l'équipement du monde ne sont d'aucun recours si les hommes qui les utilisent ne savent pas comment s'en servir. Je connais un cas où une municipalité avait fait l'achat d'une nouvelle pompe, au coût de \$25,000, et lorsque la brigade est venue pour s'en servir, ils se sont rendu compte qu'aucun d'entre eux ne savait comment la faire fonctionner.

Les brûleurs à l'huile sont responsables de trop nombreux incendies. Si la province fournissait une école de formation spécialisée où les membres des brigades d'incendie pourraient suivre des cours spéciaux, cela contribuerait à réduire les pertes en vies humaines et en dommages causés chaque année à des propriétés par le feu. Je crois qu'une telle école contribuerait à réduire les ravages causés par plusieurs incendies désastreux dans les petites villes et les villages.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Chaque fois qu'on nous le demande, mon ministère envoie des inspecteurs pour organiser des brigades de pompiers volontaires et les initier à leur travail. Les ingénieurs de mon département fournissent de l'assistance aux pompiers des villages, en cas d'urgence. J'en profite pour rendre hommage au travail bénévole qu'accomplissent ces brigades de pompiers volontaires.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) demande au gouvernement de se hâter de verser aux corporations municipales le montant qu'il s'est engagé à payer.

M. Brown (Brome): Les octrois pour la prévention contre les incendies sont distribués par des organisateurs politiques, en temps d'élections. Je veux savoir si ces octrois seront distribués par le service civil ou s'ils seront employés à des fins de propagande politique.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Je n'endurerai pas que le député de Brome vienne nous faire des leçons. Il est bien le dernier à pouvoir critiquer ce que fait l'administration de l'Union nationale. Le présent gouvernement fait son devoir, qu'il s'agisse d'une année d'élections ou de toute autre année. Je comprends l'attitude du député de Brome (M. Brown). Il a appuyé un régime qui n'accordait à peu près rien pour la protection contre l'incendie. Il est scandalisé que, même au cours d'une élection complémentaire, un octroi promis ait été payé. Je lui ferai remarquer que toutes les élections sont terminées et que cela ne nous empêche pas de porter le montant des subventions à verser à \$1,000,000 par an.

Quand le régime libéral était au pouvoir, il a accordé pour la protection contre les incendies un montant de \$181,000 en cinq ans. Nous faisons 27 fois plus que ce régime et ses supporters. Il faudrait 325 ans aux libéraux d'autrefois pour faire ce que l'Union nationale a accompli en 12 ans.

(Rires à droite)

On veut les empêcher de brûler et ils se jettent dans le feu. Dans leur temps, chaque octroi coûtait \$2 d'administration. Aujourd'hui, c'est 4 sous. Ils vont rester longtemps dans l'opposition. Parce qu'ils sont contre le gouvernement actuel, ils sont prêts à laisser brûler leurs concitoyens.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) fait le même discours depuis cinq ans. Cela me fait penser à "comme il était au commencement, comme il est maintenant et comme il sera pendant des siècles et des siècles".

L'honorable M. Lorrain (Papineau): C'est précisément ce qui s'applique à l'opposition.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la pêche

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 modifiant l'article 37 de la loi de la pêche soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre ne pourrait-il pas profiter de la circonstance pour parler de la Commission de la pollution des eaux?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette question n'est pas à l'ordre du jour. Le bill en discussion ne traite que de la pêche. Il ne s'agit pas du problème de la pollution, il s'agit de poisson.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il existe près de Québec un lac où les gens ne se baignent pas, mais où se pratique la pêche à la mouche. Quel inconvénient y a-t-il de pêcher à la mouche?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Plusieurs inconvénients. C'est ouvrir une porte aux abus. Il s'agit de conserver l'intégrité des eaux. C'est une mesure d'hygiène. On jette des cigarettes, on crache, on vide sa pipe...

M. Hamel (Saint-Maurice): Il faudrait aussi interdire d'aller en chaloupe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Généralement, quand on va en chaloupe c'est pour pêcher.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il n'est pas question de critiquer, mais nous voudrions trouver un moyen de garder notre eau pure. Je crois que la loi ne comporte pas d'autre objet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui. Nous voulons empêcher de pêcher et de pêcher, avec différents accents... Enfin, nous passons cette loi à la demande même des municipalités.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 9 sans l'amender.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Donation de Armand Lecompte

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 138 concernant un acte de donation par Armand Lecompte à Maurice Lecompte soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission des écoles catholiques de Québec

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 202 concernant la Commission des écoles catholiques de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La Mutuelle des travailleurs

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 231 concernant La Mutuelle des travailleurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Centre de psychologie et de pédagogie

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 234 concernant Le Centre de psychologie et de pédagogie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission scolaire d'Anjou

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 159 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Anjou, dans le comté de Laval, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Taxes de vente et d'éducation à Maniwaki

M. Desjardins (Gatineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 175 concernant l'imposition d'une taxe de vente pour fins municipales dans le village de Maniwaki et une taxe d'éducation dans la municipalité scolaire de Maniwaki soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Montmagny

M. Lizotte (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 179 concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Montmagny soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Rivière-des-Prairies

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 205 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de la Rivière-des-Prairies et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Granby

M. Russell (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 228 concernant les commissaires d'écoles catholiques de la cité de Granby soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Roberval

M. Spence (Roberval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 238 concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Roberval, dans le comté de Roberval, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Subsides:**Budget supplémentaire
1957-1958**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Agriculture)" pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions et primes: grains de semences aux cultivateurs dans le besoin, etc. (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement à l'agriculture en général: indemnités pour l'abattage d'animaux souffrant de maladies contagieuses, etc. (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à la jeunesse: écoles d'enseignement spécialisé, aide à l'établissement des jeunes et bourses d'études (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Chasse)" pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pisciculture (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réserves de

pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues - exposition à Paris (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Chemins et ponts de colonisation: réparations à la suite de l'ouragan dans les Cantons-de-l'Est (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bureau du lieutenant-gouverneur (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office provincial de publicité (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service des achats (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subvention (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et divers - bureau du revenu (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Plaques: véhicules automobiles et colporteurs (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux corporations

scolaires: constructions, réparations (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Chemins de mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Assistance aux pêcheurs et à l'industrie: construction de bateaux (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions: aide à l'établissement d'industries (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Biologie marine (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Coopératives de transport maritime et aérien, Cap-aux-Meules, Îles-de-la-Madeleine (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Constructions diverses: agrandissement de l'entrepôt de Havre-Aubert et travaux divers (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sûreté provinciale (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Études et travaux sur rivières (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de

voyage (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection des forêts: extinction et prévention des incendies forestiers (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Publicité éducative (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Ponts-Routes: réparations et entretien: construction de ponts semi-permanents (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien et réparations, aménagement des palais de justice, prisons et loyers d'édifices publics (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Acquisition, transformation, construction d'immeubles (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réparation et entretien des chemins (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

Voies et moyens:

Budget supplémentaire 1957-1958

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1958, il sera permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de la province, une somme ne dépassant pas \$11,443,500.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je constate que l'imprévoyance du gouvernement est à peu près la même que d'habitude. Comme d'habitude, le gouvernement a mal calculé. Dans ce domaine, le gouvernement ne fait guère de progrès année après année. L'an dernier et l'année précédente, le budget supplémentaire avait été d'une quinzaine de millions. Mais il y a amélioration puisque celui de cette année est un peu moins considérable. Nous n'avons pas d'objection à l'adopter immédiatement, quitte à le discuter quand viendra le budget général, suivant la coutume.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Saint-Maurice ne sait peut-être pas, ou il a oublié de dire que c'est la première année fiscale depuis 1886, soit depuis 71 ans, que dans l'intervalle d'une session à l'autre, le gouvernement n'a pas présenté de mandat spécial. On sait qu'un mandat spécial est une autorisation au gouvernement de dépenser sans consulter les Chambres, tandis qu'un budget supplémentaire est soumis à l'assentiment des députés. Grâce à la haute compétence avec laquelle le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) administre, nous n'avons pas besoin de recourir à un mandat spécial. C'est un record.

Nous sauvegardons les prérogatives des députés en présentant un budget supplémentaire, comme la chose se fait du reste dans tous les Parlements au monde sans exceptions, à commencer par celui d'Ottawa. C'est une procédure ordinaire. C'est une façon de solliciter l'autorisation de la Chambre à une dépense d'argent. Il est impossible de tout prévoir ce qui va se produire au cours d'une année. Il peut se produire des événements comme des inondations, des tornades, auxquels le gouvernement est obligé de pourvoir sans avoir prévu des dépenses à cette fin dans son budget régulier. C'est ce qui fait l'objet d'un budget supplémentaire. Les budgets supplémentaires servent tout simplement à combler l'écart entre les estimés projetés plusieurs mois à l'avance et les dépenses imprévues.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

La résolution du comité des voies et moyens est lue et agréée.

Projets de loi:

Loi des subsides No 1, 1957-1958

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 17 octroyant

à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1958, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Questions et réponses:

Cour de révision et loi Lacombe

M. Hamel (Saint-Maurice): Quand seront discutés les bills relatifs à la Cour de révision et à la refonte de la loi Lacombe?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas notre intention de précipiter l'adoption de ces lois. Nous avons déjà reçu des suggestions intéressantes et nous n'avons pas d'objection à ce qu'on nous en fasse d'autres. Au contraire. Nous prendrons tout le temps voulu, afin d'édicter les meilleures lois possibles.

Au sujet de la refonte de la loi Lacombe, nous avons déjà rendu publique la rédaction de notre bill. Nous avons l'intention d'apporter un amendement à cette rédaction originale. Dans cette rédaction, le bill défendait toute poursuite, du moment que le débiteur déposait régulièrement la partie saisissable de son salaire aux bureaux de la loi Lacombe. On nous a représenté que c'était peut-être pousser les choses un peu loin.

D'autre part, il y a eu dans le passé des abus criants. Quand un débiteur fait son possible pour payer, on ne doit pas l'inonder de poursuites et de frais. L'amendement que nous nous proposons permettra de poursuivre, mais seulement avec le consentement du juge, qui verra si la poursuite est justifiable. De toute façon, le bill ne viendra pas avant la semaine prochaine et nous le retarderons peut-être davantage.

Quant à la Cour de révision, il n'y a pas de doute que la création d'un tribunal d'appel

intermédiaire constituera une grosse amélioration. Les frais seront moins considérables que devant la Cour du banc de la reine, dont le rôle sera décongestionné. Les procédures seront moins rigides et plus rapides. Nous avons reçu des compliments même de milieux qui n'ont pas coutume de nous en adresser. Mais là encore, nous allons prendre tout le temps voulu, et si l'on a des suggestions à nous faire, nous ne demandons pas mieux.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Le député de Rivière-du-Loup fait allusion à la dernière phrase de ce communiqué, publié dans plusieurs journaux, laquelle stipule qu'"il est clair que tous les endroits qui ne sont pas licenciés seront également soumis à une surveillance étroite". Pierre Laporte, du quotidien *Le Devoir*, rapporte dans l'édition du 4 décembre 1957, à la page 1, que ce communiqué "a créé une véritable sensation à Québec" et que plusieurs députés de l'Union nationale, "estomaqués ou simplement étonnés, ont tous admis que le gouvernement en somme avertissait les "blinds pigs" qu'à Noël et au Jour de l'an ils devront cesser de vendre illégalement de la boisson". Citant des discussions entendues au cours de l'avant-midi du 4 décembre dans les couloirs du parlement, Laporte ajoute dans *Le Devoir* du 5 décembre 1957, à la page 1, que "les députés de l'Union nationale avaient l'air de dire que le ministre aurait besoin d'un censeur pour relire ses textes, car a-t-on idée, disaient-ils, d'aller écrire une bourde semblable!".

2. *L'Almanach du peuple 1959*, à la page 73, révèle qu'un juge du nom de Joachim Grenier exerce sa profession dans le district judiciaire de Québec. Quant à H. Savignac, il s'agit probablement, malgré l'initiale, du notaire de Montréal Joseph-Marie

Savignac, qui travailla à la Régie des loyers de 1951 à 1960 et qui fut aussi président du Conseil exécutif de la ville de Montréal sous Camillien Houde (1934-1936 et 1938-1940), avant de revenir à cette fonction à la suite de l'élection du maire Fournier, le 28 octobre 1957.

3. Le *Montréal-Matin* et *Le Temps* parlent plutôt de 1,637 appels. *L'Action catholique*, *La Presse* et *The Quebec Chronicle Telegraph* fournissent des chiffres semblables à ceux du *Soleil*.

4. Le *Montréal-Matin* du 5 décembre 1957, à la page 7, précise que la discussion sur le bill 5 s'est étendue sur plus d'une heure. *Le Devoir* du 5 décembre 1957, à la page 3, écrit de son côté que le débat sur les bills 5 et 6 (protection des incendies) a été de courte durée, et il le qualifie d'"assez terne".

Séance du jeudi 5 décembre 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Commission scolaire de Montmorency

M. Rochette (Québec) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Maltais), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Montmorency, demandant l'adoption d'une loi concernant lesdits commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Montmorency, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Montmorency, demandant l'adoption d'une loi concernant lesdits commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Montmorency.

Société provinciale d'assurance mutuelle

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Québec (M. Rochette), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de La Société provinciale d'assurance mutuelle, demandant l'adoption d'une loi lui accordant des pouvoirs additionnels, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de La Société provinciale d'assurance mutuelle, demandant l'adoption d'une loi lui accordant des pouvoirs additionnels.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 223 pour pourvoir à la liquidation et au partage définitif de la succession de dame Georgianna Saint-Georges, veuve du docteur C. A. Lortie.

Projets de loi:

Succession Georgianna Saint-Georges

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 223 pour pourvoir à la liquidation et au partage définitif de la succession de dame Georgianna Saint-Georges, veuve du docteur C. A. Lortie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 223 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est

régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Marcel Van de Putte, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Marcel Marion;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la cité de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de Nathan Cohen et Hyman Zalkind, demandant l'adoption d'une loi autorisant le comité d'habitation de Montréal à vendre certains immeubles;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Rivière-Croche, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant une certaine résolution;

- de la cité de Grand'Mère et la corporation de la paroisse de Sainte-Flore, demandant l'adoption d'une loi concernant la protection du Lac des Piles;

- de la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Rimouski, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Paul Rodier et Lucille Rodier, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Marie Joseph Léonce Léopold Rodier;

- de la communauté des sœurs de Charité de la Providence, demandant l'adoption d'une loi lui donnant le droit d'hypothéquer certains biens;

- de la corporation du conseil de comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des commissaires d'écoles de la cité de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de Ville Saint-Pierre, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Côte-Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des commissaires d'écoles de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de Paul-Émile Demers, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de dame Mary Ruth Bradley Demers;

- de Quebec Cartier Mining Company, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Cartier Manicouagan Railway Company;

- de Les Prévoyants du Canada, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains règlements.

Projets de loi:

Charte de Rimouski

M. Dionne (Rimouski) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 116 modifiant la charte de la ville de Rimouski.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Joliette

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 121 modifiant la charte de la cité de Joliette.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession M. J. L. Rodier

M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 126 concernant la succession de Marie Joseph Louis Léonce Léopold Rodier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Jacques-Cartier

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 131 accordant certains pouvoirs à la corporation du comté de Jacques-Cartier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Lac des Piles

M. Ducharme (Lavolette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 157 concernant la protection du Lac des Piles en la municipalité de la paroisse de Sainte-Flore.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Côte-Saint-Luc

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 184 modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire catholique
de LaSalle**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 185 concernant la municipalité scolaire de ville LaSalle.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de LaSalle**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 190 modifiant la charte de la ville LaSalle.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession
Mary Ruth Bradley**

M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 198 concernant la succession de feu dame Mary Ruth Bradley.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Comité d'habitation
de la L.O.C.**

M. Caron (Maskinongé) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 206 concernant les pouvoirs du comité d'habitation de la L.O.C. de Montréal.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Compagnie de
chemin de fer Cartier**

M. Ouellet (Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 211 constituant en corporation la Cartier Manicouagan Railway Company.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Ville Saint-Pierre et
Canadian Car Co.**

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 212 concernant Ville Saint-Pierre et Canadian Car Company Limited.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Biens immobiliers
à Rivière-Croche**

M. Ducharme (Lavolette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 233 concernant l'évaluation de certains biens immobiliers situés dans les limites de la municipalité scolaire de Rivière-Croche.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Jacques-Cartier**

M. Ladouceur (Verchères) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 240 attribuant certains pouvoirs aux commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Jacques-Cartier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Marcel Van de Putte

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 241 changeant le nom de Marcel Van de Putte en celui de Marcel Marion.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission des écoles catholiques
de Chicoutimi**

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 245 concernant la Commission scolaire de la cité de Chicoutimi.
Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Communauté des sœurs de Charité
de la Providence**

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 247 modifiant la charte de la communauté des sœurs de Charité de la Providence.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Les Prévoyants
du Canada**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 263 concernant Les Prévoyants du Canada.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

École Vincent d'Indy

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 constituant en corporation l'École Vincent d'Indy soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte
de Val-d'Or**

M. Larouche (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 146 modifiant la charte de la ville de Val-d'Or et concernant certaines corporations municipales du comté d'Abitibi-Est soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
Marius Raymond**

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 147 concernant la succession de Marius Raymond soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
Philippe Toupin**

M. Hébert (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 173 concernant la succession de Philippe Toupin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Club Saint-Denis

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 concernant le Club Saint-Denis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Rosemère

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 187 constituant en

corporation la ville de Rosemère soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**L'Institut canadien
de Québec**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 210 modifiant l'Acte pour incorporer L'Institut canadien de Québec, 11 Victoria, chapitre XVII, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Saint-Eustache-sur-le-Lac

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 243 constituant en corporation la ville de Saint-Eustache-sur-le-Lac soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Marie Rita Yvette Guay

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 changeant le nom de famille de Marie Rita Yvette Guay en celui de Cubaynes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Richmond**

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 modifiant la charte de la ville de Richmond soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission scolaire
de Dolbeau**

M. Spence (Roberval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Dolbeau, dans le comté de Roberval, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Rivière-des-Prairies

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 modifiant la charte de la ville de Rivière-des-Prairies soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Collège des chiropraticiens

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 158 constituant en corporation le Collège des chiropraticiens du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Shawinigan

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 accordant certains pouvoirs spéciaux aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan, dans le comté de Saint-Maurice soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Saint-Laurent

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 165 concernant la Commission des écoles catholiques de Saint-Laurent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Manuel Abramovich

M. Caron (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 178 pour ajouter au nom de Manuel Abramovich et autres celui de Abrams soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Sainte-Rose

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 189 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Sainte-Rose soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire d'Iberville

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 195 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Iberville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Chiropratique au Québec

M. Chartrand (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 216 sur la chiropratique dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Rivière-du-Moulin

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 235 concernant la Commission scolaire de Rivière-du-Moulin, dans le comté de Chicoutimi, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Prêts hypothécaires d'Hydro-Québec et Beauharnois L. H. & P. Co.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 18 relatif aux prêts d'habitation d'Hydro-Québec et de Beauharnois Light, Heat and Power Company.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit de porter de \$5,000,000 à \$6,000,000 les fonds mis à la disposition des deux entreprises pour

qu'elles aident, par des prêts, leurs ouvriers à se construire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des problèmes d'hospitalisation

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 19 modifiant la loi relative aux problèmes de l'hospitalisation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill se rapporte à la commission d'enquête instituée pour étudier le problème de l'hospitalisation¹.

M. Hamel (Saint-Maurice): Une autre commission d'enquête!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): ... Elle va durer. Les problèmes d'hospitalisation ne sont pas particuliers à la province de Québec. Toutes les autres provinces ont constitué des comités d'hospitalisation. Notre commission ferait l'orgueil des autres provinces... Il fait l'éloge de ses membres, dont les docteurs Lasalle, Grégoire, Beaudet, Larue et M. Jack Latter².

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des centres médicaux de diagnostic

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 20 modifiant la loi assurant l'établissement de centres médicaux de diagnostic dans la province³.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce bill vise à modifier la loi pour la constitution de centres médicaux spécialisés dans l'établissement de diagnostics.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des caisses populaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 21 modifiant la loi pour collaborer au succès des caisses populaires.

Le gouvernement, fait-il observer, accorde chaque année \$90,000 en octroi aux caisses populaires. Le bill maintient cet octroi. Il faut donc prolonger la durée d'application de la loi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des services d'aqueduc et d'égout

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 22 modifiant la loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout.

Ce bill, déclare-t-il, porte de \$10,000 à \$15,000 les crédits ouverts au gouvernement pour faciliter la pose d'égouts et de tuyaux d'adduction d'eau dans les municipalités rurales.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des jurés

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 23 modifiant la loi des jurés.

Le bill, explique-t-il, veut simplifier la façon dont est dressée la liste des noms de jurés.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce que le bill prévoit une augmentation de l'indemnité des jurés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'est pas question d'augmenter l'indemnité présentement accordée aux jurés.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des problèmes d'hospitalisation

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 19 modifiant la loi relative aux problèmes de l'hospitalisation.

Adopté.

Loi des centres médicaux de diagnostic

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 20 modifiant la loi assurant l'établissement de centres médicaux de diagnostic dans la province.

Adopté.

Loi des caisses populaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 21 modifiant la loi pour collaborer au succès des caisses populaires.

Adopté.

Loi des services d'aqueduc et d'égout

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 22 modifiant la loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout.

Adopté.

Loi des problèmes de voirie

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 16 modifiant la loi relative aux problèmes de la voirie provinciale.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)⁴.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose: Que l'article 6 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 33, modifié par l'article 2 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 30, soit remplacé par le suivant:

"6. Le gouvernement est autorisé à dépenser, pour l'exécution de la présente loi, une somme n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu."

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je n'ai pas besoin de vous rappeler les progrès réalisés dans la province de Québec, en ces dernières années, sous la sage gouverne de l'Union nationale. Ces progrès n'auraient pas été possibles si le gouvernement, avec l'assentiment du premier ministre, ne s'était lancé dans un programme de construction de routes et d'amélioration de notre réseau routier, programme sans précédent au Québec.

Je ne donnerai qu'un exemple: à la fin de 1956, la province de Québec était devenue, de toutes les provinces, celle qui avait la plus forte proportion de chemins à surface permanente, en béton ou en bitume, par rapport à l'ensemble de son réseau routier. Le pourcentage était de 29.35 %. Or, dans la province d'Ontario, le pourcentage correspondant était seulement de 18.76 %. Mieux encore, à la fin de cette année, notre province sera, de toutes les provinces du Canada, celle qui aura la plus grande longueur de chemins à surface dure, sans comparaison avec l'ensemble de son réseau, sans avoir à comparer les pourcentages, et le plus de chemins ruraux asphaltés ou recouverts de ciment.

Ce développement de la voirie pose des problèmes nombreux et compliqués, particulièrement aux abords des villes. Voilà pourquoi, il y a deux ou trois ans, nous avons demandé à la Chambre de constituer un comité pour étudier ces questions⁵. Le comité a été formé en 1955 et a accompli un excellent travail. Nous proposons aujourd'hui à la Chambre de prolonger son existence et de voter les fonds nécessaires pour le maintenir en fonction. Un comité sur la voirie est nécessaire pour aider à la réalisation de ce programme.

M. Hamel (Saint-Maurice) conseille au ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) d'être prudent dans les compliments qu'il se décerne. S'il

est vrai, dit-il, que la province de Québec aura, cette année, le plus de routes pavées, il ne doit pas oublier qu'un grand nombre de ces routes devront être pavées de nouveau, car l'expérience prouve que plusieurs de ces routes ont un revêtement qui est démolé en moins de trois ans. Je me demande pourquoi il faut si souvent recommencer le travail de pavage de nos routes. Les entrepreneurs y auraient-ils intérêt?

Quoi qu'il en soit, ce bill démontre l'imprévoyance, une fois de plus, du gouvernement actuel. Ce qui me frappe dans cette législation qu'on nous soumet, c'est que le gouvernement a les yeux plus grands que la panse. En 1954, la première loi créant cette Commission a été votée. Le gouvernement affirmait qu'elle serait en mesure de faire rapport dans les 12 mois.

Un an plus tard, on demande un nouveau délai de 18 mois⁶. Le gouvernement doit admettre que cette prolongation était insuffisante. Il veut rendre la Commission permanente comme tant d'autres. On dirait que le gouvernement a perdu le sens des délais. On en est rendu au point que la présente Commission de la voirie s'en va comme le spoutnik⁷; on ne sait pas quand elle va tomber.

D'un autre côté, environ \$160,000 de l'argent déjà voté pour ce comité d'enquête n'ont pas été dépensés. En date du 31 mars 1956, selon les *Comptes publics*, le comité n'avait dépensé que \$64,000 sur un montant de \$225,000. De plus, quand le premier crédit de \$100,000 a été augmenté, seulement \$18,000 ont été dépensés. À la vitesse à laquelle il dépense ce crédit particulier, le gouvernement a suffisamment d'argent pour payer les dépenses de cette Commission pendant cinq ans, puisqu'elle ne dépense qu'environ \$30,000 par année. Un premier montant de \$125,000 a été voté, puis le maximum a été porté à \$225,000, et on demande maintenant \$350,000. Il n'est pas justifié de réclamer à cet effet des crédits supplémentaires et, dans ces circonstances, pas un homme raisonnable ne consentira à voter d'autres fonds.

Le cas de M. Ernest Gohier me frappe plus particulièrement, parce qu'il est à la fois ingénieur en chef de la Voirie et membre de la Commission d'études des problèmes de voirie provinciale. En 1955-1956, M. Gohier a touché \$11,200 comme ingénieur en chef de la Voirie et \$5,250 comme membre de la Commission. En 1956-1957, M. Gohier a été encore mieux traité, puisqu'il a reçu \$9,000 de salaire comme ingénieur, plus \$1,800 de dépenses, plus \$9,000 comme membre de la Commission, et une autre somme comme dépenses.

Et, pendant ce temps, on est d'une mesquinerie fantastique pour les employés civils. Au prix qu'il vend son temps, M. Gohier doit rendre d'immenses services à l'Union nationale. Il reçoit plus que le surintendant de l'Instruction publique qui a sous sa responsabilité ce que nous avons de plus précieux.

L'opposition va voter contre la loi, parce que c'est un abus de prolonger le mandat de la Commission et parce qu'elle n'a pas besoin des crédits additionnels que le gouvernement réclame. Les comités gouvernementaux sont des moyens de garder les amis du gouvernement sur la liste de paie de l'État.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le député de Saint-Maurice n'est pas logique. Il trouve que nous n'avons pas assez dépensé...

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce n'est pas ce que j'ai dit. Je trouve que le gouvernement a trop dépensé, mais que, même à ce régime, il a encore des fonds pour cinq ans.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le député de Saint-Maurice a dit que nous avons dépensé seulement \$64,000 sur des fonds de \$225,000. C'est donc que nous avons économisé et qu'il n'y aucun danger à courir en votant ce nouveau projet de loi.

Il fait erreur également quand il parle de M. Gohier comme ingénieur en chef de la Voirie. M. Gohier n'occupe plus ces fonctions depuis quelques mois. C'est un ingénieur hautement qualifié et qui ne s'occupe que de sa besogne d'ingénieur. Il n'a jamais, directement ou indirectement, pris une part active à la politique. Ce n'est pas un ami politique que le gouvernement veut favoriser, mais un ingénieur extrêmement compétent qui sert éminemment sa province.

Si nous demandons de prolonger l'application de la loi, c'est que les problèmes occasionnés par la congestion du trafic se multiplient et qu'il faut leur trouver des solutions. En 1955, il s'agissait surtout de prévenir la congestion au nord de Montréal et d'empêcher que la canalisation du Saint-Laurent ne soit un désastre du point de vue de la circulation. Ces problèmes ont été si bien étudiés que nous avons depuis entrepris la construction de l'autoroute des Laurentides, entre Montréal et la ville de Saint-Jérôme dans les Laurentides, et que des mesures sont prises pour prévenir la congestion du côté sud.

Mais d'autres problèmes se présentent, spécialement aux environs des grandes villes. La

Chambre de commerce de la province, lors d'une réunion à Granby⁸, a demandé qu'une enquête se poursuive, afin d'apporter à tous ces problèmes une solution logique. Il est donc nécessaire que le comité continue son travail.

Le comité a accompli un travail remarquable pour les grands centres et il est sollicité tous les jours par une quelconque corporation municipale qui lui demande de l'aider à résoudre ses problèmes. Nous en avons absolument besoin.

À Québec, par exemple, nous avions projeté de construire de nouvelles voies d'accès, mais ces projets n'ont pu être réalisés parce que les études nécessaires n'avaient pas été complétées. Le comité, en collaboration avec les autorités de la ville, devait étudier ces problèmes, afin que la ville ne subisse pas les conséquences d'une circulation mal dirigée.

La voirie, aujourd'hui, c'est une véritable science. Ce n'est pas tout de construire des routes: il faut aussi prendre en considération les problèmes des villes. Une route construite au mauvais endroit peut facilement empirer un problème de circulation qui existe déjà.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je comprends que M. Gohier n'est plus ingénieur en chef de la Voirie, mais est-ce qu'il n'a pas été nommé président de la Corporation de l'autoroute de Saint-Jérôme (Montréal-Les Laurentides)?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Oui.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quel est son salaire?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je crois que c'est \$9,000.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce qui me frappe, c'est que le ministère de la Voirie a dépensé un milliard depuis 10 ou 12 ans; et qu'après avoir dépensé tant d'argent, il sente le besoin de se mettre à étudier. N'aurait-il pas été plus logique d'étudier avant de dépenser?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon collègue, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot), vient de prouver que la province de Québec était la plus avancée dans le domaine de l'amélioration des routes pavées, et le grand expert en statistiques de la gauche n'a pas été capable de nier ça, ce qui montre jusqu'à quel point les réalisations du gouvernement actuel sont fécondes.

Le député de Saint-Maurice prétend que nous avons dépensé un milliard depuis 10 ans. C'est loin d'être exact. Il se dit surpris que nous ne fassions que commencer à étudier les problèmes de voirie et qu'il y ait encore de tels problèmes, malgré tout ce qu'a fait le gouvernement. C'est pourtant le bon sens même. Il y a plus de problèmes quand l'enfant grandit que quand il est bébé. La politique de voirie du gouvernement a fait grandir la province, et ces progrès apportent fatalement avec eux des problèmes nouveaux.

Les attaques du député de Saint-Maurice à l'endroit de M. Gohier sont injustifiées. Il est probablement l'expert le mieux qualifié au Canada en matière de voirie. Il jouit d'une réputation internationale comme autorité dans ce domaine. On dirait que plus un compatriote se distingue, plus l'opposition s'acharne à le dénigrer. L'opposition ne devrait pas déprécier ceux qui font honneur à la province et dont la compétence est reconnue partout. Il y a aussi dans le comité avec lui M. Lucien Dansereau, un autre expert, qui est aussi un homme très compétent.

M. Hamel (Saint-Maurice): Un expert en ponts!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Saint-Maurice pourrait peut-être le demander à son ami, Pierre Dansereau, du Rassemblement⁹, qui est moins un rassemblement qu'un ramassis. C'est son père. Nous n'avons pas fait de politique avec cette question et nous avons gardé le père à l'emploi de la province. Nous ne nous occupons pas des couleurs politiques, mais de la compétence. Le fait qu'il soit un ancien employé du gouvernement libéral fédéral et le père de Pierre Dansereau n'a pas empêché le gouvernement provincial de l'engager. Ces deux hommes font honneur aux Canadiens français dans le domaine de l'ingénierie.

Si le gouvernement n'a dépensé que \$64,000 pour ce comité, c'est la preuve qu'il n'y a pas eu de gaspillage et qu'il n'a pas profité des élections provinciales pour dépenser. La situation actuelle est simple. Le problème numéro 1 était de trouver une solution aux ennuis de la circulation au nord de Montréal. La Commission a fait un excellent travail et a trouvé une solution merveilleuse au problème avec l'autoroute de Saint-Jérôme, mais il y a encore de gros problèmes à résoudre, spécialement aux abords des grandes villes, et il faut procéder avec méthode, de l'avis même de la Chambre de commerce.

Le problème numéro 2 découlait de la construction de la voie maritime du Saint-Laurent. Les services de M. Gohier se sont avérés inestimables lors du traitement de ce problème dû aux politiques à courte vue de M. Lionel Chevrier, alors président de l'administration de la voie maritime et de M. George Marler, alors ministre du Transport dans le cabinet Saint-Laurent. Il a fallu trouver des solutions pour empêcher les municipalités de la rive sud de souffrir des travaux de canalisation.

La Chambre de commerce de la province a elle-même proposé au gouvernement de former un comité d'étude des problèmes de la voirie. Dans les circonstances, on ne peut recevoir trop de recommandations de la part des experts. C'est pourquoi la Commission reste nécessaire. Elle doit maintenant affronter beaucoup d'autres problèmes. En se prononçant contre, l'opposition montre qu'elle est contre le progrès, qu'elle aime la critique pour la critique et qu'au lieu de faire des suggestions constructives, elle ne cherche qu'à dénigrer la province.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): J'ai été l'un des premiers à proposer l'aménagement d'une autoroute dans le nord de Montréal. Il y a des années que je la préconise. J'avais d'ailleurs soumis le projet au premier ministre qui m'avait promis de faire étudier attentivement le problème. Plus tard, il a nommé une commission. J'estime que les dépenses qui ont été faites jusqu'ici par cette commission sont amplement justifiées du fait de la réalisation déjà commencée de l'autoroute Montréal-Les Laurentides. Je comprends que le gouvernement a de nombreux problèmes à régler, mais celui de l'autoroute du nord de Montréal est d'une importance capitale. Si un vote était demandé, je voterais certainement en faveur de la résolution.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix (par l'opposition) et la Chambre se divise¹⁰.

Les députés échangent des remarques en attendant que tous les députés soient à leurs pupitres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Chambre a le droit de savoir si le député de Saint-Maurice représente les idées libérales.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Larouche, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 67.

Contre: MM. Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lalonde, Parent, Turpin, 11.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 16 est, en conséquence, agréée¹¹.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 modifiant la loi relative aux problèmes de la voirie provinciale soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Larouche, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 67.

Contre: MM. Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lalonde, Parent, Turpin, 11.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 16 est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Larouche, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 67.

Contre: MM. Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lalonde, Parent, Turpin, 11.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 16 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 9 heures¹².

NOTES

1. Cette Commission, souligne *La Presse* du 6 décembre 1957, à la page 30, a été créée en vertu de la loi concernant les problèmes de l'hospitalisation (bill 42, session 1953-1954, 2-3 Elizabeth II, chapitre 55), sanctionnée le 28 janvier 1954. Elle a reçu pour mandat de "faire un inventaire complet des hôpitaux de toute catégorie; d'étudier l'opportunité de construire et de maintenir des maisons de convalescence; d'étudier les moyens les mieux appropriés de coordonner la construction des hôpitaux et des maisons de convalescence, et d'obtenir [...] tous autres renseignements et de faire toute autre enquête sur la question hospitalière que lui indique le lieutenant-gouverneur en conseil".

2. Le *Montréal-Matin* du 6 décembre 1957, à la page 7, précise que le docteur Jean Grégoire occupe les fonctions de sous-ministre de la Santé, que Jean-Charles Beaudet travaille aussi au ministère de la Santé, tandis que le docteur Lucien Larue remplit les fonctions de surintendant de l'hôpital Saint-Michel-Archange. *La Presse* du 6 décembre 1957, à la page 30, affirme quant à elle que M. Jack Latter est un industriel.

3. *La Presse* du 6 décembre 1957, à la page 30, et *Le Nouvelliste* du 6 décembre 1957, à la page 1, déclarent que ce bill a été adopté sans explication de la part du gouvernement, ni demande de renseignements de l'opposition. *L'Événement* du 6 décembre 1957, à la page 6, fournit pourtant l'explication qui suit, explication qu'il attribue au premier ministre.

4. Les sources ne confirment pas que c'est le député de Bagot qui préside effectivement le comité. Nous pouvons toutefois supposer que si quelqu'un d'autre avait agi à titre de président, les courriéristes parlementaires l'auraient noté dans leurs articles. D'autre part, M. Johnson préside les autres comités pléniers de la séance.

5. Le comité auquel fait allusion le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) a été créé à la suite de la sanction, le 10 février 1955, du bill 34 ou loi relative au problème de la voirie provinciale (session 1954-1955, 3-4 Elizabeth II, chapitre 33). Ce comité, nous apprend le *Montréal-Matin* du 6 décembre 1957, à la page 5, est constitué de MM. Ernest Gohier, I.P., président, Lucien Dansereau, I.P. et du colonel Maurice Forget.

6. On demande ce délai par l'intermédiaire du bill 23, la loi modifiant la loi relative au problème de la voirie provinciale (5-6 Elizabeth II, chapitre 30), sanctionnée le 19 décembre 1956.

7. Le sputnik I, le premier satellite artificiel de la Terre, est lancé par les Soviétiques le 4 octobre 1957. Le sputnik II, mis en orbite le 3 novembre 1957 et comptant à son bord la chienne Laïka, le rejoint rapidement. Cet éclatant succès des Soviétiques dans la course à la conquête spatiale marque profondément l'opinion publique et les médias occidentaux qui concluent à la supériorité scientifique et technique de l'URSS et qui pressent leur gouvernement de réagir sans délai à la menace que cette supériorité laisse planer.

8. Cette journée d'étude s'est déroulée le 10 novembre 1957, selon *Le Soleil* du 15 novembre 1957, à la page 3.

9. Pierre Dansereau, écologiste et éducateur, nommé en 1955 doyen de la Faculté des sciences de l'Université de Montréal, occupe en effet les fonctions de président du Rassemblement, mouvement politique fondé à l'automne 1956 qui, selon Jean Hamelin et Jean Provencher, rassemble les "partisans du changement misant sur un État québécois fort pour résoudre les problèmes engendrés par une croissance anarchique de l'économie et de l'urbanisation". Ses membres, ajoutent les auteurs de *Brève histoire du Québec*, "demeurent attachés au christianisme, au fédéralisme et au capitalisme, mais prônent la modernisation du Québec et réclament des gouvernants une plus grande rationalité au service d'une liberté et d'une égalité accrues".

Dansereau, remplacé au début du mois de décembre 1957 à la tête du Rassemblement par René Tremblay, remplit à la même époque les fonctions de vice-président de l'Institut canadien des affaires publiques, foyer particulièrement actif de l'antiduplessisme autour duquel gravitent notamment Pierre-Elliott Trudeau, Gérard Pelletier et André Laurendeau. Voir Jean Provencher et Jean Hamelin, *Brève histoire du Québec*, Montréal, Boréal, 1990 (1987), p. 110, et Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps (T. 2: 1944-1959)*, Montréal, Fides, 1973, p. 414.

10. *Le Soleil* du 6 décembre 1957, à la page 14, fait remarquer qu'il s'agit du premier vote de la session.

11. Presque tous les journaux constatent que les trois députés indépendants, soit Frank Hanley (Montréal-Sainte-Anne), Lionel Ross (Montréal-Verdun) et Dave Rochon (Montréal-Saint-Louis), ont voté avec le gouvernement.

12. *L'Action catholique* du 6 décembre 1957, à la page 3, parle plutôt de 8 heures.

Séance du mardi 10 décembre 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 128 constituant en corporation La Société des Salésiens du Québec;
- bill 201 constituant en corporation le Séminaire de Sainte-Thérèse;
- bill 108 concernant la corporation du village d'Amqui et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village d'Amqui, dans le comté de Matapédia;
- bill 109 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Rémi de la rivière Métis, dans le comté de Matane;
- bill 155 concernant la substitution de Joseph Antonio Lincourt;
- bill 225 constituant en corporation The Armenian Holy Apostolic Church of Montreal;
- bill 142 relatif à la ville de Coaticook;
- bill 207 concernant le testament de Joseph Coutaller.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 140 concernant le nom de Joseph Georges Aimé Carrière.

Remerciements de M. Lapalme

M. Lapalme (Montréal-Outremont)¹: Je remercie le premier ministre, le député de Saint-Maurice (M. Hamel) et le député de Montréal-Verdun (M. Ross) qui m'ont offert officiellement des condoléances pour la mort de mon père. Je remercie également tous les membres de l'Assemblée législative de la sympathie qu'ils m'ont témoignée.

Projets de loi:

Loi Lacombe

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement a décidé de reporter à la rentrée des Chambres après l'ajournement des fêtes la présentation à l'Assemblée législative du bill no 12, le projet de loi ministériel qui constitue une refonte de la loi Lacombe, relative à la saisie des gages et des salaires.

Le gouvernement se rend à la demande de divers organismes intéressés qui ont demandé ce délai en vue de pouvoir lui présenter des suggestions. Le gouvernement a déjà reçu plusieurs représentations au sujet de cette mesure, et il est prêt à étudier toutes les suggestions constructives qu'on lui fera et qui pourraient améliorer la loi.

De manière générale, la disposition du bill, que divers groupes sont à examiner minutieusement et à propos de laquelle des amendements ont été suggérés, a trait à l'interdiction de toute procédure judiciaire contre les débiteurs. Je propose de reporter l'étude du bill à janvier prochain, afin de permettre à tous ceux qui ont des recommandations à faire de les formuler.

La Chambre accepte, à l'unanimité, la motion.

Société des Salésiens du Québec

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 128 constituant en corporation La Société des Salésiens du Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 128 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Séminaire de Sainte-Thérèse

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 201 constituant en corporation le Séminaire de Sainte-Thérèse.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 201 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Substitution de Joseph Antonio Lincourt

M. Lavallée (Berthier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 155 concernant la substitution de Joseph Antonio Lincourt.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 155 sans l'amender.

M. Lavallée (Berthier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Armenian Holy Apostolic Church of Montreal

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 225 constituant en corporation The Armenian Holy Apostolic Church of Montreal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 225 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Coaticook

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 142 relatif à la ville de Coaticook.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 142 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Testament de Joseph Coutaller

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 207 concernant le testament de Joseph Coutaller.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 207 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Joseph Georges Aimé Carrière

M. Bernatchez (Lotbinière) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 140 concernant le nom de Joseph Georges Aimé Carrière.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 140 sans l'amender.

M. Bernatchez (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commissions scolaires d'Amqui et de Saint-Benoît-Labre

M. Gagnon (Matapédia) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 108 concernant la corporation du village d'Amqui et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village d'Amqui, dans le comté de Matapédia.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 108 sans l'amender.

M. Gagnon (Matapédia) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Saint-Rémi de la rivière Métis

M. Gagnon (Matapédia) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 109 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Rémi de la rivière Métis, dans le comté de Matane.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 109 sans l'amender.

M. Gagnon (Matapédia) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Société agricole des Cantons-de-l'Est, demandant l'adoption d'une loi décrétant que les propriétés immobilières soient déclarées non imposables;

- de l'Alliance des coopératives de consommation, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom en celui de Fédération des magasins Coop;

- de la ville de Mégantic, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Louiseville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Romaine River Railway Company, demandant l'adoption d'une loi aux fins de changer le lieu du bureau-chef et reconnaissant la Quebec Iron and Titanium Corporation comme compagnie de contrôle;

- de la ville de Saint-Martin, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Robert Brettschneider et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant "Shomrim Laboker-Beth Yehuda";

- de Henry James Hummell, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom en celui de Richstone;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire (protestante) de Longueuil, dans le comté de Chambly, demandant l'adoption d'une loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire (protestante) de Longueuil, dans le comté de Chambly;

- de l'Association des diplômés en technologie médicale de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Association des technologistes médicaux du Québec;

- de la Manufacture de laine de Saint-Camille-de-Bellechasse ltée, demandant l'adoption d'une loi concernant la municipalité de Saint-Camille-de-Lellis, comté de Bellechasse.

Projets de loi:

Henry James Hummell

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 112 changeant le

nom de famille de Henry James Hummell en celui de Richstone.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire protestante de Longueuil

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 113 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire (protestante) de Longueuil, dans le comté de Chambly.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Société agricole des Cantons-de-l'Est

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 129 concernant la Société agricole des Cantons-de-l'Est.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Louiseville

M. Caron (Maskinongé) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 154 modifiant la charte de la ville de Louiseville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Mégantic

M. Guillemette (Frontenac) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 160 modifiant la charte de la ville de Mégantic.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Technologistes médicaux

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 163 des technologistes médicaux du Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Saint-Camille-de-Lellis

M. Poirier (Bellechasse) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 193 concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Camille-de-Lellis (Bellechasse).

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Romaine River Railway Co.

M. Gagné (Richelieu) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 213 concernant Romaine River Railway Company.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'Alliance des coopératives de consommation

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 252 concernant L'Alliance des coopératives de consommation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Saint-Martin

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 253 modifiant la charte de la ville de Saint-Martin.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 254 concernant Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Prêts hypothécaires d'Hydro-Québec et Beauharnois L. H. & P. Co.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 relatif aux prêts d'habitation d'Hydro-Québec et de Beauharnois Light, Heat and Power Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Plusieurs autres compagnies souhaitent se prévaloir de la loi. C'est une mesure essentielle et je demande à la Chambre de voter unanimement en faveur du bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est important d'attirer l'attention sur l'initiative merveilleuse et exemplaire de l'Hydro-Québec pour favoriser l'accès à la propriété, elle qui a posé ce geste extraordinairement fécond sous l'administration de l'Union nationale. Grâce à cette initiative, les employés de l'Hydro et de la Beauharnois Light,

Heat and Power Company ont pu obtenir des prêts à d'excellentes conditions pour bâtir et réparer des propriétés à Montréal et à Beauharnois, et d'autres pour rembourser des emprunts hypothécaires plus onéreux.

Il convient de mentionner aussi que les ingénieurs de l'Hydro, qui comptent parmi les plus réputés au Canada, ont contribué à former des jeunes ingénieurs, qui veulent se spécialiser dans le domaine de l'électricité. Il convient également de rappeler que l'Hydro a elle-même donné et donne encore des bourses d'études dans ce but.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'opposition est disposée à approuver le bill, qu'elle juge bon, mais l'Hydro-Québec ne devrait pas être le seul organisme du gouvernement à favoriser ainsi par des prêts à ses employés l'accession à la propriété. Je pense, par exemple, à la Commission des liqueurs et à la Commission des accidents du travail qui font des affaires importantes, qui ont de vastes capitaux à leur disposition et qui pourraient en profiter pour aider les membres de leur personnel à se construire des maisons et suivre avec profit l'initiative de l'Hydro.

Les remboursements faits par les employés de l'Hydro-Québec sont-ils employés aux mêmes fins, pour aider d'autres employés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est plus facile de promettre que de réaliser. Avant l'Union nationale, l'Hydro-Québec ne prêtait pas d'argent à ses employés. Il faut penser que l'Hydro n'est pas du tout un organisme du même genre que la Commission des liqueurs et la Commission des accidents du travail.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Au point de vue juridique, la Commission des accidents du travail a le même statut que l'Hydro. Elle a des fonds considérables à sa disposition qu'elle pourrait

probablement prêter à ses employés pour les aider à se bâtir des maisons. La Commission des liqueurs reçoit des sommes énormes et elle pourrait également prêter de l'argent à ses employés. Il me semble que ma suggestion mérite d'être étudiée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Hydro-Québec est un organisme tout à fait distinct des deux autres. L'Hydro est propriétaire de tous ses revenus, tandis que les revenus de la Commission des liqueurs vont au fonds consolidé de la province, dans les caisses du ministère des Finances. L'Hydro se sert du fonds de pension des employés pour les aider à construire; elle ne nuit pas du tout à son équilibre financier. Quant à la Commission des accidents du travail, les fonds qu'elle recueille appartiennent aux accidentés. C'est un fonds collectif, mais le gouvernement lui permet de déposer l'argent dans les caisses populaires, aidant de cette façon à fournir de nouvelles sommes à prêter aux clients des caisses populaires qui veulent se bâtir des maisons.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre généralise trop. Il ne s'agit que des employés des organismes provinciaux et non pas du public en général. La situation n'est pas la même, sans doute, mais on pourrait faire une ou des lois pour répondre aux besoins des employés de ces commissions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Aussi bien vaudrait réclamer des prêts pour les employés civils en général. Le gouvernement fait son possible partout. Il a déjà fait énormément pour l'habitation.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) devrait renseigner la Chambre sur ce qui est advenu des fonds de la province prêtés aux employés de l'Hydro et de la Beauharnois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce ne sont pas les fonds de la province, mais d'un organisme spécial qui est propriétaire de tous ses revenus.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement a-t-il bien besoin d'être autorisé par les Chambres pour augmenter ces prêts de l'Hydro?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement ne demande rien. C'est l'Hydro qui veut être autorisée.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le minimum de renseignements qu'on peut exiger, c'est de savoir ce qui est arrivé aux \$5,000,000 déjà votés. Ce n'est pas pour rien que nous exigeons ces renseignements, car chaque fois que le gouvernement demande de nouveaux crédits et qu'on fouille un peu, on s'aperçoit qu'il a les yeux plus grands que la panse. Nous voulons savoir ce qui a été fait à date. Combien de prêts ont été consentis et combien ont été remboursés?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Cinq millions de dollars ont été prêtés. Sur cette somme, \$1,000,000 a déjà été remboursé à l'Hydro-Québec. Aujourd'hui, on demande l'autorisation pour l'Hydro de prêter un autre \$1,000,000 pour répondre aux demandes de ses employés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Saint-Maurice, qui a voté le bill en deuxième lecture, a pris la parole devant le comité plénier, avec l'intention de critiquer.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre n'a pas le droit de prêter à un député un mobile inviolable.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je suis surpris de voir que le premier ministre confond certaines choses élémentaires. Il reproche au député de Saint-Maurice d'avoir voté le bill en deuxième lecture et de le critiquer devant le comité plénier. En deuxième lecture, on a voté sur le principe du projet de loi. Quand on arrive en comité, c'est le moment de se renseigner pour décider comment voter en troisième lecture.

Il demande des précisions sur l'emploi des millions prêtés.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): De mémoire, il y aurait eu environ 216 prêts consentis. On aurait construit de 78 à 88 maisons, le tout pour un montant global d'environ \$5,000,000. Les autres prêts étaient pour des réparations. Il y a eu aussi des hypothèques.

M. Théberge (Chambly): D'après les chiffres du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque), chaque emprunteur aurait reçu en moyenne \$23,000 pour se construire ou réparer sa maison. Cela me semble formidable. Est-ce que les gens qui bénéficient de la loi sont des millionnaires ou des salariés?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Les emprunteurs ne sont pas des gens riches. Ce sont tous des salariés.

M. Théberge (Chambly): Vingt-deux mille dollars, cela m'étonne.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Par les temps qui courent, ça coûte cher de se construire, notamment à Montréal. Certains employés achètent des maisons à deux ou trois logements.

Au début, on a accordé des prêts de \$12,000. Dernièrement, on a prêté jusqu'à \$20,000.

M. Théberge (Chambly): Je me demande si les prêts consentis aux employés d'Hydro-Québec ont été faits dans un but de spéculation.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): C'est absolument défendu.

M. Théberge (Chambly): L'argent emprunté pourrait servir à acheter des maisons familiales ou à logements multiples à louer.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Quand un employé a emprunté, qu'il est transféré ailleurs et qu'il vend sa maison, il ne peut en acheter une autre et l'acheteur doit rembourser intégralement l'Hydro-Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait part à la Chambre de statistiques qu'il vient de recevoir². Au 31 octobre, dit-il, l'Hydro-Québec avait accordé 616 prêts s'élevant à \$4,249,850, et la compagnie Beauharnois, 87 prêts atteignant \$395,000.

De ce montant, \$1,000,000 a déjà été remboursé. De ces divers prêts, 73.34 %, soit \$3,406,800, ont servi à l'achat de propriétés; 12.9 %, soit \$561,600, au remboursement d'hypothèques; 10.1 %, soit \$464,840, au parachèvement de maisons; 4.56 %, soit \$211,610, pour l'amélioration de propriétés.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je suis étonné que le ministre responsable de l'Hydro ait été si peu renseigné et que le premier ministre ait été obligé de le contredire.

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 18 sans l'amender.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi des problèmes
d'hospitalisation**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 19 modifiant la loi relative aux problèmes de l'hospitalisation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)³ informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

Nous avons formé un comité pour étudier les problèmes de l'hospitalisation. La province de Québec a donné l'exemple dans ce domaine. Par la suite, les autres provinces l'ont imitée.

Le comité d'enquête que nous avons constitué est composé d'experts chargés d'étudier la situation en ce qui concerne les hôpitaux et l'hospitalisation en général. Avant de songer à généraliser l'hospitalisation, il est bon de se demander où il faudra ériger les hôpitaux additionnels dont on a besoin.

Les experts du comité sont: le Dr Gérard Lasalle, de Montréal; le Dr Lucien Larue, professeur à Laval (et surintendant de l'hôpital Saint-Michel-Archange); M. Jack Latter, qui représente les hommes d'affaires et s'occupe du côté financier de l'étude; le Dr Jean Grégoire, sous-ministre de la Santé, et le Dr Jean-Charles Beaudet, qui sont conseillers. Les membres du comité ont voyagé à travers la province et se sont livrés à des recherches considérables; et chaque fois qu'il s'est agi d'un projet d'hôpital, nous leur avons demandé conseil.

Sur les recommandations du comité, nous avons construit à Joliette un immense hôpital pour le

traitement des maladies mentales. À l'Annonciation, dans Labelle, nous construisons un établissement pouvant recevoir quelque 100 malades. Nous avons, à Montréal, procédé à la conversion de Mont-Providence en un établissement psychiatrique, ce qui a coûté \$3,000,000. Nous complétons ces réalisations.

Le ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) est pris par son travail d'administrateur. C'est pourquoi on fait appel au comité. Son mandat est limité quant au temps, mais il faut encore recueillir des informations pour être en état d'apprécier à quelles demandes il importe d'abord de donner suite. Depuis 1945, nous avons agrandi ou construit plus de 110 ou 111 hôpitaux, et mis à la disposition des malades 17,000 nouveaux lits. Mais les besoins sont encore grands et nombreuses sont encore les demandes de construction d'hôpitaux.

On réclame des hôpitaux dans le comté de Chambly, à Maniwaki, au Lac Mégantic, à Amqui. Nous allons en construire un à Sept-Îles; cette ville se développe considérablement: sa population est passée de 500 à 7,000 en quelques années. Le gouvernement veut être éclairé à ce sujet par le comité. Voilà pourquoi le délai de l'enquête est prolongé.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La loi originale, créant le comité, prévoyait qu'il ferait rapport dans les 12 mois⁴; en 1954-1955, on a accordé 12 mois additionnels aux membres du comité⁵; puis en 1955-1956, on a prolongé le délai jusqu'au 1^{er} janvier 1958⁶; et maintenant, on laisse au gouvernement le soin de le prolonger indéfiniment. Certes, le problème de l'hospitalisation est un problème compliqué, mais ce n'est pas une raison pour accorder une durée illimitée au comité. Qu'on lui accorde un ou deux ans. Mes remarques ne sont pas dirigées contre le comité lui-même.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsque la loi fut votée pour la première fois, on ne connaissait pas tous les problèmes qui allaient surgir en cours de route. On avait cru qu'un délai d'un ou de deux ans serait suffisant. Une foule de problèmes médicaux ont pris naissance depuis: découvertes médicales, débats sur la location la meilleure pour les hôpitaux. Nous ne sommes pas en mesure de porter jugement sur ces questions, mais nous avons assez d'intelligence pour nous entourer de gens qui s'y connaissent.

À quoi cela sert-il, dans ces conditions, de revenir devant la Chambre à chaque année?

L'opposition, en somme, n'est jamais satisfaite. Quand nous mettons un délai aux études de nos commissions, elle suggère que nous devrions les nommer de façon permanente; quand nous supprimons les délais, elle n'est pas encore satisfaite.

Les membres de ce comité d'enquête sur les problèmes d'hospitalisation sont compétents. C'est tellement connu que l'opposition n'osera pas le nier. Alors, pourquoi mettre des limites à la compétence, pourquoi ne pas garder aussi longtemps que possible ces hommes compétents?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Nous ne doutons pas qu'il y ait des problèmes. Nous comprenons très bien qu'il faille les étudier, mais nous nous opposons à ce que la commission siège sans délai pour faire rapport. Quand on reviendra devant cette Chambre pour réclamer de nouveaux délais, l'opposition pourra alors juger s'ils sont justifiables ou non. Qu'est-ce qui empêche le gouvernement de décréter un délai? S'il voulait ajouter une clause de délai à sa loi, nous la voterions sans discussion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition semble oublier que les dépenses faites par cette Commission apparaîtront aux *Comptes publics* et que toute loi provinciale peut donner lieu à un débat. L'opposition, en somme, ne perd aucun droit. Loin de là, car nous aurions pu nommer des conseillers du gouvernement sur simple arrêté ministériel. Quant à fixer un délai, nous ne voyons pas bien lequel nous pourrions fixer. Nous avons des experts et il ne faut pas qu'ils soient comme l'oiseau sur la branche, qu'ils aient une certaine garantie de permanence.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est curieux d'entendre le premier ministre invoquer cette fois-ci l'importance des problèmes et leur complexité pour justifier la disparition du délai dans sa loi. Car ce n'est pas la première fois que la même manœuvre revient en Chambre. Cinq ou 10 fois déjà, le gouvernement, pour d'autres commissions, a d'abord demandé des délais d'une année, puis de deux ans, puis il les a supprimés complètement ces délais qui permettaient à l'opposition de surveiller.

On constatera par ailleurs que le gouvernement, après avoir construit 111 hôpitaux, décide de se mettre à étudier le problème! C'est ça la sorte de prévoyance du gouvernement actuel.

Nous sommes en faveur des études, sans doute, mais nous ne croyons pas que les

commissions gouvernementales doivent être des façons indirectes d'augmenter les salaires de certains fonctionnaires. Nous n'avons absolument rien à dire ou à faire contre le Dr Jean Grégoire et son assistant, le Dr Beaudet, ou le Dr Larue et le Dr Lasalle, qui sont des gens compétents, mais ce sont des fonctionnaires. Si le gouvernement juge qu'ils ne sont pas assez payés, ce qui est probablement vrai, qu'il augmente le salaire de leur emploi régulier, mais qu'il n'ajoute pas à leur travail. Au ministère de la Santé, les deux premiers docteurs administrent un budget de \$71,000,000, et le Dr Larue est certainement un homme très occupé. C'est un travail à plein temps qu'ils font. Je ne doute pas qu'ils feraient bien davantage en pratique privée.

On ne sait pas vraiment ce que la commission étudiera. Quelles sont les intentions du gouvernement relativement à l'assurance-hospitalisation? Nous savons que l'Ontario aura cette assurance sociale le 1^{er} janvier 1959 avec une partie de l'argent du Québec. Dans le Québec, est-ce qu'on étudiera cette question, ses répercussions, ses dangers, ses avantages? Si on mettait un délai dans la présente loi, on pourrait espérer avoir un rapport, car c'est le grand problème de l'heure en matière de protection de la santé publique.

Il faut que le Québec prenne position. Nous craignons que n'arrive encore une fois ce qui arrivait avec les pensions de vieillesse, alors que Québec payait, pendant sept ou huit ans, sans rien retirer. On devrait nous dire où en sont les études à ce sujet. Le problème avec Ottawa, ce n'est pas qu'il soit conservateur ou libéral. C'est tout simplement qu'il est un gouvernement central et, en tant que tel, il estime, comme tous les gouvernements centraux, être en meilleure position pour distribuer certains bénéfices à l'ensemble de la population.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Saint-Maurice est hors d'ordre. Il est question présentement d'un comité d'étude sur les problèmes de l'hospitalisation. L'illogisme a caractérisé ses déclarations. Du même souffle, il renvoie les 111 hôpitaux, sans avoir étudié le problème!

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève un point d'ordre. Je n'ai pas dit que le gouvernement n'avait rien fait. J'ai dit qu'après avoir bâti 111 hôpitaux, il se mettait à étudier la situation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a fait de l'ouvrage. L'opposition

admet que les membres de la commission sont des experts et elle dit qu'ils ne sont pas assez payés. Le député de Saint-Maurice a parlé d'assurance-santé et il a pensé que nous n'en discuterions pas.

Il n'est pas un problème qui ne sera pas étudié concernant l'hospitalisation. La Commission a été nommée justement pour les étudier. L'assurance-santé est un ballon politique du Parti libéral depuis des années. En 1946, à la Conférence intergouvernementale d'Ottawa, M. King⁷ avait déclaré que, si nous renoncions à nos droits de taxation, le gouvernement fédéral établirait un programme national d'assurance-santé. Le Québec avait refusé de se plier à cette exigence.

Il passe en revue les principaux faits qui ont marqué les entretiens intergouvernementaux entre 1946 et 1956. Dans l'entre-temps, affirme-t-il, nous avons construit 111 hôpitaux et installé des milliers de lits pour améliorer la situation dans le domaine de l'hospitalisation. C'est en 1950 ou 1951 que l'honorable Paul Martin⁸ déclarait qu'il n'y aurait pas d'assurance-santé, parce que nous n'avions pas assez de lits. C'est un ballon politique tout le temps.

Au Québec, les hôpitaux et les réformes d'hospitalisation ont été multipliés. Nous sommes en faveur des mesures les plus appropriées et les plus efficaces qui soient en matière de santé publique et qui respecteront les droits essentiels de la province. Le domaine de la santé est exclusivement provincial, selon la Constitution canadienne, et le gouvernement d'Ottawa, peu importe le parti au pouvoir, n'a pas le droit de s'ingérer dans les domaines provinciaux. Il n'a pas les pouvoirs constitutionnels de le faire.

Est-ce à dire que la province de Québec va refuser de mettre en pratique le meilleur système possible? Non! La province va mettre en place le meilleur système possible. Mais la province de Québec n'est pas à vendre. Elle ne vendra jamais ses droits. Je considère qu'une vie nationale sans dorure est préférable à une paralysie nationale dorée.

À l'heure actuelle, le gouvernement donne de \$75,000,000 à \$80,000,000 par année pour l'hospitalisation et l'entretien des malades pauvres, comparativement à environ \$4,000,000 en 1955. Nous avons un système d'hospitalisation qui nous est particulier et que nous entendons conserver tel.

Nous avons aussi des droits exclusifs dans le domaine des professions telles que la médecine: c'est la province qui établit les règlements pour les professions; elle tient la clé de l'élite professionnelle. Le jour où le gouvernement d'Ottawa entrera dans le domaine de l'hospitalisation et où on aura établi un système qui dépendra du gouvernement fédéral,

celui-ci pourra du jour au lendemain menacer d'arrêter les paiements et dire: nous allons décider des qualifications des médecins qui pratiquent en vertu de la loi ou vous n'aurez pas un sou. Cela s'est déjà vu. Il serait dangereux que les médecins soient eux aussi régentés par l'État fédéral.

C'est dire qu'il faut être prudent. Mais la prudence n'est pas ennemie du progrès. Il y a moyen, et tant mieux si nous en sommes capables, d'arriver à une entente respectueuse des droits de chaque gouvernement. Nous sommes prêts à accepter une telle entente. Nous avons cependant reçu le mandat très clair de sauvegarder et de défendre les droits essentiels de la province, et nous allons les sauvegarder et les défendre. Ce n'est pas un ballon politique qui va nous faire changer d'idée et nous empêcher de faire notre devoir. Notre politique n'est pas guidée par des considérations électorales, comme le prétendent certaines personnes. Il y a des progrès à réaliser et nous allons les réaliser dans le respect des droits essentiels des gouvernements provincial et fédéral.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre n'a pas répondu à la question posée par le député de Saint-Maurice au sujet du délai de l'existence du comité. Il n'y a aucune raison de former un comité à perpétuité. Le Parti libéral a déjà formé une commission pour étudier les problèmes de l'hospitalisation et de la santé. L'Union nationale l'a fait disparaître pour en créer une autre.

La Colombie-Britannique s'est engagée seule dans le domaine de l'assurance-hospitalisation. Elle fut suivie de la Saskatchewan et voilà que l'Ontario va y pénétrer également. Elles n'ont pas attendu Ottawa pour s'engager dans ce domaine. Les paroles du premier ministre restent vagues. Je suis bien d'accord avec lui pour ce qui est de la sauvegarde des droits de la province, mais au moment où l'assurance-santé est devenue la grande question du jour, on pourrait attendre du gouvernement autre chose que de grandes déclarations de principes. Il est parfaitement possible pour la province de Québec de s'avancer dans ce domaine en sauvegardant tous ses droits. Songe-t-on à faire quelque chose? Nous sommes encore dans le noir. Il s'agit d'un problème angoissant qui se discute même aux États-Unis.

Je ne peux comprendre que le gouvernement refuse de mettre un délai au temps que prendra la commission pour faire son rapport. Nous sommes en faveur de l'étude des problèmes de l'hospitalisation, mais nous voulons que cela revienne devant la Chambre. Pourquoi refuse-t-on à la Chambre de

venir discuter cette loi plus tard? Jusqu'à quand devra-t-on garder ce comité en exercice? Le premier ministre a-t-il d'autres raisons à donner autres que celles de la complexité du problème? La complexité ne veut pas dire éternité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La Chambre constatera que cette discussion est en grande partie hors d'ordre. Nous n'avons pas voulu soulever d'objections, pour donner aux députés la latitude d'en discuter.

Le chef de l'opposition a parlé d'une défunte commission, qui était de toute évidence un organisme sans buts, sans pouvoirs et sans effet, une commission purement électorale. Elle est décédée, paix à ses cendres! Mais le chef de l'opposition n'a pas répondu à ce que j'ai dit au sujet de l'assurance-santé.

J'affirme que, dans le domaine de l'aide gouvernementale à la santé publique, le Québec, sous l'Union nationale, est bien en avant des autres provinces. Les systèmes d'assurance-santé qui ont été établis dans deux provinces sont basés sur des taxes spéciales. Il y a eu, en Saskatchewan, deux référendums, l'un à Regina, et l'autre dans un autre comté; or, la majorité des électeurs se sont prononcés contre. Je ne dis pas que ces systèmes sont mauvais en soi. Ce sont les provinces, et non pas Ottawa, qui sont maîtresses dans le domaine de la santé publique.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Admis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Et j'affirme que les empiétements en ce domaine sont extrêmement dangereux. Ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas un moyen de faire face aux difficultés et d'établir un système respectueux des droits de chacun. Sous l'Union nationale, Québec est bien en avant des autres provinces dans le domaine de la santé publique. Québec est la seule province à payer en entier les frais d'hospitalisation des malades mentaux et des tuberculeux, la seule aussi qui ait un système aussi généreux d'assistance publique.

Nous n'avons pas de préjugés. Nous sommes prêts à donner la main à tous ceux qui veulent faire une bonne œuvre, pourvu que l'on respecte nos droits fondamentaux. Pour ce qui est du délai, je n'ai pas d'objection à le préciser davantage. Nous allons amender la loi et mettre un délai de trois ans.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai demandé si la Commission allait s'occuper du problème de l'assurance-santé, et je n'ai pas encore obtenu de réponse. Le premier ministre dit que l'Union

nationale va sauvegarder les droits de la province. Correct. Il dit que, dès 1946, le premier ministre du temps, M. King, a promis d'établir un système d'assurance-santé. Est-ce que, dès ce moment-là, la province de Québec n'aurait pas dû prendre attitude? Par la suite, l'administration libérale a voté une loi pour établir un système d'assurance-santé, qui ne devait cependant entrer en vigueur que quand six provinces l'auraient accepté.

Puis, nous avons eu un changement de gouvernement. Est-ce que le gouvernement conservateur recule? Non, il va plus loin et plus vite que l'ancienne administration libérale dans ce domaine. Il a fait disparaître la clause des six provinces, avec la conséquence que l'Ontario aura l'assurance-santé dès 1959, alors que le Québec traînera de l'arrière comme à l'ordinaire par rapport aux autres provinces, à moins qu'elle ne décide d'emboîter le pas. Québec verse des millions de dollars au fédéral, mais seules les autres provinces bénéficieront des contributions d'Ottawa à l'assurance-hospitalisation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Revenons-en au bill en discussion.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je voudrais tout de même savoir si la Commission va faire rapport avant que nous ayons à payer pour l'assurance-santé des autres provinces.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La province de Québec est disposée à adopter les mesures les plus appropriées et les plus efficaces pour établir un système d'assurance-santé, à la condition que ce système soit compatible avec les droits de la province. Ce n'est pas l'Ontario, ni la Colombie, ni la Saskatchewan qui mènent le Québec. S'il y a de bons exemples ailleurs, nous n'avons pas d'objection à nous en inspirer. Il se trouve cependant que, en pratique, le Québec donne beaucoup plus de bons exemples qu'il n'en reçoit.

Il n'est aucunement dans les attributions de cette Commission de faire l'étude de l'adhésion de la province au programme d'assurance-hospitalisation. Elle a pour tâche de faire connaître les endroits où il est nécessaire de construire des hôpitaux.

Il propose un amendement portant que la Commission devra faire rapport dans les trois ans, à compter du premier décembre 1957.

Les députés de l'opposition tentent d'obtenir un délai plus court, en vain.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) refuse. Il propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil⁹.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que l'article 6 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 55, remplacé par l'article 1 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 21, et par l'article 1 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 22, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"6. Le comité doit faire rapport de ses constatations, conclusions et recommandations, avec la documentation recueillie, au ministre de la Santé, dans un délai de trois ans à compter du premier décembre 1957."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des centres médicaux de diagnostic

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 20 modifiant la loi assurant l'établissement de centres médicaux de diagnostic dans la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que l'article 4 de la loi 15-16 George VI, chapitre 8, remplacé par l'article 1 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 8, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"4. Le gouvernement peut, au cours d'une période de quatre ans à compter du 1^{er} janvier 1958, affecter à l'exécution de la présente loi, à même le fonds consolidé du revenu, de la manière et aux conditions qu'il détermine, des sommes n'excédant pas en totalité douze millions de dollars."

Il s'agit d'un projet de loi de nature à sauvegarder la santé publique. Le médecin de famille joue un rôle très important dans les centres ruraux et urbains, chez nous. Malheureusement, il tend à disparaître aujourd'hui, à la faveur de la spécialisation. Que la spécialisation soit utile et nécessaire en certains cas, il n'y a pas de doute. Mais qu'elle soit généralisée, c'est un non sens. Je suis en faveur de la spécialisation. Le spécialiste joue un rôle important en médecine, mais il faut à tout prix garder le médecin de famille.

Actuellement, il est trop difficile parfois au médecin de famille de pénétrer facilement dans les hôpitaux. De plus, il arrive que certains examens coûtent un prix que plusieurs patients n'ont pas les moyens de payer. Le présent projet de loi a pour but de réhabiliter le médecin de famille et de réduire les frais d'hôpitaux.

Un tel projet est à l'étude depuis quelques années, mais il présentait des aspects si nombreux et si complexes qu'on n'a pu y donner suite jusqu'à ce jour. L'établissement de ces centres pose plusieurs problèmes. Certains hôpitaux craignent un système qui leur ferait une concurrence inappropriée. Certains groupes réclament un centre à tel ou tel endroit. De plus, il faut s'entendre sur ce que doit être le centre de diagnostic. Un édifice possédant des appareils de diagnostic ou un centre où les patients auront aussi des chambres à leur disposition?

Nous sommes en face d'un problème difficile à régler. Il va falloir le régler. Jusqu'ici, le gouvernement de la province a reçu de nombreuses demandes de centres ruraux qui veulent un centre de diagnostic dans un hôpital organisé. Montréal en réclame, et les uns veulent l'avoir dans le nord, d'autres dans l'ouest, d'autres encore dans l'est. Après avoir longuement étudié le problème, nous avons décidé de porter de \$8,000,000 à \$12,000,000 les crédits affectés à l'établissement de centres médicaux de diagnostic.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Une loi a été passée et sanctionnée le 19 décembre 1951 concernant la création de centres de diagnostic¹⁰. On avait alors demandé un montant de \$6,000,000. En 1955-1956, on est revenu devant la Chambre avec une demande de \$8,000,000¹¹. Nous avons de nouveau approuvé le projet de loi. La loi est demeurée dans les Statuts, et aujourd'hui, on nous demande \$12,000,000.

Les centres de diagnostic sont nécessaires. On a voté cette loi il y a six ans et pas un sou n'a encore été dépensé à cet effet. Aucun centre n'a été construit, malgré les annonces à cet effet. Le gouvernement se contente de répéter que le problème est extrêmement compliqué, que les suggestions des intéressés sont contradictoires.

Je trouve inconcevable qu'en 1957 nous n'ayons pas encore, dans la province de Québec, de centres de diagnostic. Une loi a été passée en 1951 et nous n'avons encore absolument rien. N'y aurait-il pas moyen de prendre des mesures pour que les médecins de famille puissent envoyer leurs patients à des hôpitaux organisés en centres de diagnostic?

Pourtant, le montant de \$6,000,000 voté à l'origine a été augmenté à \$8,000,000 il y a deux ans, et à présent à \$12,000,000. L'opposition a été en faveur de la loi. Rien n'a été fait dans les grands centres, rien dans les centres ruraux, absolument rien. Il est incroyable que rien n'ait été encore fait.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit présentement d'un projet nouveau, d'un projet inédit. Il appartient à la province de prendre toutes les précautions nécessaires. Il faut être excessivement prudent.

Quels édifices allons-nous construire? Comment seront-ils aménagés? Les uns nous disent qu'un bureau pour recevoir les patients suffira. D'autres prétendent qu'il faut leur assurer des chambres où ils pourront demeurer pendant tout le temps que dureront les examens.

Les centres doivent être placés dans des endroits stratégiques. La suggestion à l'effet que certains hôpitaux servent de centres semble irréalisable. Tous les hôpitaux sont déjà congestionnés et ces centres, qui sont fréquentés par tout le monde, ne feraient qu'ajouter au problème.

Il y a eu bien des obstacles à surmonter dans la réalisation de cette initiative: résistance de certains hôpitaux, choix de l'emplacement, confection des plans les plus appropriés, sélection de l'équipement, etc. Il a été finalement décidé de construire des centres de diagnostic, à Montréal et à Québec, dont le coût se chiffrera entre \$4,000,000 et \$5,000,000 à chaque endroit. Un architecte a commencé à faire des plans à ce sujet il y a quelques mois. Le gouvernement veut doter la province de ce qu'il y a de mieux en ce domaine et assurer des services gratuits à la population. Rien ne change plus rapidement que les appareils exigés dans le monde médical.

Trois médecins de famille sont également venus me rencontrer au sujet de l'établissement d'un hôpital qu'ils ont construit à leurs frais, à Ville Saint-Michel. Nous leur avons accordé un montant de \$150,000. Je désire pour la province de Québec ce qu'il y a de mieux dans le domaine des centres de diagnostic et, tout particulièrement, des services gratuits.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): D'après les explications du premier ministre, c'est un projet non mûri que le gouvernement nous a d'abord soumis en 1951 et pour lequel il demandait pourtant à être autorisé à dépenser \$6,000,000. Le premier ministre revient, de plus, aujourd'hui, avec les mêmes explications qu'il donnait il y a deux ans, sur le coût élevé des appareils médicaux. À cette époque, le premier ministre s'était dit d'opinion qu'il serait dans l'ordre d'établir un centre de diagnostic à Québec et deux à Montréal, soit un à l'Université et l'autre dans le nord. Aujourd'hui, il parle d'un seul centre pour Montréal.

D'autre part, il serait bon de savoir si l'on s'entend sur le but de ces centres de diagnostic. Il me semble que l'on doit d'abord viser à aider le médecin de famille et la famille moyenne, celle qui compte quatre ou cinq enfants. Il faut permettre au médecin de famille de pouvoir procéder à un diagnostic précis, éviter que le manque de moyens financiers du malade n'entre en ligne de compte.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) signifie son accord à ce propos.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce que les hôpitaux de campagne ne pourraient pas être utilisés, du moins au début, pour y loger des centres de diagnostic?

On pourrait procéder, du moins ainsi, plus rondement et faire bénéficier plus tôt les gens de la loi. Le premier ministre cherche, semble-t-il, à donner l'impression que le problème est insoluble, et pendant ce temps, il ne se fait rien.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Je suis tout à fait en faveur du projet de loi. Nous avons plusieurs médecins du Québec qui ont suivi des cours post-universitaires à la fameuse clinique Leahy de Boston. Ils pourraient rendre d'éminents services quand il s'agira de créer des centres de diagnostic dans la province.

Pour ma part, je crois que Montréal devrait fournir gratuitement le terrain où bâtir un tel centre dans la métropole. À titre de conseiller, j'entends en faire une proposition concrète lors d'une prochaine séance du conseil municipal de Montréal.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Si le gouvernement veut vraiment aider le médecin de famille avec sa loi, il doit songer aux petits centres où se recrutent principalement les médecins de famille.

Les centres de diagnostic pourraient être établis dans les hôpitaux et profiter ainsi de l'apport des experts médicaux de ces hôpitaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose l'adoption de la résolution.

La résolution est adoptée.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose que la mesure soit adoptée sur-le-champ en troisième lecture.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Rimouski

M. Dionne (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 modifiant la charte de la ville de Rimouski soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Joliette

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 modifiant la charte de la cité de Joliette soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Lac des Piles

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 157 concernant la protection du Lac des Piles en la municipalité de la paroisse de Sainte-Flore soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Côte-Saint-Luc

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 184 modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire catholique de LaSalle

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 185 concernant la municipalité scolaire de Ville LaSalle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de LaSalle

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 190 modifiant la charte de la ville LaSalle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ville Saint-Pierre et Canadian Car Co.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 212 concernant Ville Saint-Pierre et Canadian Car Company Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Biens immobiliers à Rivière-Croche

M. Ducharme (Lavolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 233 concernant l'évaluation de certains biens immobiliers situés dans les limites de la municipalité scolaire de Rivière-Croche soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Jacques-Cartier

M. Ladouceur (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 240 attribuant certains pouvoirs aux commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Jacques-Cartier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Marcel Van de Putte

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 241 changeant le nom de Marcel Van de Putte en celui de Marcel Marion soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission des écoles catholiques de Chicoutimi

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 245 concernant la Commission scolaire de la cité de Chicoutimi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession M. J. L. Rodier

M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 concernant la succession de Marie Joseph Louis Léonce Léopold Rodier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Jacques-Cartier

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 131 accordant certains pouvoirs à la corporation du comté de Jacques-Cartier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Mary Ruth Bradley

M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 198 concernant la succession de feu dame Mary Ruth Bradley soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Comité d'habitation de la L.O.C.

M. Caron (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 206 concernant les pouvoirs du comité d'habitation de la L.O.C. de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Compagnie de chemin de fer Cartier

M. Ouellet (Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 211 constituant en corporation la

Cartier Manicouagan Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Communauté des sœurs de Charité de la Providence

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 247 modifiant la charte de la communauté des sœurs de Charité de la Providence soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Les Prévoyants du Canada

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 263 concernant Les Prévoyants du Canada soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain après-midi à 3 h 30.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. M. Lapalme, précise *La Presse* du 10 décembre 1957, à la page 45, est en effet de retour en Chambre après une semaine passée dans sa famille, à la suite du décès et des funérailles de son père.

2. Selon *Le Devoir* du 12 décembre 1957, à la page 3, le premier ministre s'est absenté quelques secondes pour aller prendre un document que lui apportait un secrétaire, tandis que le débat s'engageait entre le député Thériage et le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque).

3. *La Presse* du 11 décembre 1957, à la page 49, nous apprend que le ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette), parrain des bills 19 et 20, n'est pas présent ce jour-là en Chambre. C'est donc le premier ministre qui le remplace.

4. Le chef de l'opposition fait allusion à la loi concernant les problèmes de l'hospitalisation (bill 42, 2-3 Elizabeth II, chapitre 55), sanctionnée le 28 janvier 1954.

5. Par l'intermédiaire de la loi modifiant la loi relative aux problèmes de l'hospitalisation ou bill 47 (3-4 Elizabeth II, chapitre 21), sanctionnée le 22 février 1955.

6. La Chambre a cette fois voté la loi modifiant la loi relative aux problèmes de l'hospitalisation, ou bill 23 (4-5 Elizabeth II, chapitre 22), sanctionnée le 15 décembre 1955.

7. William Lyon Mackenzie King, premier ministre libéral du Canada (1921-1930, 1935-1948).

8. Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social dans le cabinet du premier ministre libéral Saint-Laurent.

9. *Le Devoir* du 11 décembre 1957, à la page 3, fait remarquer que ce débat sur le bill 20 a duré plus d'une heure.

10. Il s'agit du bill 33, la loi assurant l'établissement de centres médicaux de diagnostic dans la province (15-16 George VI, chapitre 81).

11. Le gouvernement de l'Union nationale a en effet fait voter le bill 8, la loi modifiant la loi assurant l'établissement de centres médicaux de diagnostic dans la province (4-5 Elizabeth II, chapitre 7), sanctionnée le 16 décembre 1955.

Séance du mercredi 11 décembre 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 138 concernant un acte de donation par Armand Lecompte à Maurice Lecompte.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 117 constituant en corporation Aeterna-Vie, compagnie mutuelle d'assurance sur la vie;
- bill 227 relatif à l'autorisation de vendre des lots vacants de la succession de P. E. Gélinas;
- bill 231 concernant La Mutuelle des travailleurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 146 modifiant la charte de la ville de Val-d'Or et concernant certaines corporations municipales du comté d'Abitibi-Est;
- bill 243 constituant en corporation la ville de Saint-Eustache sur le Lac.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 105 constituant en corporation Les pères Capucins de Québec;
- bill 133 modifiant la charte de la ville de Berthierville et concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Berthier, dans le comté de Berthier;

- bill 238 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Roberval, dans le comté de Roberval;

- bill 205 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de la Rivière-des-Prairies et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies;

- bill 179 concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Montmagny.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 139 concernant la corporation municipale de la paroisse de Saint-Jacques-le-Majeur de Causapsal et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Causapsal Village et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Causapsal;

- bill 159 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Anjou, dans le comté de Laval;

- bill 228 concernant les commissaires d'écoles catholiques de la cité de Granby.

Projets de loi:

Donation de Armand Lecompte

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 138 concernant un acte de donation par Armand Lecompte à Maurice Lecompte.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 138 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Aeterna-Vie

M. Bertrand (Missisquoi) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 117 constituant en corporation Aeterna-Vie, compagnie mutuelle d'assurance sur la vie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 117 sans l'amender.

M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession P. E. Gélinas

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 227 relatif à l'autorisation de vendre des lots vacants de la succession de P. E. Gélinas.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 227 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

La Mutuelle des travailleurs

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 231 concernant La Mutuelle des travailleurs.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 231 sans l'amender.

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Saint-Eustache sur le Lac

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 243 constituant en corporation la ville de Saint-Eustache sur le Lac.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 243 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Pères capucins de Québec

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 105 constituant en corporation Les pères Capucins de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 105 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Montmagny

M. Lizotte (L'Islet) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 179 concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Montmagny.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 179 sans l'amender.

M. Lizotte (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Granby

M. Russell (Shefford) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 228 concernant les commissaires d'écoles catholiques de la cité de Granby.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 228 sans l'amender.

M. Russell (Shefford) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Val-d'Or

M. Larouche (Témiscamingue) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 146 modifiant la charte de la ville de Val-d'Or et concernant certaines corporations municipales du comté d'Abitibi-Est.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 146 sans l'amender.

M. Larouche (Témiscamingue) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Berthierville

M. Lavallée (Berthier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 133 modifiant la charte de la ville de Berthierville et concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Berthier, dans le comté de Berthier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 133 sans l'amender.

M. Lavallée (Berthier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Roberval

M. Spence (Roberval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 238 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Roberval, dans le comté de Roberval.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 238 sans l'amender.

M. Spence (Roberval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rivière-des-Prairies

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 205 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de la Rivière-des-Prairies et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 205 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Causapscal

M. Gagnon (Matapédia) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 139 concernant la corporation municipale de la paroisse de Saint-Jacques-le-Majeur de Causapscal et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Causapscal Village et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Causapscal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 139 sans l'amender.

M. Gagnon (Matapédia) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire d'Anjou

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 159 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Anjou, dans le comté de Laval.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 159 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire protestante de Longueuil

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, du consentement unanime, que le bill 113 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire (protestante) de Longueuil, dans le comté de Chambly, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Société agricole des Cantons-de-l'Est

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 concernant la Société agricole des Cantons-de-l'Est soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Technologistes médicaux

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 des technologistes médicaux du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Romaine River Railway Co.

M. Gagné (Richelieu) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 213 concernant Romaine River Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

L'Alliance des coopératives de consommation

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 252 concernant L'Alliance des coopératives de consommation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Henry James Hummell

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 changeant le nom de famille de Henry James Hummell en celui de Richstone soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Louiseville

M. Caron (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 modifiant la charte de la ville de Louiseville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Mégantic

M. Guillemette (Frontenac) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 160 modifiant la charte de la ville de Mégantic soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Saint-Camille-de-Lellis

M. Poirier (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 193 concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Camille-de-Lellis (Bellechasse) soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Saint-Martin

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 253 modifiant la charte de la ville de Saint-Martin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 254 concernant Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

10 décembre 1957

Ordonné: Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 17 octroyant à Sa Majesté des

deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1958, et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Il y a, dit-il, beaucoup de travail à abattre aux comités des bills privés et publics. La Chambre ajournera donc sa séance pour permettre aux députés de siéger à ces comités.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 3 h 05¹.

NOTE

1. *Le Devoir* du 12 décembre 1957, à la page 3, confirme que cette séance n'a duré que cinq minutes. Les députés ont siégé en comité des bills privés, en vue de hâter l'étude des projets de loi soumis par différents groupes ou individus.

Séance du jeudi 12 décembre 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Association athlétique
nationale de la jeunesse**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Gagné), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de l'Association athlétique nationale de la jeunesse, demandant l'adoption d'une loi la concernant, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de l'Association athlétique nationale de la jeunesse, demandant l'adoption d'une loi la concernant.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 181 concernant le Club Saint-Denis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 173 concernant la succession de Philippe Toupin;
- bill 147 concernant la succession de Marius Raymond;
- bill 103 constituant en corporation l'École Vincent d'Indy.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 178 pour ajouter au nom de Manuel Abramovich et autres celui de Abrams;

- bill 161 accordant certains pouvoirs spéciaux aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan, dans le comté de Saint-Maurice;

- bill 107 changeant le nom de famille de Marie Rita Yvette Guay en celui de Cubaynes;

- bill 125 modifiant la charte de la ville de Richmond;

- bill 143 modifiant la charte de la ville de Rivière-des-Prairies;

- bill 127 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Dolbeau, dans le comté de Roberval.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité fait rapport qu'il réfère à votre honorable Chambre, pour considération, le bill 158 constituant en corporation le Collège des chiropraticiens du Québec, et le bill 216 sur la chiropratique dans la province de Québec.

Projets de loi:

**Club
Saint-Denis**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 181 concernant le Club Saint-Denis.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 181 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Succession
Philippe Toupin**

M. Hébert (Beauharnois) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 173 concernant la succession de Philippe Toupin.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 173 sans l'amender.

M. Hébert (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Succession
Marius Raymond**

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 147 concernant la succession de Marius Raymond.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 147 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**École
Vincent d'Indy**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 constituant en corporation l'École Vincent d'Indy.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 103 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Manuel
Abramovich**

M. Caron (Maskinongé) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 178 pour ajouter au nom de Manuel Abramovich et autres celui de Abrams.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 178 sans l'amender.

M. Caron (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission scolaire
de Shawinigan**

M. Ducharme (Laviolette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 161 accordant certains pouvoirs spéciaux aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan, dans le comté de Saint-Maurice.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 161 sans l'amender.

M. Ducharme (Laviolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Marie Rita Yvette
Guay**

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 107 changeant le nom de famille de Marie Rita Yvette Guay en celui de Cubaynes.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 107 sans l'amender.

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Richmond**

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 125 modifiant la charte de la ville de Richmond.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 125 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte de
Rivière-des-Prairies**

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 143 modifiant la charte de la ville de Rivière-des-Prairies.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 143 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission scolaire
de Dolbeau**

M. Spence (Roberval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 127 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Dolbeau, dans le comté de Roberval.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 127 sans l'amender.

M. Spence (Roberval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Pont-Viau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation municipale de Saint-Joseph-de-Coleraine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Beaconsfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Bourlamaque, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation municipale de Dollard-des-Ormeaux, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Claude Maranda, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens

dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:

Bourlamaque

M. Larouche (Témiscamingue) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 145 concernant la ville de Bourlamaque.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Beaconsfield

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 149 modifiant la charte de la ville de Beaconsfield.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Pont-Viau

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 168 modifiant la charte de la ville de Pont-Viau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dollard-des-Ormeaux

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 180 concernant la municipalité de Dollard-des-Ormeaux.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Duvernay

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 183 concernant la municipalité de Duvernay.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Saint-Joseph-de-Coleraine

M. Fortin (Mégantic) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 248 conférant certains pouvoirs à la corporation municipale de Saint-Joseph-de-Coleraine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Claude Maranda

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 259 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Claude Maranda au nombre de ses membres.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

M. Hébert (Beauharnois) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 260 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 autorisant de nouveaux crédits pour fin de prêts agricoles;
- bill 3 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation;
- bill 4 modifiant la loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement;
- bill 6 modifiant la loi de la prévention des incendies;
- bill 8 concernant la juridiction de la Cour supérieure en matières criminelles;
- bill 9 modifiant l'article 37 de la loi de la pêche;
- bill 10 modifiant la loi des tribunaux judiciaires;
- bill 11 relatif à l'Université de Sherbrooke;
- bill 13 modifiant la loi concernant un système routier approprié aux besoins de la province;
- bill 15 modifiant le Code de procédure civile relativement aux matières sommaires;
- bill 16 modifiant la loi relative aux problèmes de la voirie provinciale;
- bill 101 concernant la succession de dame Julie Lalanne, veuve de Antoine Rocheleau;
- bill 102 constituant en corporation la Jewish Congregation of St. Laurent;

- bill 104 concernant l'Union Canadienne compagnie d'assurances;
- bill 106 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Simon Dumenco au nombre de ses membres, après examen;
- bill 110 modifiant la charte de la cité de Rouyn;
- bill 111 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Eugène Jurisic à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;
- bill 115 concernant la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice;
- bill 118 concernant les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de la ville d'Alma, de la ville de Naudville, de la municipalité de la paroisse d'Alma, dans le comté de Lac-Saint-Jean;
- bill 120 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Michel-des-Saints, dans le comté de Berthier;
- bill 124 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Nicolet, dans le comté de Nicolet, et la Commission scolaire de la paroisse Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet;
- bill 134 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Michael John Fawcett à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;
- bill 135 changeant le nom de Jeanne Côté en celui de Jeanne Hyland;
- bill 150 changeant le nom de Jonas Segamogas en celui de Jonas Semogas;
- bill 151 concernant la Caisse nationale d'économie;
- bill 174 concernant les commissaires d'écoles pour les municipalités de Saint-Romuald-d'Etchemin, Charny et Bienville;
- bill 199 concernant l'adoption et le changement de nom de Ivan Rufus Williams;
- bill 208 modifiant le testament de Télesphore Jeanson-Lapalme;
- bill 209 autorisant les chirurgiens dentistes de Québec à admettre Zofia Ortowska-Orny à l'exercice de la profession de dentiste, après examen;
- bill 223 pour pourvoir à la liquidation et au partage définitif de la succession de dame Georgianna Saint-Georges, veuve du docteur C. A. Lortie.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 141 concernant la Société gazifère de Hull Incorporée, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant, à la fin de la troisième ligne, les mots "l'article 9" par les mots "l'article 10";

2. L'article 7 est remplacé dans la version anglaise seulement;

3. L'article 10 est modifié en remplaçant, dans les deux dernières lignes, les mots "Hull, Papineau et Argenteuil" par les mots "Hull et Papineau".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 152 modifiant la loi constituant en corporation l'Hôpital Général Saint-Vincent-de-Paul de Sherbrooke, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

a. en ajoutant immédiatement après le mot "médecine", dans la cinquième ligne du sous-article 3, ce qui suit:

" , de l'art dentaire";

b. en ajoutant après le mot "pédiatrie", dans la dernière ligne de la première page, ce qui suit:

" , d'art dentaire";

2. Le sous-article 4 de l'article 1 est modifié à la page 3 en remplaçant dans le paragraphe *m* les mots "dispenser et fournir au public, moyennant rémunération", par les mots:

"subordonnement aux lois régissant la pratique de la médecine, de l'art dentaire et de la pharmacie, dispenser et fournir, moyennant rémunération, aux personnes hospitalisées dans son institution ou traitées dans ses cliniques".

Projets de loi:

Société gazifère de Hull Inc.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 141 concernant la Société gazifère de Hull Incorporée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les conseillers ont décidé de réduire le territoire dans lequel la Société gazifère de Hull pourra distribuer son gaz naturel; on a soustrait de ce territoire le comté d'Argenteuil.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Hôpital Général Saint-Vincent-de-Paul de Sherbrooke

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 152 modifiant la loi constituant en corporation l'Hôpital Général Saint-Vincent-de-Paul de Sherbrooke.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Dans le bill de Sherbrooke, où il était question des prérogatives de la Société Saint-Vincent-de-Paul, la Chambre haute a fait certains changements pour protéger les droits des dentistes.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 5 modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 10 est modifié en remplaçant, dans les deux dernières lignes, les mots "cent dollars par mois" par les mots "cent vingt-cinq dollars par mois".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 114 concernant la ville de Saint-Raymond et la corporation municipale de la paroisse de Saint-Raymond ainsi que les commissaires d'écoles pour la ville de Saint-Raymond et la paroisse de Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 9 est modifié en y ajoutant ce qui suit comme deuxième paragraphe:

"La proportion de 80 % pour la corporation scolaire de la ville de Saint-Raymond et la proportion de 20 % pour la corporation scolaire de la paroisse de Saint-Raymond sera partagée respectivement entre les commissions scolaires

catholiques concernées et les syndic d'écoles protestantes de la paroisse de Saint-Raymond au prorata du nombre des enfants de chacune des dénominations religieuses, catholique romaine et protestante, respectivement, résidant dans le territoire commun à chacune des corporations scolaires concernées, tel que déterminé par le recensement prévu à l'article 285 de la loi de l'Instruction publique. En cas de divergence d'opinions à ce sujet, c'est le surintendant de l'Instruction publique qui décidera en dernier ressort."

Projets de loi:

Loi de la conciliation entre locataires et propriétaires

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 5 modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le conseil a décidé que les loyers allant jusqu'à \$125 resteraient sous le contrôle de la Régie après le 30 avril prochain. Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon) avait demandé à la Chambre de maintenir, sous la surveillance de la Régie, les loyers allant jusqu'à \$150.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Je croyais que le Conseil législatif n'était vraiment pas utile à la province; mais cette semaine, j'ai rencontré mes amis du Conseil, notamment le leader du groupe ministériel, l'honorable Édouard Asselin, et ils ont convenu qu'il serait sage de se rendre, au moins partiellement, à ma demande et de faire l'amendement. J'en suis très satisfait. Je remercie le Conseil et le premier ministre qui veut bien concourir dans l'amendement apporté par ce dernier.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Taxe de vente à Saint-Raymond

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 114 concernant la ville de Saint-Raymond et la

corporation municipale de la paroisse de Saint-Raymond, ainsi que les commissaires d'écoles pour la ville de Saint-Raymond et la paroisse de Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 18 relatif aux prêts d'habitation d'Hydro-Québec et de Beauharnois Light, Heat and Power Company;

- bill 19 modifiant la loi relative aux problèmes de l'hospitalisation;

- bill 20 modifiant la loi assurant l'établissement de centres médicaux de diagnostic dans la province.

Projets de loi:

Loi des caisses populaires

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 21 modifiant la loi pour collaborer au succès des caisses populaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que l'article 1 de la loi 11 George VI,

chapitre 15, modifié par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 38, et par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 34, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la treizième ligne, le mot "douze" par le mot "vingt".

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 modifiant la loi pour collaborer au succès des caisses populaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet de loi, dit-il, fait suite à une initiative féconde de l'Union nationale. Il s'agit de prolonger l'application d'une "loi pour collaborer au succès des caisses populaires"¹.

Les caisses populaires ont joué et jouent un rôle des plus importants dans l'économie de la province. Elles ont été fondées par le commandeur Desjardins. Elles ont connu des périodes difficiles, rencontré des difficultés considérables et des obstacles quasi insurmontables. Mais grâce à l'appui qu'elles ont reçu du public et, en partie, à l'aide du gouvernement de la province, elles ont fini par triompher et par surmonter tous les obstacles et sont aujourd'hui établies solidement dans le Québec. Cet argent, utilisé pour l'inspection et le programme éducatif des caisses, a fait beaucoup de bien, et l'initiative du gouvernement a été très féconde. Les caisses ont aussi pu continuer l'inspection des groupements paroissiaux, régionaux et provinciaux.

Le but du bill est de prolonger l'octroi d'une subvention annuelle, utilisée surtout pour l'inspection. Il y a quelques années, le ministre actuel de l'Agriculture (l'honorable M. Barré), avait fait voter la loi accordant aux caisses populaires une subvention gouvernementale de \$90,000 par année pendant 12 ans². Cette période étant sur le point de se terminer, le gouvernement, par ce bill, veut prolonger de huit ans l'existence de cette loi.

Tous ne reconnaissent pas les avantages de l'économie, son utilité dans la famille et dans la collectivité, et n'apprécient malheureusement pas à sa juste valeur l'utilité et les bienfaits de l'épargne populaire que les caisses populaires ont contribué à

généraliser. Les caisses mettent en relief ces avantages et cette utilité, et propagent l'esprit d'épargne, une grande qualité.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre a qualifié d'initiative féconde l'aide du gouvernement actuel aux caisses populaires. En regardant le dossier, j'ai constaté que lors de la loi présentée par l'Union nationale, en 1937³, le premier ministre a employé les mêmes qualificatifs.

Le premier ministre dit souvent qu'il faut rendre justice à qui justice est due. Il devrait, il me semble, rendre justice à ceux qui, avant lui, ont commencé cette initiative féconde. À entendre le premier ministre se vanter de cette mesure, on pourrait croire qu'il s'agit d'une initiative de son gouvernement. Mais la loi remonte à aussi loin que 1931, alors que l'Union nationale n'était pas au pouvoir⁴. C'est un régime libéral qui a inauguré cette politique de verser une subvention annuelle à ces organismes de crédit.

La première loi a en effet été votée en 1932, sous un régime libéral. Elle autorisait le secrétaire de la province à verser à la Fédération de Québec des Unions régionales des caisses populaires Desjardins un montant de \$20,000 par année pendant 10 ans aux caisses populaires, pour être affecté à la propagande et à la surveillance efficace des caisses.

En 1937, sous le premier gouvernement de l'Union nationale, le subside annuel a été doublé et la loi adoptée à cet effet autorisait le gouvernement à verser des subsides jusqu'à concurrence de \$40,000 pour cinq ans, à toute fédération de caisses populaires Desjardins. Il y avait alors plus d'une fédération ou groupement de caisses populaires. D'après cette loi de 1937, c'est le ministre de l'Agriculture qui signait les contrats déterminant les conditions d'emploi et les termes de paiement des subsides, lesquels étaient payés à même le fonds consolidé de la province.

Sous le régime Godbout, en 1942, la loi fut de nouveau amendée et, cette fois, la subvention globale était portée à \$80,000 par année et était accordée à la Fédération de Québec des Unions régionales de caisses populaires pendant une période n'excédant pas cinq ans⁵. Un article de la loi stipulait que la subvention était accordée comme suit: \$100 par caisse affiliée à la Fédération jusqu'à concurrence de 600 caisses affiliées et, passé ce chiffre, à \$50 par caisse, jusqu'à concurrence de 400 caisses affiliées, de façon à ce que le total ne dépasse pas \$80,000.

En 1947, le montant a été augmenté de \$10,000 à un total de \$90,000 par an par l'Union

nationale pour une période de trois ans⁶. Cette période a été étendue à sept ans en 1950, à 12 ans en 1953⁷, et elle l'est aujourd'hui à 20 ans, en sorte que les fédérations de caisses populaires peuvent compter sur ce montant au moins jusqu'en 1967. Alors, cela ne représente en fait pas plus de \$10,000 d'augmentation par rapport à ce qui a été voté en 1942.

C'est donc une législation assez vieille, et cela signifie que tous les partis politiques, depuis 1931, ont aidé les caisses populaires. Mais à écouter le premier ministre, on croirait que toutes les mesures bénéfiques ont été initiées par le gouvernement actuel.

Les caisses ont rendu d'immenses services à la population du Québec, surtout depuis la guerre, principalement dans le domaine de la reconstruction des maisons d'habitation. Il me fait donc plaisir, comme dans le passé, de voter en faveur de cette loi.

(Au premier ministre) Combien y a-t-il actuellement de caisses populaires dans la province de Québec et comment emploie-t-on le \$90,000 que nous votons?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a actuellement environ 1,200 caisses populaires dans le Québec.

Le chef de l'opposition loue un régime libéral, celui de M. Taschereau, en prenant plaisir à souligner que la première loi accordant une subvention aux caisses populaires avait été due à son initiative. C'est pourtant le chef actuel de l'opposition qui, en 1952, se promenait à travers le Québec en se présentant comme un homme nouveau, reniant les régimes Taschereau et Godbout⁸. Quand M. Taschereau donnait \$20,000, il aurait dû donner \$200,000 tellement les caisses populaires étaient alors en mauvaise posture. C'est l'Union nationale qui a réparé la situation et qui continue de le faire.

Pour ce qui est de la façon dont ces fonds sont distribués, ce sont les dirigeants des caisses qui nous l'indiquent. Ordinairement, l'argent sert surtout pour l'inspection des caisses et la vérification des livres. Sans qu'il y ait malhonnêteté, il peut arriver que, dans certaines localités, les dirigeants des caisses, quoique remplis de bonnes intentions, peuvent manquer d'expérience.

Les inspecteurs passent et voient s'il y a des choses à corriger. C'est le devoir du gouvernement de protéger l'épargne du peuple, notamment des petits épargnants. À l'heure actuelle, ça va très bien et les caisses n'ont pas manqué de nous en exprimer leur reconnaissance.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je n'ai pas voulu me raccrocher à un gouvernement, mais plutôt à une loi qui a originé en 1932 et dont l'Union nationale ne peut se vanter d'être l'auteur, puisqu'elle n'a fait que continuer ce qui avait été commencé avant elle. Je voulais simplement empêcher le premier ministre de croire que l'aide gouvernementale aux caisses populaires était une initiative de l'Union nationale. Quant à celui qui se présentait comme un homme nouveau, le premier ministre a fait une autre erreur, car ce n'est pas moi, mais M. Bennett⁹ qui s'est présenté comme tel.

Quand j'écoute les vantardises du premier ministre, quand je l'entends se donner le crédit de ce qui a été fait par ses prédécesseurs, je me dis qu'il doit être un grand amateur d'opéra, et en particulier de *Guillaume Tell*¹⁰. Il y a dans cet opéra un bailli très conscient de son importance et qui se prend pour une émanation de l'empereur. Si je suis une émanation de l'empereur, finit-il par dire, il en va de même pour tout ce que je possède. À tel point qu'il voudrait forcer les villageois à se prosterner devant son chapeau.

Je suggère au premier ministre d'imiter complètement ce bailli et d'accrocher son chapeau à l'une des statues que l'on trouve à la porte du Sauvage, la porte principale du parlement. Les gens pourront y faire la révérence et nous, nous pourrions parler des lois sérieusement. On ne sera pas distrait par les révérences et les coups d'encensoir qui doivent être dirigés vers le premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne suis pas surpris d'entendre le chef de l'opposition parler de *Guillaume Tell*. C'est l'homme qui visait tellement juste, quand il lançait une flèche, qu'il pouvait atteindre une pomme sur la tête de son propre fils. Mais les flèches du chef de l'opposition sont loin d'être aussi précises et dangereuses pour l'adversaire. S'il y avait une pomme sur mon chapeau, elle aurait des chances d'y rester bien longtemps.

(Faisant allusion à la calvitie de M. Lapalme) Par contre, elle ne resterait pas longtemps sur la tête du chef de l'opposition!

Mais nous sommes loin du bill. C'est toujours le défaut de l'opposition; quand nous parlons de projets sérieux, ils pensent aux pommes et aux airs d'opéra. Nous allons leur laisser les airs. Quant à nous, nous continuerons de travailler pour le bien public.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des jurés

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 modifiant la loi des jurés soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi, déclare-t-il, a pour but de simplifier le travail des secrétaires-trésoriers de municipalités et des officiers spéciaux chargés de la confection des listes des jurés, et de réduire au minimum le risque d'erreurs dans l'exécution de cette procédure.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je ne vois aucune objection à cette mesure.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 23 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

2 Loi autorisant de nouveaux crédits pour fin de prêts agricoles;

3 Loi modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation;

4 Loi modifiant la loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement;

5 Loi modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires;

6 Loi modifiant la loi de la prévention des incendies;

8 Loi concernant la juridiction de la Cour supérieure en matières criminelles;

9 Loi modifiant l'article 37 de la loi de la pêche;

10 Loi modifiant la loi des tribunaux judiciaires;

11 Loi relative à l'Université de Sherbrooke;

13 Loi modifiant la loi concernant un système routier approprié aux besoins de la province;

15 Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux matières sommaires;

16 Loi modifiant la loi relative aux problèmes de la voirie provinciale;

18 Loi relative aux prêts d'habitation d'Hydro-Québec et de Beauharnois Light, Heat and Power Company;

19 Loi modifiant la loi relative aux problèmes de l'hospitalisation;

20 Loi modifiant la loi assurant l'établissement de centres médicaux de diagnostic dans la province;

101 Loi concernant la succession de dame Julie Lalanne, veuve de Antoine Rocheleau;

102 Loi constituant en corporation la Jewish Congregation of St. Laurent;

104 Loi concernant l'Union Canadienne compagnie d'assurances;

106 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Simon Dumenco au nombre de ses membres, après examen;

110 Loi modifiant la charte de la cité de Rouyn;

111 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Eugène Jurisic à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

114 Loi concernant la ville de Saint-Raymond et la corporation municipale de la paroisse de Saint-Raymond ainsi que les commissaires d'écoles pour la ville de Saint-Raymond et la paroisse de Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf;

115 Loi concernant la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice;

118 Loi concernant les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de la ville d'Alma, de la ville de Naudville, de la municipalité de la paroisse d'Alma, dans le comté de Lac-Saint-Jean;

120 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Michel-des-Saints, dans le comté de Berthier;

124 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Nicolet, dans le comté de Nicolet, et la Commission scolaire de la paroisse Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet;

134 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Michael John Fawcett à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

135 Loi changeant le nom de Jeanne Côté en celui de Jeanne Hyland;

141 Loi concernant la Société gazifère de Hull Incorporée;

150 Loi changeant le nom de Jonas Segamogas en celui de Jonas Semogas;

151 Loi concernant la Caisse nationale d'économie;

152 Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Hôpital Général Saint-Vincent-de-Paul de Sherbrooke;

174 Loi concernant les commissaires d'écoles pour les municipalités de Saint-Romuald-d'Étchemin, Charny et Bienville;

199 Loi concernant l'adoption et le changement de nom de Ivan Rufus Williams;

208 Loi modifiant le testament de Téléphore Jeanson-Lapalme;

209 Loi autorisant les chirurgiens dentistes de Québec à admettre Zofia Ortowska-Orny à l'exercice de la profession de dentiste, après examen;

223 Loi pour pourvoir à la liquidation et au partage définitif de la succession de dame Georgianna Saint-Georges, veuve du docteur C. A. Lortie.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

17 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1958, et pour d'autres fins.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Rapports des comités permanents:

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 165 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Laurent;
- bill 175 concernant l'imposition d'une taxe de vente pour fins municipales dans le village de Maniwaki et une taxe d'éducation dans la municipalité scolaire de Maniwaki;
- bill 195 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Iberville.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 189 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Sainte-Rose.

Projets de loi:

Commission scolaire de Saint-Laurent

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 165 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Laurent.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 165 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Taxes de vente et d'éducation à Maniwaki

M. Desjardins (Gatineau) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 175 concernant l'imposition d'une taxe de vente pour fins municipales dans le village de Maniwaki et une taxe d'éducation dans la municipalité scolaire de Maniwaki.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 175 sans l'amender.

M. Desjardins (Gatineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire d'Iberville

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 195 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Iberville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 195 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Sainte-Rose

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 189 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Sainte-Rose.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 189 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Cette loi pour collaborer au succès des caisses populaires (11 George VI, chapitre 15, bill 43 à l'époque) a été adoptée pour la première fois en 1947 et sanctionnée le 10 mai de cette année-là.

2. Il s'agit du bill mentionné dans la note précédente.

3. Le chef de l'opposition parle du bill 34, la loi concernant l'épargne populaire et les caisses Desjardins (1 George VI, chapitre 92), qui entre en vigueur le 14 avril 1937.

4. M. Lapalme évoque cette fois le bill 238, la loi concernant les caisses populaires dites Desjardins,

organisées en vertu de la loi des syndicats coopératifs (22 George V, chapitre 9), sanctionnée le 19 février 1932, mais introduite en Chambre lors de la session de 1931-1932.

5. Par l'intermédiaire du bill 48, la loi pour favoriser la diffusion des caisses populaires (6 George VI, chapitre 5), sanctionné le 29 mai 1942.

6. À la suite de l'adoption du bill 43.

7. Respectivement à la suite de l'adoption du bill 72 (sanction: 29 mars 1950) et du bill 13 (sanction: 17 décembre 1953).

8. Louis-Alexandre Taschereau et Adélard Godbout ont respectivement occupé le siège de premier ministre du Québec de 1920 à 1935 et de 1939 à 1944.

9. Il s'agit sans doute de William Andrew Cecil Bennet, premier ministre créditiste de la Colombie-Britannique d'août 1952 à août 1972.

10. Cet opéra, composé par Giachino Antonio Rossini (1792-1868), a été créé le 3 août 1829 au Théâtre de l'Académie Royale de Musique de Paris. Nous avons voulu savoir si Guillaume Tell n'avait pas été joué à Montréal ou à Québec dans les mois ou les années précédant le début de la session, d'où l'allusion du chef de l'opposition, mais semble-t-il que cet opéra méconnu de Rossini a été joué pour la dernière fois à Montréal en 1895 ou 1896. Il n'aurait été enregistré sur disque qu'au début de la décennie 1970.

Séance du mardi 17 décembre 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Association des directeurs
de funérailles et embaumeurs**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Maltais), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Raymond Bissonnette et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les directeurs de funérailles et embaumeurs de la province de Québec inc., et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Raymond Bissonnette et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les directeurs de funérailles et embaumeurs de la province de Québec inc.

**Commission scolaire
de Saint-Félicien**

M. Spence (Roberval) propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Auger), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la corporation scolaire de la paroisse de Saint-Félicien, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite corporation, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la corporation scolaire de la paroisse de Saint-Félicien, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite corporation.

Rapports des comités permanents:

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 116 modifiant la charte de la ville de Rimouski;

- bill 157 concernant la protection du Lac des Piles en la municipalité de la paroisse de Sainte-Flore;

- bill 212 concernant Ville Saint-Pierre et Canadian Car Company Limited;

- bill 190 modifiant la charte de la ville LaSalle;

- bill 185 concernant la municipalité scolaire de la ville LaSalle.

Votre comité recommande de plus, à votre honorable Chambre, que le titre du bill 185 ci-dessus mentionné, concernant la municipalité scolaire de ville LaSalle, soit changé en celui de loi concernant la Commission des écoles catholiques de LaSalle.

Et, aussi, les bills suivants:

- bill 121 modifiant la charte de la cité de Joliette;

- bill 245 concernant la Commission scolaire de la cité de Chicoutimi.

Votre comité recommande de plus, à votre honorable Chambre, que le titre du bill 245, ci-dessus mentionné, concernant la Commission scolaire de la cité de Chicoutimi, soit changé en celui de loi concernant la Commission des écoles catholiques de Chicoutimi".

Votre comité recommande de prolonger au 17 janvier prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 30 janvier prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:**Charte
de Rimouski**

M. Dionne (Rimouski) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 116 modifiant la charte de la ville de Rimouski.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 116 sans l'amender.

M. Dionne (Rimouski) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Lac des Piles

M. Ducharme (Laviolette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 157 concernant la protection du Lac des Piles en la municipalité de la paroisse de Sainte-Flore.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 157 sans l'amender.

M. Ducharme (Laviolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Ville Saint-Pierre et
Canadian Car Co.**

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 212 concernant Ville Saint-Pierre et Canadian Car Company Limited.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 212 sans l'amender.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de LaSalle**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 190 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 190 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission scolaire catholique
de LaSalle**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 185 concernant la Commission des écoles catholiques de LaSalle.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 185 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Joliette

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 121 modifiant la charte de la cité de Joliette.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 121 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission des écoles catholiques de Chicoutimi

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 245 concernant la Commission des écoles catholiques de Chicoutimi.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 245 sans l'amender.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Drummondville demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la municipalité scolaire de La Présentation de la Sainte-Vierge, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval;

- de la Commission scolaire de la cité de Beauharnois, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation municipale de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation du canton Langelier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Pointe-du-Moulin inc., demandant l'adoption d'une loi incorporant la ville de Pointe-du-Moulin;

- de Gabriel Renaud, demandant l'adoption d'une loi confirmant et validant une transaction entre dame Gisèle Julien, veuve de Roger Saint-Pierre et lui-même;

- de la Société Provinciale d'assurance mutuelle, demandant l'adoption d'une loi lui accordant des pouvoirs additionnels;

- de l'Association athlétique nationale de la jeunesse, demandant l'adoption d'une loi la concernant;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de l'Assomption, dans le comté de Beauce, demandant l'adoption d'une loi autorisant les commissaires d'écoles de la municipalité de l'Assomption à imposer une taxe d'éducation.

Votre comité recommande de prolonger au 17 janvier prochain les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande de prolonger au 30 janvier prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Charte de Drummondville

M. Bernard (Drummond) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 137 modifiant la charte de la cité de Drummondville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Notre-Dame-de-l'Île-Perrot

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 182 concernant la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Lachine

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 186 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Pointe-du-Moulin

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 191 constituant en corporation la ville de la Pointe-du-Moulin.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Pointe-Claire

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 192 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission des écoles catholiques de Dorval

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 197 concernant la municipalité scolaire de la cité de Dorval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Beauharnois

M. Hébert (Beauharnois) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 230 concernant les commissaires d'écoles pour la cité de Beauharnois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Biens immobiliers dans le canton Langelier

M. Ducharme (Laviolette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 232 concernant

l'évaluation de certains biens immobiliers situés dans les limites du canton Langelier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de l'Assomption

M. Poulin (Beauce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 264 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de L'Assomption, dans le comté de Beauce.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Vente par Gisèle Julien

M. Ladouceur (Verchères) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 256 validant et confirmant la vente faite par dame Gisèle Julien à Gabriel Renaud.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Société Provinciale d'assurance mutuelle

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 267 relatif à la Provinciale d'assurance mutuelle - Provincial Mutual Insurance Society.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Association athlétique nationale de la jeunesse

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 268 amendant la loi concernant l'Association athlétique nationale de la jeunesse.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la Législature, régimes de pension

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 24 modifiant la loi de la Législature.

En 1951, dit-il, le gouvernement fédéral a fait voter une loi pour instituer les pensions de vieillesse universelles pour toutes les personnes de 70 ans et plus¹. En vertu de cette loi, les personnes âgées de 70 ans et plus sont obligées d'accepter la pension,

qu'elles le veuillent ou non. Elles ne peuvent pas la refuser, parce qu'elles devraient alors payer l'impôt comme si elles la recevaient. Le montant global dépasse \$300 par année.

Or, l'article 67 de la loi provinciale de la Législature stipule que: "Nul, s'il reçoit une pension annuelle excédant \$300 du gouvernement du Canada..., ne peut être nommé conseiller législatif, et n'est éligible comme député à l'Assemblée législative, et ne peut siéger ni voter en l'une ou en l'autre qualité, pendant qu'il... reçoit cette pension"².

On s'est demandé, en certains milieux, si cette pension ne tombait pas sous le coup de l'article 67. J'estime que non et le doute est probablement sans fondement. Personne n'a vraiment remis en question le droit de certaines personnes de siéger à la Législature de Québec, même si elles sont âgées de plus de 70 ans et reçoivent des pensions de vieillesse qui les disqualifieraient, mais une certaine incertitude subsiste quand même. Pour clarifier les choses, nous allons modifier ce passage de la législation pour que les conseillers ne tombent pas sous le coup de cet article³.

Je suis sûr que l'opposition est au courant qu'il y a au Conseil législatif certains conseillers libéraux, tels que le chef de l'opposition, l'honorable Hector Laferté, et les honorables Élysée Thériault, Jacob Nicol⁴, Robert Ness, Ernest Moreau, Félix Messier, Victor Marchand, bref, presque tous les membres de l'opposition qui sont âgés de plus de 70 ans, et qu'ils reçoivent leur pension de vieillesse du gouvernement fédéral. Nous ne voulons pas voir le Parti libéral privé des services de ces lumières antiques, alors nous proposons à la Chambre, par ce projet de loi, de modifier l'article 67 de la loi de la Législature pour qu'ils puissent recevoir leur pension et siéger quand même à la Chambre haute.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce qu'il n'y a pas aussi des députés qui se trouvent dans le même cas que les conseillers⁵? Qu'en est-il des députés du gouvernement qui retirent leur pension de vieillesse?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi s'applique à eux aussi. Il y a aussi l'ancien premier ministre du Canada, M. Saint-Laurent, M. Howe, ex-ministre du Commerce, et M. Gardiner, ex-ministre de l'Agriculture, qui se trouvent dans le même cas.

Un député de l'opposition interpelle le premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a également des députés provinciaux qui sont

encore jeunes à 70 ans, tandis que le député qui vient de parler est déjà vieux à 45 ans.

Je propose que le projet de loi soit voté tout de suite en deuxième lecture pour que les conseillers législatifs soient rassurés au plus tôt. Ça presse pour le Conseil législatif!

M. Lapalme (Montréal-Outremont) s'oppose et demande qu'on attende à une autre séance pour la seconde lecture.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des services d'aqueduc et d'égout

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 modifiant la loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout soit maintenant lu une deuxième fois.

On sait, déclare-t-il, que, dans la province de Québec, il y a beaucoup de municipalités qui n'ont pas de service d'aqueduc et d'égout. Dans les centres ruraux éloignés, pas trop peuplés, les inconvénients sont moins considérables. Mais, pour d'autres, c'est une source d'embarras sérieux.

Le projet de loi porte de \$10,000,000 à \$15,000,000 le montant des sommes que le gouvernement peut accorder aux petites municipalités pour les aider à établir des services d'aqueduc et d'égout. Le bill élève de 3 % à 4 % la limite de l'intérêt que le gouvernement peut payer sur les emprunts contractés par les municipalités à ces fins.

Un autre article a trait aux référendums. Pour qu'il y ait un référendum, il faudra maintenant, aux termes de la mesure, qu'un certain nombre d'électeurs le demande. De plus, les municipalités, pour leurs emprunts, pourront profiter des dispositions qui sont déjà prévues par la loi pour les emprunts en général. Cela leur sera utile, par exemple, lorsqu'elles désireront emprunter aux États-Unis ou quand il s'agira de réduire ou de prolonger les emprunts.

Enfin, l'Union catholique des cultivateurs a prié le gouvernement de faciliter aux municipalités rurales la recherche des puits artésiens. Les autorités provinciales ont décidé de mettre à leur service les experts et les techniciens nécessaires.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Est-ce que le comité d'enquête sur les aqueducs existe toujours et est-ce que les travaux de cette

commission ont eu quelque effet sur la loi actuellement à l'étude?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette commission a terminé son travail. Le rapport soumis par les commissaires a contribué à la préparation de la présente loi⁶.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose une question au sujet des pouvoirs du Conseil des ministres dans l'aide financière aux municipalités.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi prévoit une latitude pour le Conseil des ministres parce que l'aide dont peuvent avoir besoin les municipalités qui construisent de nouveaux aqueducs n'est plus nécessaire après un certain temps. Ces aqueducs doivent être organisés sur une base rentable et se payer graduellement par eux-mêmes.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Qu'est-ce que la loi entend par l'expression "petite municipalité"?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le texte le dit, il s'agit d'une municipalité ayant moins de 7,000 habitants au dernier recensement⁷.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 22 modifiant la loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 2 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 58, soit remplacé par le suivant:

"2. Sous réserve de l'article 11, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le paiement, à toute corporation municipale, pendant toute période qu'il détermine, de l'intérêt, jusqu'à concurrence de quatre pour cent annuellement, sur tout emprunt que cette corporation contracte pour l'établissement ou l'amélioration, dans son territoire, d'un service d'aqueduc, d'un service d'égout, ou de l'un et de l'autre.

La proportion de l'intérêt assumée par le gouvernement en vertu du présent article peut varier selon un taux décroissant après les cinq premières années de l'emprunt."

Adopté.

2. Que l'article 11 de ladite loi soit modifié:

a. en remplaçant, dans la troisième ligne, le mot "dix" par le mot "quinze";

b. en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à même cette somme de quinze millions de dollars, affecter les montants qu'il juge nécessaires à la recherche et à l'aménagement de sources souterraines d'eau potable, à une distance économiquement accessible, dans le cas de corporations municipales n'ayant pas à leur disposition, à une telle distance, de source apparente d'approvisionnement d'eau potable."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 22 modifiant la loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 22 modifiant la loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 22 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dollard-des-Ormeaux

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 180 concernant la municipalité de Dollard-des-Ormeaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Saint-Joseph-de-Coleraine

M. Fortin (Mégantic) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 248 conférant certains pouvoirs à la corporation municipale de Saint-Joseph-de-Coleraine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Bourlamaque

M. Larouche (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 concernant la ville de Bourlamaque soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Beaconsfield

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 149 modifiant la charte de la ville de Beaconsfield soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Pont-Viau

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 168 modifiant la charte de la ville de Pont-Viau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Duvernay

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 183 concernant la municipalité de Duvernay soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Claude Maranda

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 259 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Claude Maranda au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

M. Hébert (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 260 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Cour de révision et Code de procédure civile, saisie de gages et salaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'étude de la loi créant une Cour de révision est reportée après les vacances des Fêtes.

La création de cette cour répond à un besoin: elle contribuera à hâter l'expédition des affaires judiciaires, simplifiera les procédures et diminuera les frais considérablement. Depuis l'impression de ce projet de loi, nous avons reçu plusieurs commentaires et suggestions. Plusieurs sont intéressants et méritent qu'on en tienne compte. Il en est venu du Barreau et de quelques juges. Ils ne changeront rien en la constitution du tribunal, mais ils modifieront quelque peu sa juridiction.

Comme nous voulons avoir la loi la plus parfaite possible et qu'il n'y aura pas de sanction de bills avant l'ajournement des Fêtes, nous croyons qu'il serait à propos de remettre l'étude du projet jusqu'à la rentrée des Chambres, en janvier. Le texte du projet de loi sera probablement réimprimé pendant l'ajournement de Noël.

Le projet actuel restera tel quel dans ses grandes lignes, mais le gouvernement tiendra compte de certaines représentations qui lui ont été faites. Par exemple, on nous a suggéré de ne pas étendre la juridiction de la nouvelle cour aux cas de \$2,000 et plus, comme il avait d'abord été proposé. Il est, de plus, improbable que l'on enlève à la Cour d'appel la

juridiction, en deuxième instance sur les brefs de prérogatives et les injonctions, qui aurait été accordée à la nouvelle cour en vertu de la première rédaction. On a représenté qu'il valait mieux laisser les appels en cette matière à la Cour d'appel, afin de maintenir la présente juridiction de cette cour. Je crois que c'est raisonnable. J'admets aussi la suggestion que les plaideurs ne s'arrogent pas le droit de décider de la juridiction de la Cour. On fera aussi disparaître la clause qui aurait permis aux parties, d'un commun accord, d'inscrire l'appel devant la Cour de révision au lieu de la Cour du banc de la reine.

Il vaut mieux, dans l'intérêt de la province, ajourner l'étude de cet important projet de loi jusqu'après les Fêtes. Dans l'intervalle, tous ceux qui auront des représentations à faire au gouvernement à ce sujet sont invités à les formuler. Le gouvernement fera connaître au commencement de la nouvelle année le texte du nouveau bill.

Le projet de loi qui amende les prescriptions de la loi Lacombe sera également étudié à la rentrée des Chambres.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 3 h 40⁸.

NOTES

1. Il s'agit de la loi d'assistance au vieil âge (bill 395), votée en troisième lecture par la Chambre des communes le 23 juin 1951.

2. Les Statuts refondus de la province de Québec de 1941, chapitre 4, page 264, reproduisent au complet l'article 67 de la loi concernant la Législature.

3. Cette initiative de l'Union nationale coïncide avec une décision récente du gouvernement fédéral d'augmenter de \$9 par mois, soit de faire passer de \$46 à \$55, les pensions aux personnes âgées de 70 ans et plus. Le bill 20 du gouvernement conservateur (loi sur l'assistance-vieillesse)

autorisant cette augmentation à compter du 1^{er} novembre 1957 est voté en troisième lecture aux Communes, le 5 novembre 1957.

4. *Le Nouvelliste* du 18 décembre 1957, à la page 17 observe que l'article 67 de la loi de la Législature fait exception pour les sénateurs. C'est donc dire, constate le quotidien, "que l'honorable Jacob Nicol, le seul sénateur qui siège encore au Conseil législatif, est l'unique membre du Parlement provincial âgé de 70 ans et plus qui siège légalement à Québec".

5. *L'Événement* du 18 décembre 1957, à la page 1, recense cinq députés de l'Assemblée législative âgés de plus de 70 ans, soit l'honorable Laurent Barré (Rouville), le Dr J.-Émile Fortin (Mégantic), Pierre Ouellet (Saguenay), Alphonse Couturier (Gaspé-Nord) et Me C.-Romulus Ducharme (Laviolette). Ces députés sont tous membres de l'Union nationale.

6. Le rapport du comité d'enquête concernant l'établissement d'aqueduc et de systèmes de drainage dans les municipalités rurales, auquel fait allusion Duplessis, n'a jamais été retracé. Voir Virginie Jamet, *Commissions et comités gouvernementaux et parlementaires du Québec, 1867-1986*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1987, p. 168.

7. Contrairement à ce qu'affirme le premier ministre, le bill 22 ne fait pas mention de cette définition des petites municipalités. M. Duplessis fait peut-être allusion au paragraphe 2 de l'article 12 de la loi des cités et des villes (S.R.Q., 1964, chapitre 193) qui stipule que "le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger par lettres patentes (...) le territoire d'une municipalité de village ou de ville, en municipalité ou cité, s'il renferme une population d'au moins six mille âmes".

8. Les journaux soulignent que la séance est abrégée pour permettre au comité des bills privés de siéger. Selon *La Tribune* du 18 décembre 1957, à la page 5, les comités des bills publics et privés ont, jusqu'à ce jour du 17 décembre, étudié 60 bills sur un total de 150 inscrits pour la session 1957-1958.

Séance du mercredi 18 décembre 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Commission des écoles catholiques
de Pointe-Claire et Beaconsfield**

M. Caron (Maskinongé) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. Laberge), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des commissaires d'écoles pour la municipalité de Pointe-Claireville, des commissaires d'écoles pour la municipalité de Pointe-Claire, de commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Jeanne-de-Chantal et des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Beaconsfield, demandant l'adoption d'une loi concernant lesdits commissaires d'écoles, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Pointe-Claireville, des commissaires d'écoles pour la municipalité de Pointe-Claire, de commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Jeanne-de-Chantal et des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Beaconsfield, demandant l'adoption d'une loi concernant lesdits commissaires d'écoles.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 126 concernant la succession de Marie Joseph Louis Léonce Léopold Rodier;

- bill 131 accordant certains pouvoirs à la corporation du comté de Jacques-Cartier.

Votre comité a décidé de faire rapport que le préambule du bill 198 concernant la succession de feu dame Mary Ruth Bradley n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 211 constituant en corporation la Cartier Manicouagan Railway Company, et recommande de plus, à votre honorable Chambre, que le titre du bill 211, ci-dessus mentionné, soit changé en celui de loi constituant en corporation la Cartier Railway Company.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 263 concernant Les Prévoyants du Canada;

- bill 113 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire (protestante) de Longueuil, dans le comté de Chambly.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 235 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Rivière-du-Moulin.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 154 modifiant la charte de la ville de Louiseville;

- bill 112 changeant le nom de famille de Henry James Hummell en celui de Richstone;

- bill 160 modifiant la charte de la ville de Mégantic;

- bill 254 concernant Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah.

Projets de loi:**Succession****M. J. L. Rodier**

M. Bertrand (Missisquoi) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 126 concernant la succession de Marie Joseph Louis Léonce Léopold Rodier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 126 sans l'amender.

M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Jacques-Cartier

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 131 accordant certains pouvoirs à la corporation du comté de Jacques-Cartier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 131 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Compagnie de chemin
de fer Cartier**

M. Ouellet (Saguenay) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 211 constituant en corporation Cartier Railway Company.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 211 sans l'amender.

M. Ouellet (Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Les Prévoyants
du Canada**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 263 concernant Les Prévoyants du Canada.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 263 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission scolaire protestante
de Longueuil**

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 113 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire (protestante) de Longueuil, dans le comté de Chambly.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 113 sans l'amender.

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission scolaire
de Rivière-du-Moulin**

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 235 concernant la Commission scolaire de Rivière-du-Moulin.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 235 sans l'amender.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Louiseville**

M. Caron (Maskinongé) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 154 modifiant la charte de la ville de Louiseville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 154 sans l'amender.

M. Caron (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Henry James
Hummell**

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 112 changeant le nom de famille de Henry James Hummell en celui de Richstone.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 112 sans l'amender.

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Mégantic**

M. Guillemette (Frontenac) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 160 modifiant la charte de la ville de Mégantic.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 160 sans l'amender.

M. Guillemette (Frontenac) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Congregation Shomrim
Laboker-Beth Yehudah**

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 254 concernant Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 254 sans l'amender.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville d'Alma, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation municipale de la ville de l'Assomption, demandant l'adoption d'une loi érigeant son territoire en municipalité de ville sous le nom de ville de l'Assomption;
- de la ville de Matane, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la paroisse de Sainte-Rose-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation du village de Chandler, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Roland Duquette, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Marie Thérèse Larseneur.

Projets de loi:

Chandler

M. Gagnon (Matapédia) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 162 constituant en corporation la ville de Chandler et accordant aux commissaires d'écoles, pour la municipalité de Chandler, le droit d'imposer une taxe d'éducation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Shawinigan Falls

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 166 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Sainte-Rose-Est

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 170 accordant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Sainte-Rose-Est.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Testament de Marie-Thérèse Larseneur

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 172 relatif au testament de Marie-Thérèse Larseneur.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'Assomption

M. Chartrand (L'Assomption) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 214 constituant en corporation la ville de L'Assomption.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Victoriaville

M. Lavallée (Berthier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 224 modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Saint-Hyacinthe

M. Bernard (Drummond) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 226 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Matane

M. Gagnon (Matapédia) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 236 modifiant la charte de la ville de Matane.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte d'Alma

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 250 refondant la charte de la ville d'Alma.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 108 concernant la corporation du village d'Amqui et la corporation de la paroisse de Saint-Benoît-Joseph-Labre, ainsi que les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Amqui, dans le comté de Matapédia, et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Benoît-Labre, dans le comté de Matapédia;

- bill 109 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Rémi de la rivière Métis, dans le comté de Matane;

- bill 133 modifiant la charte de la ville de Berthierville et concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Berthier, dans le comté de Berthier;

- bill 139 concernant la corporation municipale de la paroisse de Saint-Jacques-le-Majeur de Causapscal et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Causapscal Village et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Causapscal;

- bill 140 concernant le nom de Joseph Georges Aimé Carrière;

- bill 142 relatif à la ville de Coaticook;

- bill 146 modifiant la charte de la ville de Val-d'Or et concernant certaines corporations municipales du comté d'Abitibi-Est;

- bill 159 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Anjou, dans le comté de Laval;

- bill 179 concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Montmagny;

- bill 205 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de la Rivière-des-Prairies et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies;

- bill 207 concernant le testament de Joseph Coutaller;

- bill 225 constituant en corporation The Armenian Holy Apostolic Church of Montreal;

- bill 228 concernant les commissaires d'écoles catholiques de la cité de Granby;

- bill 238 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Roberval, dans le comté de Roberval.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 21 modifiant la loi pour collaborer au succès des caisses populaires;

- bill 23 modifiant la loi des jurés.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 117 constituant en corporation Aeterna-Vie, compagnie mutuelle d'assurance sur la vie, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 9 est modifié en biffant, dans les trois dernières lignes du paragraphe *b* les mots "sous réserve des modifications qui peuvent y être apportées par les administrateurs";

2. L'article 10 est modifié;

- a.* en insérant, dans la troisième ligne du paragraphe *c*, après les mots "habile à voter" ce qui suit: "sauf s'il est fondé de pouvoir d'une corporation";

- b.* en biffant, dans les deuxième et troisième lignes à la page 6, les mots "qu'une police d'assurance temporaire".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 155 concernant la substitution de Joseph Antonio Lincourt, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en ajoutant après les mots "vendre l'immeuble suivant", à la troisième ligne, les mots suivants: "et à donner à l'acquéreur un titre parfait, à savoir:";

2. L'article 2 est modifié:

- a.* en remplaçant dans la deuxième ligne, les mots "faire emploi du capital" par les mots "faire emploi du capital";

- b.* en remplaçant, dans la quatrième ligne, les mots "délai convenable" par les mots "délai raisonnable".

Projets de loi:

Aeterna-Vie

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 117 constituant en corporation Aeterna-Vie, compagnie mutuelle d'assurance sur la vie.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Substitution de Joseph Antonio Lincourt

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 155 concernant la substitution de Joseph Antonio Lincourt.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 123 concernant les commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de La Tuque, dans le comté de Lavolette, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 2 est modifié en remplaçant, dans les sixième et septième lignes, les mots "cent soixante-quinze (\$175)" par les mots "deux cents (\$200)".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 201 constituant en corporation le Séminaire de Sainte-Thérèse, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 18 est modifié en ajoutant, après le premier paragraphe, ce qui suit comme deuxième paragraphe:

"Les décisions de ladite corporation prises à des assemblées auxquelles n'ont pas été convoqués l'archevêque de Montréal et le curé de Sainte-Thérèse, sont par les présentes, nonobstant leur absence et le défaut de les convoquer, déclarées valides, obligatoires et légales comme si ces personnes avaient été régulièrement convoquées ou présentes à ces assemblées."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 231 concernant La Mutuelle des travailleurs, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 7 est modifié au paragraphe c en remplaçant, dans les septième, huitième et neuvième lignes, les mots "ne sera pas habile à voter tant et aussi longtemps que la compagnie n'aura pas" par les mots "sera habile à voter seulement lorsque la compagnie aura au moins".

Projets de loi:

Commission scolaire de La Tuque

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 123 concernant les commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de La Tuque, dans le comté de Lavolette.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Séminaire de Sainte-Thérèse

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 201 constituant en corporation le Séminaire de Sainte-Thérèse.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

La Mutuelle des travailleurs

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 231 concernant La Mutuelle des travailleurs.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi de la Législature, régimes de pension

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 modifiant la loi de la Législature soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
La loi de la Législature, dans sa rédaction actuelle,

que l'on trouve dans les Statuts refondus de 1941¹, stipule que nul, s'il reçoit une pension annuelle excédant \$300 du gouvernement du Canada, ne peut être nommé conseiller législatif, élu député ou siéger dans l'une ou l'autre des deux Chambres provinciales.

Or, les quatre cinquièmes de l'opposition libérale au Conseil législatif tombent sous le coup de la loi provinciale, d'après certains, à cause des pensions de vieillesse. Ce serait le cas des honorables Laferté, Thériault, Ness, Moreau, Nicol, Grothé, Marchand, etc. Personnellement, je ne crois pas que l'article 67 ait le sens que d'aucuns voudraient lui donner. La loi fédérale instituant les pensions de vieillesse² parle de pension mensuelle, alors que l'article 67 de la loi de la Législature parle de pensions annuelles. Et comme il s'agit d'une mesure restrictive, elle doit être interprétée strictement.

Le bill 24 vise à modifier la loi de la Législature, à l'article 67, en stipulant que cet article ne s'applique pas aux pensions versées aux personnes âgées de 70 ans. (Sourire) Pour calmer les alarmes de ces braves conseillers et pour leur permettre d'accomplir leur tâche en toute quiétude d'esprit, nous allons amender la loi.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je suis heureux pour les conseillers législatifs libéraux, mais le premier ministre veut sans doute aussi calmer les esprits du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré), qui a 70 ans.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a quelques autres députés de cet âge: le député de Saguenay (M. Ouellet) et trois autres députés de l'Union nationale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les députés de ce côté-ci de la Chambre n'ont jamais été alarmés, car ils connaissent mieux le sens de l'article 67 de la loi de la Législature. Ils savaient que cet article ne les touchait point. Non, ma seule ambition est simplement de rendre la vie plus agréable possible aux conseillers libéraux sur la terre parce que, de l'autre côté, ils auront à rendre compte de leurs votes libéraux, et je ne les verrai pas.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 24 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Ross (Montréal-Verdun) suggère au gouvernement de créer un système de pension contributoire pour les députés. Il en est question depuis des années, affirme-t-il, et je ne pense pas que la population voit la chose d'un mauvais œil³. Ce ne serait d'ailleurs pas un précédent puisque le gouvernement fédéral a déjà, il y a quelques années, institué une telle pension. Partout, les employés des grandes compagnies ont aussi des pensions de retraite. Cette pension a également été accordée par le gouvernement actuel aux maires de Montréal, de Verdun et de Québec.

Avec l'augmentation du nombre des affaires parlementaires et politiques de la province, l'exercice du mandat de député est devenu une occupation à plein temps. Quand un homme a consacré 12, 15 ou 20 années de sa vie à sa province et à son comté, il s'est imposé, pour le faire, de lourds sacrifices et en a imposés de plus lourds encore à sa famille. Lorsque leur carrière prend fin, les députés ont souvent de la difficulté à pourvoir à leur famille. Il arrive souvent que des députés, une fois décédés, laissent leur famille pratiquement sans le sou.

Peu de gens sont conscients du poids des responsabilités qu'un député doit assumer lorsqu'il prend son siège en Chambre. L'ajournement de la session ne signifie pas nécessairement la fin de son travail. En fait, plusieurs députés travaillent bien davantage en dehors de la Chambre que dans le cours de la session.

L'indemnité totale annuelle du député est présentement de \$7,000: elle couvre difficilement ses dépenses, et les députés peuvent rarement mettre assez d'argent de côté pour leur avenir ainsi que celui de leur famille. Quand il a payé l'impôt sur son indemnité, quand les dépenses de session ont été payées, quand il a répondu à tous les appels à l'aide de plusieurs genres d'œuvres sociales et charitables qu'on lui adresse quotidiennement du matin jusqu'au soir, il ne lui reste pas grand-chose. Il est juste, je pense, que l'on songe à sa sécurité future.

Je suis sûr que le premier ministre, qui est lui-même un exemple de courage et de travail assidu, comprendra le problème. La question d'accorder une pension aux députés et leur famille ne date pas d'hier. À différentes périodes, des députés de toutes allégeances ont affirmé qu'une d'une telle mesure serait très bien accueillie⁴. Je crois qu'il est temps de faire quelque chose à cet égard.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je serais heureux de connaître l'opinion du chef de l'opposition là-dessus.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je n'ai pas d'objection à la suggestion exprimée par le député de Montréal-Verdun (M. Ross). Personnellement, je n'ai pas encore siégé assez longtemps en cette Chambre pour recevoir une telle pension, mais je ne crois pas qu'il puisse y avoir des objections de ce côté-ci de la Chambre à l'établissement d'un tel système. Je n'ai aucune suggestion à faire pour le moment.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai toujours été en faveur du principe en question. Il n'y a pas de doute que la vie de député en est une de travail et de sacrifices. Je siége en cette Chambre depuis plus de 30 ans et je connais les lourdes responsabilités auxquelles doit faire face un député. Le député provincial est encore plus occupé que le député fédéral parce qu'il est plus près du peuple qu'il représente et il a à s'inquiéter de beaucoup plus de problèmes. Les problèmes d'intérêt provincial sont plus nombreux au Parlement d'une province qu'à Ottawa.

Une pension pour les députés a d'abord été établie en Nouvelle-Écosse par un homme très patriote et pour qui j'ai toujours eu beaucoup d'estime, feu l'honorable Angus Macdonald³. L'exemple a été suivi par la Saskatchewan et, plus tard, par le gouvernement fédéral.

Il y a beaucoup de vrai dans ce qu'a dit le député de Montréal-Verdun (M. Ross) au sujet des sacrifices que l'homme politique doit imposer à sa famille. Un bon représentant doit tourner le dos à maintes opportunités qui pourraient être siennes, s'il avait le loisir de consacrer tout son temps à ses affaires personnelles, et ce n'est que justice qu'une province reconnaissante lui accorde la protection d'une pension. Et je me demande si, dans les circonstances, il n'y aurait pas lieu, non seulement de prévoir une pension pour les députés qui ont siégé pendant un certain nombre d'années, mais aussi pour les veuves des députés, car ce sont les femmes qui absorbent une bonne partie des sacrifices que comporte la vie publique. Ce serait un précédent.

Je présenterai, dans le cours de la présente session, une loi appropriée à cet effet. Le bill sera présenté par le ministre des Finances, lorsque la Chambre se réunira à nouveau le mois prochain. Je serais heureux de recevoir des suggestions là-dessus que des députés, quelles que soient leurs affiliations partisans, voudront bien faire à ce sujet.

M. Ross (Montréal-Verdun) appuie les remarques du premier ministre en ce qui concerne les pensions aux veuves des députés. Je suis persuadé, dit-il, que la population saine de la province va accueillir avec faveur un tel projet de loi qui ne sera en somme qu'une mesure de justice.

Adopté⁶. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Notre-Dame-de-l'Île-Perrot

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 182 concernant la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Vente
par Gisèle Julien**

M. Ladouceur (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 256 validant et confirmant la vente faite par dame Gisèle Julien à Gabriel Renaud soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission scolaire
de l'Assomption**

M. Poulin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 264 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de L'Assomption, dans le comté de Beauce, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Société provinciale
d'assurance mutuelle**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 267 relatif à la Société provinciale d'assurance mutuelle - Provincial Mutual Insurance Society soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Association athlétique
nationale de la jeunesse**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 268 modifiant la loi concernant l'Association athlétique nationale de la jeunesse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Drummondville

M. Bernard (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 modifiant la charte de la cité de Drummondville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Lachine

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 186 modifiant la charte de la cité de Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Pointe-du-Moulin

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 191 constituant en corporation la ville de la Pointe-du-Moulin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Pointe-Claire

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 192 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission des écoles catholiques
de Dorval**

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 197 concernant la Commission des écoles catholiques de Dorval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission scolaire
de Beauharnois**

M. Hébert (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 230 concernant les commissaires d'écoles pour la cité de Beauharnois soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Biens immobiliers
dans le canton Langelier**

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 232 concernant l'évaluation de certains biens immobiliers situés dans les limites du canton Langelier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 252 concernant L'Alliance des coopératives de consommation;
- bill 206 concernant les pouvoirs du Comité d'habitation de la L.O.C. de Montréal.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 193 concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Camille-de-Lellis (Bellechasse).

Projets de loi:**L'Alliance des coopératives
de consommation**

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 252 concernant L'Alliance des coopératives de consommation.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 252 sans l'amender.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Comité d'habitation de la L.O.C.

M. Caron (Maskinongé) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 206 concernant les pouvoirs du Comité d'habitation de la L.O.C. de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 206 sans l'amender.

M. Caron (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Saint-Camille-de-Lellis

M. Poirier (Bellechasse) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 193 concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Camille-de-Lellis (Bellechasse).

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 193 sans l'amender.

M. Poirier (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Vœux de Noël et du Nouvel An

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'offre à tous les membres de la Chambre mes vœux de Noël et du Nouvel An, et je leur souhaite de revenir disposés pour entreprendre une autre partie importante de la session. L'Union nationale se trouve dans un état de santé physique parfaite. Je souhaite aux membres de l'opposition du bonheur dans leur famille et une santé qui les rendra indépendants des médecins.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Un homme en bonne santé est un malade qui s'ignore⁷. Je souhaite une bonne et heureuse année à ceux qui détiennent temporairement le pouvoir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je souhaite beaucoup de résignation à l'opposition. Les députés seront convoqués plus à bonne heure que d'habitude, le 7 janvier, afin que tout soit terminé à temps pour que les libéraux aient toute la liberté nécessaire pour se consacrer à la préparation de leur congrès⁸. Tout ira pour le mieux dans le pire des mondes.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En effet, c'est important, car à ce congrès, on choisira le futur premier ministre de la province!

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée au mardi 7 janvier 1958.

Adopté.

La séance est levée à 4 heures.

NOTES

1. Voir S.R.Q., 1941, chapitre 4, article 67.

2. Le premier ministre fait allusion à la loi d'assistance au vieil âge (bill 395), votée en troisième lecture par la Chambre des communes le 23 juin 1951. Rappelons que les Communes ont adopté en troisième lecture, le 5 novembre 1957, le bill 20 ou loi sur l'assistance-vieillesse qui augmente de \$9 par mois, soit de \$46 à \$55, les pensions aux personnes âgées de 70 ans et plus. L'augmentation est rétroactive au 1^{er} novembre 1957.

3. *La Tribune* du 19 décembre 1957, à la page 1, est le seul journal qui fait dire au député de Montréal-Verdun (M. Ross) que "le public ne s'opposera pas à l'établissement d'un système de pension pour les députés qui ont siégé *trois mandats ou plus*". Il semble toutefois que cette idée de l'inclusion de cette condition d'accès à la pension ne soit discutée qu'à la suite de l'ajournement de la séance, comme l'affirme le *Quebec Chronicle Telegraph* du 19 décembre 1957, à la page 1, témoin de l'expression de cette opinion par "some members of the House".

4. *La Presse* du 19 décembre 1957, à la page 23, révèle d'ailleurs avoir appris au début de cette semaine-là qu'une requête avait circulé au sein de la députation, réclamant l'établissement d'un fonds de pension. Cette requête aurait été signée par tous les députés de la Chambre. *Le Devoir* du 19 décembre 1957, à la page 1, observe de son côté que le député de Montréal-Verdun (M. Ross) s'intéresse depuis plusieurs années à cette question du régime de pensions.

5. Angus Lewis Macdonald, premier ministre libéral de la Nouvelle-Écosse de 1933 à 1940 et de 1945 à 1954.

6. Sur l'histoire de ce projet d'accorder des pensions aux députés, voir *Le Devoir* du 23 décembre 1957, aux pages 3 et 5.

7. M. Lapalme, rapporte *Le Nouvelliste* du 19 décembre 1957, à la page 21, puise cette citation chez l'un des personnages du Dr Knock de Jules Romains, écrivain français (1885-1972) dont l'œuvre *Knock ou le Triomphe de la médecine*, publiée en 1923, connut un succès retentissant.

8. Ce congrès doit se dérouler les 21 et 22 mars 1958 à Québec. Selon le *Quebec Chronicle Telegraph* du 19 décembre 1957, à la page 3, deux indices font état de la volonté du premier ministre de terminer la session plus tôt qu'à l'habitude: les comités

permanents des bills publics et des bills privés ont commencé à tenir des séances en soirée dès la seconde semaine de la session, et les députés ont été convoqués une semaine plus tôt qu'à l'habitude, au terme de l'ajournement des Fêtes.

Séance du mardi 7 janvier 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Commission des écoles catholiques
de Montréal**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Pouliot), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite commission, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.
Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite commission.

**Taxe de vente
au Lac-Saint-Jean-Est**

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Roberval (M. Spence), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition relative à tout le territoire du comté de Lac-Saint-Jean-Est (provincial), demandant l'adoption d'une loi lui accordant le droit d'imposer une taxe de vente, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.
Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- relative à tout le territoire du comté de Lac-Saint-Jean-Est (provincial), demandant l'adoption d'une loi lui accordant le droit d'imposer une taxe de vente.

**Commission scolaire
de Hauterive**

M. Ouellet (Saguenay) propose, appuyé par le représentant de Jonquière-Kénogami (M. Ouellet), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Hauterive, demandant l'adoption d'une loi concernant lesdits commissaires, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.
Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Hauterive, demandant l'adoption d'une loi concernant lesdits commissaires.

**Charte
de Trois-Rivières**

M. Roy (Nicolet) propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Caron), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.
Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Taxe de vente à Normandin

M. Spence (Roberval) propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Auger), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition du village de Normandin, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer une taxe de vente, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.
Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- du village de Normandin, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer une taxe de vente.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 264 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de L'Assomption, dans le comté de Beauce.

Et, avec des amendements, le bill 268 modifiant la loi concernant l'Association athlétique nationale de la jeunesse.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 149 modifiant la charte de la ville de Beaconsfield;
- bill 137 modifiant la charte de la cité de Drummondville;
- bill 259 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Claude Maranda au nombre de ses membres;
- bill 191 constituant en corporation la ville de la Pointe-du-Moulin;
- bill 192 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire.

Motions de condoléances:

**Décès de l'épouse
de l'honorable M. Bourque**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Depuis l'ajournement des débats de la Chambre, pour les congés de Noël et du Jour de l'An, il s'est produit un événement douloureux, qui a plongé dans le deuil un membre du gouvernement, mon collègue, le ministre des Terres et Forêts et des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Bourque), et les membres de sa famille distinguée. La mort subite de Mme Bourque a provoqué des sentiments de regret et plonge dans un deuil profond une famille distinguée¹.

Ceux qui ont assisté aux obsèques de Mme Bourque, à Sherbrooke, en ont rapporté la conviction que ce décès avait créé un vide difficile à combler. Toute la population de Sherbrooke, sans distinction de race, de religion, ou de couleur politique, a tenu à exprimer sa haute considération au ministre des Terres et Forêts et des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Bourque) et à sa famille, et a pris une part considérable au deuil immense qui l'a frappé. Je crois qu'il est de mon devoir de réitérer au ministre des Terres et Forêts et des Ressources hydrauliques et à tous les siens l'hommage de mes sentiments de profondes condoléances personnelles et de celles de tout le gouvernement.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'ai eu l'occasion d'exprimer personnellement au ministre des Terres et Forêts et des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Bourque) mes condoléances très vives pour la mort de Mme Bourque. Mais je veux m'associer aujourd'hui au premier ministre pour offrir publiquement et officiellement nos condoléances au ministre si éprouvé par la mort de son épouse, afin que le geste que nous posons en soit un unanime de toute la Chambre, car c'est toute la Chambre qui est en deuil.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) exprime ses condoléances et celles de son collègue, le député de Montréal-Verdun (M. Ross), au ministre des Terres et Forêts et des Ressources hydrauliques².

Projets de loi:

**Commission scolaire
de l'Assomption**

M. Poulin (Beauce) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 264 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de L'Assomption, dans le comté de Beauce.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 264 sans l'amender.

M. Poulin (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Association athlétique
nationale de la jeunesse**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 268 modifiant la loi concernant l'Association athlétique nationale de la jeunesse.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 268 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Beaconsfield**

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 149 modifiant la charte de la ville de Beaconsfield.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 149 sans l'amender.

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Drummondville**

M. Bernard (Drummond) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 137 modifiant la charte de la cité de Drummondville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 137 sans l'amender.

M. Bernard (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Claude Maranda

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 259 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Claude Maranda au nombre de ses membres.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 259 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Pointe-du-Moulin

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 191 constituant en corporation la ville de la Pointe-du-Moulin.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 191 sans l'amender.

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Pointe-Claire**

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme

en comité plénier pour étudier le bill 192 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 192 sans l'amender.

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la part des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Montmorency, demandant l'adoption d'une loi concernant lesdits commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Montmorency;

- de la part de la ville de Huntingdon, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la part du Collège Sophie-Barat, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la part de la ville de Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:

Charte de Pointe-aux-Trembles

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 177 concernant la charte de la ville de la Pointe-aux-Trembles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Huntingdon

M. Somerville (Huntingdon) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 237 modifiant la

loi des cités et villes concernant la ville de Huntingdon.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Collège Sophie-Barat

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 246 constituant en corporation le Collège Sophie-Barat.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Montmorency

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 266 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Montmorency.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des véhicules automobiles

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 25 modifiant la loi des véhicules automobiles.

La loi, annonce-t-il, sera amendée pour défendre de lancer des bouteilles d'une automobile ou d'un camion, même lorsque ces véhicules sont arrêtés.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la Régie des transports

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 26 modifiant l'article 2 de la loi de la Régie des transports.

Il explique que ce bill modifiera l'article 2 de la loi de la Régie des transports en remplaçant, dans cet article, l'expression "véhicules de promenade" par l'expression "véhicules automobiles".

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Appels en Cour du banc de la reine

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit

permis de présenter le bill 27 concernant l'audition des appels devant la Cour du banc de la reine.

Ce bill, dit-il, a pour but de revenir à l'ancien banc de cinq juges. Il s'agit de tenir compte des changements survenus. Il y a deux ou trois ans, devant la congestion des rôles, la Cour d'appel avait été autorisée à constituer des tribunaux de trois juges. Cela a permis d'abattre beaucoup de travail. Les rôles sont maintenant décongestionnés. C'est pourquoi, à partir du 1^{er} septembre de cette année, la Cour d'appel devra se composer, comme autrefois, de cinq juges.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Budget des dépenses 1958-1959

L'honorable M. Gagnon (Matane) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Gaspard Fauteux, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1959, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre. (Document de la session no 1)

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 7 janvier 1958

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget qui l'accompagne.

Adopté.

Projets de loi:

Appels en matières civiles

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 14 concernant les appels en matières civiles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué et que ledit bill soit retiré³.

La Cour de révision ne sera pas constituée au cours de la présente session, déclare-t-il. Le gouvernement a résolu de retirer du *Feuilleton* son projet de loi concernant la création d'une Cour de révision provinciale qui aurait été composée de sept juges. De nombreux témoignages d'approbation de plusieurs milieux ont été adressés au gouvernement, lorsqu'il a annoncé sa décision de créer cette Cour de révision. On lui a fait aussi plusieurs suggestions.

Par contre, on a représenté au gouvernement que l'audition des causes devant la Cour du banc de la reine n'accusait plus de retard sensible: la Cour est maintenant à date dans l'expédition des causes inscrites, puisqu'elle s'est libérée de presque toutes les causes qu'elle devait entendre et que les rôles sont décongestionnés.

À la lumière des renseignements reçus, le gouvernement a jugé que les raisons qui motivaient la création d'une Cour de révision ne s'imposaient plus d'une façon aussi impérieuse. À l'heure actuelle, je ne crois donc pas qu'il soit à propos de demander l'adoption du projet de loi, même si ces projets avaient reçu l'assentiment de tous les côtés. Ce projet avait pour seul but d'aider la Cour du banc de la reine, communément appelée Cour d'appel de la province de Québec, en qui nous avons pleine confiance, en hâtant l'expédition des affaires, et ce, pour permettre de décongestionner les rôles. La loi pourra être considérée de nouveau à une autre session, si les circonstances le justifient, mais pour le moment, elle ne s'avère pas nécessaire.

La loi prévoyait aussi le rétablissement des bancs de cinq juges pour la Cour d'appel. Cette disposition reste opportune et elle fait l'objet du nouveau projet de loi du gouvernement inscrit à l'ordre du jour. Il comporte une partie du projet de loi retiré.

Il y a deux ou trois ans, toujours pour hâter l'expédition des affaires, nous avions permis, par une loi de la Législature, l'audition de certains appels devant un tribunal de trois juges⁴. À partir du 1^{er} septembre prochain, tous les appels seront entendus devant un banc de cinq juges. Les raisons qui justifient ce changement sont, en partie, les mêmes qui ont amené le gouvernement à abandonner son projet d'une deuxième Cour d'appel dans la province. Étant donné que la Cour d'appel est maintenant à jour dans son travail, cette mesure temporaire sera abolie.

Toujours d'après les renseignements et suggestions que nous avons reçus, nous sommes d'opinion qu'il y aurait lieu d'augmenter le nombre des juges de la Cour supérieure. Le gouvernement présentera une législation autorisant la nomination, par le gouvernement fédéral, d'un plus grand nombre de juges à cette cour.

La province proposera aussi l'ouverture de nouveaux districts judiciaires, afin de décentraliser davantage l'administration de la justice, et multipliera les juges résidant dans les districts ruraux qui, jusqu'à présent, n'étaient pas desservis par des juges résidents. Le gouvernement présentera un autre projet de loi à ce sujet.

M. Galipeault (Québec-Ouest)⁵: Je suis heureux que le premier ministre ait décidé de retirer ce projet de loi créant une deuxième Cour d'appel dans la province. Il a été bien inspiré. À mon avis, cette deuxième Cour d'appel aurait causé préjudice aux justiciables, car elle aurait été susceptible de créer chez eux beaucoup de confusion. Nous avons l'impression que c'était un tribunal de plus, donc de nouvelles dépenses pour les justiciables. Une Cour d'appel intermédiaire aurait alourdi l'appareil judiciaire et aurait rendu son opération coûteuse.

Je suggère au premier ministre de faire plutôt disparaître toutes les restrictions au droit d'appel, de telle sorte que l'on pourra en appeler devant la Cour du banc de la reine de tous les jugements de la Cour supérieure, quel que soit le montant en litige, et non pas seulement les causes où l'enjeu est supérieur à \$400, comme c'est actuellement le cas.

Il faudrait réduire les formalités et les frais d'appels, et ainsi rendre plus faciles et moins coûteux les appels des causes moins importantes devant la Cour d'appel. Je demande aussi au premier ministre de prendre les mesures nécessaires, afin d'accorder un droit d'appel dans toutes les causes de la Cour de magistrat⁶, étant donné que cette cour a des juridictions fort importantes. Il devrait y avoir appel, ne fût-ce que devant un seul juge.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La Cour de magistrat a toujours été une cour sans appel et, on doit s'en souvenir, elle traite les cas spéciaux. S'il devait y avoir changement, ce serait plutôt pour accorder plus de juridiction encore à cette cour provinciale. Les suggestions du député de Québec-Ouest sont contraires à toutes celles, presque unanimes, que j'ai reçues jusqu'à maintenant de la magistrature et du Barreau, qui sont plutôt en faveur de restreindre le droit d'appel.

Le projet de loi relatif à la Cour de révision est retiré en dépit de nombreux témoignages d'approbation reçus par le gouvernement, mais parce que la mesure ne s'impose plus autant. S'il y a lieu de présenter la mesure plus tard, le gouvernement le fera. Dans l'intervalle, les avocats, les juges et les justiciables (sic) pourront en faire une étude approfondie.

Ce qu'il faut chercher, ce n'est pas l'intérêt qui découle des honoraires, mais celui qui découle de la saine administration de la justice. Sous le gouvernement Taschereau, une loi avait été passée pour autoriser de soumettre (sic) certains cas réservés à la Cour suprême.

Notre gouvernement a aboli cette loi et a donné juridiction à la Cour d'appel, qui est une cour de la province de Québec, dans ces cas que l'on soumettait autrefois à la Cour suprême. Notre loi était bien faite, mais les circonstances actuelles indiquent qu'il n'est pas opportun de pousser ce bill jusqu'à l'adoption par les Chambres, bien qu'il ait été approuvé par des juges et des avocats.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je suis fort surpris de constater et je trouve curieux qu'après avoir reçu, au sujet de son projet de loi, tant d'approbations et de témoignages de félicitations dont il se vante, le gouvernement décide de le retirer.

Le 22 ou le 23 décembre, à Ottawa, en Chambre des communes, un député a posé au ministre de la Justice, M. Fulton, une question relative à cette loi, dont le but était de créer une deuxième Cour d'appel dans le Québec. Le ministre de la Justice avait alors répondu que le gouvernement fédéral n'avait pas encore pris position à ce sujet. Le premier ministre pourrait-il nous dire si Ottawa a pris position sur ce bill?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce que dit le député de Saint-Maurice prouve que nous avons assez d'humilité pour mettre de côté les compliments lorsque nous avons des raisons sérieuses de le faire.

Quant à M. Fulton, il a été élu pour s'occuper des affaires d'Ottawa et nous sommes élus, nous, pour régler les affaires du Québec. Nous sommes capables de prendre seuls toutes nos responsabilités. Ces gens-là (en pointant du doigt l'opposition) sont tellement habitués à s'accrocher à Ottawa qu'ils ne comprennent pas cela.

M. Hamel (Saint-Maurice): Cela ne répond pas à la question que j'ai posée.

M. l'Orateur: Ce n'est pas le temps d'engager un débat à ce sujet.

La motion est adoptée⁷. L'ordre est révoqué.

L'ordre du jour appelle la prise en considération en comité plénier de la résolution relative au bill 14 concernant les appels en matières civiles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué et que ladite résolution soit retirée.

Adopté. La résolution est retirée.

Sainte-Rose-Est

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 170 accordant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Sainte-Rose-Est soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Testament de Marie-Thérèse Larseneur

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 172 relatif au testament de Marie-Thérèse Larseneur soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Chandler

M. Gagnon (Matapédia) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 constituant en corporation la ville de Chandler soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Shawinigan Falls

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

L'Assomption

M. Chartrand (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 214 constituant en corporation la ville de L'Assomption soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Victoriaville

M. Lavallée (Berthier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 224 modifiant la charte de la ville de Victoriaville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Saint-Hyacinthe

M. Bernard (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 226 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Matane

M. Gagnon (Matapédia) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 236 modifiant la charte de la ville de Matane soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte d'Alma

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 250 refondant la charte de la ville d'Alma soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Subsides:

Budget des dépenses 1958-1959

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-six mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et dépenses diverses (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements - Assemblée législative (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et dépenses diverses - Assemblée législative (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il est urgent d'avoir un compte rendu des débats de la Chambre basse. Le premier ministre a déjà déclaré qu'il y avait des dépenses plus urgentes que celle-là. Il me semble, moi, qu'un *Hansard* s'impose à l'Assemblée législative, qui devrait avoir les rapports officiels de ses affaires les plus complets possible. D'autres Parlements provinciaux, - ceux de l'Ontario et de la Saskatchewan, - ont adopté un système qui donne aux députés la possibilité de savoir officiellement ce qui s'est dit en Chambre. Dans les *Comptes publics* d'Ontario, on note que le *Hansard* - qui n'a rien de commun avec celui d'Ottawa, - coûte \$45,000 par année. En Saskatchewan, on a un système simple qui coûte environ \$10,000 par année.

Je voudrais rappeler qu'à l'heure actuelle, les députés sont privés d'un compte rendu officiel. Il ne nous est jamais possible de rapporter textuellement une déclaration importante qui a été faite en Chambre. Nous n'avons que les rapports des journaux, qui font de leur mieux pour résumer les débats, mais sont forcément incomplets. Le système actuel de comptes rendus laisse passer des erreurs.

Les nouvelles de la Législature parviennent aux journaux par l'entremise des agences ou de leur propre rédaction, habituellement toujours composée d'un seul homme⁸.

Comment peut-on espérer que les journalistes résument en deux ou trois colonnes de texte un débat qui a pu durer plusieurs heures? Ils doivent résumer et il est toujours possible pour un député de se réfugier derrière le résumé pour prétendre qu'on l'a mal cité. Il nous est arrivé fréquemment de prendre des notes alors qu'un ministre parlait. Quand nous avons voulu lui rappeler les paroles qu'il avait prononcées, il a répondu que ce n'était pas cela qu'il avait dit.

Le meilleur système et le moins coûteux, à mon avis, consiste à enregistrer ce qui se dit sur ruban magnétique, comme cela se fait en Saskatchewan. Ce système élimine l'utilisation de sténographes, puisqu'on utilise seulement des dactylographes pour la transcription des séances. Quand on a doute au sujet de ce qui a été dit, même les journalistes peuvent obtenir une telle transcription.

Je comprends que le public ne fait pas grand usage du *Hansard* de la Chambre des communes, mais il y a quand même quantité de gens qui seraient intéressés à avoir des extraits des discours prononcés. On pourrait les leur fournir moyennant paiement, comme la chose se fait pour le *Hansard* d'Ottawa. Je crois que ce serait une chose très commode. Personnellement, je n'aurais aucune objection à ce qu'un député lise son discours⁹. Il pourrait ainsi préparer un texte mieux fait, plus français, ce qui éviterait de faire des corrections ultérieures des transcriptions à cause d'erreurs grammaticales.

Il demande au gouvernement d'améliorer encore le sort des députés au parlement. Sans doute, dit-il, il y a eu des améliorations, mais je crois que le parlement devrait être la maison des députés avant d'être celle des fonctionnaires. Les fonctionnaires sont évidemment des gens de première importance, mais ce n'est pas normal qu'au parlement de Québec on fasse la part si petite aux députés.

Autrefois, les députés étaient 12 par bureau. Aujourd'hui, ils ne sont plus que quatre. C'est sans doute mieux, mais il faudrait améliorer encore la situation: on pourrait peut-être loger moins de députés dans une seule chambre. Le meilleur aménagement serait un maximum de deux députés par bureau. Il faudrait surtout rajeunir les bureaux, les refaire. Si le premier ministre ou le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) ont eu l'occasion de visiter ces bureaux, ils se sont certainement rendu compte de la situation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il n'existe qu'un seul Parlement, au Canada, doté d'un *Hansard* et c'est celui d'Ottawa. Le système ontarien de publication de comptes rendus est loin d'être satisfaisant. En Saskatchewan et en Ontario, on ne fait que résumer les débats. C'est difficile à faire. Quand un député parle, il peut attacher une importance plus grande à une partie de son discours qu'à une autre, et celui qui fait le résumé de ce discours ne voit pas toujours les choses de la même façon. Les systèmes en vigueur en Ontario et en Saskatchewan ne me satisfont pas.

D'ailleurs, ça coûterait plus que \$10,000 par année pour instaurer un *Hansard* à Québec. Il faudrait dépenser au moins \$100,000 par année pour des sténographes, un personnel compétent, etc. Il faudrait aussi mettre des bureaux à la disposition du nouveau service, au moment où l'exiguïté des locaux se fait sentir avec acuité au parlement et où le chef de l'opposition est justement d'avis que nous manquons de bureaux.

De plus, il n'existe pas un seul *Hansard*, même le plus parfait, qui puisse reproduire exactement ce qui se passe en Chambre, qui puisse rapporter avec toutes les nuances la déclaration d'un député. Les intonations ne peuvent être rendues par les sténographes même si elles peuvent changer le sens entier d'une phrase. On fait parfois des déclarations en souriant, sur un ton badin. Elles prennent un tout autre sens dans un texte officiel. Les paroles du député seront exactement le contraire de ce qu'il voulait dire. Le *Hansard* ne peut rendre les sourires, les rires ou la moquerie.

Pour ce qui est des journalistes parlementaires, la majorité d'entre eux font leur possible pour rapporter exactement ce qui se passe, tandis que d'autres font aussi leur possible pour mal rapporter les débats ou le compte rendu de ce que je dis, mais passons!

M. Hamel (Saint-Maurice): Nommez-les!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ils sont comme le député, ils ont perdu leur nom!

Personnellement, je ne crois pas qu'il y ait un sténographe capable de reproduire mes paroles, je parle trop vite. Et je ne suis pas le seul dans ce cas. Un *Hansard* ne donnerait pas les résultats qu'on croit et ne rapporterait pas exactement ce qui se dit en Chambre. Ce qui compte avant tout, ce sont les œuvres, et il vaut mieux consacrer l'argent à leur réalisation qu'à la diffusion des paroles. Je crois qu'il est plus important de continuer à produire des

œuvres pour l'avenir que de conserver des paroles pour l'avenir. Ce serait une dépense injustifiée.

Le système de compte rendu de l'Ontario et de la Saskatchewan ne donne pas satisfaction: on reproduit ce qu'on veut et de la façon qu'on veut. La meilleure façon de se renseigner et de se rendre compte de ce qui se passe en Chambre, c'est encore de venir écouter ce qui se dit aux débats. Ce n'est pas pour rien que nous siégeons en public.

Quand j'étais membre, puis chef de l'opposition, nous n'avions pas de bureaux. Notre groupe n'avait qu'un seul appartement à sa disposition, un seul téléphone pour tous et un personnel très restreint. Je crois que, depuis que nous sommes au pouvoir, jamais les députés n'ont été aussi bien traités. Tout n'est pas parfait. Il y a encore des améliorations à faire, sans doute, et le gouvernement se propose de les réaliser dans la mesure du possible.

Je ne suis pas de l'opinion du chef de l'opposition que le parlement devrait être la maison des députés avant de loger des fonctionnaires. Les fonctionnaires ont un rôle très important à jouer; sans eux, le travail des députés ne pourrait pas se faire. À Ottawa, il y a encore deux députés par chambre. Peut-être y aurait-il moyen d'agrandir les édifices parlementaires en ajoutant un étage au-dessus de l'aile nouvelle du parlement? Nous avons fait étudier la chose pour constater que, sous l'ancien régime, on faisait tout "croche". L'édifice où j'ai mon bureau est croche, l'aile nouvelle est croche, la bibliothèque est croche, le pont de l'Île d'Orléans est croche, le musée provincial est croche, le palais de justice est croche.

J'ai revu les contrats pour la construction de l'aile nouvelle. On avait prévu la construction d'un et même de deux étages additionnels à l'édifice où sont situés mes propres bureaux. Nos architectes ont étudié la chose et ont fait rapport que l'édifice auquel on pourrait ajouter, selon l'avis de ceux qui l'ont construit, un étage ou deux peut en réalité à peine supporter son propre poids. La question est à l'étude.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il y a trop de monde.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Non, il n'y a pas assez de fondations!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La première chose que nous avons faite, ce fut de coordonner les divers services. Les contribuables devaient visiter quatre ou cinq immeubles pour régler

leurs affaires. Nous avons acheté l'ancien hôpital Jeffery Hale: cela a résolu partiellement le problème de manque de place et a amélioré la situation.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quels services logez-vous là?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La police provinciale, le prêt agricole et la Cour du bien-être social. Nous avons également logé le ministère des Ressources hydrauliques dans un nouvel immeuble sur la rue St-Louis.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En Saskatchewan, quand un député parle, son discours est enregistré sur un ruban magnétique. C'est pour cela que le système ne coûte pas plus de \$10,000 par an. Cela ne veut pas dire qu'un tel système est parfait, mais il mériterait d'être mis à l'essai. En cette Chambre, nous avons déjà eu, paraît-il, un système de rubans magnétiques. Le premier ministre a déclaré tout à l'heure: "Si le public veut être parfaitement renseigné, qu'il vienne en Chambre." Il faut admettre que cela n'est pas facile.

Quand les parlements ont été construits, on ne prévoyait pas les développements de l'heure présente. Ne serait-il pas possible, à l'heure actuelle, de placer les députés dans des conditions de travail plus faciles? Je suis toujours étonné de voir les journalistes travailler dans le bruit et parmi une foule de gens qui envahissent leur galerie. Quant à moi, j'aurais de la difficulté à en faire autant. À Ottawa, il n'y a jamais plus de deux députés par chambre. Je crois que les whips devraient continuer à faire des recherches pour voir s'il n'y aurait pas de nouvelles améliorations à faire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Champlain (M. Bellemare), whip en chef de l'Union nationale, m'a déclaré qu'il y a présentement 14 bureaux pour un seul député, 15 bureaux pour deux députés, 12 bureaux pour trois députés, etc. Il y a eu améliorations considérables, et nous allons tâcher de trouver les moyens de faire encore plus.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements - Bibliothèque de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Hamel (Saint-Maurice): Comment procède-t-on pour établir les salaires des employés de la Bibliothèque? Il cite des cas où, d'après lui, un employé compétent retire un salaire incompatible avec ses fonctions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans la plupart des cas¹⁰, le salaire est double de ce qu'il était sous le régime libéral Godbout.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce que les employés de la Bibliothèque ont été classifiés?

M. l'Orateur donne une liste de noms d'employés qui ont reçu des augmentations de salaires¹¹. Nous avons donné les augmentations sans tenir compte des allégeances politiques, mais des compétences, déclare-t-il.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de livres - Bibliothèque de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Reliure, frais de bureau et dépenses diverses - Bibliothèque de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature - Bibliothèque de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Hamel (Saint-Maurice): Combien d'employés ont reçu une augmentation de salaire au cours de l'année?

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Soixante-quinze des 115 employés de mon département ont bénéficié, au cours de l'année, d'une hausse globale de salaire de l'ordre de \$25,000.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quelle est la moyenne du salaire des employés féminins?

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): La moyenne du salaire des employés féminins s'élève présentement à \$1,952 par année, comparativement à \$4,215 pour les employés masculins.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
10. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Pourquoi l'Union des municipalités tient-elle ses congrès à l'extérieur du pays?

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Le gouvernement n'a pas voix au chapitre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Du moment que le gouvernement appuie le bill, quelque chose peut être fait en ce sens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nos gens qui ont dépensé \$1,000,000,000 l'an dernier, durant leurs voyages aux États-Unis, devraient d'abord visiter leur province et leur pays, pour des raisons économiques et aussi pour découvrir que le Canada est un très beau pays à visiter. Ce n'est pas un mal d'aller visiter un pays voisin, mais l'on devrait commencer par celui où l'on vit avant d'aller se promener à l'étranger. Ce serait dans l'intérêt de la collectivité. Surtout quand on sait qu'il n'y a pas de pays qui soit plus beau et plus varié que le nôtre. J'en parle avec une grande liberté d'esprit, alors que quelques-uns de mes propres ministres aiment beaucoup la Floride.

(Rires)

La province de Québec renferme des paysages et des beautés naturelles uniques au monde et qui sont malheureusement inconnues de près de 99 % de la population. Nous avons moins d'excuses qu'autrefois de les méconnaître parce que nous avons partout de belles routes à notre disposition. On a tendance à aller ailleurs et, ensuite, on demande aux Américains de venir dépenser leur argent chez nous. C'est là un illogisme extraordinaire. Commençons donc par connaître la province pour l'apprécier à sa

juste valeur, au lieu d'aller dépenser ailleurs l'argent que nous gagnons ici. L'industrie du tourisme offre des avantages inappréciables au point de vue monétaire, pour l'argent qu'elle fait circuler, au point de vue publicité, à cause de la réclame qu'elle nous vaut, et au point de vue fraternité humaine, par suite de l'échange de vues qu'elle permet.

Il fait appel au réveil de la fierté nationale et préconise une prise de conscience de nos devoirs, parmi lesquels il y a celui de conserver et d'enrichir l'héritage qui nous a été légué. Le gouvernement actuel, déclare-t-il, a déjà pris des initiatives importantes à ce sujet, et il se propose de ne pas s'arrêter en si bonne voie.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
11. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Codification des lois municipales (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce que la codification des lois municipales, ou la révision du Code, est avancée?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le travail de la Commission chargée de la révision du Code municipal est terminé. La Commission a remis son rapport au gouvernement. S'il est possible de le faire, le gouvernement présentera dès cette session, ou à la session prochaine, un bill basé sur ce rapport.

Quant à la révision de la loi des cités et villes, elle est commencée, mais le travail n'est pas terminé. Cette révision devrait prendre moins de temps que celle du Code municipal, car il s'agit d'une loi moins diffuse. Les codificateurs nous ont remis un projet de révision du Code municipal. Ce projet fera peut-être l'objet d'une législation dès cette session, si le temps le permet. Jusqu'ici, je n'ai pas eu le temps d'examiner le rapport des codificateurs.

M. Hamel (Saint-Maurice): En vertu de la loi des cités et des villes, un jugement a été rendu récemment par la Cour d'appel dans la région du Lac-Saint-Jean: le tribunal a refusé d'annuler des

élections municipales parce que des personnes ayant voté, bien que privées du droit de vote, ont refusé de dire pour qui elles avaient voté. Je ne me rappelle pas, toutefois, le nom de la municipalité concernée, ni des juges qui ont rendu le jugement. Toutefois, d'après ce jugement, il serait nécessaire, pour faire annuler une élection municipale, non seulement de prouver que les irrégularités auraient été telles qu'elles auraient pu changer le résultat du vote, mais d'établir dans quel sens auraient voté les personnes défrancisées. Si ce jugement est vraiment basé sur le Code municipal ou la loi des cités et villes, il faut en conclure que le secret du vote n'est pas assuré. Le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dozois) devrait dire s'il songe à apporter des modifications, afin de protéger le secret du scrutin¹².

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):

Je ne suis pas au courant du cas cité par le député de Saint-Maurice (M. Hamel) et je ne peux par conséquent me prononcer sur ses implications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Saint-Maurice veut obtenir une déclaration du ministre en ne lui citant rien de précis. J'ai de la misère à croire, malgré toutes les imprécisions qui accompagnent la citation du député de Saint-Maurice, qu'un tribunal ait décidé que, avant d'annuler une élection, les contribuables qui n'ont pu voter devraient être forcés de venir dire en cour pour qui ils auraient voté, s'ils avaient pu le faire.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) est fort excusable de n'avoir pas la référence précise devant lui à ce moment, le gouvernement n'ayant pas fait savoir à l'avance que l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales allait être entreprise à la première séance après le congé des Fêtes.

Depuis que la Commission de révision a été créée, soit depuis 1945, elle a coûté \$100,000 environ. Et rien de concret n'est encore présenté aux Chambres. Est-ce que la codification des lois municipales apporte des principes de loi nouveaux? Est-ce qu'on touchera au cœur du problème et quel sera le résultat du travail de douze années?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il s'agit d'une simple révision en plus de la codification. La révision du Code municipal est une besogne ardue, beaucoup plus ardue que ne le sera la révision de la loi des cités et des villes. Le Code

municipal existe depuis 60 ans. Il n'a été révisé qu'une fois antérieurement par une commission nommée sous un régime libéral, qui a mis une dizaine d'années à effectuer le travail. Cette révision n'a pas fait disparaître les lacunes du Code. Malgré ce travail, le Code est demeuré un manuel légal très compliqué, contradictoire, enchevêtré et touffu où fourmillent les contradictions. Le simplifier et le clarifier ne constitue pas une mince tâche. On ne peut réparer du jour au lendemain les erreurs de 40 ans de régime libéral.

Jusqu'à date, l'ouvrage accompli n'était pas de codification, mais de jurisprudence. Le projet ne deviendra exécutoire que lorsqu'il sera appuyé par le gouvernement et la Chambre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On a dépensé beaucoup d'argent pour le travail effectué. Un seul expert comme le sous-ministre actuel des affaires municipales (Me Jean-Louis Doucet, c.r.) dont tout le monde reconnaît la très grande compétence, aurait pu effectuer une révision du Code municipal en un an ou deux au plus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Un expert seul, eût-il la compétence de Me Doucet, n'aurait pu accomplir une telle besogne en un si court laps de temps. Réviser le Code municipal est une affaire très compliquée qui doit prendre le temps. Il faut attendre les jugements des tribunaux et les suggestions des conseils de comté.

M. Hamel (Saint-Maurice): (Au sujet du jugement qu'il ne pouvait citer plus tôt) Après consultation avec le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde)¹³, j'ai découvert qu'il s'agissait d'un jugement de la Cour d'appel dans la cause *Turbide vs Lévesque*, à Port-Alfred. Il s'agit d'un jugement rendu en vertu de la loi des cités et villes. Il est précisé que, dans cette cause, six personnes n'ayant pas le droit de vote ont été appelées à témoigner devant la Cour de magistrat et qu'elles ont refusé de dire pour qui elles avaient voté. En conséquence, la Cour a refusé d'annuler l'élection en cause...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Saint-Maurice a dit que le jugement de la Cour d'appel déclarait que pour qu'une cause soit renvoyée, il fallait que les électeurs viennent témoigner. Le juge a établi que six personnes qui n'avaient pas le droit de vote avaient voté. Mais il n'a pas été prouvé pour quel candidat elles avaient

voté. La déclaration du député est absolument inexacte et elle est contraire au document qu'il vient de produire. Les témoins ont refusé et le juge a dit qu'ils avaient le droit de refuser. Pourquoi essayer de faire entendre que la Cour d'appel avait décidé de faire divulguer un vote? Jamais elle ne l'a fait.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le jugement est à l'effet qu'une élection peut être annulée, si l'on prouve en faveur de qui les votes illégaux ont été donnés.

Je veux tout simplement demander au ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dozois) de trouver un moyen de rendre la loi plus claire, afin que de telles situations puissent être évitées.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
13. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission municipale de Québec (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service d'urbanisme (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il s'agit du même montant que l'an dernier. Cette somme est parcimonieuse par rapport à l'envergure des problèmes que l'urbanisme soulève dans la province. Ce service devrait pourtant être appelé à se développer davantage. Je songe à cette agglomération informe qui se fait autour de Montréal. Déjà on assiste, dans certaines régions de la rive sud, à l'ébauche de travaux de construction qui ne se conforment à aucun plan d'ensemble. Des villes champignons se dressent autour de la canalisation. Quelle sera l'apparence de la région dans 10 ans? On peut trouver de 15 à 20 municipalités dans la région de la rive sud.

La population de la rive sud doit atteindre 200,000 âmes, aujourd'hui. Je me demande comment on pourra y faire quelque chose de passable. C'est

une chose effroyable de constater ce qui se passe sur la rive sud. Si les municipalités ne réussissent pas à s'entendre sur un plan quelconque, il ne sera pas agréable d'habiter cet endroit. Il y aura peut-être là, d'ici 10 ans, une autre métropole d'un demi-million d'habitants et, au train où vont les choses, on est en droit de se demander quelles horreurs on nous prépare. Il va falloir empêcher que ne se fassent ces choses horribles. De plus, le développement de la rive sud entraîne une spéculation effrénée.

Est-ce que le gouvernement entend prendre les mesures nécessaires pour diriger l'aménagement de ces agglomérations humaines qui se forment aux environs des villes comme Montréal, principalement sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent? Je suggérerais que le service d'urbanisme fasse de ce problème sa question no 1. C'est là le problème primordial de l'urbanisme dans la province.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):
Il s'agit en effet d'un problème très important dont se préoccupe mon ministère. Mais le service d'urbanisme doit agir dans les cadres de la loi et son rôle se borne à faire des suggestions. Nous voulons autant que possible respecter l'autonomie municipale. Nous avons rencontré à maintes reprises les membres des conseils municipaux de la région dont a parlé le chef de l'opposition. Tous constatent qu'il y a là un problème très grave. Ce qui a manqué jusqu'à maintenant, c'est l'entente entre les 15 ou 20 municipalités intéressées. Mais je crois savoir que ces municipalités sont sur le point de s'entendre pour l'établissement d'un plan directeur qui s'étendrait à toute la région. Il y a lieu d'espérer qu'on se ressaisisse avant qu'il ne soit trop tard. Mon ministère agit surtout à titre consultatif.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le chef de l'opposition a parfaitement raison de soulever ce problème, surtout en ce qui concerne la rive sud du Saint-Laurent, à Montréal. C'est la conséquence des travaux de canalisation du Saint-Laurent. Il y a un an ou deux, j'ai moi-même attiré l'attention de Montréal, des municipalités de la rive sud et du gouvernement fédéral sur les dangers énormes qui découlent de la façon dont les travaux avaient été décidés et exécutés. Il va se produire dans ce secteur, d'ici quelques années, une congestion énorme sans remède.

En outre, le port de Montréal court un danger énorme du fait que les navires devront faire un grand détour pour y entrer. Le chef de l'opposition a parlé d'urbanisme, mais l'aspect économique est encore

plus important. La difficulté des communications entre les deux rives va être décuplée. Les ponts vont être fermés pendant cinq heures par jour.

Nous espérons pouvoir remédier à cette situation en présentant une loi générale qui donne des pouvoirs spécifiques aux municipalités en vertu du Code municipal pour légiférer dans les domaines de l'aménagement urbain et du zonage. Dès que s'ouvre un nouveau chemin, toutes sortes d'établissements viennent tout de suite gâcher le paysage et réduire les bénéfices des améliorations apportées. Avec l'amendement que le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dozois) a en vue, les municipalités vont pouvoir se protéger contre cette peste qu'est l'établissement de ces agglomérations humaines.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La tâche est extrêmement urgente, car chaque mois de retard signifie une nouvelle accumulation d'erreurs qui ne pourront être réparées qu'à coup de millions de dollars, si tant est qu'elles sont réparables. On affirme que, dans 10 ans, il y aura sur la rive sud une autre métropole de 500,000 habitants. C'est dire qu'il importe de développer au plus tôt notre service d'urbanisme.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon gouvernement proposera peut-être, dès la présente session, quelques mesures législatives tendant à améliorer les prérogatives des municipalités en matière d'urbanisme.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
16. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau¹⁴.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 22 modifiant la loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout;

- bill 107 changeant le nom de famille de Marie Rita Yvette Guay en celui de Cubaynes;

- bill 127 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Dolbeau, dans le comté de Roberval;

- bill 138 concernant un acte de donation par Armand Lecompte à Maurice Lecompte;

- bill 143 modifiant la charte de la ville de Rivière-des-Prairies;

- bill 147 concernant la succession de Marius Raymond;

- bill 175 concernant l'imposition d'une taxe de vente pour fins municipales dans le village de Maniwaki et une taxe d'éducation dans la municipalité scolaire de Maniwaki;

- bill 181 concernant le Club Saint-Denis;

- bill 189 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Sainte-Rose;

- bill 195 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Iberville.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 125 modifiant la charte de la ville de Richmond, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, à la suite du préambule, comme article 1:

"1. L'article 64 de la loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Richmond, par le suivant:

"64. Le maire et les échevins ne reçoivent pour leurs services ni salaire, ni profit, ni indemnité sous quelque forme que ce soit.

Le conseil peut cependant, par un vote des deux tiers des échevins, adopter un règlement accordant une somme annuelle ne devant pas excéder mille dollars pour le maire et cinq cents dollars pour chaque échevin, mais cette somme ne sera accordée qu'aux maire et échevins ayant assisté à au moins les

deux tiers des assemblées régulières du conseil. Cette somme sera considérée comme frais de représentation."

2. Les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 deviennent articles 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8.

3. L'article 8 devient l'article 9 et est modifié:

a. en remplaçant, dans la cinquième ligne, les mots "cent vingt-cinq mille dollars" par les mots "cent cinquante mille dollars";

b. en remplaçant, dans la dix-huitième ligne, les mots "cent vingt-cinq mille dollars" par les mots "cent cinquante mille dollars".

4. L'article 9 devient l'article 10.

Projets de loi:

Charte de Richmond

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 125 modifiant la charte de la ville de Richmond.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 103 constituant en corporation l'École Vincent d'Indy, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

Ce qui suit est ajouté à l'article 2 comme deuxième paragraphe:

"Elle a pour objet de mettre à la disposition des jeunes filles un programme d'études supérieures en musique, et par le moyen de hautes études spécialisées, de conduire à la spécialisation professionnelle et artistique.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 173 concernant la succession de Philippe Toupin, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Les annexes "A" et "B" sont biffées.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 178 pour ajouter au nom de Manuel Abramovich et autres celui de Abrams, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Le préambule est modifié en remplaçant, dans la quinzième ligne, le mot "Murray" par le mot "Manuel".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 227 relatif à l'autorisation de vendre des lots vacants de la succession de P. E. Gélinas, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en remplaçant, dans les deux dernières lignes, les mots: "L'acheteur de ces lots en sera le propriétaire", par ce qui suit:

"L'acheteur de ces lots en sera le propriétaire et lesdits lots sont déclarés libres de toute substitution qui a ou pourrait avoir été créée par le testament de P. E. Gélinas, dûment homologué sous le numéro 193 de la Cour supérieure du district de Richelieu, le quatrième jour de novembre 1932, et enregistré sous le numéro 324,370 au bureau de la division d'enregistrement de Montréal le treizième jour de janvier 1933."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 243 constituant en corporation la ville de Saint-Eustache-sur-le-Lac, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Ce qui suit est ajouté après l'article 26 comme article 27:

"27. Le lot numéro 80, subdivision 42, du cadastre de la paroisse Saint-Eustache, inscrit erronément dans les avis de vente pour taxes municipales dans la *Gazette officielle du Québec* le 23 janvier 1954, aurait dû être désigné comme étant le lot 87, subdivision 42 du même cadastre et en conséquence l'adjudicataire Me Henri Beaulieu est et a toujours été depuis la date de l'adjudication le propriétaire du lot numéro 87 subdivision 42 de ce cadastre, et le lot numéro 80, subdivision 42, n'a jamais été affecté par cette adjudication."

Et l'article 27 devient l'article 28.

Projets de loi:

École Vincent d'Indy

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 103 constituant en corporation l'École Vincent d'Indy.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Manuel Abramovich

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 178 pour ajouter au nom de Manuel Abramovich et autres celui de Abrams.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Succession Philippe Toupin

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 173 concernant la succession de Philippe Toupin.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Succession P. E. Gélinas

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 227 relatif à l'autorisation de vendre des lots vacants de la succession de P. E. Gélinas.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Saint-Michel

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 243 constituant en corporation la ville de Saint-Eustache-sur-le-Lac.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Dorimène-Liliane Brien, l'épouse du ministre des Terres et forêts et des Ressources hydrauliques, rapporte le *Montréal-Matin* du 24 décembre 1957, à la page 2, est décédée soudainement à l'Hôtel-Dieu de Sherbrooke le 23 décembre en début d'après-midi à l'âge de 57 ans. Elle avait été transportée d'urgence à l'hôpital la veille de son décès, en soirée. Ses funérailles se sont déroulées le 27 décembre suivant.

2. M. Bourque, souligne *La Presse* du 8 janvier 1958, à la page 37, n'était pas en Chambre au moment de l'expression de ces condoléances.

3. *L'Action catholique* du 8 janvier 1958, à la page 3, rappelle que la loi créant une Cour de révision avait été adoptée en première lecture par la Chambre le 14 novembre 1957, et que le gouvernement en avait ensuite ajourné l'étude "pour permettre à tous les intéressés de faire connaître leur point de vue".

4. L'article 15 du bill 53, la loi modifiant le Code de procédure civile (2-3 Elizabeth II, chapitre 27), adoptée lors de la session 1953-1954 et sanctionnée le 5 mars 1954, autorisait en effet l'audition d'appels devant un tribunal de trois juges.

5. Notons que le représentant de Québec-Ouest est Bâtonnier du Barreau de la province de Québec.

6. Le 8 janvier 1958, *L'Action catholique*, à la page 3, et le *Montréal-Matin*, à la page 7, parlent de *certain*s litiges très importants tranchés par la Cour de magistrat. Toujours le 8 janvier 1958, *La Presse*, à la page 37, *L'Événement*, à la page 6, *Le Nouvelliste*, à la page 2, et *The Chronicle Telegraph*, à la page 2, soumettent une version semblable à celle du *Soleil*, la source que nous avons retenue pour le texte reconstitué.

7. Dans sa chronique hebdomadaire intitulée "Ce qu'on dit et ce qu'on ne dit pas dans nos arènes politiques" et publiée dans l'édition du *Devoir* du 11 janvier 1958, à la page 3, le journaliste Pierre Laporte confie effectivement qu'"un personnage qui fréquente assidûment les corridors du parlement croit savoir pourquoi M. Duplessis a retiré son projet de loi créant une nouvelle Cour de révision: il aurait voulu que le gouvernement fédéral s'engage d'avance à nommer les personnes que lui,

M. Duplessis, désignerait comme juges". Selon ce témoignage, le ministre fédéral de la Justice, M. Fulton, aurait refusé.

8. *The Chronicle Telegraph* du 8 janvier 1958, à la page 3, ajoute qu'un tel pool existe, mais qu'il est principalement utilisé par les journalistes canadiens-français.

9. Comme l'observe *The Chronicle Telegraph* du 8 janvier 1958, à la page 3, les règles parlementaires interdisent aux députés de lire leurs discours, à l'exception du discours du budget et de la réponse à ce discours prononcée par le chef de l'opposition.

10. *Le Soleil* du 8 janvier 1958, à la page 24, note plutôt dans *certains* cas.

11. Le représentant de Montcalm (M. Tellier), à titre d'Orateur de l'Assemblée législative, est l'un des administrateurs de la Bibliothèque de la Législature, précise *Le Soleil* du 8 janvier 1958, à la page 24.

12. *The Chronicle Telegraph* du 8 janvier 1958, à la page 3, écrit que, durant son exposé, le député de Saint-Maurice (M. Hamel) affirme qu'il est convaincu que les journaux "publieront encore tout faux demain". Le quotidien anglophone note encore "qu'on peut voir le chef de l'opposition lui faire une remarque et M. Hamel ne parle plus des journalistes".

13. Comme le député de Saint-Maurice, le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) est avocat.

14. *La Presse* du 8 janvier 1958, à la page 37, rapporte que la discussion sur les crédits a duré un peu plus de deux heures. Elle ajoute que le montant global du budget de la province, pour l'exercice à venir, dépasse le demi-milliard de dollars, pour la première fois dans l'histoire de la province.

Séance du mercredi 8 janvier 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 232 concernant l'évaluation de certains biens immobiliers situés dans les limites du canton Langelier;

- bill 233 concernant l'évaluation de certains biens immobiliers situés dans les limites de la municipalité scolaire de Rivière-Croche;

- bill 145 concernant la ville de Bourlamaque;

- bill 168 modifiant la charte de la ville de Pont-Viau;

- bill 260 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

- bill 183 constituant en corporation la ville de Duvernay;

- bill 230 concernant les commissaires d'écoles pour la cité de Beauharnois.

Votre comité recommande de plus, à votre honorable Chambre, que le titre du bill 230, ci-dessus mentionné, concernant les commissaires d'écoles pour la cité de Beauharnois, soit changé en celui de loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Beauharnois.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Biens immobiliers
dans le canton Langelier**

M. Ducharme (Lavolette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 232 concernant l'évaluation de certains biens immobiliers situés dans les limites du canton Langelier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 232 sans l'amender.

M. Ducharme (Lavolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Biens immobiliers
à Rivière-Croche**

M. Ducharme (Lavolette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 233 concernant l'évaluation de certains biens immobiliers situés dans les limites de la municipalité scolaire de Rivière-Croche.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 233 sans l'amender.

M. Ducharme (Lavolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Bourlamaque

M. Larouche (Témiscamingue) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 145 concernant la ville de Bourlamaque.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 145 sans l'amender.

M. Larouche (Témiscamingue) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Pont-Viau

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 168 modifiant la charte de la ville de Pont-Viau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 168 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

M. Hébert (Beauharnois) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 260 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 260 sans l'amender.

M. Hébert (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Duvernay

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 183 concernant la municipalité de Duvernay

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 183 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Beauharnois

M. Hébert (Beauharnois) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 230 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Beauharnois.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 230 sans l'amender.

M. Hébert (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Gagnon (Matane): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Gatineau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Kénogami, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation de la paroisse de Saint-Hubert, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation municipale de la paroisse de Saint-François-de-Sales, demandant l'adoption d'une loi érigeant son territoire en municipalité de ville sous le nom de ville Saint-François-de-Sales;

- de Laurent Daoust et autres, demandant l'adoption d'une loi aux fins de nommer comme fiduciaire le Trust Général du Canada à La Zénith compagnie d'assurance mutuelle;

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Chibougamau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Abraham Albert et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant Congregation Chevra Kadisha-B'Nai Jacob;
- de la cité de Jonquière, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de La Persévérance compagnie d'assurance, demandant l'adoption d'une loi concernant sa structure financière et son achat de La Zénith compagnie mutuelle d'assurance.

Projets de loi:

Saint-Hubert

M. Thérberge (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 144 constituant en corporation de ville la corporation de Saint-Hubert.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

La Zénith compagnie d'assurance

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 164 concernant La Zénith compagnie d'assurance mutuelle.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Saint-François

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 169 constituant en corporation la ville de Saint-François-de-Sales.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Mont-Royal compagnie d'assurances générales

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 171 concernant La Persévérance compagnie d'assurances.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Gatineau

M. Desjardins (Gatineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 176 modifiant la charte de la ville de Gatineau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

La Zénith compagnie d'assurance mutuelle,

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 194 concernant La Zénith compagnie d'assurance mutuelle.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Kénogami

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 217 modifiant la charte de la cité de Kénogami.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Chibougamau

M. Larouche (Témiscamingue) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 219 concernant la ville de Chibougamau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Hull

M. Johnston (Pontiac) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 221 modifiant la charte de la cité de Hull.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Congrégation Chevra Kadisha-B'Nai Jacob

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 244 constituant en corporation la Congrégation Chevra Kadisha-B'Nai Jacob.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Jonquière

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 258 modifiant la charte de la cité de Jonquière.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charges municipales ou scolaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 28 relatif aux charges municipales ou scolaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Chiropratique au Québec

M. Chartrand (L'Assomption) propose que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 216 sur la chiropratique dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)¹

Le comité se lève sans faire rapport².

Projets de loi:

Charte de Pointe-aux-Trembles

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 concernant la charte de la ville de la Pointe-aux-Trembles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Huntingdon

M. Somerville (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 237 modifiant la loi des cités et villes concernant la ville de Huntingdon soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Collège Sophie-Barat

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 246 constituant en corporation le Collège Sophie-Barat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission scolaire de Montmorency

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 266 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Montmorency soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Questions et réponses:

Panne d'électricité à Montréal

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

Est-ce que les autorités de l'Hydro-Québec ont révélé au premier ministre la cause de la panne d'électricité à Montréal lundi soir dernier³? Dans la négative, est-ce que l'enquête se poursuit et est-ce que l'on prend des dispositions pour que la même chose ne se reproduise pas?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette panne était vraiment quelque chose de très inusité et d'exceptionnel dans la métropole du Canada. Le dossier de l'Hydro-Québec est bon. C'est la première panne du genre depuis au moins 30 ans⁴. Une demi-heure sans électricité en un quart de siècle, c'est une bonne moyenne. L'enquête des experts de l'Hydro continue pour trouver la raison de cet accident et pour déterminer les mesures à prendre, afin que la population de Montréal ne soit plus victime de pannes d'électricité.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La panne d'électricité n'a pas duré une demi-heure, mais près d'une heure.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

Elle a duré exactement de 47 minutes à 2 heures, selon les endroits.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Seulement deux heures sur 30 ans, c'est peu⁵.

Bons du Trésor

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

Quel était le montant total des bons du Trésor en cours au 30 novembre 1957, tout en tenant compte qu'à pareille date, d'habitude, ils atteignent le niveau le plus élevé?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Trente-trois millions cinq cent mille dollars.

Emprunts du gouvernement

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

1. Le gouvernement a-t-il, depuis le 1^{er} avril 1957 jusqu'au 10 décembre 1957, emprunté de l'argent:

- a. De l'Hydro-Québec?
- b. De la Commission des liqueurs?
- c. De la Commission des accidents du travail?
- 2. Dans l'affirmative:
 - a. À quelle date chacun des emprunts a-t-il été effectué?
 - b. Quel en est le montant?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Non.

Subsides:

Budget des dépenses 1958-1959

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)⁶

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas un million sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Salaires (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Parent (Hull) demande des explications au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) au sujet d'une somme de \$785,252 qui apparaît dans les *Comptes publics* de 1956-1957, à la fin du chapitre "salaires" sans que les noms des bénéficiaires y apparaissent.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il s'agit de salaires de moins de \$100 qui ont été payés à des personnes employées temporairement par le ministère, notamment pour combattre les feux de forêt.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À Ottawa, les salaires de moins de \$5,000

n'apparaissent pas dans les *Comptes publics*. Dans les autres provinces, les salaires de moins de \$1,000; au Québec, les salaires de moins de \$100.

M. Hamel (Saint-Maurice): Combien de personnes ont été rétribuées avec les \$785,252?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Je ne peux fournir, de mémoire, le renseignement, mais il me fera plaisir de répondre à toute question dans ce sens qui sera inscrite à l'ordre du jour.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Terres et Forêts)" pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas un million huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection des forêts (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service forestier (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Levesque (Bonaventure) demande des explications sur la nature exacte des inventaires forestiers.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): On détermine la qualité et la quantité de bois contenu dans un territoire déterminé. L'inventaire coûte en moyenne \$81.93 par mille carré.

M. Levesque (Bonaventure): La population de la péninsule de la Gaspésie, une des régions les plus riches en bois dans la province, voit ce bois ouvert à l'extérieur. Cette circonstance a provoqué, à maintes reprises, les protestations des Chambres de commerce et de divers organismes de la Gaspésie, qui réclament une action gouvernementale depuis longtemps. L'an dernier, j'ai attiré l'attention du gouvernement sur le problème et je lui ai demandé

s'il tenterait quelque chose pour améliorer la situation. Il est inadmissible de voir le bois de pulpe de la Gaspésie, de Bonaventure en particulier, exporté au Nouveau-Brunswick, pour y être transformé en papier.

À l'automne de 1956, les autorités, les hommes d'affaires et les représentants des compagnies ont examiné le problème. À la suite de cette étude, il avait paru nécessaire de faire un bon inventaire forestier en Gaspésie.

Je demande au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) s'il a étudié la question. Le problème a une importance vitale pour les Gaspésiens et la circonscription de Bonaventure en particulier. Le ministre peut-il nous assurer qu'il prendra la chose en sérieuse considération? Je me fais le porte-parole des autorités religieuses, des Chambres de commerce et de la population de toute la Gaspésie pour demander au gouvernement de prendre des mesures pour que le bois de la Gaspésie, actuellement exporté à l'état brut au Nouveau-Brunswick, soit ouvré sur place. Un geste positif est nécessaire pour le plus grand bien de la péninsule et en général pour la province de Québec.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le problème de Bonaventure est bien connu et nous l'étudions depuis assez longtemps. Je dois informer le député de Bonaventure que l'inventaire forestier dans cette partie de la province est complété. Nous nous occupons de la question; nous pensons régler la situation avant longtemps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Bonaventure devrait se souvenir des faits. La Gaspésie se trouve dans une situation considérablement améliorée depuis 10 ou 12 ans. Les forêts de la Gaspésie ont été cédées par les régimes précédents. L'exportation du bois vers le Nouveau-Brunswick a commencé aussi sous les régimes précédents. Les "Free Holds" (concessions forestières) ont été accordés par les gouvernements précédents. De plus, en Gaspésie, il y a eu des bois dont la coupe a été permise à la population pour lui permettre de traverser la crise. Depuis lors, de grands progrès ont été accomplis. Si le député de Bonaventure ne se rappelle pas de ce qui s'est passé, qu'il ne parle pas.

M. Levesque (Bonaventure): On ne peut pas s'attendre qu'un jeune homme de 31 ans se tienne responsable de la politique bonne ou moins bonne de régimes précédents. Mais il faut se rappeler que le

député de Bonaventure a un mandat à remplir à l'heure actuelle. Son devoir est de chercher à améliorer la situation. Les demandes qu'il formule à l'adresse du gouvernement ne sont pas inspirées par l'esprit de parti. Il veut simplement attirer l'attention des autorités sur un certain état de choses.

Je ne crois pas qu'il faille pleurer sur le passé. Que M. J. H. Kelly⁷ ait agi d'une certaine façon ou d'une autre, peu importe! Aujourd'hui, une situation défavorable existe. Si le gouvernement actuel est supérieur aux gouvernements passés comme il le prétend, il doit le prouver par des actes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député qui vient de dire son âge, 31 ans, n'est pas responsable, bien entendu, de ce qu'il n'a pas fait, mais il assume la responsabilité des dettes léguées en même temps que le patrimoine dont il se sert. Il a cité le nom de l'honorable J. H. Kelly. C'est son affaire. Mais je dois lui dire que nous avons hérité d'une situation difficile dont nous ne sommes pas responsables, à laquelle nous n'avons nullement contribué et que nous avons déjà corrigée dans une large mesure. Nous n'avons pas l'intention de nous arrêter là.

M. Levesque (Bonaventure): Il y a un an, je me suis dit heureux d'être le successeur des Honoré Mercier, J. H. Kelly, Côté et autres⁸. Mais, si j'ai mentionné tout à l'heure le nom de J. H. Kelly, c'est par la suite d'une réflexion qu'on nous a faite un jour, aux Terres et Forêts, où nous demandions des mesures pour améliorer la situation et où l'on nous a répondu que cette situation était de la faute de J. H. Kelly.

L'expédition du bois à l'extérieur, au temps de M. Kelly, fut, sans doute, une bonne chose pour l'époque. Le problème maintenant se pose sous un autre angle.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député juge de la grandeur d'un homme à la grandeur de ses fautes.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) demande au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) des détails sur les arrosages faits par le gouvernement, les compagnies et les associations forestières pour combattre et venir à bout des insectes qui détruisent les forêts, notamment la tordeuse des bourgeons. On sait, affirme-t-il, que le ministère des Terres et Forêts paie une grande partie de la dépense et que les compagnies paient ce qui reste.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

Au cours de l'été prochain, les aviateurs continueront à pulvériser des insecticides au-dessus des forêts de la Gaspésie. L'arrosage des forêts de la Gaspésie du haut des airs sera complètement terminé d'ici quelques mois. À cet effet, je demande de voter une somme de \$500,000 qui servira à payer la dépense de concert avec la compagnie Price et la Canadian International Paper.

Au 31 décembre 1956, la dépense occasionnée par cet arrosage des forêts de la Gaspésie fut de \$388,130, dont \$178,139 a été payé par le gouvernement. C'est un coût moyen de 95 cents l'acre. Au 31 décembre 1957, une superficie totale de 1,201,920 acres avait été arrosée à un coût moyen de \$1 l'acre, soit \$1,200,000. Le gouvernement, par le ministère des Terres et Forêts, a payé sa part, soit \$483,840.

Ces opérations sont effectuées en collaboration avec les compagnies intéressées qui, sur leurs propres limites, déboursent la moitié du coût. Ailleurs, le gouvernement assume la totalité du coût. La part du gouvernement est d'environ \$700,000.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) attire l'attention du gouvernement sur divers changements apportés à la préparation des *Comptes publics*. Il est difficile et même impossible, dans certains cas, de faire des comparaisons entre les prévisions budgétaires du ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) et les *Comptes publics*.

Des députés de l'opposition interviennent dans le même sens.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

Ces changements ont été faits par l'auditeur de la province. Il est responsable des comptes et il a pleine autorité en la matière.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'ai lu, au sujet du problème des diverses coupes de bois, des déclarations que faisait, en novembre dernier, M. Nérée Arseneault, ingénieur forestier, député fédéral de Bonaventure, lors d'une conférence⁹. Dans ces déclarations, M. Arseneault, qui a eu des contrats d'inventaire forestier pour le gouvernement provincial, déplorait le fait qu'on continue encore aujourd'hui, en 1958, une erreur qui remonte à nombre d'années et qui consiste dans la pratique de la "coupe à blanc" dans certaines de nos grandes forêts. Selon M. Arseneault, cette coupe à blanc serait à l'origine de l'assèchement de nos sols et des irrégularités de nos cours d'eau. Selon lui, ce système

de coupe en vigueur au Québec aura pour conséquence la destruction à très court terme de nos forêts.

Le nouveau député conservateur de Bonaventure aux Communes dénonçait aussi une deuxième erreur, moins néfaste que la première, mais également regrettable. Il voyait cette deuxième erreur dans le système de coupe à diamètre limité. On a ainsi transformé, disait-il, nos forêts en bois de pulpe, empêchant la production de gros bois.

Le député de Bonaventure terminait son exposé en préconisant le système des coupes par jardinage. Ce système, disait-il, a fait ses preuves dans les pays scandinaves. Il implorait aussi nos "routiniers de l'exploitation forestière" de bien peser les conséquences de leur politique.

En somme, un ingénieur forestier, un expert en la matière, a énoncé un jugement sévère sur notre mode de procéder. Il a soulevé un problème grave, car un déboisement mal fait peut évidemment avoir des répercussions profondes dans notre province, où une partie importante de la population dépend pour sa subsistance de cette industrie. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) devrait commenter de telles déclarations.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

J'ai lu un livre écrit par un ingénieur forestier en 1922 ou en 1923¹⁰. Il disait que, dans 20 ans, il n'y aurait plus de forêts dans la province de Québec, si l'on continuait à les exploiter comme l'on faisait dans ce temps-là. Or, nous sommes maintenant en 1958 et la province compte encore 300,000 milles carrés de forêt, dont 81,000 milles seulement sous licence. Nos forêts sont plus riches aujourd'hui. Certains ont tendance à l'oublier.

En 1945, au Lac-des-Neiges, dans le parc des Laurentides, à une altitude de 3,600 pieds, on a fait l'expérience très concluante d'une coupe à blanc sur une superficie de 25 milles carrés. C'est aujourd'hui, 10 ans après, l'un des plus beaux territoires boisés de la province. On y trouve des millions d'épinettes noires en bonne santé. J'espère que le feu ne viendra pas les détruire.

Ce que j'entends par coupe à blanc, c'est la coupe de tout bois d'une grosseur raisonnable. Des ingénieurs la recommandent et d'autres s'y opposent. Des expériences ont été faites dans tous les genres de coupe et chaque genre a donné des résultats satisfaisants dans certaines régions. Pour cette raison, il ne faudrait pas délaisser les systèmes divers en usage pour se limiter à un système unique qui ne s'adapterait peut-être pas à toutes les régions.

Par exemple, la région abitibienne est couverte de forêts denses composées principalement de résineux. Il en est ainsi de certaines concessions situées dans le voisinage de Baie-Comeau et dans le nord du comté de Laviolette, où les savanes se confondent avec celles de l'Abitibi. Dans les savanes de l'Abitibi, on trouve des arbres de 120 ans. Ils se touchent presque et leur tronc n'atteint guère un diamètre supérieur à cinq pouces. Il faut couper pour aérer ces savanes.

L'expérience et les expérimentations des ingénieurs de notre département ont démontré que le système en vigueur au Québec produit les meilleurs résultats. Et permettez-moi d'ajouter que j'ai pour les employés de mon département la plus grande confiance.

Lorsque, pour la première fois, on a proposé d'arroser les forêts du Québec, afin de combattre la tordeuse des bourgeons, je ne croyais pas que le projet fonctionnerait. Cependant, les expériences effectuées ces dernières années, pour lutter contre l'insecte, se sont avérées très efficaces et j'ai changé de point de vue sur la question. J'adopte la même attitude dans les autres sujets qui touchent de manière générale l'intérêt des forêts du Québec. Je suis convaincu que le système d'exploitation forestière en vigueur au Québec est bon, et les résultats que nous avons obtenus jusqu'ici l'ont bien démontré.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Qu'est-ce que le ministre pense de la théorie émise par M. Arseneault?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Je crois qu'elle est fausse. Je ne veux pas dire que la coupe à blanc peut se pratiquer partout, mais je suis d'opinion que le jardinage ne peut pas se faire. Le reboisement en forêt vierge est un faux principe également.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le reboisement en forêt vierge a-t-il été tenté?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Certainement! Avec des avions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On avait oublié que les arbres poussaient de bas en haut. On a essayé de les faire pousser de haut en bas.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): L'expérience de la coupe à blanc au Lac-des-Neiges

est magnifique et concluante. Dans les savanes de l'Abitibi, qu'on n'aille pas me dire d'attendre que les arbres deviennent plus gros. Il faut couper, donner de l'air.

Une autre expérience a été tentée à Baie-Comeau, où des arbres de 120 ans n'avaient pas plus de cinq pouces de diamètre. Nous avons coupé une partie des arbres et fait de l'égouttement. En deux ans, les arbres ont grossi autant qu'en 75 ans auparavant.

M. Arseneault a déjà été employé par le ministère, mais pour faire un inventaire forestier, pas autre chose. Je ne dis pas, cependant, qu'il n'a pas tenté de travailler pour nous de façon permanente.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Tout ce que je sais pour le moment, c'est qu'un ingénieur forestier a travaillé pour le département et qu'il a dit que nos richesses forestières étaient mal exploitées. Son opinion doit avoir quelque importance. N'y aurait-il pas quelque chose qui cloche dans notre système d'exploitation forestier? Nous ne pouvons pas obtenir du ministère une réponse décisive quant à l'exploitation des forêts et comment nous devons nous y prendre pour que nos forêts soient le mieux exploitées possible. Dans le moment, on ne sait pas. Il y a des politiques forestières, dans d'autres pays, qui ressemblent étrangement à celle de M. Arseneault. Je considère que ce que le ministre des Terres et Forêts a dit équivaut à un aveu à l'effet que nous sommes à l'état d'expérimentation en ce qui regarde nos forêts.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Depuis 1944, il y a eu des améliorations au département des Terres et Forêts. Il n'y a pas un concessionnaire qui peut couper plus de bois qu'il ne lui est permis. Autrefois, un concessionnaire pouvait couper tout le bois qu'il voulait; il pouvait alors couper à blanc. Aujourd'hui, il n'a pas le droit de couper plus de l'équivalent de la pousse annuelle, selon l'inventaire effectué. Le gouvernement actuel s'assure que ces conditions sont respectées à la lettre. Et, depuis 1944, suivant nos inventaires et en dépit de toutes les coupes faites, il y a encore autant de bois qu'il y en avait en 1944 dans les forêts de la province de Québec, et ce, malgré la grande demande qu'il y a, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, pour le bois de pulpe et les autres types de bois.

De plus, les concessionnaires ne peuvent laisser traîner dans la forêt les déchets d'arbres. Ils sont obligés aujourd'hui de faire du bois de pulpe avec des houppliers. Cela tient aux nombreuses

améliorations que nous avons apportées depuis 1944 à l'administration du ministère et aux conditions sévères imposées aux concessionnaires. Le ministère exerce une surveillance beaucoup plus efficace et la coupe du bois est devenue rationnelle. Le résultat, c'est que les compagnies qui se lancent dans les opérations de coupe aujourd'hui ont autant de bois qu'elles en avaient il y a presque 20 ans.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je doute que les affirmations du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) soient justes. Je ne crois pas que la croissance normale des forêts du Québec suffit à justifier le type de coupe qui a été effectuée dans la province ces dernières années¹¹. Comment peut-on savoir qu'il y a autant de bois aujourd'hui qu'en 1944?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Les résultats excellents de la coupe et de l'aménagement de la forêt sont faciles à constater. Je vais donner un exemple qui va le prouver. À Windsor Mills, dans les Cantons-de-l'Est, la St. Lawrence Corporation possède un territoire de 50,000 milles carrés. Elle l'a exploité à raison de 10,000 cordes par année avec le résultat qu'il y a là plus de bois, aujourd'hui, qu'il y a 20 ans¹². Pourquoi? Parce que le bois a été coupé de façon rationnelle, suivant la capacité de reboisement.

C'est une question d'administration. Un tel type d'exploitation protège complètement la ressource. Aujourd'hui, grâce au reboisement suivant une première coupe, cette ressource est importante et même davantage dans certains cas qu'elle ne l'était quand l'exploitation commerciale a commencé, il y a quelque 60 ans de cela. Où le bois a été coupé, le reboisement naturel se fait. Ça va continuer ainsi si nous continuons la même politique.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): M. Thomas Maher, un ingénieur de Québec¹³, déclarait dans une entrevue, en novembre 1957, qu'il était plus convaincu que jamais que notre province courait vers l'abîme en gaspillant ses ressources forestières. Il soutient qu'on coupe la jeune forêt avant maturité et que notre folle imprévoyance va nous conduire à la ruine. Le ministre des Terres et Forêts soutient que nous avons autant de bois aujourd'hui qu'en 1944, mais des ingénieurs forestiers disent le contraire. Il y a dans mon comté, au nord de La Sarre, 1,500 milles de forêt qui pourrait être récupérée par des travaux de drainage, mais, dans l'ensemble, je suis convaincu que la forêt diminue dans le nord de l'Abitibi, au lieu

d'augmenter. Le ministre parle de coupes qui ne représenteraient que la récolte annuelle de la forêt; mais comment peut-il contrôler sur ce point l'action des compagnies?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): C'est bien facile à contrôler. Avant chaque concession, l'inventaire forestier est fait, et nous savons exactement quelle est la possibilité annuelle du territoire concerné. Nous permettons de couper la récolte annuelle, pas plus. Pour ce qui est de M. Maher, c'est justement lui, l'ingénieur forestier qui disait en 1923 que, dans 20 ans, il n'y aurait plus de forêts dans le Québec. Et donc, en 1943, il ne devait déjà plus en rester dans la province. Nous sommes rendus en 1958; la prédiction s'est avérée fausse. (D'un ton sarcastique) Je pense, et tous en conviendront, qu'il y a encore énormément de bois dans notre province, avec 219,000 milles carrés qui demeurent encore intouchés. Il y a plus de bois dans nos forêts aujourd'hui qu'il y en avait il y a 20 ans, et il y en a plus qu'en 1923. M. Maher n'en répète pas moins ses prédictions alarmistes de 1923.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce que le ministre dit est incroyable. Le bois, ça prend des dizaines d'années à repousser. Après qu'on en a coupé de grandes quantités, comment pourrait-il y en avoir autant?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Pendant qu'on en coupe à un endroit, ça repousse ailleurs. Nous avons 300,000 milles carrés de forêt dans le Québec, dont 219,000 milles carrés n'ont pas même encore été touchés.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Mais ces 219,000 milles carrés existaient quand les usines ont commencé à s'avancer vers la forêt, il y a une soixantaine d'années.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Oui, mais le bois a continué à pousser, là comme ailleurs. Et sur les territoires concédés aux compagnies, nous ne permettons de couper que la croissance annuelle. La forêt devient une richesse permanente avec ce système.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a pas l'ombre d'un doute que des abus ont été commis dans le passé. Ce n'est pas le moment de préciser ici par qui et à quelle époque. Mais une chose est sûre, c'est qu'il y a eu des améliorations

considérables depuis quelques années, et personne de bonne foi ne peut nier le fait qu'à l'heure actuelle, parmi toutes les provinces de la Confédération et tous les États de l'Amérique du nord, c'est la province de Québec qui possède les forêts les plus riches et en meilleure condition. Le contrôle que nous exerçons sur la coupe de bois de pulpe a produit des résultats inégalés nulle part ailleurs.

La résolution est adoptée¹⁴.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau¹⁵.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Dépôt de documents:

Ministère des Mines, Rapport 1956-1957

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Mines de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1957. (Document de la session no 8)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je profite de l'occasion pour souligner que le ministre des Mines (l'honorable M. Cottingham) célèbre aujourd'hui son 53^e anniversaire de naissance.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Encore une fois, les sources n'indiquent pas qui préside le comité plénier, mais il s'agit probablement du député de Bagot (M. Johnson).

2. Comme le rappelle *La Presse* du 9 janvier 1958, à la page 25, le bill 216, présenté par le Conseil supérieur de la chiropratique, comme le bill 158 constituant en corporation le Collège des chiropraticiens du Québec, n'ont pas reçu l'assentiment du comité des bills privés lors de leur étude simultanée en décembre 1957. Ils ont alors été renvoyés à la Chambre, ce qui, note le quotidien, "signifie toujours une fin polie de non-recevoir".

3. Cette panne, qui s'est produite à 17 h 19, le lundi 6 janvier, a aussi eu des répercussions, nous dit *La Presse* du 7 janvier 1958, à la page 1, dans les villes de Trois-Rivières, Sherbrooke, Sorel, Joliette et Saint-Hyacinthe. Dans la métropole, toujours selon le quotidien, elle aurait causé deux incidents sérieux.

4. *The Quebec Chronicle Telegraph* du 9 janvier 1958, à la page 3, écrit plutôt que c'est la première fois qu'une telle panne se produit "en vingt-cinq ans".

5. *L'Action catholique* du 9 janvier 1958, à la page 3 déclare qu'"immédiatement après ce court échange, le premier ministre a déposé les réponses à deux questions inscrites au *Feuilleton* de la Chambre par M. Earl". Contrairement à la question précédente, il s'agit donc de réponses écrites fournies par le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon).

6. Les sources sont de nouveau muettes sur l'identité du président du comité plénier, mais il s'agit selon toute vraisemblance encore du député de Bagot (M. Johnson).

7. John Hall Kelly est élu député libéral de Bonaventure de 1908 à 1912, avant d'être nommé au Conseil législatif, le 29 avril 1914. Il entre le 30 octobre 1935 dans le cabinet Taschereau à titre de ministre sans portefeuille.

Il fut accusé de collusion avec les marchands de bois par l'ancien ministre libéral de la Colonisation, J.-B.-B. Prévost. Voir les *Débats de l'Assemblée législative* entre 1910 et 1912.

8. Comme Kelly, l'ancien premier ministre Honoré Mercier (1890-1894) et Pierre-Émile Côté (1924-1936) ont siégé en Chambre à titre de député du comté de Bonaventure.

9. Le *Montréal-Matin* du 9 janvier 1958, à la page 5, nous apprend en fait qu'il s'agit d'un discours prononcé au cours d'un congrès d'exploitants de la forêt. *The Quebec Chronicle Telegraph* du 9 janvier 1958, à la page 2, affirme plutôt que le député Arsenault a étayé sa thèse dans un article portant sur les divers types de coupe.

10. *The Montreal Daily Star* du 9 janvier 1958, à la page 33, est le seul journal à faire état de l'incertitude du ministre quant à l'année de publication du livre en question. Par souci d'alléger le texte, nous adoptons dans les lignes qui suivent la version de ceux qui situent en 1923 la publication de cet ouvrage. Cette version nous est apparue comme étant la plus crédible.

11. Plus de 1,000,000,000 de pieds de bois ont été coupés en 1956 au Québec, à l'intérieur des terres de la couronne et des concessions appartenant à des compagnies, selon *The Montreal Daily Star* du 9 janvier 1958, à la page 33.

12. Le 9 janvier 1958, *Le Soleil*, à la page 14, *L'Action catholique*, à la page 9, *La Presse*, à la page 25, et *La Tribune*, parlent plutôt de 50 ans. Le *Montréal-Matin* fournit cependant davantage de détails sur l'exemple de Windsor Mills cité par le ministre, d'où notre décision d'accorder davantage de crédit à sa version.

13. Également organisateur en chef, à un certain moment, du Parti conservateur du Canada, selon *The Gazette* du 14 janvier 1958, à la page 8.

14. À la séance du lendemain, le député Turpin de Rouyn-Noranda effectue un retour sur cette résolution.

15. *The Quebec Chronicle Telegraph* du 9 janvier 1958, à la page 2, précise que l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts, au cours de cette séance, a duré trois heures.

Séance du jeudi 9 janvier 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 256 validant et confirmant la vente faite par dame Gisèle Julien à Gabriel Renaud;
- bill 248 conférant certains pouvoirs à la municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que le titre du bill 248, ci-dessus mentionné, conférant certains pouvoirs à la municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine, soit changé en celui de "loi conférant certains pouvoirs à la corporation municipale de Saint-Joseph-de-Coleraine".

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Saint-Joseph-de-Coleraine

M. Fortin (Mégantic) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 248 conférant certains pouvoirs à la corporation municipale de Saint-Joseph-de-Coleraine.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 248 sans l'amender.

M. Fortin (Mégantic) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Vente
par Gisèle Julien**

M. Ladouceur (Verchères) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 256 validant et confirmant la vente faite par dame Gisèle Julien à Gabriel Renaud.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 256 sans l'amender.

M. Ladouceur (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

**Comité mixte de la
Bibliothèque de la Législature**

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

14 novembre 1957

Ordonné: Que les honorables MM. Baribeau, Barrette, Connors, Laferté, Martineau, Nicol, Raymond et Tardif forment un comité permanent pour aider l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, dans la mesure où les intérêts du Conseil législatif sont en cause, et pour représenter cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres chargé d'administrer la Bibliothèque; et que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre envoie un message au Conseil législatif pour l'informer que les honorables MM. Paquette et Rivard, et MM. Bernard, Bertrand,

Caron, Chalifour, Desjardins, Hébert, Hyde, Kirkland, Larouche, Maltais, Poirier, Riendeau et Ross constitueront le comité permanent de la Bibliothèque de la Législature en tant que les intérêts de l'Assemblée législative sont en cause et qu'ils représenteront celle-ci comme membres du comité mixte des deux Chambres chargé de l'administration de la Bibliothèque; et que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

Comité mixte des impressions législatives

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à l'Assemblée législative pour instituer un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que MM. Bellemare, Bertrand, Gérin, Gosselin, Johnston, Lafrance, Maltais, Ross, Roy, Thibeault et Thuot représenteront l'Assemblée législative dans ledit comité mixte; et que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

Projets de loi:

Loi des véhicules automobiles

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 modifiant la loi des véhicules automobiles soit maintenant lu une deuxième fois.

Le premier amendement vise les propriétaires de camions qui enlèvent certaines parties de leur véhicule, lors de l'enregistrement, en vue de diminuer le coût du permis, et les réinstallent par la suite. Ce sera désormais une infraction que d'avoir un véhicule dont "les accessoires ne sont pas tels que déclarés dans la demande d'enregistrement dudit véhicule".

Le deuxième amendement interdit de lancer des bouteilles ou autres projectiles d'une auto en mouvement ou arrêtée le long de la route, que les bouteilles ou projectiles soient lancés sur le chemin ou dans les champs avoisinants¹.

Le dernier amendement défend de consommer des liqueurs alcooliques dans une voiture en mouvement ou arrêtée le long de la route.

Ces amendements sont de nature à servir la cause de la sécurité routière.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 49*d* de la loi des véhicules automobiles, édicté par l'article 6 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 9, est modifié en remplaçant le paragraphe 8° par les suivants:

"8° Possède dans la province un véhicule automobile dont les accessoires ne sont pas tels que prescrits par la présente loi ou tels que déclarés dans la demande d'enregistrement dudit véhicule; ou

"9° Lance en quelque endroit que ce soit une bouteille ou un autre projectile, d'un véhicule automobile en marche ou immobilisé sur la voie publique ou le long de la voie publique; ou

"10° Lance sur la voie publique ou le long de la voie publique une bouteille ou un autre projectile, d'un véhicule automobile en marche ou immobilisé en quelque endroit que ce soit;

"11° Consomme des liqueurs alcooliques dans un véhicule automobile en marche ou immobilisé sur la voie publique ou le long de la voie publique."

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

La loi interdit de lancer des bouteilles ou d'autres projectiles. Le mot "projectile" devrait être défini plus clairement à l'aide d'exemples. Il cite un dictionnaire pour démontrer qu'il peut y avoir des problèmes d'interprétation. Je suggère le mot "déchets".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le mot "projectile" couvre évidemment tout objet quelconque: boîte de carton ou de métal, papier, déchet, etc. qu'on peut lancer d'une auto. Il s'agit d'éviter les causes d'accidents et d'éviter, en même temps, que les chemins de la province deviennent des dépotoirs publics.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Est-ce qu'il n'y aurait pas lieu de spécifier, en particulier, parmi les projectiles qu'il est défendu de lancer, les allumettes, les cigares ou les cigarettes allumées?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il existe une loi qui interdit aux automobilistes de lancer des cigarettes allumées d'une automobile dans les endroits où il peut y avoir danger de feux de forêts. Si de telles cigarettes ou allumettes causent des dégâts, il y a toujours possibilité d'intenter des poursuites au civil.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le texte de la clause concernant la consommation de liqueurs alcooliques devrait être encore plus précis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si vous voulez couvrir trop de terrain dans une loi, vous ne couvrez plus rien.

M. Hamel (Saint-Maurice): En vertu des nouveaux amendements, ce sera commettre une infraction à la loi que de jeter d'une auto arrêtée en bordure de la route des déchets dans des poubelles qui pourraient se trouver dans le voisinage ou même dans des dépotoirs publics.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tel est le cas, mais ce n'est pas tellement demander à un automobiliste que de l'inviter à descendre de sa voiture pour aller porter de tels déchets dans les poubelles ou dépotoirs, si ceux-ci sont réellement tout près.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je suis entièrement d'accord avec le gouvernement sur le principe des amendements. C'est une disgrâce de voir comment des automobilistes inconscients jettent sur la route ou en bordure des routes toutes sortes de saletés, boîtes de carton ou boîtes en métal, bouteilles vides. Il est bon également qu'il soit défendu à toute personne en automobile, qu'elle soit au volant ou non, que la voiture soit en marche ou immobilisée sur le bord de la route, de consommer des liqueurs alcooliques, car les accidents ne font qu'augmenter, et beaucoup sont dus à des abus de boisson. J'ai déjà vu, à plusieurs reprises, des chauffeurs de camion conduire de la main gauche alors que, de la main droite, ils portaient à leurs lèvres un récipient contenant de la boisson.

Je voudrais cependant que le gouvernement songe à faire toute la publicité nécessaire à ces

importants amendements et qu'une vaste campagne soit entreprise pour inviter les automobiles à réfléchir à ce grave problème. À l'heure actuelle, des panneaux-réclames le long de nos routes, utilisés par le ministère des Transports et des Communications, rappellent aux automobilistes, par exemple, d'être prudents quand il s'agit de doubler une autre voiture. D'autres invitent les automobilistes à réfléchir sur les dangers d'une vitesse excessive.

Pourquoi ne leur rappellerait-on pas de la même façon qu'ils s'exposent dorénavant à des amendes ou à la prison en consommant de la boisson dans leur auto ou en lançant des projectiles, bouteilles ou autres déchets, sur le chemin ou les abords du chemin?

Des automobilistes en sont rendus à invoquer l'ignorance de la loi des règlements pour se disculper à la suite d'un accident. Il est certain que personne ne doit ignorer la loi et l'ignorance ne constitue pas une excuse devant les tribunaux, mais elle est responsable d'un grand nombre d'accidents. Il y a des gens qui conduisent depuis des années et qui ne savent pas encore quel signal il faut faire pour tourner à droite ou à gauche. De plus, on ne doit pas donner l'impression que le thé ou le café qu'on prend comme "dernier verre" avant de prendre la route effacera automatiquement l'effet de quelques onces d'alcool.

On obtiendrait sûrement de meilleurs résultats avec une vaste campagne de publicité. Elle remédierait à cet état de choses. Il faut qu'on le sache clairement: les défenses formulées ne visent pas seulement les conducteurs, mais tous les occupants du véhicule. Je crois en la nécessité d'éduquer tous ceux qui conduisent des véhicules automobiles. Les journaux et la radio pourraient participer à une telle campagne de publicité. Par ailleurs, les agents de la route devraient exercer une surveillance très étroite sur la circulation et donner des exemples. Une telle action de la police et une bonne publicité feraient que la loi ne resterait pas lettre morte.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour ce qui est de la publicité, j'attire l'attention de la Chambre sur le fait suivant: dans le passé, les lois adoptées par la Législature étaient publiées et imprimées quatre ou cinq mois après la session du Parlement. Depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir, elles paraissent dans la *Gazette Officielle* dès leur sanction par le lieutenant-gouverneur. On s'efforce donc de faire connaître le contenu des lois avec célérité et les gens sont mieux à même d'en prendre connaissance.

D'autre part, il se fait un peu partout, depuis quelque temps, une campagne de publicité pour dénoncer les dangers d'une consommation abusive de boissons alcooliques. Ces campagnes sont utiles, mais n'empêchent pas qu'il y ait encore des ivrognes, bien qu'à ce point de vue, je dois faire remarquer que la province de Québec est une des provinces où se consomme le moins de boissons alcooliques. Les abus, qu'il s'agisse de l'usage de l'alcool ou de toute autre chose, ne disparaîtront jamais totalement par le seul fait des lois humaines, même avec les lois les plus claires et les plus précises qui soient. Il est impossible au gouvernement de tenir compte de tous les moyens qu'une personne peut prendre pour faire une chose qui n'est pas dans l'ordre.

Le vrai remède, ce qui compte le plus, c'est la réforme intérieure de l'individu et de ses habitudes. Sans cette réforme, l'individu s'ingéniera toujours à trouver les échappatoires possibles à toutes les lois. C'est sur la réforme de l'individu qu'on doit compter pour la réforme de la société. Pour en arriver là, il faut que chacun y mette du sien. Si chacun se corrige, et seulement si chacun se corrige, la société s'améliorera.

Les lois humaines ont néanmoins leur utilité, bien qu'elles ne fassent qu'explicitement la loi divine, et le bill soumis à la Chambre améliorera la législation existante. Mais les lois ne doivent pas imposer des restrictions trop rigoureuses; sinon, on risque de ne pas en obtenir les résultats souhaités. Jamais il ne s'est vu autant de boisson alcoolique qu'au temps de la prohibition.

Le bill constitue une amélioration importante et contribuera sans doute, pour une bonne part, à la promotion de la sécurité routière. Lancer des bouteilles d'un véhicule automobile constitue un danger, surtout quand l'on sait que, souvent, des piétons et des cyclistes passent entre les autos et le bord de la voie publique; et il n'est pas agréable pour les propriétaires de terrains situés le long des routes d'avoir à ramasser bouteilles et autres débris. Il ne devrait pas être nécessaire de rappeler aux gens de ne pas lancer de bouteilles et d'autres projectiles d'une automobile. D'eux-mêmes, les gens devraient s'abstenir de le faire, mais, comme ils ne le font pas, la nouvelle loi aura son utilité. Cependant, si nous voulons faire respecter la loi, la collaboration de tous les automobilistes est primordiale.

Dans certaines provinces et dans certains états américains, on essaie d'interdire aux usagers de l'automobile de prendre de la boisson. Mais les résultats obtenus ne sont guère satisfaisants. Je répète qu'il faut la réforme des individus pour que d'eux-

mêmes ils n'abusent pas de l'alcool. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que les accidents d'auto ne sont pas seulement causés par des personnes en boisson. Je connais quelques conducteurs, et tous ceux qui ont une certaine expérience de la conduite automobile seront d'accord avec moi, qui devraient être à l'asile à cause de la façon dangereuse dont ils conduisent à l'intérieur et à l'extérieur des voies de circulation, parce qu'ils manquent totalement ou à peu près de sens de la responsabilité et commettent inconsciemment les pires imprudences.

Il est aussi un autre fait dont il faut tenir compte. L'accroissement du nombre des accidents s'explique en bonne partie par l'augmentation considérable du nombre des véhicules en service dans la province. Ils sont environ 950,000 aujourd'hui dans le Québec, alors qu'il n'y en avait que 150,000 il n'y a pas si longtemps encore.

M. Lapalme (Montréal-Outremont):

L'argumentation du premier ministre confirme la nécessité d'une action éducative. Si l'on n'entoure pas de publicité la nouvelle loi, les familles qui ont l'habitude depuis de longues années de se promener en voiture le dimanche et de jeter des bouteilles par la portière continueront à le faire comme par le passé.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): On pourrait faire connaître la loi au moment de la remise des permis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ça existe. Quand quelqu'un demande un permis, on l'interroge pour savoir s'il connaît la loi. Il insiste de nouveau sur la nécessité d'une réforme des individus.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Des gens chercheront sans doute à contourner l'application de la loi à l'étude. Ils pourront, par exemple, "prendre un coup" en descendant de voiture; et quand ils seront repartis en auto, ils seront aussi dangereux que s'ils avaient bu dans le véhicule.

Lors de la remise des plaques et des permis de conduire, je crois que, comme le disait le député de Saint-Hyacinthe (M. Saint-Pierre), on devrait remettre une brochure ou un feuillet sur lequel seraient imprimés les points essentiels de la loi des véhicules à moteur. Tout chauffeur recevant ces imprimés apprendrait ainsi à mieux connaître le règlement et se tiendrait au courant des changements périodiques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En vertu de la législation actuelle, il est déjà défendu de transporter de la boisson en auto si la bouteille est ouverte... Quand quelqu'un veut violer la loi, il le peut toujours. Je pense que le bill constitue une amélioration, mais il ne faut pas imposer des restrictions trop rigoureuses, si l'on veut que le public les respecte. Si nous nous rendons compte que des amendements ultérieurs sont nécessaires, nous apporterons d'autres améliorations.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)
et **M. Courcy (Abitibi-Ouest)** interviennent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai lu, dans les journaux, une suggestion suivant laquelle on devrait enseigner aux enfants dans les écoles à conduire une auto. Je trouve cette suggestion dangereuse et ridicule. Que l'on commence, dans les écoles, par enseigner aux enfants à travailler avant de leur apprendre à se servir des objets de luxe. Une action en ce sens à l'école est plus utile que de montrer aux enfants le mécanisme d'une auto. Des cours sur la façon de monter ou de démonter un véhicule à moteur risquent d'entraîner une surcharge des programmes. Et il ne faut pas donner des idées de luxe aux jeunes. D'ailleurs, les gens apprennent toujours assez vite à s'acheter une auto: on se renseigne assez vite sur le luxe et la vitesse.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): On devrait surveiller encore plus l'application d'une clause de la loi des véhicules-moteurs qui stipule que les plaques d'enregistrement d'une auto doivent être visibles à cent pieds de distance au moins. En hiver, par exemple, les constables ne devraient pas laisser circuler des voitures dont les plaques d'enregistrement sont cachées par la neige ou de la boue. Cela constitue un danger, notamment dans les cas de "hit and run". En cas d'accident, il peut en effet être difficile d'identifier un tel véhicule. Il faudrait faire respecter la législation à ce sujet.

Il souligne à son tour l'importance d'entourer la loi de publicité. Il ajoute la télévision aux moyens cités par le chef de l'opposition. Trop de véhicules, affirme-t-il, ont, à l'heure actuelle, sur leur toit, des feux rouges clignotants. Ces feux rouges devraient être réservés aux ambulances et aux véhicules des pompiers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

(En souriant) Il ne faut pas multiplier le rouge. Quand vous avez du rouge, il faut arrêter, il n'y a plus de progrès possible.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Le gouvernement devrait faire surveiller la route no 11, où la loi n'est pas respectée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
(En taquinant) Il y a toute sorte de monde qui circule sur ce chemin-là²! (Rires)

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 4 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 25 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Association athlétique
nationale de la jeunesse**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill 268 modifiant la loi concernant l'Association athlétique nationale de la jeunesse ayant pour but d'assurer le bien-être moral et physique de la jeunesse, et n'ayant pas été présenté dans les délais prescrits à cause de circonstances incontrôlables, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill sont appelés à payer leur soient remis.

Adopté.

**Loi de la
Régie des transports**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 modifiant l'article 2 de la loi de la Régie des transports soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est très simple, dit-il. Il a pour but de préciser la désignation des voitures "drive yourself" (véhicules de location), qui sont depuis plusieurs années soumises à la Régie des transports. On

remplace les mots véhicules de promenade par véhicules automobiles. L'application de la loi était parfois gênée par l'ancienne désignation.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 26 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1958-1959

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)³

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Arpentages (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) a donné hier une réponse qui n'est pas exacte⁴. On nous invite à voter des montants qui ne correspondent pas au titre qu'on leur donne dans les *Comptes publics*.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) soumet ses chiffres à l'auditeur, et c'est l'auditeur qui prépare les *Comptes publics*.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

Les renseignements que j'ai donnés au député de Rouyn-Noranda sont parfaitement exacts. L'auditeur a fait des modifications dans les titres sous lesquels ils étaient présentés.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le ministre des Terres et Forêts est en relations avec l'auditeur.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

Nullement. Je fournis les détails à l'auditeur et c'est lui qui fait les *Comptes publics*.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Aujourd'hui, nous avons l'explication. Hier, nous ne l'avions pas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les dépenses sont approuvées par le comptable de chaque département, puis par les comptables du bureau de l'auditeur et il y a la vérification. C'est le vérificateur de la province qui a la responsabilité des *Comptes publics* et les présente à sa manière.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Pourquoi ça?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Parce que, s'il en était autrement, on pourrait dire que le gouvernement a un dictateur à sa tête, ce qui n'est pas le cas. C'est un gouvernement démocratique.

Nous laissons le vérificateur adopter les formules qui lui conviennent. Mais si tous les montants qui apparaissent aux *Comptes publics* ont des titres qui ne sont pas ceux donnés par le ministère concerné, ils sont tous vérifiés et certifiés par plusieurs comptables.

Un député de l'opposition pose une question au sujet de la résolution à l'étude concernant l'arpentage.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le service des arpentages fera porter ses efforts en particulier, au cours de la prochaine année, dans le nord de la province de Québec, en particulier le Nouveau-Québec, où l'expansion industrielle est gigantesque. Des travaux considérables d'arpentage s'imposent présentement dans ce secteur, où

l'exploitation minière est promise à de grands développements. Cette région est particulièrement riche en minerai de fer et un très grand nombre de compagnies y possèdent des claims (concessions minières).

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Photographie aérienne (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Reboisement et Pépinières (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles Forestières, Duchesnay, et bourses d'études (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pépinières de Berthier (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École forestière, Duchesnay (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quand le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) va-t-il déposer l'*Annuaire statistique* de 1956?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Dans le plus court délai possible. Il est présentement en cours d'impression.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce n'est pas ce que dit la loi. On est rendu en 1958, et le dernier *Annuaire statistique* disponible est celui de 1955. Ce retard est déplorable.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

9. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Éducation hôtelière (cours) (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Agents généraux de la province (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): À toutes fins pratiques, la province n'est actuellement représentée qu'à Ottawa et à New York⁵. J'ai souvent déploré que nous n'ayions pas aussi des agences dans d'autres pays. J'ai déjà plaidé la même cause au sujet de la représentation en Europe à plusieurs occasions et j'espère que le gouvernement sera plus réceptif cette année. Malgré les refus que nous avons essuyés dans le passé sur cette question, je constate que le ministère de l'Industrie et du Commerce a tendance à s'extérioriser davantage à l'heure actuelle. Je songe, en particulier, à l'exposition que tient présentement la province de Québec à Paris⁶.

Un autre avantage qui en découlerait serait certainement la sélection des immigrants qu'on choisit présentement au profit d'une autre province, à cause de sa politique. À la suite d'une conférence des quatre premiers ministres des Maritimes, ces provinces ont décidé dernièrement d'établir un bureau conjoint à Londres. Il est assez naturel que les provinces de langue anglaise soient d'abord attirées par la capitale britannique, puisque l'un des buts de

ces agences est d'attirer des immigrants. Il n'y a pas très longtemps, le gouvernement canadien a envoyé une mission commerciale au Royaume-Uni. Rentrant de Londres, M. Churchill⁷ a dit que 700 firmes britanniques avaient manifesté le désir de rencontrer les hommes d'affaires canadiens. C'est une autre preuve de l'intérêt que l'on porte au Canada dans les pays d'Europe. Il cite un commentaire de la revue *Relations*, qui préconise l'établissement d'agences commerciales du Québec à Paris, Bruxelles, Madrid et Rome. J'ajouterai, dit-il, qu'il serait également opportun d'en établir une à Londres.

Les Indes occidentales britanniques, un nouveau membre du Commonwealth qui a délaissé la livre sterling et qui possède maintenant son propre dollar, pourrait facilement devenir une autre sphère d'influence pour le Québec. Les compagnies canadiennes dominent le secteur bancaire à cet endroit.

Nous avons appris à un moment donné que la province de Québec allait participer à une exposition à Paris. M. Jean Désy, notre ambassadeur là-bas, se propose apparemment de montrer différents visages du Canada. Celle à laquelle participe notre province concerne la vallée du Saint-Laurent, et je crois que l'Ontario y sera aussi représentée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce devait être d'abord une exposition canadienne, mais le Canada a décidé de ne pas y participer. Alors, ce sera une exposition québécoise. Elle s'ouvrira le 17 janvier. L'Ontario n'y a envoyé que quelques exhibits de peu d'importance. Le solliciteur général (l'honorable M. Rivard) est allé inaugurer l'exposition et le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) s'y rendra aussi pour la clôture⁸. Nous serons alors représentés par deux brillants ministres.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): À tout événement, la province de Québec s'est rappelée qu'il y avait quelque chose à faire de ce côté. Elle a même fait imprimer un fascicule destiné au public français. On y parle de nos ressources naturelles et de nos réalisations économiques surtout. Je suis convaincu qu'on va en obtenir des résultats avantageux et appréciables. Mais il s'agit là de quelque chose de passager. On va revenir de cette exposition et les magasins du Louvre vont reprendre leur aspect coutumier. La province de Québec ne sera plus présente à Paris, non plus qu'à Londres.

J'ai bien confiance dans le "fair play" du gouvernement d'Ottawa et des ambassadeurs

canadiens en poste en Europe, mais ce qui m'inquiète, c'est que l'Ontario et d'autres provinces se font représenter à Londres en permanence, alors que le Québec n'y est pas. À Londres, par exemple, la Maison de l'Ontario est le bureau central de la délégation de l'Ontario et, à partir de là, il est facile pour la province d'avoir accès à l'Europe. Nous avons, nous, une ambassade à Paris, mais elle est là pour représenter l'ensemble du Canada, non pas la province de Québec en particulier.

À une époque où l'on songe de plus en plus à diversifier nos échanges commerciaux, allons-nous continuer d'être absents des grandes capitales européennes? Ce n'est pas une question de politique ou de partisanerie. La ligne de conduite devrait être celle de devenir plus connus en Europe et en Angleterre. La province de Québec, fille de la civilisation latine en terre d'Amérique, a un rôle à jouer en ce domaine. Non seulement il nous faudrait des agences commerciales à l'étranger, mais nous devrions également faire tout un travail de publicité et de propagande. Car, en dehors de quelques cercles d'initiés, nous sommes plutôt mal connus dans le monde.

La province de Québec devrait envoyer en France, à des intervalles réguliers, des missions commerciales et culturelles qui travailleraient à vendre Québec aux populations d'extraction latine. Ces missions devraient être composées de parlementaires, ministériels et oppositionnistes, d'hommes d'affaires, etc. Elles montreraient la province de Québec sous son vrai visage; elles amorceraient avec les pays étrangers de nouvelles relations et contribueraient sûrement à vendre la province en terre étrangère.

Je songe aussi à l'énorme prestige que nous a apporté et que nous apportera encore cette année une troupe de théâtre isolée aux moyens limités. Nous avons quelque chose à montrer au reste du monde, et il faudrait extérioriser davantage la province française.

On devrait commencer par établir des maisons de la province de Québec à Londres et à Paris. Et si le gouvernement décide d'agir dans ce sens, il peut compter sur la collaboration de l'opposition libérale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne mets nullement en doute la sincérité du chef de l'opposition, quand il estime que le nombre d'agents généraux provinciaux devrait être augmenté, ce sujet qui lui est cher. Mais il y a certains aspects pratiques de cette question qu'il ne faut pas perdre de vue.

La province de Québec est aujourd'hui plus connue à l'étranger qu'elle ne l'a jamais été. Je l'ai constaté en rencontrant, à plusieurs reprises, les sommités politiques et culturelles de la France et d'Angleterre à Québec, telles que l'ex-président Auriol, M. Mendes-France, M. Guy Mollet, deux anciens premiers ministres de France, M. Christian Pineau, M. Robert Schumann⁹, puis Sir Winston Churchill et d'autres hommes politiques anglais, comme M. Peter Thorneycroft, jusqu'à ces jours derniers chancelier de l'Échiquier. Il se peut que, dans le passé, les opportunités de la province de Québec n'aient pas été suffisamment mises en lumière, pour toutes sortes de raisons. Mais là n'est pas la question. Le Québec possède de bonnes relations en Europe et j'ai l'intention de les maintenir.

De plus en plus, des capitaux étrangers sont investis dans la province de Québec et les grands capitalistes tournent les yeux vers elle au lieu d'aller, comme auparavant, placer leur argent dans des industries de l'Asie ou de l'Afrique. C'est ainsi que la Canadian British Aluminum Company a investi dans la province, à Baie-Comeau, quelques-uns de ses plus gros capitaux en Amérique. Il y a eu également les investissements d'une compagnie suisse, Brown-Bovery, de la Canadian Petrofina, d'origine belge, de la compagnie Reynolds, anglaise, etc. Elles sont dans la province de Québec depuis plusieurs années, pour la plupart.

Il demande aux députés de ne pas oublier que la dévaluation du franc français, du mark allemand, de la livre sterling pose, en Europe, un problème monétaire difficile à résoudre. Cette dévaluation, dit-il, ne permet pas aux pays d'Europe de commercer avec l'étranger.

Je ne crois donc pas que les conditions actuelles soient favorables à l'établissement d'agences du Québec en Europe. Ce ne serait pas pratique, à cause de ce problème monétaire, qui ne favorise pas les Européens qui voudraient exporter du capital. Il ne faut pas oublier, non plus, que les agents commerciaux n'ont aucun statut diplomatique. Ils ne peuvent trancher les questions de commerce ou d'échanges, qui sont du ressort d'Ottawa.

L'Exposition de Paris permettra de créer des liens plus étroits et, plus tard, quand les circonstances seront plus propices, la province verra certainement ce qu'elle peut faire pour assurer un lien permanent avec les pays européens. Mais, pour le moment, je considère que ce serait jeter de l'argent à l'eau. L'Europe est le passé, les États-Unis sont le présent et le Canada sera l'avenir. Notre pays et la province de Québec sont de plus en plus connus et respectés à l'étranger.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'admets que la province de Québec est bien connue des personnalités politiques comme le président de la France, le premier ministre de Grande-Bretagne, etc. Mais c'est le petit peuple de France, de Suisse, de Hollande, de Belgique qui nous connaît moins, et c'est pour combler cette lacune qu'il faudrait établir une maison de la province à Londres et à Paris. J'attache autant d'importance à la venue d'une multitude de petites industries qu'à l'arrivée chez nous de grandes industries européennes.

M. Brown (Brome) et M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) posent des questions.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quel sera le coût de l'exposition tenue par la province de Québec à Paris¹⁰?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les dépenses occasionnées par le transport des objets exposés, par l'installation des stands et par leur surveillance s'élèveront à environ \$100,000, mais les frais ne seront pas absorbés uniquement par le ministère de l'Industrie et du Commerce.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
13. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Inventaire des ressources naturelles et industrielles de la province (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre-vingt-seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'industrie du sucre d'érable (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office de l'artisanat et de la petite industrie (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues et frais de représentation (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Questions et réponses:

Inspecteurs pour la loi du dimanche

M. Lafrance (Richmond): 1. Combien le gouvernement a-t-il d'inspecteurs à son emploi, chargés de voir à l'observance de la loi du dimanche?

2. Quels sont les noms et prénoms de ces inspecteurs, le montant de leur salaire annuel respectif et le territoire attribué à chacun?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): 1. Sept inspecteurs spéciaux et les membres de la Sûreté provinciale.

2. Nom des inspecteurs spéciaux:

Beaulieu, André, district judiciaire de Chicoutimi et Roberval.....	\$1,400
Boucher, Arthur, comtés de Nicolet, Arthabaska et Mégantic	\$1,382
Deschênes, Wellie, district judiciaire de Chicoutimi et Roberval.....	\$1,382
Hudon, Arthur, région de la Gatineau.....	\$1,400
Mallette, Eugène, comtés de Papineau, Hull, Gatineau et Pontiac	\$2,000
Racicot, J.-B., district judiciaire de Témiscamingue, Rouyn-Noranda	\$1,382
Tousignant, J.-Eugène, cités de Trois-Rivières, Shawinigan Falls et Grand'Mère	\$2,520

En outre de ces inspecteurs spéciaux, les membres de la Sûreté provinciale sont chargés de voir à l'observance de la loi du dimanche.

Projets de loi:

Saint-Hubert

M. Thérberge (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 constituant en corporation de ville la corporation de Saint-Hubert soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La Zénith compagnie d'assurance

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 concernant La Zénith compagnie d'assurance mutuelle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Mont-Royal compagnie d'assurances générales

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 171 concernant La Persévérance compagnie d'assurance soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La Zénith compagnie d'assurance mutuelle

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 194 concernant La Zénith compagnie d'assurance mutuelle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Chibougamau

M. Larouche (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 219 modifiant la charte de la ville de Chibougamau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Congrégation Chevra
Kadisha-B'Nai Jacob**

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 244 constituant en corporation la Congrégation Chevra Kadisha-B'Nai Jacob soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte
de Jonquière**

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 258 modifiant la charte de la cité de Jonquière soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Saint-François

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 169 constituant en corporation la ville de Saint-François-de-Sales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Gatineau**

M. Desjardins (Gatineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 modifiant la charte de la ville de Gatineau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Kénogami**

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 217 modifiant la charte de la cité de Kénogami soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Hull

M. Johnston (Pontiac) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 221 modifiant la charte de la cité de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Code de procédure civile,
saisie de gages et salaires****L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le bill no 12 concernant la refonte de la loi Lacombe et la saisie des salaires subit actuellement une réimpression. Le bill avec ses amendements sera distribué dès le début de la semaine prochaine. Ces changements ont été effectués à la suite de certaines représentations faites au gouvernement.

Ajournement**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30.

NOTES

1. À ce sujet, le 10 janvier 1958, *La Tribune*, à la page 2, *L'Événement*, à la page 1, et *The Gazette*, à la page 1, citant des sources policières, affirment que quelque 70,000 bouteilles ont été recueillies l'année précédente le long du boulevard Talbot, la route qui relie Québec et Chicoutimi.

2. *Le Soleil*, du 10 janvier 1958, à la page 12, confirme que M. Rochon est lui-même un usager de la route no 11, d'où la boutade du premier ministre.

3. Les sources n'identifient pas le nom du président, mais il s'agit selon toute vraisemblance du député de Bagot, qui préside tous les autres comités pléniers de la séance.

4. Le député Turpin fait allusion à une réponse donnée la veille par M. Bourque lors de l'étude de la sixième résolution étudiée par le comité des subsides et qui se lisait comme suit: Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-quinze mille dollars soit

ouvert à Sa Majesté pour "Service forestier (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

5. *The Quebec Chronicle Telegraph* du 10 janvier 1958, à la page 2, qui décrit en détail les dépenses liées à ce poste budgétaire, précise que le représentant du Québec à New York se rend également quelques semaines par année dans les Indes occidentales britanniques, îles situées dans la mer des Caraïbes.

6. Organisée dans les Grands magasins du Louvre à l'invitation de M. Pierre Taittinger, président de la Société du Louvre et, révèle *L'Événement* du 27 décembre 1957, à la page 1, "grand admirateur de la province de Québec", cette exposition s'ouvrira le 17 janvier 1958, en présence du solliciteur général (l'honorable M. Rivard) et de nombreux invités de marque. Le gouvernement du Québec en a confié l'organisation à Jacques Verreault, sous-ministre des Transports et des Communications, et à Jean-Marie Gauvreau, directeur de l'École du meuble. L'Hydro-Québec, quelques industries privées et la plupart des ministères du gouvernement provincial ont contribué à cet événement qui se veut un bilan, affirme *Le Soleil* du 26 décembre 1957, à la page 3, de "ce qui a été fait jusqu'à aujourd'hui, tant dans le domaine commercial et industriel que dans le domaine culturel au Canada français". Une attention particulière doit toutefois être accordée aux ressources naturelles, mines et hydro-électricité.

7. Le chef de l'opposition fait allusion à Gordon Churchill, ministre du Commerce dans le cabinet Diefenbaker.

8. Celle-ci est prévue pour le 1^{er} mars 1958. *L'Événement* du 10 janvier 1958, à la page 13, ajoute au sujet du ministre Beaulieu qu'il profitera de sa visite en Europe pour rencontrer les membres des gouvernements de France et de Belgique, les représentants des Chambres de commerce et, plus généralement, des hommes d'affaires.

9. Vincent Auriol occupe le poste de président de la République française de 1947 à 1954. Robert Rumilly (page 384) rapporte que le premier ministre Duplessis le reçoit le 7 avril 1951. Pierre Mendès-France est nommé président du Conseil (premier ministre) de France de juin 1954 à février 1955. Il visite le Québec au cours de son mandat. Guy Mollet (premier ministre en 1956-1957) et Christian Pineau (ancien président du Conseil et ministre des Affaires

étrangères de février 1956 à mai 1958) auraient, selon Conrad Black (page 292), passé une journée en compagnie du chef de l'Union nationale en mars 1957. Robert Schumann a sans doute fait la connaissance du premier ministre québécois alors qu'il était président du conseil, de novembre 1947 à juin 1948, ou en août 1958. Quant à Winston Churchill, chef du gouvernement britannique de mai 1940 à juillet 1945 et d'octobre 1951 à avril 1955, il a été accueilli par Duplessis et plusieurs autres dignitaires québécois et canadiens lors de la conférence de Québec le 11 septembre 1944. Voir Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps (T. 2: 1944-1959)*, Montréal, Fidès, 1973, 750 pages et Conrad Black, *Duplessis (T. 2: Le pouvoir)*, Montréal, Éditions de L'Homme, 1977, 623 pages.

10. *L'Événement* du 10 janvier 1958, à la page 13, affirme que c'est le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl) qui pose la question.

Séance du mardi 14 janvier 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Taxe de vente dans
Chicoutimi et Jonquière-Kénogami**

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Roberval (M. Spence), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la municipalité de la paroisse de Laterrière *et al.*, demandant l'adoption d'une loi établissant dans les comtés de Chicoutimi et Jonquière-Kénogami une zone où sera imposée et perçue une taxe de vente, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la municipalité de la paroisse de Laterrière *et al.*, demandant l'adoption d'une loi établissant dans les comtés de Chicoutimi et Jonquière-Kénogami une zone où sera imposée et perçue une taxe de vente.

Rapports des comités permanents:

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 226 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe;
- bill 162 constituant en corporation la ville de Chandler;
- bill 166 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls;
- bill 237 modifiant la loi des cités et villes concernant la ville de Huntingdon;

- bill 250 refondant la charte de la ville d'Alma.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 224 modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

Projets de loi:

**Charte
de Saint-Hyacinthe**

M. Bernard (Drummond) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 226 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 226 sans l'amender.

M. Bernard (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Chandler

M. Gagnon (Matapédia) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 162 constituant en corporation la ville de Chandler et accordant aux commissaires d'écoles, pour la municipalité de Chandler, le droit d'imposer une taxe d'éducation.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 162 sans l'amender.

M. Gagnon (Matapédia) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Shawinigan Falls

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 166 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 166 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Huntingdon

M. Somerville (Huntingdon) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 237 modifiant la loi des cités et villes concernant la ville de Huntingdon.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 237 sans l'amender.

M. Somerville (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte d'Alma

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 250 refondant la charte de la ville d'Alma.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 250 sans l'amender.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Victoriaville

M. Lavallée (Berthier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 224 modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 224 sans l'amender.

M. Lavallée (Berthier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- du village de Normandin, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer une taxe de vente;
- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite commission;
- de Raymond Bissonnette et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les directeurs de funérailles et embaumeurs de la province de Québec;
- de la corporation scolaire de la paroisse de Saint-Félicien, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite commission;
- de la ville d'Isle-Maligne, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente;

- de la cité de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Pointe-Claireville, des commissaires d'écoles pour la municipalité de Pointe-Claire, des commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Jeanne de Chantal et des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Beaconsfield, demandant l'adoption d'une loi concernant lesdits commissaires d'écoles.

Projets de loi:

Taxe de vente à Normandin

M. Spence (Roberval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 119 accordant à la corporation du village de Normandin le droit d'imposer une taxe de vente.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Saint-Laurent

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 203 modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte d'Isle-Maligne

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 218 modifiant la charte de la ville d'Isle-Maligne.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Taxe de vente à Jacques-Cartier, Longueuil, Saint-Bruno et Chambly

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 222 modifiant la charte de la cité de Jacques-Cartier et autorisant l'imposition d'une taxe de vente dans ses limites et dans celles de la cité de Longueuil et celles de la municipalité scolaire de la cité de Jacques-Cartier, la municipalité scolaire de Saint-Bruno, et de la

municipalité scolaire de la ville de Chambly, dans le comté de Chambly.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Corporations scolaires dans Chicoutimi

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 239 modifiant la loi 14 George VI, chapitre 136, concernant certaines corporations scolaires du comté de Chicoutimi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Saint-Félicien

M. Spence (Roberval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 269 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Félicien, dans le comté de Roberval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Association des directeurs de funérailles et embaumeurs

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 270 constituant en corporation l'Association des directeurs de funérailles et embaumeurs de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission des écoles catholiques de Montréal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 271 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission des écoles catholiques de Pointe-Claire et Beaconsfield

M. Caron (Maskinongé) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 272 constituant en corporation la Commission des écoles catholiques de Pointe-Claire et Beaconsfield, dans le comté de Jacques-Cartier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission municipale de Québec

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 29 concernant la Commission municipale de Québec.

Il s'agit, explique-t-il, d'amender la législation existante pour que le sous-ministre des Affaires municipales soit *ex officio* membre de la Commission municipale du Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Cours municipales

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 30 concernant les cours municipales.

Le gouvernement, dit-il, a l'intention d'étendre la juridiction des cours municipales dans un rayon de 10 milles au lieu de cinq milles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Séminaire de Sainte-Thérèse

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 98 concernant le Séminaire de Sainte-Thérèse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La députation sera appelée à légiférer de manière à permettre aux commissions scolaires et aux municipalités du diocèse de Saint-Jérôme de souscrire pour le Séminaire de Sainte-Thérèse.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Motions de condoléances:

Décès de Mme Malvina Porlier

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) attire l'attention de la Chambre sur le deuil qui a frappé Mme Paul Dozois, éprouvée par la mort de sa mère¹. J'ai envoyé à mon collègue et à sa famille le témoignage de ma sympathie personnelle et de celle du gouvernement de la province. Je tenais à ce que la

Chambre exprime à son tour ses condoléances à M. et Mme Dozois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je joins ma sympathie à celle du premier ministre au nom de l'opposition.

M. Ross (Montréal-Verdun) et M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) font de même au nom des indépendants.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): (Avec émotion) Je remercie le premier ministre, le chef de l'opposition et MM. les députés de leurs condoléances. Ces témoignages de sympathie sont un réconfort sensible pour ceux qui sont éprouvés par la mort.

Questions et réponses:

Décisions de la Régie des loyers

M. Brown (Brome): 1. Combien de décisions ont été rendues au cours de l'année 1956, et du 1^{er} janvier 1957 au 30 novembre 1957, par les administrateurs de la Régie des loyers à Granby?

2. Combien de décisions ont été rendues affectant:

a. le comté de Missisquoi?

b. le comté de Brome?

c. le comté de Shefford?

3. Quel fut le montant total des dépenses encourues par le bureau de Granby pendant les périodes ci-dessus mentionnées?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. Du 1^{er} janvier 1956 au 30 décembre 1956: 268; du 1^{er} janvier 1957 au 30 novembre 1957: 193.

2. a. 253.

b. Aucune, car il n'y a aucune cité ni aucune ville dans les limites du district électoral de Brome et, par conséquent, la loi ne s'applique pas.

c. 208.

3. Pour l'année 1956: \$23,527.44; du 1^{er} janvier 1957 au 30 novembre 1957: \$20,034.34.

Prêts de l'Office du crédit agricole

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne pourrai répondre à la question suivante inscrite au *Feuilleton* par le député de Brome (M. Brown): Combien de nouvelles maisons d'habitation furent

construites par les cultivateurs de la province de Québec du 1^{er} décembre 1955 au 31 décembre 1956, à même les prêts consentis par l'Office du crédit rural? La question est mal posée, car, d'un côté, l'Office du crédit agricole s'occupe du crédit rural et, d'un autre côté, il applique la loi de l'habitation.

M. Brown (Brome): Je veux savoir le nombre d'habitations édifiées avec les fonds empruntés par les cultivateurs à titre de crédits agricoles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'argent a été prêté par l'Office pour les fins les plus diverses: construction de bâtisses, achats d'instruments aratoires et d'animaux, paiements d'hypothèques et de taxes. Et au nombre des bâtiments érigés, il y a des granges, des étables. Répondre à la question du député de Brome (M. Brown) exigerait des recherches considérables dont les résultats ne pourraient certainement pas être connus au cours de cette session.

Aide aux sinistrés de Bonaventure

M. Levesque (Bonaventure): (Au premier ministre) Est-ce que le gouvernement songe à inclure dans le bill projeté en faveur des sinistrés de Mégantic et de Beauceville une aide également pour ceux du comté de Bonaventure?²

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ferai évaluer par les experts du gouvernement les dégâts causés par les débordements de la rivière Cascapédia et Matapédia dans le comté de Bonaventure. Le gouvernement décidera, sur la foi de ces rapports, s'il y a lieu de venir en aide et dans quelle mesure aux sinistrés de cette région. Le gouvernement fera diligence dans cette affaire. Des ingénieurs iront au plus tôt dans ce coin de la province et présenteront leur rapport dans le plus bref délai possible.

Projets de loi:

Commission municipale de Québec

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 29 concernant la Commission municipale de Québec.

Adopté.

Appels en Cour du banc de la reine

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 concernant l'audition des appels devant la Cour du banc de la reine soit maintenant lu une deuxième fois.

Il y a quelques années, affirme-t-il, le Parlement a permis à la Cour d'appel de constituer des tribunaux de trois juges, au lieu de cinq, pour entendre les causes³. C'était pour hâter l'expédition des affaires judiciaires.

Le remède apporté il y a quatre ans a produit d'excellents résultats, avec la conséquence que la surcharge des rôles est maintenant chose du passé. On peut donc revenir au système du banc de cinq juges, qui offre plus de stabilité et de garantie. Je suis d'avis que les parties à un litige sont mieux assurées que leur cause recevra un meilleur traitement, si elle est présentée devant un tribunal de cinq juges.

Après avoir consulté le juge en chef de la Cour d'appel, le juge Antonin Galipeault, qui m'a informé que ce serait une bonne chose de revenir au système en vigueur en 1954, nous en sommes venus à la conclusion de présenter ce projet de loi qui n'entrera en vigueur qu'à compter du 1^{er} septembre prochain, et avons décidé d'abolir les tribunaux de trois juges. Après le 1^{er} septembre, le tribunal se composera de cinq juges, sauf si le juge en chef décide qu'il doit comprendre six, sept, huit juges ou plus. Il s'agit de redonner à la Cour d'appel le prestige qu'elle doit avoir.

M. Galipeault (Québec-Ouest)⁴: On revient à cinq juges pour les affaires civiles, et à cinq juges pour les affaires criminelles, quand l'accusé est passible de la peine de mort ou de la prison à perpétuité. Il me paraît évident que le retour à l'ancien système va provoquer une nouvelle surcharge des rôles à très court terme. Le projet de loi n'est pas dans l'intérêt des justiciables, parce qu'il va ramener l'administration de la justice à l'état où elle se trouvait avec l'encombrement du rôle, avant 1954. Nous augmentons le nombre de juges à la Cour supérieure, ce qui veut dire qu'il y aura éventuellement plus de causes entendues devant la Cour d'appel, qui ne pourra pas suffire à sa tâche. Les retards vont s'ajouter aux retards pour ce qui est de l'audition des causes.

Il a fallu quatre ans à la Cour d'appel, au régime des bancs de trois juges, pour rattraper les

retards accumulés avant 1954. Depuis cette année-là, plusieurs tribunaux siègent simultanément à Montréal pour faire disparaître le retard. Ainsi, à la Cour d'appel, les causes sont expédiées plus rondement et tous les avocats, les juges et les justiciables en sont fort heureux. Et nous allons perdre les bénéfices acquis grâce auxquels la justice était redevenue expéditive, au moins devant la Cour d'appel.

Si nous changeons la loi et rendons désormais obligatoire qu'il y ait cinq juges pour entendre les appels des affaires civiles, ce ne sera pas long avant que la situation qui prévalait en 1954 se reproduise, sauf en ce qui concerne les affaires criminelles. Pour ces dernières, il n'y aura cinq juges que lorsque l'accusé est passible de la peine de mort ou de l'emprisonnement perpétuel.

Le bill actuel était inclus dans le projet de loi - maintenant retiré - qui prévoyait la création d'une Cour de révision; quand ce dernier projet de loi a été rédigé, des tribunaux de cinq juges pouvaient être souhaitables, car la Cour d'appel allait suffire à la tâche. Mais la Cour d'appel va de nouveau être surchargée d'ouvrage et faire face à une terrible congestion. Le projet de loi n'est donc pas dans l'intérêt de la justice et des justiciables.

Je suis d'avis que, pour entendre les appels relatifs aux accidents d'auto, à des demandes de dommages et intérêts, des tribunaux de trois juges donnaient autant satisfaction que des tribunaux de cinq juges. Je suis pour la justice expéditive à la Cour d'appel et je demande tout simplement au gouvernement de retirer son bill.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On parle actuellement de la congestion des rôles à la Cour supérieure et, comme le gouvernement l'a annoncé, de décongestionner ces rôles en nommant plus de juges. Si l'on y parvient, cela signifie qu'il y aura plus de travail encore à la Cour d'appel. Nous allons revenir à la situation de 1954 au moment même où il aurait fallu qu'on facilite les appels et qu'on diminue les frais d'appel. Les justiciables vont se trouver comme avant. Le gouvernement devrait repenser son projet de loi et trouver une solution pour décongestionner les rôles, faciliter les appels, diminuer les frais d'appel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'attitude de l'opposition ne me surprend pas. Elle confond son rôle de faire des suggestions constructives avec sa tactique de toujours verser dans les suggestions destructives.

Que l'on ne l'oublie pas. La Cour d'appel est le plus haut tribunal de la province. Et si je pouvais le faire en vertu de la Constitution, je n'hésiterais pas à lui donner une juridiction finale et exclusive en matière civile. Les cours d'appel sont partout composées de cinq juges ou plus. Outre qu'un tribunal de cinq juges a plus de prestige qu'un tribunal de trois juges, il est mieux en mesure d'assurer la stabilité de la jurisprudence, stabilité qui est essentielle à la bonne administration de la justice. C'est le bon sens même.

Prenons, par exemple, le cas d'un juge de la Cour supérieure qui décide blanc. Devant un tribunal de trois juges de la Cour d'appel, si vous en avez deux qui décident dans le sens contraire, vous vous trouverez dans l'ensemble avec deux juges qui disent blanc et deux juges qui disent noir, ce qui n'est pas de nature à favoriser la stabilité de la jurisprudence.

Quand nous avons permis le banc de trois juges en 1954-1955, c'était un moyen extraordinaire pris pour remédier à une situation extraordinaire, créée par la congestion des rôles. Cette congestion ayant cessé et la Cour d'appel se trouvant à date, il faut revenir à la situation normale. Autrement, avec plusieurs bancs de trois juges siégeant en même temps, nous pourrions en arriver à des décisions contradictoires qui orienteraient la jurisprudence dans des directions différentes. C'est tellement vrai que le juge en chef de la Cour d'appel, père du député de Québec-Ouest (M. Galipeault), m'a demandé à un moment des machines à photocopier, afin que les juges de Québec puissent prendre connaissance des jugements rendus par les bancs de trois juges à Montréal.

Il y aurait peut-être un autre amendement à apporter plus tard, amendement qui consisterait à obliger le tribunal à siéger 10 mois par année au lieu de huit. Mais, pour le moment, il est nécessaire de rétablir le banc de cinq juges, qui a fatalement plus de poids et d'autorité qu'un banc de trois juges.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée,

Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rochette, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 63.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Lalonde, Lapalme, Levesque, Saint-Pierre, Turpin, 12.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 27 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre⁵.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 1227 du Code de procédure civile, remplacé par l'article 21 de la loi 10 George V, chapitre 79, modifié par l'article 2 de la loi 11 George V, chapitre 103, remplacé par l'article 3 de la loi 18 George V, chapitre 93, et modifié par l'article 15 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 27, est de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"1227. Sous réserve des dispositions de la loi des tribunaux judiciaires concernant les appels dans les affaires criminelles, l'appel est entendu par cinq juges. Cependant, le juge en chef peut, lorsqu'il le juge à propos, ordonner que l'appel soit entendu par plus de cinq juges, dont il fixe le nombre."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le retour au banc de cinq juges va nécessairement ramener la congestion des rôles, à moins qu'on adopte un système qui serait une sorte de moyen terme entre l'établissement d'une seconde Cour d'appel et le régime actuel. Qu'on garde la Cour du banc de la reine telle que constituée présentement, mais qu'on permette l'audition des causes les moins importantes, comme celles qui ont trait aux accidents d'automobile, devant un banc de trois juges. Pourquoi ces litiges moins importants nécessiteraient-ils la présence de cinq juges? S'il y a

deux juges dissidents qui se prononcent dans le même sens que la Cour supérieure, on en arrive quand même à trois juges contre trois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les cours jugeant en dernier ressort, d'une manière générale, sont toujours composées au moins de cinq juges. Ça donne plus de prestige au tribunal et plus de satisfaction aux contribuables, et ça offre plus de garantie et de stabilité dans la jurisprudence qu'un tribunal de trois juges. Avec des bancs de trois juges, la jurisprudence peut prendre des orientations différentes suivant les régions et il y a danger de confusion. Lisez les décisions rendues par les bancs de trois juges et vous allez voir qu'il ne s'agit pas d'un danger illusoire. Ils n'ont pas, devant la Cour suprême, l'autorité de décision d'un banc de cinq juges.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Si un banc de trois juges est bon dans les affaires criminelles les moins graves, pourquoi ne le serait-il pas aussi dans les affaires civiles quand le montant en litige est de peu d'importance? Nous aurions quand même la stabilité dans la jurisprudence et, de plus, la justice deviendrait expéditive.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 27 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Galipeault (Québec-Ouest) propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Hamel), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"que le bill concernant l'audition des appels devant la Cour du banc de la reine soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender de façon que l'appel soit entendu avec un nombre de juges non inférieur à trois dans toutes les affaires où le montant en litige est de moins de deux mille dollars."

M. Hamel (Saint-Maurice): Que l'on garde le banc de cinq juges pour les affaires civiles et criminelles les plus importantes. Mais après tout, s'il suffit de trois juges quand il s'agit de la liberté d'un homme, il devrait suffire également de trois juges quand il s'agit de trancher un conflit au sujet d'une somme inférieure à \$2,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'amendement est inacceptable. D'abord, il pose en principe que les causes de \$2,000 sont moins importantes. Ensuite, le député de Québec-Ouest (M. Galipeault) devrait savoir qu'au point de vue criminel, la situation n'est pas la même qu'au point de vue civil. C'est Ottawa qui a juridiction en matière criminelle, ce qui n'est pas le cas en matière civile, et toutes les causes peuvent aller devant la Cour suprême.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Lalonde, Lapalme, Levesque, Saint-Pierre, Turpin, 12.

Contre: MM. Auger, Barré, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rochette, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 63.

Ainsi, la motion est adoptée. L'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale proposant que le bill 27 soit maintenant lu une troisième fois est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gagné

(Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rochette, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 63.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Lalonde, Lapalme, Levesque, Saint-Pierre, Turpin, 12.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 27 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charges municipales ou scolaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 relatif aux charges municipales ou scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit, explique-t-il, d'accorder à la Cour de magistrat de la province de Québec juridiction dans les causes d'usurpation de charges municipales ou scolaires.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le projet de loi va bien plus loin que ce que dit le premier ministre. Actuellement, ces causes d'usurpation de fonctions municipales ou scolaires relèvent de la Cour supérieure et comportent un droit d'appel. C'est ce droit d'appel que le bill 28 fait disparaître. Il s'agit en l'occurrence d'une atteinte à un bref de prérogatives, une des mesures légales les plus anciennes de notre droit, une de celles qui ont été le fruit de longues batailles parlementaires. À mon avis, il est inconcevable qu'on enlève ce droit d'appel.

Les usurpations de charges municipales et scolaires sont des choses excessivement graves. S'il s'agissait seulement du passage de cette juridiction de la Cour supérieure à la Cour de magistrat, on aurait peu de chose à dire, mais on doit protester avec vigueur, car ce passage signifie la perte du droit d'appel. Il me semble que cette attitude que prend l'opposition est sérieuse et que le gouvernement devrait y songer.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je veux aussi protester avec une grande vigueur contre le bill, qui est contraire au bon sens. Il est tout à fait impensable de laisser entre les mains d'un seul juge, sans appel, la réputation, et peut-être même l'avenir tout entier, d'un homme accusé d'avoir usurpé une fonction municipale ou scolaire. Il arrive que nos juges se trompent.

La preuve, c'est que plusieurs centaines de jugements vont en appel chaque année et qu'environ la moitié des jugements inscrits en appel sont renversés. Qu'arrivera-t-il dans le cas qui nous occupe si un magistrat se trompe? Pourquoi le premier ministre semble-t-il avoir tellement peur des juges siégeant en appel?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne soulève pas de point d'ordre, mais je déclare que le procureur général n'a peur de personne.

M. Hamel (Saint-Maurice): Dans les causes visées par le bill 28, il peut s'agir de la réputation, de l'honneur d'un homme, et le gouvernement, dans une affaire aussi importante, continue à s'acharner à dépouiller les commissions scolaires et les municipalités de leurs prérogatives.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député est hors d'ordre, il n'est nullement question dans le bill des choses qu'il vient de dire.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je trouve inconcevable qu'on mette entre les mains d'un seul homme la lourde responsabilité de décider de l'avenir d'un citoyen de la province. Ce n'est pas parce qu'un homme devient juge qu'il est transformé du jour au lendemain, qu'il a la science infuse et l'impartialité d'un dieu! C'est d'autant plus grave qu'il peut y avoir des montants considérables en cause. En somme, cette loi n'a pas de bon sens. Je suis certain que le procureur général n'a pas réfléchi aux conséquences de ce projet.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Je m'oppose à ce projet de loi aussi vigoureusement que le chef de l'opposition et le député de Saint-Maurice.

On enlève à la Cour supérieure le *quo warranto*, un bref qui permet de contester une élection pour défaut de qualification ou de faire disqualifier un maire ou un échevin au cours d'un terme. Non seulement la personne condamnée peut être dépossédée de ses fonctions, mais être condamnée à une amende pouvant aller jusqu'à

\$400. Les conséquences de ce jugement sont donc extrêmement graves.

C'est ce bref qu'on enlève à la Cour supérieure pour le faire décider en dernier ressort par la Cour de magistrat. Les implications de ce bill sont très graves. Actuellement, la personne condamnée peut aller en appel devant la Cour du banc de la reine, puis devant la Cour suprême. Le but de la présente loi est de faire disparaître ces appels. On enlève même le droit d'évocation à la Cour supérieure, c'est-à-dire le droit qu'a tout justiciable de faire passer sa cause de la Cour de magistrat à la Cour supérieure, s'il y a des droits futurs en cause.

Veut-on avoir une idée de l'importance de la Cour supérieure? C'est notre tribunal de droit commun. Il prend son Code de procédure civile et cite un article: "À l'exception de la Cour du banc du roi, tous les tribunaux, juges de circuit, magistrats et autres personnes, corps politiques et corporations dans la province, sont soumis au droit de surveillance et de réforme, aux ordres et au contrôle de la Cour supérieure et de ses juges, en la manière et la forme que prescrit la loi⁶." Le Code de procédure civile, ajoute-t-il, établit bien l'importance de la Cour supérieure quand il lui donne droit de regard sur tous les autres tribunaux, à l'exception des cours d'appel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député ne semble pas savoir que cet article du Code de procédure civile a été amendé l'an dernier⁷.

M. Galipeault (Québec-Ouest): J'ai en main la dernière édition, celle de 1956, du Code de procédure civile. Je suis certain que le texte que je cite est conforme à l'esprit de la loi, qui accorde un droit de regard à la Cour supérieure.

Il n'existe aucune raison valable d'enlever la juridiction à la Cour supérieure sur le bref de *quo warranto*. On frise la mesure arbitraire, lorsqu'on enlève le droit d'appel dans les causes pouvant être liées de près à des querelles politiques. Le gouvernement regrettera un jour le geste qu'il pose en proposant ce bill, et probablement avant longtemps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai été bâtonnier de mon district, le district de Trois-Rivières, et bâtonnier général⁸. Le député de Québec-Ouest l'a été lui aussi. Et je crois que la profession à laquelle j'appartiens a l'occasion de défendre certains principes. Suivant le premier de ces principes, il faut au moins être au courant de ce dont on parle, des lois.

Or, le député qui vient de parler a cité un article sur le droit de regard de la Cour supérieure qui a été abrogé en 1957. Il était député à ce moment et il ne sait même pas que cet article a été abrogé et remplacé par un autre, car je préfère croire qu'il ne le savait pas plutôt que de penser qu'il a sciemment trompé cette Chambre. Le droit de regard de la Cour supérieure sur la Cour de magistrat a été aboli en 1957. Et quand le député de Québec-Ouest affirme le contraire, il dit une chose contraire à la vérité et montre qu'il ne connaît pas les lois votées alors qu'il était député.

Qu'y a-t-il dans le présent bill? On se plaint de la congestion des tribunaux, des retards dans l'audition des causes et des plaideurs qui veulent faire traîner leurs causes en longueur. Le bill mettra fin à certaines manœuvres dilatoires auxquelles des gens ont recours pour rester à des postes qu'ils occupent illégitimement. Je suis convaincu que c'est une bonne loi.

Je propose ce bill pour deux raisons. La première, c'est pour que les cours puissent traiter ces causes avec diligence. Il est impératif de faire quelque chose pour débarrasser ces procédures judiciaires de délais qui sont parfois désastreux, lorsqu'il est question d'usurpation de charges municipales et scolaires.

La situation, actuellement, est la suivante: imaginons un conseiller élu pour un mandat de deux ans, dont on conteste la qualification. La cause va en Cour supérieure et ça prend généralement deux ans avant d'avoir jugement. Le conseiller peut avoir le temps de terminer son mandat avant que la cause ne s'instruise en Cour supérieure et que le jugement ne soit rendu. Si la cause est portée en appel, il s'écoule parfois un an avant qu'elle ne s'instruise devant ce tribunal. Nous voilà donc rendus à trois ans pour un mandat de deux ans!

Or, un des éléments de la justice, c'est la rapidité. La Cour supérieure, dans les conditions actuelles, ne nous donne pas cette célérité nécessaire, alors que nous l'avons en Cour de magistrat où les rôles ne sont pas surchargés. Lorsque ces procédures sont retardées pendant de longues périodes, dans des cas semblables, les conséquences peuvent être graves. Ces causes seront désormais traitées par une seule cour.

Une autre raison qui m'amène à proposer cette loi, c'est qu'elle soulagera le problème de congestion de la Cour supérieure. En soustrayant ces affaires de la juridiction de la Cour supérieure, ses rôles seront moins encombrés.

Le député de Québec-Ouest (M. Galipeault) a dit que la Cour supérieure était supérieure à toutes

les autres et que les juges de la Cour de magistrat étaient moins compétents ou partiaux que ceux de la Cour supérieure.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Je n'ai jamais rien dit de tel. J'ai déclaré que la Cour supérieure était la cour de droit commun qui a droit de regard sur les autres cours.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça découlait de ce que le député de Québec-Ouest a dit. La Cour de magistrat a déjà eu comme juge en chef un homme distingué, feu le juge Ferdinand Roy, qui est le père de l'archevêque de Québec. Y a-t-il eu un juriste plus qualifié que cet homme? On n'a pas le droit de déprécier des gens comme cela.

On a prétendu que cette loi abolissait le *quo warranto*? C'est faux. Il demeure pour toutes les causes ordinaires et c'est la Cour supérieure qui en prendra connaissance. Il s'agit tout simplement, avec le projet de loi à l'étude, des causes municipales et scolaires, quand il y a une usurpation de poste.

Le député de Saint-Maurice a dit que les juges de la Cour de magistrat n'étaient pas impartiaux.

M. Hamel (Saint-Maurice): Jamais je n'ai prétendu cela. J'ai du respect en général pour nos magistrats. J'ai simplement affirmé que le fait de devenir juge ne transforme pas automatiquement un homme et ne lui confère pas l'impartialité d'un dieu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député vient de réaffirmer ce que j'avais dit. Là où il n'y a pas impartialité, il y a partialité. Des personnes éminentes se sont prononcées en faveur de cette législation. Je ne vois pas pourquoi on fait un tel tintamarre autour de ce bill que je considère excellent. Ce n'est pas un principe nouveau de juger des causes devant un seul homme et en dernier ressort. Tout ce qui relève de la Cour de magistrat est ainsi. Nous trouvons normal de confier ces causes en usurpation de fonctions municipales à des juges provinciaux, qui sont au courant des lois provinciales.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Charbonneau, Chartrand, Couturier (Gaspé-Nord),

Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 60.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Lalonde, Lapalme, Levesque, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Turpin, 14.

Ainsi, la motion est adoptée⁹. Le bill 28 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Le Code de procédure civile est modifié en y ajoutant, après l'article 57, le suivant:

"58. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, la Cour de magistrat a juridiction exclusive pour connaître, en dernier ressort, de toute demande ou action relative à l'usurpation, la détention ou l'exercice illégal d'une charge dans une corporation municipale ou scolaire, quelle que soit la loi qui la régit."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'article 1 du bill dit que la Cour de magistrat a juridiction exclusive pour connaître, "en dernier ressort"... Pourquoi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parce que la Cour de magistrat a préséance sur les autres.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Pourquoi ne veut-on pas qu'il y ait appel?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je l'ai dit tout à l'heure, en citant le cas d'un conseiller qui, avec les lenteurs de la Cour supérieure et les délais des appels, pourrait siéger illégalement pendant des mois et des mois.

Supposons qu'un maire ou un échevin est poursuivi, faute de qualification, parce qu'il a vendu sa propriété, au cours de son terme. Si le présent changement n'était pas fait, des procédures s'instruiraient devant la Cour supérieure, où il y a congestion; des motions de toutes sortes seraient présentées et plaidées. Finalement, l'officier public en question pourrait siéger illégalement pendant deux ans. Comme il n'y a pas d'arrérages à la Cour de magistrat, la cause sera décidée rapidement, dans l'intérêt public. Et je voudrais qu'on me cite un cas où une injustice a été commise par la Cour de magistrat.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce que la congestion des tribunaux va devenir une raison pour qu'on fasse disparaître les appels?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En matières municipales et scolaires, nous avons devant la Cour de magistrat des garanties qu'on ne trouve pas ailleurs. Il est toujours malheureux de priver un citoyen de son droit d'appel. C'est contraire à l'esprit du "fair play" britannique. Par contre, si c'est un mal nécessaire, un mal pour un bien, il vaut mieux faire disparaître le droit d'appel et rendre la justice expéditive dans des cas où les longues procédures peuvent la rendre inopérante.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je n'en suis pas sur le fait qu'on va s'adresser à une cour plutôt qu'à une autre, mais sur le fait qu'en faisant le transfert de tribunal, on fait disparaître le droit d'appel. Je ne m'objecte pas à ce que tel ou tel citoyen doive aller devant une cour en particulier. Je m'objecte à ce qu'un citoyen soit privé de son droit d'appel. Si le bill disait: La Cour supérieure a juridiction exclusive pour connaître en dernier ressort... je ne m'opposerais pas de la même façon.

Le premier ministre dit qu'il veut voir la Cour supérieure à la place de la Cour de magistrat. Lui-même, il affirme également qu'il n'y a plus de congestion des rôles à la Cour supérieure. Les cas allégués d'usurpation et d'occupation illégale de poste sont tellement sérieux qu'un recours en appel doit être permis. Ce que nous voulons, c'est qu'on conserve le droit d'appel. Alors, nous n'aurons plus aucune objection.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement a l'intention de mettre la loi en force et de voir comment elle va fonctionner en pratique. Si elle ne s'avère pas bonne, si elle conduit à de mauvais effets, il y aura lieu de la changer: je n'hésiterais pas à l'amender dès la prochaine session du Parlement provincial. Pour le moment, je crois que c'est une excellente loi qui va empêcher l'usurpation des charges publiques par des gens qui n'y ont pas droit. Seul l'avenir démontrera si, dans les cas visés par la présente loi, il vaut mieux que les contestations soient faites en Cour supérieure ou en Cour des magistrats.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 4 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 28 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'attire de nouveau l'attention de la Chambre sur les conséquences très graves que peut avoir cette loi. L'argument principal du premier ministre, c'est que de telles causes doivent être traitées sommairement. Ce n'est pas parce qu'on veut procéder rapidement dans les cours de justice qu'il est nécessaire de priver les citoyens du droit essentiel d'appel.

Comment peut-on traiter de façon sommaire la vie publique d'un homme? Supposons que cet individu est injustement accusé et déclaré fausement coupable. Ce sont des choses parfaitement plausibles. Qui parmi nous peut prétendre à l'infailibilité? Quel magistrat peut dire: "Je suis infailible"?

Le premier ministre a déjà présenté une loi créant une Cour de révision provinciale, mais il ne l'a jamais mise en force. Pourtant, cela aurait assuré aux citoyens un tribunal où ils auraient pu porter leurs causes en appel.

Il propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Galipeault), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"que le bill 28 soit renvoyé de nouveau en comité plénier avec instruction de l'amender afin d'assurer un droit d'appel des décisions de la Cour de magistrat dans les cas prévus par l'article 58."

M. Galipeault (Québec-Ouest): La loi est contraire aux intérêts des justiciables et elle crée un système arbitraire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suis heureux d'avoir présenté cette loi qui mettra fin aux délais désastreux employés par certaines personnes pour conserver des postes auxquels elles n'ont pas droit.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Lalonde, Lapalme, Levesque, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Turpin, 14.

Contre: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Charbonneau, Chartrand, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 60.

Ainsi, la motion est adoptée. L'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale proposant que le bill 28 soit maintenant lu une troisième fois est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Charbonneau, Chartrand, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson,

Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 60.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Lalonde, Lapalme, Levesque, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Turpin, 14.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 28 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Vœux d'anniversaire

M. Hamel (Saint-Maurice) porte à l'attention des députés le cinquante et unième anniversaire du chef de l'opposition. J'offre, dit-il, au nom de mes collègues libéraux, mes vœux sincères de bonheur, de santé et de prospérité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je souhaite longue vie au chef de l'opposition. Un auteur disait que la meilleure façon de vivre longtemps, c'était de vieillir¹⁰. C'est dans une occasion comme celle-ci qu'il est permis de faire preuve de camaraderie et de fraternité. Dieu ne veut pas la mort du pêcheur, mais sa conversion. Je souhaite au jubilaire du succès, du bonheur. Je lui souhaite tout particulièrement de réussir à la prochaine convention libérale provinciale et de conserver son poste de chef de parti¹¹. Et cela, sans arrière-pensée.

J'espère que les succès du chef de l'opposition mettront un baume sur ses souffrances physiques¹². Je ne m'en cache pas, je vais aider le chef de l'opposition à conserver son poste!

M. Ross (Montréal-Verdun): Je m'unis à tous ceux qui m'ont précédé pour offrir mes meilleurs vœux au chef de l'opposition en mon nom personnel et au nom de mon collègue le député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon). Je lui dis toute

mon estime et lui souhaite de demeurer longtemps à la tête de son parti.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je remercie tous et chacun de cette camaraderie et de cette fraternité. J'avais demandé à mes députés de ne pas souligner mon anniversaire en Chambre. On m'a désobéi. Je n'aime pas qu'on rappelle mon anniversaire de naissance, car ceci me fait souvenir que j'ai vieilli d'un an. Quand on a franchi le cap de la cinquantaine, on souffre de petites choses qui nous rappellent qu'on a cessé d'être un jeune homme. Le premier ministre n'a pas parlé des souffrances morales. Un chef politique en a toujours. Elles sont plus difficiles à supporter que les souffrances physiques. Je remercie toutefois tous ceux qui ont exprimé de bons sentiments à mon endroit.

Subsides:

Budget des dépenses 1958-1959

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)¹³

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bureau du lieutenant-gouverneur (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas six cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de

bureau (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office provincial de publicité (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Lapalme (Montréal-Outremont):

L'industrie du tourisme, peut-être notre troisième en importance, souffrira sans doute gravement du manque de vision des gens directement liés à sa prospérité et de l'absence de participation de la population de manière générale.

Nous ne semblons pas être conscients de l'importance de notre industrie touristique. (Il cite un article de Jean-Marc Léger, publié dans *L'Action Nationale* sur la situation touristique au Québec)¹⁴. M. Léger écrit que l'industrie touristique a contribué largement au relèvement de l'Europe occidentale où les devises étrangères ont joué un rôle de premier plan. On dit que plus de 500,000 Américains visitent l'Europe chaque année et y laissent \$400,000,000, alors qu'environ 20,000,000 de touristes américains viennent au Canada chaque année, dont un grand nombre passent par la province de Québec. M. Léger soutient que l'industrie touristique est la troisième en importance dans notre province et que le Québec peut ajouter à ses possibilités dans ce domaine.

La publicité faite pour attirer le touriste est certainement utile. Mais à quoi va-t-elle servir si l'étranger qui vient en voyage chez nous constate qu'il existe une grande différence entre ce qu'on lui a promis et la vérité? La province de Québec est actuellement en pleine américanisation. Une foule de touristes américains, nos plus gros clients, retournent chez eux désappointés de leur séjour dans Québec parce qu'ils n'y ont pas trouvé ce que la publicité leur promettait: quelque chose de différent, le visage français du Québec. Québec perdra des millions en retombées touristiques, à moins que nous ne redonnions à notre province ce caractère français qui nous a forgés, mais que nous sommes progressivement en train de perdre.

La Louisiane n'a pas un millième du caractère français de notre province, mais se sert de ce caractère pour intensifier le tourisme. Ici, nous avons ce qu'il y a de plus authentiquement français, mais nous pouvons nous demander ce que la population en fait, même dans la ville de Québec. On défigure systématiquement, par une publicité de mauvais goût, par un usage inapproprié de l'anglais

dans les annonces, les affiches dans notre discours public et par des fautes commises sur le plan de l'architecture, l'aspect français de nos villes et de nos villages. Le Québec perd, une à une, maintes traditions. Même dans les journaux de langue anglaise paraissent des articles qui dénoncent cet état de choses; c'est que, si le tourisme fait entrer \$200,000,000 ou \$300,000,000 dans la province, les Canadiens anglais en profitent autant que les Canadiens français. Même nos compatriotes anglosaxons partagent ce sentiment que nous devrions redonner à nos villes et à nos villages ce caractère français et conserver notre langue, nos arts, notre culture et notre architecture.

Le mal est tel que nombre de touristes américains vont de plus en plus passer leurs vacances en Europe ou au Mexique, de préférence au Québec, car ils préfèrent voir à Mexico des inscriptions authentiquement espagnoles, des rues appelées "*avenida*" et non annoncées en anglais, des chambres, des hôtels, des magasins annoncés en espagnol et non en anglais, que de retrouver chez nous une mauvaise copie de ce qu'ils voient chez eux tous les jours, des panneaux-indicateurs portant le mot "*street*" comme chez eux au lieu de "*rue*". Ainsi, lorsqu'il est question, entre autres, de l'aspect pécuniaire des retombées de notre industrie touristique, le visage authentiquement français de notre province constitue un atout principal.

C'est à la population canadienne-française de réagir dans tous les domaines et particulièrement dans le champ de la linguistique. Toute la population doit s'efforcer de garder à la province son caractère traditionnel et prendre part à la reffrançisation de sa façon de vivre, de penser, de parler, de tout.

Il cite une série d'anglicismes et rapporte un texte de réclame, de mauvais goût et en mauvais français, qui a déjà été dénoncé par M. Jacques Poisson dans *L'Action Nationale*¹⁵: "Montréal offre beaucoup d'ouvertures aux opératrices expérimentées en pantalons d'hommes". (Rires)

Il rappelle une déclaration effectuée le matin même par le premier ministre au comité des bills privés¹⁶. J'approuve entièrement la politique qui consiste à donner des noms plus en harmonie avec le caractère français de la province. Cela doit s'appliquer non seulement aux nouveaux centres, mais également aux communautés déjà établies. La situation est telle que le gouvernement se doit d'intervenir. Je propose la formation d'un comité aviseur, que l'on pourrait nommer l'Office provincial de la linguistique, qui travaillerait en collaboration avec l'Office du tourisme, afin de se pencher sur ce

qui constitue probablement la plus importante lacune de notre province en ce qui regarde la valorisation de son héritage français.

Enfin, l'Office de publicité devrait faire préparer un plus grand nombre de films à projeter sur les écrans étrangers de télévision pour mieux faire connaître le Québec, car la publicité par l'image semble la plus efficace.

Cependant, aucune contribution gouvernementale ne pourra remplacer la coopération si précieuse du peuple lui-même, qui doit prendre conscience du rôle de premier plan qu'il a à jouer, afin de faire en sorte que les touristes se sentent en pays étranger, qu'ils soient bien accueillis, tout en résistant à la tentation de les exploiter, comme s'ils étaient tous des millionnaires. Il ne faudrait pas tuer la poule aux œufs d'or.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition a traité un sujet intéressant et important. Il n'y a pas de doute que le tourisme offre des avantages inappréciables au point de vue monétaire, publicitaire et au point de vue fraternité humaine. Il ne faut pas oublier, cependant, que dans Québec, la langue française a un cachet particulier tout comme dans chaque département de la France on découvre un accent propre à chacun. La suggestion du chef de l'opposition de créer un Office de linguistique est intéressante, mais il n'y a peut-être pas un si grand mal à ce que nos gens parlent français avec un accent particulier. Je suis en faveur d'un parler français qui soit la caractéristique de notre province. Les Américains ne parlent pas l'anglais avec l'accent de Londres, et même en France, les accents diffèrent suivant les régions. Pourvu que notre français soit correct, je ne vois d'objection à ce qu'il ait une saveur typiquement canadienne-française.

La province de Québec renferme des paysages et des beautés naturelles uniques au monde et qui sont malheureusement inconnus de près de 99 % de la population. Nous avons moins d'excuses qu'autrefois de les méconnaître, parce que nous avons partout de belles routes à notre disposition. On a tendance à aller ailleurs et, ensuite, on demande aux Américains de venir dépenser leur argent chez nous. C'est là un illogisme extraordinaire.

La grande réforme à accomplir, c'est la réforme individuelle, à base de solidarité. Il faut avoir la fierté et l'amour de son pays; mais pour l'obtenir, cet amour, il faut le visiter et le connaître. Ce qui presse, c'est de redonner au Québec son visage et son cachet français qui sont un actif non seulement

pour le Québec, mais aussi pour tout le Canada. Nous avons le devoir de le conserver d'abord parce que notre industrie touristique est en jeu, et surtout, parce que c'est une question de patriotisme, de saine fierté nationale.

Le gouvernement entreprendra des actions immédiates afin de préserver nos traditions françaises. Il a déjà commencé à protéger de plus en plus le caractère français du Québec et ne s'arrêtera pas en si bonne voie. Je promets de former à cet effet un organisme, l'Office de re francisation dont j'ai annoncé la création ce matin, qui s'occupera de donner des noms français et historiques non seulement aux villes nouvelles, mais même aux villes et villages dont la désignation actuelle laisse à désirer. Nous prendrons en compte les droits et les revendications de tous les groupes, avant d'apporter quelque modification que ce soit. Ce qui s'impose à l'heure actuelle, c'est le réveil de la fierté nationale. Il faut avoir conscience de nos devoirs, parmi lesquels il y a la mission qui nous a été confiée et qui est de garder intact et d'enrichir l'héritage qui nous a été légué et que nous devons transmettre à nos enfants.

Le caractère, le visage et le cachet français du Québec sont des atouts pour la province et pour tout le pays. Il faut les cultiver. Québec a quelque chose qu'on ne retrouve nulle part ailleurs, qui est unique au monde.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement fait davantage de publicité du régime de l'Union nationale dans certains journaux américains que celle de la province de Québec. Il évoque une réclame, en particulier, payée par le gouvernement du Québec dans les journaux américains comme le *New-York Times* et le *Chicago Tribune*. Cette réclame, dit-il, est payée à même les deniers du peuple. On ne devrait pas les faire servir à faire l'éloge de l'Union nationale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces journaux sont des publications sérieuses. Les faits qu'ils ont publiés sur le Québec sont indéniables.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service des achats (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'ancien auditeur¹⁷ a souvent répété que le gouvernement ne tenait pas suffisamment compte des méthodes en usage dans le commerce et payait souvent le plus haut prix du détail, même quand il achetait en quantités considérables. Or, ce ne sont pas les méthodes du gouvernement qui ont changé, mais l'auditeur. Ce sont là des pratiques condamnables.

Le gouvernement qui, dans d'autres domaines, a l'habitude d'acheter un peu partout au prix du détail, c'est-à-dire chez un grand nombre de magasins locaux, semble avoir centralisé ses achats de dactylos et de machines à calculer au même endroit. Il les achète toutes du même fournisseur.

On devrait acheter aux meilleurs prix possible, afin que les contribuables aient toute la valeur de leur argent. (Au premier ministre) Pourquoi le gouvernement n'achète pas aux meilleurs prix qu'il peut trouver au lieu de payer souvent le prix du détail?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La province a une superficie de 611,000 milles carrés, et si l'on a besoin d'un article dans le comté de Saguenay, il n'est pas avantageux de venir l'acheter à Québec. Il y a partout des marchands qui paient des impôts et des taxes et qui ont besoin d'être encouragés. Le gouvernement ne devrait pas entrer en compétition avec eux. Ce serait favoriser la monopolisation que de tout acheter au même endroit. Et il faudrait payer des frais d'entreposage, de transport, d'assurance. En fait, il en coûte moins cher d'acheter au détail dans les districts plus éloignés.

L'ancien auditeur, M. Dolbec, a été mis à sa pension à sa propre demande, et c'est lui-même qui a recommandé M. Vézina pour le remplacer. Du reste, l'auditeur est dans son rôle quand il vérifie les comptes, mais il en sortirait s'il voulait nous dire comment administrer la province. L'auditeur a droit à son opinion, mais nous aussi, et c'est nous qui avons été élus.

M. Thérberge (Chambly): Les machines à écrire, à calculer, etc., sont tout de même achetées au même endroit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'endroit qui offre les meilleures machines et aux meilleures conditions possible.

M. Hamel (Saint-Maurice): D'après les *Comptes publics*, on en a achetées pour \$522,000 en 1956-1957. Le premier ministre pourrait-il nous dire

combien ce montant représente de machines à écrire, de dictaphones, de machines à comptabilité, etc.?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le nombre de ces machines de ce genre achetées en 1956-1957 s'était élevé à environ 250.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cela fait une moyenne impressionnante de \$2,000 par machine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Une seule machine servant à la compilation des statistiques a coûté \$92,000. Et il y a des bureaux dans toute la province: bureaux d'enregistrement, bureaux d'émission des licences, palais de justice, unités sanitaires, etc. Il a fallu organiser au complet l'Office des marchés agricoles et le service de l'impôt sur le revenu. Tout cela exige un outillage coûteux et très perfectionné. Autrefois, le gouvernement louait des machines au lieu de les acheter. Au bout de deux ans, la machine était entièrement payée et le gouvernement n'en était pas encore propriétaire.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-deux mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission du service civil (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je m'étonne de la lenteur du comité de classification des employés civils. Ce comité n'a pas encore complété son ouvrage après 10 ans. Le gouvernement a dépensé environ \$137,000 à ce sujet et il demande encore \$12,600. Pourtant, il ne doit pas être nécessaire de reclassifier les tâches tous les ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le travail de classification est extrêmement compliqué, mais il va bon train. Une bonne partie du travail est déjà terminée. Grâce au système de classification actuel, les 15,000 fonctionnaires civils de la province ont pu obtenir des augmentations de salaires annuelles variant entre \$12,000,000 et \$14,000,000.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
9. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. *Le Soleil* du 11 janvier 1958, annonce que Mme J.-Arthur Crevier (Malvina Porlier), la belle-mère de M. Dozois, est décédée jeudi le 9 janvier à sa demeure de Notre-Dame-de-Grâce, à l'âge de 74 ans. Ses funérailles se sont déroulées le lundi 13 janvier.

2. Au cours de la fin de semaine des 21 et 22 décembre 1957, une inondation causée par la formation d'un embâcle sur la rivière Chaudière a endommagé plus de 500 maisons à Beauceville, laissant 1,200 personnes sans foyer, soit le cinquième de la population de la ville. Tous les sinistrés étaient dépourvus d'assurances en cas d'inondation. Le coût des dégâts causés par cette inondation a atteint plus de \$2,000,000. D'autres paroisses et municipalités environnantes ont aussi subi les contrecoups des pluies torrentielles et du dégel à l'origine de la catastrophe. Le 10 janvier 1958, lors de sa conférence de presse hebdomadaire, le premier

ministre Duplessis a annoncé que son gouvernement demanderait à l'Assemblée législative, au cours de la présente session, d'approuver une aide financière en faveur des sinistrés de Beauceville, mais aussi de la population de Thetford Mines, dans le comté de Mégantic, victime d'une violente tempête ayant provoqué de lourds dégâts au mois d'août précédent. Pour plus de détails, voir notamment les éditions du *Devoir*, du *Soleil* et de *L'Action catholique* du 21 et du 23 décembre 1957 et du 11 janvier 1958. Quant à l'inondation dans le comté de Bonaventure, elle se serait produite, affirme le chef de l'opposition au cours de la séance du lendemain, à peu près à la même période que celle de Beauceville. Selon *La Presse* du 16 janvier 1958, à la page 49, elle aurait causé des dommages d'environ \$25,000,000.

3. L'article 15 du bill 53, la loi modifiant le Code de procédure civile (2-3 Elizabeth II, chapitre 27), adoptée lors de la session 1953-1954 et sanctionnée le 5 mars 1954, autorisait en effet l'audition d'appels devant un tribunal de trois juges.

4. Me Jean-Paul Galipeault est Bâtonnier du Barreau de la province de Québec, d'où ses nombreuses interventions dans les débats portant sur le système judiciaire. Il est aussi le fils du juge en chef Antonin Galipeault.

5. Les députés Lionel Ross, député indépendant de Verdun, et Frank Hanley, député indépendant de Montréal-Sainte-Anne, votent avec les ministériels pour le principe du projet de loi, indique *Le Soleil* du 15 janvier 1958, à la page 19.

6. Me Galipeault cite l'article 50 du Code. Voir Robert Lévêque, *Code de procédure civile de la Province de Québec*, Montréal, Wilson et Lafleur, 1951, page 39.

7. Le bill 3, loi modifiant le Code de procédure civile (5-6 Elizabeth II, chapitre 15), sanctionné le 10 février 1957, amende en effet l'article cité par le député de Québec-Ouest (M. Galipeault).

8. M. Duplessis a occupé ces deux fonctions respectivement en 1937 et en 1937-1938.

9. *Le Soleil* du 15 janvier 1958, à la page 6, souligne que les députés indépendants Lionel Ross et Dave Rochon ont voté contre le gouvernement, tandis que le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley) a soutenu la mesure ministérielle.

10. Charles Sainte-Beuve (1804-1869) est l'auteur en question.

11. Cette convention doit se tenir à Québec les 21 et 22 mars 1958.

12. Le premier ministre, indique *La Presse* du 15 janvier 1958, à la page 43, fait allusion à la maladie qui a retenu le chef de l'opposition hors de la Chambre, au cours de la session de 1956-1957.

13. Les sources ne précisent pas que c'est M. Johnson qui préside le comité des subsides, mais nous pouvons supposer qu'il exerce cette fonction, puisqu'il préside tous les comités pléniers de la séance.

14. Voir Jean-Marc Léger, "Pour une politique du tourisme", *L'Action Nationale*, vol. XLIV, 10 juin 1955), pages 918 à 927.

15. Voir l'article de M. Poisson intitulé "Les petites annonces" et publié dans *L'Action Nationale*, vol. XLVII, 2 octobre 1957, pages 161-164.

16. Lors de l'étude du bill de Shawinigan Falls, devenu Shawinigan tout court à la suite de son examen par le comité des bills privés, le premier ministre, écrit *Le Nouvelliste* du 15 janvier 1958, à la page 6, a déclaré: "Si vous voulez attirer des visiteurs, vous devez conserver au Québec ses noms français. C'est l'intention du gouvernement de présenter une loi pour créer un organisme qui trouverait pour chaque endroit un nom affirmant notre caractère français."

17. A.-J. Dolbec, remplacé par J.-A. Vézina en 1955.

Séance du mercredi 15 janvier 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 267 relatif à La Société provinciale d'assurance mutuelle - Provincial Mutual Insurance Society.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 170 accordant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Sainte-Rose-Est;

- bill 187 concernant la corporation de la paroisse de Rosemère.

Votre comité recommande de plus à votre honorable Chambre que le titre du bill 187, ci-dessus mentionné, soit changé en celui de "loi constituant en corporation la ville de Rosemère".

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 163 concernant la loi des technologistes médicaux du Québec n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Le rapport est adopté.

Questions et réponses

Aide aux sinistrés de la Beauce

M. Poulin (Beauce): M. l'Orateur, je voudrais attirer l'attention de la Chambre et exposer brièvement la situation alarmante des sinistrés de Beauce, lors du débordement de la rivière Chaudière, le 23 décembre dernier². Dans le passé, nous avons eu bien des débâcles, mais jamais en décembre nous n'avions vu la capricieuse rivière Chaudière sortir de son lit et tout ravager sur son passage, jetant un

grand nombre de familles sur le pavé, semant le désarroi et la panique, dans plus de cent foyers de la jolie petite ville de Beauceville, surtout à l'époque des fêtes. Je vous assure que, pour ces gens-là, ce fut un Noël bien tragique.

Je voudrais d'abord remercier le premier ministre de la province pour sa sollicitude à l'endroit de ces pauvres sinistrés. L'honorable premier ministre ne s'est pas laissé tirer l'oreille pour manifester sa sympathie et prodiguer ses encouragements à la population de Beauceville si lourdement affectée par le débordement de la Chaudière. En mon nom personnel, au nom des sinistrés et au nom de toute la population de Beauceville, je dis: Merci, M. le Premier Ministre, pour votre sympathie, votre substantiel encouragement et pour les mesures déjà prises par le gouvernement pour diminuer l'effet immédiat du désastre. J'espère ne pas abuser, aujourd'hui, des bonnes dispositions du gouvernement en demandant encore davantage en faveur de ces pauvres sinistrés de Beauce, qui ont subi de si lourdes pertes.

Je désirerais attirer l'attention du premier ministre, du gouvernement et de toute la Chambre sur l'opportunité de prendre les mesures qui s'imposent afin de prévenir, pour l'avenir, ces inondations si désastreuses pour tous les riverains de la Chaudière. Car non seulement les villageois subissent le choc des inondations, mais les cultivateurs eux-mêmes ont souvent à en souffrir. Ils sont toujours inquiets au sujet de leurs semences, de leurs récoltes et même de leurs bâtisses de ferme.

M. l'Orateur, je supplie le gouvernement d'agir vite, car sans être ingénieur ni technicien, il me semble qu'il y aurait certains travaux pratiques à faire et qui devraient commencer dès cette année, tels que construction de murs de protection, nettoyage, creusage et redressement du cours de la rivière à certains endroits, faire disparaître le fameux rocher de la Calway qui, j'en suis certain, est la cause de bien des embâcles et est souvent aussi la cause des débordements répétés de la Chaudière.

Certaines personnes intéressées, je suppose, se plaisent à dire et à répéter que les gouvernements n'ont jamais rien fait dans le passé pour remédier à ces inconvénients. Et bien, M. l'Orateur, je déclare que le gouvernement a déjà fait quelque chose, car il a dépensé de très fortes sommes d'argent dans le but, soi-disant, d'améliorer la situation. Vers 1930, des quais ont été construits, d'abord à Beauceville, et ensuite à Saint-Georges, mais toutes les gens de

bonne foi s'accordaient à dire que ces travaux de quai étaient considérés comme pratiquement inutiles. Le gouvernement du temps ne s'est pas occupé de ces protestations, peut-être parce que ces travaux servaient surtout à enrichir les amis du régime; on ne faisait pas autre chose dans ce temps-là. Ces quais sont d'ailleurs complètement partis avec les premières débâcles, mais passons!

J'ai confiance, et la population de Beauce nourrit le même espoir, que le gouvernement actuel de l'Union nationale pourra faire quelque chose de pratique pour mon comté de Beauce, lui qui a tant fait dans le passé pour la province de Québec, et en particulier pour la Beauce, en commençant par le crédit agricole, l'électrification rurale, la construction et l'agrandissement d'hôpitaux, la construction de maisons d'enseignement de toutes sortes, sans oublier l'école d'arts et métiers que nous aurons très bientôt dans la Beauce et pour laquelle je remercie très sincèrement le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé), les bourses d'études de toutes sortes, la grande voirie, la voirie municipale, la réfection et construction de ponts, la colonisation, et que d'autres encore.

J'espère, M. l'Orateur, qu'à cette liste les Beaucerons pourront ajouter, dès cette année, le commencement du redressement et du nettoyage de la rivière Chaudière, afin que nous ne soyons plus les spectateurs impuissants devant les forces de la nature déchaînée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'exagère rien en affirmant que tous les membres de la Chambre ont appris avec beaucoup de chagrin le sinistre qui a éprouvé la population de Beauceville, à la veille de la célébration des Fêtes. Quand cette nouvelle m'est parvenue par l'intermédiaire du député de Beauce, je me suis immédiatement occupé du problème. À ma demande, des personnes compétentes ont été envoyées sur les lieux pour recueillir les renseignements indispensables qui permettront au gouvernement de prendre une attitude définitive.

Déjà, le gouvernement a fait parvenir aux sinistrés une somme importante de \$10,000 qui ne constitue pas toutefois sa contribution, mais représente uniquement celle d'un généreux philanthrope. Le gouvernement s'apprête à présenter une loi pour apporter une aide gouvernementale à ces mêmes personnes. Cette loi contiendra aussi une mesure d'aide aux victimes de la crue subite désastreuse de l'année dernière à Mégantic³.

Pour ce qui est des travaux à faire sur les rives de la Chaudière, c'est un autre problème très

important. Des ingénieurs du gouvernement feront une étude minutieuse des causes possibles des fréquentes inondations qui ont lieu à Beauceville, y compris de la suggestion que des obstacles dans la rivière elle-même seraient à l'origine du problème. Selon les résultats de l'étude et l'ampleur du problème, le gouvernement fera son possible pour corriger la situation. Il y a des moyens qui paraissent simples à première vue, mais qui peuvent s'avérer très dispendieux. Nous verrons ce qu'il y a moyen de faire. Nous agirons pour le mieux dans les circonstances.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Des inondations semblables sont aussi survenues à peu près à la même période dans le comté de Bonaventure, comme l'a déjà signalé le député de Bonaventure⁴, et il y a, là aussi, des misères à soulager. Le député de Bonaventure a exprimé le souhait que les victimes reçoivent aussi l'aide du gouvernement. Le gouvernement ne doit pas oublier les sinistrés des rivières Cascapédia et Matapédia.

Pour ce qui est de la Chaudière, elle cause depuis des années des désastres majeurs. La dernière inondation qui a eu lieu à Beauceville a été la pire jusqu'à maintenant. Je crois qu'il est du devoir du gouvernement d'en trouver la cause et de procéder aux travaux nécessaires, s'il s'agit d'un problème qui relève de la juridiction provinciale. De plus, il y a lieu d'aider les familles éprouvées des comtés de Beauce et de Bonaventure. Nous serons heureux, pour notre part, de contribuer à réparer les dommages dans la mesure du possible.

M. Ross (Montréal-Verdun): Mon collègue, le député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon) et moi-même approuverons avec plaisir toute mesure susceptible de venir en aide aux sinistrés.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Je promets d'appuyer les mesures d'aide du gouvernement. La ville de Montréal a déjà voté un généreux montant pour venir en aide aux victimes de l'inondation de Beauceville.

Projets de loi:

**Société provinciale
d'assurance mutuelle**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 267 relatif à La Société provinciale d'assurance mutuelle.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 267 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sainte-Rose-Est

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 170 accordant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Sainte-Rose-Est.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 170 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rosemère

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 187 constituant en corporation la ville de Rosemère.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 187 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de tout le territoire du comté de Lac-Saint-Jean-Est (provincial), demandant l'adoption d'une loi lui accordant le droit d'imposer une taxe de vente;
- de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville Mont-Royal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Sainte-Foy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la municipalité de Saint-Émilien, Desbiens, comté de Lac-Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi en vue d'annexer à son territoire actuel une partie de la municipalité de Chambord;
- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville d'Anjou, demandant l'adoption d'une loi aux fins de permettre à BP Canada Limited d'ériger une raffinerie de pétrole;
- de la ville de Laval-Ouest, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan-Sud, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Montréal-Sud, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation de la municipalité de la paroisse de Laprairie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation du comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Larissa Development Corporation, demandant l'adoption d'une loi confirmant son titre de propriétaire d'un certain immeuble;
- de la ville de Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la municipalité de la paroisse de Laterrière *et al.*, demandant l'adoption d'une loi établissant dans les comtés de Jonquière-Kénogami et Chicoutimi, une zone où sera imposée et perçue une taxe de vente.

Projets de loi:

Succession Mary Ruth Bradley

M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill 198 concernant la succession de feu dame Mary Ruth Bradley ayant été mis de côté, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Technologistes médicaux

M. Rochette (Québec) propose que le bill 163 des technologistes médicaux du Québec n'ayant pas été adopté, les droits ordinaires et additionnels ainsi que les frais d'impression et de traduction que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

Charte de Dorval

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 130 modifiant la charte de la cité de Dorval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Montréal-Nord

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 132 concernant la ville Montréal-Nord.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Montréal-Sud

M. Ladouceur (Verchères) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 136 modifiant la charte de la ville de Montréal-Sud.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Brossard

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 148 constituant en corporation de ville la municipalité de la paroisse de Laprairie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 153 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commissions scolaires de Shawinigan

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 167 concernant les commissions scolaires de la municipalité de Shawinigan-Sud et de la cité de Shawinigan Falls.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Laval

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 188 concernant la corporation du comté de Laval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Laval-Ouest

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 200 modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Sainte-Foy

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 220 modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Anjou et BP Canada Ltd.

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 229 concernant la ville d'Anjou et BP Canada Limited et divers.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Saint-Michel**

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 242 modifiant la charte de la cité de Saint-Michel.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Sherbrooke**

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 251 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Larissa Development
Corporation**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 255 concernant une propriété de Larissa Development Corporation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Saint-Émilien

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 261 agrandissant le territoire de la municipalité du village de Saint-Émilien.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Verdun**

M. Ross (Montréal-Verdun) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 262 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Mont-Royal**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 265 modifiant la charte de la ville Mont-Royal et abolissant certaines restrictions.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Taxe de vente
au Lac-Saint-Jean-Est**

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 274 créant dans tout le territoire du comté Lac-Saint-Jean-Est provincial une zone où sera imposée et perçue, au bénéfice dudit comté, une taxe spéciale dite taxe de vente.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Trois-Rivières**

M. Roy (Nicolet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 275 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Taxe de vente dans
Chicoutimi et Jonquière-Kénogami**

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 276 établissant, dans les comtés de Chicoutimi et Jonquière-Kénogami, une zone où sera imposée et perçue une taxe de vente.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Demandes de documents:**Forces hydrauliques**

M. Turpin (Rouyn-Noranda) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, depuis le 1^{er} décembre 1955 jusqu'au 31 décembre 1957, concernant la concession, la location, l'acquisition ou l'aliénation des forces hydrauliques dans la province, ou la construction, la réparation, l'agrandissement ou la reconstruction d'écluses ou de barrages pour l'aménagement de forces hydrauliques ou leur régularisation par emmagasinement.

Adopté.

**Acquisition
du territoire forestier**

M. Théberge (Chambly) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels

adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1^{er} décembre 1956 jusqu'au 1^{er} décembre 1957, se rapportant à la loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers (15-16 George VI, 1951-1952, chapitre 38).

Adopté.

Concessions forestières

M. Thérberge (Chambly) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1^{er} décembre 1956 jusqu'au 31 décembre 1957, concernant des concessions forestières ou des échanges de concessions forestières.

Adopté.

Pont sur la Route 2 à Donnacona

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous les contrats octroyés pour la construction du pont sur la route numéro 2, à Donnacona, dans le comté de Portneuf, depuis le 1^{er} janvier 1957 jusqu'au 31 décembre 1957, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes et conventions supplémentaires ou additionnelles.

Adopté.

Pont sur la rivière Saint-François à Drummondville

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous les contrats octroyés pour la construction d'un pont sur la rivière Saint-François, à Drummondville, depuis le 1^{er} janvier 1956 jusqu'au 31 décembre 1957, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes et conventions supplémentaires ou additionnelles.

Adopté.

Projets de loi:

Charte d'Isle-Maligne

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 218 modifiant la charte de

la ville d'Isle-Maligne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Taxe de vente à Jacques-Cartier, Longueuil, Saint-Bruno et Chambly

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 222 modifiant la charte de la cité de Jacques-Cartier et autorisant l'imposition d'une taxe de vente dans ses limites et dans celles de la cité de Longueuil et celles de la municipalité scolaire de la cité de Jacques-Cartier, la municipalité scolaire de Saint-Bruno, et de la municipalité scolaire de la ville de Chambly, dans le comté de Chambly, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Corporations scolaires dans Chicoutimi

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 239 modifiant la loi 14 George VI, chapitre 136, concernant certaines corporations scolaires du comté de Chicoutimi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Association des directeurs de funérailles et embaumeurs

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 270 concernant les directeurs de funérailles et embaumeurs de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission des écoles catholiques de Montréal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 271 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Taxe de vente
à Normandin**

M. Spence (Roberval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 accordant à la corporation du village de Normandin le droit d'imposer une taxe de vente soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Saint-Laurent**

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 203 modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission scolaire
de Saint-Félicien**

M. Spence (Roberval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 269 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Félicien, dans le comté de Roberval, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission des écoles catholiques
de Pointe-Claire et Beaconsfield**

M. Caron (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 272 constituant en corporation la Commission des écoles catholiques de Dorval, Pointe-Claire, Beaconsfield, dans le comté de Jacques-Cartier, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 129 concernant la Société agricole des Cantons-de-l'Est;

- bill 172 relatif au testament de Marie-Thérèse Larseneur.

Projets de loi:**Société agricole des Cantons-de-l'Est**

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 129 concernant la Société agricole des Cantons-de-l'Est.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 129 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Testament de
Marie-Thérèse Larseneur**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 172 relatif au testament de Marie-Thérèse Larseneur.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 172 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:**Budget des dépenses
1958-1959**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)⁵

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Brown (Brome) rappelle la mémoire de Me Charles Frémont, ancien surintendant de la chasse, décédé il y a quelques mois. Je présente, dit-il, mes sympathies à la famille du défunt.

Au cours de l'année dernière, certains actes de braconnage auraient été commis par des employés du ministère. Il y aurait dans ce cas un garde-chasse et un agent de la police provinciale.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): On n'a pu établir la preuve de leur culpabilité. Les deux hommes ont été arrêtés non pas sur le coup, mais après l'offense. Et il y a même un affidavit selon lequel ils ne se trouvaient pas sur les lieux de l'infraction. Une enquête est ouverte.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sous Taschereau, on avait instruction de ne pas trouver les gardes-chasse coupables.

M. Brown (Brome): Est-ce que les salaires médiocres payés aux gardes-chasse sont responsables du fait qu'on en a surpris quelques-uns en train de pêcher?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Les gardes-chasse reçoivent un salaire suffisant, soit \$1,800 à \$2,500 par année, sans compter la part qui leur revient des amendes, soit de \$500 à \$600 annuellement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Combien d'employés du ministère se sont rendus coupables de délits contre la loi de la chasse⁶?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Nous ne gardons pas les employés qui se rendent coupables de délit. Seulement deux gardes-chasse, au cours de l'année dernière, ont été trouvés coupables

d'avoir abattu du gibier en dehors de la saison, mais ils ont été immédiatement congédiés du service. Nous en avons suspendu deux ou trois autres, mais ces derniers seulement pour des raisons d'indiscipline ou d'ordre administratif. Vous n'avez pas le choix de trouver quelques pommes pourries dans chaque baril. Un garde-chasse doit être un homme qui est habitué à la vie en plein air, qui peut marcher de longues distances en forêt, qui peut conduire un moteur hors-bord ou un canot et qui peut utiliser un bon jugement dans l'exercice de ses fonctions.

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri): Combien y a-t-il de gardes-chasse et de gardes-pêche?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Il y en a 313 permanents. Il n'y en a à peu près plus de temporaires.

M. Hamel (Saint-Maurice): Combien y a-t-il eu de poursuites au cours de l'année?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Il y a eu quelque 4,500 causes intentées au cours de l'année écoulée, dont la moitié ont été entendues par les tribunaux. Certains cas⁷ ont été réglés hors de cour avec le ministère, après que les accusés eurent avoué leur faute.

Trop de gens s'ingénient encore à violer les lois de la chasse et de la pêche, mais mon ministère mène une lutte sans répit contre les gens qui violent les lois de la chasse et de la pêche.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce que l'amende peut être payée au garde-chasse directement par le délinquant?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Oui. Cela facilite les choses, d'autant plus que les coupables surpris en plein bois peuvent ne pas révéler leur véritable identité.

Pour faire payer l'amende, le garde-chasse se sert de formules officielles, puis il fait rapport au ministère.

M. Hamel (Saint-Maurice): Combien de ces rapports ont été faits au département?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je n'en sais pas le nombre. En moyenne, de 50 % à 55 % des cas sont réglés hors cour. Tout règlement entre délinquant et garde-chasse est sujet à

l'approbation du ministère. Ces formules permettent par la suite de remettre les choses au point. S'il y a eu abus dans un sens ou dans l'autre, soit en trop, soit en moins, le ministère entre en communication avec le délinquant.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté⁸.

4. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pisciculture (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud):

Chaque fois qu'une demande est faite au ministère pour ensemercer un lac de truite, on étudie l'état de l'eau, la quantité de nourriture disponible et l'habitat général, avant d'ensemencer. Ce travail a donné une classification progressive des lacs et des rivières et a évité de l'ensemencement inutile. En moyenne, entre 75 et 100 lacs et rivières ont été ensemencés chaque année, quoique des milliers de demandes soient faites.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réserves de pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Les députés discutent de la pêche à la petite morue dans l'estuaire de la rivière Sainte-Anne, à Sainte-Anne-de-la-Pérade.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud):

Depuis l'an dernier, le ministère de la Chasse défend la pêche au filet de la petite morue dans cette rivière, pour assurer la protection du poisson.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

6. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Amélioration des conditions de chasse et de pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud):

L'importance économique de la chasse dans cette province a été particulièrement mise en lumière par M. George H. Carpenter, journaliste de *The Gazette*, écrivant sous le nom de plume de Izaak Hunter, qui a conduit une enquête d'une année à cet égard. Cette enquête a démontré qu'une somme d'au moins \$100,000,000 est dépensée annuellement dans le Québec par les chasseurs et les pêcheurs à la ligne. Une enquête identique, conduite aux États-Unis, a indiqué qu'une somme d'environ \$12,000,000,000 est dépensée annuellement dans ce pays sous ce chapitre par les amateurs de sport de plein-air américains.

On estime que les chasseurs et les pêcheurs du Canada dépensent chaque année plus d'un milliard de dollars, directement ou indirectement, pour s'adonner à leur sport favori, dont près de la moitié dans le Québec. J'attends avec impatience les derniers résultats de l'enquête poursuivie par M. Carpenter.

On aura une idée de l'importance de ce sport (la chasse et la pêche), dans la province de Québec, en sachant que dans un seul camp du parc des Laurentides, dans la région de Québec, le camp de l'Étape, il se dépense un demi-million de dollars par année. On peut facilement comprendre l'importance des politiques de conservation mises de l'avant par le gouvernement.

M. Brown (Brome): Le ministre de la Chasse (l'honorable M. Pouliot) a-t-il l'impression que ses collègues du cabinet se rendent suffisamment compte de l'importance de ses fonctions?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud):

L'essentiel, c'est que le ministre s'en soit rendu compte; c'est pour cela qu'il a été nommé. Je fais de mon mieux pour améliorer la situation depuis 1944. Les crédits du ministère de la Chasse et de la Pêche du Québec ont augmenté de pas moins de \$1,000,000 depuis 1944.

M. Brown (Brome): A-t-on songé à transporter des chevreuils de l'Île d'Anticosti, où ce gibier abonde, sur la terre ferme, pour repeupler certaines autres régions québécoises?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je suis moi-même favorable à cette migration. Mais elle s'est avérée impossible. Nous avons étudié la chose, mais nous avons constaté que le coût eût été prohibitif. Il aurait fallu dépenser de \$2,000 à \$2,500 par animal pour son alimentation et son entretien.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): De quelle façon on procède pour faire le recensement de l'orignal?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Pour recenser le nombre de ces bêtes, on compte celles que l'on rencontre dans un territoire donné en y ajoutant aussi les "ravages" que l'on peut apercevoir. Ces constatations permettent d'établir une moyenne qui sert ensuite de base pour calculer la population totale dans la province.

Je ne peux fournir de chiffres précis, mais la situation de l'orignal s'améliore sensiblement d'année en année. Une étude a démontré que la population d'originaux augmente, ce qui est surprenant selon les spécialistes du ministère. On retrouve aujourd'hui des originaux à peu près dans tous les coins de la province, dans des endroits où on n'avait pas l'habitude d'en apercevoir autrefois. On en a commencé le recensement, mais il n'est pas encore terminé.

Un député de l'opposition demande combien d'originaux ont été tués l'an dernier.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Il s'est tué 1,200 originaux en 1957, comparativement à 1,585, l'année précédente⁹.

Des députés de l'opposition se demandent si ces statistiques ne sont pas un indice que le nombre d'originaux va diminuant.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Il ne reste presque plus d'originaux dans le comté de Témiscouata. C'est la constatation de chasseurs avertis.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Il y a dans mon comté une réserve où il n'y aurait plus à peu près qu'un loup et quelques mouffettes.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Mon ministère adopte tous les moyens possibles pour protéger les peuplements d'originaux. Je rappelle au député de Rivière-du-Loup (M. Couturier) qu'au lieu d'interdire complètement la chasse à l'orignal pendant certaines périodes, comme cela se pratique à des endroits déterminés, le gouvernement a préféré, l'an

dernier, pour protéger ce gibier, retarder l'ouverture de la chasse à l'orignal jusqu'au moment où la bête ne répond plus à l'appel des chasseurs, ce qui veut dire que les captures de gibier ont été moins abondantes.

Au cours de la récente conférence sur la faune du Nord-Est à laquelle ont participé des centaines de spécialistes canadiens et américains, le gouvernement a été félicité pour ses politiques de conservation. Il a été reconnu, de façon générale, que la province de Québec est très en avance sur bien des pays et les autres provinces pour l'amélioration de ses ressources giboyeuses.

On vient d'expédier des truites gelées pour l'exposition du Québec à Paris¹⁰. Après seulement quelques minutes dans l'eau française, elles ont repris vie. Cela démontre combien nos spécialistes sont avancés.

M. Brown (Brome): Le gouvernement prend sans doute quelques mesures pour protéger le gibier. À mon avis, il pourrait faire bien davantage et mieux protéger une industrie qui lui rapporte plus de \$1,000,000 par année.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Surveillance des territoires non organisés du Nouveau-Québec (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Brown (Brome): N'y aurait-il pas moyen de développer les territoires du Nouveau-Québec pour favoriser la chasse?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Les crédits budgétaires de la Chasse sont amplement suffisants à l'heure actuelle.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
8. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Jardins zoologique de Québec (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parcs nationaux (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Brown (Brome): N'y aurait-il pas moyen d'aménager en parc national le domaine Foster dans le comté de Brome? Il y a là une haute montagne

d'où la vue embrasse la ville de Montréal¹¹. Le comté de Brome est très fier de la famille Foster, dont un de ses membres, George Buchanan Foster, avocat de la couronne, titulaire de la Croix de l'air et membre de l'Ordre de l'Empire britannique¹², est un député de la Chambre haute pour le district de Victoria. Son père était le sénateur G. G. Foster.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai beaucoup d'estime pour la famille Foster, particulièrement pour le sénateur Foster, un ami intime de mon père (Nérée Le Noblet Duplessis) et père de l'honorable G. B. Foster, dont j'ai eu le plaisir de recommander la nomination au Conseil législatif. C'est lui qui, après avoir entendu mon premier discours en Chambre, il y a de cela plusieurs années, avait déclaré: voilà le futur premier ministre de la province. C'était donc un homme de prévision!

Je suis sympathique à l'idée d'honorer la mémoire de l'ancien sénateur Foster et l'œuvre de son fils, mais nous avons tant de problèmes à régler actuellement dans la province que nous ne pouvons songer, pour le moment, à établir un nouveau parc. Mais nous allons étudier le projet. Il est possible que ce soit fait plus tard. Nous examinerons la question.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

10. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Constructions diverses (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté¹³.

12. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

15 janvier 1958

Ordonné: Qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir charge des impressions législatives, et qu'il a désigné pour faire partie de cette commission mixte les honorables MM. Asselin, Baribeau, Boulanger, Brillant, Connors, Grothé, Laferté, Marchand, Martineau, Messier, Moreau, Ness, Nicol, Raymond, Renaud et Tardif, auxquels avait déjà été confiée la surveillance des impressions du Conseil législatif au cours de la présente session;

Et que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Plusieurs députés libéraux sont absents de la Chambre ce jour-là, selon *L'Action catholique* du 15 janvier 1958, à la page 7, puisqu'ils ont quitté Québec pour Ottawa, afin d'assister au congrès plénier du Parti libéral du Canada. Ce congrès doit

élire un nouveau chef de parti, afin de remplacer l'ex-premier ministre Louis Stephen Saint-Laurent, qui a annoncé son retrait de la vie publique en septembre 1957.

2. Pour plus d'informations sur ces inondations en Beauce, voir la note infrapaginale 2 de la séance du 14 janvier 1958, où les députés évoquent ce désastre.

3. Le 10 janvier 1958, lors de sa conférence de presse hebdomadaire, le premier ministre Duplessis a annoncé que son gouvernement demanderait à l'Assemblée législative, au cours de la présente session, d'approuver une aide financière en faveur des sinistrés de Beauceville, mais aussi de la population de Thetford Mines, dans le comté de Mégantic, victime d'une violente tempête ayant provoqué de lourds dégâts au mois d'août précédent, selon *Le Devoir* du 11 janvier 1958, à la page 1.

4. M. Levesque l'a fait lors de la séance de la veille, celle du 14 janvier 1958.

5. Les sources n'indiquent pas si le député de Bagot préside bel et bien le comité des subsides, mais nous pouvons supposer qu'il exerce cette fonction, puisqu'il préside tous les comités pléniers de la séance.

6. *L'Action catholique* du 16 janvier 1958, à la page 17, observe que cette question est aussi posée par le député de Brome (M. Brown).

7. *La Presse* du 16 janvier 1958, à la page 49, parle de plusieurs cas.

8. Les résolutions 2 et 3 sont adoptées sans débat, selon *L'Action catholique*, à la page 17, et *Le Soleil*, à la page 3, du 16 janvier 1958.

9. *La Presse* du 16 janvier 1958, à la page 49, évalue ce nombre à 1,385, tandis que *The Quebec Chronicle Telegraph* du 16 janvier 1958 le situe plutôt à 1,596. Les éditions du *Soleil* et de *L'Action catholique* du même jour appuient cependant la version du *Montréal-Matin*.

10. Pour plus de détails sur cette exposition, voir la note infrapaginale 7 de la séance du 9 janvier 1958.

11. Selon *The Quebec Chronicle Telegraph* du 16 janvier 1958, à la page 2, cette remarque sur le panorama n'aurait pas été prononcée en Chambre, mais bien au terme de la séance, lors d'explications

fournies aux journalistes. M. Brown aurait alors expliqué que l'ancienne partie de la propriété de la famille Foster, vendue pour l'exploitation du bois et abandonnée depuis, était située au sommet de la montagne Brome, de laquelle on pouvait justement profiter d'une vue sur Montréal.

12. Ces expressions signifient respectivement Queen's Counsellor, Distinguished flying cross et Member of the British Empire.

13. Au terme de cette résolution, les crédits de la Chasse sont adoptés complètement, au montant de \$3,485,000.

Séance du jeudi 16 janvier 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 247 modifiant la charte de la communauté des sœurs de Charité de la Providence;
- bill 210 modifiant l'Acte pour incorporer l'Institut canadien de Québec, 11 Victoria, chapitre XVII.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 176 modifiant la charte de la ville de Gatineau;
- bill 177 concernant la charte de la ville de Pointe-aux-Trembles;
- bill 169 constituant en corporation la ville de Saint-François-de-Sales.

Votre comité recommande de plus à votre honorable Chambre que le titre du bill 169, ci-dessus mentionné, constituant en corporation la ville de Saint-François-de-Sales, soit changé en celui de "loi constituant en corporation la ville de Saint-François".

Et, sans amendement, le bill 236 modifiant la charte de la ville de Matane.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 241 changeant le nom de Marcel Van de Putte en celui de Marcel Marion n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Communauté des sœurs de Charité de la Providence

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 247 modifiant la charte de la communauté des sœurs de Charité de la Providence.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 247 sans l'amender.

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

L'Institut canadien de Québec

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 210 modifiant l'Acte pour incorporer l'Institut canadien de Québec, 11 Victoria, chapitre XVII.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 210 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Gatineau

M. Desjardins (Gatineau) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 176 modifiant la charte de la ville de Gatineau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 176 sans l'amender.

M. Desjardins (Gatineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Pointe-aux-Trembles

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 177 concernant la charte de la ville de la Pointe-aux-Trembles.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 177 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Saint-François

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 169 constituant en corporation la ville de Saint-François.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 169 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Matane

M. Gagnon (Matapédia) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 236 modifiant la charte de la ville de Matane.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 236 sans l'amender.

M. Gagnon (Matapédia) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Code de procédure civile, saisie des gages et salaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 modifiant le Code de procédure civile concernant la saisie des gages et salaires soit maintenant lu une deuxième fois.

L'esprit du projet de loi, dit-il, reste le même. Son principe fondamental est de protéger le débiteur de bonne foi contre les abus dont il pourrait être victime de la part de créanciers peu scrupuleux, ou d'autres personnes inconscientes de leurs obligations. Le bill vise à empêcher l'accumulation des frais de cour qui, dans de nombreux cas, excèdent le montant dû par un créancier. Il empêche la multiplication des saisies, arrêts, et facilite le dépôt volontaire de la partie saisissable des gages et salaires.

Cette protection que nous voulons accorder au débiteur de bonne foi, au faible pour l'empêcher d'être la proie du fort, n'est pas une politique nouvelle pour l'Union nationale et pour celui qui vous parle. Il y a 31 ans que j'ai le privilège de siéger dans cette Chambre et, dès 1929, soit un an après mon entrée en tant que membre de la Législature, j'ai proposé une loi qui a été adoptée pour empêcher le débiteur et sa famille d'être plongés dans la misère par des personnes injustes¹. Jusque-là, l'article 599 du Code de procédure civile déclarait que la partie saisissable du salaire et des gages était de 20 %, lorsque le salaire ou les gages ne dépassaient pas \$3

par jour, de 25 % pour un salaire ou des gages de \$3 à \$6 par jour, de 33.33 % pour un salaire ou des gages de plus de \$6 par jour. Cette loi exposait le débiteur à la misère; j'ai alors proposé une nouvelle loi, 19 George V, chapitre 84, pour rendre insaisissable au moins \$1 par jour.

Plus tard, nous avons fait une autre demande: il y avait des propriétés hypothéquées et vendues par le shérif; la vente ne rapportait parfois que le montant des frais, si bien que le débiteur voyait sa maison disparaître et continuait à devoir la même somme. Ainsi, un débiteur ne pouvant rembourser une hypothèque de \$10,000 sur sa maison, le shérif vendait cette dernière. Le produit de la vente pouvait ne pas dépasser \$400, soit au montant des frais. Et sa maison vendue, le débiteur continuait à devoir encore \$10,000. La loi que nous avons fait passer alors fut une amélioration considérable². Elle déclarait que, dans des cas semblables, le créancier était obligé de donner crédit au débiteur pour la valeur réelle de la maison. C'est-à-dire que, dans le cas de la maison hypothéquée dont il a été question et qui est vendue pour \$400, le crédit de \$10,000 devait être donné par le créancier au débiteur.

Plus tard, en 1947, nous avons passé une loi pour protéger le débiteur, en cas de vente à tempérament, contre la voracité de vendeurs qui, ayant perçu les quatre cinquièmes et même les neuf dixièmes du prix convenu, recouraient à la saisie lorsque l'acheteur était en défaut³.

Aujourd'hui, nous disons que lorsque quelqu'un doit, et n'est pas capable de payer, il pourra déposer la partie saisissable de son salaire. En outre, cette partie saisissable est elle-même réduite. Les premiers \$24 par semaine, dans le cas d'un débiteur marié ou ayant charge de famille, et les premiers \$12 dans le cas d'un célibataire ne peuvent être touchés. Au-dessus de ce minimum, la proportion du salaire qui devient saisissable est de 30 %. Le débiteur peut déposer la partie saisissable de son salaire pour le bénéfice de ses créanciers, sans attendre les poursuites ou les jugements. Tant qu'il reste fidèle à faire ce dépôt, de nouvelles poursuites ne peuvent être prises contre lui qu'avec la permission du juge.

Si le débiteur ne fait pas ce dépôt, une seule action peut le forcer à le faire, qui peut être entreprise sans égard au nombre de créanciers. La cour répartira alors parmi tous les créanciers la partie saisissable de son salaire. Le bill n'empêche pas un créancier d'utiliser d'autres types de poursuites contre un débiteur, mais une seule action peut être prise contre lui pour saisir son salaire.

Un autre amendement vient empêcher le débiteur d'invoquer des donations faites par contrat de mariage à son épouse, ce qui lui permettrait de soustraire une partie de son salaire à la saisie.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La première version du bill 12 a été accueillie par des objections, notamment chez les membres du Barreau. La nouvelle rédaction est plus satisfaisante et constitue une amélioration. Tel que libellé, le premier bill n'aurait sans doute pas été approuvé par mon groupe, mais les modifications apportées à la suite des suggestions des organismes intéressés ont été heureuses. Le bill réduira effectivement les coûts auxquels les débiteurs font face. Il ne faut pas pratiquer le droit bien longtemps pour savoir à quel point, en vertu de la loi actuelle, les coûts peuvent s'accumuler rapidement contre un débiteur. Toutefois, le projet de loi devrait s'occuper du cas de saisie des meubles, ainsi que des donations, promises par contrat de mariage, avec les biens à venir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour ce qui est des meubles, le chef de l'opposition est hors d'ordre, étant donné que le bill ne s'occupe que des gages et des salaires. Il y a un mois que le projet de loi étant publié, les intéressés ont pu faire des suggestions⁴. Nous en avons reçues et des témoignages chaleureux d'approbation. Nous avons ainsi pu préparer un texte clair et complet à la lumière des besoins et des droits de chacun. La version originale, récemment imprimée, a soulevé des protestations, mais toutes les suggestions de nombreux intéressés ont été incorporées au bill du gouvernement.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 12 modifiant le Code de

procédure civile concernant la saisie des gages et salaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que les dépenses qui résulteront de l'envoi, par le greffier d'une cour de magistrat, des avis de la déclaration d'un débiteur à tous les créanciers nommés dans la liste prévue au paragraphe *d* de l'article 697*b* du Code de procédure civile, remplacé par l'article 5 de la loi qui accompagne la présente résolution, et à tous ceux dont les noms et adresses lui seront fournis par la suite, seront remboursées à même le fonds consolidé du revenu.
Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 12 modifiant le Code de procédure civile concernant la saisie des gages et salaires.
Adopté.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 12 modifiant le Code de procédure civile concernant la saisie des gages et salaires.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 12 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter⁵.

Brossard

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 148 constituant en corporation de ville la municipalité de la paroisse de Laprairie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commissions scolaires de Shawinigan

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 concernant les commissaires de la municipalité de Shawinigan-Sud et de la cité de Shawinigan Falls soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Laval

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 188 concernant la corporation du comté de Laval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Larissa Development Corporation

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 255 concernant une propriété de Larissa Development Corporation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Taxe de vente au Lac-Saint-Jean-Est

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 274 créant dans tout le territoire du comté Lac-Saint-Jean-Est provincial une

zone où sera imposée et perçue, au bénéfice dudit comté, une taxe spéciale dite taxe de vente soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Dorval

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 modifiant la charte de la cité de Dorval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Montréal-Nord

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 concernant la ville de Montréal-Nord soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Montréal-Sud

M. Ladouceur (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 modifiant la charte de la ville de Montréal-Sud soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 modifiant la charte de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Laval-Ouest

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 200 modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Sainte-Foy

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 220 modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Anjou et BP Canada Ltd.

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 229 concernant la ville d'Anjou et BP Canada Limited et divers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Saint-Michel

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 242 modifiant la charte de la cité de Saint-Michel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Sherbrooke

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 251 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Saint-Émilien

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 261 agrandissant le territoire de la municipalité du village de Saint-Émilien soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 262 modifiant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Mont-Royal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 265 modifiant la charte de la ville de Mont-Royal et abolissant certaines restrictions soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Trois-Rivières

M. Roy (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 275 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Taxe de vente dans Chicoutimi et Jonquière-Kénogami

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 276 établissant, dans les comtés de Chicoutimi et Jonquière-Kénogami, une zone où sera imposée et perçue une taxe de vente soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Subsides:

Budget des dépenses 1958-1959

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)⁶

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil

(Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions cinq cent cinquante-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Études et travaux sur rivières (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Levesque (Bonaventure) cite des paroles que prononçait le premier ministre Duplessis à Rimouski pour promettre d'aider la Gaspésie qui avait été trop longtemps négligée. La distribution de l'électricité, dit-il, est connexe à l'industrialisation. Ce fut toujours la politique du présent gouvernement de décentraliser l'industrie pour assurer la vente des produits agricoles.

La décentralisation de l'industrie, que prêche si souvent le premier ministre lui-même, ne peut être obtenue que par deux conditions: 1. il faut du pouvoir électrique en quantité suffisante; et, 2. il faut que le prix de ce courant soit compétitif. À l'heure actuelle, la Gaspésie peut difficilement attirer des industries importantes parce que l'électricité y est trop rare et trop chère. Pour attirer l'industrie dans ce coin du Québec, il faudrait que le gouvernement y dirige une plus grande quantité d'électricité et que celle-ci soit vendue à des taux raisonnables.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a une troisième condition: c'est celle du transport.

M. Levesque (Bonaventure): Relativement à la première condition, j'admets que le gouvernement provincial a fait un effort pour fournir de l'électricité à la Gaspésie, mais on n'atteint toujours pas la quantité nécessaire dans plusieurs endroits. Dans mon propre comté, le fluide ne circule pas encore en quantité suffisante. L'électricité est en majeure partie fournie par diesel aux 5,300 clients de la coopérative locale, parmi lesquels 500 ont été recrutés en 1957. Actuellement, la coopérative d'électricité de Bonaventure vend environ 3,000 chevaux-vapeur seulement, mais dans sept ou huit ans, il lui en faudra au moins 10,000. C'est la situation chez nous et, dans les conditions actuelles, nous ne pouvons pas attirer les industriels. Le

volume est inadéquat pour intéresser l'industrie, et le prix n'est assurément pas compétitif. Il en coûte \$20 le cheval-vapeur à Montréal, par rapport à \$80 dans mon propre comté.

Je suggère donc que le gouvernement construise une ligne de transmission en travers de la péninsule gaspésienne, à partir du lac Sainte-Anne, où passe la ligne primaire venant des Boules, comté de Matane, pour conduire jusqu'à la Baie-des-Chaleurs le courant produit sur la Côte-Nord et transmis par câbles sous-marins au relais des Boules sur la rive sud.

Quant au prix, je suggère que l'Hydro-Québec établisse un système d'uniformisation des taux à travers toute la province, afin que le prix trop élevé de l'électricité n'empêche pas les industriels d'aller s'établir dans des endroits éloignés qui ont besoin d'industries, et où il y a pourtant d'abondantes ressources naturelles à mettre en valeur.

Dans l'intérêt de la province, nous devons nous efforcer de faciliter la décentralisation de l'industrie. Or, ces deux mesures favoriseraient la décentralisation industrielle et provoqueraient un renouveau économique dans le comté de Bonaventure.

La Gaspésie devrait avoir sa part. La chose doit être possible. L'électricité à bon marché est à la base du progrès général d'un pays ou d'une province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je me suis toujours prononcé en faveur de la décentralisation de l'industrie et du développement plus accéléré des régions qui avaient toujours été négligées dans le passé. J'ai à cœur l'industrialisation de la Gaspésie.

Dans Bonaventure, le gouvernement a fait beaucoup au point de vue électrique et il convient de se souvenir que la première compagnie distributrice d'électricité a été établie dans ce comté par la compagnie Chaleurs Bay.

Comme il n'y a pas en Gaspésie de sources d'électricité qui soient assez fortes pour subvenir à la demande, le gouvernement a fait installer sous le Saint-Laurent, par l'Hydro, les câbles sous-marins les plus longs du monde, 31 milles de longueur, pour transporter jusqu'en Gaspésie le courant électrique produit par la centrale de la rivière Bersimis sur la Côte-Nord. Cette facilité nouvelle a permis l'exploitation des importants gisements de cuivre de Murdochville. Le gouvernement a, par surcroît, dépensé \$1,000,000 pour établir une ligne de distribution.

Le député de Bonaventure a raison de réclamer plus d'électricité pour son comté, mais ruiner l'Hydro ne servira personne. Si l'électricité est un important facteur de promotion industrielle, les facilités de transport en sont un autre. Avant de s'établir en un endroit, tout industriel doit se demander si l'accès au marché lui est facile et les communications appropriées: même s'il y avait beaucoup de courant électrique dans un certain endroit, si cet endroit est trop éloigné, l'industrie n'ira pas là.

La Gaspésie ne répond pas toujours à toutes ces conditions. Et s'il y a place dans le comté de Bonaventure pour certaines petites industries locales qui, j'en suis convaincu, peuvent s'adapter à l'économie et à la géographie de la péninsule gaspésienne, je doute que de grosses entreprises aillent dépenser des millions là-bas. Néanmoins, si une industrie veut s'établir en Gaspésie, le gouvernement prendra les moyens de lui fournir l'énergie électrique. De petites industries pourraient y être exploitées avec profit.

Relativement à l'uniformisation des taux de l'Hydro, on ne peut pas régler un problème en creusant un précipice. Actuellement, l'Hydro vend de l'électricité au prix coûtant sur la rive sud et le gouvernement est disposé à fournir de l'électricité partout où ce sera possible économiquement.

M. Levesque (Bonaventure): Je regrette que le premier ministre soit aussi pessimiste sur l'avenir de la Gaspésie, à cause de son éloignement des grands centres et du manque de communications faciles. Pourtant, de l'autre côté de la Baie-des-Chaleurs, au Nouveau-Brunswick, il y a des usines importantes qui font vivre toute une population et qui sont dans les mêmes conditions que celles dans lesquelles seraient les industries qui pourraient s'établir en Gaspésie. Pourtant, sur la rive québécoise, l'électricité se fait rare et dispendieuse. S'il faut prendre pour acquis qu'il n'est pas possible d'avoir des industries dans la péninsule, s'il faut désespérer de l'avenir économique de la Gaspésie à cause de son éloignement des grands centres, autant conseiller à la population de faire ses paquets et de déménager ailleurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais prétendu qu'il est impossible d'avoir des industries en Gaspésie. Le gouvernement actuel a montré qu'il avait confiance dans l'avenir de la Gaspésie, y compris Bonaventure, en investissant dans cette région des millions et des millions pour

assurer ses progrès économiques et permettre son électrification. Mais, pour que l'industrie y aille, à mon avis, il faut le consentement des bailleurs de fonds, et les industriels n'iront là-bas que s'ils sont capables de soutenir la concurrence avec des industries semblables établies ailleurs. Les marchés éloignés et les coûts élevés de transport n'offrent pas une position concurrentielle pour ces industries. Parfois, même une fraction d'un cent devient importante.

La théorie selon laquelle l'Hydro-Québec, en tant que société d'État, doit rendre son électricité disponible à un taux uniforme n'a aucun sens. Plusieurs des projets de l'Hydro ne rapportent aucun profit, et tous les profits sont réinvestis dans son expansion.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'approuve le plan d'uniformisation des taux de l'Hydro proposé par le député de Bonaventure.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas possible.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On ne peut préconiser l'électrification d'une région, sans prendre les moyens d'obtenir et de justifier cette électrification. Le premier ministre prétend qu'il favorise l'électrification, mais il se déclare opposé à l'uniformisation des taux, qui est le meilleur moyen d'attirer en Gaspésie de nouvelles industries qui justifieraient l'électrification. Le gouvernement devrait appliquer les \$36,000,000 de surplus de l'Hydro, en 1956, à une réduction des taux dans les endroits éloignés. Il y a sûrement moyen de faire quelque chose pour la Gaspésie. Celle-ci a l'immensité d'un royaume. On y a déjà fait des découvertes minières. D'autres seront peut-être faites dans l'avenir. Mais aura-t-on de l'électricité à offrir à de nouvelles industries? La région est dépourvue de ressources hydrauliques, mais rien ne nous empêche de combler cette lacune. En dépit de ce que prétend le premier ministre, il serait parfaitement possible pour l'Hydro-Québec d'uniformiser ses taux à travers la province.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Une industrie, qui avait envisagé de s'installer à Sherbrooke, a maintenant décidé de construire à Saint-Hyacinthe, parce qu'elle faisait ainsi un gain de ½ % par caisse de produits laitiers en frais de transport vers le marché montréalais. Pour ce qui est de l'exploitation des ressources naturelles, dont le

député de Bonaventure nous dit qu'elles constituent la richesse de la Gaspésie, l'Hydro discutera du problème avec chaque industrie, comme elle l'a fait en Abitibi et même avec la Gaspé Copper Mine, dans la péninsule gaspésienne.

Le problème ne réside pas dans le fait qu'il n'y a pas d'électricité disponible pour la Baie-des-Chaleurs, mais bien dans le fait qu'on ne demande pas d'électricité. Si une industrie importante veut s'établir dans Bonaventure, elle n'a qu'à faire connaître ses besoins à l'Hydro, qui signera avec elle un contrat. On prendra les mesures pour lui fournir toute l'électricité nécessaire. Présentement, l'Hydro-Québec discute avec la coopérative de Bonaventure et pourra bientôt lui fournir de l'électricité.

On a parlé des surplus de l'Hydro. Ceux-ci sont employés uniquement à soutenir son expansion. Je crois pouvoir affirmer que l'administration de l'Hydro coûte moins cher que celle de toute compagnie dans la province. Il n'est pas une entreprise dans le Québec qui soit administrée de façon plus économique.

On peut prendre toute la mesure de cette expansion, lorsqu'on compare avec l'époque où l'Union nationale a pris le pouvoir. En 1944, on ne comptait que 13 génératrices ou unités de production à la centrale de Beauharnois; On en compte actuellement 26. Il y en aura bientôt 37⁷, soit lorsque sera terminée la troisième section. Ce sera alors la plus grosse installation du genre au monde. D'ici deux ans⁸, l'actif global de l'Hydro-Québec sera de 4,701,000 chevaux-vapeur avec ses entreprises de Beauharnois, de Bersimis et de Manicouagan. Cet actif n'était que de 1,300,000 chevaux-vapeur en 1944. Un tel progrès ne peut être lié qu'au progrès de la province elle-même.

M. Levesque (Bonaventure): Ce que je voulais préconiser, quand j'ai parlé tout à l'heure, c'est qu'on donne chance égale au point de vue électricité aux régions éloignées. Je voulais un prix rencontrant les exigences de la concurrence, afin que les industriels des endroits éloignés soient sur un pied d'égalité avec ceux des plus grands centres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça fait des années que nous faisons cela. Grâce à la politique du gouvernement actuel, l'électrification a pénétré partout, en Gaspésie. Cette politique a aussi permis l'expansion fantastique de Baie-Comeau, où la Canadian British Aluminum Company a fait l'un des plus gros investissements de capitaux anglais au monde. Ça été le cas aussi de Murdochville. Nos

réalisations en Gaspésie prouvent de façon irréfutable que nous sommes toujours heureux de collaborer à son progrès et d'y faciliter tous les développements. Nous coopérons au développement de toutes les régions.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Des rumeurs veulent que l'industrie de l'automobile songe à se décentraliser et à établir une usine à Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non seulement à Montréal, mais également à Trois-Rivières où s'installera bientôt une usine de la société Mack Truck.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl) a inscrit à l'ordre du jour une question pour laquelle il n'a pas encore obtenu de réponse. Cette question est la suivante: "Le gouvernement a-t-il remboursé à l'Hydro-Québec la somme de \$4,000,000 qu'il lui devait encore à la date du 31 mars 1957, à titre de solde sur le prêt de \$21,000,000 qu'il avait obtenu de cette société de la couronne au cours de l'année fiscale 1956-1957?" Le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Bourque) serait-il en mesure de répondre à cette question⁹?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne suis pas au courant si le solde en question a été remboursé. Je ne puis connaître tous les détails de l'administration.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est ce que nous prétendons. Le qualificatif de "détail" appliqué à un montant de \$4,000,000 me semble un peu osé.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le gouvernement a remboursé en entier le prêt.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si le premier ministre avait laissé parler son collègue, au lieu de se lever pour répondre lui-même, nous aurions eu la réponse beaucoup plus vite.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La province n'a pas emprunté un cent de l'Hydro. Voilà ce qui s'est produit: à un moment donné, l'Hydro avait emprunté \$50,000,000 pour payer les travaux en cours à la Bersimis.

Une partie de cet argent devait servir à payer des montants dont l'échéance n'était pas encore

arrivée. Plutôt que de laisser dormir l'argent, elle a acheté tout simplement des débiteurs de la province pour le montant de \$21,000,000. Elle a perçu un intérêt sur ce montant. Ainsi, les fonds ne sont pas restés improductifs. Il ne s'agit pas d'un emprunt fait par nous, mais d'un service que la province a rendu à l'Hydro.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) sourit.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quelles sont les causes de la panne d'électricité qui s'est produite à Montréal, il y a environ deux semaines¹⁰?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le gérant général de l'Hydro, M. Léo Roy, m'a communiqué un rapport à ce sujet. J'y ai appris qu'à la suite d'un surplus momentané de consommation sur le réseau de Montréal, la charge imposée au relais de transmission de l'électricité de la Bersimis à la métropole a été tellement forte que les mécanismes de protection automatique sont entrés en fonctionnement le long des lignes de transmission au "Bout de l'Île".

Une importante source d'alimentation se trouvait alors momentanément paralysée et les autres ne pouvaient suffire à la tâche. Ce phénomène se produit lorsque, par exemple, deux hommes lèvent ensemble un poids de 400 livres et que l'un d'eux perd connaissance une fois le poids rendu en haut: l'autre ne peut tenir bien longtemps. Il a donc fallu, dans le cas de Montréal, synchroniser de nouveau les diverses génératrices pour rétablir graduellement le courant.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Y a-t-il eu des dommages matériels causés à l'Hydro?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Aucun, sauf la perte de courant occasionnée par l'arrêt momentané des génératrices. Mais il est arrivé, malheureusement, que le préposé en charge à la sous-station du Bout de l'Île à Montréal a été tellement affecté par cette interruption de courant qu'il a succombé à une syncope.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Sommes-nous exposés à ce que des choses semblables se répètent à l'avenir?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Des pannes de ce genre ne peuvent survenir qu'une fois en 40 ans. Des pannes semblables se sont déjà produites en Ontario et à New York.

Dans le cas de Montréal, l'interruption peut s'expliquer par la forte demande d'électricité du temps des Fêtes, à laquelle s'est ajouté le fait qu'un début de congélation de l'eau, occasionnée par un froid rigoureux, a entraîné un déficit d'énergie à la centrale de Beauharnois.

Il a fallu trop demander à celle de la Bersimis, ce qui a provoqué la panne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'opposition ne faisait du mal qu'une fois tous les 40 ans, ce serait déjà une amélioration énorme.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Divers travaux de construction, réparations de barrages (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Des députés de l'opposition posent des questions au sujet de ce montant.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il faut reconstruire les barrages Gouin, Allard, Mercier, etc.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce sont tous des barrages portant de beaux noms libéraux!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il faut se rappeler que, lors de la construction de ces barrages, on ne possédait pas les avantages techniques et autres que l'on connaît aujourd'hui. Plus tard, sous un autre gouvernement, il sera probablement facile de dire: nous avons développé à tel endroit 5,000,000 de chevaux-vapeur, alors que l'Union nationale n'en avait développés que 4,000,000. Je trouve enfantine cette façon du premier ministre de faire des comparaisons. Les barrages construits par les libéraux étaient des œuvres durables.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parce que nous les avons renforcés.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose une question à propos de la consommation de poissons dans la province de Québec.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): La population de la province de Québec ne consomme qu'environ 12 livres de poisson par tête, chaque année. Ce n'est évidemment pas assez. Mais même à ce pourcentage, la consommation accuse un progrès sensible puisqu'il y a quelques années seulement, on ne mangeait que huit livres de poisson chaque année par tête.

Soixante-quinze pour cent de nos pêcheries maritimes servent à l'exportation et l'autre partie, soit 25 %, est vendue et consommée au Canada. Je suis d'accord avec le chef de l'opposition lorsqu'il dit que le développement des marchés domestiques est un des handicaps de l'industrie et l'un des obstacles à l'augmentation de la consommation de notre poisson, dont la qualité ne le cède à aucune autre, c'est l'hiver. La pêche est presque paralysée durant les mois d'hiver, dû au manque d'installations portuaires hivernales.

En d'autres termes, cette industrie est saisonnière, et il s'avère dès lors difficile d'avoir des marchés réguliers. Les industries de la pêche de la Colombie britannique et des Maritimes ont le dessus parce qu'elles sont actives à l'année longue. Certains gros détaillants nous ont offert de vendre uniquement du poisson du Québec, à la condition qu'on puisse leur garantir des approvisionnements 12 mois par année. La chose n'est cependant pas réalisable à l'heure actuelle parce que les ports de la péninsule de Gaspé ne continuent pas leurs opérations durant l'hiver.

Mon ministère ne néglige rien pour faire à notre poisson une propagande appropriée, par l'entremise de pamphlets, de conférences, de démonstrations d'art culinaire, d'informations dédiées aux familles, etc.

(Il fait remettre à chacun des députés une brochure sur les divers usages du poisson pour la préparation de plats.)

La propagande du ministère à cet égard est envoyée en France, en Italie et au Portugal, qui sont les principaux clients de la province de Québec. S'il y a moyen d'intensifier cette propagande, on le fera.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le ministre des Pêcheries ne consacre que \$10,000 par année à la propagande sur la consommation du poisson?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Une grande partie du travail publicitaire se fait gratuitement. Les publications du gouvernement et le travail de mon personnel ont fait l'objet de nombreuses louanges à plus d'un endroit.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

7. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Inspection, protection et service technique (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Thérberge (Chambly): Le ministre des Pêcheries (l'honorable M. Pouliot) a-t-il des précisions à apporter sur le supposé monstre marin aperçu par plusieurs habitants du village de Saint-Éleuthère de Kamouraska¹¹, situé en bordure du lac Pohénégamook? Il pourrait s'agir d'une bête de 15 à 20 pieds de longueur. Du moins, c'est ce que j'ai entendu dire.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Mon département n'a pu établir avec certitude la nature du monstre du lac Pohénégamook. J'ai reçu plusieurs commentaires, demandes d'informations et même de nombreuses plaintes au sujet de cette créature fantastique. On nous écrivait que les gens n'osaient plus se promener en chaloupe sur le lac, de peur d'être happés par le monstre. On parlait aussi de la présence d'un autre poisson étrange aux dimensions singulières dans la rivière Verte, dans le voisinage de ce lac.

Nous avons envoyé des experts sur les lieux pour faire enquête. Or, dans le cas de la rivière Verte, on nous a dit qu'il s'agissait tout simplement d'un saumon qui avait réussi à remonter jusque-là. Quant au monstre du lac Pohénégamook, il est resté caché pendant tout le temps que nos experts ont été sur les lieux pour chercher à le dépister.

Les biologistes ont recueilli des informations en provenance de diverses sources et ont rapporté qu'il y a sans aucun doute dans le lac une chose vivante de grande taille, probablement un esturgeon. Des gens prétendent que des pêcheurs l'auraient transporté dans une chaudière, il y a une cinquantaine d'années, qu'ils l'auraient échappé, qu'il aurait grandi dans le lac et atteint des proportions anormales. La présence d'un esturgeon géant dans le lac serait exceptionnelle, mais il est possible que le fretin pris dans le fleuve Saint-Laurent ait été porté dans le lac par des pêcheurs.

À tout événement, que le monstre ait existé ou non, il a servi à une publicité qui a été loin d'être défavorable à Saint-Éleuthère et à sa région. Les rapports publiés faisant état de la présence d'une bête dans le lac ont provoqué là-bas un afflux de touristes. Inutile de dire que les villageois en étaient ravis. Des photographes ont fait inutilement le guet pendant des semaines essayant de photographier ce soi-disant monstre, mais la bête a bien pris soin de ne pas se laisser apercevoir.

M. Thérberge (Chambly): C'est la première fois que j'entends parler du transport d'esturgeons dans une rivière, mais je prends la parole du ministre.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

10. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Assistance aux pêcheurs et à l'industrie (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Mon ministère accorde des subventions correspondant à un quart ou un cinquième des fonds investis dans l'industrie. Ainsi, les Pêcheurs Unis, pour leur usine de Gaspé, qui a coûté \$500,000, reçoivent \$35,000 par année pendant trois ans.

Il cite parmi les autres bénéficiaires d'octrois: St. Lawrence Sea Products (\$50,000); Robin, Jones and Whiman (\$35,000) pour leur établissement de Paspébiac; Association des pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine; Syndicat des pêcheurs de l'Anse-au-Griffon.

Le commerce du poisson est rempli de difficultés. Ainsi, il y a quelques mois, nos pêcheurs avaient des commandes d'Italie s'élevant à \$600,000, mais on n'a pu expédier vers le marché italien que pour \$75,000 de marchandises parce que nous n'avions pas exactement le produit demandé.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quelle est la nature des subventions de \$20, \$25 ou \$50 accordées à des pêcheurs?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): On les accorde aux pêcheurs qui construisent leur barque. On donne \$4 ou \$5 autant de fois que la barque compte de pieds de longueur. Une condition est fixée: que le pêcheur capture une certaine quantité de poisson dans l'année.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

12. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subdivisions (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Biologie (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la séance soit suspendue à 8 heures.

La résolution est adoptée.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux¹².

Reprise de la séance à 8 heures

Budget des dépenses 1958-1959

En comité:

Présidence de M. Bertrand (Missisquoi)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

14. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles de pêcheries (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subsides à des compagnies de navigation (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Constructions diverses (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Lapalme (Montréal-Outremont)¹³: (Au moment où doit commencer le programme télévisé de la convention libérale fédérale à Ottawa, à l'intention du premier ministre) C'est le temps d'aller voir qui sera élu chef du Parti libéral canadien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La question peut intéresser plus le chef de l'opposition que moi-même.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): (Vers 9 h 05, sur un ton badin) Je pense que le premier ministre sera sûrement intéressé d'apprendre que d'après mes renseignements, M. Lester B. Pearson vient d'être choisi par le congrès libéral pour succéder à M. Saint-Laurent¹⁴. Il va parler à la télévision¹⁵!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

(Sur le même ton) Est-ce que ça fait l'affaire du chef de l'opposition?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cela ne m'intéresse pas, de toute façon.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Eh bien, moi non plus. Les conventions des autres ne m'intéressent pas du tout!

M. Lapalme (Montréal-Outremont) (Un peu plus tard) fait part au premier ministre du résultat détaillé du vote¹⁶.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'espère qu'à la convention du mois de mars, le député de Montréal-Outremont (M. Lapalme) aura raison d'être dans la joie, au même degré que M. Pearson à Ottawa ce soir¹⁷.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce que vient de dire le premier ministre ne m'aide pas¹⁸...

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

M. Taschereau a toujours dit¹⁹ que j'étais son chef de l'opposition préféré. Pourtant, cela ne m'a pas nui dans ma carrière.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

19. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Brown (Brome) discute les crédits du secrétariat provincial²⁰.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

20. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Imprimeur de la reine (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent soixante-dix mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Musées, Archives et services culturels divers (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Brown (Brome): On devrait créer d'autres petits musées en dehors des grands centres, en plus de ceux qui existent à Cap Rouge, Lacolle et Arthabaska. On devrait encourager également les musées privés.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Le gouvernement du Québec fait tout son possible pour propager la culture aux quatre coins de la province, mais certaines institutions comme certaines activités ne sont possibles que dans quelques grands centres. Il en est ainsi des musées, des constructions dispendieuses destinées à la protection des collections artistiques qu'elles hébergent, aussi des conservatoires de musique, qui ne peuvent s'établir que là où il y a un approvisionnement approprié pour tous les instruments.

M. Brown (Brome): Est-ce que le gouvernement provincial a toujours la garde des trésors polonais? (au Musée de la province, sur les plaines d'Abraham)²¹?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les trésors polonais sont toujours sous notre surveillance et je puis dire que si ce n'eût été de l'action du présent gouvernement, ces œuvres d'art seraient rendues dans la Pologne communiste aujourd'hui.

M. Brown (Brome): Est-ce toujours aussi périlleux de garder ces trésors? Le gouvernement a-t-il finalement eu raison des communistes qui, selon les journaux d'il y a quelques années, menaçaient le trésor? Les autorités provinciales ont, un jour, ordonné le silence à la police et les communistes étaient censés avoir creusé un tunnel sous le Cap Diamant pour aller s'emparer des trésors²². On a dû s'en débarrasser pour vrai, puisque, depuis le début des années cinquante, on ne fait aucune référence à eux en relation avec ces trésors.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

(Avec une mauvaise humeur manifeste) Le député ne semble pas être conscient de tout le sérieux de la question. Je suis en mesure d'être au courant des menaces et, dans certains cas, des offres faites pour récupérer les trésors. Le gouvernement n'a pas l'intention de céder aux pressions, ni même aux menaces. En plus, du fait qu'ils ont intrinsèquement une extrême valeur, les trésors ont aussi un caractère religieux qui augmente encore cette valeur, chose qui ne semble pas intéresser le député de Brome. Ces

trésors ont été confiés au gouvernement par des patriotes polonais et jamais, au grand jamais, ils ne seront remis au gouvernement communiste de Varsovie, à moins d'un ordre formel en ce sens de leurs vrais propriétaires. Plusieurs efforts ont été faits pour organiser le retour des trésors en Pologne, parfois par des individus de bonne foi, mais toutes ces tentatives ont été vaines.

Des représentants du gouvernement polonais ont découvert que les trésors étaient entre les mains des sœurs de l'Hôtel-Dieu de Québec à qui ils avaient été confiés. À l'époque, le gouvernement polonais a déposé une plainte au gouvernement d'Ottawa. Par la suite, la GRC a contacté à plusieurs reprises les sœurs, les harcelant pour tenter de les convaincre de retourner les trésors au gouvernement polonais.

Certaines gens font inconsciemment le jeu des communistes. Après que les religieuses se furent plaintes qu'elles étaient l'objet de telles tracasseries et des menaces du consul communiste, à Ottawa, qui avait choisi comme avocat, à Québec, Me Élysée Thériault, c.r., conseiller législatif (libéral, de Kennebec), ce grand patriote, le gouvernement a pris sous sa protection cette précieuse collection.

Les trésors ont alors été enfermés dans une voûte du musée provincial, où ils sont sous la protection constante de la Sûreté. Ils continueront de l'être, sous la sauvegarde du gouvernement, en dépit des démarches directes ou indirectes que peuvent faire les communistes ou leurs agents.

Et ce n'est pas ce qu'on pense en certains milieux qui changera d'un iota la politique du gouvernement à ce sujet. Ils sont encore au musée, ces trésors, en bonne condition, et ils vont y rester, sous la garde du gouvernement de la province de Québec. Ni les menaces, ni les promesses ne me feront changer d'avis.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'attire l'attention du secrétaire et registraire (l'honorable M. Prévost) sur la nécessité qu'il y a d'aider le Musée des beaux-arts de Montréal, qui est une institution privée, mais qui possède des collections d'un prix inestimable et qui se dévoue à l'enseignement des beaux-arts.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): J'ai reçu une demande d'octroi au total de \$65,000 pour renouveler le système de chauffage et j'ai demandé à M. Gérard Morisset, directeur du musée de la province, de faire enquête et de me présenter un rapport.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Est-ce qu'une somme de \$6,500 pour fins d'astronomie a été utilisée pour surveiller des spoutniks?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'était pour vérifier s'il y avait de la vie sur la lune. C'est inutile, car la meilleure façon de voir s'il y a des gens dans la lune, c'est de visiter l'Assemblée législative.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
23. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre-vingt-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enseignement des beaux-arts et de la musique (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je profite de l'étude des crédits pour le Conservatoire de musique pour exprimer l'appréciation et la gratitude de la province à l'endroit de M. Wilfrid Pelletier, directeur du Conservatoire, un grand musicien et un directeur de réputation internationale, qui a fait un travail remarquable au nom des artistes du Québec.

Il a découvert, financé et encouragé plusieurs jeunes artistes de talent, et il n'a jamais manqué de jugement.

Parmi ceux qu'il a aidés ainsi, il mentionne le ténor Richard Verreault.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Le nombre des élèves du Conservatoire augmente constamment et d'année en année, il faut ouvrir de nouveaux studios.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
24. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enseignement postsecondaire (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Concours

artistiques (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction d'une École des beaux-arts à Québec (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il y a quatre ans, le gouvernement a acquis la propriété du général Tremblay²³, coin Belvédère et Saint-Cyrille (à Québec), pour construire une École des beaux-arts.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Actuellement, nous utilisons cet édifice pour les cours de dessin qui se donnent aux jeunes. Il doit y avoir une couple de cents élèves.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce là qu'on va construire l'École des beaux-arts?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a deux projets à l'étude pour la construction d'une nouvelle école des beaux-arts, dont on parle depuis deux ou trois ans. L'édifice a été acheté pour permettre la construction de la future École des beaux-arts.

Il y a, outre l'édifice actuel, un terrain qui permettrait de construire un vaste projet. On pourrait donc conserver la maison et construire tout de même l'immeuble projeté.

Mais il y a aussi un autre projet. Des gens voudraient que nous placions l'École des beaux-arts sur le terrain de la cité universitaire. Le projet est encore à l'étude: il va falloir le mûrir davantage²⁴.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Petite-Rivière

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Cloutier), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de la Petite-Rivière, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville de la Petite-Rivière, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Questions et réponses:

Emprunt remboursé à Hydro-Québec

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le gouvernement a-t-il remboursé à l'Hydro-Québec la somme de \$4,000,000 qu'il lui devait encore à la date du 31 mars 1957, à titre de balance sur le prêt de \$21,000,000 qu'il avait obtenu de cette société de la couronne au cours de l'année fiscale 1956-1957?

2. Dans l'affirmative, à quelle date?

L'honorable M. Gagnon (Matane): 1. et 2. Le 15 avril 1957 a été remboursée à Hydro-Québec ladite somme de \$4,000,000 avec laquelle Hydro-Québec avait acheté des bons du Trésor de la province, afin de placer ses fonds disponibles.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Il s'agit du bill 151, loi modifiant l'article 599 du Code de procédure civile (19 George V, chapitre 94) adopté effectivement lors de la session de 1929 et sanctionné le 4 avril 1929.
2. Le premier ministre évoque le bill 76, loi concernant la libération de certains débiteurs (2 George VI, chapitre 90), adopté au cours de la session de 1938 et sanctionné le 12 avril 1938.
3. Cette loi, c'est le bill 54, loi concernant les ventes à tempérament (11 George VI, chapitre 73), adopté pendant la session de 1947 et sanctionné le 10 mai 1947.
4. Le gouvernement, indique *La Presse* du 17 janvier 1958, à la page 32, a notamment reçu les suggestions du Barreau, des chambres de commerce, des syndicats ouvriers et des associations de crédit.
5. Ce débat sur le bill 12, écrit *Le Nouvelliste* du 17 janvier 1958, à la page 2, a duré à peine une demi-heure.
6. Les sources ne précisent pas si le député de Bagot agit bel et bien à titre de président, mais nous supposons qu'il remplit ce rôle, puisqu'il préside tous les autres comités pléniers de la séance.
7. *Le Temps* du 22 janvier 1958, à la page 3, avance plutôt le chiffre de 36.
8. Le *Montréal-Matin* du 17 janvier 1958, à la page 5, et *Le Temps* du 22 janvier 1958, à la page 3, parlent cependant de trois ans. *The Quebec Chronicle Telegraph* du 17 janvier 1958, à la page 2, propose toutefois une version semblable à celle du *Soleil*, que nous avons retenue dans le texte reconstitué.
9. Selon le *Journal de l'Assemblée* du 16 janvier 1958, cette question a été répondue à la fin de la séance par le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon). Nous reproduisons cette question et réponse plus loin dans ce texte.
10. Cette panne s'est produite à 17 h 19, le lundi 6 janvier 1958. Le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl) y a fait allusion lors d'une question posée en Chambre à la séance du 8 janvier précédent.
11. Le député de Chambly, note *L'Action catholique* du 18 janvier 1958, à la page 9, est lui-même originaire de Saint-Éleuthère de Kamouraska, village situé dans le comté du même nom.
12. D'après le *Montréal-Matin* du 17 janvier 1958, à la page 5, la suspension des travaux de la séance se serait produite au cours de l'étude des crédits du ministère des Pêcheries, puisque le quotidien écrit que cette étude s'est poursuivie en soirée. En page 2, un journaliste note que les députés de l'opposition dissimulaient mal leur "désappointement" lorsqu'à 6 heures le premier ministre a proposé que la séance soit suspendue à 8 heures. Ces députés envisageaient de suivre devant le téléviseur le discours du nouveau chef du Parti libéral du Canada. C'est en effet ce jour-là, lors de sa convention, que le Parti libéral canadien procédait à l'élection de son chef, afin de remplacer l'ex-premier ministre devenu chef de l'opposition, Louis-Stephen Saint-Laurent. Quant à la suspension des travaux, *Le Devoir* du 20 janvier 1958, à la page 2, affirme que M. Lapalme a donné son accord à ce que la Chambre siège jeudi soir. "Je n'aime pas les semaines de trois jours", aurait-il déclaré, partageant en cela l'avis du premier ministre.
13. Le *Montréal-Matin* du 17 janvier 1958, à la page 2, situe les échanges suivants sur le congrès plénier du Parti libéral du Canada pendant l'étude des crédits du secrétaire de la province. Nous ne pouvons cependant confirmer qu'ils surviennent au début de l'examen de ces derniers. Au moment où M. Lapalme se lève, il est environ 9 heures, selon *Le Soleil* du 17 janvier 1958, à la page 3. Entre 8 heures et 9 heures, écrit *Le Nouvelliste* du 17 janvier 1958, à la page 1, "ce fut un va-et-vient continué parmi les députés présents: inutile de dire qu'il y en avait beaucoup d'absents des deux côtés de la Chambre". D'après le quotidien de Trois-Rivières, le premier ministre lui-même se serait levé à deux ou trois reprises, le chef de l'opposition lui lançant, "pas encore!".
14. Se disputaient le titre de chef du Parti libéral du Canada, en plus de l'ex-ministre des Affaires étrangères membre du cabinet Saint-Laurent, Leaster B. Pearson, vainqueur avec 1,074 voix, l'ex-ministre de la Santé dans le même cabinet, Paul Martin (305 voix), et Lloyd Henderson (1 voix). Selon *The Quebec Chronicle Telegraph* du 17 janvier 1958, à la page 3, le chef de l'opposition lirait à ce moment un billet qu'on lui aurait remis. Juste avant son

intervention, selon le *Montréal-Matin* du 17 janvier 1958, à la page 2, des feuillets annonçant les résultats du vote auraient commencé à circuler. *Le Nouvelliste* du 17 janvier 1958, à la page 1, déclare plutôt que c'est le député de Champlain (M. Bellemare) qui, peu après 9 heures, serait venu porter un billet à M. Duplessis lui confirmant le choix de M. Pearson comme nouveau chef du parti libéral. *Le Devoir* du 20 janvier 1958, à la page 2, appuie cette version, déclarant que sept députés de l'Union nationale auraient regardé la télévision au bureau du président de la Chambre. Ils auraient été les premiers à apprendre la nouvelle de l'élection de M. Pearson et aurait envoyé M. Bellemare en Chambre, afin de l'annoncer au premier ministre et à leurs collègues.

15. *The Quebec Chronicle Telegraph* du 17 janvier 1958, à la page 3, rapporte que M. Lapalme aurait taquiné ainsi à quelques reprises le premier ministre, lui demandant s'il voulait écouter la télévision, que le temps était venu.

16. Le quotidien ajoute que lors de son intervention précédente, le chef de l'opposition ne connaissait que le nom du vainqueur. *The Quebec Chronicle Telegraph* du 17 janvier 1958, à la page 3, rapporte cependant une seule intervention de M. Lapalme, celle où, billet en main, il aurait annoncé les résultats détaillés du vote.

17. Le premier ministre songe évidemment au congrès des libéraux du Québec, qui doit se tenir à Québec les 21 et 22 mars 1958.

18. Le député de Montréal-Outremont (M. Lapalme) fait sans doute allusion au fait que le parti de M. Pearson se trouve dans l'opposition à Ottawa.

19. *L'Action catholique* du 17 janvier 1958, à la page 3, écrit plutôt "M. Taschereau a déjà dit".

20. À la suite de l'étude des crédits du secrétaire de la province, Pierre Laporte, dans *Le Devoir* du 20 janvier 1958, à la page 2, a qualifié le député de Brome (M. Brown) de "député le plus imperturbable de toute la Chambre", observant que "tous les députés souhaitaient qu'il en finisse au plus tôt avec le secrétaire de la province pour qu'ils aillent entendre M. Pearson à la télévision" et le félicitant de ne pas s'être laissé impressionner par la nervosité des députés.

21. *The Gazette* du 17 janvier 1958, à la page 1, explique que, durant la Deuxième Guerre mondiale,

les autorités religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec ont accepté de conserver les bijoux, tapisseries, vêtements en or massif utilisés lors du couronnement des anciens rois de Pologne et objets religieux constituant ce qu'on appelle les trésors polonais, et ce, afin de les préserver des envahisseurs. À la demande de ces autorités, les trésors ont été transportés de l'hôpital aux voûtes du Musée de la province à l'hiver 1947. *The Montreal Daily Star* du 17 janvier 1958, à la page 1, évalue leur valeur à \$50,000,000. Notons que, d'après *The Quebec Chronicle Telegraph* du 17 janvier 1958, à la page 3, la question des trésors polonais revient chaque année devant la Chambre à l'occasion des crédits du secrétaire de la province.

22. *Le Devoir* du 18 janvier 1958, à la page 3, précise qu'"on s'était finalement rendu compte qu'il s'agissait tout simplement d'un abri construit par des skieurs!".

23. Né à Chicoutimi en 1886, Thomas-Louis Tremblay fut le premier commandant à mener au front le tout nouveau 22e Régiment, à la bataille de Courcellette, en France, en septembre 1917. Promu général en 1918, il obtint de nombreuses décorations et distinctions pour héroïsme, y compris la Légion d'honneur française. Après la guerre, il retourna à la vie civile et pratiqua la profession d'ingénieur. Il reprit du service pendant la Deuxième Guerre mondiale avec le titre de major-inspecteur général pour l'Est du Canada. Il fut aussi, à titre honorifique, colonel du 22e Régiment de 1931 jusqu'à sa mort, en 1951.

24. Cette déclaration sur l'état d'avancement du projet est attribuée au député de Montmorency (l'honorable M. Prévost) par *L'Événement* du 17 janvier 1958, à la page 1.

Séance du mardi 21 janvier 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 234 concernant le Centre de psychologie et de pédagogie;
- bill 258 modifiant la charte de la cité de Jonquière.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 217 modifiant la charte de la cité de Kénogami;
- bill 221 modifiant la charte de la cité de Hull.

Votre comité recommande de plus à votre honorable Chambre que le titre du bill 221, ci-dessus mentionné, modifiant la charte de la cité de Hull, soit changé en celui de "loi modifiant la charte de la cité de Hull et concernant la Commission des écoles catholiques de Hull".

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Centre de psychologie
et de pédagogie**

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 234 concernant le Centre de psychologie et de pédagogie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 234 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Jonquière**

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 258 modifiant la charte de la cité de Jonquière.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 258 sans l'amender.

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Kénogami**

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 217 modifiant la charte de la cité de Kénogami.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 217 sans l'amender.

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Hull

M. Johnston (Pontiac) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 221 modifiant la charte de la cité de Hull et concernant la Commission des écoles catholiques de Hull.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 221 sans l'amender.

M. Johnston (Pontiac) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des techniciens dentaires

M. Tremblay (Maisonneuve) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 99 modifiant la loi des techniciens dentaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission municipale de Québec

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 29 concernant la Commission municipale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill, dit-il, augmente de deux à trois le nombre des membres de la Commission municipale de Québec et permet au sous-ministre d'en faire partie d'office. Le ministère et la Commission sont appelés à travailler constamment en étroite collaboration, et je crois qu'il serait utile à la bonne administration que le sous-ministre siège dans cet organisme². Sa présence facilitera les choses.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): (Au premier ministre) Est-ce que la loi 29 a également pour but d'augmenter le salaire de M. Doucet?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il a plus d'ouvrage à faire, il est évident qu'il sera rémunéré en proportion, car c'est la politique du

gouvernement de l'Union nationale de rendre justice au mérite. Il est toujours heureux de le faire.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'ai déjà eu l'occasion de dire ce que je pense des excellents services que Me Doucet rend à la province. Je suis heureux que le sous-ministre soit appelé à recevoir une rémunération additionnelle pour ces services. Il m'est déjà arrivé de dire qu'il méritait plus que ce qu'il gagnait. Le sous-ministre est un de ces fonctionnaires qui auraient gagné beaucoup plus s'il avait travaillé pour le commerce et pour l'industrie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis le premier ministre de la province et, chaque jour, presque, je reçois à mon bureau des gens, présidents ou administrateurs de grandes sociétés commerciales ou industrielles, qui reçoivent trois fois au moins plus que ce que le premier ministre reçoit lui-même.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si le premier ministre veut se plaindre, peut-être que nous pourrions régler son cas!

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 29 sans l'amender.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 29 concernant la Commission municipale de Québec.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

Adopté. Ladite résolution est alors retirée.

Cours municipales

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 concernant la juridiction des Cours municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

En vertu de cette nouvelle mesure, explique-t-il, la Cour municipale d'une ville ou d'une cité pourra avoir dorénavant juridiction dans un rayon de 10 milles, au lieu de 5 milles. Cela évitera d'établir des Cours municipales dans les municipalités voisines régies par le Code municipal.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce que ça va se faire à la demande des municipalités?

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): La loi le dit. Ce sont les municipalités qui décident elles-mêmes de se placer ou non sous la juridiction de la Cour municipale de la ville ou de la cité située à 10 milles ou moins:

"le conseil d'une municipalité peut, par le vote affirmatif de la majorité de ses membres, adopter un règlement pour soumettre son territoire à la juridiction de la Cour municipale de toute autre municipalité située en totalité ou en partie dans un rayon de 10 mille de la première, dans les limites de laquelle telle Cour municipale existe..."

Le projet de loi no 30 a également pour but de faire disparaître une certaine contradiction qui existait entre deux articles de l'ancienne législation.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 30 sans l'amender.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 24 modifiant la loi de la Législature;
- bill 25 modifiant la loi des véhicules automobiles;
- bill 112 changeant le nom de famille de Henry James Hummell en celui de Richstone;
- bill 113 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire (protestante) de Longueuil, dans le comté de Chambly;
- bill 122 constituant en corporation le Collège de Jonquière;
- bill 126 concernant la succession de Marie Joseph Louis Léonce Léopold Rodier;
- bill 131 accordant certains pouvoirs à la corporation du comté de Jacques-Cartier;
- bill 145 concernant la ville de Bourlamaque;
- bill 157 concernant la protection du Lac des Piles en la municipalité de la paroisse de Sainte-Flore;
- bill 168 modifiant la charte de la ville de Pont-Viau;
- bill 192 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire;
- bill 193 concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Camille-de-Lellis (Bellechasse);
- bill 206 concernant les pouvoirs du Comité d'habitation de la L.O.C. de Montréal;
- bill 212 concernant Ville Saint-Pierre et Canadian Car Company Limited;
- bill 248 conférant certains pouvoirs à la corporation municipale de Saint-Joseph-de-Coleraine;
- bill 252 concernant l'Alliance des coopératives de consommation;
- bill 259 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Claude Maranda au nombre de ses membres.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 121 modifiant la charte de la cité de Joliette, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 2 est modifié dans le sous-article 95, aux troisième et quatrième lignes, en insérant après les mots "banques légalement constituées, soit" ce qui suit:

"en se conformant à l'article 7 de la loi des syndicats coopératifs de Québec,".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 154 modifiant la charte de la ville de Louiseville, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 4 est modifié:

a. en biffant le sous-article 11*a*;

b. le sous-article 11*b* devient 11*a*.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 185 concernant la Commission des écoles catholiques de LaSalle, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 5 est modifié:

a. en remplaçant, dans les sixième et septième lignes, les mots "mille cinq cents dollars (\$1,500)" par les mots "mille deux cents dollars (\$1,200)";

b. en remplaçant, dans la neuvième ligne, les mots "mille dollars (\$1,000)" par les mots "huit cents dollars (\$800)".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 230 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Beauharnois, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Ce qui suit est ajouté après l'article 3 comme article 4:

"4. Tout le territoire formé de l'ancienne municipalité de la paroisse de Saint-Clément de Beauharnois, comté de Beauharnois, tel qu'annexé à la cité de Beauharnois, et décrit à l'article 3 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 90, est détaché du territoire de la commission scolaire de Saint-Clément, comté de Beauharnois, et est annexé à la commission scolaire de la cité de Beauharnois, et ce, à compter du premier juillet 1958.

Le produit des taxes perçues des industries, présentes et futures, situées à l'est du canal de Beauharnois, dans les limites actuelles de la municipalité scolaire de Saint-Clément, sera partagé chaque année entre les deux commissions scolaires au *pro rata* du nombre d'enfants du territoire détaché et du territoire résiduaire de la municipalité scolaire de Saint-Clément, et ce, en conformité de l'article 285 de la loi de l'Instruction publique. Cette

entente vaudra pour une période de dix ans à compter du 1^{er} juillet 1958. Cependant, la part revenant à la commission scolaire de la cité de Beauharnois ne devra jamais être inférieure au montant qui aurait été obtenu d'après le taux et l'évaluation en vigueur dans la municipalité scolaire de Saint-Clément, pendant l'année scolaire 1957-1958.

Le partage de l'actif et du passif entre les deux commissions scolaires se fera conformément aux dispositions de l'article 78 de la loi de l'Instruction publique.";

Et l'article 4 devient l'article 5.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 232 concernant l'évaluation de certains biens immobiliers situés dans les limites du canton Langelier, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'annexe "A" est biffée.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 233 concernant l'évaluation de certains biens immobiliers situés dans les limites de la municipalité scolaire de Rivière-Croche, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en biffant, dans les trois dernières lignes, les mots:

"(Ladite résolution reproduite comme annexe "A")".

Et l'annexe "A" est biffée.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 245 concernant la Commission des écoles catholiques de Chicoutimi, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Le préambule est modifié en remplaçant, dans les dixième et onzième lignes, les mots "La commission scolaire de la cité de Chicoutimi" par ce qui suit:

"La commission des écoles catholiques de la cité de Chicoutimi".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 268 modifiant la loi concernant l'Association athlétique nationale de la jeunesse, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 2 est modifié en remplaçant le sous-article 6*a* par ce qui suit:

"6*a*. Les clauses 4, 6 et 9 de l'acte de vente mentionné à l'article 6 sont annulées et l'Association athlétique nationale de la jeunesse est déclarée propriétaire incommutable et absolu de l'immeuble faisant l'objet de cette vente."

Projets de loi:**Charte
de Joliette**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 121 modifiant la charte de la cité de Joliette.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Charte
de Louiseville**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 154 modifiant la charte de la ville de Louiseville.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Commission scolaire catholique
de LaSalle**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 185 concernant la Commission des écoles catholiques de LaSalle.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Commission scolaire
de Beauharnois**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 230 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Beauharnois.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Biens immobiliers
dans le canton Langelier**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 232 concernant l'évaluation de certains biens immobiliers situés dans les limites du canton Langelier.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Biens immobiliers
à Rivière-Croche**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 233 concernant l'évaluation de certains biens immobiliers situés dans les limites de la municipalité scolaire de Rivière-Croche.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Commission des écoles catholiques
de Chicoutimi**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 245 concernant la Commission des écoles catholiques de Chicoutimi.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Association athlétique
nationale de la jeunesse**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 268 modifiant la loi concernant l'Association athlétique nationale de la jeunesse.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 128 constituant en corporation la Société des Salésiens du Québec, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 5 est modifié dans le paragraphe *m* en insérant, dans les septième et huitième lignes, après les mots "des lois provinciales" ce qui suit: "et des règlements municipaux".

2. L'article 13 est modifié:

a. en remplaçant le premier paragraphe par ce qui suit:

"Les droits et pouvoirs de la corporation sont exercés par le religieux exerçant à l'occasion la fonction de supérieur de la province religieuse dont relève la maison de ladite congrégation située à l'endroit du siège social de la corporation. Si tel supérieur n'est pas membre de la corporation, les droits et pouvoirs de la corporation sont exercés par le membre de la corporation à ce désigné par ledit supérieur.

b. en remplaçant le dernier paragraphe, à la page 7, par ce qui suit:

"Font partie de ce conseil des consultants, les membres qui seront désignés comme tels par la corporation, conformément à ses règlements. Cependant, les premiers membres du conseil de consultants sont désignés par le religieux exerçant les droits et pouvoirs de la corporation."

3. L'article 15 est modifié en remplaçant le paragraphe c par ce qui suit:

"c. les nom, prénoms, nationalité, adresse et occupation de chaque membre de la corporation, de chaque consultant, en indiquant pour chacun la date de son admission ou de son entrée en fonction et celle où il a cessé d'être membre de la corporation ou d'exercer sa fonction de consultant;"

4. L'article 18 est biffé.

5. L'article 19 devient l'article 18.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 165 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Laurent, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 2 est remplacé par ce qui suit:

"2. La Commission forme une corporation avec la juridiction attribuée par les diverses lois qui la régissaient sous son ancien nom, sujet aux modifications explicites de la présente loi.

Cette Commission est formée de cinq membres dont le siège de chacun est désigné sous les numéros 1, 2, 3, 4, 5 actuellement et respectivement occupé par M.M. Henri Beaulieu, Omer Grou, Aimé Boileau, jr., Paul Tétrault et Marcel Laurin.

Chaque commissaire est élu pour un terme de trois ans, à la majorité des électeurs habiles à voter aux termes de l'article 5 de la présente loi et qui ont voté.

Le commissaire ainsi élu occupe le siège pour lequel il a été mis en nomination.

Le quorum de la Commission est de trois membres."

2. L'article 9 est modifié en remplaçant dans la première ligne les mots "Toutes les dispositions des lois" par ce qui suit:

"Pour ce qui concerne la commission, toutes les dispositions des lois".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 191 constituant en corporation la ville de la Pointe-du-Moulin, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 10 est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, l'année "1962" par "1961".

2. L'article 12 est modifié dans le sous-article 61, à la deuxième ligne, en remplaçant l'année "1962" par "1961".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 254 concernant Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté après l'article 3 comme article 4:

"4. La corporation ne pourra établir un cimetière ou lieu de sépulture dans les limites d'une municipalité sans avoir au préalable obtenu de cette municipalité son consentement exprimé par règlement et sans se conformer aux autres prescriptions de la loi, et spécialement à celle du chapitre 315 des Statuts refondus, 1941."

2. Les articles 4 et 5 deviennent les articles 5 et 6.

3. L'article 6 devient l'article 7 et est modifié en remplaçant, aux huitième et neuvième lignes, les mots "dans le dominion du Canada" par les mots "au Canada".

4. Les articles 7, 8, 9 et 10 deviennent les articles 8, 9, 10 et 11.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 263 concernant Les Prévoyants du Canada, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

a. en biffant dans les deux premières lignes les mots: "(Annexe A)";

b. en biffant dans la huitième ligne les mots "(Annexe B)".

2. L'article 2 est modifié dans le sous-article 7 en remplaçant aux trois dernières lignes les mots "cinquante mille (50,000) actions d'une valeur au pair de vingt dollars (\$20) chacune" par ce qui suit:

"cent mille (100,000) actions d'une valeur au pair de dix dollars (\$10) chacune".

3. L'article 3 est modifié en remplaçant aux trois dernières lignes les mots "cinq (5) actions d'une valeur au pair de vingt dollars (\$20) chacune." par ce qui suit:

"dix (10) actions d'une valeur au pair de dix dollars (\$10) chacune."

4. Les annexes "A" et "B" sont biffées.

Projets de loi:

Société des Salésiens du Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 128 constituant en corporation la Société des Salésiens du Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Saint-Laurent

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 165 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Laurent.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Pointe-du-Moulin

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 191 constituant en corporation la ville de la Pointe-du-Moulin.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 254 concernant Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Les Prévoyants du Canada

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 263 concernant Les Prévoyants du Canada.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Subsides:

Budget des dépenses 1958-1959

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)³

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas un million sept cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Est-ce que les deux avions du ministère transportent parfois des gens qui ne sont pas au service du gouvernement ou pour des fins autres que celles du gouvernement de la province?

L'honorable M. Bégin (Dorchester) répond au député⁴.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Reconnaissance, classification des terres de colonisation et études économiques (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas un million trois cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'établissement des colons (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Présentement, la colonisation recule. Trop de colons vivent sur de grands lots. Ils doivent se rendre travailler en forêt ou dans les mines pour augmenter leurs revenus. C'est le cas de 75 % à 80 % des colons d'Abitibi-Ouest. Il cite, en particulier, le cas de 300 colons qui travaillent dans une mine et consacrent bien peu de temps à la culture de leurs lots.

Les lots de colonisation, dit-il, sont désertés. Présentement, bien des colons établis sur des lots de 25 ou 30 acres semblent désemparés devant l'énormité de la besogne et le peu de résultat obtenu. Pourquoi le département de la Colonisation n'essaierait-il pas de leur bâtir des maisons sur de petits lopins de terre de trois ou cinq acres de superficie? La tâche semblerait alors moins immense aux colons qui pourraient s'occuper de développer adéquatement ces lopins de terre, tout en poursuivant leur travail en forêt ou dans les mines. Les familles de ces colons ne seraient pas ainsi tentées de désertier la terre, comme cela se fait couramment maintenant.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Il est peut-être juste de parler de "recul" à propos de la colonisation, mais il s'agit du recul... de la forêt. La forêt recule. Au cours de l'an dernier, grâce à notre équipement motorisé, nous avons défriché 46,000 acres de terre nouvelle et nous avons hersé et labouré 29,000 autres acres de terre.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Quel est le total des primes que peut recevoir un colon?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Depuis le 1^{er} avril 1956, nous payons un total de \$4,250 comme prime d'établissement. C'est le montant ultime que peut recevoir le colon qui a fait 40 acres de défrichement et 40 acres de labour.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Si un colon quitte son lot après avoir reçu une partie ou la totalité des primes, à quoi peut s'attendre celui qui le remplace?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Les primes que nous donnons sont des primes au travail et elles ne peuvent pas être données deux fois. Si le premier colon a reçu une partie des primes, c'est qu'il y a eu du défrichement de fait en conséquence. Le lot a pris de la valeur par le fait même et celui qui vient ensuite bénéficie du travail accompli. Il n'aura donc droit qu'aux primes et aux crédits qui n'ont pas déjà été attribués.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Il y a tellement de lots abandonnés qu'on devrait, il me semble, encourager d'autres défricheurs à reprendre ces lots en leur donnant accès à des primes additionnelles. Ce serait un moyen de consolider les paroisses existantes.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Combien y a-t-il de colons actuellement?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Le ministère a présentement inscrit dans ses livres 37,373 lots⁵ sous billets de location. Mais il y en a seulement 16,663 qui sont occupés par des colons résidents. Il faut dire que nous traînons depuis des années une vingtaine de mille de lots qui ne sont pas véritablement des établissements. Il s'agit plutôt de lots de support ou des terres à bois qui appartiennent aux cultivateurs.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Et combien ont reçu des primes de défrichement au cours de l'année?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): L'an dernier, environ 4,600 colons ont reçu des primes d'une façon ou d'une autre: primes pour l'organisation de fermes, 3,290; primes d'électrification, 2,162; etc.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Est-ce qu'il ne serait pas à propos d'augmenter les crédits consacrés à l'introduction de cultures nouvelles dans les milieux de colonisation? Le ministère de la Colonisation devrait s'entendre avec le ministère de l'Agriculture à cet effet. Actuellement, on n'encourage que la culture de l'avoine et de l'orge. Je me demande s'il ne serait pas à propos de favoriser la culture des bleuets sur une base scientifique dans les régions de colonisation. Les bleuets pourraient alors devenir une source additionnelle de revenus pour les défricheurs. On devrait envoyer des experts étudier cette culture et la

mise des bleuets sur le marché, parce que cette culture peut rapporter de \$250 à \$500 l'acre. Cette initiative aiderait le colon à passer du stade de colon à celui de cultivateur. L'élevage d'animaux de boucherie pourrait aussi être une activité nouvelle.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce que le ministère de la Colonisation ouvre encore des paroisses nouvelles?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Mon département n'ouvre plus de paroisses nouvelles, mais se borne à consolider les vieilles paroisses. Depuis 10 ans, le gouvernement a racheté et vendu suffisamment de lots pour établir six paroisses nouvelles, mais ces lots ont été rachetés et revendus dans des paroisses anciennes. Actuellement, le ministère fait des enquêtes dans 45 paroisses, en vue de les consolider. Le travail est terminé dans 11 de ces paroisses.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Combien d'établissements nouveaux ont été autorisés l'an dernier et combien de lots ont été rétrocédés au gouvernement?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Le bilan actuel de la colonisation n'est peut-être pas celui que j'aimerais présenter, mais il y a tout de même lieu de se réjouir, de ce qu'au cours de l'an dernier, 1,005 nouveaux colons se sont établis. Par contre, 976 lots ont été révoqués et transférés, et 641 autres ont été patentés⁶. Il y a peu de désertions parmi les colons, aujourd'hui, parce qu'on s'efforce d'établir des jeunes qui ont réellement la vocation de la terre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je ne crois pas que l'avenir de la province de Québec réside dans la colonisation. Dans les circonstances présentes, il faut viser d'abord à consolider les colonies existantes: je suis en faveur de la colonisation des vieilles paroisses. Il y a longtemps que l'on constate chez nous que la colonisation sur une grande échelle est une chose du passé. C'est une chose bien établie depuis 1952, alors que le gouvernement a fait une grande campagne de colonisation qui a produit des résultats bien minces. Les colons eux-mêmes ne croient plus à la colonisation. Je suis frappé par le nombre de colons et de prêtres qui, quand on leur demande leur avis sur la colonisation, déclarent qu'ils n'y croient pas. Si on en croit ces gens, la politique du gouvernement en matière de colonisation est inefficace.

En face de ces faits, je demande au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) s'il croit encore en la colonisation. Que faut-il en penser en 1958? Quel sera l'état de notre colonisation dans une, deux ou cinq années? En regard de tout ceci, quelle doit être, pour l'avenir, notre politique de colonisation?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Le chef de l'opposition a raison de déplorer le peu d'intérêt que les jeunes d'aujourd'hui portent à la colonisation et aux choses de la terre. Les premiers colons recherchaient la stabilité et ils aimaient beaucoup la terre. Nos jeunes gens sont témoins d'une activité économique et industrielle exceptionnelle. Ils n'ont pas connu la crise de la fin des années vingt et ils pensent que la prospérité que nous vivons actuellement a toujours été et sera toujours présente.

Dans le village du comté de Dorchester où j'habite, environ 75 jeunes fermiers pourraient aller s'installer en pays neuf. Mais à Sainte-Germaine comme ailleurs, les jeunes gens sont plus intéressés à travailler à salaire. Que peut-on pour induire à l'établissement en pays de colonisation des jeunes qui ne croient plus en une vie de sacrifices et préfèrent s'établir dans les villes? À peine 10 % des 12,000 à 15,000 jeunes fermiers qui atteignent l'âge de posséder leurs propres installations se tournent vers la terre. L'année dernière, il y a eu 1,005 nouveaux colons.

Il fut un temps où les missionnaires colonisateurs visitaient les régions à défricher, afin d'encourager les familles à poursuivre leur lourde tâche. Mais aujourd'hui, il n'y a pratiquement plus de missionnaires à parcourir ainsi les centres de colonisation, en dépit du fait que le gouvernement continue de verser des subventions aux sociétés de colonisation.

Je suis originaire de Sainte-Germaine de Dorchester. À elle seule, ma paroisse a fourni autrefois suffisamment de sujets pour fonder deux paroisses nouvelles de colonisation dans l'Abitibi, Notre-Dame de Palmarolle et Sainte-Germaine de Palmarolle. Et ce, à une époque où la colonisation était loin d'être attrayante, comme aujourd'hui, où le gouvernement ne construisait pas de chemins, n'accordait pas de primes, ne procurait pas, de façon générale, les avantages que nous connaissons aujourd'hui. Les colons se débrouillaient eux-mêmes: ils avaient du courage.

Ce fut le cas de mon père, en 1921. Mon père a été l'un des premiers à aller s'établir à Palmarolle⁷.

À ce moment, il n'y avait même pas de chemin et mon père a dû emprunter le cours de la rivière pour se rendre à son lot de colonisation. Il a été suivi par de nombreux concitoyens. Ces gens aimaient la terre et ne craignaient pas le risque. Ils savaient qu'il n'y a rien de plus solide que l'agriculture. Elle apporte la sécurité.

J'habite toujours la même paroisse. Je n'ai rien épargné pour faire de la propagande, dans cette paroisse, en faveur de la colonisation. J'ai multiplié les primes et offert de nombreux avantages aux jeunes de mon patelin et aux futurs colons pour les induire à aller défricher un coin de terre. Aujourd'hui, un colon peut recevoir jusqu'à \$4,250 en primes de toutes sortes du gouvernement, et nous avons tout un outillage mécanisé à sa disposition pour les travaux les plus durs. Or, la réponse a toujours été: l'Abitibi ne m'intéresse pas. J'ai honte de le dire, mais depuis 1944, dans ma paroisse qui a fourni tant de colons, je n'ai réussi qu'à placer seulement quatre jeunes fermiers sur des terres nouvelles. Même en augmentant les primes, nous n'aurions pas plus de résultats. Les jeunes ne sont pas intéressés à la colonisation, dans la période que nous traversons.

Aujourd'hui, on s'intéresse à l'exploitation du bois beaucoup plus qu'à la culture de la terre. Dans les circonstances, nous avons décidé de travailler tout particulièrement à maintenir sur leurs lots ceux qui s'y trouvaient déjà et à les aider à agrandir leur domaine, le territoire déjà colonisé.

La presse mondiale a vanté l'œuvre de Mussolini⁸, qui a asséché les marais pontins, en Italie. Mais, depuis 1944, nous avons ouvert en Abitibi un territoire 10 fois plus vaste. Nous avons favorisé le défrichement, au cours des dernières années, de 600,000 acres et le labourage de 137,000 acres⁹. De plus, nous avons pris des mesures pour consolider certaines paroisses qui "vivotaient". Nous sommes venus en aide à d'autres paroisses qui tiraient de l'arrière. Nous avons mis à leur disposition des fonds et nos enquêteurs. Six mille quatre cent cinquante établissements ont été consolidés et c'est la politique du présent gouvernement d'agrandir de plus en plus le domaine colonisable. Nous faisons tout ce qui est humainement possible de faire, et nous sommes les premiers à déplorer que le recrutement des colons soit aussi difficile.

Je fais appel à la collaboration des corps publics et à tous les évêques, que j'invite respectueusement à demander à leurs curés de reprendre la tâche qu'ils accomplissaient il y a une trentaine d'années, celle d'insister toutes les deux

semaines auprès de leurs ouailles et des jeunes fermiers sur la valeur et l'importance de la vie agricole, de promouvoir l'œuvre et la cause de la colonisation, de vanter les avantages de la terre et de visiter les familles susceptibles de fournir de bons sujets aux pays neufs. C'est la meilleure propagande que l'on puisse faire. Et j'invite tout le monde à se donner la main pour tenter d'intéresser plus de gens à cette œuvre de vie qu'est la colonisation. Je serais heureux que tous y travaillent. Espérons que les cultivateurs comprendront les multiples avantages que peut leur offrir la colonisation.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Dans tout ceci, on doit conclure que la colonisation coûte plus cher et donne de moins bons résultats. Il est évident que, dans certaines régions de la province comme l'Abitibi, nous assistons à un abandon important de la terre. Si l'on parle d'établissement de nouveaux colons, nous nous apercevons que des sommes plus considérables qu'autrefois ont été dépensées, mais qu'il y a moins d'établissements. Le ministre croit-il à la colonisation? C'est la question qu'on se pose quand on parcourt les paroisses de colonisation.

Quand on songe aux fils de cultivateurs qui tombent chaque année sur le marché du travail, on constate que seulement un dixième d'entre eux restent sur la terre. Le ministre nous dit qu'il ne faut pas être idéologue en fait de colonisation. Cela veut-il dire que la colonisation d'aujourd'hui n'est plus que le vestige de ce qu'elle a été? Que va-t-elle devenir? Quelle est la réponse?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): La seule réponse, c'est la politique de consolidation associée au défrichement de la terre du colon, à l'aide de machinerie. Nous avons modifié notre politique parce que la colonisation que l'on faisait autrefois est chose du passé. Par la force des événements, nous sommes obligés d'essayer autre chose. Depuis plusieurs années, nous avons placé un fort montant dans la consolidation des terres et nous avons réussi, cette année, à consolider 6,450 établissements. Nous avons augmenté le domaine de ceux qui étaient déjà installés sur des lots de colonisation. Nous sommes prêts à recevoir de 5,000 à 10,000 colons nouveaux par année. Il se fait de la propagande, mais elle n'a pas la valeur de celle qui se faisait autrefois par les curés de paroisse.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): C'est à cause du manque de confiance des autorités que cette propagande ne se fait plus.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Je fais tout ce qui est humainement possible de faire. Nous ne nous attardons pas à essayer des choses qui ne pourraient pas réussir.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Il y a quelque chose à faire avec la mécanisation d'aujourd'hui. Avec l'aide des missionnaires colonisateurs, on pourrait faire des plans qui pourraient intéresser nos gens.

Nos colons ont de la misère à vivre, ils demandent des secours de toutes sortes. Il faut résoudre ce problème aussitôt que possible. Cela presse d'amener quelque chose de nouveau comme les cultures nouvelles dont je parlais tout à l'heure.

M. Larouche (Témiscamingue): Les colons de mon comté ne quittent pas leur lot.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Ça n'est pas vrai.

M. Larouche (Témiscamingue): J'ai en ma possession une lettre d'un curé qui demande qu'on fasse dans sa paroisse des chemins nouveaux, car il n'y a plus de place pour y recevoir de nouveaux colons¹⁰.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide au maintien des colons (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Au cours de l'an dernier, mon ministère a secouru 2,081 chefs de famille pour un montant total de \$297,548.

Dans certaines régions, comme sur la Côte-Nord par exemple, où le ministère de la Santé n'a pas de services organisés, c'est mon ministère qui s'occupe des familles nécessiteuses. Mes inspecteurs les visitent et leur viennent en aide.

Le budget voté l'an dernier, à cette fin, n'a été dépensé que dans une proportion des deux tiers. Mais à l'heure actuelle, le nombre des miséreux augmente parmi les colons, probablement parce que la coupe du bois diminue, et la colonisation se porte à leur secours.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent quatre-vingt-douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement au développement de l'agriculture dans les centres de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Acquisition de certaines terres pour fins de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions cent cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Travaux de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts et outillage (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Parent (Hull) intervient sur cette proposition au sujet des permis de coupe du bois.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): On n'accorde pas de permis pour couper du bois dans les lots du ministère de la Colonisation.

M. Parent (Hull): Pourtant, cela se serait déjà produit dans Papineau, il y a huit ans. On aurait abattu 10 fois plus d'arbres qu'autorisé.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Une enquête a été faite et elle n'a rien prouvé. Il s'agissait d'accusations malveillantes.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Il arrive que des gens abusent. Nous ne pouvons pas avoir des inspecteurs partout. Mal serait de fermer les yeux; nous ne les fermons pas.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
11. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Compagnie de navigation Charlevoix-Saguenay (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de chemins et ponts de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Est-ce que tous les crédits votés pour les chemins de colonisation servent réellement pour cette fin ou peuvent servir à d'autres fins qu'à celle de la colonisation?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Tous ces chemins sont faits pour la colonisation dans leur fin ultime, mais il arrive que mon ministère fasse des travaux pour les Terres et Forêts, ou encore pour le département de Chasse et Pêche.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je m'étonne de ce que le budget du gouvernement ne donne aucun détail à cet item très important. Le gouvernement s'apprête à dépenser \$3,000,000 de l'argent des contribuables, et il ne semble pas avoir de programme. Que dirait le ministre d'un gérant qui lui dirait: "Votez-moi cent mille dollars, mais je vous dirai pourquoi seulement quand l'argent aura été dépensé." Nous devrions protester à chaque fois contre ces mandats en blanc.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Mon département a des demandes pour une dizaine de millions de dollars. Je pourrais produire une longue liste de ces demandes. Nous choisirons les plus importantes.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce ne sont pas tellement les demandes qui importent que les projets du gouvernement.

Le débat se poursuit pendant plusieurs minutes.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) donne une liste partielle des travaux qui seront entrepris d'ici quelques semaines.

La résolution est adoptée.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

14. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté¹¹.

15. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Sur les 713 employés de l'Instruction publique, 372 ont reçu cette année une augmentation de \$218,000: il y aura d'autres augmentations. Le nombre des membres du personnel s'est légèrement accru.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

16. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Si les sommes destinées aux frais de voyage sont également un peu plus considérables, c'est que le nombre des districts d'inspection a lui aussi augmenté.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

17. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq millions neuf cent douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux corporations scolaires (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) demande des détails sur la façon dont le Fonds de l'éducation a été utilisé¹².

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

L'administration de ce fonds ne relève pas de mon ministère. Seul le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) pourrait répondre à la question.

M. Parent (Hull): Le gouvernement a fait voter une loi en 1956 et il l'a fait amender l'année suivante¹³; le gouvernement s'engageait à payer la moitié des sommes dues depuis 1946 par les commissions scolaires en intérêts et pour l'amortissement de leurs dettes. Cette loi n'a pas été mise en force. Aucune commission n'en a bénéficié. Est-ce que le gouvernement va bientôt payer?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je crois qu'il est nécessaire de rappeler certains faits. En 1946, après 45 ans de régime soi-disant libéral, les commissions scolaires des principaux centres de la province étaient aux portes de la banqueroute, ce qui n'était pas de nature à faciliter l'accès des jeunes aux maisons d'enseignement. En 1946, à Montréal, Québec, Sherbrooke et ailleurs, les commissions scolaires n'avaient donc pas assez d'argent pour réparer les immeubles existants, pour construire de nouvelles écoles, pour augmenter les salaires des instituteurs et des institutrices. Alors, nous avons passé une loi¹⁴ pour autoriser le gouvernement à assumer le paiement de toutes les dettes scolaires des commissions de la province de Québec, ces dettes se chiffraient alors à environ \$100,000,000. Grâce à cette loi, qui fut combattue par l'opposition, nous avons non seulement sauvé les commissions scolaires de la faillite, mais nous les avons libérées d'obligations financières écrasantes et désastreuses qui décourageaient du paiement annuel de millions de dollars pour l'intérêt et le fonds d'amortissement sur leurs dettes.

Le gouvernement a encore pris à sa charge, il y a deux ans, la moitié des dettes scolaires contractées depuis, soit environ \$75,000,000, ce qui fait en tout \$175,000,000. Mais, dans ce dernier cas, il n'y a pas eu de conversion de dettes, le gouvernement s'engageant à payer la moitié de l'intérêt et de l'amortissement annuels. Grâce à cette initiative, nous avons débarrassé les commissions scolaires de \$100,000,000 de dettes: nous les avons ainsi sauvées de la banqueroute.

Nous avons octroyé des centaines de millions de dollars à ces mêmes commissions. Nous leur avons versé chaque année \$20,000,000 pour les aider à augmenter les salaires des instituteurs. Le chef de l'opposition a omis de dire que nous les avons enrichies de 3,000 nouvelles écoles¹⁵, qui représentent un actif d'au moins \$300,000,000.

Grâce à notre loi, nous avons édifié des écoles techniques, nous avons pu bâtir des écoles spécialisées, accorder des millions de dollars de bourses d'études à des étudiants pauvres. Nous avons encouragé les arts, la musique. Nous avons fait construire des écoles d'agriculture, une école des pêcheries et bien d'autres. Bref, nous avons ravivé la flamme de l'éducation qui menaçait de s'éteindre parce que les commissions scolaires étaient écrasées de dettes.

L'opposition parle des dettes présentes des commissions scolaires. Que les commissions scolaires aient encore des dettes, c'est possible, mais elles ont en regard de cela un actif beaucoup plus considérable que ces dettes, qu'elles ne possédaient pas autrefois. Et sans les subventions gouvernementales, ces mêmes commissions n'auraient pas pu augmenter les salaires des instituteurs.

Quand le député de Hull (M. Parent) prétend que nous avons passé, il y a deux ans, une loi simplement pour le plaisir de la passer et qu'elle n'a pas été appliquée, il ne sait pas ce dont il parle. Il ne tient pas compte de tous ces faits importants. En vertu de la loi de 1956, le gouvernement a déjà payé de \$4,000,000 à \$5,000,000 pour l'intérêt et le fonds d'amortissement sur les nouvelles dettes scolaires. Le gouvernement n'a pas pris la décision de tout payer d'un seul coup.

Je ne crains pas de dire qu'il n'y a pas une province du Canada, pas un État américain, pas un pays au monde, même, qui a fait la moitié de ce que la province de Québec a accompli dans le domaine de l'éducation. On oublie qu'aux États-Unis, de nombreuses écoles sont fermées par manque d'instituteurs et que les commissions scolaires d'Ontario se plaignent chaque jour de leur situation impossible.

M. Lapalme (Montréal-Outremont):

Le premier ministre a répété tant de fois le même discours sur l'éducation, que je pourrais le citer presque textuellement. Il a surtout parlé du passé et oublié le présent. Il proclame que son gouvernement a sauvé les commissions scolaires de la banqueroute en déboursant un montant d'environ \$100,000,000 en 1946. Sauver les commissions scolaires? La vérité, c'est qu'en 1946, 79 ans après la création de la Confédération, la dette globale des commissions scolaire atteignait un montant de \$96,000,000. Au 31 mars 1957, 10 ans après avoir été prises en charge par le gouvernement de l'Union nationale, les dettes des 1,900 commissions scolaires de la province se sont élevées à \$241,000,000, et ce, alors que les

revenus de la province sont plus élevés que jamais. Les commissions scolaires sont toujours obligées de venir demander de l'aide. Elles sont dans un marasme financier pire qu'il y a 10 ans.

Il cite de nombreux articles de journaux à l'effet que des commissions scolaires sont endettées et ont besoin d'assistance, que des professeurs se sont mis en grève, que des écoles ont fermé leurs portes, que le personnel enseignant n'a pas été payé parce que les commissions scolaires sont trop pauvres. Est-ce cela, demande-t-il, qu'on appelle sortir des commissions scolaires du gouffre? C'était comme cela en 1956 et en 1957. Comme d'habitude, les commissions scolaires seront obligées de venir faire leur pèlerinage à Québec pour demander un octroi par l'entremise du député ou du ministre. On demandera des augmentations de taxes. Si la situation était désespérée en 1946, comment peut-on la qualifier maintenant et à quoi ressemblera-t-elle si le chômage augmente? La situation des commissions scolaires est effroyable. Si nous en sommes rendus à ce point, c'est parce que le gouvernement, au lieu de chercher des remèdes, ne s'est servi que de cataplasmes.

L'éducation, de façon générale, est dans le marasme. Le gouvernement n'a pas une vraie politique définie en matière d'instruction publique. Il en revient toujours aux octrois discrétionnaires, pour combler les vides. Nous réclamons une fois de plus des octrois statutaires. Seulement des octrois statutaires définis selon des barèmes bien précis permettront aux commissions scolaires de préparer un budget et mettront un terme aux pèlerinages des commissaires d'écoles à Québec pour y mendier de l'argent. Malheureusement, c'est peine perdue, car le gouvernement ne veut pas faire entrer dans les Statuts les droits des commissions scolaires.

Si des barèmes avaient été fixés, on saurait à quoi s'en tenir. Les commissions scolaires ne peuvent balancer leur budget, car elles ne savent pas quel est le montant que le député ou le patroneux¹⁶ pourra leur décrocher. Ces commissions dépendent beaucoup des octrois gouvernementaux attribués ici et là selon la fantaisie du cabinet, et les gens ont peur de parler. Ces octrois nuisent à l'essor de l'enseignement.

Tout comme le gouvernement provincial tient à avoir le contrôle de ses propres sources de revenus, les commissions scolaires ont besoin de connaître leurs sources de revenus. Si l'argument fiscal de la province vis-à-vis Ottawa se tient, le même genre de situation s'applique aux commissions. Les octrois discrétionnaires permettent un contrôle serré du

gouvernement sur un secteur d'activité inviolable, l'éducation. L'opinion publique est en faveur des octrois statutaires. Je suis convaincu qu'avec le malaise qui existe dans les commissions scolaires, l'opinion publique obtiendra ce qu'elle réclame depuis plusieurs années, à savoir des octrois statutaires, afin d'assurer le bien de l'éducation. On devra tôt ou tard abandonner la politique actuelle.

Le gouvernement se vante de faire plus que partout ailleurs, mais il reste que la cause de l'éducation ne se traduit pas seulement par des millions et par des bâtisses. Il faut aller voir également dans les cerveaux pour constater le degré des progrès réalisés, car on ne sépare pas une école des élèves qui la fréquentent. Une partie de la jeunesse manque d'instruction. Ainsi, 76 % des chômeurs se recrutent chez les gens qui n'ont pas été plus loin qu'en septième année. Qu'on cesse donc de faire de la politique et qu'on fasse donc un peu plus d'éducation dans la province de Québec.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Le chef de l'opposition est trop pessimiste. Il ne faut pas exagérer quand on parle de malaise général au niveau des commissions scolaires. On affirme une chose qui n'est pas exacte et qui ne correspond pas à la réalité. La situation est loin d'être aussi mauvaise: la preuve, c'est qu'à l'heure actuelle, grâce au travail efficace du surintendant et de ses officiers, 50 % des commissions scolaires du Québec ont un budget équilibré pour l'année courante.

Certes, il a fallu en raisonner plusieurs. Malheureusement, à la suite de la période de réveil que le gouvernement a sonnée, en 1946, et qui s'est accentuée de plus en plus, et parce que le gouvernement a fait un grand effort et imprimé un vigoureux élan à l'éducation, un trop grand nombre de commissions scolaires¹⁷ se sont imaginées que le gouvernement devait tout payer. On oublie que lorsque l'État paie tout, les payeurs de taxes n'ont plus rien à dire dans l'administration de leurs commissions scolaires. Je n'aurai plus rien à dire, moi, comme père de famille, dans l'éducation de mes enfants.

Il ne faut pas se scandaliser si certaines commissions scolaires se déclarent incapables de payer un salaire au personnel enseignant. Cela n'a rien d'étonnant quand on sait que, dans bien des cas, elles n'ont prévu dans leur budget que le tiers de leurs dépenses annuelles, comptant sur le gouvernement pour les deux autres tiers. Je me demande si les remarques du chef de l'opposition à ce sujet contribueront à régler la situation. Si j'étais

instituteur dans une de ces commissions, je saurais d'avance que je ne serais pas payé en temps voulu.

Il faut être réaliste. Les sommes prévues pour l'éducation dans la province sont énormes. Si on examine le budget du gouvernement, on constate qu'il consacre \$116,000,000 à l'éducation à tous les paliers. Par surcroît, les commissions scolaires ont un revenu global, prévu au budget, estimé à quelque \$90,000,000 ou \$100,000,000. En outre, j'ai été intéressé dans l'*Annuaire statistique du Canada* de voir qu'en 1955-1956, il s'est payé en allocations familiales, dans la province, une somme de \$125,000,000. Ces allocations sont payées aux pères de famille qui envoient leurs enfants à l'école. Du moins, ce doit être la règle générale. À supposer que le montant de ces allocations passera à environ \$125,000,000 dans le Québec en 1958-1959, on peut facilement déduire que la plus grande part, soit \$100,000,000, est destinée aux fins de l'éducation. Ce qui fait une somme globale annuelle de \$300,000,000, en y ajoutant les \$116,000,000 du gouvernement et les \$90,000,000 de revenus des municipalités scolaires.

Au contraire de ce que pense et répète l'opposition, le gouvernement a établi un barème pour la distribution des octrois scolaires. Les subventions gouvernementales ne sont donc pas distribuées arbitrairement, mais plutôt suivant un mode en vertu duquel le gouvernement assume, dans certains cas, la totalité des frais éducationnels.

Ce barème est le plus juste qui soit. Il part de zéro dans les endroits où les commissions scolaires sont riches et n'ont pas besoin de l'aide du gouvernement, pour atteindre 100 % dans les centres de colonisation non organisés où le gouvernement doit tout payer. Pour qu'un barème soit juste, il faut qu'il soit équilibré en fonction des besoins. Il faut donner moins à ceux qui sont riches pour pouvoir donner plus à ceux qui sont pauvres. Tant et aussi longtemps que l'évaluation municipale variera beaucoup, comme elle le fait présentement, de 10 % à 100 % de la valeur réelle, il sera impossible d'établir un barème plus juste que celui que suit le gouvernement pour rendre justice aux commissions scolaires.

Les octrois gouvernementaux sont basés sur les besoins réels d'une commission. La seule manière d'agir avec équité est d'étudier le bilan de chaque commission scolaire qui reçoit un octroi dont elle n'a pas besoin et celui de celles qui reçoivent moins que ce dont elles ont vraiment besoin. Le système de subvention *per capita* va conduire à l'arbitraire et à l'injustice, car le gouvernement sera

obligé de donner autant à une commission scolaire comme celle d'Arvida qu'à celle d'un petit centre de colonisation.

On n'a qu'une petite idée des problèmes réels qui existent en éducation dans la province. On n'a aucune idée de leur ampleur. Un de ces problèmes, c'est celui de la population scolaire. L'an dernier, il y a eu, dans le Québec, 140,000 naissances. C'est le double d'il y a 10 ans. Cela veut dire autant de nouveaux écoliers d'ici à quelques années. D'un autre côté, la durée de la fréquentation scolaire s'est allongée de deux ans en moyenne. Les élèves restent plus longtemps dans les écoles et atteignent même la 9^e, la 10^e, la 11^e et la 12^e année. Ce seul problème est celui que le gouvernement doit prévoir. Il devra y faire face dans cinq ou six ans. C'est loin d'être un mal, mais cela pose des problèmes financiers qui ne pourront être résolus que si chacun fait sa part. Il y a un vaste problème éducationnel. On en arrivera à une solution seulement par le concours de toutes les bonnes volontés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)¹⁸:

C'est assez. Le chef de l'opposition a répété ce qu'il a dit en 1952 et en 1956. Le jugement du peuple sur son attitude ne l'a pas encore satisfait.

Le chef de l'opposition n'a pas dit le plus important. Il n'a d'ailleurs nié aucun des chiffres que j'ai cités antérieurement. J'ai affirmé que le gouvernement a pris à sa charge les dettes scolaires pour un montant de \$175,000,000. J'ai affirmé que les commissions scolaires étaient aux portes de la banqueroute et que les salaires des instituteurs n'étaient pas payés. Le chef de l'opposition n'a pas nié que le gouvernement a sauvé les commissions de la faillite. Il n'a pas dit que le gouvernement a aussi permis la construction de 3,350 écoles et de 13,000 classes. Nous avons débarrassé les commissions scolaires des dettes qui les écrasaient. Quand quelqu'un a les intérêts de sa province à cœur, il mentionne les réalisations au lieu de ne mentionner que quelques cas isolés, comme le fait le chef de l'opposition.

Le chef de l'opposition a parlé de malaise général, mais n'a cité que le cas de certaines commissions scolaires. Il semble oublier - ou il oublie délibérément - qu'il existe de 1,800 à 1,900 commissions dans la province, et que toutes ont été traitées de façon généreuse par le gouvernement actuel, sans égard à l'allégeance politique des commissaires d'école. Peut-être qu'une douzaine¹⁹ d'entre elles sont incapables de remplir leurs obligations. Le chef de l'opposition n'a parlé que

d'elles, afin de faire croire à la population que cette situation existe partout dans la province. Est-ce un discours sérieux? Les libéraux mènent une campagne de dénigrement dans le secteur inviolable de l'éducation. Le chef de l'opposition met l'accent sur certains aspects négatifs dans le but de se créer du prestige politique.

On parle d'octrois statutaires, mais tous les octrois sont statutaires. Va-t-on donner aux commissions scolaires riches la même chose qu'aux pauvres? On parle d'instruction gratuite. Je n'ai jamais vu un mot signifier aussi peu. Va-t-on faire payer par tous l'accomplissement d'un devoir qui incombe à chacun? L'enseignement ne peut jamais être gratuit, car il faut de l'argent pour bâtir les écoles et payer les professeurs. La gratuité ne diminue en rien le fardeau. Elle signifie tout au plus que le fardeau est réparti parmi l'ensemble des contribuables. Il faut toujours que quelqu'un paie en définitive. Dans la province de Québec, les taxes sont plus basses et l'évaluation est moins élevée qu'ailleurs. Le jour où le gouvernement paiera tout, il s'emparera de tout et finira par tout contrôler. Le gouvernement ne peut tout payer: il faut que chacun prenne ses responsabilités.

Le chef de l'opposition a délibérément donné à la discussion de la question scolaire un aspect de partisanerie politique. Il fait de la petite politique avec l'éducation. Nous, nous avons placé l'intérêt de l'éducation avant les intérêts politiques. Il est impossible, irréaliste et utopique, comme le veut le chef de l'opposition, d'avoir un standard qui convienne à tout le monde. On n'est pas capable d'établir un régime standard parce que les conditions varient partout.

Le programme de construction d'écoles a apporté aux commissions scolaires et aux contribuables scolaires des centaines de millions. La valeur des immeubles représente de \$200,000,000 à \$350,000,000²⁰, alors que les dettes sont beaucoup moins considérables. On met de côté l'actif pour tâcher de majorer le passif pour des fins politiques.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre accuse l'opposition de partisanerie politique? C'est la responsabilité du gouvernement si la politique s'est fauillée dans l'éducation. Il oublie les visites incessantes des commissions scolaires à Québec. Ce sont elles-mêmes qui viennent ici, en comité, déplorer leurs déficits et demander des taxes additionnelles. Il faut qu'elles s'agenouillent et témoignent de la gratitude. Le premier ministre s'arrange toujours pour s'attirer des remerciements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition n'est pas conforme aux faits. Quand les commissions scolaires viennent demander des pouvoirs d'autonomie, il est question d'octrois provinciaux.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Parlons d'octrois, j'aime encore mieux cela. Je ne prétends pas qu'il soit possible d'éliminer totalement les octrois discrétionnaires, mais ces octrois devraient être l'exception, et non pas représenter 42 % du budget total de la province, comme c'est le cas actuellement.

Il serait facile d'établir des barèmes qui accorderaient des droits sûrs aux commissions, non des droits basés sur le bon plaisir et l'humeur du gouvernement ou du premier ministre. Une fois les barèmes établis par une loi générale, suivant le nombre d'élèves et la capacité de payer, il serait toujours possible d'y déroger par des subventions spéciales pour remédier aux cas d'exception qui ne peuvent être résolus par la politique générale. La loi générale traiterait la majorité des cas. Il n'est pas plus difficile de verser des octrois statutaires aux commissions que de payer des allocations familiales.

On n'a prétexté qu'on ne pouvait pas baser ces octrois sur l'évaluation municipale, parce que celle-ci diffère considérablement d'un endroit à l'autre. Si le gouvernement établissait des barèmes vraiment statutaires, il pourrait par le fait même obliger les administrations municipales à faire une évaluation plus juste et plus réaliste des biens-fonds. Ce serait alors à l'évaluation à s'ajuster aux barèmes. Quand l'octroi prévu par la loi sera là et que les commissions scolaires voudront y toucher, il sera temps pour le gouvernement de voir à l'évaluation municipale. Les conditions modernes empêchent l'individu et les familles de relever le défi du besoin actuel d'éducation supérieure.

Le premier ministre a dit que le jour où le gouvernement paiera tout, il s'emparera de tout. Avec une telle proportion du budget qui passe en octrois discrétionnaires, on peut déjà dire que le gouvernement s'est déjà emparé de tout. L'État ne paye pas tout, mais il s'arrange quand même pour tout contrôler. Les octrois doivent être suivis de remerciements avec lesquels l'Union nationale fait toute sa propagande politique. Ceux qui se servent de l'Instruction publique pour faire l'éloge d'un parti, ce sont ceux-là qui font de la politique. Le premier ministre ne peut s'empêcher de faire de la politique avec tout! Il distribue les octrois comme il le veut, n'est-ce pas de la politique?

Lors d'une bénédiction d'école, la Commission scolaire avait oublié de remercier le gouvernement. Alors le premier ministre avait suppléé. Il avait déclaré: "chaque brique de cet immeuble dit merci au gouvernement de l'Union nationale". Qui est-ce qui fait de la politique avec l'éducation? Le problème de l'éducation est d'une telle ampleur qu'on ne doit pas faire passer les louanges d'un parti avant les écoles.

Un gouvernement qui ose prétendre, en 1958, que l'instruction gratuite est une impossibilité est une administration "qui retarde". Cette gratuité existe déjà à la Cité vaticane.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Quelques mots seulement pour rétablir les faits sur deux points. On vient de répéter que l'instruction est gratuite au Vatican. On avait déjà affirmé la même chose en cette Chambre et j'ai pris la peine de m'informer à Rome, au collège familial²¹. Il n'y a pas de gratuité scolaire au Vatican. On m'a appris qu'il n'y a tout simplement pas d'écoles dans la Cité du Vatican. Tous les collèges pontificaux sont en dehors de l'État du Vatican.

Les difficultés financières des commissions scolaires sont moins grandes aujourd'hui qu'autrefois. Nous avons l'octroi statutaire comme dans les autres provinces, avec cette différence que dans la province voisine, par exemple, l'échelle va de 12 % à 92 %, alors que chez nous, elle se rend jusqu'à 100 %. Mais pour donner 100 % aux commissions scolaires les plus pauvres, il ne faut rien donner du tout aux plus riches.

Dans tous les problèmes d'administration scolaire, 99 % des décisions sont prises par le surintendant seul et il ne se souvient pas, en 12 mois, d'en avoir changé deux.

M. Rochette (Québec): Dans mon comté, le gouvernement a construit 31 écoles en un an et demi, sans s'occuper de la couleur politique des présidents des commissions scolaires. Nous avons tenté de donner justice à tout le monde, et c'est là l'image de ce qui se passe dans toute la province. Je veux en rendre le témoignage au premier ministre, au secrétaire et registraire (l'honorable M. Prévost) et au surintendant de l'Instruction publique.

M. Hamel (Saint-Maurice) cite un extrait de lettre du surintendant à une commission scolaire et qui débute à peu près comme ceci: "Le premier ministre me demande de vous informer que, à la suite de recommandations de M. Émile Lesage, un octroi..." Pourquoi mentionner le nom du patronneur?

Il y a de la partisanerie dans les octrois pour la construction d'écoles. L'opposition n'est pas seule à réclamer des octrois statutaires. Il y a une foule d'associations et de commissions scolaires qui les réclament.

Il commence à en énumérer la liste, mais il doit s'interrompre vers 11 heures²².

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Questions et réponses:

Permis de coupe de bois

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Combien de permis de coupe de bois commerciaux le gouvernement a-t-il accordés dans le comté d'Abitibi-Ouest au cours de l'année fiscale 1956-1957?

2. Quels sont les noms des personnes, sociétés ou corporations auxquelles ces permis ont été accordés et pour quelle quantité et dans quel canton, dans chaque cas?

3. Quelles ont été, dans chaque cas, les quantités coupées?

4. Quels ont été, dans chaque cas, les montants totaux de droits de coupe encaissés par le gouvernement de la province?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): 1. Quarante-huit permis.

2. 3. 4. (Voir le tableau à la page suivante)

<i>Permis de coupe pour fins commerciales selon l'article 99 accordés dans le comté d'Abitibi-Ouest au cours de l'année fiscale 1956-1957.</i>					
<i>Nom</i>	<i>Adresse</i>	<i>Endroits des coupes</i>	<i>Volume accordé</i>	<i>Volume coupé</i>	<i>Droits de coupe</i>
	<i>Canton</i>		<i>*</i>	<i>*</i>	
Audet, Désiré.....	Val Paradis	Laberge	1,500,000	1,513,734	\$12,232.61
Aubé, J. Gérard.....	La Sarre	Boivin.....	415,000	401,029	3,437.18
			200 cds pulpe	9 cds	
Audet, Elphège.....	Val Paradis	Laberge	750,000	664,134	5,009.05
Baribeault, Jos	Sainte-Rose.....	Guyenne	400,000	520,660	5,010.21
				221 cds pulpe	
Bergeron, Henri.....	Macamic.....	Disson	1,450,000	1,382,630	15,357.97
				795 cds pulpe	
Bisson, J. Ls	Chazel.....	Disson	200,000	139,464	1,013.74
Barrette, V.	Authier.....	Languedoc.....	800 cds pulpe br	1,276 cds pulpe br	6,992.92
			500 cds pulpe v	425 cds pulpe v	
Bluteau, Eloi.....	Val Paradis	Boivin.....	100,000	70,818	792.48
				64 cds pulpe h	
Bois, George.....	Chazel.....	Disson	500,000	374,394	4,796.61
				274 cds pulpe	
				114 cds pulpe h	
Brochu, Louis.....	Launay.....	Launay	100 cds pulpe rv	104 cds pulpe rv	547.46
Brochu, Joseph	Launay.....	Launay	100 cds pulpe rv	aucun
Cloutier, André & J.	Taschereau.....	Privat.....	300 cds tremble	156 cds tremble	369.99
Beaupré & Frère	Montbeillard....	Dufay	450,000	384,787	3,373.90
Caron, Anthime	Launay.....	Launay	100 cds pulpe rv	104 cds pulpe rv	547.00
Côté, Fernand.....	Vilbois.....	Paradis.....	200,000	156,853	1,311.10
Caron, Roger	Launay.....	Launay	100 cds pulpe rv	110 cds pulpe rv	573.14
Forest Specialties.....	La Sarre	Boivin.....	1,500,000	1,576,328	12,100.00
Fabrique Saint-Vital	(Disson).....	Disson	125,000	138,736	467.30
				80 cds pulpe h	
Grandbois, Roland.....	Languedoc.....	Guyenne	650,000 br & rv	687,885 br & rv	10,122.49
			725 cds pulpe	1,299 cds pulpe	
			br & rv	br & rv	
Girard, Amédée	Rapide Danseur	Hébécourt.....	150 cds pulpe	46 cds pulpe	242.22
Lyndhurst Mining Co. ...	Duparquet.....	Destor	4,000 p. c.	2,013 p. c.	100.87
Lambert, J. Paul.....	Macamic.....	Disson	700,000	734,875	7,259.00
				348 cds p h	
Lafrance, Justin	Languedoc.....	Languedoc.....	1,200 cds pulpe br	1,018 cds pulpe br	5,481.53
			200 cds pulpe v	436 cds pulpe v	
			150 laggings	14,867 p. m. p.	
Lambert & Gélinas.....	Macamic.....	Vanier.....	2,250,000	2,217,776	19,205.78
				655 cds pulpe h	
Lafontaine, Henri	Macamic.....	Guyenne	600 cds pulpe	627 cds pulpe	3,214.35
La Sarre Telephone Co. ...	La Sarre	Hébécourt.....	750 poteaux	4,264 p. c.	311.64
La Sarre Lumber.....	La Sarre	Boivin.....	1,500,000	1,574,724	12,284.76
Lessard, Georges	Renault	Destor.....	60 cds chauffage	50 cds chauffage	113.06
Leroux, Georges	Saint-Vital	Laberge	400,000	417,000	4,082.10
Nadeau, Arthur	Beaucanton.....	Boivin.....	50,000	52,326	425.46
Normetal Mining Corporation.....		Laberge	300,000	315,209	2,790.94
				43 pulpe h	
Normick Limited.....	La Sarre	Boivin.....	2,000,000 tremble	1,478,120 tremble	9,740.34

<i>Permis de coupe pour fins commerciales selon l'article 99 accordés dans le comté d'Abitibi-Ouest au cours de l'année fiscale 1956-1957.</i>					
<i>Nom</i>	<i>Adresse</i>	<i>Endroits des coupes</i>	<i>Volume accordé</i>	<i>Volume coupé</i>	<i>Droits de coupe</i>
	<i>Canton</i>		<i>*</i>	<i>*</i>	
Normick Limited	La Sarre	Hébécourt	300,000 tremble	162,909 tremble 26 cds pulpe 7 cds chauffage	\$ 1,470.79
Neveu, Léo	Authier	Disson	50 cds chauffage	19 cds chauffage	40.00
Otis, Antonin	Launay	Launay	100 cds pulpe	101 cds pulpe	529.41
Osisko Lumber	Rouyn	Disson	1,200 cds pulpe	763 cds pulpe	3,995.96
Proulx, Zéphirin	Taschereau	Guyenne	500,000	449,003 243 cds pulpe 177 cds pulpe h	5,813.02
Poirier, Wellie	Saint-Mathias ...	Disson	400,000	418,948	4,191.70
Perron H. & Fils	La Sarre	Boivin	1,500,000	229 cds pulpe 1,575,021	12,936.25
Perron, Normand	La Sarre	Boivin	1,500,000	165 cds pulpe h 1,603.143	12,948.33
Perron, Michel	La Sarre	Lemoine	1,500,000	985,463 165 cds pulpe h	8,512.74
Richard, Héras	Palmarolle	Duparquet	350,000 tremble et bouleau	aucune coupe
Rheault, Adélard	Renault	Duparquet	50 cds chauffage	aucune coupe
Syndicat de Travail de Guyenne	Guyenne	Guyenne	600 cds pulpe br & rv	654 cds pulpe br & rv	2,791.72
Saint-Pierre, Louis	Languedoc	Guyenne	200 cds pulpe br	76 cds pulpe	402.33
Scierie Gallichan inc.	Launay	Ligneris	2,000,000	2,858,598	35,765.36
Saint-Pierre, A. E.	Laferté	Poularies	60 cds pulpe 75 cds chauffage	aucune coupe
Tremblay, Léonce	Languedoc	Guyenne	250,000 300 cds pulpe	243,894 485 cds pulpe	4,818.97

* Br = brûlé

V = vert

Rv = renversé

H = houpper

Laggins = étais de mine

C = chauffage

Dépôt de documents:

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à deux adresses au lieutenant-gouverneur, en date du 15 janvier 1958, demandant la production des documents suivants:

Acquisition du territoire forestier

Copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la

province, depuis le 1^{er} décembre 1956 jusqu'au 1^{er} décembre 1957, se rapportant à la loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers (15-16 George VI, 1951-1952, chapitre 38).

Concessions forestières

Copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1^{er} décembre 1956 jusqu'au 31 décembre 1957, concernant des concessions

forestières ou des échanges de concessions forestières. (Document de la session no 9)

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

**Ministère des Travaux publics,
Rapport 1956-1957**

Rapport général du ministre des Travaux publics pour l'année finissant le 31 mars 1957. (Document de la session no 10)

**Chemins de fer,
Rapport 1956**

Rapport des chemins de fer pour l'année expirant le 31 décembre 1956. (Document de la session no 11)

**Chemins de fer,
États et statistiques, 1956**

États, rapports et statistiques des chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1956. (Document de la session no 12)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. *L'Événement* du 22 janvier 1958, à la page 14, constate que le député de Richmond (M. Lafrance) est de retour parmi les libéraux. Le 11 janvier 1958, *L'Action catholique*, à la page 8 et *Le Soleil*, à la page 12, affirmaient en effet que le député Lafrance était hospitalisé depuis le 2 janvier 1958. Il espérait être de retour pour l'étude des crédits de l'Instruction publique.

2. Me Jean-Louis Doucet, c.r., qui occupe le poste de sous-ministre, est un spécialiste en droit municipal, souligne *La Presse* du 22 janvier 1958, à la page 43.

3. Les sources ne précisent pas si le député de Bagot (M. Johnson) agit bel et bien comme président, mais nous supposons qu'il remplit ce rôle, puisqu'il préside tous les autres comités pléniers de la séance.

4. *Le Devoir* du 22 janvier 1958, à la page 1, situe cette question en fin de séance. Il apparaît toutefois beaucoup plus logique que le député Courcy la pose lors de la discussion entourant l'item "frais de voyage".

5. Le 22 janvier 1958, *La Presse*, à la page 43, parle de 37,377, lots. *L'Action catholique*, à la page 3, *Le Devoir*, à la page 3, le *Montréal-Matin*, à la page 8 et *Le Nouvelliste* du 22 janvier 1958, à la page 15, proposent une version semblable à celle du *Soleil*, que nous avons retenue dans le texte reconstitué.

6. Ce qui signifie que le colon est devenu propriétaire de son lot.

7. Il s'agit de Notre-Dame de Palmarolle, érigée canoniquement en 1926, et non de Sainte-Germaine de Palmarolle, dont le site de construction de l'église a été fixé seulement le 7 août 1934, selon Pierre Trudelle. L'épopée de Damase Bégin ainsi que celle des colons qui l'ont suivi est racontée dans Gérard Ouellet, *Hier à Palmarolle: une histoire merveilleuse*, Québec, Ministère de la Colonisation, 1947, 55 p. Pierre Trudelle, dans *L'Abitibi d'autrefois, d'hier, d'aujourd'hui*, Amos, 1937, p. 273, s'intéresse plus spécifiquement au parcours de M. Bégin, qu'il suit aussi de Sainte-Germaine de Dorchester jusqu'en Abitibi.

8. Benito Mussolini, dit *Le Duce*, chef politique italien fasciste, à la tête du pays d'octobre 1922 à juillet 1943.

9. Le *Montréal-Matin* du 22 janvier 1958, à la page 8, dénombre plutôt 157,000 acres labourés. *L'Événement* du 22 janvier 1958, à la page 14, soutient la version du *Soleil*, du même jour, que nous avons retenue dans le texte reconstitué.

10. Selon le *Montréal-Matin* du 22 janvier 1958, à la page 8, la suspension des travaux de la séance survient après la réplique de M. Larouche. *Le Devoir* du 22 janvier 1958, à la page 3, situe plutôt cet ajournement à la fin d'une intervention du député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy), qui aurait posé en fin de séance une question sur les chemins de colonisation, question que nous avons située dans les échanges sur les crédits reliés à ces mêmes chemins.

Nous adoptons la version du *Devoir*, l'échange entre le député Courcy et le député de Dorchester (l'honorable M. Bégin) n'étant pas rapporté dans le *Montréal-Matin*. Quoi qu'il en soit, nous savons au moins que l'étude des crédits de la colonisation s'est poursuivie en soirée puisque *La Presse* du 22 janvier 1958, à la page 43, note que cet examen a duré un peu moins de quatre heures. Il n'aurait, par conséquent, pu tenir dans la seule période de travail de l'après-midi.

11. *The Quebec Chronicle Telegraph* du 22 janvier 1958, à la page 3, remarque que les crédits consacrés à la colonisation ont augmenté par rapport à l'exercice de 1957-1958: ces crédits sont passés de \$13,492,006 à \$14,046,000 pour l'exercice de 1958-1959.

12. Ce fonds, mis sur pied "afin de venir en aide aux corporations scolaires, d'améliorer et de stabiliser leur situation financière, et d'assurer le progrès de l'enseignement dans la province", a été créé par le bill 48, loi pour assurer le progrès de l'éducation (10 George VI, chapitre 21), sanctionné le 17 avril 1946. Pour plus de détails sur les diverses sources qui l'alimentent, voir les Statuts de la province de Québec de 1946, chapitre 21, article 3.

13. À la session de 1955-1956, le gouvernement faisait en effet voter le bill 46, loi favorisant les progrès scolaires dans la province (4-5 Elizabeth II, chapitre 39), sanctionné le 23 février 1956 et amendé à la session de 1956-1957 par le bill 5, loi modifiant la loi facilitant davantage les progrès scolaires dans la province, (5-6 Elizabeth II, chapitre 4), sanctionné le 19 décembre 1956.

14. Il s'agit du bill 48, que nous avons cité plus haut.

15. Le 22 janvier 1958, *L'Événement*, à la page 1, dénombre 3,350 nouvelles écoles et *The Montreal Daily Star*, à la page 9, 3,150. *Le Soleil*, à la page 3, *La Presse*, à la page 45 et *Le Nouvelliste*, à la page 1 du 22 janvier 1958 et *Le Devoir*, à la page 12, du 23 janvier 1958 en recensent cependant le même nombre que le *Montréal-Matin*.

16. Le journal ne précise pas de qui il s'agit. Le terme, employé dans le vocabulaire courant de l'époque, désigne l'administrateur du patronage chargé de distribuer les faveurs d'un parti politique dans un comté donné. Pour de plus amples informations sur le patronage politique au Québec

sous le règne de l'Union nationale, voir Raymond Hudon et Vincent Lemieux, *Patronage et politique au Québec, 1944-1972*, Sillery, Boréal, 1975, 187 pages.

17. *L'Action catholique* du 22 janvier 1958, à la page 19 écrit plutôt "certaines commissions scolaires". *La Presse*, à la page 45, et *Le Nouvelliste*, du 22 janvier 1958, à la page 27 et *Le Devoir*, à la page 12, du 23 janvier 1958, emploient aussi l'expression "un trop grand nombre".

18. *Le Devoir* du 23 janvier 1958, à la page 12, rapporte que "depuis plusieurs minutes, le premier ministre donnait des signes de nervosité". De sa main droite, il se frottait le genou droit, tandis que, de sa main gauche, il faisait tourner ses lunettes, précise Pierre Laporte dans un de ses bilans de fin de session, publié le 27 février 1958. "Selon une vieille habitude, ajoute Laporte, toujours le 27 février, il s'est alors mis à souffler des mots à son ministre: "Parle du temps des libéraux" ou "Mentionne la déclaration de Mgr Panico". Duplessis s'exclame "C'est assez" au moment où le secrétaire et registraire (l'honorable M. Prévost) parle encore. Toujours selon le quotidien montréalais, celui-ci hésite, se tait, puis se rassoit. Pierre Laporte revient sur cet événement dans la deuxième édition de son livre intitulé *Le vrai visage de Duplessis*. (Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1960, p. 71)

19. *Le Soleil* du 22 janvier 1958, à la page 12, parle plutôt d'une dizaine.

20. *Le Devoir* du 23 janvier 1958 déclare plutôt "de \$300,000,000 à \$350,000,000" tandis que *L'Événement* du 22 janvier 1958, à la page 1, cite le montant de \$350,000,000.

21. Le secrétaire de la province désigne probablement par cette appellation le Collège canadien à Rome, un lieu de résidence pour les prêtres de divers diocèses canadiens qui effectuaient des études dans les universités catholiques (pontificales) de Rome. Le supérieur ou régent du Collège canadien servait souvent d'intermédiaire pour les évêques ou dignitaires qui souhaitent bénéficier d'entrées au Vatican, ou de "bénédictions papales".

22. Le débat sur les octrois en matière d'instruction publique a occupé près de trois heures de travail des députés, affirme *The Quebec Chronicle Telegraph* du 22 janvier 1958, à la page 3.

Séance du mercredi 22 janvier 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 253 modifiant la charte de la ville de Saint-Martin;

- bill 269 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Félicien, dans le comté de Roberval;

- bill 240 attribuant certains pouvoirs aux commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Jacques-Cartier;

- bill 197 concernant la municipalité scolaire de la cité de Dorval.

Votre comité recommande de plus à votre honorable Chambre que le titre du bill 197, ci-dessus mentionné, soit changé en celui de "loi concernant la Commission des écoles catholiques de Dorval".

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 119 accordant à la corporation du village de Normandin le droit d'imposer une taxe de vente.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Charte
de Saint-Martin**

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 253 modifiant la charte de la ville de Saint-Martin.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 253 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission scolaire
de Jacques-Cartier**

M. Ladouceur (Verchères) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 240 attribuant certains pouvoirs aux commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Jacques-Cartier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 240 sans l'amender.

M. Ladouceur (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission des écoles catholiques
de Dorval**

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 197 concernant la Commission des écoles catholiques de Dorval.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 197 sans l'amender.

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Taxe de vente à Normandin

M. Spence (Roberval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 119 accordant à la corporation du village de Normandin le droit d'imposer une taxe de vente.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 119 sans l'amender.

M. Spence (Roberval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Saint-Félicien

M. Spence (Roberval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 269 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Félicien, dans le comté de Roberval.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 269 sans l'amender.

M. Spence (Roberval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

Forces hydrauliques

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 15 janvier 1958, demandant la production d'une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, depuis le

1^{er} décembre 1955 jusqu'au 31 décembre 1957, concernant la concession, la location, l'acquisition ou l'aliénation des forces hydrauliques dans la province, ou la construction, la réparation, l'agrandissement ou la reconstruction d'écluses ou de barrages pour l'aménagement de forces hydrauliques ou leur régularisation par emmagasinement. (Document de la session no 13)

Demandes de documents:

Rente annuelle d'une compagnie concessionnaire (10 George VI, chapitre 42)

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1^{er} janvier 1956 jusqu'au 31 décembre 1957, relativement à la révision de la rente annuelle imposée à la compagnie concessionnaire visée par la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec (10 George VI, chapitre 42), et ses amendements.

Adopté.

Travaux de drainage

M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous contrats d'entreprise entre le gouvernement de la province de Québec et toutes personnes, sociétés ou corporations, depuis le 1^{er} décembre 1956 jusqu'au 31 décembre 1957, relativement à l'exécution de travaux de drainage, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes, conventions supplémentaires ou additionnelles.

Adopté.

Subsides:

Budget des dépenses 1958-1959

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le député de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque) à la séance du 21 janvier 1958, et dont le texte se lit comme suit:

Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq millions neuf cent douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux corporations scolaires (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le chef de l'opposition a exposé hier la thèse du Parti libéral: les octrois pour l'éducation devraient, pour la plus grande partie possible, être établis sur une base statutaire. Le premier ministre a répondu que l'on ne peut mettre l'habit du père sur le dos de l'enfant. Ce sont des réponses assez cavalières qui ne répondent pas au fond du problème.

Hier soir, j'ai commencé à donner la liste des personnes et des associations qui, étant au courant des difficultés avec lesquelles les commissions scolaires sont aux prises, favorisent l'établissement de subventions statutaires. On l'admet: il faut fournir à tous les enfants la possibilité de s'instruire. Il ne faut pas qu'un seul enfant de la province de Québec soit privé de la possibilité de développer son cerveau pour une question financière. Or, que se passe-t-il en réalité? Le premier ministre est le "star witness" de l'opposition qui réclame des facilités suffisantes, afin que personne ne soit privé d'instruction. Le premier ministre nous a dit hier: "Dans mon temps, j'ai été obligé de travailler pour faire mon cours à l'université". Or, c'était le fils unique d'un juge éminent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon père n'était pas juge dans ce temps-là.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce père n'avait qu'un fils unique; et le fils a été obligé de travailler pour faire son cours. Quelle situation alors, quand un père de famille est ouvrier, petit bourgeois et non pas l'avocat éminent qui possédait un des plus gros bureaux de la région de Trois-Rivières... Dans quelle situation se trouve, pour faire instruire ses enfants, l'ouvrier, le petit bourgeois, l'instituteur qui en a quatre, cinq ou six... Jamais une preuve meilleure n'aura été faite avec, pour témoin, le premier ministre lui-même.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne suis pas fils unique. J'ai quatre sœurs, et les femmes ont droit à l'instruction comme les hommes.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je ne l'oublie pas. Voici la liste des associations qui considèrent essentiel d'avoir un système d'octrois statutaires basé sur des normes connues pour la plus grande partie des subventions: la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, l'U.C.C. (l'Union catholique des cultivateurs), l'Association des manufacturiers, l'Université Laval, la ville de Montmagny, le Collège Sainte-Marie, le Collège de Brébeuf, la Chambre de commerce de Chicoutimi, le Séminaire de Sherbrooke, la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières, le Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, etc.

Je garde pour la fin le "star witness" et je suis content de le trouver de l'autre côté de la Chambre. Le secrétaire et registraire (l'honorable M. Prévost) déclarait lui-même, dans une conférence à Giffard en novembre 1953, avant qu'il n'occupe ses fonctions actuelles, que de nouveaux barèmes seraient prévus pour le paiement des octrois pour l'éducation; on allait les baser sur le nombre d'enfants d'âge scolaire. À ce moment, le secrétaire et registraire n'avait pas encore été influencé par l'atmosphère qui règne de l'autre côté de la Chambre et, comme ministre, il annonçait que de nouveaux barèmes allaient être établis; c'était en 1953...

Le gouvernement prétend que la province de Québec dépense pour l'éducation plus que toutes les autres provinces du pays, plus que tous les États de l'Amérique du Nord, mais il n'a pas cité de chiffres. Ce gouvernement devrait réprimer ses mouvements d'orgueil et songer que les commissions scolaires ont raison de vouloir des octrois garantis sur des normes sûres. Actuellement, elles ne savent pas où elles vont, puisqu'elles ne peuvent compter à l'avance sur des octrois statutaires et ne savent pas quelle générosité le gouvernement montrera à leur endroit.

J'ai consulté depuis hier certains chiffres. Comme l'*Annuaire statistique de la province de Québec* est trop vieux et date de 1955, j'ai pris l'annuaire fédéral, et j'ai constaté que, dans cet annuaire de 1956, on donne les dépenses faites pour les écoles élémentaires et secondaires. Je comprends que mes informations ne sont pas complètes, mais j'ai constaté, en ce qui concerne les dépenses faites par les écoles élémentaires et secondaires par les commissions scolaires dans les diverses provinces, que ces dépenses s'élèvent par tête à: \$36.90 en Alberta; \$35.20 en Saskatchewan; \$34.70 en

Colombie britannique; \$33.40 en Ontario; \$22.80 au Nouveau-Brunswick; \$20.50 au Manitoba; \$19.20 en Nouvelle-Écosse; \$18.80 au Québec¹. Ces dépenses sont de beaucoup inférieures dans le Québec que dans les autres provinces. Les affirmations du premier ministre à l'effet qu'aucune province ne fait plus pour l'éducation que le Québec ne semblent donc pas conformes aux faits.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
À quelle page se trouvent les statistiques citées?

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce doit être à la page 364 de l'annuaire fédéral 1956.

Donc, pour les écoles élémentaires et secondaires, on dépense plus dans presque toutes les provinces, sauf Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard, que dans la province de Québec. Mais le gouvernement parle de l'ensemble de ses dépenses pour l'Éducation; je vais prendre sa parole selon laquelle il se dépense plus au Québec que partout ailleurs pour l'Éducation. Mais en supposant qu'il se dépenserait plus ailleurs, une seule conclusion s'imposerait: je dis que c'est le plus grand aveu d'incompétence qu'on ait entendu de la part du gouvernement.

Voyons quelles sont ses dépenses les plus importantes. Elles sont de trois types...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
La référence faite par le député de Saint-Maurice à propos de la page 364 de l'*Annuaire statistique* est fautive. À cette page, il n'est pas question des pourcentages dont il a parlé. La Chambre n'est pas surprise, mais elle est tannée de ces tactiques, elle est tannée des citations, des déclarations comme celles du député.

M. Hamel (Saint-Maurice) proteste.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Je suis assez honnête pour faire des déclarations honnêtes. Que le député de Saint-Maurice fasse pareil.

M. Hamel (Saint-Maurice): Page 364, il est question des revenus des commissions scolaires, mais ça ne change rien aux chiffres que j'ai cités.

Les principales dépenses sont de trois types: pour la dette, pour les salaires, pour la construction.

Pour les salaires, nous devons admettre que les salaires donnés aux professeurs du Québec sont inférieurs à ceux de plusieurs autres provinces. Le

gouvernement prétend qu'il dépense plus que partout ailleurs, mais il est incontestable que les salaires de nos instituteurs sont moins élevés.

En Ontario, par exemple, les instituteurs reçoivent de \$3,400 à \$6,000 par an; dans la région de Montréal, les salaires des instituteurs protestants varient de \$3,400 à \$5,800; ceux des instituteurs catholiques, de \$2,800 à \$5,000. Et pourtant, il y a dans la province de Québec des religieuses et des religieux qui constituent les 36 % du corps enseignant, et ne sont pas payés autant que des laïcs. Il faut donc en conclure que, dans le domaine des salaires, le gouvernement sauve énormément d'argent. Dans le domaine des salaires, le gouvernement dépense moins qu'ailleurs.

Le service de la dette est très dispendieux. Nous n'avons pas pu trouver les chiffres pour les dettes spécifiques des commissions scolaires; nous avons seulement les chiffres pour les dettes conjointes scolaires et municipales. Cependant, d'après l'*Annuaire statistique* de 1954, cette dette *per capita* irait de \$53 à Terre-Neuve à \$650.17 au Québec, cette province étant celle où la dette est la plus élevée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ça veut dire que, dans le Québec, il se dépense plus.

M. Hamel (Saint-Maurice): Non... Et le troisième item, c'est la construction. Le gouvernement dit: "On a dépensé tant"... Ce n'est pas ça qui m'impressionne. Ce qui m'impressionne, ce sont ses réalisations, car ce qu'il faut savoir, c'est ce que nous avons obtenu avec ses dépenses. Je ne vous rappellerai pas le scandale de Chambly, où, après avoir demandé des soumissions, on a sauvé presque \$1,000,000... Je veux prendre le témoignage d'une association importante que vous ne taxerez pas de partisanerie: le mémoire présenté par la Fédération des commissions scolaires catholiques de Québec à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, ce mémoire où cette Fédération déclarait que le coût de la construction, de l'avis à peu près unanime des commissions, pourrait être moins élevé que la procédure suivie pour la construction n'est certainement pas la plus économique.

D'après le mémoire, en octroyant les contrats, on cède à des considérations étrangères à l'éducation. "Étrangères", cela peut se traduire par "politiques". Et, toujours d'après le mémoire, on pourrait économiser, au bas mot, \$1,000,000 par année sur les \$10,000,000 de dépenses en immobilisations.

Les textes que je viens de citer sont l'opinion des amis de la jeunesse du Québec, de pères de famille qui sont aux prises avec de graves problèmes. Nous savons que le gouvernement a des problèmes à résoudre, mais ce n'est pas une raison pour se vanter inutilement et ça ne règle rien d'avoir érigé en système cette habitude d'aller se faire photographier avec des chèques.

La Commission scolaire d'Amos s'est déjà dit d'avis qu'il n'est pas souhaitable que ce soit le député, quel qu'il soit, qui s'occupe des octrois. Elle réclame des octrois statutaires. C'est l'opinion de la majorité. Nous les demandons, nous aussi, pour le plus grand bien de l'éducation.

Nous avons en face de nous des "portraitomanes", des gens qui vont remettre des chèques et se font photographier. Beaucoup de gens sont fatigués de voir dans les journaux des portraits de députés remettant des chèques aux commissions scolaires. La distribution des octrois ne devrait plus être laissée à la discrétion du cabinet, mais prévue et réglementée par la législation.

Un autre item qui coûte probablement très cher, ce sont les pèlerinages continuels que doivent faire les commissaires d'écoles à Québec. Si nous avions des octrois statutaires, ils ne seraient pas obligés de venir aussi fréquemment devant les comités de la Chambre. Et je ne parle pas des voyages individuels que les commissaires doivent faire avec ou sans les députés de l'Union nationale. Le comité des bills publics et celui des bills privés des deux Chambres sont devenus les deux calvaires où l'on immole les libertés des commissions scolaires. Ces voyages à Québec doivent coûter plusieurs centaines de milliers de dollars par année. Le bien de l'enseignement exige que les hommes qui en ont la responsabilité ne soient pas obligés de venir à Québec s'user les genoux devant d'autres hommes!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Parmi les tâches confiées à des administrateurs publics, je n'en connais pas de plus importante que celle de préparer l'avenir des enfants que la Providence nous confie. Dans cet ensemble de facteurs qui sont appelés à façonner les citoyens de demain, aucun ne se compare en importance à celui de l'éducation. Puisque c'est la base même de la survivance de toute race, il me semble qu'il devrait être possible de rechercher des solutions sans essayer de se créer du capital politique sur le dos de la jeunesse qui pousse. Il existe tellement d'autres terrains où l'on peut croiser le fer, sans se croire forcé de traîner les enfants dans la mêlée.

Comme c'est fatigant de voir, à chaque session, un homme torturer les chiffres et biaiser la statistique².

(Applaudissements à droite)

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève un point d'ordre. Le ministre n'a pas le droit de dire les paroles qu'il vient de prononcer. Elles ne sont pas parlementaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Torturer les chiffres est une expression parlementaire. Elle s'applique à ce que fait le député de Saint-Maurice, d'autant plus que ce n'est pas la première fois qu'il se fait prendre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le député de Saint-Maurice voudrait que je retire les mots "torturer les chiffres et biaiser la statistique"³? Que faut-il dire alors d'un homme à qui on demande un renseignement et qui déclare que c'est dans tel livre officiel, à telle page, et qu'on constate que les chiffres qu'il nous donne n'y sont pas?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): S'ils n'y sont pas, il ne peut pas les "torturer"!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Il a cité des statistiques qui n'y sont pas. J'aurais pu dire, si cela lui plaît davantage, qu'il a torturé la vérité. Il a cité un chiffre: page 364. Il a dit que la province dépensait tant *per capita* pour l'éducation.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je n'ai jamais dit cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Doit-on conclure que le député de Saint-Maurice veut dire qu'il ne sait pas ce qu'il dit?

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai lu un texte.

Les chiffres dont j'ai parlé ont été tirés d'autres chiffres figurant à la dite page. J'ai fait le calcul moi-même et j'ai trouvé ce que cela donnait par tête.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Voilà! Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) dit qu'il a pris un chiffre dans l'*Annuaire statistique* quand, en fait, c'est de sa tête qu'il provient. Si ce n'est pas torturer la vérité, je me demande ce que cela est!

M. Hamel (Saint-Maurice): M. le président, je demande une décision sur mon point d'ordre.

M. Johnson (Bagot): J'ai noté que le député de Saint-Maurice (M. Hamel) avait donné un chiffre de la dépense par tête et par province. Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) a cité le document et en est venu à la conclusion que c'était inexact. Il a dit que c'était là "torturer les chiffres et biaiser la statistique". L'expression, à mon avis, est non seulement parlementaire, mais elle est loin d'être assez forte!

Les députés de l'opposition en appellent de la décision du président.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours du débat sur l'article 4 des crédits de l'Instruction publique, le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé), voulant qualifier une référence *fausse ou erronée*, donnée par le député de Saint-Maurice (M. Hamel), a déclaré: "le député de Saint-Maurice a torturé les chiffres et *biaisé* les statistiques".

Le député de Saint-Maurice a soulevé un point d'ordre, demandant que le ministre retire lesdites paroles.

Après avoir entendu des explications de part et d'autre, j'ai décidé que, dans les circonstances, l'expression utilisée par le ministre pour dépeindre une référence fausse ou erronée n'était pas antiparlementaire.

Le député de Saint-Maurice en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise⁴.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-

Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 68.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 14.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue⁵.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Je m'excuse auprès des membres du comité du peu de vigueur que j'ai mis dans mes remarques du début. Je reviens donc à cette prétendue citation de la page 364 de l'*Annuaire statistique* de 1956. Pour répondre à l'affirmation faite hier soir par le premier ministre, à l'effet que notre province faisait plus que toute autre dans le domaine de l'éducation, le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a tenté d'établir que nous dépensions moins dans le Québec. Et à l'appui de sa prétention, il a cité des chiffres laissant voir qu'en 1956, tant par tête de population a été dépensé par les commissions scolaires dans les diverses provinces pour l'enseignement élémentaire et secondaire.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai lu ceci: "Revenus des commissions scolaires pour les années 1950, 1951 et 1952..."

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le député de Saint-Maurice a mentionné ces années-là dans la discussion sur le point d'ordre; mais dans son discours, il avait dit citer l'*Annuaire statistique* de 1956, un point, c'est tout. Il y a, en effet, à la page 364, un tableau des dépenses des commissions scolaires pour les écoles élémentaires et secondaires, pour les années 1950, 1951 et 1952, mais il n'y est fait mention nulle part de la dépense *per capita*. Et ce tableau ne contredit nullement l'affirmation faite hier soir par le premier ministre.

Il y a quatre ans, j'ai déjà présenté à la Chambre des chiffres comparatifs montrant que la province de Québec consacrait un pourcentage plus

considérable de son revenu pour l'éducation que n'importe quelle autre province du Canada et même que n'importe quel État américain, fût-il le plus riche. J'ai établi en même temps que, malgré nos familles plus nombreuses qu'ailleurs, la province de Québec consacrait aussi une somme plus considérable *per capita* à la cause de l'éducation que n'importe quelle autre province du Canada. Ces chiffres n'ont jamais été contredits. Et depuis ce temps-là, l'effort de la province de Québec a encore augmenté, la disproportion avec les autres s'est encore accrue.

Mais qu'on essaie donc d'être honnête un petit peu avec cette question! Le député de Saint-Maurice devrait savoir que nous n'avons pas exactement le même système que les autres provinces.

Qu'il essaie donc, s'il en est capable, de citer les statistiques, sans les tronquer. Il devrait alors dire à la Chambre que, dans les autres provinces, l'enseignement secondaire relève en grande partie des commissions scolaires, tandis que, chez nous, il relève surtout des institutions privées. C'est beau de montrer du zèle pour instruire les enfants; mais qu'on commence donc par leur donner l'exemple de l'honnêteté!

Aujourd'hui, certaines commissions scolaires de chez nous commencent à s'occuper de l'enseignement secondaire. Mais les chiffres qui apparaissent ici pour les années 1950, 1951 et 1952 se rapportent à une période où les commissions scolaires du Québec ne touchaient pas à l'enseignement secondaire.

C'est toujours la même chose, et par le même homme. Je dis que ce n'est pas servir la cause de l'éducation et des gens de chez nous que d'essayer d'étayer des arguments sur des bases comme celle-là et ainsi tromper le peuple.

Le député de Saint-Maurice dit que la politique a pour effet de museler les commissions scolaires; et pour le prouver, il cite pendant une heure les revendications des commissions scolaires. Contradiction.

Un membre de la gauche a dit hier soir que c'était une faillite lamentable dans la province de Québec en matière d'éducation. On a parlé de \$241,000,000 de dettes. Le député qui a essayé de torturer la quatrième colonne de chiffres aurait peut-être pu lire la cinquième. Il y est dit que les dettes de nos commissions scolaires s'établissent à \$85,000,000.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'était en 1952.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Je le sais bien que ces chiffres concernent 1952 et non pas 1956, puisque c'est moi qui ai dû le faire observer à la Chambre. À la même époque, les dettes scolaires de l'Ontario étaient de \$178,000,000.

L'éducation, une faillite dans la province de Québec? Dans le domaine dont nous discutons, il y a trois associés qui se partagent la responsabilité: l'État, les contribuables, représentés par les commissions scolaires, et le clergé. Il y a des secteurs, comme l'enseignement spécialisé, où l'État porte seul la responsabilité matérielle et financière. C'est là un domaine peu ou pas critiqué. L'État s'acquitte si bien de ses obligations dans ce domaine que sa politique suscite des témoignages d'admiration partout. Si les conceptions du gouvernement sont fausses, comment se fait-il que, dans le seul secteur qui relève exclusivement de lui, nous ayons bâti un réseau qui donne l'exemple au reste de l'univers? Comment pourrions-nous être des as dans un secteur et des mécréants dans un autre?

La part faite à l'éducation dans notre budget de \$500,000,000 augmente d'année en année. Elle représente aujourd'hui bien plus de 25 %. Peut-on faire plus? Je dis non. C'est une impossibilité. Pour préparer l'avenir de la jeunesse, il faut lui donner des facilités d'éducation, mais il faut aussi lui assurer des carrières, permettre l'établissement d'industries chez nous, développer les autres activités économiques. C'est ce que le gouvernement actuel fait dans tous les domaines. Il cite les témoignages de félicitations adressés au gouvernement. Le rôle du gouvernement, dans le domaine de l'éducation publique, en est purement un d'aide, poursuit-il. Sa contribution financière ne saurait dépasser les limites actuelles sans que les autres domaines qui relèvent de sa juridiction n'en souffrent.

Depuis 1944-1945, il s'est bâti dans la province 17,804 classes nouvelles, ce qui représente plus de 55 % des classes actuellement à la disposition des jeunes. De plus, nous avons réaménagé ou transformé un grand nombre d'autres classes, si bien que plus de 75 % des écoliers vont dans des classes construites ou reconstruites depuis 1944-1945.

On a parlé tantôt du temps où le premier ministre faisait ses études. Ce qu'on n'a pas mentionné, c'est qu'il n'y avait pas à cette époque, comme c'est le cas cette année, 4,700 bourses à la disposition des étudiants universitaires.

On ne peut rejeter sur le gouvernement le blâme du marasme financier dans lequel doivent se débattre nombre de commissions scolaires. Si une commission scolaire budgétise un déficit, le

gouvernement ne peut rien faire pour l'empêcher. On a cité des doléances? Je pourrais mettre en regard les témoignages du délégué apostolique, Mgr Giovanni Panico qui, récemment, lors de l'inauguration de la Faculté des sciences de l'Université de Sherbrooke⁶, a félicité le premier ministre Duplessis pour l'effort du gouvernement du Québec en éducation.

Bien d'autres se sont aussi émerveillés de ce qui se fait dans le Québec, dans le domaine de l'éducation. Qu'on regarde ce qui se passe, au lieu d'essayer de mécontenter la population et de susciter des appétits.

On voudrait un système uniforme? Il n'y a pas deux commissions scolaires qui peuvent s'administrer au même coût et où les propriétés sont évaluées au même taux; leurs ressources sont extrêmement variées: certains de ces corps publics souffrent du dénuement le plus complet, alors que d'autres sont mieux placés. La politique des octrois gouvernementaux ne peut pas être modifiée et elle ne le sera pas. Un système d'octrois uniformes pour toutes les commissions scolaires de la province serait injuste.

D'une municipalité à l'autre, les situations financières varient. Les évaluations municipales sont habituellement établies bien en-deçà de la valeur réelle des propriétés. Il faut étudier chaque problème local en toute objectivité. On voudrait un système uniforme dans un secteur où il n'y a pas d'uniformité et où il ne peut pas y en avoir. On se scandalise que le gouvernement exerce une certaine discrétion. Mais c'est la base de tout le système, et non pas seulement en fait d'éducation.

Tous nos problèmes ne sont pas réglés, mais ils se règlent à un rythme jamais connu auparavant. La population le sait, les autorités religieuses le savent. L'opposition est la seule à l'ignorer. Le gouvernement remplit ses obligations et il appartient aux autres groupements intéressés de faire de même⁷.

M. Hamel (Saint-Maurice): Comme le premier ministre, le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) se contente d'affirmations gratuites qu'il ne se donne pas la peine de prouver, et il se limite à dire que la province de Québec dépense plus par tête pour l'éducation que n'importe quelle province du Canada, que n'importe quel État américain, etc. Et il croit que nous allons prendre cela pour de l'argent comptant.

M. le président: Le temps réglementaire d'une heure que le député de Saint-Maurice pouvait consacrer à discuter l'item 4 est expiré.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je suis inquiet des affirmations du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, à l'effet que l'on ne peut rien faire de plus pour l'éducation. Il a placé le gouvernement dans une position d'impuissance totale dorénavant en ce qui concerne le problème scolaire, quand il a déclaré: "Pouvons-nous faire plus qu'actuellement? Je dis non". Je ne peux croire le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse lorsqu'il dit cela, parce que les problèmes actuels peuvent être réglés. Il reste beaucoup à faire dans le domaine de l'éducation.

Quand on accuse le premier ministre de négliger la cause de l'éducation, il se réfugie dans le manteau de la religion. Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse a tenté de couvrir le gouvernement de ce manteau en tentant de faire croire que Mgr Panico, le délégué apostolique, avait approuvé le système suivi par le gouvernement de Québec en matière d'éducation. Ce n'est pas cela que Mgr Panico a loué, mais bien le magnifique esprit de tolérance qui existe dans la province de Québec et la coopération qui se pratique chez nous entre l'Église et l'État et entre les Québécois de langue française et de langue anglaise en matière d'éducation. On s'entend tous là-dessus. Mais il ne ferme certainement pas les yeux sur les scandales de la Commission scolaire de Chambly, et il n'a pas émis de jugement sur le système des octrois discrétionnaires de la province.

Le grand problème de l'éducation, dans la province de Québec, est conditionné par cette question des octrois statutaires. Il apporte à l'appui de cette affirmation les témoignages qui ont été produits devant la commission Tremblay de la part de plusieurs organismes, notamment la Fédération des commissions scolaires du Québec. Le gouvernement, affirme-t-il, ne devrait pas se dire incapable de faire plus, quand le rapport Tremblay et la plupart des mémoires présentés devant la Commission fourmillent de suggestions visant à améliorer nos standards d'éducation. Je trouve singulier que ni le premier ministre, ni le secrétaire et registraire (l'honorable M. Prévost), ni le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) n'aient parlé de ce rapport qui a pris tant de temps à paraître, qui a coûté tant d'argent, et que le gouvernement semble vouloir cacher. Au lieu de parler du passé, les ministériels devraient parler de l'avenir de notre éducation, car c'est là qu'est le problème à régler, et le rapport Tremblay est le plus grand inventaire des besoins de la province dans tous les domaines, y compris nos besoins éducationnels et culturels, depuis la Confédération.

Il cite d'autres témoignages produits devant la commission Tremblay. Le plus grand mal dont on se plaint dans le Québec, dit-il, est celui des octrois discrétionnaires. C'est au point que 140 des mémoires soumis à la Commission en parlent, et le souci qu'on y manifeste à ce sujet rejoint ce que déclaraient les membres de l'opposition mardi soir. Le gouvernement qui a créé cette Commission à grand renfort de publicité devrait porter davantage attention aux témoignages qu'elle a recueillis. C'est un tableau sombre que font non pas seulement l'opposition, mais les hommes que le gouvernement au pouvoir a nommés.

En face de tout cela, où en sommes-nous? Je me refuse à croire, comme l'a dit le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, que le gouvernement ne peut pas faire plus, car il reste tant à faire. Nous sommes en retard dans tous les domaines de l'éducation.

Il faut faire face aux nouveaux problèmes de l'éducation. Puisque le gouvernement ne veut pas parler du rapport Tremblay, c'est un devoir pour l'opposition de faire voir à la population que la commission Tremblay s'est occupée de l'éducation. Il cite des extraits du rapport pour démontrer que la Commission a étudié tout particulièrement le problème des emprunts scolaires. Le premier ministre, dit-il, a affirmé que les commissions scolaires étaient dans un "abîme" lorsqu'en 1946 le gouvernement de l'Union nationale a assumé l'ensemble de leurs dettes, pour un total de \$96,000,000.

Aujourd'hui, les dettes des commissions scolaires se chiffrent à \$241,000,000. Je me demande si le premier ministre pourrait trouver l'expression juste pour décrire la situation actuelle. Je regrette d'être dans l'obligation de citer moi-même le rapport Tremblay à ce sujet.

À la page 197, le rapport parle des octrois aux universités...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Cette question ne relève pas de l'item en discussion.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je crois que le rapport Tremblay a été préparé pour servir à quelque chose. À la page 217, il est dit que, si la province a besoin d'une politique fiscale et financière, elle a aussi besoin d'une politique scolaire. Où en sommes-nous? Tout le monde déplore la situation qui existe à l'heure actuelle.

D'après les *Comptes publics*, le Fonds de l'éducation⁸ a rapporté à date \$269,000,000. Sur ce

montant, le gouvernement n'a payé que \$57,875,000 des dettes des commissions scolaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le Fonds de l'éducation n'a pas été créé uniquement pour payer les dettes des commissions scolaires. Il sert aussi à payer les constructions d'écoles, les salaires des instituteurs, etc.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): De toute façon, le gouvernement nous demande de voter des millions pour l'éducation, mais il n'a aucune politique définie, aucune politique d'ensemble. À moins qu'on ne donne l'absolue priorité au problème de l'éducation, la minorité canadienne-française ne pourra espérer assumer les postes de plus haut niveau. Le premier ministre parle du passé. Il devrait aussi parler de l'avenir. Dans les crédits qu'on nous demande de voter, il n'y a pas une seule idée nouvelle, même à la suite des suggestions du rapport Tremblay qui sont ignorées, alors qu'on a consacré tant d'argent à créer et maintenir la Commission qui nous l'a donné. Si l'on met de côté le rapport Tremblay, le premier ministre pourra dire que la commission Tremblay n'a pas rempli son rôle.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):
Je veux souligner le travail colossal accompli par les principaux officiers de mon département. Il fait l'éloge notamment du surintendant de l'Instruction publique, M. Omer-J. Desaulniers, dont tout le monde, dit-il, reconnaît l'extrême compétence et la grande probité. M. Desaulniers est entouré de lieutenants également fort compétents. Ce sont tous des éducateurs de grande valeur. Et que dire de la besogne accomplie au sein des nombreux sous-comités du département qui sont continuellement en contact avec les commissions scolaires, pour promouvoir la cause de l'éducation dans la province? Il souligne le rôle du Comité catholique, qui travaille toujours d'arrache-pied pour étudier les problèmes qui touchent l'enseignement aux jeunes. Ses membres étudient également le rapport Tremblay.

Que la cause de l'éducation ait fait des progrès considérables et extraordinaires en ces dernières années, les étrangers eux-mêmes l'attestent. Des visiteurs, qui ont parcouru le Canada, proclament que les progrès de l'éducation ne sont nulle part plus évidents que dans le Québec. Si l'opposition n'aime pas que l'on revienne sur le passé, ne serait-ce pas qu'elle a peur de constater l'élan vigoureux, l'immense impulsion que le gouvernement a donnés à l'éducation chez nous?

L'opposition semble vouloir insinuer que le problème de l'enseignement est propre au Québec. Mais toutes les revues qui traitent de ce sujet établissent clairement que le problème en est un qui se pose à l'échelle universelle, et même les pays qui ont une très vieille histoire, comme la France, n'en sont pas à l'abri. Mais pour ceux qui sont familiers avec les rapports de l'UNESCO⁹, il est clair que Québec est l'endroit du monde qui a connu le progrès le plus remarquable.

Le député de Saint-Maurice a parlé de taxes scolaires plus élevées en Ontario. C'est un fait. Mais ce que l'on discute présentement, c'est la part du gouvernement. Sans doute avons-nous encore des problèmes à résoudre. Le gouvernement fait généreusement sa part. Il est bien au courant de tous les aspects du problème. Ainsi, depuis 13 ans¹⁰, la part que le gouvernement accorde, pour permettre aux commissions scolaires de payer de meilleurs salaires à leur personnel enseignant, a augmenté d'environ 900 %, et c'est parce que beaucoup demeure à faire qu'il accentue ses efforts. Si tous ceux qui ont un rôle à jouer dans ce domaine imitaient son exemple, les progrès réalisés seraient encore plus considérables.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) fait l'éloge des communautés religieuses et des institutions privées qui se dévouent à l'enseignement secondaire et qui aident, par le fait même, la cause de l'éducation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement reconnaît le rôle bienfaisant de ces institutions privées et il les aide en leur accordant des octrois qui se chiffrent à des millions par année¹¹.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Si les commissions scolaires et les corporations municipales avaient une plus juste part du revenu des taxes payées par les contribuables, le gouvernement provincial ne serait pas obligé de se pencher sans cesse pour les aider, et elles jouiraient d'une plus grande autonomie.

M. le président: L'heure de l'ajournement est arrivée¹².

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Selon *Le Devoir*, du 23 janvier 1958, à la page 1, c'est en Ontario qu'il se dépense \$35.2 par tête. Au Québec, toujours d'après le quotidien montréalais, ce montant s'élèverait non pas à \$18.8, mais bien à \$18.7. *Le Devoir* est la seule source à avancer de tels chiffres. Nous avons vérifié à la page 364 de l'*Annuaire du Canada* de 1956, mais les chiffres cités par le député de Saint-Maurice (M. Hamel), comme il le déclarera plus tard, ne sont pas tirés directement de l'*Annuaire*, mais constituent plutôt le résultat de calculs personnels effectués à partir des chiffres publiés dans le document.

2. Le 23 janvier 1958, *L'Action catholique*, à la page 3. *La Presse*, à la page 37 et *Le Nouvelliste*, à la page 9, écrivent "biaiser les statistiques". Le *Montréal-Matin*, à la page 7, et *Le Devoir*, à la page 2, soutiennent la version du *Soleil*, que nous avons retenue dans le texte reconstitué.

3. *La Presse* du 23 janvier 1958, à la page 37, note cette fois "biaisé la statistique".

4. C'est la première fois depuis le début de la session, rapporte *The Quebec Chronicle Telegraph* du 23 janvier 1958, à la page 3, qu'un vote est pris sur une décision rendue par le président du comité plénier.

5. *L'Action catholique* du 23 janvier 1958, à la page 3, indique que les deux députés indépendants, les ex-libéraux Ross et Rochon, ont voté avec le gouvernement.

6. Cette inauguration s'est déroulée le 27 octobre 1957.

7. Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé), constate *Le Nouvelliste* du 23 janvier 1958, à la page 1, en était à son premier discours officiel de la session.

8. Ce fonds, mis sur pied "afin de venir en aide aux corporations scolaires, d'améliorer et de stabiliser leur situation financière, et d'assurer le progrès de l'enseignement dans la province", a été créé par le bill 48, loi pour assurer le progrès de l'éducation (10 George VI, chapitre 21), sanctionnée le 17 avril 1946. Le député de Saint-Hyacinthe (M. Saint-Pierre) a demandé plus de détails sur l'utilisation des montants affectés à ce fonds lors de la séance de la veille, celle du 21 janvier 1958. Pour plus de détails sur les diverses sources qui l'alimentent, voir les *Statuts de la Province de Québec* de 1946, chapitre 21, article 3.

9. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, créée le 16 novembre 1945 et dont le siège social se trouve à Paris.

10. *L'Événement* du 23 janvier 1958, à la page 6, parle plutôt de 12 ans. Aucune autre source ne rapporte cet extrait du discours du ministre Prévost.

11. *Le Soleil* du 23 janvier 1958, à la page 17, situe cette déclaration du premier ministre à la fin de la séance, au moment d'ajourner. Le même jour, *La Presse*, à la page 45, et *Le Nouvelliste*, à la page 9, s'entendent toutefois pour affirmer que c'est le député de Saint-Hyacinthe (M. Saint-Pierre) qui clôt la discussion. C'est effectivement M. Saint-Pierre qui ouvre le débat, lors de la séance du lendemain.

12. Ce débat sur les crédits de l'Instruction publique et la question des octrois statutaires a été qualifié par *Le Devoir* du 23 janvier 1958, à la page 1, de "premier véritable engagement entre ministériels et oppositionnistes depuis le début de la session". *Le Nouvelliste* du 23 janvier 1958, à la page 1, va jusqu'à employer l'épithète de "débat violent" et déclare qu' "on se serait cru de retour dans la vieille arène parlementaire d'autrefois, alors que les représentants du peuple croisaient le fer sans prendre garde s'ils combattaient en tenue du dimanche ou en uniforme de milice". Il ajoute: "aujourd'hui, les députés ont de plus en plus tendance à converser en pantoufles, dans le tiède confort d'un salon luxueux".

Séance du jeudi 23 janvier 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 218 modifiant la charte de la ville d'Isle-Maligne;

- bill 266 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Montmorency;

- bill 222 modifiant la charte de la cité de Jacques-Cartier et autorisant l'imposition d'une taxe de vente dans ses limites et dans celles de la cité de Longueuil et celles de la municipalité scolaire de la cité de Jacques-Cartier, la municipalité scolaire de Saint-Bruno, et de la municipalité scolaire de la ville de Chambly, dans le comté de Chambly;

- bill 144 constituant en corporation de ville la corporation de la paroisse de Saint-Hubert.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

Le rapport est adopté.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 130 modifiant la charte de la cité de Dorval;

- bill 186 modifiant la charte de la cité de Lachine;

- bill 203 modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent;

- bill 272 constituant en corporation la Commission des écoles catholiques de Dorval, Pointe-Claire et Beaconsfield, dans le comté de Jacques-Cartier.

Votre comité recommande, de plus à votre honorable Chambre, que le titre du bill 272, ci-dessus mentionné, soit changé en celui de "loi constituant en corporation la Commission des écoles catholiques de Pointe-Claire et Beaconsfield, dans le comté de Jacques-Cartier".

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Charte d'Isle-Maligne

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 218 modifiant la charte de la ville d'Isle-Maligne.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 218 sans l'amender.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Montmorency

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 266 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Montmorency.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 266 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Saint-Hubert

M. Théberge (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 144 constituant en corporation de ville la corporation de Saint-Hubert.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 144 sans l'amender.

M. Théberge (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Dorval**

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 130 modifiant la charte de la cité de Dorval.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 130 sans l'amender.

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Lachine**

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 186 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 186 sans l'amender.

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Saint-Laurent**

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 203 modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 203 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Taxe de vente à Jacques-Cartier,
Longueuil, Saint-Bruno et Chambly**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 222 modifiant la charte de la cité de Jacques-Cartier et autorisant l'imposition d'une taxe de vente dans ses limites et dans celles de la cité de Longueuil et celles de la municipalité scolaire de la cité de Jacques-Cartier, la municipalité scolaire de Saint-Bruno, et de la municipalité scolaire de la ville de Chambly, dans le comté de Chambly.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 222 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission des écoles catholiques
de Pointe-Claire et Beaconsfield**

M. Caron (Maskinongé) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 272 constituant en corporation la Commission des écoles catholiques de Pointe-Claire et Beaconsfield, dans le comté de Jacques-Cartier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 272 sans l'amender.

M. Caron (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:**Ministère du Travail,
Rapport 1956-1957**

L'honorable M. Barrette (Joliette) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre du Travail de la province de Québec, sur l'activité de son ministère durant l'année fiscale terminée le 31 mars 1957. (Document de la session no 14)

Subsides:**Budget des dépenses
1958-1959**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le député de Sherbrooke

(l'honorable M. Bourque) à la séance du 21 janvier 1958, et dont le texte se lit comme suit:

Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq millions neuf cent douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux corporations scolaires (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe)¹: Le gouvernement fédéral reçoit la plus grande partie des impôts et il faudrait une meilleure répartition du produit des impôts pour améliorer la situation des commissions scolaires.

Le problème de l'éducation est le problème numéro 1. Il souligne l'aide du gouvernement aux commissions, mais, affirme-t-il, à mesure que les octrois augmentent, les responsabilités gouvernementales s'accroissent, alors que celles des commissions, représentant les parents, tendent à diminuer. Il ne faut pas faire de politique avec la question de l'enseignement. Pour trouver une solution, tous doivent collaborer.

Dans le domaine de l'éducation, il se dépense déjà annuellement \$200 par enfant qui fréquente les écoles dépendant de l'Instruction publique, mais l'importance de préparer l'avenir de la jeunesse ne cesse de croître. L'industrie demande à sa main-d'œuvre d'être allée en classe jusqu'à la neuvième année: quand l'on y est allé jusqu'à la douzième année, c'est encore mieux.

Un jour ou l'autre, on établira des octrois statutaires à l'avantage de l'éducation, et dans le domaine de la construction d'écoles, et dans le cas des bourses. Pour les octrois aux commissions scolaires, on peut se baser sur la situation financière de ces corps publics ou sur le nombre des élèves.

Le gouvernement donne \$22,000,000 pour aider les commissions scolaires à payer les instituteurs; mais il y a une chose pas très juste: on se base sur le taux de la taxe pour établir le pourcentage; or, il existe des différences très marquées entre les modes d'évaluation des biens-fonds. Il préconise un système de subventions statutaires basé sur une évaluation scientifique et uniforme des biens-fonds.

Il demande qu'on élimine des commissions scolaires les membres, rouges comme bleus, qui y entrent pour y défendre des intérêts particuliers, par exemple, dit-il, pour défendre une institutrice, ou pour faire de la politique. Il n'y a pas de place pour la politique dans les activités de nos commissions scolaires. Le travail qu'on exige d'elles est trop important pour être amoindri par des considérations

politiques. Je voudrais rendre hommage à Jules-O. Desaulniers, le surintendant de l'Instruction publique, et aux membres du ministère du secrétaire provincial parce qu'ils ont toujours essayé de laisser la politique en dehors de nos affaires scolaires.

Une fois, j'ai dû attendre deux ans pour la construction d'une école: des gens, dans mon propre comté, essayaient d'utiliser de l'influence politique dans les questions scolaires et l'exécution du projet avait été bloquée. Il a fallu adresser une requête au premier ministre lui-même. Le premier ministre s'en est mêlé et s'est assuré que le projet ne soit pas retardé par des considérations politiques.

À vrai dire, je dirais que la politique pénètre rarement dans le domaine scolaire, et ceci arrive quand des politiciens locaux essaient d'utiliser les commissions scolaires pour servir leurs ambitions politiques. Ça n'existe pas partout, mais quand cela se produit, la cause de l'éducation en souffre.

Le surintendant de l'Instruction publique devrait être le premier consulté pour les permis de construction d'écoles. Il existe au département de l'Instruction, à la disposition des commissions ayant des projets de construction, des plans très bien faits pour les écoles, et l'on devrait se baser plus fréquemment sur ces plans pour déterminer les octrois. Certains commissaires favorisent des travaux trop ambitieux et trop coûteux.

Je suggère que le gouvernement forme un comité permanent composé de membres des deux groupes siégeant en Chambre. Cet organisme s'occuperait en permanence du problème de l'enseignement, étudierait les problèmes financiers inhérents à l'éducation, consulterait au besoin des associations intéressées, telles que la Fédération des instituteurs, la Fédération des collèges classiques, la Fédération des commissions scolaires, afin que tout ce qui regarde l'instruction de nos enfants soit soigneusement étudié. Le comité ferait part de ses conclusions à la Chambre et il pourrait ainsi éclairer l'Assemblée législative.

À mon avis, le gouvernement aurait tout à gagner à former un tel comité. On devrait faire suite à ma demande pour montrer que l'éducation est une question trop importante pour qu'elle subisse les influences de la politique partisane. Elle est, au contraire, la pierre angulaire que la génération actuelle doit poser pour assurer l'avenir des générations futures.

M. Lafrance (Richmond): Je veux prendre part au débat d'abord à cause de l'importance des crédits qui doivent servir aux subventions destinées

aux commissions: plus de \$57,000,000². L'éducation est le problème numéro 1 du Québec. L'enjeu, c'est l'avenir de notre peuple. Qu'on cesse enfin d'être des valets et qu'on devienne les maîtres chez nous par l'éducation.

Or, le système actuel de distribution des octrois est vicieux et corrupteur, et cause des dommages irréparables à l'éducation au Québec. C'est une des causes principales de l'infériorité de notre peuple dans le domaine scolaire.

Je veux faire entendre la voix du peuple, la voix des humbles de cette province. J'ai l'intention de relever certaines déclarations du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) qui a parlé avec emphase et qui a torturé les faits³. Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse a faussé sa vocation. Chaque fois qu'il se lève, c'est pour donner des leçons d'honnêteté à l'opposition. C'est le plus pur d'entre les purs, le plus honnête des hommes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Richmond doit s'en tenir à l'item à l'étude: les subventions et l'enseignement élémentaire.

M. Lafrance (Richmond): Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse a fait des personnalités. Je veux lui répondre.

M. le président demande au député de Richmond de s'en tenir à l'item mentionné.

M. Lafrance (Richmond): Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse a déclaré qu'il ne faut pas faire de la politique avec l'éducation, et cela, sur le dos de jeunesse. Je veux accuser le ministre et son gouvernement de se servir de l'argent de la province pour se faire du capital politique. Avant de donner des leçons d'honnêteté aux autres, il devrait commencer par prêcher l'exemple. Il y a du favoritisme politique dans l'octroi des subventions aux corporations scolaires.

Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse a déclaré dans cette Chambre que Québec consacre une plus grande partie de ses revenus à l'éducation que toute autre province au Canada. En supposant que son affirmation soit vraie, où va donc tout cet argent? C'est ce que l'on se demande de plus en plus aujourd'hui, et c'est la question que se posait un professeur de McGill. Cette question se pose tout naturellement quand on constate le rang peu reluisant que nous occupons au point de vue de l'enseignement secondaire, et les salaires inférieurs que reçoivent nos instituteurs et institutrices.

De fortes sommes sont votées tous les ans, mais le Québec est la seule province où l'instruction n'est pas gratuite. Les instituteurs sont pauvrement rémunérés. Où va l'argent alors? Si l'on dépense tellement d'argent et que les résultats sont minimes, c'est que l'argent n'est pas dépensé en fonction de l'éducation, mais des élections.

M. le président: L'article 285 des règlements de cette Chambre défend d'imputer des intentions à un collègue. Le député de Richmond n'a pas le droit de faire semblable affirmation.

M. Lafrance (Richmond): Je considère que le système d'octrois discrétionnaires que l'on pratique actuellement favorise la petite politiciaille à tous les échelons, de la petite école de rang à l'université.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Richmond est hors d'ordre. Il ne s'en tient pas à l'item en discussion.

M. Lafrance (Richmond): En 1946, le gouvernement a voté une loi pour assurer les progrès de l'éducation⁴. C'est de cette loi qu'origine tout le mal. On a modifié la loi scolaire de façon à confier la distribution des octrois au lieutenant-gouverneur en conseil au lieu du surintendant de l'Instruction publique. Le pouvoir de dépenser de l'argent à partir du Fonds de l'éducation a été transféré au cabinet et au secrétaire provincial. Le député est alors entré dans le mécanisme des octrois, ce qui prête aux pires abus. C'est à ce moment que le gouvernement a commencé à utiliser les octrois scolaires comme outils politiques.

Avant cette loi, les octrois étaient distribués par le surintendant de l'Instruction publique, non par un ministre. Maintenant, les octrois du gouvernement aux commissions scolaires sont toujours distribués par des députés de l'Union nationale ou par des représentants du parti dans les circonscriptions représentées à l'Assemblée législative par un député de l'opposition. Le surintendant est donc devenu un simple fonctionnaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est faux.

M. Lafrance (Richmond): C'est ce qu'établissait l'article 17 du code scolaire. On l'a modifié, sabotant ainsi tout le système. Notre système scolaire est l'œuvre des libéraux...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Richmond veut-il rendre l'opposition ridicule? Il cite une loi de 1946, une loi de l'Union nationale, qui a permis les progrès actuels, et il parle d'une œuvre des libéraux.

M. Lafrance (Richmond): Je dis que notre système d'éducation est l'œuvre des libéraux qui l'ont établi avec le concours du clergé, des communautés enseignantes et des commissions scolaires. La loi de 1946 a introduit la politique dans les écoles, en confiant la distribution des octrois à un ministre de la couronne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Richmond devrait savoir qu'il n'a pas le droit de critiquer une loi sans en demander le rappel.

M. le président: L'article 382 des règlements de cette Chambre ne permet pas au député de s'aventurer sur ce terrain.

M. Lafrance (Richmond): Je soutiens que, par suite de la mentalité qui règne de l'autre côté de cette Chambre, on fait entrer le député dans la distribution des octrois, ce qui prête aux pires abus, au chantage le plus éhonté, à la politique du "crois ou meurs". On l'a vu dans divers comtés. Entre le 6 et le 19 juin 1956⁵, on a distribué en octrois, aux commissions scolaires du comté de Drummond, un montant global de \$794,766.25. Coïncidence étrange, mais qui laisse songeur. Et le cas de Drummond n'est pas une exception...

J'accuse aussi le secrétaire et registraire (l'honorable M. Prévost) de se servir de ces octrois pour fins de capital politique. Il sert de complice dans ce système corrompu. Ainsi, j'ai le texte d'une lettre qu'il a écrite au secrétaire d'une commission scolaire de mon comté de Richmond, lettre en date du 2 octobre 1957⁶. Le ministre disait, dans cette lettre, qu'il était heureux d'informer la commission scolaire que, à la suite des représentations du Dr Ephrem Jacques, un octroi de \$10,000 lui était accordé.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Le Dr Jacques était venu me voir...

M. Lafrance (Richmond): Il arrive que le Dr Jacques était mon adversaire aux dernières élections. C'est un "patroneux" dans Richmond. S'il a vu le secrétaire et registraire pour réclamer un tel

octroi, il l'a fait sans autorisation de personne, car le président et les membres de cette commission m'ont assuré qu'ils n'avaient nullement communiqué avec lui à ce sujet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Que le député de Richmond (M. Lafrance) cesse ses personnalités et qu'il s'en tienne à l'item en discussion.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le député de Richmond (M. Lafrance) est parfaitement dans l'ordre. Il a droit de se demander si l'argent est bien dépensé.

M. Lafrance (Richmond): Nous réclamons, de ce côté-ci de la Chambre, l'institution immédiate d'un système d'octrois statutaires où le ministre, le député, le "patroneux", le cabaleur n'auront plus leur mot à dire. Un tel système constitue le seul moyen de sortir la politique des écoles.

On fait photographier la remise des chèques aux commissions scolaires. (Il sort de son dossier des photos prises à l'occasion de la présentation d'un chèque à une commission scolaire du comté d'Arthabaska par le député d'Arthabaska (l'honorable M. Labbé). Les députés de l'Union nationale, dit-il, sont devenus des postillons.

Il cite le témoignage de M. Vincent Brassard, président scolaire de Chicoutimi, qui, écrivant dans une revue scolaire, dénonce le système des octrois discrétionnaires comme une entrave à la liberté des commissions scolaires. Le gouvernement, poursuit-il, est le seul dans la province à ne pas croire au système des octrois statutaires. N'est-ce pas encore la Fédération des commissions scolaires, où le gouvernement compte pourtant beaucoup d'amis, qui regrette, par la voix de son président, que ces organismes soient obligés de faire jouer toutes sortes d'influences pour l'obtention des octrois? Le président de la Fédération des commissions scolaires préconise l'institution d'un système d'octrois basés sur des barèmes bien établis et uniformes à travers la province.

Et que fait-on du rapport de la commission Tremblay⁷⁹? En a-t-on honte? Voici le plus grand inventaire qui ait encore été fait en notre province depuis la Confédération. Pas un député ne devrait manquer d'en prendre connaissance. Le rapport publié en 1956 par cette commission gouvernementale a été apparemment ignoré. Or, 140 des 250 mémoires produits devant cette commission parlent d'éducation.

Il lit les déclarations de différents groupements dénonçant la politique du gouvernement. Les commissions scolaires, dit-il, s'abstiennent de manifester leur opposition, de peur de perdre l'aide financière du gouvernement.

La Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels a recommandé le versement d'octrois statutaires. Les théories de l'opposition sur l'éducation ne font que refléter les demandes et les théories des organismes publics qui les ont exprimées devant la Commission. On peut dire que l'opinion est unanime en faveur des octrois statutaires. Le rapport constitue notre témoin vedette. Le système des octrois discrétionnaires est un système scandaleux, qui prête à toutes sortes d'abus. Il est temps qu'on sorte le député, rouge ou bleu, du mécanisme des octrois.

Pendant que le gouvernement prétend qu'il ne peut pas faire plus, des dizaines de milliers de talents se perdent. Quant à nous, nous réclamons l'égalité de tous les enfants, quelle que soit leur origine sociale, devant les chances d'instruction. Et nous ne serons pas satisfaits tant qu'on ne mettra pas les études supérieures à la disposition de tous les enfants.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Voyons d'abord à quoi riment les affirmations du député de Richmond, quand il parle de politique dans la distribution des octrois. Je prendrai pour exemples son propre comté de Richmond et celui qui a été l'objet de ses critiques, le comté de Drummond. Le député de Richmond (M. Lafrance) a prétendu que l'on avait été passablement généreux pour Drummond, mais nous avons donné plus encore à Richmond.

En 1954-1955, nous avons versé \$488,000 en octrois scolaires dans Drummond, comté représenté par un député ministériel. La même année, nous avons versé \$512,565 dans le comté de Richmond. En 1955-1956, les octrois scolaires se sont élevés à \$566,000 dans Drummond et à \$664,659 dans Richmond. En 1956-1957, ils ont été de \$578,000 dans Drummond et de \$663,240 dans Richmond. Est-ce là faire de la politique? Le propre comté de celui qui nous accuse d'avoir fait de la politique dans Drummond a plus reçu que le comté de Drummond.

Je répète que dans 99,9 % des cas, c'est le surintendant de l'Instruction publique et ses officiers qui décident seuls de l'attribution des octrois. Et ils le font partout avec la même mesure de justice.

Je veux répondre à deux questions posées par le député de Richmond (M. Lafrance): qu'est-ce qui a été fait et où est allé l'argent?

Le député de Richmond veut savoir où est allé l'argent? Je vais le lui dire. En 1946, les commissions scolaires avaient pour \$100,000,000 de dettes, et le gouvernement les a assumées en entier. En regard de ce passif, quel était l'actif des commissions scolaires? Il était très bas et presque inexistant dans les centres ruraux. Des écoles sans fondations, que travaillent le gel et le dégel. Des écoles bâties sur pilotis, avec un remblai de terre autour pour empêcher le vent de s'infiltrer dans les fentes du plancher. Des écoles avec des murs lézardés et des toits crevés. Il y en avait 2,500 sans électricité, en 1946. Dans un grand nombre de cas, les écoles n'avaient pas l'eau courante. Et l'on voyait à l'arrière un appendice dont on pouvait identifier à l'œil la destination. Certaines n'avaient pas de cour ou étaient condamnées par le bureau d'hygiène depuis 25 ans. D'autres, qui étaient mieux bâties, étaient menacées de détérioration, parce que les commissions scolaires n'avaient pas les moyens de les entretenir. En ville, l'actif est douteux.

Après 40 ans de règne libéral, c'est le résultat d'années de négligence. Voilà l'héritage que les libéraux ont laissé à la jeunesse en quittant le pouvoir. On construisait même des écoles sans cour, sur un emplacement à peine plus grand que le carré de la bâtisse. Aujourd'hui, les règlements exigent 20,000 pieds pour la première classe et 5,000 pieds pour chaque classe additionnelle. De sorte que l'on peut agrandir suivant les besoins.

Donc, l'actif ne valait pas cher en 1946. Les commissions scolaires ne pouvaient pas payer convenablement le personnel enseignant qui avait des salaires de famine. Le gouvernement libéral avait montré une inertie totale et n'avait pas trouvé le moyen d'établir un système de subventions pour aider financièrement les commissions scolaires.

Quelle est la situation aujourd'hui? C'est là qu'on va voir où est allé l'argent. De 1944-1945 jusqu'au 22 janvier 1958, il s'est construit dans la province 3,984 écoles nouvelles comprenant 17,804 locaux scolaires. Ces écoles ont coûté \$303,000,000 et le gouvernement a accordé des subventions là-dessus pour \$168,418,669.70. De plus, nous avons réparé les édifices qui pouvaient encore être sauvés et nous avons dépensé des millions supplémentaires pour aider à payer le personnel enseignant d'une façon convenable. S'il est une administration provinciale qui s'est penchée sur la jeunesse de chez nous pour lui faciliter l'instruction, c'est bien celle que dirige l'honorable Maurice Duplessis.

Au 1^{er} juillet 1956, l'actif des commissions scolaires était monté à \$478,303,000 d'après leurs

propres rapports. Et il s'est encore sûrement accru d'une cinquantaine de millions en 1956-1957, de sorte qu'il dépasse aujourd'hui \$525,000,000⁸. En regard de cet actif de plus d'un demi-milliard, le passif net est inférieur dans le moment à \$100,000,000. Et je le démontre.

Je ne conteste pas le chiffre de \$236,000,000 mentionné par le chef de l'opposition, en ce qui concerne la dette obligatoire des commissions scolaires⁹. Mais, de cette dette obligatoire, il faut d'abord déduire des octrois au montant de \$81,000,000 à être versés par le gouvernement. Il faut en déduire aussi un montant de \$75,000,000 représentant la partie de la dette assumée par le gouvernement en vertu de sa deuxième loi du rachat des dettes scolaires, le bill 46 modifié par le bill 5¹⁰. Avant de payer les montants dus en vertu de cette législation, il nous fallait examiner de A à Z chaque rapport produit par chaque commission scolaire pour les emprunts effectués depuis 1946. C'est un travail considérable, mais qui sera fait une fois pour toutes.

Si l'on additionne \$81,000,000 et \$75,000,000, on en arrive au chiffre de \$156,000,000. C'est ce montant qu'il faut soustraire de la dette obligatoire de \$236,000,000, en vue d'en arriver au montant de la dette. Une fois ces deux montants déduits de la dette obligatoire, il reste un passif net de moins de \$100,000,000. C'est moins que ce qu'il y avait en 1946, quand le gouvernement a pris ses obligations en charge, et ceci, en dépit du programme extraordinaire de construction qui avait été réalisé.

Le gouvernement de l'Union nationale a augmenté considérablement les octrois aux commissions scolaires et son aide à l'éducation. En 1944-1945, le budget total de l'éducation n'était que de \$16,134,702¹¹, alors qu'en 1958-1959, il sera de \$116,000,000. C'est \$100,000,000 de plus en une seule année qu'en 1944-1945.

Si on veut réellement apprécier l'œuvre du gouvernement, on devra songer que le gouvernement a délivré les commissions scolaires de \$100,000,000 de dettes, qu'il a payé \$168,000,000 pour la construction d'écoles nouvelles, et qu'il s'apprête à verser \$75,000,000 pour amortir les dettes des commissions scolaires. Et, à cela, il faudrait ajouter les autres sommes payées pour l'éducation à des titres divers.

Qu'on fasse ensuite la comparaison avec l'ancien régime libéral et on réalisera les progrès inouïs accomplis. On se rendra compte que jamais un gouvernement ne s'est penché avec plus de sollicitude sur les problèmes de la jeunesse que le

gouvernement actuel. Au lieu des anciennes écoles lézardées, nous avons de belles constructions modernes et hygiéniques. Mettons de côté l'esprit de parti pour apprécier ce qui se fait chez nous au point de vue éducation.

Nos adversaires aiment comparer le Québec et l'Ontario. Selon les statistiques officielles pour l'année fiscale 1957-1958, l'Ontario consacre 21.86 % de son budget à l'éducation, alors que, dans le Québec, le pourcentage est de 21.99 %¹². Si nous dépensions le même montant que l'Ontario pour l'éducation, nous ferions mieux que cette province, parce que nous avons plus d'enfants dans nos écoles et une population productive plus faible: ce serait déjà énorme. Nous faisons mieux!

L'éducation est au-dessus de la politique, et ce qui doit compter avant tout, c'est l'avenir de notre jeunesse.

M. Bernard (Drummond): Dans mon comté comme dans les autres, ce n'est pas le député ni le gouvernement qui décide de construire des écoles et qui veille à l'exécution des travaux, mais bien les commissaires d'écoles. Jamais je ne me suis mêlé de ces questions, pas même du nom donné aux écoles. Le député de Richmond, lui, s'est rendu dans la paroisse de l'Avenir pour tenter d'arrêter la construction d'une école centrale, en apportant comme argument que les contribuables en seraient ruinés. Pas un seul jeune homme de mon comté qui aura fait son cours classique ne sera privé d'un cours universitaire, faute de moyens personnels.

(Applaudissements)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition libérale mène depuis 1952 une campagne inqualifiable de dénigrement sur la question de l'éducation. Cette façon d'agir ne grandit pas ceux qui mènent cette campagne. Elle ne procure aucun avantage électoral. Les déclarations des libéraux sur l'éducation sont illogiques et visent à déprécier la province.

L'item en discussion ne tient pas compte de la question universitaire, des collèges classiques, des écoles spécialisées, de l'École des beaux-arts, du Conservatoire de musique, etc. Il s'agit tout simplement des écoles sous contrôle des commissions scolaires.

Il est incontestable que les nouvelles écoles que nous avons construites constituent une amélioration comme jamais la province de Québec n'en a connue avant 1945. Les libéraux dénigrent et décrient leur province pour atteindre le gouvernement.

Si l'on en croit les libéraux, la liberté de parole est disparue dans le Québec. Ils prétendent que les commissions scolaires sont réduites au silence et que les commissaires d'écoles n'ont plus de liberté et qu'ils ont peur de parler. Pourtant, les libéraux nous citent, depuis deux jours, des déclarations des commissaires d'écoles qui critiquent le gouvernement et qui réclament un changement de politique. On a même cité des gens de Trois-Rivières. Si nous leur avons enlevé vraiment toute liberté, si nous avons créé un climat de peur, comme on le prétend, l'opposition n'aurait pas tellement de citations critiquant le gouvernement à nous apporter de la part de ces gens ou organismes. Leurs attaques illogiques prouvent que, dans le Québec, la politique de l'Union nationale n'a vraiment pas étouffé la liberté de parole, de pensée et d'action. Il est d'ailleurs normal que tous n'envisagent pas le problème de la même façon.

Je défie l'opposition de citer, avec preuves à l'appui, un seul cas où le gouvernement se serait rendu coupable de favoritisme politique dans le domaine de l'éducation, durant les 10 dernières années¹³, un seul cas où les considérations de cette nature auraient décidé d'un seul octroi du gouvernement aux commissions scolaires. Je rappelle la déclaration du secrétaire provincial Prévost qui a dit précédemment que 99.9 % des décisions de donner des octrois ont été prises par le surintendant de l'Instruction publique seulement.

L'opposition cite aussi le rapport de la Commission d'enquête sur les problèmes constitutionnels, mais lorsqu'il fut publié, les libéraux ont accusé le gouvernement de l'avoir falsifié.

Les faits sont là. On nous reproche d'envoyer les chèques d'octroi aux députés ou aux candidats défaits. Nous confions ce travail à des personnes qui ont notre confiance. Quel mal y a-t-il à cela? On n'a tout de même pas osé prétendre que ces chèques n'ont pas été remis aux commissions scolaires auxquelles ils étaient destinés?

Les allégations voulant que du favoritisme préside au versement des subventions sont tout simplement non fondées. Dans bien des cas, les comtés de l'opposition sont mieux traités que les autres par le gouvernement. Dans mon propre comté de Trois-Rivières, par exemple, durant la période de 1944-1945 à 1956-1957, le gouvernement a payé en octrois pour l'éducation la somme de \$1,616,021.69, cependant que, dans Richmond, pour la même période, il payait \$4,015,226, dans Saint-Hyacinthe, \$1,565,502, dans Hull, \$2,730,000, dans Verdun,

\$1,957,900, dans Chambly, \$7,500,000, dans Jacques-Cartier, \$5,900,000, etc¹⁴. Qu'on ne vienne pas dire, après avoir vu ces chiffres, que le gouvernement fait de la politique dans l'éducation. Les faits que je viens de citer prouvent le contraire.

En résumé, l'actif des commissions scolaires atteint maintenant le demi-milliard, et les dettes totales des commissions scolaires sont moins élevées que le montant que le gouvernement assumait en 1946. Qu'on mette donc la partisanerie de côté. Que l'opposition cesse de dénigrer la province et fasse des suggestions constructives.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je croyais avoir rempli mon rôle en participant à ce débat précédemment. Le premier ministre a rapporté un argument avec un tour personnel en mentionnant la Commission scolaire de Trois-Rivières. Il a voulu rectifier le barème d'un ensemble de chiffres en face de la réalité.

Dans mon enfance, des écoles existaient, qui existent encore, où je suis passé et où mon père avait passé. Une école qui date de 100 ans est mieux qu'une douzaine d'écoles d'aujourd'hui dont les murs ne sont pas toujours solides. Mais là n'est pas le problème de l'éducation. Le vrai problème, c'est plus qu'un problème de finances et de structures de brique: le problème, c'est celui des cerveaux à développer, c'est ce qui fait que, parmi 100 jeunes chômeurs d'aujourd'hui, il s'en trouve 76 qui n'ont pas atteint la 7e année, alors que, de nos jours, l'industrie tient à ce que ses travailleurs manuels possèdent une 9e année ou même une 12e année.

Nous ne nions pas que les nouvelles écoles représentent un actif. Mais, tout de même, on ne va pas les vendre pour payer les salaires des instituteurs. Est-ce que le secrétaire et registraire (l'honorable M. Prévost) prendra l'actif des commissions scolaires pour liquider leurs dettes? L'actif sur lequel nous devons compter est autrement plus important. À quoi sert aux commissaires scolaires d'avoir un gros actif, si les talents se perdent?

L'Union nationale fait dévier le débat et le fait porter sur des questions purement matérielles. Le budget de l'éducation, aux années 1920, n'atteignait même pas la moitié du seul item en discussion. Je suis au centre d'un territoire où les commissions scolaires sont aux abois. Pour leur offrir un soulagement, le secrétaire de la province vient leur dire: vous avez un actif! On n'apportera guère de soulagement à une commission scolaire qui n'est pas capable d'équilibrer son budget en lui disant: "Mais vous avez un très bel actif. Vos écoles neuves valent

bien un tel montant." La Commission scolaire d'Iberville n'aurait qu'à vendre ses bâtisses où elle a un actif.

Le premier ministre trouve regrettable la campagne de l'opposition. La liste des personnes et des corps publics mentionnée hier par le député de Saint-Maurice, le premier ministre vient de la jeter à la face du public en disant que ces personnes et ces corps sont des dénigreur. Les gens qui ont l'heur de déplaire au premier ministre sont des dénigreur de la province.

La commission Tremblay, dont j'ai longuement parlé et dont l'Union nationale ne voudrait pas nous voir ressusciter le rapport, a entendu son nom en Chambre, de la part du premier ministre, pendant des années. On avait l'impression qu'elle découvrirait un monde. Le silence du gouvernement, après la publication du rapport à la suite de plusieurs années de travail et de dépenses importantes, en dit long. Ce rapport, dont j'ai cité des extraits hier, dit qu'il faut réviser presque entièrement notre politique d'éducation. Ce rapport vient de traiter tous les commissaires d'écoles de dénigreur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Il n'est pas question du rapport de la commission Tremblay. Cette Commission n'a pas été nommée pour discuter de l'éducation, mais de questions constitutionnelles. Du reste, il ne faut pas confondre le rapport avec ceux qui ont fait les mémoires qui ont été présentés. Le mémoire des collèges classiques, par exemple, a été mal fait. C'est de la foutaise. L'auteur est un futur candidat à la convention libérale¹⁵ contre le chef de l'opposition.

M. Lafrance (Richmond) se porte à la défense de Paul Gérin-Lajoie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Richmond (M. Lafrance) ne devrait pas agir ainsi. Il est assis derrière son chef et voudrait en profiter pour le frapper dans le dos, en défendant celui qui veut se présenter contre lui.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les témoins du premier ministre disent eux-mêmes qu'il nous faut les octrois statutaires. C'est ce que nous demandons.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit que dénigrer sa province, c'était nier

l'évidence, refuser de constater les faits, c'est nier les améliorations énormes apportées dans le domaine de l'éducation.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le rapport Tremblay est un témoignage que j'apporte en faveur des subventions statutaires. Nous avons combattu en faveur d'une politique d'octrois statutaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le rapport Tremblay est bien différent des tactiques de l'opposition. Celle-ci oublie de constater les faits. Sa discussion sur le rapport Tremblay est hors d'ordre. Les membres de la Commission ont dépassé leur juridiction quand ils ont étudié les problèmes de l'éducation et, par conséquent, leurs opinions sur l'éducation, même si elles doivent être respectées parce qu'elles proviennent d'hommes d'une grande compétence, ne sont pas nécessairement celles du gouvernement. Ils n'ont pas parlé *ex cathedra*.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quelle est la position essentielle du groupe auquel j'appartiens dans ce débat? Nous avons discuté de l'éducation au stade élémentaire et secondaire. Notre position essentielle, c'est la dénonciation des octrois discrétionnaires, afin de les remplacer par des octrois statutaires. S'il y a une chose constructive, c'est bien celle-là. Elle est importante parce qu'elle est le renversement complet du système actuel. Tous ceux qui l'ont formulée, lors de l'enquête Tremblay, sont-ils des dénégateurs de leur province?

Critique négative que celle de l'opposition? Mais est-ce ainsi que l'on doit considérer l'attitude d'un parti qui dit simplement au gouvernement qu'il devrait se rendre au vœu à peu près unanime des associations intéressées à l'éducation qui demandent des octrois statutaires? Nous voulons ces octrois statutaires pour que les commissions scolaires soient en mesure de faire leur budget non à l'aveuglette, mais en sachant où elles vont. Le premier ministre va-t-il persister à dire que ceci est une critique destructive? Il a parlé de l'Ontario. Le discours sur le budget de M. Frost¹⁶, que j'ai devant moi, parle de subventions statutaires, afin que les corporations scolaires de l'Ontario puissent établir leur budget d'avance. Ceci se fait dans le gouvernement de la province la plus peuplée.

Ce qui nous intéresse, c'est l'éducation de la jeunesse. Nous avons constaté que, malgré les millions dépensés, trop de jeunes abandonnent l'école avant leur 7^e année. Nous voulons que le

gouvernement ait une politique qui ne se résume pas à des constructions d'écoles. L'opposition a apporté des suggestions constructives. Non seulement nous avons réclamé des octrois statutaires, mais nous avons demandé que les commissions scolaires refassent leur rôle d'évaluation, afin que la taxe rapporte davantage, que la taxe des neutres soit répartie de manière à profiter à tous les enfants de la province, que l'on consolide les écoles de rang, etc. Ce qui me frappe, c'est que le gouvernement semble vouloir rester figé dans le passé. Il ne prévoit rien pour l'avenir.

Tout à l'heure, le secrétaire et registraire (l'honorable M. Prévost) a dit que nous donnions une portion de pourcentage de plus que l'Ontario à l'éducation. Le gouvernement ne devrait pas oublier que nous sommes une minorité et que c'est uniquement par l'éducation, en s'instruisant plus que les autres et non par le nombre ou l'argent, que les nôtres pourront percer. Pour l'éducation, nous devons donc, au Québec, faire beaucoup plus qu'ailleurs.

Le gouvernement ne discute pas vraiment du problème global en éducation. Quand on en vient à la construction et aux budgets, on devrait se souvenir que les budgets du gouvernement actuel sont beaucoup plus élevés que ceux de 1944-1945. Combien avons-nous d'écoles élémentaires?

L'honorable M. Prévost (Montmorency):
Environ 9,800.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si le ministre consulte l'*Annuaire statistique* de 1938, il verra qu'en 1936, nous avions 9,112 écoles. D'après l'*Annuaire statistique* de 1948, 10,055 écoles en 1944; d'après celui de 1954, 10,053 en 1946-1947. Le gouvernement actuel a pu construire près de 4,000 écoles nouvelles depuis 1945, mais, dans 20 ans, on pourra parler d'un nombre à peu près égal d'écoles nouvelles construites par un autre gouvernement. De plus, ceci signifie qu'il existe encore plusieurs milliers de ces vieilles écoles délabrées qui sont utilisées. Mais encore là, ce n'est pas le véritable problème.

Les édifices sont d'importance secondaire; l'enfant dans la classe est d'importance primordiale. Ce qui presse, c'est l'accessibilité à l'éducation, pour les gens qui n'ont pas les moyens de faire instruire leurs enfants. Ce qui importe, c'est que tout enfant puisse bénéficier des avantages de l'éducation, quels que soient les moyens de leurs parents. Consultez les annonces des journaux où l'on offre des emplois.

Pour les obtenir, il faut de l'instruction. Comment voulez-vous qu'un enfant, qui a quitté l'école à la 4e année, puisse aller travailler dans l'électronique? Sans instruction, il faut se contenter des derniers postes.

Le premier ministre a fait entrer la politique dans l'éducation. Lorsqu'il a commencé son discours, ses premières paroles étaient entachées de politique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai donné des faits.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre nous entraîne toujours dans la politique. N'en déplaît au chef du gouvernement, au secrétaire provincial et au ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé), pendant tout le cours de ce débat, nous n'avons rien entendu que nous ne puissions identifier comme un exposé de politique d'éducation. Le premier ministre a dit tout à l'heure: regardez mon comté de Trois-Rivières. Il s'est forgé des accusations que nous n'avons jamais portées. C'est la politique d'octrois discrétionnaires du gouvernement qui est la cause de tout le mal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans la province, les écoles coûtent moins cher par tête qu'aux États-Unis.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il me semble que j'ai exposé des idées suffisamment claires. Personne ne peut nier que nous avons tout fait pour apporter des idées constructives.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ajournement à 8 heures¹⁷.

L'étude de la résolution est suspendue.

À 6 heures, le comité suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le député de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), et dont le texte se lit comme suit: Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq millions neuf cent douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux corporations

scolaires (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Brown (Brome): Est-ce que le gouvernement a l'intention d'accorder un octroi à Sept-Îles pour la construction d'une certaine école comme on le lui a suggéré?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement étudie la question. Le projet comporterait des complications parce que, d'une part, on veut une école qui serait plus qu'une école élémentaire et que, d'autre part, on y enseignerait sous le même toit et aux enfants catholiques, et aux enfants protestants.

M. Parent (Hull): Le gouvernement fait sa part, mais il la fait mal. L'an dernier, j'avais remercié le gouvernement d'avoir donné une subvention à la Commission scolaire de Hull. Je n'ai pas peur de le dire: notre commission scolaire a été bien traitée. Encore dernièrement, elle a reçu une autre subvention de \$680,000, pour lui permettre de combler les déficits accumulés sur une période de trois ans. Je remercie les autorités provinciales de la lui avoir accordée. Les contribuables ont fait généreusement leur part, puisque le taux de la taxe a été porté de 15 à 21 millièmes en trois ans. Et le gouvernement a également fait sa part. Le taux de la taxe ayant monté, il sera plus facile d'équilibrer le budget à l'avenir.

Ce n'est donc pas là-dessus que j'ai des reproches à formuler. Ce à quoi nous nous opposons, c'est la façon de transmettre ces subventions. Elles devraient être adressées directement à la commission scolaire, et non pas au député du comté ou à celui qui s'occupe du patronage, pour lui permettre de s'en faire un capital politique. Dans le cas de la subvention de \$680,000, bien que la lettre ait été adressée au secrétaire-trésorier de la Commission, la subvention est allée d'abord au "patronneux", qui a lui-même transmis la nouvelle aux journaux, avant même que le véritable destinataire en ait pris connaissance.

Le gouvernement devrait traiter directement avec les commissaires ou leur trésorier. Ce serait un excellent moyen de restaurer l'autonomie des commissions scolaires et de sortir l'éducation de la politique que de supprimer ces intermédiaires.

À l'heure actuelle, de l'aveu même du secrétaire provincial, 50 % des commissions scolaires font parvenir au département de l'Instruction publique des budgets non équilibrés.

C'est une façon de procéder qui est évidemment incompatible avec les méthodes normales de saine administration. Mais comment pourrait-on blâmer les commissions scolaires? Elles ne savent pas, au moment où elles préparent leur budget, quel montant elles recevront du gouvernement au cours de l'année. Si les subventions étaient accordées suivant un barème établi, statutaire, comme en Ontario, les commissions prendraient les moyens pour équilibrer leur budget. Elles sauraient alors d'avance de quel montant elles pourraient disposer au cours de l'année et s'il y a lieu ou non d'augmenter le taux de la taxation. Le secrétaire et registraire (l'honorable M. Prévost) dit bien qu'il existe un barème à l'usage du département, mais ce barème étant inconnu du public, les commissions scolaires ne peuvent pas en tenir compte pour préparer leur budget.

On a dit aussi qu'il était impossible d'établir un régime d'octrois statutaires. Pourtant, un tel régime existe en Ontario depuis déjà sept ans. Ce qui est possible pour l'Ontario doit l'être également pour le Québec. Les octrois statutaires pourraient être institués par une loi générale. En Ontario, les octrois vont de 40 % à 92 % dans les régions rurales, et de 16 % à 44 % dans les villes. Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte dans le calcul. Il n'y a donc pas d'uniformité rigoureuse. Il reste cependant que la commission scolaire, après avoir rempli les formules prescrites, sait exactement ce qu'elle recevra du gouvernement. C'est un régime analogue que nous devrions avoir dans le Québec, en tenant compte de nos besoins particuliers.

Il réclame une conférence fiscale à laquelle participeraient la province, les municipalités et les commissions scolaires afin, dit-il, d'amorcer une meilleure répartition des sources de revenus entre ces divers organismes. Il fait écho au désir de la Fédération des commissions scolaires qui demande l'institution d'une commission royale d'enquête sur les problèmes d'éducation dans le Québec.

En Ontario, la politique n'intervient pas dans l'éducation. Nous nous opposons à ce qu'on mêle la politique à l'éducation à ce sujet. Lors du congrès des commissions scolaires de la province, une avalanche de reproches ont été adressés au gouvernement. Le député d'un comté ne devrait pas être désigné pour remettre un chèque de subvention à une commission scolaire. Qu'on supprime ces détours et l'on sortira du même coup l'éducation de la politique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les libéraux se plaignent que les chèques de subventions soient remis aux commissions scolaires

par des députés ou de simples représentants de l'Union nationale. Qu'est-ce qui nous empêche de faire remettre le chèque par quelqu'un en qui nous avons confiance? C'est notre affaire. Nous avons été élus par le peuple pour gouverner et nous pouvons faire livrer ces chèques par qui nous voudrons.

M. Couturier (Gaspé-Nord): Le député de Hull s'oppose à ce que le gouvernement envoie le chèque des octrois au député, au lieu de l'adresser directement à la commission scolaire. Le député n'est-il pas élu pour servir son peuple? Dans mon comté, le gouvernement a bâti 38 écoles en accordant des octrois allant jusqu'à 98 % du coût de la construction.

Je fus un temps maire de Saint-Louis du Ha Ha, vers 1926, sous le régime libéral. J'étais connu comme conservateur et je fus obligé de "virer mon capot" pendant deux élections pour obtenir des octrois pour ma paroisse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député libéral de Hull a admis, dans son discours, que le gouvernement a traité justement son comté en accordant des octrois généreux et que le surintendant de l'Instruction publique était un homme juste et compétent.

Relativement aux usages suivis dans l'Ontario, si on aime tant cette province, on n'a qu'à y aller demeurer. De fait, le député de Hull ne sait pas de quoi il parle. La presse ontarienne fait périodiquement état des plaintes que les organismes scolaires font entendre à l'endroit du gouvernement.

Le système d'octrois statutaires suivi dans l'Ontario ne peut pas s'appliquer dans la province de Québec qui possède un système différent. D'abord, dans l'Ontario, les subventions sont réparties sur une période de 20 ans, alors que, dans le Québec, elles sont entièrement payées après cinq ans, souvent même trois ans.

L'Instruction gratuite est une chimère, un mythe. Il ne peut y en avoir. L'expression "enseignement public gratuit" est contradictoire et dénuée de sens. Je suis opposé à un système d'octrois statutaires et à l'enseignement public gratuit. Ce dernier n'existe pas, car il faut que quelqu'un paie, de toute évidence, pour le personnel enseignant et les autres frais. Tout ce que l'on peut faire à cet égard est de faire porter le fardeau de ces dépenses par un autre. Quand il est question de formation spécialisée, le coût est entièrement défrayé par le gouvernement. Il n'existe pas d'enseignement gratuit.

Il est malsain, mauvais néfaste et dangereux de répandre l'idée que le gouvernement peut tout faire et doit tout faire. Il y a, dans ce domaine de l'éducation, des responsabilités et des devoirs à remplir qui incombent aux individus et aux parents. Lorsque les parents sont incapables de payer, le gouvernement se porte à leur aide. On le constatera bientôt; je ne veux pas anticiper pour le moment. J'aime mieux, pour ma part, un homme qui a moins de talent, mais qui cependant est travailleur et ambitieux, qu'un autre bourré de talent et qui ne travaille pas.

On peut constater, à l'heure actuelle, dans la province, une meilleure compréhension des avantages et des devoirs que comporte l'éducation. J'aide personnellement des jeunes qui veulent s'instruire. Je connais plusieurs de mes amis qui font la même chose. Des centaines de mille dollars sont donnés en bourses par des philanthropes de la province. Mais encore faut-il qu'on n'oublie pas cette maxime toujours vraie: Aide-toi et le Ciel t'aidera.

Toutes les subventions, en somme, sont statutaires. Elles découlent, d'une façon ou de l'autre, d'une loi. Mais de grâce, qu'on ne pousse pas ce raisonnement à l'absurde en donnant à entendre que le peuple a choisi un gouvernement pour qu'il soit statufié. Tout gouvernement doit être en mesure d'envisager les circonstances différentes qui se produisent. Le régime inflexible de subventions qui existe en Ontario n'est pas désiré dans le Québec. Le gouvernement du Québec n'est pas une machine. Son administration n'est pas devenue mécanique, elle n'a pas été automatisée. On n'est pas capable de faire voter une loi qui tiendra compte de tous les cas que l'on pourrait se servir de la même pièce d'étoffe, afin d'habiller de la même façon tous les membres d'une même famille. Un gouvernement est élu pour s'occuper des problèmes à mesure qu'ils surgissent.

Il serait impossible de traiter tout le monde avec équité avec un système fixe d'octrois scolaires statutaires. La nature des travaux varie souvent d'une municipalité à l'autre, quand il s'agit de construire une école. Ici, il faut une école plus considérable; là, un édifice qui nécessitera des particularités spéciales, par exemple, à cause de la topographie des lieux. Peut-on prévoir à l'avance tous ces cas dans un texte de loi? Il faut tenir compte aussi des accidents qui peuvent arriver; tempêtes, tremblement de terre, etc., et causer des dommages considérables. Qu'arriverait-il, alors, si toutes les subventions étaient décidées suivant une loi rigide? Quel est le gouvernement qui peut s'engager cinq à six ans à

l'avance à payer sans savoir s'il pourra tenir sa promesse?

Il est humainement impossible d'avoir un régime d'octrois standardisé. Un tel régime répugne au bon sens. D'ailleurs, je suis convaincu que, si la Providence voulait punir la province de Québec en renvoyant les libéraux au pouvoir, ceux-ci mettraient vite de côté les octrois statutaires qu'ils réclament avec tant d'insistance.

Le mémoire de la Fédération des collèges classiques à la commission Tremblay, mémoire qui a été préparé par un homme qui aspire au poste de chef de l'opposition et dont les libéraux ont fait grand état durant le débat, a été renié dans mon bureau par les représentants des collèges classiques.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): L'achat de manuels scolaires devient très onéreux pour les chefs de famille dont les moyens sont modestes. Des parents sont obligés de retirer leurs enfants de l'école, parce qu'ils ne sont pas capables de payer les manuels.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Il y a une loi qui autorise les commissions scolaires qui le veulent à instaurer la gratuité des volumes: elles assument 50 % du coût des manuels, et le gouvernement, l'autre moitié. De plus, la loi de l'Instruction publique oblige à fournir les livres aux enfants pauvres.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Le changement des manuels de classe d'une année à l'autre ou d'une école à l'autre entraîne souvent des dépenses onéreuses pour les parents. Est-ce que le gouvernement étudie quelque projet d'uniformisation des manuels de classe dans la province?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le problème est compliqué. Personnellement, je travaillerai à ce qu'on ait les mêmes volumes dans les mêmes classes. Je ne vois aucune objection à ce que les livres soient identiques partout. Je ne prendrai pas sur moi cependant d'imposer l'uniformité des livres. Je ne crois pas que le gouvernement doive intervenir dans les affaires du Conseil de l'Instruction publique et décider cette uniformité, parce que cela serait excessivement dangereux.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Tout le monde se plaint de la situation actuelle. Autrefois, un élève montant de classe pouvait acheter des

manuels ayant appartenu aux élèves de l'année précédente, parce que les manuels étaient demeurés les mêmes. Je ne sais pas ce qui cause ces changements de manuels tous les ans maintenant. C'est quelque chose d'extraordinaire. Serait-une évolution tellement rapide au point de vue pédagogique? Il y a là une question matérielle pour bon nombre d'élèves. J'espère que le problème sera soumis à l'attention du public. Je ne voudrais pas qu'on dise par là qu'on va attaquer les évêques du Comité de l'instruction publique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y avait sans doute des réformes à accomplir dans ce domaine et il y en a encore. Le député de Saint-Hyacinthe (M. Saint-Pierre) a bien fait de souligner ce point.

M. Brown (Brome): Le transport des enfants dans des véhicules à un endroit central présente un grave problème qui, à mon avis, mérite d'être étudié par les experts en éducation, en vue du fait que le gouvernement a investi \$699,975 pour le transport des enfants catholiques, et \$329,234 pour les étudiants protestants, d'après les derniers *Comptes publics*, et se propose d'investir \$1,600,000 cette année.

Le premier problème qui mérite considération, à mon humble avis, est le lieu de résidence de l'enfant par rapport au trajet de l'autobus. Nous avons les lois qui traitent de l'aspect légal de ce cas en ces termes: "Si l'étudiant demeure à deux tiers de mille de la route principale, il y a des octrois accordés pour payer la pension de l'enfant qui ne demeure pas chez lui, ou que la commission scolaire concernée souscrive aux dépenses du transport de l'étudiant ou des étudiants jusqu'à l'arrêt de l'autobus."

Cependant, qu'arrive-t-il si l'étudiant demeure 200 verges plus près que la distance spécifiée? Aujourd'hui, ce matin même, sans égard à la tempête, au froid, à la pluie et à la neige fondante, quelques enfants ont dû se frayer un chemin jusqu'à l'arrêt d'autobus, malgré les rafales et les coups de vent, seulement parce qu'ils ne demeurent pas sur le trajet de l'autobus. Quelquefois, un enfant, garçon ou fille, âgé de 7 à 17 ans, devra être à l'arrêt d'autobus aussi tôt que 7 h 15 a.m. et ne retournera chez lui que vers 6 heures du soir. Cela veut dire que, durant décembre et janvier, des enfants de sept ans quittent la maison au petit jour et en reviennent le soir à la noirceur, qu'ils doivent marcher un demi-mille de la maison à l'arrêt d'autobus, le matin, et un autre demi-mille de l'arrêt d'autobus à la maison, le soir. En

comparaison avec l'élève qui demeure à proximité de l'arrêt d'autobus et qui n'a qu'à sortir de la maison lorsqu'il voit venir l'autobus et la même chose pour le soir, lorsqu'il revient. Dans le cas où la demeure de l'enfant est située tout près de l'école, l'étudiant ou les étudiants, à cause de ce fait, arrivent à l'école 15 minutes avant que la cloche sonne et sont à la maison 15 minutes après la classe.

Les règlements qui régissent le transport des écoliers par autobus devraient donc être assouplis. On pourrait être moins rigide, par exemple, en ce qui concerne la distance requise entre la maison de l'écolier et l'école, pour autoriser l'usage du transport en commun. Les arrêts de l'autobus scolaire pourraient aussi être augmentés, afin de ne pas forcer les jeunes écoliers à marcher sur de trop longues distances pour s'y rendre.

Dans les petits villages, tels que Bolton Sud, dans le comté de Brome, les autorités de l'école ont établi un règlement à l'effet que les enfants doivent se rencontrer à un certain endroit pour sauver du temps et faciliter la tâche du chauffeur d'autobus. C'est ainsi que les enfants d'une certaine famille demeurant dans la banlieue de Bolton Sud doivent marcher sur une distance d'un quart de mille sur la route principale pour se rendre à l'arrêt d'autobus. La chose présente un danger, car il arrive justement que ce chemin est l'endroit principal où les camions font leur chargement de bois et de pulpe. M. le président sait certainement que le moment le plus achalandé pour ces camions coïncide avec l'heure où les enfants partent pour l'école le matin et en reviennent le soir. La chose serait tellement plus simple si l'autobus faisait cinq arrêts, au lieu d'un seul. Cela éliminerait le danger de se faire frapper par les camions pour les enfants qui sont dans les deuxième, troisième et quatrième années.

Connaissant l'excellent personnel de la section du service civil au département de l'Instruction publique, je me demande si l'honorable ministre, le secrétaire et registraire (l'honorable M. Prévost), pourrait prendre en considération ces différentes demandes, afin que je puisse informer les commissions scolaires de la meilleure procédure à suivre, et pour rénover la loi scolaire, pour considérer les nouveaux problèmes que ce transport des enfants pose aux étudiants et aux familles de cette province.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Le problème soulevé par le député de Brome, à propos du transport des élèves par autobus, relève des commissaires d'écoles, même si le gouvernement en défraye partiellement le coût, soit environ 50 %. Le

montant peut varier d'une localité à l'autre, selon les distances et le nombre d'écoliers à transporter. Le département de l'Instruction publique n'organise pas ce transport.

M. Brown (Brome): Le département peut sûrement apporter de l'aide s'il le veut.

La résolution est adoptée¹⁸.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas un million huit cent quatre mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions éducationnelles spéciales (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent soixante et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles normales (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
De 1857 à 1958, soit en l'espace de 101 ans, il a été fondé 113 écoles normales et scholasticats-écoles normales, dans la province. Or, sous l'Union nationale, en 13 ans, il s'en est fondé 63.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil de l'Instruction publique (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Organisation de bibliothèques pédagogiques et scolaires, de cours de perfectionnement et d'examens (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Revenus éducationnelles et pédagogiques (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service de vérification (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante-huit mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre croit-il bien approprié à l'importance de ses fonctions le titre de secrétaire provincial lorsqu'on désigne son collègue?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
En effet, c'est un titre inapproprié. Cette désignation est mauvaise, mais malgré des recherches, on n'a pas encore trouvé mieux. Le gouvernement étudie la question, afin de lui trouver une désignation plus adéquate en raison du poste qu'il occupe et de ses fonctions¹⁹.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Y a-t-il un titre qui fait peur au premier ministre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Non, mais "ministre de l'Instruction publique" serait mal vu. La difficulté réside dans la série de fonctions occupées par le secrétaire qui est, entre autres, gardien du Sceau, registraire de la province, chef du ministère de l'Éducation et responsable des beaux-arts. Jusqu'à un certain point, le secrétaire provincial agit comme secrétaire d'État. Mais est-ce que pareil titre couvrirait tout le champ de ses attributions et serait vraiment approprié? Le gouvernement a aussi songé à "ministre de l'Intérieur", à "ministre des Beaux-Arts", mais là encore, des difficultés se posent et des objections se présentent. Ces désignations ne conviennent pas tout à fait à cette fonction importante occupée par le ministre actuel, le député de Montmorency (l'honorable M. Prévost).

Ce qu'il y a de certain, c'est que des ministères sont surchargés et que d'autres pourraient se partager la besogne. Le gouvernement travaille à mieux distribuer les fonctions attribuées aux différents ministres. Dans le département de l'Instruction publique, il y a certainement des modifications à faire. Il a déjà assez à faire, sans s'occuper des universités. À tout événement, la question est à l'étude. Si le chef de l'opposition est en mesure de nous faire une suggestion appropriée à ce sujet, nous l'accepterons avec plaisir.

La résolution est adoptée²⁰.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Projets de loi:

**Charte
de Matane**

M. Gagnon (Matapédia) propose que le bill 236 modifiant la charte de la ville de Matane n'ayant pas été présenté dans les délais prescrits à cause de conditions exceptionnelles et de circonstances incontrôlables, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

**Marcel
Van de Putte**

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose que le bill 241 changeant le nom de Marcel Van de Putte en celui de Marcel Marion n'ayant pas été adopté et n'ayant pas été présenté dans les délais prescrits à cause de circonstances incontrôlables, les droits ordinaires et additionnels que le pétitionnaire de ce bill a payés lui soient remis, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à 11 heures du matin²¹.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Le député de Saint-Hyacinthe (M. Saint-Pierre), précise *Le Nouvelliste* du 24 janvier 1958, à la page 3, est le critique officiel de l'opposition en matière d'éducation.

2. Selon les *Comptes publics* de 1958-1959, s'ajoutent au montant de \$25,912,000 versé aux commissions scolaires et inscrit à l'item 4 les sommes prévues par la loi concernant l'Instruction publique, la loi concernant l'Ordre du mérite scolaire et la loi autorisant l'octroi de subventions aux collèges classiques et à certaines autres écoles (S.R.Q., 1941, chapitres 59 à 61): \$865,000, ainsi que les montants votés par la loi pour assurer le progrès de l'éducation (10 George VI, chapitre 21, sanctionnée le 10 avril 1946) et ses amendements: \$30,372,000, pour un total de \$57,149,000, d'où le montant évoqué par le député de Richmond (M. Lafrance). Ajoutons que *La Presse* du 24 janvier 1958, à la page 10, souligne que M. Lafrance en était à sa première intervention en Chambre depuis la reprise des travaux en 1958. Hospitalisé le 2 janvier 1958, il n'est revenu à l'Assemblée législative que le 21 janvier, pour le début de l'étude des crédits de l'Instruction publique.

3. Au cours de la séance du 22 janvier 1958, le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) a lui-même accusé le député de Saint-Maurice (M. Hamel) de "torturer" des chiffres tirés de l'*Annuaire statistique du Canada* de 1956.

4. Le député de Richmond (M. Lafrance) fait allusion au bill 48, loi pour assurer le progrès de l'éducation (10 George VI, chapitre 21), sanctionné le 17 avril 1946.

5. Le 24 janvier 1958, *Le Soleil*, à la page 3, *La Presse*, à la page 10, *Le Devoir*, à la page 1, *La Tribune*, à la page 16, affirment plutôt que ces octrois auraient été distribués dans les mois qui ont précédé les élections générales. Rappelons que les élections provinciales se sont déroulées le 20 juin 1956.

6. Le 24 janvier 1958, *The Quebec Chronicle Telegraph*, à la page 2, dit plutôt que cette lettre a été envoyée "la veille des dernières élections générales". *La Presse*, à la page 10, *Le Devoir*, à la page 1, et *La Tribune*, à la page 16, appuient la version du *Soleil*, la source que nous avons retenue.

7. Créée par le bill 37 (1-2 Elizabeth II, chapitre 4) sanctionné le 12 février 1953, la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, présidée par le juge Thomas Tremblay, est mise sur pied par le gouvernement de l'Union nationale pour "enquêter sur les problèmes constitutionnels, [...] faire rapport de ses constatations et opinions et lui soumettre ses recommandations quant aux mesures à prendre pour la sauvegarde des droits de la province, des municipalités et des corporations scolaires". (Statuts de la province de Québec, chapitre 4).

8. *The Quebec Chronicle Telegraph* du 24 janvier 1958, à la page 2, parle de \$425,000,000. Le même jour, *L'Action catholique*, à la page 14, le *Montréal-Matin*, à la page 5, et *Le Nouvelliste*, à la page 3, proposent une version semblable à celle du *Soleil*, notre source. *La Presse*, à la page 5, précise que cet actif atteint au moins \$525,000,000 tandis que *L'Événement*, à la page 1, écrit "un actif de \$525,000,000". *La Tribune* déclare enfin que cet actif s'établit autour de \$500,000,000.

9. Lors des séances des 21 et 22 janvier 1958, le chef de l'opposition a plutôt parlé d'une dette de \$241,000,000.

10. À la session de 1955-1956, le gouvernement faisait voter le bill 46, loi favorisant les progrès scolaires dans la province (4-5 Elizabeth II, chapitre 39), sanctionné le 23 février 1956 et amendé à la session de 1956-1957 par le bill 5, loi modifiant la loi facilitant davantage les progrès scolaires dans la province, (5-6 Elizabeth II, chapitre 4), sanctionné le 19 décembre 1956.

11. Ce budget, selon *The Quebec Chronicle Telegraph* du 24 janvier 1958, à la page 2, s'établit plutôt à \$16,132,000. Le quotidien anglophone constitue toutefois le seul journal à citer ce chiffre.

12. *The Quebec Chronicle Telegraph* du 24 janvier 1958, à la page 2, rapporte des statistiques à peu près similaires: 21.56 % pour l'Ontario et 21.97 % pour le Québec.

13. *Le Soleil* du 24 janvier 1958, à la page 6, écrit "depuis 1946" tandis que le *Montréal-Matin* du 24 janvier 1958, à la page 6, note "depuis 1945".

14. Le 24 janvier 1958, *Le Nouvelliste*, à la page 1, stipule que ce sont plutôt \$1,565,302 qui ont été octroyés dans le comté de Saint-Hyacinthe.

15. Il s'agit de l'avocat Paul Gérin-Lajoie.

16. Leslie Miskampbell Frost, premier ministre conservateur de l'Ontario de 1949 à 1961.

17. *Le Soleil* du 24 janvier 1958, à la page 6, déclare que la Chambre semblait à ce moment prête à adopter l'item no 4, mais comme le député de Saint-Hyacinthe (M. Saint-Pierre) avait plusieurs questions de détail à poser, le premier ministre a prononcé l'ajournement.

18. *Le Nouvelliste* du 24 janvier 1958, à la page 1, écrit que ce débat sur cet item des crédits de l'Instruction publique constitue "le plus long débat de la session" et une "des plus longues discussions entreprises à l'Assemblée législative en marge de l'étude des crédits de l'Instruction publique, depuis plusieurs années".

19. *La Presse* du 24 janvier 1958, à la page 10, rapporte que le secrétaire et registraire (l'honorable M. Prévost) est le seul membre du cabinet qui ne porte pas le titre de ministre.

20. Les crédits de l'Instruction publique sont tous adoptés, sauf, selon *L'Action catholique* du 24 janvier 1958, à la page 3, ceux des universités. Le quotidien rapporte aussi que le premier ministre a permis à l'opposition, du consentement unanime de la Chambre, de revenir sur la question des collèges et des bibliothèques. *Le Montréal-Matin* du 25 janvier 1958, à la page 5, note plutôt qu'"on s'est entendu de part et d'autre pour reporter le débat sur les institutions d'enseignement secondaire et universitaire au lendemain matin."

21. C'est la première fois de la session, souligne *La Presse* du 24 janvier 1958, à la page 10, que l'Assemblée législative siégera un vendredi. Jusqu'à ce jour, ni la Chambre, ni le Conseil législatif n'avaient siégé un vendredi, depuis l'ouverture de la session, le 13 novembre 1957.

Première séance du vendredi 24 janvier 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Démission du ministre des Finances,
l'honorable M. Gagnon

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'honorable M. Gagnon a démissionné ce matin. C'est avec grand regret que j'ai accepté sa lettre de démission². Le ministre des Finances s'est dépensé sans compter pour ses électeurs de Matane et pour sa province. Durant sa carrière, il a rempli des missions de la plus haute importance. Il a été le premier de tous les gouvernements à diriger le ministère des Mines, constituant un ministère distinct. C'est à lui qu'on doit l'ouverture de la région de Chibougamau à l'exploitation minière. Il a déployé une activité inlassable comme trésorier provincial et comme ministre des Finances³. Et ses multiples initiatives en divers autres domaines, comme en faveur des sociétés patriotiques, laisseront leur empreinte bienfaisante dans la province.

Il y a quelques mois, l'honorable M. Gagnon a été frappé par une dure maladie, qu'il a supportée avec un courage dont lui seul a le secret. Puis, il a recouvré la santé et il n'a pas tardé à se remettre au travail. Mais ses médecins m'ont fait savoir que sa santé était tellement ébranlée qu'il n'était pas humain qu'il persiste à rester dans la vie politique et à remplir sa charge à laquelle sont attachés tant de problèmes. Continuer à la remplir ébranlerait davantage sa santé. L'honorable M. Gagnon, à 70 ans, n'a plus la force physique pour assumer ses lourdes charges.

Le médecin de M. Gagnon lui a fait savoir qu'il est dans sa pleine maturité et qu'il peut très bien occuper des fonctions moins onéreuses, qui comportent moins d'efforts constants. Il demeure en mesure de rendre des services illimités à sa province et sera appelé à remplir un haut poste. C'est pourquoi il m'a offert sa démission. Elle a été acceptée avec grands regrets. Je remplacerai l'honorable M. Gagnon au département des Finances à partir de maintenant, et mon nom, en conséquence, apparaîtra à la place du sien sur la motion des subsides⁴.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il y a déjà quelque temps, une rumeur a couru. Ce qui survient ne me surprend pas. Au point de vue de sa santé, tout le monde savait dans quel état se trouvait l'honorable M. Gagnon, à son âge et après les années pendant lesquelles il a fait de la politique. Si la politique est une tueuse d'hommes, le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon), jusqu'à un certain point, a été une de ses victimes.

Il n'est question, pour l'instant, que de sa démission, et on ne nous indique pas encore quel nouveau poste il occupera. Quoiqu'il en soit, après les relations cordiales que j'ai entretenues avec lui, on ne sera pas surpris qu'en mon nom personnel et au nom de tout mon groupe, je souhaite à l'honorable M. Gagnon, d'abord, une bonne santé, qui lui sera encore nécessaire dans les nouvelles fonctions qu'il sera appelé à remplir, et tout le succès possible. Je m'associe aux remarques du premier ministre.

M. Ross (Montréal-Verdun): Le premier ministre vient d'annoncer la démission de l'honorable Onésime Gagnon, ministre des Finances, député de Matane. Cette déclaration, faite sous le coup de la plus vive émotion, a provoqué les regrets de tous les membres de la Chambre. L'honorable M. Gagnon a eu une carrière éminente et bien remplie. C'est une des plus belles et des plus grandes figures de l'Assemblée législative qui disparaît. Je lui souhaite santé, bonheur et un très grand succès.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) fait l'éloge du démissionnaire et exprime les mêmes sentiments que ses collègues, au nom de ses électeurs de langue anglaise. Il exprime ses regrets et se joint au premier ministre pour saluer le rôle que M. Gagnon a joué dans le gouvernement provincial comme ministre des Mines et ministre des Finances.

Subsides:

Budget des dépenses
1958-1959

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)⁵

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix-sept mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Université Laval, Québec (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je n'ai pas la prétention de pouvoir embrasser tout le problème de l'enseignement secondaire et universitaire. Je le traiterai d'une façon générale, en analysant la situation secondaire et universitaire, comme on la vit dans ces milieux. Je suis convaincu que tout le monde admire le travail accompli par ceux qui, pendant des années, ont été les seuls à porter le fardeau de l'éducation, dans le Québec, et je partage cette admiration qu'on doit entretenir à leur endroit. Tous, dans l'Assemblée législative, ont la conviction sincère que l'éducation, au niveau secondaire et universitaire, est la clé de voûte de notre survivance.

Bien des étoiles s'éteignent qui ne se rallumeront plus, au moment où les enfants passent de l'école primaire au cours secondaire, et de ce dernier à l'université, parce que les parents ne peuvent pas payer les frais considérables de scolarité dans les collèges classiques et à l'université. Les écoles secondaires privées sont un état de fait, au Québec, et plusieurs jeunes Québécois sont incapables, parce qu'ils n'ont pas les moyens, d'obtenir l'instruction nécessaire pour accéder à un niveau plus élevé. Or, cela est essentiel pour leur permettre de poursuivre leurs études, particulièrement dans les petits centres, au-delà de leurs études primaires. On perd beaucoup de jeune talent, au seuil des universités. Ces talents ne fleurissent pas toujours dans les familles les plus fortunées. A-t-on remarqué que nos plus grands hommes, en France, aux États-Unis et au Canada, sont presque tous sortis de notre terroir? J'ai confiance que le terroir continuera de fournir au monde des grands hommes, des guides sûrs, à la condition qu'on ne leur ferme pas le chemin.

Les collèges et les universités sont en déficit et auraient besoin de fonds, surtout quand des travaux d'agrandissement ou de reconstruction s'imposent. Les charges des collèges classiques continuent d'être considérables. On sait ce qu'ils reçoivent et demandent. Ils ont reçu de façon

insuffisante des dons qui, la plupart du temps, venaient du clergé. Ils ne peuvent guère compter sur la générosité privée: chez les civils, on n'a pas encore trouvé cet esprit de civisme qui pourrait favoriser nos collèges, particulièrement dans les testaments. Cette forme de civisme étant malheureusement peu développée chez nous, l'État doit apporter aux collèges et aux universités une aide encore plus substantielle qu'ailleurs. Nous sommes en minorité au pays, et c'est par la compétence que nous pourrions nous imposer. Le gouvernement doit régler les problèmes des écoles secondaires et des universités.

Nous venons donc de quitter un élève et un collège qui se sont trouvés dans une situation difficile pendant huit ans. Le nombre de ceux qui avaient commencé leur cours a diminué. L'étudiant arrive avec un problème qui touche plus de personnes qu'avant. Il rappelle la situation privilégiée de l'enfant dont les parents demeurent dans une ville où il y a un collège classique et une université. La majorité des étudiants, dit-il, doivent toutefois sortir de leur petite ville pour aller aux universités. Leurs dépenses sont énormes. Le coût de l'inscription à payer au secrétariat de l'université augmente, de même que le prix des repas à régler et le coût de la pension pour les élèves qui doivent étudier loin de leur famille. Il faut en effet trouver un endroit où se loger, où se pensionner. Ce sont d'autres frais qui varient entre \$1,000 et \$2,000 par année. Quelques étudiants travaillent pendant leurs études, pendant leurs heures de loisirs et leurs vacances, pour pouvoir faire face à ces frais, mais combien d'entre eux reculent devant ces charges avant d'entrer à l'université et renoncent à poursuivre leurs études? Peut-être que ceux qui restent en plan amasseront des fortunes, mais là n'est pas la question.

La bourse est un palliatif. Les bourses du gouvernement aident à corriger la situation, mais pas assez de ces bourses ne sont disponibles. On trouve un autre palliatif méritoire: le prêt d'honneur de la Société Saint-Jean-Baptiste. Malheureusement, ces palliatifs sont très limités. En cours de route, nous avons perdu en effectif humain de la recherche additionnelle possible, car de plus en plus, on parle en fonction de la recherche et de la technique.

Les universités ne peuvent compter sur l'encouragement privé, simplement sur les cotisations des élèves et sur l'aide du gouvernement. Les universités sont déficitaires. Les coûts d'opérations des universités augmentent. Le rapport Tremblay fait des observations intéressantes à ce sujet. Le gouvernement ne doit pas oublier ce rapport.

Il cite le rapport Tremblay. Il parle en particulier du manque d'ingénieurs et du problème financier auquel les universités ont à faire face⁶. La situation financière des universités est très précaire, dit-il. Dans l'ensemble des universités, le déficit d'administration par élève se chiffre à \$35. Dans l'ensemble, elles ont formulé dans le rapport une doctrine générale et proposé les meilleurs éléments de solution du problème universitaire.

Il évoque de nombreux témoignages sur les difficultés financières des universités. Le problème est lancinant, perpétuellement lancinant, déclare-t-il. Le recteur de l'Université Laval, Mgr Alphonse-Marie Parent, disait en novembre dernier que son université aurait besoin de \$500,000 de plus par année pour vivre, et de \$1,000,000 de plus pour pouvoir progresser.

Le R.P. Jacques Cousineau, s.j., de la revue *Relations*, a cru bon réclamer un organisme responsable et indépendant qui s'occuperait de distribuer l'aide du gouvernement aux universités.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le père Cousineau? Est-ce le jésuite, le bolcheviste?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je ne sache pas qu'il y ait un père Cousineau bolcheviste.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y en a un qui a dit des bêtises de ce genre là.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) fait lecture à la Chambre d'une lettre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, signée par le président du Collège, le Dr Marc Trudel, un ancien ministre sans portefeuille du cabinet Duplessis, qui demande qu'un hôpital soit attaché à l'Université de Montréal pour la formation des étudiants en médecine.

En fait-on assez, dans le moment, pour les collèges et les universités? Il faudra probablement en venir à la suggestion faite par bien des gens: réduire le budget de la voirie pour augmenter celui des universités. Le gouvernement, loin de faire cela, diminue les sommes prévues pour nos universités. Le présent budget comporte \$2,825,000 de moins que celui de l'an dernier pour l'enseignement universitaire. Il faut que le gouvernement se montre, au contraire, de plus en plus généreux, en aidant davantage l'étudiant comme les maisons d'enseignement.

Il compare les salaires payés dans diverses universités québécoises. Je suis étonné, dit-il, que

des professionnels acceptent de devenir professeurs à plein temps aux conditions qu'on leur fait. Les salaires des professeurs d'université dans notre province sont trop bas, en comparaison de ceux qui se paient ailleurs, et notre province a besoin de plus en plus d'hommes de science. On peut juger le problème universitaire par ses résultats: il y a pénurie d'hommes de science chez nous et on doit en former davantage.

Le gouvernement du Québec devrait prendre exemple sur ce qui se fait en Ontario, où le gouvernement verse \$34,000,000 à ses universités cette année, plus les dons faits par des philanthropes, ce qui portera le montant global aux environs de \$35,000,000. Dans le Québec, le montant donné aux universités de la province n'est que de \$13,000,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Notre système universitaire diffère de celui de l'Ontario.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est vrai. Mais si nous regardons notre budget universitaire en même temps que notre pénurie d'hommes de science, nous nous rendons compte qu'il faut avancer, mettre les bouchées doubles. Le gouvernement pourra toujours compter sur l'opposition, quand il voudra faire quelque chose pour les universités. L'argent qu'on réclame pour les universités, l'opposition le vote avec plus de plaisir que pour n'importe quel autre ministère.

Nous ne saurions nous répéter le mot de la France au début de la dernière guerre: "Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts". Nous vaincrons parce que nous serons les plus instruits, ou alors nous ne vaincrons pas du tout.

Il y a le problème de l'aide fédérale aux universités. Tout cela est influencé par le problème de la fiscalité, mais quand le réglera-t-on? Faudra-t-il des mois ou des années pour trouver une solution? Le premier ministre ne le sait pas plus que moi. Mais nous devons constater que la situation universitaire est considérée comme grave immédiatement, que la question est urgente et qu'il faudra trouver une solution intermédiaire, avant que le problème de la fiscalité ne soit réglé.

Il ne faudrait pas que nos universités continuent à souffrir pendant que l'on discute les droits de chaque partie contractante au pacte confédératif. À mon avis, c'est dans le rapport Tremblay qu'on trouve les meilleurs éléments de solution au problème universitaire, la solution la moins partisane et la moins politique⁷.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Tous, à l'Assemblée législative, sont favorables aux collèges classiques et aux universités. Tous espèrent qu'on trouvera la solution aux problèmes que confrontent ces deux paliers de l'instruction chez nous. La jeunesse a été et est certainement la principale préoccupation du gouvernement actuel, et cela comprend la jeunesse universitaire.

Mais pour bien situer le problème, il faut partir du point de vue que le rôle de l'État, en matière d'éducation, n'est que supplétif. C'est dire qu'il y a des responsabilités antérieures à celles de l'État, qui ont priorité sur celles de l'État. Il cite à ce propos l'opinion du doyen d'une université ontarienne.

Un jour, dit-il, Léon Jouhaux, le grand chef ouvrier français, avait déclaré que l'on avait formé trop de bacheliers en France et pas assez de maçons et de menuisiers. Sans partager l'opinion de Jouhaux, je crois qu'il faut tenir compte du fait que la Providence a diversifié les talents et que chacun peut jouer un rôle dans la société, en utilisant les talents que la Providence lui a donnés.

Récemment, le recteur de l'Université Laval, Mgr Alphonse-Marie Parent affirmait que la contribution de l'étudiant à l'université est plus onéreuse en plus d'un endroit qu'à Québec et que la situation des étudiants est maintenant meilleure dans la province à cause des bourses obtenues des autorités provinciales. Il ajoutait: "Nous ne croyons pas que la situation soit grave, même si on continue de la représenter comme telle en certains milieux."

Où en sommes-nous? Quelle est l'évolution de l'assistance financière du gouvernement aux collèges classiques et aux universités? Depuis 1944, le gouvernement a porté de \$10,000 à \$25,000 la subvention annuelle de base à nos collèges classiques. Et en jouant son rôle supplétif, l'État provincial a apporté aux collèges une contribution qui compte pour beaucoup, lorsque ces maisons d'enseignement préparent leur budget de l'année.

Il y a quelques années à peine, la contribution du gouvernement aux universités se chiffrait à \$2,400,000 par année. Mais dans les *Comptes publics* de 1956-1957, on peut constater qu'elle a été portée à \$10,631,000, soit cinq fois plus qu'il y a 12 ans. C'est donc une hausse extrêmement appréciable, en dépit du fait que l'État québécois n'accomplit qu'une fonction supplétive et complémentaire. Laval perçoit \$2,587,300 au lieu de \$524,000; McGill, \$2,200,000 au lieu de \$594,000. L'Université de Montréal recevait \$1,300,000 il y a 12 ans. Elle a reçu \$6,400,000 en 1956-1957. Au

cours des 12 dernières années, les universités de la province ont reçu du gouvernement la somme de \$93,223,000.

Quand on parle de la population étudiante, il ne faut pas perdre de vue qu'au niveau universitaire, elle a été généreusement traitée par le gouvernement actuel, sous l'impulsion du premier ministre qui conserve le plus grand respect et un attachement sincère pour son *Alma Mater*.

Le Prêt d'honneur est une belle initiative qui a fourni à 900 étudiants les moyens de faire leurs études universitaires et je l'apprécie beaucoup, mais il ne faut pas oublier que le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) a fourni à des milliers de jeunes gens, par l'entremise d'un comité d'éducateurs, 79,000 bourses d'études représentant une somme globale de \$12,000,000 à l'heure actuelle, et dont une forte partie est allée à des personnes suivant des cours dans les diverses facultés universitaires.

Il faut se rappeler aussi que l'Université de Montréal, qui était aux portes de la banqueroute, a été renflouée par le gouvernement actuel. L'Université de Sherbrooke a été fondée à la faveur d'une décision du gouvernement et a pris naissance par son aide. Quant à l'Université Laval, elle n'a pu concevoir et entreprendre l'édification de sa cité universitaire que grâce au concours et à l'appui généreux du gouvernement actuel.

Tout cela ne démontre-t-il pas l'intérêt que porte le gouvernement aux collèges et aux universités, que leur situation financière lui tient totalement à cœur et qu'il exerce totalement sa fonction supplétive dans le domaine de l'éducation? Quand on compare la situation d'il y a 12 ans et celle d'aujourd'hui, il est juste d'en attribuer au gouvernement le mérite qui lui revient.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il ne faut pas oublier que le problème de l'enseignement universitaire et secondaire⁸, si important soit-il, ne représente qu'une partie du problème général: il s'insère dans un grand tout, qui est celui de l'enseignement en général. La base de ce grand tout, les fondations de tout l'édifice, c'est l'enseignement élémentaire. L'enseignement secondaire constitue les parois de la structure et les universités forment le toit. L'opposition libérale semble avoir perdu de vue le fait que l'enseignement élémentaire est le pivot de tout le système éducationnel et qu'il doit pour cette raison recevoir la plus grande part de l'aide gouvernementale. En toute chose, la base est ce qu'il y a de plus important.

Il y a, en outre, l'enseignement spécialisé qui permet de former des jeunes pour leur permettre de jouer leur rôle dans l'expansion de la province. Les écoles d'agriculture, les instituteurs familiaux, l'École des pêcheries, l'École des beaux-arts, le Conservatoire de musique, ont tous un rôle primordial à remplir, mais il n'y aurait pas d'enseignement spécialisé, pas d'enseignement universitaire possible, si l'on ne formait d'abord les jeunes par l'enseignement élémentaire. On ne peut embellir et décorer les murs et bâtir la coupole de l'édifice avec des pierres arrachées aux fondations, et il ne pourrait y avoir d'universités, sans les écoles primaires et secondaires.

L'enseignement universitaire, l'enseignement secondaire comme l'enseignement spécialisé sont nécessaires. C'est donc dire que le champ de l'enseignement est vaste. Il reste qu'on ne peut favoriser la partie complémentaire au détriment de la base. Et malheureux serait celui qui accorderait des subsides à la partie complémentaire au détriment de la partie fondamentale. Le gouvernement fera sa part pour les universités, mais il ne doit pas négliger les fondations du grand tout, l'école primaire.

L'enseignement secondaire est à la base de l'enseignement universitaire. Le gouvernement actuel a fait beaucoup pour les collèges classiques, en portant de \$10,000 à \$25,000 le montant de leurs octrois annuels et en contribuant même au coût de la construction de ces collèges. Les collèges classiques ont reçu des millions et des millions du gouvernement à cet effet. Ils ne touchaient pas un sou, autrefois, à ce chapitre, avant l'arrivée de l'Union nationale au pouvoir.

Quant à notre système universitaire, il ne peut y avoir aucune comparaison possible entre les universités de l'Ontario et celles du Québec, non plus entre les universités de langue anglaise et celles de langue française du Québec, puisque les premières dispensent des cours normalement réservés aux collèges classiques, sous le système français du Québec. C'est ainsi qu'à McGill, on se consacre dans une large mesure à l'enseignement secondaire qui, chez nous, est dévolu à ces collèges. La comparaison faite par le chef de l'opposition entre les \$34,000,000 de l'Ontario et les \$13,000,000 de Québec est donc boiteuse.

Le gouvernement du Québec continuera de faire tout ce qu'il est possible de faire pour aider les universités de la province, mais en aucun cas l'enseignement élémentaire ne doit être négligé. En aidant aux premiers échelons de l'enseignement, nous avons conscience d'aider nos universités. Nous

avons d'ailleurs aidé directement celles-ci dans une proportion extrêmement généreuse. Les universités de Montréal et de Québec, et plus récemment l'Université de Sherbrooke, ont bénéficié d'une aide financière considérable de la part du gouvernement du Québec. À Québec, il n'y aurait à peu près pas eu d'améliorations sans le gouvernement actuel. La cité universitaire s'édifie avec l'aide du gouvernement de l'Union nationale. L'École des mines a été bâtie grâce à l'intervention de l'ancien ministre des Finances, l'honorable M. Gagnon. L'École des sciences, qui est la véritable faculté des sciences, est due à l'Union nationale. À Québec, il n'y avait même pas d'École supérieure du commerce avant l'avènement du gouvernement actuel. Et que dire de l'Université de Montréal: tout le monde sait qu'elle a été sauvée de la banqueroute par le gouvernement actuel de l'Union nationale. C'est assez dire l'intérêt que nous portons à l'enseignement supérieur.

C'est le temps plus que jamais pour tout le monde de comprendre, et les autorités universitaires comme les autres, que le gouvernement de la province n'a pas des obligations que dans le domaine de l'éducation. Le gouvernement a aussi des obligations à remplir en d'autres domaines, car il y a partout des besoins essentiels à combler. En raison de son développement, la province doit assumer plusieurs dépenses. Elle ne peut pas se permettre de verser dans la mégalomanie. Ce n'est pas le temps de rêver à des réalisations grandioses. Avant de décorer des bâtiments déjà existants, d'acheter et de poser de beaux rideaux et des tapis de Perse dans un édifice, mieux vaut songer à consacrer l'argent à des constructions nouvelles qui s'imposent et à donner à tous les secteurs du vaste champ de l'enseignement l'argent nécessaire.

Nous devons, en d'autres termes, cataloguer les besoins. Il y a, parmi les dépenses à faire, celles qui sont urgentes, celles qui sont nécessaires et celles qui, tout en étant utiles, peuvent attendre. Il ne faut pas sacrifier le nécessaire à l'utile, ni l'essentiel à l'accessoire. Ce n'est pas raisonnable de nous demander des choses simplement utiles, quand il y en a d'autres qui sont nécessaires et urgentes. Le Séminaire de Québec et les membres du clergé ont ainsi consenti à de lourds sacrifices qui leur valent une reconnaissance éternelle.

Encore une fois, il n'est pas question de négliger les besoins des universités et de l'enseignement spécialisé. Le gouvernement ne vient-il pas de sortir l'ancienne École polytechnique de Montréal de son site paralysant pour la reconstruire, au coût de \$12,000,000, sur les hauteurs

du Mont-Royal? Cette école, où l'on forme des ingénieurs, ne répondait plus depuis longtemps aux besoins, lorsque le gouvernement a décidé de l'installer dans un spacieux immeuble. C'est une preuve de ce que le gouvernement a fait. Et nous voulons de plus, si nous pouvons en arriver à une entente, rebâtir également sur le terrain universitaire l'École des hautes études commerciales.

De plus, la nouvelle École de médecine de l'Université Laval de Québec devait d'abord coûter \$4,000,000. Elle en a coûté davantage. Le gouvernement a d'abord donné une subvention de \$2,000,000, dont le recteur était satisfait. Puis il a ajouté \$600,000. Puis il a encore ajouté \$1,500,000. Cela fait donc \$4,100,000 pour un édifice qui devait coûter \$4,000,000. Ces subventions ensemble représentaient la totalité du coût qui avait d'abord été prévu. Mais on n'en a pas eu assez, et il a fallu ajouter encore cette année \$500,000 pour la même école.

Et pendant ce temps, il y a des gens, à qui nous avons donné des millions, qui veulent aujourd'hui construire à Québec et Montréal un hôpital universitaire. Je n'irai pas par quatre chemins pour parler du problème de cet hôpital. De telles demandes ne sont pas raisonnables; elles ne sont pas raisonnables de la part des autorités universitaires que nous avons traitées si généreusement et qui suscitent de nouveaux problèmes, alors qu'il y a tant de choses à faire.

Ainsi, il n'y aura aucun malentendu. Je suis heureux de profiter de l'occasion pour répéter publiquement à ce sujet ce que j'ai répondu suite à la demande du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec: le gouvernement de Québec n'est pas capable de fournir un sou pour la construction ou l'entretien d'un hôpital universitaire. J'ai aussi dit aux membres du Collège que la construction d'une École polytechnique et d'une École des hautes études est plus importante que celle d'un hôpital universitaire à Montréal ou à Québec.

Les problèmes de l'hospitalisation sont énormes à travers toute la province de Québec. Partout, l'on réclame des nouveaux hôpitaux. Nous en avons à construire à Sept-Îles et en divers autres endroits de la province. Un hôpital universitaire à Québec ou à Montréal, bien qu'utile, reste un accessoire, tandis que les hôpitaux dans les divers centres de la province sont une nécessité, quoique le gouvernement ait fait de grands pas de ce côté-là. Les hôpitaux universitaires sont bondés et le gouvernement ne peut pas et ne devrait pas encourager les délires de grandeur des autorités universitaires.

Il arrive souvent que des gens mettent un enfant au monde et viennent ensuite frapper à votre porte pour vous demander de l'élever, de le nourrir et d'en prendre soin. C'est un procédé assez singulier. Nous sommes prêts à aller jusqu'à la limite de nos possibilités financières pour aider les universités, mais ce ne sera jamais au détriment de la satisfaction des besoins essentiels et légitimes des autres secteurs de la province et des autres paliers du domaine de l'éducation. Les jeunes qui veulent travailler ne manquent pas d'assistance. Autrefois, à l'époque où j'ai fait mes études, il n'y avait pas de bourses. On a pourtant réussi à forger des caractères, tout en meublant des cerveaux qui ont fait leur marque, et je crois qu'il est plus important de façonner des caractères que de remplir des cerveaux.

Les temps ont changé. Les jeunes bénéficient aujourd'hui d'une foule d'avantages qui n'existaient pas autrefois. Aujourd'hui, par le biais du département de la Jeunesse, nous donnons des centaines de bourses et c'est une bonne chose. Un jeune homme qui désire travailler et qui en a la capacité peut se faire aider. Mais il y a toujours le danger de privilégier les efforts de certains aux dépens de ceux d'un seul, si une certaine mentalité déplorable voulant que le gouvernement devrait tout faire continue d'exister. Il ne faut pas que l'aide du gouvernement paralyse tout effort personnel, car celui-ci est nécessaire à la formation de l'individu.

Le gouvernement n'entend pas lésiner quand il s'agit d'aider les universités. Les millions qu'il leur a accordés et qu'il continue de leur accorder en sont la preuve. Il arrive des cas où l'aide de l'État est absolument indispensable. Mais cela ne doit pas nous faire oublier que chacun doit faire sa part: les jeunes, qui doivent apprendre à ne pas compter uniquement sur l'État, les parents et les autorités universitaires comme les autres.

Les relevés financiers des universités réclamant de l'assistance ne sont en fait que des évaluations du coût global de l'enseignement. Ils ne sont pas complets, car ils ne fournissent pas une comptabilité séparée pour chaque faculté. Si elles le faisaient, le gouvernement, ayant ainsi une connaissance plus exacte des besoins de chaque département, pourrait peut-être mieux répartir son aide, l'augmentant là où elle est plus nécessaire, ou la réduisant là où elle le serait moins. Il pourrait répondre aux besoins les plus urgents de telle ou de telle autre faculté. Il peut arriver, en effet, que certaines aient besoin d'une aide plus forte que d'autres. On ne fait pas cela dans le but de décevoir, mais le fait est que le tableau est incomplet. Et il est grand temps que ces choses soient dites.

Je me demande également si, dans certains cas, on ne prend pas trop plaisir à prolonger, à tort, la durée des cours avec des programmes inutiles. Dans mon temps, le cours de droit durait trois ans; on trouvait cela assez long et il me semble que le système a tout de même permis la formation de bons avocats. Aujourd'hui, le cours dure quatre ans. Pourquoi? N'y a-t-il pas certains programmes inutiles? Les heures de cours, d'autre part, sont-elles assez longues?

Quand un étudiant doit suivre un cours de cinq à six ans, par exemple, à la faculté de médecine de l'université et qu'il se lance, ensuite, dans un cours de spécialisation pendant trois ou quatre autres années, il y a quelque chose qui ne va pas. Il y a sans doute des cas exceptionnels, mais cela ne doit pas devenir une pratique généralisée. D'une manière générale, il n'est pas sain, ni concevable qu'un jeune homme ne commence à gagner sa vie qu'à 30, 32 ou 34 ans. Entre-temps, il a pris l'habitude de vivre aux dépens des autres. Et l'on ne me fera pas croire qu'une telle habitude peut se perdre du jour au lendemain.

En somme, le problème comporte énormément d'aspects et tous doivent être envisagés et posés quand il s'agit pour le gouvernement de distribuer ses subsides. Si tout le monde voulait se donner la main, il serait possible de surmonter une foule de difficultés.

Le gouvernement actuel a conscience de ses responsabilités de fidéicommiss du peuple de Québec. Il est prêt, encore une fois, à aller jusqu'à la limite de ses possibilités financières, mais sans négliger les fondations pour s'occuper de la coupole, si belle soit-elle.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Vacances dans les districts électoraux:

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu la notification suivante:

District électoral de Matane

24 janvier 1958

L'honorable Maurice Tellier, c.r.
Orateur de l'Assemblée législative de Québec
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur l'Orateur,

Je regrette que, de l'avis de mes médecins, l'état de ma santé ne me permette pas de continuer le travail très absorbant nécessité par l'accomplissement de mon mandat de député à l'Assemblée législative de Québec et de ministre des Finances de la province.

En conséquence, et pour me conformer à l'avis formel et définitif de mes médecins, je donne, par les présentes, ma démission comme député du district électoral de Matane à l'Assemblée législative de Québec. Cette démission, je l'ai signée en présence de et avec l'honorable Maurice L. Duplessis, premier ministre et député du district électoral de Trois-Rivières à l'Assemblée législative de Québec, et l'honorable J.-H.-Albiny Paquette, ministre de la Santé et député du district électoral de Labelle à l'Assemblée législative de Québec.

(Signé) Onésime Gagnon

(Signé) M. L. Duplessis,
premier ministre et député du
district électoral de Trois-Rivières

(Signé) J.-H.-A. Paquette,
ministre de la Santé et député du
district électoral de Labelle

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 24 janvier 1958

Présidence de D. Johnson

La séance est ouverte à 3 heures.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent, et le président des comités pléniers, M. Daniel Johnson, député de Bagot, prend le fauteuil à titre d'Orateur suppléant.

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Subsides:

Budget des dépenses 1958-1959

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité⁹:

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le premier ministre (l'honorable M. Duplessis) à la séance de l'avant-midi, et dont le texte se lit comme suit:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix-sept mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Université Laval, Québec (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas un million sept cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Université de Montréal (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce que les élèves pourront entrer dans le nouvel édifice de l'École Polytechnique de Montréal en septembre de cette année?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les travaux de construction de la nouvelle école durent plus longtemps que prévu. Le gouvernement a été forcé, par suite du nombre toujours croissant des demandes d'inscription, de faire plus grand qu'il n'avait d'abord prévu. À cause de cela, les travaux coûteront \$11,000,000, au lieu de \$6,000,000. On s'efforce de terminer cette construction.

Des députés de l'opposition posent des questions sur l'Institut de microbiologie et d'hygiène et sur le vaccin antipoliomyélite.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans un temps relativement court, la province de Québec a créé l'un des plus importants laboratoires de vaccin antipoliomyélite au monde. Le directeur de l'Institut, le Dr Armand Frappier, est une célébrité médicale de l'heure présente et un savant de réputation internationale. Il m'a informé, il y a quelques mois, que 14 pays du monde envieront, en septembre, des experts pour voir ce que nous avons fait dans le domaine de la microbiologie et se renseigner sur les techniques de l'Institut. Cela prouve que, dans le domaine des recherches scientifiques, la province de Québec est loin d'être en retard. Le gouvernement achète le vaccin de l'Institut, paie l'Institut et distribue gratuitement le vaccin par l'intermédiaire des unités sanitaires et des bureaux de santé.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-neuf mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Université McGill, Montréal (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "University of Bishop's College, Lennoxville (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Brown (Brome): Quelle est la raison d'une somme de \$60,000 accordée spécialement à l'Université Bishop¹⁰?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette compensation est une conséquence des empiétements du fédéral dans le domaine de l'éducation. Le gouvernement de la province de Québec a remplacé par des subventions spéciales, en certains cas, les sommes que les universités du Québec ont refusé d'accepter du gouvernement fédéral comme aide à l'éducation. Cette somme a été accordée à Bishop, parce que cette université des Cantons-de-l'Est a refusé les offres d'empiétement d'Ottawa. Les \$60,000 que nous lui donnons compenseront pour le montant refusé. Cette université a compris son devoir en refusant de pactiser avec Ottawa pour battre en brèche les droits de la province, dans le domaine vital de l'éducation. Mon gouvernement ne peut approuver

la politique des octrois fédéraux aux universités, et je suis heureux que les universités du Québec les aient refusés. La position du gouvernement reste la même à cet égard.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Ne serait-il pas possible d'augmenter la pension des vieux membres du personnel enseignant, affectés par la hausse du coût de la vie, vu que les salaires ont augmenté et que ces pensions sont restées stationnaires¹¹?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un problème fort complexe. Le gouvernement étudie la question, car avant de poser un acte, il faut en prévoir les conséquences.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) prend part au débat.

M. Turpin (Rouyn-Noranda)¹²: Les Chambres de commerce, réunies en congrès à l'automne de 1955, ont réclamé la construction d'une École des mines dans la circonscription de Rouyn-Noranda. J'espère que, s'il n'y a rien de fait actuellement, ce n'est pas parce que la population de Rouyn-Noranda a élu un député de l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les considérations politiques n'ont rien à voir avec ce projet. Celui-ci est tout simplement à l'étude.

La résolution est adoptée¹³.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté¹⁴.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.
Adopté.

La séance est levée à 4 h 30¹⁵.

NOTES

1. C'est la première fois de la session, souligne *La Presse* du 24 janvier 1958, à la page 10, que l'Assemblée législative siège un vendredi. Jusqu'à ce jour, ni la Chambre, ni le Conseil législatif n'avaient siégé un vendredi depuis l'ouverture de la session.

2. *Le Soleil*, du 24 janvier 1958, à la page 1, le *Montréal-Matin* du 25 janvier 1958, à la page 9, *La Presse* du 24 janvier 1958, à la page 1, *Le Nouvelliste* du 25 janvier 1958, à la page 21, *La Tribune* du 25 janvier 1958, à la page 1, *The Quebec Chronicle Telegraph* du 24 janvier 1958, à la page 1, et *The Gazette* du 25 janvier 1958, à la page 1, précisent que la démission de l'honorable M. Gagnon comme député de Matane a été annoncée à la fin de la séance par l'Orateur, le député de Montcalm (M. Tellier). *Le Devoir* du 25 janvier 1958, à la page 3, et *The Montreal Daily Star* du 24 janvier 1958, à la page 1, indiquent plutôt que le premier ministre a annoncé la démission aux deux postes de son collègue du cabinet. Quant au journaliste de *L'Action catholique* du 25 janvier 1958, à la page 20, il écrit de son côté que l'Orateur a fait part aux députés de la démission de M. Gagnon au début de la séance de l'après-midi. Le compte rendu de la séance de l'avant-midi publié par le *Journal de l'Assemblée* nous fait davantage croire en la première version. Le ministre des Finances, révèle en outre *Le Soleil* du 24 janvier 1958, à la page 1, n'assiste pas à la séance ce matin-là. Plusieurs journaux font état de la rumeur voulant que le

ministre démissionnaire succède à l'honorable Gaspard Fauteux, dont le mandat comme lieutenant-gouverneur de la province de Québec se terminera en février 1958, et que M. Gagnon soit lui-même remplacé par le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé). Parmi les nombreux éloges et commentaires biographiques publiés par les journaux, nous retenons celui du *Devoir* du 25 janvier 1958, à la page 3, qui se souvient que "M. Gagnon aura été le premier ministre des Mines, le premier ministre des Finances francophone depuis 1906, le premier à annoncer un budget supérieur à \$100,000,000 (1945)".

3. C'est en effet sous le mandat d'Onésime Gagnon qu'une loi votée par l'administration provinciale (15-16 George VI, chapitre 13, le bill 38 concernant le ministère provincial des Finances et sanctionné le 28 novembre 1951) a remplacé le titre de trésorier provincial par celui de ministre des Finances.

4. Le *Montréal-Matin* du 25 janvier 1958, à la page 9, observe que le premier ministre était si ému, à certains moments de son discours, qu'il a eu peine à s'exprimer. *The Gazette*, à la page 1, constate en effet que c'est la première fois que M. Duplessis perd un membre de l'"original team" de l'Union nationale. Il s'agit aussi, pour *L'Événement* du 25 janvier 1958, à la page 1, du "plus ancien de ses collaborateurs" qui le quitte, collaborateur qui, souligne *The Gazette*, à la page 1, siégeait à sa droite à l'Assemblée depuis 22 ans. En fait, remarque *Le Nouvelliste* du 27 janvier 1958, à la page 3, c'est aussi la première fois, depuis au moins 20 ans, qu'un ministre annonce sa démission, alors qu'il fait partie d'un Parlement qui n'est pas à la veille d'être dissous. Le quotidien trifluvien ajoute qu'il faut remonter jusqu'à l'honorable François-Joseph Leduc, alors ministre de la Voirie dans le premier cabinet Duplessis, pour trouver un cas similaire. Il s'agit sans doute d'une allusion ironique car M. Leduc fut sommé de démissionner par M. Duplessis. Son refus lui valut d'être écarté du cabinet. Leduc sera élu député libéral, toujours dans le comté de Laval, aux élections de 1939 et 1944.

5. Les sources ne précisent pas si le député de Bagot (M. Johnson) agit bel et bien comme président, mais nous supposons qu'il remplit ce rôle, puisqu'il préside tous les autres comités pléniers de la séance.

6. M. Lapalme cite le tome 1 du volume 3 du rapport de la commission Tremblay, dont le chapitre VII

s'intitule "L'enseignement" et comporte une section consacrée aux universités. À la page 193, on peut ainsi lire que "d'après les nombreuses statistiques, les universités françaises du Québec sont loin de produire les ingénieurs et les hommes de science de toutes catégories..." De plus, les pages 195 à 197 résument en quelques énoncés les problèmes financiers vécus par les universités.

7. Selon *Le Soleil* du 24 janvier 1958, à la page 3, le discours de M. Lapalme sur la question universitaire aurait duré près de deux heures. D'après le *Montréal-Matin* du 25 janvier 1958, à la page 5, ce discours se serait prolongé pendant une heure et demie, tandis que *La Presse* du 24 janvier 1958, à la page 6, parle plutôt d'un exposé d'une heure.

8. *Le Nouvelliste* du 25 janvier 1958, à la page 3, fait plutôt allusion au problème de l'enseignement universitaire et de l'enseignement spécialisé. En comparant son texte avec celui des autres sources, nous constatons cependant que, dans son article, le journaliste du quotidien de Trois-Rivières semble désigner, par enseignement spécialisé, l'enseignement dispensé au niveau secondaire, sans faire de distinction entre les deux paliers.

9. Les sources ne donnent pas le nom du président de ce comité des subsides.

10. Ce montant, souligne *La Presse* du 25 janvier 1958, à la page 25, apparaît sous le titre de "subvention spéciale". Comme le stipule le quotidien montréalais, si l'on consulte le budget de la province, pour l'année fiscale 1958-1959, on se rend compte que, dans le cas d'à peu près toutes les universités de la province, sauf Sherbrooke, le gouvernement fait mention de "subventions spéciales" à côté des subventions ordinaires. *La Presse* conclut en mentionnant qu'il est toutefois ardu de connaître le montant exact de la compensation que comporte la subvention spéciale. L'Université Bishop reçoit effectivement de son côté, en vertu du bill 60, loi concernant la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements (2-3 Elizabeth II, chapitre 17), sanctionné le 5 mars 1954, et de ses amendements, une subvention spéciale de \$60,000, qui s'ajoute à la somme de \$40,000 inscrite aux *Comptes publics*.

11. Un item "Pensions des instituteurs" apparaît dans l'édition de 1958-1959 des *Comptes publics de la province de Québec*, à la page 256. Or, il semble

que cet item, comme quelques autres des *Comptes publics* du département de l'Instruction publique, ne soit pas soumis à une résolution de l'Assemblée.

12. Nous ne pouvons situer avec exactitude dans le déroulement de la séance l'échange suivant sur l'éventuelle construction d'une École des mines à Rouyn-Noranda. Il survient probablement en après-midi, puisque *La Presse* n'en fait pas mention dans son édition du 24 janvier 1958, qui dresse le compte rendu des débats de la séance du matin du vendredi.

13. Les crédits de l'Instruction publique, note *Le Soleil* du 24 janvier 1958, à la page 3, ont été adoptés au terme de dix-huit heures de discussions, réparties sur trois jours.

14. Les deux items du budget du ministère des Travaux publics ont été adoptés sans discussion, affirme *The Quebec Chronicle Telegraph* du 25 janvier 1958, à la page 3.

15. Le 25 janvier 1958, *Le Devoir*, à la page 1, écrit plutôt que les débats de la séance de l'après-midi se sont poursuivis jusqu'à 5 heures, tandis que *Le Nouvelliste*, à la page 7, situe la fin de ces mêmes débats à 16 h 15. Le *Montréal-Matin* du 25 janvier 1958, à la page 9, donne une version semblable à celle du *Soleil*, la source retenue ici pour la reconstitution des débats.

Séance du mardi 28 janvier 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 271 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;

- bill 202 concernant la Commission des écoles catholiques de Québec;

- bill 274 créant, dans tout le territoire du comté Lac-Saint-Jean-Est, une zone où sera imposée et perçue, au bénéfice des corporations dudit comté, une taxe spéciale dite taxe de vente.

Et, sans amendement, le bill 239 modifiant la loi 14 George VI, chapitre 136, concernant certaines corporations scolaires du comté de Chicoutimi.

Votre comité a décidé de faire rapport que le préambule du bill 188 concernant la corporation du comté de Laval n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 167 concernant les commissions scolaires de la cité de Shawinigan Falls et de la municipalité de Shawinigan-Sud n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Votre comité recommande de prolonger au 6 février prochain, inclusivement, les détails relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Taxe de vente
au Lac-Saint-Jean-Est**

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 274 créant, dans tout le territoire du comté Lac-Saint-Jean-Est, une zone où sera imposée et perçue, au bénéfice des corporations dudit comté, une taxe spéciale dite taxe de vente.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 274 sans l'amender.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission des écoles catholiques
de Montréal**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 271 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 271 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission des écoles catholiques
de Québec**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 202 concernant la Commission des écoles catholiques de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 202 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Corporations scolaires dans Chicoutimi

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 239 modifiant la loi 14 George VI, chapitre 136, concernant certaines corporations scolaires du comté de Chicoutimi.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 239 sans l'amender.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de la Petite-Rivière, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Hauterive, demandant l'adoption d'une loi concernant lesdits commissaires;
- de la corporation municipale de Templeton-Ouest et des commissions scolaires catholique et protestante de Templeton-Ouest, demandant l'adoption d'une loi confirmant une entente entre elles et Ideal Concrete Company Limited concernant les taux de taxation.

Votre comité recommande de prolonger au 6 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Charte de Montréal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que toutes les dispositions du Règlement qui ont trait à la présentation et à l'examen des pétitions introductives de bills privés soient suspendues, sauf en ce qui concerne les droits ordinaires et additionnels, et qu'il lui soit permis en conséquence, de présenter la pétition de la cité de Montréal; que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue; que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:

Charte de Montréal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Templeton-Ouest

M. Desjardins (Gatineau) propose que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 257 concernant la corporation municipale de Templeton-Ouest, la Commission scolaire catholique de Templeton-Ouest et la Commission scolaire protestante de Templeton-Ouest.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Commission scolaire de Hauterive

M. Ouellet (Saguenay) propose que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 273 concernant les

commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Haute-riève.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Petite-Rivière

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 277 concernant la ville de la Petite-Rivière.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Questions et réponses:

Rapport de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au premier ministre de mettre les annexes du rapport Tremblay à la disposition des députés².

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce qui est essentiel, c'est le rapport lui-même. Nous en avons envoyé des copies aux députés. Le nombre des annexes imprimées est limité. Nous allons examiner ça.

Dépôt de documents:

Ministère de la Voirie, Rapport 1956-1957

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Voirie, pour l'année finissant le 31 mars 1957. (Document de la session no 15)

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 26 modifiant l'article 2 de la loi de la Régie des transports;
- bill 29 concernant la Commission municipale de Québec;

- bill 30 concernant la juridiction des Cours municipales;

- bill 105 constituant en corporation Les pères Capucins de Québec;

- bill 166 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls;

- bill 169 constituant en corporation la ville de Saint-François;

- bill 170 accordant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Sainte-Rose-Est;

- bill 224 modifiant la charte de la ville de Victoriaville;

- bill 236 modifiant la charte de la ville de Matane;

- bill 237 modifiant la loi des cités et villes concernant la ville de Huntingdon;

- bill 267 relatif à La Société Provinciale d'assurance mutuelle-Provincial Mutual Insurance Society.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 28 relatif aux charges municipales ou scolaires, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié au sous-article 58;

a. en remplaçant, dans la cinquième ligne, les mots "ou action relative" par ce qui suit:

"ou action intentée en vertu de la section II du chapitre XL de la cinquième partie de ce code et ayant trait";

b. en ajoutant à la fin dudit sous-article les paragraphes suivants:

"La cause est entendue et décidée par un juge de district lorsque la seule question en litige est la qualification foncière du défendeur.

Dans tous les autres cas, elle est entendue par trois juges de district désignés par le juge de district en chef dont la juridiction administrative s'étend au district dans lequel l'action est intentée.

L'un de ces juges, également désigné par ce juge en chef, préside la cour.

Le jugement est rendu à la majorité de ces juges. Il peut être prononcé en audience publique, en l'absence des autres juges, par celui qui a présidé la cour, ou déposé au greffe, sous la signature d'au moins deux d'entre eux; dans ce dernier cas, le greffier doit donner immédiatement avis de ce dépôt à toutes les parties intéressées.

Au cas de décès, avant le jugement d'un juge qui a entendu la cause ou d'impossibilité pour lui, en raison d'une circonstance quelconque, de participer au jugement alors que les autres sont d'accord et prêts à statuer sur le litige, ceux-ci peuvent rendre le jugement."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 137 modifiant la charte de la cité de Drummondville, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 2 est modifié en ajoutant dans le sous-article 526, à la douzième ligne, après les mots "une somme fixe ou" ce qui suit: ", sauf pour le cas des manufactures,".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 172 relatif au testament de Marie-Thérèse Larseneur, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Ce qui suit est ajouté après l'article 3 comme article 4:

"4. Rien dans la présente loi ou dans les pétitions y relatives ne sera interprété comme une contestation de l'une quelconque des clauses du testament de Marie-Thérèse Larseneur."

Et les articles 4 et 5 deviennent les articles 5 et 6.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 210 modifiant l'Acte pour incorporer l'Institut canadien de Québec, 11 Victoria, chapitre XVII, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 6 est modifié en ajoutant après le sous-article VIII, comme sous-article IX, ce qui suit:

"IX. Nonobstant toute disposition contraire ou incompatible, les corporations privées constituées en vertu des lois de la province sont autorisées à consentir et à faire à l'Institut canadien de Québec les donations qu'elles jugent convenables pour aider cette dernière à mieux atteindre ses fins, et ce, par résolution adoptée à la majorité des administrateurs alors présents à une assemblée convoquée à cette fin, pourvu qu'il y ait quorum."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 247 modifiant la charte de la communauté des sœurs de Charité de la Providence, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 2 est modifié en biffant dans les sixième et septième lignes, de la page 2 les mots "de réforme".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 256 validant et confirmant la vente faite par dame Gisèle Julien à Gabriel Renaud, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en biffant dans la dernière ligne le mot "(Annexe)";

Et l'annexe est biffée.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 264 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de L'Assomption, dans le comté de Beauce, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 3 est modifié en ajoutant dans les cinquième et sixième lignes, après les mots "avec les mêmes sanctions" ce qui suit: "et exemptions".

Projets de loi:

Charges municipales ou scolaires

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 28 relatif aux charges municipales ou scolaires.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que l'examen de cet amendement soit remis à la prochaine séance.

Charte de Drummondville

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 137 modifiant la charte de la cité de Drummondville.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Testament de Marie-Thérèse Larseneur

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 172 relatif au testament de Marie-Thérèse Larseneur.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

L'Institut canadien de Québec

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au

bill 210 modifiant l'Acte pour incorporer l'Institut canadien de Québec, 11 Victoria, chapitre XVII.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Communauté des sœurs de Charité de la Providence

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 247 modifiant la charte de la communauté des sœurs de Charité de la Providence.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Vente par Gisèle Julien

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 256 validant et confirmant la vente faite par dame Gisèle Julien à Gabriel Renaud.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de l'Assomption

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 264 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de L'Assomption, dans le comté de Beauce.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 12 modifiant le Code de procédure civile concernant la saisie des gages et salaires, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 2 est modifié:

a. en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots "le suivant" par les mots "les suivants";

b. en remplaçant, dans la première ligne de l'alinéa a du sous-article 599*a*, les mots "Les termes traitements, salaires" par ce qui suit: "Sous réserve de l'article 599*b*, les termes traitements, salaires";

c. ce qui suit est ajouté à la fin du sous-article 599*a* comme sous-articles 599*b*, 599*c* et 599*d*:

"599*b*. Les termes "traitements", "salaires" et "gages" ne comprennent pas

a. les contributions d'un employeur aux fonds ou plans de pension, d'assurance, d'aide médicale ou d'assistance sociale de nature similaire constitués en faveur de ses employés;

b. la valeur de la nourriture ou du logement fourni à un employé ou payé pour lui à l'occasion de déplacements effectués au cours de l'exécution de son travail;

c. les laissez-passer donnés par une entreprise de transport par terre, par eau ou par air à ses employés pour fin de voyages sur ses véhicules.

"599*c*. Tout réclamant qui n'est pas satisfait de la valeur attribuée, par le tiers saisi ou le débiteur, selon le cas, à une rémunération en nature ou en services visée par le paragraphe *a* de l'article 599*a* peut s'adresser à un juge de la cour où se trouve le dossier de la saisie-arrêt, dans le cas de l'article 697, ou à un juge de la Cour de magistrat du lieu où se trouve le dossier des dépôts volontaires du débiteur, dans le cas de l'article 697*a*, pour faire réviser et fixer cette évaluation.

La demande s'exerce par requête sommaire alléguant les faits pertinents et appuyée d'un affidavit du réclamant ou d'une personne fiable au courant de ces faits; elle est signifiée au débiteur avec un avis d'au moins six jours francs de la date, de l'heure et du lieu de sa présentation.

"599*d*. La requête doit être entendue et décidée avec toute la diligence possible.

Si plusieurs demandes de cette nature ont été faites, elles sont toutes réunies pour fins d'audition et un seul jugement est rendu.

Si le juge en vient à la conclusion que l'évaluation du tiers saisi ou du débiteur est insuffisante, il peut l'augmenter, avec effet à compter du jour de la production de la requête au greffe de la cour ou de la première requête dans le cas où il y en a plusieurs.

La décision du juge est sans appel; elle peut toutefois être remplacée ultérieurement par une nouvelle décision au cas d'augmentation ou de diminution de la rémunération en question.

Dans le cas de plusieurs demandes réunies pour fins d'audition et de jugement, il ne peut être accordé de dépens que sur celle qui a été produite la première."

2. L'article 3 est modifié en remplaçant dans les trois dernières lignes du sous-article 697, à la page 4, les mots "le congédier pour le motif que son salaire a été l'objet d'une ou de plusieurs saisies-arrêts." par ce qui suit:

"le congédier pour le seul motif que son salaire a été l'objet d'une saisie-arrêt."

3. L'article 4 est modifié en ajoutant, à la fin du sous-article 697a, le paragraphe suivant:

"Aucun créancier ne peut non plus, pendant que le débiteur satisfait aux exigences du présent article, saisir les meubles meublants qui garnissent sa demeure, sauf dans l'exercice d'un privilège ou d'un droit de revendication."

4. L'article 12 est modifié dans la version anglaise seulement.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 149 modifiant la charte de la ville de Beaconsfield, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 12 est biffé.

2. Les articles 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21 deviennent les articles 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20.

3. L'article 22 devient l'article 21 et est modifié en ajoutant dans le sous-article 532a au paragraphe 2, aux troisième et quatrième lignes, après les mots "avec les mêmes sanctions" ce qui suit: "et exemptions."

4. Les articles 23, 24, 25 et 26 deviennent les articles 22, 23, 24 et 25.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 161 accordant certains pouvoirs spéciaux aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan, dans le comté de Saint-Maurice, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le titre, le préambule et les articles 1, 2 et 3 sont modifiés en remplaçant le nom de la municipalité "Shawinigan Falls" par "Shawinigan".

2. L'article 1 est modifié dans l'avant-dernière ligne en y biffant les mots "ou une corporation".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 162 constituant en corporation la ville de Chandler, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le titre est changé en celui de: "loi constituant en corporation la ville de Chandler et accordant aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Chandler, le droit d'imposer une taxe d'éducation".

2. Le préambule est modifié en remplaçant le troisième paragraphe commençant par les mots: "Attendu qu'il est à propos" et se terminant par les mots "dans ladite pétition", par les deux paragraphes suivants:

"Attendu que les commissaires d'écoles pour la municipalité de Chandler désirent obtenir le droit de prélever un impôt sur la vente au détail pour fins d'éducation;

"Attendu qu'il est à propos de faire droit à ces demandes;"

3. Ce qui suit est ajouté après l'article 17 comme article 18:

"18. Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Chandler peuvent par résolution, imposer et prélever une taxe spéciale de un pour cent de même nature, établie sur les mêmes bases, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe actuellement en vigueur et prévue par l'article 4, chapitre 88, des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Toute personne résidant ordinairement dans le territoire de la municipalité scolaire de Chandler, ou y faisant affaires qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou qu'il lui soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans le territoire de ladite municipalité scolaire de Chandler, doit immédiatement en faire rapport au trésorier de ladite municipalité scolaire de Chandler, en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à ladite commission scolaire, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payée, si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans ledit territoire de la municipalité scolaire de Chandler.

Ladite taxe est prélevée et perçue dans le territoire régi par les commissaires d'écoles de Chandler en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions avec les mêmes sanctions et exemptions, *mutadis mutandis*, que la taxe perçue en vertu du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Le revenu annuel provenant de ladite taxe sera partagé entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Chandler, dans le comté de Gaspé-Sud, et la commission scolaire protestante du territoire assujetti à cet impôt en proportion du nombre des enfants de chacune des dénominations religieuses, catholique romaine et protestante,

respectivement résidant dans le territoire commun à chacune des corporations scolaires concernées, tel que déterminé par le recensement prévu à l'article 285 de la loi de l'Instruction publique. En cas de divergence d'opinion à ce sujet, c'est le surintendant de l'Instruction publique qui décidera en dernier ressort."

4. L'article 18 devient l'article 19.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 183 concernant la municipalité de Duvernay, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le titre est changé en celui de: "Loi constituant en corporation la ville de Duvernay";

2. L'article 1 est remplacé par les deux articles suivants:

"1. La municipalité de Duvernay cesse d'exister et son territoire est érigé en une municipalité de ville sous le nom de ville de "Duvernay".

"2. Le territoire de la ville de Duvernay se compose des lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que des chemins, rues, ruelles, emprise de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la Rivière-des-Prairies avec le côté sud-ouest d'un chemin passant entre les lots 53 et 55 de l'autre côté; de là, successivement, les lignes et démarcation suivantes: ledit côté sud-ouest dudit chemin jusqu'au prolongement de la ligne ouest des lots 485, 482 et 481; ledit prolongement et ladite ligne ouest desdits lots; la ligne ouest des lots 480, 479, 477, 475, 474, 470, 468, 467, 466 et partie du lot 465; une ligne brisée faisant la limite nord-est du lot 471 et son prolongement à travers un chemin public entre la Côte Saint-Elzéar et la Côte Saint-François; le côté nord-ouest dudit chemin jusqu'à la ligne séparative des lots 500 et 501; cette dernière ligne; partie de la ligne sud-est et de la ligne nord-est du lot 499; une ligne brisée séparant les lots du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul dans la Côte Saint-Elzéar et la Côte Saint-François d'un côté des lots du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Rose dans la Petite Côte de l'autre côté; une ligne brisée séparant la Côte Saint-François du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul d'un côté, de la Côte du Nord du cadastre officiel de la paroisse de Saint-François-de-Sales de l'autre côté jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 135B du cadastre officiel de la paroisse de Saint-François-de-Sales; la ligne sud-ouest dudit lot 135B; la ligne sud-est des lots 135B et

135A et la ligne nord-est du lot 135A du cadastre officiel de la paroisse de Saint-François-de-Sales, une ligne brisée séparant la Côte du Sud du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul d'un côté, de la Côte du Nord du cadastre officiel de la paroisse de Saint-François-de-Sales de l'autre côté jusqu'à la ligne nord-est du lot 361 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul; cette dernière ligne prolongée jusqu'à l'axe de la Rivière-des-Prairies; ledit axe de la Rivière-des-Prairies jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 323 et 324 du cadastre officiel de la paroisse Saint-Vincent-de-Paul; ledit prolongement et ladite ligne; puis toujours en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, une ligne brisée séparant la Côte Saint-François de la Côte du Sud en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne séparant le lot 83 des lots 89 et 88; cette dernière ligne prolongée à travers un chemin public jusqu'au coin nord du lot 87; la ligne nord-ouest et la ligne sud-ouest dudit lot 87, cette dernière prolongée jusqu'à l'axe de la Rivière-des-Prairies; ledit axe de la Rivière-des-Prairies en allant vers le sud-ouest passant au nord-ouest de l'Île de la Visitation et au sud-est des îles portant les numéros 492 et 503 jusqu'au prolongement du côté sud-ouest d'un chemin en premier lieu mentionné et enfin ce dernier prolongement jusqu'au point de départ."

3. L'article 9 est modifié dans le sous-article 64:

a. en remplaçant, dans la troisième ligne, les mots "mille cinq cents dollars" par les mots "mille deux cents dollars";

b. en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes, les mots "huit cents dollars" par les mots "six cents dollars";

4. L'article 10 est modifié en remplaçant dans la quatrième ligne les mots "janvier 1959", par les mots "janvier 1960,"

5. L'article 26 est biffé;

6. Les articles 27 et 28 deviennent les articles 26 et 27.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 226 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, dans l'avant-dernière ligne, les mots "(Annexe "A")".

2. L'article 2 est modifié en biffant dans les deux dernières lignes, les mots "(Annexe "B")".

3. Les annexes "A" et "B" sont biffées.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 235 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Rivière-du-Moulin, dans le comté de Chicoutimi, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est modifié en ajoutant, à la fin du premier paragraphe de la page 2, après les mots "formés pour cette localité" ce qui suit:

"Que ledit arrêté en conseil du 18 mai 1921, mentionnait erronément le lot 17 du 4^e rang, nord-est, même cadastre comme provenant de la municipalité scolaire de la paroisse de Chicoutimi, puisque ledit lot 17 du 4^e rang, nord-est, se trouvait antérieurement compris dans la municipalité scolaire du village du Moulin."

2. L'article 2 est modifié en insérant dans la troisième ligne de la page 3, après les mots "de Chicoutimi", ce qui suit: "ainsi que le lot 17 du quatrième rang, même cadastre".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 260 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en remplaçant le sous-article 12 par ce qui suit:

"12. Sous réserve des droits acquis résultant des permis actuellement en vigueur, la cité peut réglementer ou prohiber dans certains quartiers, pour fins d'urbanisme et de zonage, la construction des postes de vente d'essence au détail, et en limiter le nombre."

2. L'article 6 est modifié en remplaçant, dans la première ligne du sous-article 11a, les mots "Pour interrompre la circulation" par les mots "Pour détourner la circulation".

Projets de loi:

Code de procédure civile, saisie des gages et salaires

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 12 modifiant le Code de procédure civile concernant la saisie des gages et salaires.

Les amendements sont lus.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande que les députés retardent à demain l'étude des amendements des bills concernant la saisie des salaires et l'usurpation de charges municipales ou scolaires.

Il est ordonné que l'examen de ces amendements soit remis à la prochaine séance.

Charte de Beaconsfield

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 149 modifiant la charte de la ville de Beaconsfield.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Shawinigan

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 161 accordant certains pouvoirs spéciaux aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan, dans le comté de Saint-Maurice.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Chandler

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 162 constituant en corporation la ville de Chandler.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Duvernay

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 183 constituant en corporation la municipalité de Duvernay.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) explique les amendements apportés au bill. Les membres du Conseil, dit-il, ont modifié le texte pour reporter les élections municipales au mois de janvier 1960.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les conseillers ne semblent pas trop se préoccuper des questions d'élections.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Pearson³, non plus, ne semble pas trop intéressé aux élections. N'a-t-il pas présenté une motion, le lendemain de son accession à la direction du Parti libéral, pour demander au gouvernement fédéral de lui remettre les rênes de l'administration sans passer par une élection⁴?

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Saint-Hyacinthe

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 226 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Rivière-du-Moulin

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 235 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Rivière-du-Moulin, dans le comté de Chicoutimi.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 260 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Laval

M. Pouliot (Laval) propose que le bill 188 concernant la corporation du comté de Laval n'ayant pas été adopté, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient

remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Commissions scolaires de Shawinigan

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill 167 concernant les commissions scolaires de la cité de Shawinigan Falls et de la municipalité de Shawinigan-Sud ayant été mis de côté, les droits ordinaires que les pétitionnaires de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Questions et réponses:

Aide aux réfugiés hongrois

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Relativement à la loi instituant le Comité provincial d'aide aux réfugiés hongrois⁵, 5-6 Elizabeth II, chapitre 47;

1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé depuis la sanction de cette loi jusqu'au 10 décembre 1957?

2. Quels sont les noms des personnes, associations ou organismes auxquels des montants ont été payés et quel montant dans chaque cas?

3. Est-ce qu'il existe des demandes pendantes à même cet item? Dans l'affirmative, au nom de qui et pour quel montant dans chaque cas?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. Au 1^{er} janvier 1958, le gouvernement avait payé, au Comité provincial d'aide aux réfugiés hongrois, \$50,000 et, en plus, les dépenses mentionnées aux paragraphes *j.*, *k.* et *l.* de la réponse 2. (Voir le tableau à la page suivante)

a. L'Œuvre des réfugiés hongrois, Montréal, a/s M. Roland Chagnon, président	\$24,901.01
b. Comité d'accueil aux réfugiés hongrois, Sainte-Anne-de-la-Pocatière, a/s M. Pascal Boucher ..	1,200.00
c. Protestant Hungarian Service Association, 1040 Atwater Avenue, Montréal	3,000.00
d. Comité d'aide aux Hongrois, Sherbrooke, a/s M. J.-D. Turgeon, chef du secrétariat	3,500.00
e. Paroisse Saint-Paul, Murdochville, a/s révérend M. Roland Allard, curé	1,250.00
f. Service d'aide aux Néo-Canadiens, Joliette, s/s révérend M. J.-M. Marsolais, directeur	500.00
g. Committee for Hungarian Relief, Rawdon, comté de Montcalm	500.00
h. Conseil des œuvres de Rimouski, a/s M. Geo.-E. Blanchard, président	300.00
i. Le Bien-être des immigrants, Québec, a/s Mme Guy des Rivières, trésorière	2,300.00
j. Voyages-Colonel M. Forget et Me Piché	155.21
k. Service de secrétariat	200.00
Impression	54.50

3. Ledit comité étudie actuellement certaines demandes additionnelles qui lui ont été faites et qui se totalisent à environ \$15,000. Un rapport sera fait dès que toutes les informations requises auront été obtenues par ledit comité.

Subsides:

Budget des dépenses 1958-1959

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose⁶: 1. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil Travaux publics", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Brown (Brome): Pourquoi une certaine somme de \$125,000, que le gouvernement réclame à une compagnie ferroviaire, n'apparaît pas dans les *Comptes publics* comme faisant partie de l'actif de la province?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Brome (M. Brown) parle d'un problème qui date de 1892. Cette année-là, le gouvernement conservateur de la province décida

d'accorder un subside à la Compagnie du Lac Saint-Jean, un subside substantiel pour permettre à cette dernière de construire une ligne que, de fait, elle n'a jamais installée. La compagnie a tout de même reçu l'argent. Ce subside, qui consistait en octroi de forêts et en débentures, s'élevait à \$125,000. Plus tard, cette compagnie a été absorbée par le C.N.R. (Canadian National Railway) qui utilise maintenant la ligne et tout l'actif de l'ancienne compagnie, dont la subvention de la province. Or, cette subvention était en considération d'une obligation assumée par la Compagnie du Lac Saint-Jean. Le Canadien National devait honorer cette obligation.

Le gouvernement actuel a donc décidé de poursuivre le C.N.R., en affirmant que la propriété qu'il avait acquise était une propriété grevée d'une obligation, une propriété achetée en partie avec l'argent de la province de Québec. Le C.N.R. devait ainsi \$125,000 au gouvernement. Mais l'honorable juge André Demers de la Cour supérieure a rendu un jugement dans lequel il reconnaît que l'ancienne compagnie n'a pas respecté ses obligations, mais ajoute que le C.N.R. n'est pas responsable de cette dette. Conséquemment, il a renvoyé l'action. Nous sommes à étudier la question de savoir si ce jugement sera porté en appel ou si nous allons aviser aux autres moyens à prendre dans les circonstances. Il y en a.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il s'agit d'un actif et la somme devrait apparaître tous les ans dans les *Comptes publics*.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça n'est pas un actif du tout. Si nous l'avions inscrit comme tel, les gens de l'opposition seraient les premiers à nous le reprocher. Ils en sont rendus au point de prendre des choses d'il y a 66 ans et de vouloir les mettre dans l'actif.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre en est rendu à avoir peur de nous?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Entre nous, il faudrait être peureux pas mal et ce n'est pas notre cas.

L'action a été prise en 1948 contre le C.N.R. La décision de la cour a été rendue il y a quelques mois. Le tribunal a décidé que le C.N.R. n'est pas responsable. Le gouvernement étudie s'il y a lieu d'aller en appel ou de recourir à d'autres moyens pour obtenir satisfaction.

Autrefois, les administrations provinciales avaient l'habitude d'accorder des subventions pour la construction de chemins de fer. L'Union nationale a mis fin à cette politique.

M. Thériage (Chambly):⁷ Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) devrait reconnaître les mérites de ses employés et leur accorder des augmentations de salaires.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Cette année, il y a eu comme augmentation \$130,000 pour le service civil et \$150,000 pour le personnel ouvrier. Le salaire moyen, qui était de \$1,700 en 1944 pour les membres du service civil, est maintenant de \$3,162. Et le salaire moyen, qui était de \$1,300 en 1944 pour les ouvriers, est aujourd'hui de \$2,031.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pont-Routes - Réparations et entretien; construction de ponts semi-permanents (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Depuis 1944, le gouvernement actuel a construit 2,000 nouveaux ponts. Dix mille réparations de ponts ont été faites. Ces ponts ont coûté la somme globale de \$135,000,000 sur laquelle le gouvernement a payé des octrois atteignant 85 % du coût. Aucun comté n'a été négligé. Nous avons fait des travaux même dans les comtés représentés ici par des députés libéraux: les comtés représentés par l'opposition ont donc eu leur juste part.

M. Thériage (Chambly): Combien a coûté la reconstruction du pont Duplessis⁸? Et qui a payé le coût des travaux?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Chambly (M. Thériage) semble s'intéresser au pont Duplessis. Il feint d'oublier que le gouvernement a construit 2,000 ponts neufs et qu'un seul a fait défaut. Un sur 2,000, c'est une bonne proportion. Je suis surpris que, sur 2,000 ponts construits depuis 1944, on ramène encore la question de la chute d'un seul pont. Le député de Chambly devrait se rappeler que le pont de Québec est déjà tombé deux fois et que 112 personnes y ont perdu la vie⁹. On n'a jamais fait de la petite politique avec cela. Cela prouve la différence de tactique des gens de cœur.

M. Thériage (Chambly): Je soulève un point d'ordre. Je rappelle au premier ministre que je n'ai pas parlé du pont de Québec, mais du pont de Trois-Rivières, pour savoir combien ont coûté les réparations.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Chambly (M. Thériage) parle du pont de Québec? Pourtant c'était une merveille...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce n'est pas dans les *Comptes publics*...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Mais il y a eu 112 morts dans les cimetières... et personne n'a songé à blâmer Sir Wilfrid Laurier...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ni les communistes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La question du pont de Trois-Rivières a fait le sujet de deux élections générales et la population de Trois-Rivières a réélu son député. On dirait que l'on veut s'acharner contre un pont construit avec toutes les précautions imaginables dans mon comté, et auquel on a donné le nom de mon père, qui fut député et maire de Trois-Rivières. Si l'opposition veut parler de ponts, qu'elle parle donc du pont construit dans un champ par Bouchard, près du pont de Québec¹⁰, du pont de Lacolle, et surtout du pont de l'Île d'Orléans, construit par le gouvernement Taschereau et qu'il fallu réparer au coût de \$600,000 parce que l'eau entraînait dans les piliers.

M. Thériage (Chambly): Il est vrai que le pont de Québec est tombé deux fois, mais il y a eu des enquêtes techniques sérieuses pour découvrir la cause des désastres. Cette cause a été découverte. Il

faut se souvenir également que le pont de Québec était en construction pendant que celui de Trois-Rivières était terminé et livré à la province. On circulait dessus.

Ce que je veux obtenir, ce sont des renseignements sur le coût des réparations. Les libéraux ne prétendent pas que c'est la faute du gouvernement, mais c'est encore moins la faute de l'opposition.

Il pose de nouveau sa question au ministre des Travaux publics.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Si on avait payé les dépenses entraînées par les deux accidents survenus au pont de Québec, il aurait fallu déboursier \$25,000,000.

M. Théberge (Chambly): Je veux une réponse à ma question.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Pour le pont de Trois-Rivières, le gouvernement n'a pas payé un seul sou à date.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce votre seule réponse?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a rien de malin là-dedans. Il y a eu chute d'une partie du pont. Fort heureusement, c'était à un moment où il n'y avait que très peu de circulation et le nombre des morts a été restreint. Nous avons pris immédiatement des mesures pour rétablir la circulation et nous avons installé des ponts Bailey¹¹. Après enquête, nous avons décidé de reconstruire encore plus solide et le pont de Trois-Rivières a été rebâti bien plus fort que bien d'autres grands ponts dans la province. Les travaux ont été faits et il s'agit maintenant de savoir comment on va régler cela.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Alors la réponse du ministre des Travaux publics, tantôt, n'était pas exacte. Ses remarques laissaient entendre que les réparations ne coûteraient rien au gouvernement provincial. Ce que vient de dire le premier ministre désavoue la déclaration de son ministre des Travaux publics.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas du tout. Le ministre des Travaux publics a déclaré qu'à date, aucune somme d'argent n'a été payée pour les réparations. La réponse du ministre est exacte.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Alors, rien n'a été payé. Tout est en discussion, et il nous faudra revenir sur le sujet à la prochaine session. Une chose me frappe, cependant. Le pont est tombé à 3 heures du matin et, tout de suite dans l'après-midi du même jour, ici en Chambre, le premier ministre exprimait l'avis que c'était peut-être l'œuvre des communistes. Le premier ministre semble bien pressé de tout attribuer aux communistes. Dans le cas du pont de Trois-Rivières, il n'avait pas encore eu le temps d'établir le problème qu'il les accusait de sabotage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais dit cela. J'ai dit et je répète qu'il y avait quelque chose de louche. On a constaté des choses drôles, notamment la découverte de deux fissures assez inexplicables à chaque bout du pont et près de la rive, qui donnait à penser qu'il y avait quelque chose d'étrange. J'ai dit qu'il y avait lieu de croire à du sabotage.

À l'enquête, un expert du gouvernement fédéral, le major-général Howard Kennedy, ingénieur de réputation internationale, a juré que le pont était tombé à la suite d'un acte de sabotage. Le capitaine¹² d'Artois, un autre expert du gouvernement fédéral, a juré la même chose.

Pour ma part, j'ai encore des doutes. Pourquoi ce pont de Trois-Rivières, qui avait été construit avec plus de précautions que d'autres ponts qui sont encore intacts, est-il tombé, quand d'autres qui ont été construits de la même façon ou qui ont une capacité beaucoup moindre sont restés debout? On s'était efforcé de le rendre aussi solide que possible.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce n'est que beaucoup plus tard, durant l'enquête royale, qu'on a décelé des fissures dans le pont. Cependant, dans l'après-midi de la chute du pont, le premier ministre accusait les communistes; il ne savait pas, à ce moment-là, qu'il y avait des fissures à chaque bout du pont. À ce moment, il ne savait pas qu'on découvrirait des fissures, qui n'ont d'ailleurs jamais rien prouvé. Le premier ministre devrait reconnaître qu'il a, à cette époque, parlé un peu trop vite. Était-il sérieux, dans l'après-midi de l'accident, en arrivant à la conclusion qu'il s'agissait d'un acte de sabotage?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Va-t-on prétendre que le député de Trois-Rivières, qui se dévoue pour son comté et qui apprenait une

nouvelle aussi tragique était disposé à rire? Je suis sincèrement convaincu qu'il y a eu quelque chose d'anormal, d'inusité, de singulier dans la chute de ce pont, alors que plusieurs ponts du même secteur qui ont une capacité plus réduite et qui doivent supporter la même forte pression et la même charge de circulation sont demeurés intacts.

M. Thérberge (Chambly): Comment se fait-il que le procureur général (l'honorable M. Duplessis), qui a toute une armée de policiers à sa disposition, n'ait pas fait le nécessaire pour retracer les coupables? Lui-même et la province de Québec auraient été plus satisfaits. Que le premier ministre parle moins et qu'il fasse agir sa police.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas sérieux. Le député de Chambly ne s' imagine toujours pas qu'il est facile, dans une province de 600,000 milles carrés, de retrouver chaque fois les auteurs d'un sabotage. La police a bien d'autres choses à faire.

Comment voudrait-on qu'elle soit aux troupes de tous les criminels? Dans le cas présent, je dis et je répète que j'étais et je reste convaincu que le pont est tombé à la suite d'un acte de sabotage. Où s'est-il produit?

Est-ce à Trois-Rivières ou ailleurs? Le sabotage peut s'être produit soit sur la structure même du pont ou à l'usine. Il a également pu se faire à l'usine dans la préparation des matériaux de construction. Chose certaine, c'est que ni le gouvernement, ni le ministre des Travaux publics n'y sont pour quelque chose.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre voit des communistes partout; ça ne nous impressionne plus. Ce qui importe, c'est qu'on a construit un pont, qu'il est tombé, qu'on a fait enquête et qu'on n'en est arrivé à aucune conclusion précise. A-t-on fini de déterminer les responsabilités?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La chute du pont a nécessité la construction de ponts Bailey, prêtés par la Commission hydroélectrique de l'Ontario. Elle a également provoqué des actions en dommages. Cela a coûté \$1,000,000 pour l'installation des ponts et pour régler, hors de cour, certaines actions.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les ponts Bailey ayant été prêtés à la province, on doit supposer que ce \$1,000,000, c'est pour leur installation?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La situation était difficile, car le Saint-Maurice est particulièrement dangereux à cet endroit. Nous avons payé \$1,000,000 pour l'installation des ponts et pour régler hors de cour certaines actions.

L'ancien pont avait une capacité de 80 tonnes, le nouveau en a une de 160 tonnes. Il était normal que la province paie la différence entre ces deux capacités. L'asphalte avait été posé par la Dufresne Construction et l'acier avait été fourni et installé par la Dominion Bridge, une compagnie qualifiée et solvable.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Qui a payé pour les ponts Bailey?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La Dominion Bridge. La seule dépense encourue par le gouvernement a été une somme de \$80,000 en règlement de réclamations faites par les héritiers de deux victimes¹³. Les poursuites intentées par les parents des victimes ont été réglées hors des tribunaux. La compagnie a payé aussi pour l'achat de tous les matériaux et pour leur installation.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est cela qui fait l'objet de discussions?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Oui. Le gouvernement examine encore la situation et est en cours de discussion avec la Dominion Bridge sur le partage des coûts. La somme que le gouvernement du Québec paiera n'a pas encore été décidée.

M. Thérberge (Chambly): S'il y avait danger, la Dominion Bridge aurait une excuse toute prête pour ne pas payer le coût de remplacement, si le premier ministre a prétendu continuellement qu'il y avait eu sabotage? Le premier ministre ruine ainsi toute présomption de responsabilité contre la compagnie¹⁴.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ça fait déjà sept ans que ce problème est en discussion. Si c'est vrai que le pont a été saboté, le gouvernement ne l'a jamais prouvé. Le premier ministre a découvert de nombreux complots communistes depuis 10 ans: en Abitibi, à Montréal, sur les plaines d'Abraham, à Trois-Rivières. Mais jamais on a eu connaissance que le procureur général (l'honorable M. Duplessis) n'ait fait arrêter un seul des auteurs de ces complots. Comment se fait-il donc que le gouvernement, que

ses experts dénoncent tant de communistes, mais manquent toujours leur coup, quand il s'agit d'attraper ces gens-là?

La première question qu'on aurait dû poser, c'est celle de savoir si quelqu'un avait intérêt à saboter ce pont. On se serait alors trouvé sur une ou plusieurs pistes. Le procureur général n'a rien fait.

Il y a des mystères au sujet de ce pont droit et solide comme l'Union nationale: mystère sur la cause de l'accident et sur les communistes qui l'auraient saboté, mystère sur les responsabilités à établir, mystère du coût de la reconstruction, mystère sur le règlement à intervenir entre la compagnie et la province. Quand on a affaire à une menace de communisme, il faut prendre des précautions. A-t-on fait des arrestations? (En souriant) C'est inquiétant de constater que le procureur général ne réussit à expliquer aucun complot communiste. C'est peut-être cette impuissance qui l'amène même à traiter de bolcheviste un des plus grands sociologues de la province¹⁵...

M. le président: Le député de Saint-Maurice sait qu'il est hors d'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est vrai, nous en reparlerons plus tard. Je termine en disant qu'il faudrait rebaptiser le pont Duplessis et l'appeler le "pont des mystères".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand on entend certaines discussions, on ne pense pas au pont des Soupîrs, mais aux ponts aux ânes, comme on nous l'enseignait au collège.

Le député de Saint-Maurice a dit qu'il avait peur des communistes? Qu'il soit bien tranquille, car les communistes ne s'attaquent jamais à ceux qui s'ingénient à prétendre que le communisme n'offre pas de danger chez nous. Ils sympathisent, au contraire, avec ceux qui ridiculisent les mesures préventives prises contre le communisme. La force du communisme réside dans la complicité consciente ou inconsciente de ceux qui ne paraissent pas se rendre compte du danger.

Nous avons arrêté de nombreux communistes. J'affirme que nous avons trouvé des documents, des ordres émanant de Moscou, avec des chèques, documents où l'on constate que les gens de Russie demandaient aux communistes de Montréal d'organiser des manifestations en dépit de l'interdiction de la police, justement pour se rendre compte de l'efficacité exacte de ce corps policier, pour essayer de voir si la police municipale de

Montréal était capable de faire des arrestations. On demandait également de prendre des photos de ces manifestations à l'intention des Rouges de Moscou. Je pourrais les produire, ici, en Chambre.

Les grands artisans du communisme sont ceux-là qui rient des précautions nécessaires que nous prenons. Le meilleur appui des communistes vient de ceux qui passent leur temps à dire ou qui crient, comme le député de Saint-Maurice vient de le faire, qu'il n'y a pas de danger. Le député n'a donc pas à s'inquiéter.

Il s'est produit des élections en Hongrie. Dix pour cent de la population a voté pour le communisme et 90 % contre. Mais six mois ne s'étaient pas écoulés ensuite que les communistes étaient au pouvoir dans ce pays parce que des gens, là-bas, ont fait comme le député de Saint-Maurice et tourné en ridicule la menace du communisme.

M. Hamel (Saint-Maurice): Au contraire, j'ai déclaré que j'avais peur, que l'incapacité du procureur général (l'honorable M. Duplessis) de résoudre les complots qu'il annonce d'année en année avait de quoi nous inquiéter. Nous sommes inquiets de constater combien les communistes glissent entre les mains de la police. J'ai voulu savoir si la police provinciale était capable de venir à bout de cette manière de communisme.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dis et je répète que les hommes les plus néfastes et les plus dangereux sont ceux qui passent leur temps à minimiser le danger et qui se font les auxiliaires des communistes. Quant au gouvernement de l'Union nationale, il a tenu une conduite exemplaire et patriotique en luttant contre le communisme et en faisant échec au péril. C'est tellement vrai que les plus grands chefs communistes ont quitté la province pour aller s'établir ailleurs, dans d'autres coins du pays.

M. Hamel (Saint-Maurice): Comment se fait-il que l'affaire du pont ne soit pas encore réglée? Dans quel délai la réglera-t-on?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a eu de nombreuses consultations avec des ingénieurs. C'est un problème extrêmement complexe. Le règlement n'est pas en retard et nous agissons, comme toujours, selon les meilleurs intérêts de la province.

M. Thériault (Chambly): Le fait que le ministre des Travaux publics a doublé la capacité du

pont ne serait-ce pas une manière détournée d'indemniser partiellement la Dominion Bridge? Si une capacité de 80 tonnes suffit partout ailleurs en province, pourquoi avoir 160 tonnes à Trois-Rivières?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous avons agi dans le meilleur intérêt de la province.

M. Thérberge (Chambly): On ne me fera pas admettre que c'est là la seule raison. Le ministre des Travaux publics doit connaître les coutumes des autres pays au sujet des ponts. Qu'il m'en nomme cinq qui ont une capacité supérieure à 80 tonnes! Je serai alors justifié de croire que la sécurité est la seule raison qui l'a fait agir.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Les compagnies qui nous renseignent sur les spécifications nécessaires pour les ponts ont doublé la capacité minimum depuis quelques années. Il y a plusieurs ponts modernes du Québec qui ont actuellement une capacité de 160 tonnes.

Le pont nouveau a été construit d'après les spécifications de la Canadian Standards Steel Association, qui groupe tous les ingénieurs. Des experts sont obligés de vérifier la capacité de l'acier qui entre dans la construction des ponts. Le pont de Donnacona a une capacité de 15 tonnes et a toujours résisté, alors que le pont de Trois-Rivières, d'une capacité de 80 tonnes, a cédé. Tout le monde admet que dans ce désastre, il y a eu quelque chose d'anormal.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le pont de Trois-Rivières était un pont soudé. Nombre d'ingénieurs étaient contre ce procédé de soudure parce que ce genre de structure s'est avéré incapable de résister aux températures très basses ou très élevées. Quand les Américains sont arrivés en Allemagne, ils ont découvert que les ponts soudés sur les autoroutes allemandes s'étaient affaiblis sans laisser de traces dans la Mer du Nord. Les "Victory Ships", qui étaient également soudés, ont disparu.

De plus, le pont actuel soudé, qui est tombé à l'eau, n'a pas été remplacé par un pont soudé, mais par un pont riveté. On s'est rendu compte que les ponts soudés n'étaient pas faits pour nos climats extrêmes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il a fait froid ailleurs qu'à Trois-Rivières, le 31 janvier 1951, lors de la chute du pont.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Le pont de Trois-Rivières avait donné des signes de mêmes spécifications que 16 ou 17 autres ponts de la province, dont certains sont situés dans des zones encore plus exposées au froid que celle de Trois-Rivières, et tous tiennent bon. Les joints pour le nouveau pont Duplessis sont, toutefois, rivetés.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le pont de Trois-Rivières avait donné des signes de faiblesse plusieurs mois avant son effondrement puisqu'on a découvert des fissures aux deux extrémités à 15 pieds de la rive¹⁶.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Les fissures avaient été réparées; le pont a connu des faiblesses ailleurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'enquête a révélé que certains madriers n'étaient pas aussi solides qu'ils étaient supposés être.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est aux joints qu'on est allé voir immédiatement après la chute du pont. Et c'est à partir de ce moment-là que les techniciens ont engagé des discussions sur le procédé de la soudure de l'acier.

Quant à l'enquête tenue à Trois-Rivières, après la chute du pont, l'opposition n'avait que deux avocats et ne pouvait faire la cause qu'elle aurait voulu faire. Mais, avec deux avocats seulement, c'est l'opposition qui représentait le public. Tout de même, c'est l'opposition qui a démontré que le fil identifié comme une arme possible de sabotage par un expert du gouvernement et qui serait supposé avoir servi au dynamitage n'était en réalité qu'un fil de la Compagnie de téléphone Bell¹⁷.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avec un fil de la compagnie de téléphone Bell, il est possible de faire du sabotage. Le major-général Kennedy et le colonel d'Artois m'ont déclaré à mon bureau qu'ils étaient persuadés qu'il s'agissait de sabotage.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) parle des difficultés rencontrées par les adversaires du gouvernement à l'enquête. L'armée canadienne, affirme-t-il, leur a même refusé les services d'un expert en dynamitage de ponts.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les enquêteurs étaient des gens honnêtes, qui ne faisaient pas de politique.

M. Hamel (Saint-Maurice): Si j'avais été membre de la police, j'aurais cherché à découvrir si quelqu'un était intéressé à faire sauter le pont. Si "cette manière de communiste" a réussi une fois, elle pourra réussir plusieurs fois¹⁸.

M. Parent (Hull): Où en sont les pourparlers au sujet de la construction d'un nouveau pont interprovincial entre Ottawa et Hull? Est-ce que le projet a des chances d'être réalisé prochainement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement du Québec a plusieurs projets de pont à l'étude. Il y a déjà un pont interprovincial à construire entre Pointe-à-la-Croix, dans le comté de Bonaventure, et Campbellton, les gouvernements d'Ottawa, de Québec et du Nouveau-Brunswick ayant convenu d'y contribuer à parts égales. Nous aurons aussi des ponts très importants à construire sur la route Tadoussac-Sept-Îles. Nous en avons déjà construit un sur la Bersimis, qui a coûté \$2,000,000, mais il y a beaucoup de grosses rivières sur la Côte-Nord et il est urgent d'y établir des communications adéquates.

Il n'y a pas de doute qu'un nouveau pont entre Ottawa et Hull serait utile. Je pense même qu'il est nécessaire. Mais le gouvernement fédéral a beaucoup de propriétés sur les deux rives, et il s'agit d'un pont qui, en définitive, va unir deux propriétés fédérales, le parc Gatineau étant situé du côté de Hull. Dans les circonstances, je ne crois pas que la province de Québec puisse y contribuer à l'heure actuelle. Le gouvernement d'Ottawa et celui d'Ontario me paraissent avoir plus de responsabilités que celui de Québec dans la réalisation de ce projet.

M. Parent (Hull): Il y a déjà d'autres ponts qui les desservent. Celui qu'il nous faut profiterait surtout aux citoyens de Hull.

Il y a dans cette ville 5,000 fonctionnaires fédéraux qui travaillent à Ottawa. Il y a aussi l'imprimerie nationale qui a été démenagée à Hull et qui emploie 2,200 personnes, dont la plupart demeurent encore à Ottawa, bien que plusieurs aient l'intention de venir s'installer à Hull. Aux heures d'affluence, il y a, sur le pont actuel, un encombrement indescriptible.

Des ingénieurs ont déjà procédé aux travaux préliminaires, pratiqué des sondages et suggéré un emplacement pour le nouveau pont. L'endroit suggéré pour la construction du pont a déjà été agréé par la ville de Hull. Il serait temps, il me semble, d'aller de l'avant avec ce projet. Le député d'Ottawa-

Est doit justement rencontrer cet après-midi le premier ministre Frost¹⁹ à ce sujet.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce qu'il faut prendre les paroles du premier ministre pour un non définitif? Le pont de Hull est l'un des ponts d'entrée du Québec et la situation actuelle n'est pas de nature à impressionner favorablement les touristes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons déjà contribué à la construction du pont interprovincial de l'Île-aux-Allumettes et il y a encore dans la province de Québec d'autres ponts inter provinciaux dont l'urgence est plus évidente et plus certaine que celui de Hull. Cela ne veut pas dire que nous refuserons de faire notre part en temps et lieu. Dans des limites raisonnables, nous sommes prêts à contribuer à la réalisation du projet. Encore une fois, j'estime que, dans le moment, le gouvernement fédéral a plus de responsabilités que nous en cette matière.

M. Parent (Hull): Mais le pont ne desservira pas seulement les propriétés fédérales. Il desservira surtout les gens de Hull qui travaillent dans les édifices fédéraux. J'admets que le gouvernement d'Ottawa y est intéressé. C'est un projet qui devrait être réalisé, à mon sens, sur une base tripartite.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes prêts, dans les limites raisonnables, à contribuer à sa réalisation. On a déjà parlé de contributions possibles des villes de Hull et d'Ottawa, mais je crois qu'il s'agit là d'une responsabilité dépassant le niveau municipal. Il y a aussi la question du site qui est un gros problème. J'ai déjà eu des entrevues à ce sujet avec M. Winters, avec M. Frost et avec la mairesse Whitton.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Quand le pont de Drummondville sera-t-il terminé?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Les piliers du pont sont maintenant terminés et les poutres d'acier sont en place. Le pont sera ouvert à la circulation dès l'été qui vient.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) cite une causerie prononcée devant les membres d'un club Richelieu par M. Camille Archambault, assistant au président de l'Association du camionnage du Québec, qui, affirme-t-il, a déclaré que l'économie

de la rive sud était compromise par le péage sur les deux ponts. Il est admis de tous que le pont Victoria a déjà été payé quatre fois avec les profits enregistrés par les Chemins de fer nationaux à qui ce pont appartient. Le pont Jacques-Cartier, la propriété du Conseil des ports nationaux, a rapporté des profits nets de plus de \$900,000 et \$800,000, en 1957 et 1958 respectivement.

J'ai à cœur le développement de la région que je représente comme celui de toute la province, et c'est pourquoi je voudrais demander s'il ne serait pas possible pour le gouvernement de la province de faire abolir le péage sur ces deux ponts, afin d'orienter le commerce de Montréal vers la rive sud.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette question de péage est vieille. Le problème est beaucoup plus compliqué qu'on ne pense. Il n'a pu être réglé sous les régimes de MM. King et Saint-Laurent.

C'est assez curieux à dire, mais le problème se complique encore du fait qu'un troisième pont passant par l'Île des Sœurs est en construction. Ce dernier, comme le pont Jacques-Cartier, sera la propriété des Ports nationaux et devra nécessairement être un pont de péage. Or, si le péage est enlevé sur un seul ou deux de ces trois ponts, le public se servira de ces derniers de préférence à celui ou ceux qui demeureront des ponts de péage.

Le nouveau pont devra être un pont de péage, si le Conseil des ports nationaux doit en défrayer les frais. Les Chemins de fer nationaux se servent des profits du pont Victoria pour combler une partie des déficits enregistrés dans d'autres départements. Il reste le pont Jacques-Cartier sur lequel il y aurait embouteillage constant, s'il était le seul pont libre reliant la rive sud de Montréal à la métropole.

Il est impossible d'abolir le péage sur les ponts fédéraux dans la région de Montréal, sans faire disparaître ce péage sur tous les ponts en même temps. Il serait en effet impossible de percevoir des droits de passage sur un pont et de n'en point percevoir sur l'autre. Cette mesure pousserait les automobilistes à n'employer qu'un pont.

Lorsque deux municipalités situées l'une vis-à-vis l'autre des deux côtés d'un cours d'eau demandent les services d'un traversier, il n'est jamais question que ce service soit accordé gratuitement. Pourquoi en serait-il autrement pour les ponts? Par contre, le gouvernement actuel a construit près de 2,000 ponts neufs depuis 1944, et pas un seul n'est à péage. Il a aboli les péages sur tous les ponts appartenant à la province. Il a donc prouvé sa bonne

volonté. Je m'étonne cependant que des gens qui paient, sans maugréer, le prix du passage à bord d'un bateau s'objectent à payer pour traverser une rivière sur un pont.

Un député de l'opposition pose une question au premier ministre sur le pont Jacques-Cartier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La province de Québec et la cité de Montréal s'étaient engagées à payer un certain montant des déficits au pont Jacques-Cartier, la province jusqu'à concurrence de \$150,000, mais il arrive que le pont Jacques-Cartier est une source de profits plutôt qu'un objet de perte pour le Conseil des ports nationaux. Par contre, si le péage était aboli, le remboursement du capital, le paiement des intérêts et les frais d'entretien deviendraient un fardeau financier très lourd à porter.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Est-ce que je peux compter sur la collaboration du premier ministre pour demander aux autorités fédérales l'abolition des péages sur les ponts dans la région de Montréal?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne m'occupe pas des questions fédérales. Mon mandat est provincial.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose une question sur les intérêts du gouvernement provincial dans les ponts Jacques-Cartier et Victoria.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement provincial a un certain intérêt dans le pont Jacques-Cartier, en ce sens qu'il s'est engagé à payer \$150,000 par année, si jamais le déficit atteint cette somme.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il faudrait alors une conférence des trois autorités pour régler la question.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) regrette que les députés de la région de Montréal ne lui aient pas prêté main-forte dans cette affaire de l'abolition des péages sur les ponts de Montréal.

M. Thériault (Chambly) appuie la demande du député de Saint-Hyacinthe (M. Saint-Pierre).

M. Levesque (Bonaventure): La construction du pont interprovincial, entre le comté de

Bonaventure et la ville de Campbellton, au Nouveau-Brunswick, est demandée par toutes les organisations publiques du comté de Bonaventure et de la Gaspésie.

Aussi, quand le gouvernement va-t-il reconstruire le pont de la rivière Cascapédia, entre New Richmond et Maria, en Gaspésie, d'une longueur de 1,000 pieds, qui a été détruit par le feu il y a cinq ans²⁰? Depuis l'incendie déplorable de ce pont...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Coupable...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est ce que nous verrons tout à l'heure. Nous aurons des questions à poser à ce sujet.

M. Levesque (Bonaventure): Depuis l'incendie de ce pont, la population ne cesse de se demander quand on verra à le reconstruire. Depuis que je suis député, j'ai attiré l'attention du gouvernement sur ce grave problème. L'an dernier, durant l'étude de ses crédits, le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain), après avoir attribué l'incendie de ce pont à des "incendiaires", parlait de \$1,500,000 prévu pour sa reconstruction.

Au début de cette session, j'ai reparlé du problème. J'ai même fait sourire le premier ministre en lui signalant que la présence des passerelles temporaires établies par le Canadien National sous son pont pouvait constituer une atteinte à l'autonomie provinciale. Récemment, cette crainte a paru se confirmer. En effet, l'ingénieur en chef du Canadien National pour la région de l'Atlantique, M. D. W. Blair, écrivait une troisième lettre - il se plaignait d'ailleurs de n'avoir reçu aucune réponse aux deux premières - à M. Olivier Desjardins, ingénieur en chef du ministère des Travaux publics du Québec, dans laquelle il l'avisait que le C.N. devrait arrêter toute circulation sur ces passerelles pendant environ trois semaines, vers la fin de janvier, en vue d'y effectuer des travaux de réparation. Apparemment, tout s'est arrangé pour qu'il n'y ait pas d'arrêt de la circulation, mais il y avait une menace.

La reconstruction du pont est une question vitale pour la Gaspésie, le comté de Bonaventure et la province.

L'étude de la résolution est suspendue.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque), et dont le texte se lit comme suit:

2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pont - Routes - Réparations et entretien; construction de ponts semi-permanents (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Levesque (Bonaventure): Pourquoi le pont sur la Cascapédia n'a-t-il pas encore été commencé? Je voudrais me faire l'interprète de 99.9 % de la population en disant que c'est le vœu unanime de la Gaspésie de voir ce pont reconstruit dans le plus bref délai possible. La situation actuelle paralyse le commerce et les entreprises de transport. L'industrie en souffre et aussi le tourisme le long de la péninsule gaspésienne. Et le seul hôpital du comté de Bonaventure, situé à Maria, est difficilement accessible à cause du long détour qu'il faut faire présentement.

Il accuse le gouvernement de négligence.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Je tiens à établir, devant cette Chambre, que ce pont a été incendié volontairement par des mains criminelles. Un feu a débuté dans l'après-midi et a été éteint. Au cours de la nuit suivante, un autre feu a complètement détruit le pont. Avant le feu, il était en parfait état. Il a flambé comme une allumette. On l'avait empli d'essence avant d'y mettre le feu.

Il ne faut pas faire trop de reproches au gouvernement si l'on songe qu'à la sortie de Montréal, on a eu pendant des années des passerelles branlantes. Je ne veux pas mésestimer la Gaspésie, mais la population est moins nombreuse là-bas qu'à Montréal... Au début de l'été, des techniciens du ministère des Travaux publics sont allés sur les lieux; et ils ont constaté que les plans devaient être changés, afin de prévoir un pont plus large susceptible de répondre aux besoins futurs et d'être adapté aux exigences de la circulation. Je promets de porter en temps et lieu l'attention appropriée à la question du pont de la Cascapédia.

M. Levesque (Bonaventure): Cette réponse ne peut satisfaire la population de Bonaventure. Je crois que le "temps et lieu" est depuis longtemps passé. Il faudrait que la construction du pont prenne un caractère concret. Ce pont se trouve sur la route

de ceinture de la Gaspésie et il faut faire un détour de plusieurs milles pour emprunter une passerelle suspendue à un pont de chemin de fer. Son remplacement est presque une question de vie ou de mort pour les 100,000 résidents de Bonaventure et de Gaspé-Sud et pour certains établissements commerciaux.

Par exemple, pour certaines entreprises qui ne peuvent transporter leur poisson frais. Le pont présentement utilisé, qui est constitué de travées du pont de chemin de fer de Saint-Jude et qu'on atteint après un détour de 10 milles de mauvaise route, ne peut accommoder les gros camions. Beaudet Express et Rimouski Transport ne peuvent employer des camions remorques pour passer sur la passerelle; et comme le tournant est à angle droit, il faut prendre un cric pour faire tourner l'arrière des camions. Les camions plus petits peuvent manœuvrer de façon à bien prendre le tournant à angle droit de la voie d'accès, uniquement si on soulève leurs roues arrière et si on pousse le véhicule.

Il faudrait que la Chambre réalise que c'est la seule route de ceinture de la Gaspésie. Attirer son attention sur le problème n'est pas susciter des appétits stériles. On ne doit pas remettre aux calendes grecques quelque chose qui s'impose depuis 1953. Ma demande n'est pas teintée de partisanerie politique. Je ne fais que remplir mon mandat de député.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il n'y a pas d'autre réponse que ça de la part du gouvernement? À une époque antérieure, le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) a parlé de reconstruire le pont, et maintenant il recule.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les explications du ministre des Travaux publics sont claires. Il y avait un pont couvert. Il a brûlé à la suite d'actes malicieux. Il s'est agi à ce moment d'étudier la situation pour voir s'il y avait lieu de rebâtir le pont au même endroit ou à un autre endroit. Ce sont des problèmes importants, dont la solution demande des études et du temps. Nous avons envoyé des experts sur les lieux.

Ils ont constaté que les premiers plans ne correspondaient pas aux besoins. Faire des plans, ça paraît simple; mais ça prend du temps à faire. La construction d'un pont est extrêmement complexe. Il faut étudier parfaitement la nature du sol. Mieux vaut en retarder un peu la construction que d'être obligé de réparer des erreurs graves, une fois les travaux commencés.

Nous sommes bien disposés à l'égard du comté de Bonaventure. Nous l'avons prouvé par des octrois substantiels. Nous allons étudier ce qu'il y a lieu de faire dans le plus bref délai possible.

M. Levesque (Bonaventure): Je remercie le premier ministre. Mais il n'y a pas de coordination entre le ministère de la Voirie et le ministère des Travaux publics. Les approches du pont sont faites depuis 1955.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a peut-être lieu de changer le tracé. Il faut voir si le sous-sol convient. Ça prend du temps. Le ministère des Travaux publics a dépensé \$200,000 dans Bonaventure.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il faudrait \$200,000,000 pour reconstruire les 4,000 ponts de bois de la province. Nous avons reconstruit huit ponts nouveaux dans le comté du député de Bonaventure, au cours de l'année. Il y a pour \$32,000,000 de ponts qu'il est urgent de construire.

Je ne suis pas disposé à me presser en cette matière. Les gens de cette région peuvent subir des inconvénients, mais ils apprennent une leçon qu'ils méritent amplement. Avoir reconstruit trop vite le pont de la Cascapédia aurait été accorder une prime aux incendiaires.

M. Levesque (Bonaventure): Je suis extrêmement surpris, d'autant plus qu'en février 1957 le ministre des Travaux publics parlait de dépenser \$1,500,000 pour ce pont.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Un cas semblable a déjà existé dans un comté représenté par un député de l'Union nationale. En 1948, le pont de Gracefield, dans le comté de Gatineau, avait été incendié; il n'a été reconstruit que l'an dernier... Pensez un peu si la population mettait le feu aux 4,000 ponts de bois de la province... Les gens ne doivent pas penser qu'ils n'ont qu'à brûler un pont afin d'en obtenir un nouveau. Le pont de la Cascapédia sera parmi les projets auxquels nous accordons la priorité.

M. Levesque (Bonaventure) insiste sur l'urgence de rebâtir le pont. Si l'on veut, dit-il, retarder encore sa construction parce qu'il a été incendié, je crois, que nous avons le droit de demander au procureur général (l'honorable M. Duplessis) si les incendiaires ont été retrouvés. Il

ne serait pas juste de priver les 42,000 habitants de Bonaventure et ceux de Gaspé-sud de ce pont à cause de deux ou trois incendiaires.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quels sont les ponts qui seront construits l'année prochaine?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il est impossible de prévoir des mois à l'avance. L'automne dernier, avec les inondations de la Beauce, de Mégantic et de Frontenac, il y a eu 72 ponts endommagés. Ça a pris \$700,000. Nous allons procéder en nous occupant d'abord des travaux les plus urgents.

Il cite les noms d'une foule de comtés de la province où le gouvernement a des projets de construction de ponts. On ira au plus pressé, déclare-t-il.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Comment se fait-il que le ministre des Travaux publics ne peut pas nommer un seul projet certain, quand il demande à la Chambre de lui voter \$22,000,000?

L'honorable M. Lorrain (Papineau) cite le pont de Donnacona, dont la construction, affirme-t-il, est commencée, et qui coûtera plus de \$1,000,000, et le pont de Saint-Jean d'Iberville qui nécessitera un déboursé de \$7,000,000.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le ministre des Travaux publics parle sans cesse de cas d'urgence, chaque année. Le pont de Cascapédia est un de ces cas d'urgence.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Dans un mois et demi, les plans du pont de Cascapédia seront prêts.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce que ce pont aura la priorité?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Ce sera une "priorité d'attention".

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce que le pont de Cascapédia sera construit cette année?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Ce pont recevra la priorité d'attention.

M. Hamel (Saint-Maurice): D'après le gouvernement, trois grands ponts de la province ont été détruits par des saboteurs: le pont de Trois-

Rivières, le pont de Cascapédia et un pont dans le comté de Gatineau. Alors que fait le procureur général pour trouver ces saboteurs? Il est curieux que le département de ce dernier est toujours incapable d'arrêter aucun suspect. J'ai l'impression que le premier ministre a perdu le contrôle de son département. Dans ce cas, la prime à la destruction des ponts, c'est l'incompétence de la police.

De toute façon, il est ridicule de faire souffrir toute une population, parce que le pont de Cascapédia a été détruit par le feu. Le fait qu'un pont ait été détruit par des incendiaires ne doit pas être une raison pour retarder indéfiniment sa construction.

Lors de la campagne électorale de 1956, le premier ministre avait promis un pont à Shawinigan²¹ si les gens du comté de Saint-Maurice votaient pour l'Union nationale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais promis le pont dont parle le député de Saint-Maurice. Je n'ai fait aucune promesse de ce genre. Ce que j'ai dit, c'est que j'ai rappelé aux électeurs du comté qu'ils avaient voté contre l'homme responsable de la construction du premier pont par le gouvernement et que, s'ils désiraient que le gouvernement reconstruise le deuxième pont, ils devaient clarifier leurs intentions. J'ai demandé à la population de dire, par son vote, si elle voulait d'un pont. Apparemment, elle n'en voulait pas.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre²² veut-il dire que ma présence en cette Chambre est la seule cause du refus du gouvernement de construire ce pont?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Saint-Maurice parle souvent de mystère. Il est lui-même un mystère, mais pas un mystère glorieux!

M. Hamel (Saint-Maurice): Je suis un mystère joyeux!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ceux qui l'ont entendu autrefois débâter contre les libéraux se demandent pourquoi il est aujourd'hui avec le Parti libéral.

Il y a deux ponts à Shawinigan. Le gouvernement en a bâti un à ses frais dans une ville riche et dont l'évaluation municipale dépasse à peine le quart de sa valeur. Quant au deuxième pont, il n'y a jamais eu de promesse de notre part de le construire.

M. Hamel (Saint-Maurice): Si ma présence en Chambre prive des chômeurs de Shawinigan des travaux qu'apporterait la construction de ce pont, je suis prêt à mettre mon siège en jeu. L'électorat du comté de Saint-Maurice décidera si je dois rester. On laissera alors la population se prononcer à la fois sur les gestes du gouvernement et ceux de son député. Je vais probablement me présenter encore. Je suis prêt à endurer des souffrances pour défendre mes convictions politiques profondes. Lorsqu'il distribue les fonds de la province, le gouvernement doit tenir compte des besoins. Laissons le gouvernement construire le pont et je donnerai ma démission, et laissons les électeurs décider qui devrait représenter leur circonscription.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Jamais je n'ai vu manifestation de prétentions semblables. Les propos que le député de Saint-Maurice vient de tenir prouvent simplement qu'il se pense plus important que le gouvernement et son comté. Le comté de Saint-Maurice s'est prononcé. Il a donné, dans ses paroisses, une majorité de 1,360 voix au candidat du gouvernement actuel. C'est la ville de Shawinigan qui a donné la majorité au député.

Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) fait du bruit à la veille de la convention de mars²³. Il essaie de se bâtir du capital politique en vue du futur congrès à la direction du parti. Tout cela est bariolé aux couleurs du firmament. Jamais le gouvernement ne basera sa politique sur celle du député. Nous ne lui accorderons pas une telle importance.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce que je peux comprendre que ma présence en Chambre n'a rien à voir avec le fait que le pont de Shawinigan ne soit pas construit?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le comté du député de Saint-Maurice mérite toute ma sympathie. Ceci n'empêchera pas l'Union nationale de rendre justice à son comté. Je répète que le pont de Shawinigan est un pont municipal. Nous en avons bâti un; l'autre doit être construit par la ville.

M. Hamel (Saint-Maurice): On dit dans le comté que nous aurions un pont si nous avions un député de l'Union nationale. Les amis du premier ministre Duplessis à Shawinigan ont déclaré qu'on ne construit pas un nouveau pont parce que la circonscription est représentée par un libéral. Je ne veux pas être un obstacle à la construction d'un nouveau pont.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le député de Saint-Maurice ne pense pas que sa position vaut un pont. Au surplus, il ne devrait pas se faire d'illusions.

Il n'a réellement pas de chance à la convention de mars. Il a été chef intérimaire de l'opposition pendant un an et ça été un fiasco. Il a même perdu deux députés²⁴!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): (En souriant) Je fais remarquer au premier ministre qu'il s'est considérablement éloigné du sujet du débat. Il s'agit ici du pont de Shawinigan. Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a posé une question directe. Je voudrais que l'on s'entende.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas d'objection à ne plus parler du député de Saint-Maurice. Nous faisons une mise au point. J'ai droit de dire comment le député s'est comporté en Chambre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le tour du débat est en train de nous faire oublier que nous étudions les crédits des Travaux publics.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Le Parti libéral a dépensé dans le comté de Saint-Maurice, de 1939 à 1944, la somme de \$8,024 pour construire des ponts. En une seule année, l'Union nationale a dépensé \$157,000 dans le même comté.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas neuf millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien, réparations, aménagement des palais de justice, prisons et loyers d'édifices publics (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses pour faciliter l'établissement d'aqueducs et de systèmes de drainage dans les municipalités rurales (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Travaux de réfection de ponts occasionnés par le drainage (Travaux publics)", pour l'exercice financier finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Acquisition, transformation, construction d'immeubles (Travaux publics)", pour l'exercice financier finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de ponts permanents (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à 2 h 30 de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Deux ministres du cabinet Duplessis sont absents de la Chambre. Il s'agit du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) et du ministre des Mines (l'honorable M. Cottingham). Pierre Laporte a annoncé la veille, dans *Le Devoir* du 29 janvier 1958,

à la page 3, que le premier était absent de la Chambre depuis une dizaine de jours et que son état de santé n'était pas excellent. Quant à M. Cottingham, toujours d'après Laporte, il a aussi été hospitalisé pour cause de maladie pendant quelques jours à l'Hôpital général de Montréal.

2. Le rapport Tremblay, mentionne *La Presse* du 29 janvier 1958, à la page 36, compte une vingtaine d'annexes, chacune d'elles comportant des études spéciales réalisées par des experts à la demande des commissaires. Ces annexes, ainsi que les mémoires reçus par la commission sont conservés à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale.

3. Leaster Bowles Pearson, chef du Parti libéral du Canada depuis le 16 janvier 1958.

4. Cette motion de M. Pearson aux Communes, l'équivalent d'une motion de non-confiance, présentée le 20 janvier, a subi la défaite par un vote de 150 à 95, le 21 janvier 1958.

5. *Le Nouvelliste* du 4 février 1958, à la page 3, rappelle qu'à la suite de la révolution d'octobre 1956 dans leur pays d'origine, plusieurs milliers de réfugiés hongrois se sont établis au Canada. Le Québec en aurait accueillis "des centaines". Le comité provincial de l'aide à ces réfugiés, auquel fait allusion le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) dans sa question, serait chargé "d'organiser, coordonner et mettre en œuvre des services sociaux, éducatifs et médicaux destinés à venir en aide aux réfugiés hongrois dans la province".

6. C'est en effet le ministre des Terres et Forêts et des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Bourque) qui a été nommé par le cabinet au poste de ministre des Finances, en remplacement de l'honorable M. Gagnon. M. Bourque a été assermenté le lundi 27 janvier 1958, immédiatement après sa nomination, en présence de son Son Excellence le lieutenant-gouverneur Gaspard Fauteux. Plusieurs s'attendaient à ce que le premier ministre nomme le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) au poste prestigieux des Finances. *The Gazette*, dans son édition du 21 décembre 1957, avait amorcé la diffusion de cette rumeur sur une éventuelle promotion du ministre Sauvé. *Le Devoir* du 28 janvier 1958, à la page 3, affirme toutefois que si M. Sauvé n'a pas obtenu le poste de ministre des Finances, c'est qu'il n'en voulait pas.

7. Le député de Chambly (M. Théberge) est le critique de l'opposition en matière de travaux publics.

8. Le pont Duplessis s'est écroulé dans la nuit du 31 janvier 1951, par un froid intense, faisant quatre victimes. Une enquête royale sur la chute du pont, présidée conjointement par le juge René Lippé et le lieutenant-colonel Lucien Dansereau, quelques mois après la chute du pont, n'a énoncé dans son rapport aucune conclusion définitive, attribuant la chute à des causes inconnues.

9. Hugh A. Halliday raconte ces deux tragédies dans *L'Encyclopédie du Canada*. La première est survenue le 29 août 1907, alors que les travaux de construction du pont de Québec étaient presque complétés. La travée sud du pont s'est tordue et est tombée de 46 mètres dans le fleuve Saint-Laurent, causant la mort de 75 hommes, dont plusieurs Amérindiens de la réserve de Caughnawaga (Kahnawake). Le 11 septembre 1916, c'était au tour de la travée centrale, que l'on s'apprêtait à fixer, de s'écrouler elle aussi dans le fleuve, provoquant cette fois le décès de 13 hommes. Selon Halliday, les deux catastrophes auraient tué 88 personnes et non 112, comme l'affirme M. Duplessis. Elles se sont toutefois produites bel et bien, comme il le sous-entend, sous un régime libéral, celui du premier ministre Lomer Gouin. Hugh A. Halliday, "Pont de Québec, catastrophes du", *L'Encyclopédie du Canada* (T. 3), Montréal, Stanké, p. 1552. Voir aussi Michel L'Hébreux, *Une merveille du monde, le pont de Québec*, Sainte-Foy, Éditions La Liberté, 1986, 198 p.

10. Ce pont aurait été construit près du pont de Québec sur le ruisseau Cantin, alors que Téléphore-Damien Bouchard était ministre des Travaux publics et de la Voirie dans le Cabinet Godbout, soit entre 1939 et 1944. Le pont, aujourd'hui désaffecté, était situé dans un axe favorable pour traverser la rivière Chaudière et donner accès au pont de Québec.

11. Ces passerelles temporaires, indique *La Presse* du 29 janvier 1958, à la page 20, ont été utilisées entre la chute du pont, le 31 janvier 1951, et l'inauguration officielle du nouveau pont, en 1955. Elles auraient servi à l'armée canadienne pendant la guerre, selon Robert Rumilly qui affirme qu'elles auraient été fournies à la suggestion de C. D. Howe, alors ministre fédéral du Commerce. Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps* (T. 2: 1944-1959), Montréal, Fidès, 1973,

p. 381. Voir aussi les débats de la session parlementaire 1950-1951.

12. *Montréal-Matin* du 29 janvier 1958, à la page 10, attribue le grade de major à M. d'Artois. Le même jour, *La Presse*, à la page 20, lui confère celui de colonel. *Le Soleil*, à la page 7, *L'Action catholique*, à la page 3, *Le Devoir*, à la page 1 et *Le Nouvelliste*, à la page 15 proposent une version semblable à celle de *L'Événement*. *Le Soleil* et *Le Nouvelliste*, lors de la seconde mention du rôle de M. d'Artois dans l'enquête, le font cependant accéder au grade de colonel. Sous la plume de Rumilly, M. d'Artois devient cependant le colonel Dostie. À moins qu'il ne s'agisse d'un autre expert militaire... Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps* (T. 2: 1944-1959), Montréal, Fidès, 1973, p. 399.

13. *The Montreal Daily Star* du 29 janvier 1958, à la page 29, affirme que le gouvernement a payé ce montant aux familles des quatre victimes décédées dans la collision, et non à deux des quatre familles. Nous avons tenté de retrouver des sources nous permettant de confirmer l'une ou l'autre des versions, en vain.

14. *La Presse* du 29 janvier 1958, à la page 36, attribue cette déclaration au député de Saint-Maurice (M. Hamel). Le quotidien montréalais et *The Quebec Chronicle Telegraph* sont les deux seules sources à publier cette déclaration portant sur les risques de fournir à la compagnie Dominion Bridge une excuse toute faite, en évoquant constamment le sabotage pour justifier la chute du pont.

15. Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) fait allusion à l'accusation de bolchevisme lancée par le premier ministre, au cours de la séance du 24 janvier 1958, à l'endroit du R.P. Jacques Cousineau, jésuite.

16. Selon *Le Soleil* du 29 janvier 1958, à la page 7, le premier ministre Duplessis aurait formulé, à la suite de sa déclaration sur le fait que la température était froide ailleurs qu'à Trois-Rivières la nuit où le pont Duplessis s'est écroulé: "nous avons constaté des fissures à 15 pieds de la rive, aux deux bouts du pont". Cette déclaration, dans le contexte soulevé par *The Quebec Chronicle Telegraph*, trouve toutefois davantage de sens dans la bouche du chef de l'opposition.

17. *La Presse* du 29 janvier 1958, à la page 20, note que c'est M. d'Artois, évoqué précédemment par le

premier ministre, qui avait vu dans le fil en question une arme possible de sabotage.

18. Le débat sur le pont Duplessis, affirme le *Montréal-Matin* du 29 janvier 1958, à la page 9, s'est poursuivi pendant une heure et demie.

19. Leslie Frost, premier ministre de l'Ontario.

20. Ce pont, remarque *La Presse* du 29 janvier 1958, à la page 36, était le plus long pont couvert de la province avant son incendie.

21. *La Presse* du 29 janvier 1958, à la page 36, indique que le pont auquel fait allusion le député de Saint-Maurice (M. Hamel) doit relier l'Île Melville à Shawinigan.

22. Le 29 janvier 1958, *Le Soleil*, à la page 12, et *Le Nouvelliste*, à la page 15, écrivent plutôt "le ministre". Est-ce une erreur typographique ou le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a-t-il plutôt interpellé le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain)?

23. Le congrès plénier du Parti libéral provincial doit en effet se tenir à Québec les 21 et 22 mars 1958. "La rumeur, écrit *La Presse* du 29 janvier 1958, à la page 36, continue de vouloir que M. Hamel pose sa candidature à la direction du parti."

24. Le premier ministre fait allusion aux députés Dave Rochon (Montréal-Saint-Louis) et Lionel Ross (Montréal-Verdun), qui siègent comme indépendants, au cours depuis le début de la session 1957-1958. Messieurs Ross et Rochon se sont cependant fait élire sous la bannière du Parti libéral, à l'élection du 20 juin 1956. Selon *La Presse* du 14 novembre 1957, à la page 49, les deux élus libéraux ont voté à deux reprises avec le gouvernement au cours de la session de 1956-1957, sur les deux mesures relatives au plan du ministre des Affaires municipales, l'honorable Paul Dozois. Le quotidien de Montréal ajoute également qu'un "fossé s'était lentement creusé entre eux et le chef provisoire de l'opposition", M. René Hamel. Dans leur édition du 22 juin 1957, *La Presse* et *Le Soleil* déclarent que messieurs Ross et Rochon ont remis leur démission à la suite d'un entretien, deux jours plus tôt, avec Georges-Émile Lapalme. Dans celle du 7 novembre 1957, *L'Action catholique*, à la page 22, et *Le Soleil*, à la page 21, affirment plutôt que les deux élus montréalais ont été expulsés du parti.

Séance du mercredi 29 janvier 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 214 constituant en corporation la ville de L'Assomption;
- bill 251 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;
- bill 229 concernant la ville d'Anjou et BP Canada Limited et divers;
- bill 200 modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest;
- bill 136 modifiant la charte de la ville de Montréal-Sud.

Votre comité a décidé de faire rapport que le préambule du bill 261 agrandissant le territoire de la municipalité du village de Saint-Émilien n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

L'Assomption

M. Chartrand (L'Assomption) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 214 constituant en corporation la ville de L'Assomption.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 214 sans l'amender.

M. Chartrand (L'Assomption) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Sherbrooke**

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 251 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 251 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Anjou et
BP Canada Ltd.**

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 229 concernant la ville d'Anjou et BP Canada Limited et divers.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 229 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Laval-Ouest**

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 200 modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 200 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Montréal-Sud

M. Ladouceur (Verchères) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 136 modifiant la charte de la ville de Montréal-Sud.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 136 sans l'amender.

M. Ladouceur (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Templeton-Ouest

M. Desjardins (Gatineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 257 concernant la corporation municipale de Templeton-Ouest, la Commission scolaire catholique de Templeton-Ouest et la Commission scolaire protestante de Templeton-Ouest soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission scolaire de Hauterive

M. Ouellet (Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 273 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Hauterive soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Montréal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Petite-Rivière

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 277 concernant la ville de la Petite-Rivière soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charges municipales ou scolaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que l'amendement du Conseil législatif au bill 28 relatif aux charges municipales ou scolaires soit maintenant accepté.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Code de procédure civile, saisie de gages et salaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que les amendements du Conseil législatif au bill 12 modifiant le Code de procédure civile concernant la saisie des gages et salaires soient maintenant acceptés.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Subsides:

Budget des dépenses 1958-1959

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions six cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) exprime des inquiétudes à propos d'une éventuelle pénurie d'agronomes, et de spécialistes toujours plus nombreux à quitter leur emploi au gouvernement pour aller travailler pour le secteur privé. Il regrette que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) les laisse partir pour aller, dit-il, chercher ailleurs un salaire égal à leur compétence qu'ils ne peuvent pas obtenir au service du gouvernement. Le ministre de l'Agriculture est-il au courant de cette tendance de leur part et des sollicitations dont ils sont l'objet?

L'honorable M. Barré (Rouville): Je trouve ce phénomène normal. Il m'arrive moi-même souvent de recommander certains de mes hommes, lorsqu'on me demande où il serait possible de trouver ce type de spécialistes. Nous formons ces spécialistes et, lorsqu'ils quittent, nous les remplaçons par des hommes qui, en retour, reçoivent le même genre de formation.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Le jour viendra sans doute où cette politique sera néfaste. Cela prend du temps pour former des spécialistes, et il semble y avoir de moins en moins d'hommes de nos jours intéressés par le métier d'agronome. Ces deux facteurs combinés pourraient éventuellement causer la disparition de ces spécialistes, sur qui la province doit pouvoir compter. Il demande de mieux payer les agronomes.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Garage du département (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas huit millions quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Exécution de travaux de drainage et d'amélioration de fermes et subventions pour encourager le drainage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

L'honorable M. Barré (Rouville): Lorsque je voyage, je parcours la province de Québec et je visite surtout les comtés agricoles. Je vois beaucoup de bonnes terres dans la province. Un grand nombre de ces terres auraient besoin de drainage pour être mises en valeur. C'est la raison pour laquelle nous demandons des crédits plus considérables pour le drainage.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Est-ce qu'il y a des projets nouveaux dans ce compartiment des activités du ministère?

L'honorable M. Barré (Rouville): La subvention horaire pour l'amélioration des fermes au moyen de tracteurs et de béliers mécaniques est augmentée de \$4 à \$5 l'heure, jusqu'à concurrence de 10 heures par ferme. C'est dire que ces travaux coûteront \$1 de moins de l'heure aux cultivateurs.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Ce n'est pas un projet nouveau, mais seulement une augmentation des sommes que l'on paie aux entrepreneurs, et non pas aux cultivateurs. Est-ce pour les encourager?

L'honorable M. Barré (Rouville): Pas du tout, car les cultivateurs qui veulent faire exécuter des travaux sur leur ferme au moyen d'un tracteur recevront \$1 de plus l'heure.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le ministre de l'Agriculture a mis l'agriculture en mauvaise posture

dans le Québec. Il peut penser et dire ce qu'il veut, mais je vais lui citer de nombreux témoignages pour établir que ça va mal dans l'agriculture.

Il cite le sénateur Henri-Charles Bois, qui déclare qu'afin de subsister, un tiers des cultivateurs doivent se trouver un emploi d'ouvrier, une fédération diocésaine de l'U.C.C. (L'Union catholique des cultivateurs), le ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Rivard), plusieurs journaux (*Le Soleil*, *L'Action catholique*, *Le Devoir*, *La Terre de Chez Nous*) des témoignages du congrès général de l'U.C.C.

Tous ces témoignages, dit-il, établissent que la situation est grave, que les produits étrangers inondent nos marchés, que le revenu du cultivateur a baissé de 10 % l'an dernier, que l'argent qu'il touche ne dépasse pas, en moyenne, \$750 par année. Dans tous les rangs de toutes les paroisses, on trouve des terres désertes et des maisons placardées. Le premier ministre lui-même a déclaré que trop de cultivateurs abandonnent la terre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça ne prouve pas que ça va mal en agriculture.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): La routine est en train de perdre l'agriculture. La politique agricole du gouvernement est désuète et il faudrait la rajeunir. J'invite les députés ministériels à venir chez moi constater la tristesse de la situation. Je leur offre d'aller, dans leurs paroisses à eux, constater combien il y a de terres abandonnées.

Chaque année, le ministre de l'Agriculture nous apprend que, grâce au drainage, on a récupéré 40,000 arpents de terre arable, mais on constate que le nombre des terres vacantes augmente d'année en année. Le ministre fait voter chaque année les mêmes millions pour les mêmes items sans que le gouvernement ne nous annonce jamais de neuf pour sortir notre agriculture du marasme où elle s'embourbe.

L'agriculture se meurt. L'agriculteur ne lui consacre plus tout son temps. Tout ce que l'opposition désire, c'est que l'agriculture se transforme une bonne fois. Est-ce que le ministre croit qu'avec des évaluations à peu près au même niveau que celui de l'an dernier, il pourra sauver l'agriculture, qui, au Québec, est au bord de la faillite?

Je demande au ministre qu'est-ce qu'il a de nouveau à nous annoncer? Je lui demande aussi, et c'est une question directe, qui a donné ordre de cesser les travaux de drainage dans le comté d'Abitibi-Ouest, que je représente dans cette Chambre?

L'honorable M. Barré (Rouville): J'ai souvent entendu la même rengaine de la part de l'ancien député de Verchères, qui n'a pas été pris au sérieux par les cultivateurs de son comté, puisqu'il a été défait. L'agriculture n'est pas en ruine. Il peut y avoir certaines divergences d'opinions, mais ceux qui savent regarder, qui veulent voir sans préjugés et qui sont animés de bonne foi constatent facilement que la situation des cultivateurs est bien meilleure aujourd'hui dans la province de Québec qu'elle ne l'était il y a 10, 15 ou 20 ans. Je ne connais pas un cultivateur qui voudrait revenir à cette époque-là et changer son sort avec le cultivateur d'autrefois.

Il y a amélioration sensible partout. Je suis très bien placé pour le savoir, puisque je suis moi-même cultivateur, comme tous les membres de ma famille, et que je passe plusieurs mois par année à faire la tournée des fermes de la province. Les mesures gouvernementales, telles que le drainage et l'amélioration des fermes, ont fait beaucoup pour améliorer le sort du cultivateur. Quant au soutien des prix, cette question relève du gouvernement fédéral¹.

En ce qui concerne le prix de la pomme de terre, les États-Unis taxent notre pomme de terre d'une franchise variant de 37 à 75 cents, pendant que la pomme de terre américaine entre chez nous en franchise. La patate américaine entre en franchise au Canada au moment où nos propres patates se vendent le mieux.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député d'Abitibi-Ouest a cité des journaux, mais il a cité *Le Devoir* plus souvent. Les témoignages du député d'Abitibi-Ouest ne sont pas très probants. Il s'emploie surtout à citer des articles d'un journal, *Le Devoir*, qui combat le gouvernement².

M. Lafrance (Richmond): C'est un journal indépendant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Indépendant de quoi?

M. Lafrance (Richmond): Indépendant du gouvernement...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): ... et de la vérité!

L'honorable M. Barré (Rouville): (Poursuivant son exposé) Le très honorable M. Saint-Laurent disait lui aussi: nous n'avons presque plus de terres arables dans la province de Québec...

M. Lafrance (Richmond): Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) parle toujours du fédéral.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je ne parle pas du fédéral, je parle d'un article cité par un député de la gauche.

Quand ce député passe quelque part et voit des maisons qui ne sont pas habitées, il parle tout le temps de terres abandonnées. Il y a des gens qui vendent leurs terres? Oui. Et il y en a d'autres qui les achètent à des prix bien supérieurs à ceux d'autrefois. Une maison fermée ne veut pas nécessairement dire une terre abandonnée. Très souvent, c'est un voisin qui s'en est porté acquéreur pour y établir ses fils.

Il cite en exemple le cas de ses propres fils pour qui il a acheté des terres dont la maison, affirme-t-il, est restée inhabitée, en attendant qu'ils en prennent possession. Ce n'étaient pas des terres abandonnées, mais des terres réservées.

Le député d'Abitibi-Ouest a dit que nous n'avions pas d'initiatives agricoles, pas de politiques nouvelles. Est-ce que la politique de drainage dont il est question présentement n'est pas une initiative des plus heureuses pour l'amélioration du sol? Il y a 13 ans que je suis ministre de l'Agriculture. D'avril 1945 à avril 1957, nous avons amélioré 1,176 grands cours d'eau dont 1,104 sont terminés; nous avons aussi drainé 1,552³ petits cours d'eau, dont 1,476 sont terminés. Ceci représente une longueur de 6,849 milles. Nous avons ainsi récupéré 1,047,692 acres de terre au bénéfice de 45,109 cultivateurs. Ces terres améliorées restent au service des cultivateurs. Et cela, sans que la politique n'ait une influence quelconque à exercer.

Le député d'Abitibi-Ouest a dit: Pourquoi ne se fait-il rien dans Abitibi-Ouest? Je ne suis pas prêt à admettre cela. Tout ne se fait pas à coup de politique dans la province. Je n'ai jamais demandé à personne de voter pour moi. J'ai tout simplement offert mes services. Pour obtenir les services de drainage, les cultivateurs doivent faire leur part en acceptant les conditions formulées dans le Code municipal.

(Interrompant son discours) Mon comptable me fait part des subventions qui ont été accordées dans Abitibi-Ouest. Elles sont tellement nombreuses, que je n'ose pas les citer. La liste est trop longue!

Nous avons créé un Conseil des recherches agricoles, favorisé l'insémination artificielle. Voilà autant de politiques nouvelles.

Le député d'Abitibi-Ouest a fait des affirmations qui ne sont pas fondées sur des faits concernant les contrats de cours d'eau offerts sans

soumission publique. Qu'est-ce qu'on entend par là? Le gouvernement ne s'engage à accepter ni la plus haute, ni la plus basse des soumissions. Nous demandons des soumissions de plusieurs contracteurs pour le même cours d'eau. Nous avons les estimés de nos ingénieurs et nous voyons ensuite si les soumissions sont réellement conformes à l'intérêt général. Pourquoi ouvrir la porte à tous les entrepreneurs? Les cours d'eau se drainent chez les cultivateurs et certains entrepreneurs sont un réel fléau pour les cultivateurs. Nous avons une politique de cours d'eau et de drainage et elle a donné des résultats magnifiques.

M. Brown (Brome) suggère aux députés libéraux et à ceux de l'Union nationale de faire servir plus souvent le comité d'agriculture pour solutionner les problèmes relevant de l'agriculture⁴. Il parle de l'importation des pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick, du Maine et de la Floride.

M. le président: Ce problème n'est pas pertinent à l'item en discussion. Le député de Brome (M. Brown) ne peut discuter de pommes de terre à ce stade du débat, puisqu'on en est à l'item du drainage.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Combien de pelles mécaniques il y avait en Abitibi-Ouest, en 1957, pour creuser les cours d'eau? Combien y en aura-t-il en 1963⁵?

L'honorable M. Barré (Rouville): Ce sont des promesses que le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) demande. Je ne fais jamais de promesses.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Où sont allées les pelles mécaniques qui se trouvaient en Abitibi-Ouest aux élections de 1956?

L'honorable M. Barré (Rouville): Je n'ai pas la liste. Le seul résultat que nous poursuivons, c'est l'amélioration des cours d'eau, avec des pelles ou tout autre outil ou machine, bulldozer ou autre.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): On dit qu'il y a deux pelles mécaniques de disparues dans mon comté et qu'on les a envoyées dans d'autres comtés plus sympathiques, sur les ordres du ministre, parce que le député est libéral.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il est même arrivé que la pelle mécanique qui se trouvait

dans le comté de Rouville ait été envoyée ailleurs, parce qu'on en avait besoin ailleurs, et, nous n'avons pas protesté. Personne n'a prétendu que c'était parce que le député de Rouville n'était pas sympathique au ministre de l'Agriculture.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le ministre de l'Agriculture a-t-il donné des ordres pour faire disparaître les pelles de l'Abitibi-Ouest? C'est ce qu'on dit.

L'honorable M. Barré (Rouville): J'espère que le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) n'a pas l'espérance que je vais parcourir toute la province de Québec pour tuer tous les canards qui peuvent partir... J'affirme que tous les ordres sont donnés dans l'intérêt de la province. Je ne regarde pas si un comté est représenté par un député ministériel ou un membre de l'opposition, avant de faire faire des travaux. Ces derniers sont commandés là où ils sont suggérés par les agronomes et les inspecteurs du gouvernement.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) demande au ministre de l'Agriculture d'affecter une partie des crédits destinés au drainage à une politique nouvelle: creuser des puits chez les cultivateurs. Il est très difficile, affirme-t-il, d'avoir de l'eau dans certaines régions. Les machines pour creuser des puits coûtent entre \$25,000 et \$30,000 chacune. Il s'agirait pour commencer d'en acheter deux ou trois⁶.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il serait risqué d'adopter une telle politique. Sourciers et machines à creuser n'ont pas encore prouvé suffisamment leur efficacité.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Mais ça se fait au département de la Colonisation. Qu'on commence avec \$100,000.

L'honorable M. Barré (Rouville): Les objections que je formule ne sont pas d'ordre financier. J'ai fait creuser un puits autrefois sur les indications d'un sourcier. Il n'en sortit qu'un filet d'eau saumâtre à peu près pas potable, donc pratiquement pas buvable.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Un certain maire, qui est en même temps un organisateur politique, distribue à sa guise les octrois accordés pour l'amélioration des fermes dans sa paroisse. Je pense bien que le ministre de l'Agriculture lui-même

n'est pas au courant de la situation, mais je l'invite à suivre les choses de plus près, car le système actuel aboutit à des injustices flagrantes, tous les cultivateurs ayant également besoin de drainage, quelle que soit leur couleur politique.

L'honorable M. Barré (Rouville): J'ai visité les terres du comté de Saint-Hyacinthe. Les travaux de drainage ne peuvent être continués quand il y a opposition.

Il ne se glisse pas de favoritisme politique dans l'attribution des subventions pour l'amélioration des fermes. L'idée de confier à des entrepreneurs les travaux de drainage par machinerie, c'est d'exercer un contrôle efficace sur le travail effectué. La répartition des travaux exige en effet une surveillance compliquée. Il arrive que certains entrepreneurs manquent de scrupules. Toutes les fois que nous recevons des plaintes, nous faisons une enquête. Et s'il y a eu des irrégularités, le nom de l'entrepreneur coupable est rayé de la liste. Il peut se trouver des entrepreneurs en drainage peu scrupuleux. J'ai averti ces derniers que s'ils ne faisaient pas un bon travail, ils se verraient refuser le droit de soumissionner. Nous tenons à ce que cette politique, qui est très populaire et qui rend de grands services, soit appliquée avec justice. Que le député de Saint-Hyacinthe me donne personnellement toutes les informations qu'il possède au sujet du cas mentionné et je ferai enquête.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Je vois dans les *Comptes publics* de l'année dernière le nom d'un marchand de ma région qui ne possède sûrement pas de pelle mécanique et qui a obtenu du gouvernement un contrat de \$130,000 à titre de travaux de drainage. Un barbier a vu ça et il m'a dit qu'il serait intéressé, lui aussi, à obtenir un contrat pour travaux de drainage. Il m'a demandé comment il devait s'y prendre. Le ministre de l'Agriculture dit qu'il ne demande pas de soumissions publiques par la voie des journaux, mais qu'il en demande à des gens qui sont sur une liste. D'où vient cette liste et comment un entrepreneur doit-il s'y prendre pour y faire mettre son nom?

L'honorable M. Barré (Rouville): Qu'est-ce qu'on entend par soumissions publiques? Le gouvernement donnerait avis qu'il entend accorder tel ou tel contrat. Tous les entrepreneurs pourraient soumissionner. Mais le gouvernement ne serait tenu d'accepter ni la plus haute, ni la plus basse des soumissions.

Je n'ai pas confiance aux soumissions demandées par la voie des journaux. C'est un système hypocrite. Nous ne voulons pas demander aux gens de soumissionner et, ensuite, être pris avec des entrepreneurs qui ne sont pas outillés pour faire l'ouvrage. Nous préférons demander des soumissions à un certain nombre de contracteurs que nous connaissons. Il y a moins d'hypocrisie en cela. Les contrats sont accordés à des entrepreneurs dignes de confiance.

Nous avons une liste d'entrepreneurs qui ont de l'outillage et qui sont reconnus capables de faire les travaux proprement. Nous appelons à soumissionner ceux qui se trouvent dans la région où doivent se faire les travaux. Les travaux sont confiés à des entrepreneurs de la région, ce qui ne veut pas nécessairement dire des entrepreneurs du comté où ils sont poursuivis.

S'il y a des novices, nous ne leur accordons pour commencer que de petits contrats. Lorsque l'on porte à la connaissance du gouvernement les plaintes qu'ont pu susciter les travaux d'un entrepreneur en drainage, l'on institue une enquête. Ceux qui font des dégâts sur les propriétés des cultivateurs sont inexorablement rayés de la liste. Et nous accordons toujours le contrat au plus bas soumissionnaire. Pourquoi ouvrir la porte à tous les entrepreneurs?

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Mais qui choisit ces entrepreneurs à qui on offre d'exécuter les travaux?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) peut-il citer un seul cas où les travaux ont été mal faits?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce n'est pas la question.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le premier ministre me demande des noms? J'en fournirai en temps et lieu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le temps et c'est le lieu. Il y en a trop qui sont braves en dehors de la Chambre et qui le sont moins en Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le député d'Abitibi-Ouest veut savoir comment nous choisissons nos aspirants entrepreneurs? Nous exigeons d'abord qu'ils aient de l'outillage approprié. Le nom que le député a vu dans les

Comptes publics ne désigne peut-être pas la personne qu'il a dans l'esprit. Il arrive que plusieurs personnes ont le même nom.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Je suis sûr qu'il s'agit bien du marchand en question.

L'honorable M. Barré (Rouville) promet de se renseigner. Quand nous sommes informés que l'entrepreneur ne possède pas un outillage convenable, dit-il, nous ne l'invitons pas à soumissionner et nous ne lui donnons pas de contrat. Je donnerai au député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) le même conseil que je donne aux députés ministériels: n'encouragez aucun de vos amis à acheter de l'outillage pour faire des cours d'eau, parce qu'au prix que nous payons, les trois quarts se découragent.

Les travaux ne sont pas aussi payants qu'on l'imagine. Il y a trop d'aspirants-entrepreneurs pour ce qu'il y a de contrats à donner, et tous ne sont pas qualifiés pour obtenir des contrats.

Nous exigeons aussi que l'entrepreneur soit d'une compétence reconnue ou établie par ses travaux antérieurs. S'il ne fait pas l'ouvrage proprement, s'il endommage les propriétés qu'il traverse avec sa machinerie, nous ne faisons jamais plus appel à ses services.

Selon les recommandations des agronomes, le département alloue un nombre d'heures à chaque comté. C'est le cultivateur qui décide lui-même le nombre d'heures pendant lesquelles il aura besoin de la machinerie sur sa ferme, jusqu'à concurrence de 10 heures.

M. Lafrance (Richmond) déplore que l'on mène de façon inappropriée le programme de travaux mécanisés. Il semble que la partisanerie politique intervienne sensiblement, lorsque le gouvernement décide d'aider un fermier plutôt qu'un autre. Dans mon propre comté, ce n'est pas l'agronome du comté, mais un favori de l'Union nationale, qui décide du nombre d'heures qui est alloué à un comté et qui fournit au gouvernement la liste des agriculteurs qui ont besoin d'aide.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je ne suis pas au courant d'une telle procédure. Je n'approuve personnellement que les listes de noms de fermiers que lui soumettent les agronomes de comté. Le seul privilège des membres de la Législature, c'est de faire des représentations, s'ils estiment que l'on devrait accorder plus d'heures.

M. Lafrance (Richmond): Cela prouve que le ministre ne sait pas ce qui se passe dans son propre département.

N'y aurait-il pas moyen d'augmenter le nombre d'heures de travail avec bulldozers et pelles mécaniques auxquelles les cultivateurs ont droit?

L'honorable M. Barré (Rouville): On a déjà essayé d'allouer plus de 10 heures, et cela s'est avéré une perte de temps et d'argent, puisque, dans presque tous les cas, le cultivateur négligeait de terminer le travail.

Le débat est ajourné.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Projets de loi:

Saint-Émilien

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill 261 agrandissant le territoire de la municipalité du village de Saint-Émilien n'ayant pas été adopté, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 45.

NOTES

1. La question d'une politique de soutien aux prix agricoles suscite d'ailleurs de nombreux débats à la Chambre des communes, au cours de la session de 1957-1958. Le 16 octobre 1957, dans son discours du débat sur l'adresse, le premier ministre conservateur Diefenbaker annonce l'intention du gouvernement "d'assumer, au moyen des dispositions législatives nécessaires, la stabilisation des prix agricoles à des niveaux raisonnables qui tiennent compte des conditions du marché et des frais de production". Le bill 237, ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles, est finalement déposé en première lecture le 14 décembre 1957, adopté en troisième lecture le 25 janvier 1958 et reçoit sa sanction royale le 31 janvier 1958.

2. Le 30 janvier 1958, le *Montréal-Matin*, à la page 8, et *Le Devoir*, à la page 1, attribuent ce commentaire sur *Le Devoir* au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré). Nous avons cependant préféré conserver la version du *Soleil* qui est le seul quotidien à rapporter cette intervention du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé).

3. *Le Nouvelliste* du 30 janvier 1958, à la page 19, compte 1,532 petits cours d'eau qui ont subi une opération de drainage. Le même jour, le *Montréal-Matin*, à la page 8, *La Presse*, à la page 6, et *Le Devoir*, à la page 2, en recensent le même nombre que *Le Soleil*, notre source, soit 1,552.

4. Le 30 janvier 1958, le *Montréal-Matin*, à la page 8, et *Le Devoir*, à la page 2, notent toutefois que le député de Brome (M. Brown) suggère de former un comité spécial pour résoudre les problèmes relevant du domaine de l'agriculture. *L'Événement*, à la page 7, déclare cependant comme *Le Soleil*, notre source, que M. Brown propose plutôt de s'appuyer davantage sur le comité existant. Le comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation a effectivement été créé lors de la première séance de cette session, le 13 novembre 1957.

5. L'année 1953 apparaît dans le compte rendu des débats du *Soleil*, mais il s'agit sans doute de 1963. Le quotidien de Québec est la seule source à mentionner cet extrait.

6. *L'Événement* du 30 janvier 1958, à la page 1, écrit plutôt "trois ou quatre".

7. *L'Action catholique* du 30 janvier 1958, à la page 18, précise que le débat portant sur les crédits relatifs au drainage est laissé en suspens, afin que la séance puisse se terminer plus tôt qu'à l'habitude, les députés étant conviés le jour même à une réception offerte par le gouverneur-général du Canada, Son Excellence Vincent Massey, à la Citadelle de Québec.

Séance du jeudi 30 janvier 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 219 concernant la ville de Chibougamau;
- bill 180 concernant la municipalité de Dollard-des-Ormeaux;
- bill 148 constituant en corporation la ville de Maisonneuve¹.

Votre comité recommande de plus à votre honorable Chambre que le titre du bill 148, ci-dessus mentionné, constituant en corporation la ville de Maisonneuve, soit changé en celui de "loi constituant en corporation la ville de Forgetville"²ⁿ.

Le rapport est adopté.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 184 modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc;
- bill 153 modifiant la charte de la cité de Québec;
- bill 276 établissant, dans les comtés de Chicoutimi et Jonquière-Kénogami, une zone où sera imposée et perçue une taxe de vente.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 275 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières;
- bill 220 modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy;

- bill 265 modifiant la charte de la ville de Mont-Royal et abolissant certaines restrictions.

Votre comité recommande de plus à votre honorable Chambre que le titre du bill 265, ci-dessus mentionné, soit changé en celui de "loi modifiant la charte de la ville de Mont-Royal".

Le rapport est adopté.

**Nomination au poste
de lieutenant-gouverneur**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) présente des félicitations au nouveau vice-roi de la province de Québec³.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) souhaite une bonne santé au nouveau châtelain de Bois-de-Coulange.

M. Ross (Montréal-Verdun) joint ses félicitations à celles du premier ministre et du chef de l'opposition.

Projets de loi:

Chibougamau

M. Larouche (Témiscamingue) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 219 concernant la ville de Chibougamau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 219 sans l'amender.

M. Larouche (Témiscamingue) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dollard-des-Ormeaux

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme

en comité plénier pour étudier le bill 180 concernant la municipalité de Dollard-des-Ormeaux.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 180 sans l'amender.

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Brossard

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 148 constituant en corporation la ville de Forgetville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 148 sans l'amender.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Côte-Saint-Luc

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 184 modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 184 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 153 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 153 sans l'amender.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Taxe de vente dans Chicoutimi et Jonquière-Kénogami

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 276 établissant, dans les comtés de Chicoutimi et Jonquière-Kénogami, une zone où sera imposée et perçue une taxe de vente.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 276 sans l'amender.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Trois-Rivières

M. Roy (Nicolet) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 275 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 275 sans l'amender.

M. Roy (Nicolet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Sainte-Foy

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 220 modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 220 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Mont-Royal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 265 modifiant la charte de la ville de Mont-Royal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 265 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1958-1959

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le député de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque) à la séance du 29 janvier 1958, et dont le texte se lit comme suit:

1. Qu'un crédit n'excédant pas huit millions quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Exécution de travaux de drainage et d'amélioration de fermes et subventions pour encourager le drainage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): L'opposition a accusé le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) de faire de la politique dans la répartition des heures de travail pour l'amélioration des fermes. La plupart des contrats semblent être octroyés à quelque 25 ou 30 contracteurs. Faire des appels d'offres éliminerait l'influence des hommes à qui on confie le patronage de comté.

Dans mon comté, le 7 juin 1956, un contrat pour 200 heures de travail a été accordé à M. L. Moreau, de Taschereau (Abitibi). Or, par la suite, pendant des mois après les élections, M. Moreau n'a pu faire son travail, parce que l'agronome n'a pas été capable de lui donner des ordres⁴.

Les agronomes devraient avoir la liberté d'agir. C'est le "patroneux"⁵ de comté qui conduit les ministères dans les différents comtés.

L'honorable M. Barré (Rouville): M. Moreau n'a pas eu à se plaindre, puisqu'il a fait 209 heures de travail, alors que le contrat prévoyait seulement 200 heures. La politique de drainage et d'amélioration des fermes est très avantageuse, mais cet incident prouve mon affirmation selon laquelle un tel travail est difficile à superviser.

Nous devons tenir compte de toutes les plaintes, sans rendre la chose publique. Quand des plaintes sont formulées contre un homme, quelle qu'en soit la provenance, une enquête minutieuse est entreprise. Si on ne trouve rien de répréhensible, le travail de défrichage de la terre par le même homme se poursuit. Si quelque chose va mal, nous cherchons un autre contracteur. Les travaux sont suspendus pour les enquêtes.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Cet homme a été bien recommandé, depuis qu'il a obtenu un contrat. Il doit être arrivé quelque chose entre la date d'octroi du contrat et le 20 juin.

Pour le choix des entrepreneurs, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) devrait suivre les conseils des agriculteurs de la paroisse où les travaux seront faits. Ce seraient les agriculteurs qui choisiraient les entrepreneurs pour leur paroisse. Les agronomes seraient plus libres d'agir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne suis pas surpris de l'attitude de l'opposition. Elle paraît s'imaginer que son rôle est de critiquer à tort et à travers et de fermer les yeux sur les progrès considérables qui crèvent les yeux, réalisés dans la province de Québec, non seulement dans l'agriculture, mais dans toutes les sphères de nos activités économiques, depuis l'avènement de l'Union nationale.

La province de Québec veut une agriculture adaptée à ses besoins, une agriculture aidée généreusement. Le territoire de la province est immense; sa superficie dépasse 600,000 milles carrés, mais n'est cultivable que pour moins du quart. Toutefois, une forte partie pouvait être récupérable pour l'agriculture par des travaux de drainage. Le ministre de l'Agriculture actuel a mis en pratique la seule politique pratique, une politique salubre et efficace de drainage, pour augmenter le territoire cultivable et obtenir la récupération de vastes étendues de sol arable, constituant une richesse pour les cultivateurs et fort utile à la population en général. Il est injuste de ne pas apprécier une politique à ses résultats.

L'assèchement des terres pour l'agriculture a été un vaste projet réalisé par le ministre de l'Agriculture avec un succès remarquable. Ainsi, la province de Québec et l'agriculture se sont enrichies, et la garantie de progrès dans l'avenir a augmenté d'autant.

De 1945 au 31 décembre 1957, le gouvernement de l'Union nationale a consacré la somme énorme de \$63,000,000 pour le drainage et l'amélioration des fermes, dans le but d'asseoir l'agriculture sur des bases solides.

Si l'opposition était animée du désir d'aider, de contribuer aux progrès et au succès de la classe agricole, elle ne passerait pas son temps à discuter sur des détails sans importance, à passer des heures sur un montant d'environ \$20,000, et ainsi gaspiller le temps de la Législature. Depuis 1945, 1,176 grands cours d'eau ont été creusés dans la province,

pour maintenir les agriculteurs sur leurs terres et pour assurer aux gens de la ville la nourriture dont ils ont besoin. Mille cinq cent cinquante-deux petits cours d'eau ont été améliorés également. Ce qui fait en tout plus de 2,700 cours d'eau améliorés.

L'opposition se perd dans de petites choses et rapetisse l'horizon des débats aux questions de petite politique. Je ne crains pas d'affirmer ici que jamais un ministre de l'Agriculture, jamais un gouvernement, dans si peu de temps, n'ont fait même un cinquième de ce que l'Union nationale a réalisé.

Et l'Union nationale continue d'aller de l'avant. Autre amélioration de cette année, l'agriculteur va recevoir \$5 au lieu de \$4 par heure de travail mécanisé que l'on fait effectuer sur sa ferme pour défricher la terre. Nous ne demandons pas à l'opposition de nous complimenter pour cette attention soutenue en faveur de l'agriculture, mais de reconnaître au moins ce qui se fait. Le gouvernement a droit de s'attendre au moins à une critique constructive.

Le député d'Abitibi-Ouest a dit: c'est pour l'entrepreneur⁶. En 40 ans, ces gens-là ont tellement pensé aux entrepreneurs qu'ils y pensent encore dans l'opposition. Le \$1 va être pour l'agriculteur qui aura à payer \$1 de moins; et l'entrepreneur n'aura pas un sou de plus.

L'opposition a parlé de "patroneux". C'est un néologisme de goût douteux. Ordinairement, l'invention d'un néologisme est une preuve de génie. Dans ce cas-ci, il y a lieu d'en douter fortement.

En somme, qu'est-ce que l'on nous reproche? On nous reproche d'avoir dans les comités des gens compétents, en qui nous avons confiance, des gens à qui nous demandons conseil. Il n'existe pas un seul parti politique qui ne demande pas conseil à ses amis, des hommes en qui on peut avoir confiance. La province a 600,000 milles carrés. Le gouvernement ne peut savoir les besoins qui se font jour dans tous les coins. Voudrait-on que l'on se fie plutôt à des gens qui passent leur temps à critiquer le gouvernement, qui sont aveugles au point de ne point voir les progrès énormes dont bénéficie la province? Nous aimons mieux faire confiance à des gens aux idées larges.

On nous accuse de faire du patronage, comme si les libéraux n'en avaient jamais fait de leur vie, comme si ces gens n'avaient jamais rien donné à leurs amis. Que l'opposition cesse donc d'afficher une vertu qu'elle n'a pas: elle se fait du tort. C'étaient des purs! Ils ont plaidé l'innocence, mais on a constaté quel genre de pureté c'était. On se rappelle du scandale des "culottes à Vautrin"⁷.

Si l'opposition a des recommandations légitimes à faire, nous allons les écouter. Par leurs critiques destructives, les libéraux ne s'aident pas. Je suis désolé de constater que le Parti libéral, qui fut autrefois un grand parti, se soit rabaissé à ce niveau. Il s'est fait un tort considérable pendant la campagne électorale: les libéraux parcouraient la province en disant que c'était la ruine et en niant le progrès que tout le monde voit; les gens, en les entendant, disaient: comment ne voient-ils pas le progrès?

Il faut revigorer le parti. Je ne veux pas que ce parti disparaisse. Je veux aider les libéraux, j'ai beaucoup d'amitié pour eux, et, dans le but de les aider, je suis même prêt à aller à la convention libérale pour les aider à se choisir un chef⁸.

M. Lafrance (Richmond): Le premier ministre est un spécialiste en conventions politiques; qu'on se rappelle la convention de Sherbrooke⁹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Au collège, quand on nous disait de crier "Vive la France", nous le faisons de grand cœur. Aujourd'hui dans cette Chambre, ce n'est pas la même chose!

M. Hamel (Saint-Maurice) entre et s'assoit à côté du chef de l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les voilà réunis tous les deux... (S'adressant à M. Lapalme) J'avertis le chef de l'opposition qu'on ne veut peut-être pas lui enlever son nom, mais qu'on veut lui enlever la palme.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) sourit.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Je suis peiné d'entendre de telles remarques de la part du premier ministre. La veille, le chef du gouvernement a mis l'opposition au défi de donner des noms et des exemples de patronage. Maintenant que nous le faisons, il répond en parlant de n'importe quoi, sans apporter de réponse à notre question.

L'honorable M. Barré (Rouville): La formule de laisser le choix des entrepreneurs aux agriculteurs n'est pas praticable. Voyez-vous 150 ou 200 cultivateurs d'une paroisse s'entendre sur le choix d'un entrepreneur? Au bout de l'année, il n'y aurait pas de contrat.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Mais à l'U.C.C. (l'Union catholique des cultivateurs)...

L'honorable M. Barré (Rouville): Il n'y a pas de cercles de l'U.C.C. dans toutes les paroisses, et tous les cultivateurs d'une paroisse ne font pas partie du cercle de la paroisse.

De 1945 au 31 mars 1957, il y a eu 1,957,000 heures de travail chez 232,594 cultivateurs. Nous allons continuer notre politique.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Quand nous demandons au ministre de l'Agriculture d'améliorer sa politique et d'accorder ses contrats, en dehors de toute considération partisane, nous faisons justement écho aux désirs de l'U.C.C. Malheureusement, le ministre nous répond qu'il va continuer la même politique. S'il désire vraiment sortir le patronage de l'administration de son département, qu'il dise donc à la face de toute la province que les agronomes n'ont pas à s'occuper des manœuvres des patronneux!

L'honorable M. Barré (Rouville): Je suis ministre de l'Agriculture depuis plus de 13 ans, et je ne crains point de défier qui que ce soit de venir prétendre que j'aie confié des travaux à des entrepreneurs incompétents, que les travaux aient été mal faits ou qu'un seul employé de mon ministère a été renvoyé par vengeance politique. Tout le monde a été traité avec justice. La guillotine rouge, qui a fonctionné après 1939, est disparue en 1944.

Quand je dis que nous allons continuer notre politique, je parle de cette politique de drainage et d'amélioration des fermes qui a rendu tant de services à l'agriculture et qui est appliquée avec justice dans tous les comtés, qu'ils soient représentés par des ministériels ou des oppositionnistes.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Quels sont les projets de drainage que le ministre de l'Agriculture se propose d'exécuter en 1958?

L'honorable M. Barré (Rouville): Nous allons d'abord continuer les travaux en cours. Il y en a pour \$1,882,500. Quant au reste, nous avons des demandes nombreuses qui nous viennent d'un peu partout. Il faut d'abord faire faire des relevés et des plans par nos ingénieurs. Et nous respectons l'autonomie municipale. En vertu du Code municipal, nous ne pouvons rien faire avant d'avoir l'autorisation du conseil municipal et le consentement de tous les propriétaires riverains. Il suffit d'un qui s'objecte pour nous empêcher d'agir. Alors, même si je donnais la liste des cours d'eau pour lesquels il y a des demandes, ça ne voudrait pas nécessairement dire que les travaux seront exécutés au cours de l'année.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Je remarque dans les *Comptes publics* que 16 entrepreneurs ont obtenu l'an dernier des contrats de drainage pour un montant total de \$6,000,000. Ce sont toujours les mêmes qui ont les contrats, et il y a une condition qu'on exige d'eux, et dont le ministre de l'Agriculture n'a pas parlé, c'est qu'ils soient du "bon bord". D'autres entrepreneurs qui ont l'outillage voulu ne reçoivent aucun contrat. Il parle de deux personnes qui, dit-il, n'ont pas réussi à obtenir de travaux à exécuter.

Autrefois, les trois quarts des travaux étaient exécutés par les cultivateurs eux-mêmes travaillant à la journée. Aujourd'hui, le plus gros du budget est partagé entre quelques entrepreneurs amis du gouvernement.

L'honorable M. Barré (Rouville): Tous savent qu'avec les progrès de la mécanique, on n'est même plus capable de faire faire des rigoles à la petite pelle. Et ça coûte plus cher en définitive. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est de la grosse machinerie. Nous avons 37 pelles mécaniques au ministère, mais je n'encourage guère l'achat de nouvelle machinerie. Il est en général plus avantageux pour mon ministère de recourir à l'entreprise privée.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): À la condition qu'on favorise la concurrence et qu'un entrepreneur ne soit pas obligé de "virer capot" pour obtenir un contrat.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En somme, le gouvernement pratique aujourd'hui le contraire de ce que prêchait le premier ministre et les membres du gouvernement, quand ils étaient dans l'opposition. Je me souviens bien des campagnes que le premier ministre actuel avait faites contre les libéraux voici plusieurs années, les accusant de gaspiller les deniers publics parce qu'ils ne faisaient pas d'appels d'offres publiques. À cette époque où elle était sous régime libéral, le budget total de la province pouvait être de \$25,000,000 à \$30,000,000, au total, un montant inférieur au montant prévu cette année pour l'Agriculture. Et le premier ministre se faisait fort d'économiser plusieurs millions, rien qu'en procédant par voie de soumissions publiques. Cette façon d'accorder des contrats était une des grandes promesses du premier ministre, quand il combattait l'ancien régime. Il a alors dit un millier de fois que cette façon de faire ferait épargner 10 % par contrat et épargnerait des millions de dollars chaque année.

S'il avait raison à ce moment-là, qu'est-ce qu'on ne sauverait pas, aujourd'hui, avec un budget d'un demi-milliard? Avec ce budget, on peut s'imaginer l'importance du gaspillage qui se fait. Ou bien le premier ministre disait vrai à cette époque et il est dans l'erreur aujourd'hui. Par l'entremise de sa propre administration, la province perd des millions de dollars chaque année.

Le premier ministre devrait laisser le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) défendre ses crédits. Moi, je ne m'y connais pas plus en agriculture que le premier ministre. Mais je laisse le député d'Abitibi-Ouest, qui est agronome, faire la discussion. Le premier ministre devrait manifester la même confiance envers le ministre de l'Agriculture, qui a au moins le mérite de répondre aux questions qu'on lui pose, alors que le premier ministre, lui, répond toujours à côté et se lance dans de grandes dissertations sur des choses qu'il ne connaît pas. Pourquoi ne laisse-t-il pas ses collègues accomplir leur devoir en Chambre? S'ils ont besoin de renfort, n'ont-ils pas des adjoints parlementaires? Au point où en sont les choses, on ne sait même plus qui est adjoint parlementaire. C'est toujours le premier ministre qui se faufile dans la discussion.

Au moment où nous posons des questions sérieuses, pour savoir de quelle façon l'argent du peuple est administré, le premier ministre se lève et nous accuse de rapetisser les questions. Il fait preuve d'illogisme en reprochant aux libéraux d'ignorer les grandes questions pour ne s'attacher qu'aux détails. Après une telle accusation, le voilà qui ramène dans le débat "les culottes à Vautrin". N'est-ce pas lui qui, autrefois, rapetissait les grands problèmes en parlant de ce scandale? Si cela n'est pas un détail, je me demande ce que c'est. Jamais le premier ministre ne traite une question au mérite, tandis que le ministre de l'Agriculture répond sur ce qu'on lui demande, pas à côté.

Il faut bien que nous donnions des exemples pour permettre de juger la politique du gouvernement. Il faut bien que nous cherchions pourquoi l'agriculture est stagnante, quelle est la raison de cet immobilisme que tout le monde constate et déplore en cette période d'évolution constante. Le premier ministre répond que ceux qui parlent ainsi sont des gens qui ne voient rien. Comme ils sont nombreux, alors, les aveugles, dans cette province! Je ne suis pas aveugle.

Le gouvernement provincial devrait demander des soumissions publiques avant d'octroyer des contrats gouvernementaux. Pendant les 14 années de régime de l'Union nationale, pas un

seul contrat n'a été octroyé dans le système de soumissions publiques. Le gouvernement ne fait pas appel aux soumissionnaires, même quand la loi prescrit expressément que la chose doit être faite. Encore une fois, si c'était un scandale d'accorder des contrats sans soumissions quand le budget était minime, le scandale est infiniment plus grand aujourd'hui¹⁰.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je pourrais fournir n'importe quand une longue liste des amis personnels et politiques du ministre qui possèdent l'outillage voulu pour exécuter les travaux et qui se plaignent de n'avoir pas de contrats.

Tous les contracteurs qui ont déjà travaillé pour le gouvernement peuvent renouveler leur contrat. Les autres sont soumis à une enquête sur leur efficacité et le genre de machinerie qu'ils possèdent. Depuis 1945, le gouvernement a subventionné 1,957,781 heures de travail pour le défrichage de terres, afin de répondre à 232,584 demandes.

Je remercie le chef de l'opposition du témoignage de compétence qu'il a rendu durant son discours. En retour, je veux lui poser une question: le chef de l'opposition sait-il ce que c'est qu'un chef? De l'autre côté de la Chambre, savent-ils ce que c'est qu'un chef? Un chef, dans mon opinion, c'est un homme en qui on a confiance et qui nous dirige sûrement, comme le fait le premier ministre actuel de la province de Québec. Un chef, c'est l'homme qui, comme lui, sait se pencher sur les misères du peuple et leur apporter les remèdes appropriés. Un chef, dans le véritable sens du mot, c'est le premier ministre de cette province auquel nous sommes dévoués dans toute la mesure de nos forces. Je remercie le premier ministre de ce qu'il a fait pour les cultivateurs du Québec depuis 20 ans.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je voudrais que le premier ministre ait autant confiance en sa troupe pour faire les débats que j'ai confiance dans la mienne. Je laisse pleine et entière liberté aux députés libéraux de parler aussi souvent qu'ils le désirent. Ce n'est pas la même chose de l'autre côté de la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous n'avons pas de leçon à recevoir de l'autre côté de la Chambre.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Et nous n'avons pas de leçon à recevoir du ministre de l'Agriculture. Il devrait se souvenir du passé¹¹.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande que la Chambre s'en tienne au sujet du débat.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions quatre cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions et primes (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Les coopératives aimeraient mieux pouvoir compter sur des octrois statutaires que sur des octrois discrétionnaires, afin de mieux organiser leurs finances. Avec des octrois statutaires, on aiderait à augmenter le nombre des entrepôts frigorifiques dans la province.

L'honorable M. Barré (Rouville): Ces entrepôts sont construits avec un octroi du fédéral et une subvention du provincial, si les conditions imposées par les règlements sont bien remplies. Je coopère toujours avec le gouvernement fédéral dans ce domaine des entrepôts frigorifiques mais, pour ma part, avant d'accorder un octroi, je pose toujours des conditions qui sont de nature à assurer la vie de l'entreprise.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Un octroi a été refusé à la coopérative de Saint-Damase, dans mon comté. Je demande des explications.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il existe à Saint-Damase, de même qu'à Marieville, dans mon propre comté de Rouville, des entrepôts frigorifiques. Ces deux entrepôts sont situés à une vingtaine de milles de distance et se font concurrence. Aucun octroi n'a été accordé ni à l'une, ni à l'autre entreprise. Pour le moment, je ne puis accorder préférence ni à l'une, ni à l'autre coopérative. De plus, le ministère de l'Agriculture a l'obligation impérieuse de ne pas subventionner une coopérative qui fait la lutte à une entreprise sœur!

M. Brown (Brome): Quels sont les produits ordinairement entreposés dans les entrepôts frigorifiques?

L'honorable M. Barré (Rouville): Ce sont les produits périssables.

M. Brown (Brome): Selon moi, des produits sont entreposés et attendent une hausse de prix avant d'être écoulés.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je ne crois pas à l'entreposage de spéculation, mais plutôt à l'entreposage d'utilité et de nécessité. Les entrepôts frigorifiques existent, mais ils sont utilisés pour des besoins précis.

M. Brown (Brome): Le blé de l'Ouest est subventionné par le gouvernement fédéral. Le gouvernement de Québec devrait assurer une protection semblable pour les produits agricoles de la province de Québec.

L'honorable M. Barré (Rouville): Avec des millions et des millions, le fédéral n'a pu régler le problème du blé de l'Ouest. Il y a encore des surplus. Quand on demande aux gens de l'Ouest de coopérer avec nous, ils ne refusent pas toujours, mais ils posent des conditions qui ne sont pas acceptables. Il est injuste d'amener cette question dans le débat!

M. Brown (Brome) veut continuer le débat sur la question.

M. le président lui refuse ce privilège. Ceci, dit-il, ne découle pas de l'item en discussion.

M. Brown (Brome): Existe-t-il des entrepôts frigorifiques pour les pommes de terre?

L'honorable M. Barré (Rouville): Il y en a dans les comtés de Papineau, de Chicoutimi, de Matane...

M. Brown (Brome): Le gouvernement pourrait songer à établir dans la province un réseau d'entrepôts frigorifiques qui aurait à l'égard des cultivateurs du Québec le même effet bienfaisant qu'ont les commodités d'emmagasinage dont disposent les fermiers des Prairies. Un tel geste stabiliserait le marché et permettrait aux producteurs de pommes de terre du Québec de faire concurrence aux autres producteurs de pommes de terre sur les marchés nationaux.

Le Québec produit plus de pommes de terre que n'importe quelle autre province, mais ce manque de commodités d'entreposage constitue un obstacle majeur. Comment se fait-il que nous recevions du Nouveau-Brunswick, du Maine, de la Floride et même de la Californie des arrivages de pommes de terre qui concurrencent celles du Québec? L'entreposage frigorifique peut représenter pour le Québec l'équivalent des silos à céréales de l'Ouest.

Dans l'Ouest, la principale culture est le blé. Dans le Québec, la viande et les denrées laitières forment la plus grande partie de la production agricole.

Mais le fermier ne dispose que de peu de commodités d'entreposage, et la mise en marché des denrées agricoles se révèle très irrégulière. Avec des commodités d'entreposage adéquates, la production serait mieux organisée et la mise en marché mieux planifiée.

Qu'est-ce que le gouvernement a l'intention de faire à ce sujet?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On examinera la situation pour voir ce qui peut être fait.

M. Brown (Brome): Jusqu'à quel point le gouvernement étudiera-t-il la question?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans le menu détail.

M. Lafrance (Richmond): Des mouvements ont réclamé une hausse des primes à l'établissement des fils de cultivateurs. On devrait au moins les tripler, les passer de \$100 à \$300 par année. Il y a 814,000 jeunes gens susceptibles de s'établir sur des fermes, dont 430,000 garçons.

L'honorable M. Barré (Rouville): Les subventions annuelles resteront fixées à \$100, mais cette année, nous allons porter de trois à quatre ans la période pendant laquelle les fils de cultivateurs pourront recevoir des primes pour leur établissement sur des fermes. Un quatrième paiement de \$100 sera ajouté aux trois autres, ce qui représentera une dépense supplémentaire de \$150,000¹².

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à 10 h 30 du matin. La Chambre, déclare-t-il, siègera également de 3 heures à 6 heures, de même que de 8 heures à 11 heures, si nécessaire.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Le titre de ce bill, adopté en première et deuxième lecture sous le nom de loi constituant en corporation de ville la municipalité de la paroisse de Laprairie, a été amendé lors de la séance de l'avant-midi du comité des bills privés de la Chambre, puisque qu'une ville, explique *La Presse* du 31 janvier 1958, à la page 20, portait déjà le nom de Laprairie. Quant au nom de Maisonneuve, il a à son tour été rejeté pour éviter les risques de confusion avec un comté du même nom situé dans la ville de Montréal.

2. Le nom de Forgetville, proposé par M. Duplessis pour rendre hommage au premier évêque du diocèse de Saint-Jean, Mgr Anastase Forget, à laquelle appartient la future municipalité, sera à son tour écarté pour celui de Brossard. Voir *La Presse* du 31 janvier 1958, à la page 20.

3. Le 29 janvier, tel qu'annoncé par tous les journaux, le premier ministre du Canada, M. Diefenbaker, a en effet procédé à la nomination de M. Onésime Gagnon comme nouveau lieutenant-gouverneur de la province de Québec. M. Gagnon doit remplacer, à compter du 14 février 1958 l'honorable Gaspard Fauteux, en poste depuis le 1^{er} octobre 1950. *Le Devoir* du 30 janvier 1958, à la page 1, voit dans cette nomination "un signe évident de rapprochement entre le gouvernement conservateur de M. Diefenbaker et le gouvernement d'Union nationale de

M. Duplessis". M. Gagnon devient la vingtième personne, depuis 1867, à occuper le poste de lieutenant-gouverneur.

4. Le député Courcy, selon *The Quebec Chronicle Telegraph* du 31 janvier 1958, à la page 2, s'appuie sur des lettres échangées entre l'entrepreneur en question et le ministère de l'Agriculture pour avancer ces faits.

5. Le journal ne précise pas de qui il s'agit. Le terme, employé dans le vocabulaire courant de l'époque, désigne l'administrateur du patronage chargé de distribuer les faveurs d'un parti politique dans un comté donné. Pour de plus amples informations sur le patronage politique au Québec sous le règne de l'Union nationale, voir Raymond Hudon et Vincent Lemieux, *Patronage et politique au Québec, 1944-1972*, Sillery, Boréal, 1975, 187 pages.

6. Le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) a en effet déclaré, lors de la séance du 29 janvier, que l'augmentation de \$4 à \$5 de la subvention horaire, pour l'amélioration des fermes au moyen de tracteurs et de béliers mécaniques, n'était pas "un projet nouveau, mais seulement une augmentation des sommes que l'on paie aux entrepreneurs, et non pas aux cultivateurs".

7. À la suite du débat sur le discours du budget de 1936, alors que le gouvernement libéral de Taschereau est encore au pouvoir, le chef de l'opposition officielle, Maurice Duplessis, convoque le comité des comptes publics de la Chambre qui n'a pas siégé depuis plus de 10 ans. Pendant des jours, Duplessis épluche systématiquement les comptes des ministères en commençant par celui de la Colonisation, dirigé du 25 juillet 1934 au 20 décembre 1935 par Irénée Vautrin, défait à l'élection du 25 novembre 1935. Le 8 juin 1936, l'enquête de l'opposition permet d'apprendre que M. Vautrin s'est fait payer par son ministère une paire de culottes achetée pour ses voyages d'inspection en terres de colonisation. Ce scandale, ajouté à tous les autres dévoilés lors des séances du comité, provoque la chute du gouvernement Taschereau, remplacé à la tête de la province par Adélard Godbout.

8. Le premier ministre songe à la convention du parti qui doit se tenir à Québec les 21 et 22 mars 1958, afin d'élire un nouveau chef. M. Lapalme est pour l'instant le seul candidat officiel à cette course à la

chefferie, mais les rumeurs lui prêtent comme adversaires le député de Saint-Maurice (M. Hamel) et l'avocat Paul Gérin-Lajoie, défait dans le comté de Vaudreuil-Soulanges aux élections du 20 juin 1956 et à l'élection partielle du 18 septembre 1957.

9. Le premier ministre Duplessis disputait alors le poste de chef du Parti conservateur du Québec à Onésime Gagnon, dont la candidature avait été suscitée par les adversaires de Duplessis, parmi lesquels se trouvaient le chef sortant Camillien Houde. M. Duplessis l'avait emporté par 332 voix contre 214. M. Gagnon s'était aussitôt rallié au nouveau chef.

10. Le premier ministre, observe *Le Nouvelliste* du 31 janvier 1958, à la page 13, sort de la Chambre au moment où le chef de l'opposition termine son discours.

11. Alors que la discussion porte sur la liberté accordée par chacun des chefs à ses députés, M. Courcy fait peut-être allusion aux anciennes relations tendues entre l'actuel premier ministre et ministre de l'Agriculture. C'est qu'au lendemain de la victoire de M. Duplessis à la course à la chefferie du parti conservateur provincial, Laurent Barré, alors député de Rouville, et deux de ses collègues, les députés Guertin et Gault, contestent le leadership du nouveau chef. En décembre 1933, les six autres députés du caucus conservateur adoptent une résolution les excluant du parti. Au début de l'année 1934, Barré et Gault se constituent en "Franc Parti", sous la protection de Camillien Houde, chef sortant du Parti conservateur et adversaire de Duplessis, que Barré a toujours appuyé.

Devant l'échec de leur contestation, ce dernier se présente tout de même à l'élection du 25 novembre 1935, aux côtés du député de Trois-Rivières. Au lendemain de la victoire de l'Union nationale aux élections du 17 août 1936, Duplessis nomme Bona Dussault ministre de l'Agriculture. Pour Conrad Black, Laurent Barré, le cofondateur et premier président de l'Union catholique des cultivateurs, "expiait encore son flirt avec Houde, Guertin et Gault" (page 235). Le député Courcy, né en 1914, était toutefois assez jeune au moment où se sont déroulés ces événements. Cette histoire lui aurait-elle été racontée? Pour plus de détails, voir le chapitre "Les portes de la gloire" dans Conrad Black, *Duplessis (T. I: L'Ascension)*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1977, pages 105 à 147.

12. *Le Nouvelliste* du 31 janvier 1958, à la page 3, souligne que cette prime n'avait pas été augmentée depuis l'adoption de la loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre, 25 George V, chapitre 35, qui l'instituait. Cette loi est entrée en vigueur le 2 mai 1935, date de sa sanction royale.

Séance du vendredi 31 janvier 1958

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 10 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 255 concernant une propriété de Larissa Development Corporation;

- bill 246 constituant en corporation le Collège Sophie-Barat;

- bill 244 érigeant en corporation la Congrégation Chevra Kadisha-B'Nai Jacob;

- bill 213 concernant Romaine River Railway Company.

Votre comité fait aussi rapport qu'il réfère à votre honorable Chambre, pour considération, le bill 182 concernant la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot.

Projets de loi:

Larissa Development Corporation

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 255 concernant une propriété de Larissa Development Corporation.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 255 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Collège Sophie-Barat

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 246 constituant en corporation le Collège Sophie-Barat.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 246 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Congrégation Chevra
Kadisha-B'Nai Jacob**

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 244 érigeant en corporation la Congrégation Chevra Kadisha-B'Nai Jacob.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 244 sans l'amender.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Romaine River
Railway Co.**

M. Gagné (Richelieu) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 213 concernant Romaine River Railway Company.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 213 sans l'amender.

M. Gagné (Richelieu) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1958-1959

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions quatre cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions et primes (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il me paraît nécessaire de préciser que ce n'est pas à \$400, mais à \$500 que le gouvernement a décidé de hausser le montant de l'octroi ou subvention qu'il accorde pour aider à l'établissement des fils de cultivateurs¹. Ce montant de \$500 est payable en cinq versements annuels de \$100 au lieu de trois. Cette politique sera mise en vigueur à compter du 31 mars 1958 et, au budget de 1958-1959, qui débute le 1^{er} avril prochain, nous avons prévu un montant de \$150,000 que nous croyons suffisant pour payer le quatrième versement à tous les jeunes établis dont le troisième versement a été payé au cours de la présente année fiscale. Les conditions exigées, pour avoir droit à cet octroi, étant les mêmes que celles actuellement en vigueur.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): À quelles conditions la subvention aux fils de cultivateurs est-elle soumise?

L'honorable M. Barré (Rouville): Il va sans dire que le bénéficiaire doit être fils de cultivateur et qu'il doit avoir fait l'acquisition d'une ferme. Il faut que la terre où le jeune s'établira soit suffisamment grande pour devenir un établissement agricole, non un établissement journalier. Le fils doit également en devenir le propriétaire.

Il faut, de plus, que le père lui-même reste propriétaire d'une ferme. La subvention ne peut donc pas être accordée dans le cas d'un père qui vend ou qui donne sa propre ferme à son fils. Elle peut l'être cependant si le père possède deux fermes et en cède une à son fils qu'il veut établir. Mais, de toute façon, il faut qu'il y ait deux fermes bien distinctes, dont chacune doit constituer un établissement agricole viable.

On exige de plus que le fils soit marié et réside sur sa ferme. En pratique, on accordera tout de même la première tranche de \$100 au bénéficiaire qui n'est pas encore marié, mais qui déclare devoir convoler sous peu et aller s'établir sur sa ferme.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Les autorités provinciales ne font pas suffisamment pour les cultivateurs. Au cours du dernier exercice financier sous le gouvernement libéral, en 1944, les 8.45 % du budget étaient consacrés au ministère de l'Agriculture; aujourd'hui, les 4.32 % seulement sont affectés à la classe agricole. Cette aide aux fils de cultivateurs devrait être plus élevée. C'est \$300 que l'administration devrait donner par année pour l'établissement d'un jeune fermier.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) et M. Lafrance (Richmond) parlent dans le même sens. Ils soulignent que l'argent a perdu beaucoup de sa valeur depuis quelques années².

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les membres de l'opposition sont illogiques. Ils ne s'occupent pas des faits et ne tiennent pas compte de ce qui se passe. Il faut avoir de l'audace pour parler de cette façon, alors que, sous l'Union nationale, la subvention du ministère de l'Agriculture aux fils de cultivateurs qui s'établissent sur des terres est portée à \$500 au lieu de \$300, et que le gouvernement aide encore ces jeunes par le prêt agricole. C'est même devenu la principale fonction de ce prêt. Le 31 décembre 1957, 25,011 fils de cultivateurs³ avaient été établis sur des terres, grâce à une somme totale de \$80,765,825 avancée par cet organisme du gouvernement. Au cours de la seule année 1957, 1,753 jeunes agriculteurs ont été établis grâce à une aide financière de \$7,414,825 accordée par le gouvernement.

Sous les régimes libéraux, le taux de l'intérêt de l'amortissement pour le prêt agricole a été augmenté à 5.71 %, tandis que nous l'avions fixé à 4 %. Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement de l'Union nationale a ramené ce taux à 4 %, comprenant l'amortissement et l'intérêt. Aucune organisation au monde ne prête de l'argent à un taux aussi bas aux fils de cultivateurs. L'intérêt payé par les cultivateurs du Québec, à l'Office du crédit agricole n'est que de 2½ %, alors qu'ailleurs les taux sont de 6 % et de 7 %.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Mille sept cent cinquante-trois fils de cultivateurs se sont établis en 1957 avec l'aide du crédit agricole. C'est fort peu si l'on considère qu'au cours de l'année, 175,000 fils de cultivateurs sont arrivés au seuil de leur majorité. Cette même année, le prêt agricole canadien a accordé 3,086 prêts d'une valeur globale de \$5,316,000.

La classe agricole du Québec est la plus endettée du Canada; son crédit est ruiné même auprès des coopératives. C'est probablement à cause des protestations des libéraux que le gouvernement a décidé d'accorder un peu plus pour l'établissement des fils de cultivateurs. Il faudrait beaucoup plus: on devrait réviser entièrement la loi qui existe depuis 20 ou 25 ans⁴.

On devrait aider les fils de cultivateurs à s'établir non seulement sur des terres de 75 et 100 acres, mais sur des lopins de terre de quatre ou cinq acres. Cela permettrait au fils de cultivateur, qui exerce un métier au village, de garder l'aspect rural en ayant sa petite terre, son jardin, pour nourrir sa famille et élever de la volaille.

L'honorable M. Barré (Rouville) déplore cette tendance libérale de crier partout que les cultivateurs n'ont plus de crédit auprès des coopératives. On oublie, souligne-t-il, que ce n'est pas le rôle des coopératives de supporter le crédit. Il y a des caisses populaires pour cela.

Des terres de trois, quatre ou cinq arpents⁵, c'est une chose qui n'existe pas dans la province. Je ne suis pas favorable aux petites terres. Le problème agricole ne sera pas résolu en multipliant les petites maisons qui seront abandonnées plus tard. Dans la pratique, le fils de cultivateur ne semble pas intéressé à acheter un tel lopin. En vertu de la politique actuelle, le fils du cultivateur reste et travaille avec son père. Alors souvent, on agrandit la terre du père, et le jour où le fils est prêt, il s'établit sur une partie de ce domaine.

Quant à l'aide annuelle qu'apporte le gouvernement aux fils de cultivateurs, il vaut mieux

étendre la période des versements de trois à cinq ans, que d'augmenter la somme payée chaque année. Il faut bien se rendre compte du fait qu'il ne s'agit que d'une aide. Le crédit agricole, par ailleurs, est là pour donner aux jeunes la certitude que le créancier hypothécaire ne viendra pas les déplacer.

À propos des 175,000 jeunes de la campagne qui sont devenus majeurs en 1957 et dont une grande partie ne dirigera jamais d'exploitation agricole, il faut dire que, de tout temps, la ville s'est ravitaillée en hommes dans les milieux ruraux.

M. Brown (Brome): L'influence politique entre-t-elle en scène lorsqu'il est question d'aider un jeune agriculteur à s'établir sur une ferme?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et l'honorable M. Barré (Rouville): Non.

M. Brown (Brome): J'ai écrit au sous-ministre de l'Agriculture, le 18 décembre 1957, que le fils d'un cultivateur de Glen Sutton voulait acheter une ferme abandonnée et voulait un octroi du gouvernement. Dans cette lettre, je demandais si le gouvernement pouvait venir en aide au jeune. Il donne lecture de cette lettre, puis lit une lettre du sous-ministre de l'agriculture, M. René Trépanier, annonçant que le gouvernement ne donne plus d'octrois pour l'achat de terres abandonnées. Pourquoi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour obtenir de l'aide dans un cas comme celui-là, il faut remplir certaines conditions. Le gouvernement n'aide pas si la ferme en question ne vaut pas son sel.

M. Brown (Brome) insiste pour obtenir du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) la raison du refus d'aider ce jeune cultivateur du comté de Brome. N'y a-t-il pas là, demande-t-il, le jeu des considérations politiques?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Brome fait une tempête dans un verre d'eau. Le député a soumis un cas hypothétique au ministre de l'Agriculture. Dans sa lettre, il n'est pas question d'établir un fils de cultivateur, mais de lui acheter une terre, une ferme abandonnée. Une des conditions essentielles de l'aide aux fils de cultivateurs, c'est que celui qui veut avoir de l'aide pour s'établir soit marié et qu'il ait l'intention de s'établir en permanence sur la ferme qu'il achète. Dans sa lettre, le député de Brome (M. Brown) dit

que le fils veut acheter, avec son père, une ferme, sans parler d'établissement. C'est pour cette raison que, dans le présent cas, le sous-ministre a répondu qu'il ne pouvait être question d'une subvention.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) reprend la lecture des deux lettres. Le document en question émanant du sous-ministre dit le contraire de ce qu'a affirmé le ministre de l'Agriculture en Chambre. Le député de Brome a demandé des renseignements pour ce fils de cultivateur, et la réponse du sous-ministre est assez curieuse. Il déclare qu'il n'y a plus d'octrois pour l'achat des terres abandonnées et il conseille de s'adresser au prêt agricole, qui est préparé à lui offrir une aide.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Brome ne nous a pas lu la partie de la lettre du sous-ministre où celui-ci suggère de s'adresser au prêt agricole, si les conditions sont remplies, parce que ça ne faisait pas son affaire. Suivant un usage cher à l'opposition, le texte a été tronqué pour les besoins de la cause. Cela devient un système de la part de l'opposition, qui mérite d'être dénoncé avec la plus grande énergie. Le député de Brome n'a lu qu'une partie de la réponse; il a passé sous silence l'autre partie, parce qu'il ne voulait pas la lire en Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il y a déjà eu un système d'octrois pour l'achat des fermes abandonnées, mais il n'existe plus depuis longtemps. Le sous-ministre avait donc raison de vous dire que ces octrois n'étaient plus disponibles, mais il vous a suggéré de vous adresser au crédit agricole.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et **L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demandent la production de la lettre écrite par M. Trépanier.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) veut jouer sur les mots.

M. Brown (Brome) envoie le texte des deux lettres au premier ministre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Après avoir lu la lettre) Il y a une chose qu'il faut signaler, c'est que ce n'est pas la première fois que nous prenons l'opposition en flagrant délit de tronquer les textes pour appuyer un argument, de les

torturer, d'essayer de leur faire dire exactement le contraire de leur signification. Je désire attirer l'attention de la Chambre sur cette tactique de l'opposition. C'est exactement ce que vient de faire le député de Brome. Cette tactique n'est pas honnête. Le député aurait dû lire la lettre jusqu'à la fin et ne pas laisser de côté cette partie où le sous-ministre suggère de s'adresser au prêt agricole.

Le député de Brome écrit au ministère pour demander un octroi pour l'achat d'une terre abandonnée, et il ne dit pas que le fils du cultivateur veut s'y établir. D'après ce qu'il nous a lu, la réponse du sous-ministre s'arrête après avoir dit que ce genre d'octroi n'est plus disponible. Il a oublié de lire la partie où le sous-ministre conseille à ce fils de s'adresser à l'Office du prêt agricole pour obtenir de l'aide, et cela, dans le but d'induire la Chambre en erreur.

Le député de Brome est déloyal envers la Chambre, le ministre et lui-même. Il a lu la partie qui faisait son affaire. C'est son chef qui s'est trouvé à le prendre indirectement en défaut. Le chef de l'opposition a candidement dénoncé son député en lisant la réponse au complet.

Il lit au complet les deux textes.

M. Brown (Brome): Je n'ai pas cité la référence à l'aide possible du prêt agricole parce que l'item en discussion ne concerne pas spécifiquement le prêt agricole, mais seulement l'aide aux fils de cultivateurs.

Des députés ministériels protestent.

L'honorable M. Barré (Rouville): L'achat d'une ferme abandonnée ne veut pas nécessairement dire établissement de fils de cultivateur. Bien souvent, il ne peut s'agir que de la spéculation au détriment de la province, ce que mon ministère veut empêcher à tout prix. Il y en a souvent dans ce domaine. Il arrive qu'avec l'argent du gouvernement, on achète une terre abandonnée, on la pille de tout ce qu'il y a dessus, et le gouvernement se trouve à participer à un vol déguisé. Mon ministère prend toutes les précautions pour empêcher la spéculation.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): N'y aurait-il pas moyen de prendre des mesures pour encourager et développer la culture des bleuets, tout particulièrement dans la région de l'Abitibi? Il suggère qu'on construise des entrepôts frigorifiques et qu'on accorde une priorité dans les entrepôts existants pour ces produits à l'époque de la récolte des bleuets. Le gouvernement, poursuit-il, pourrait désigner des

experts⁶ pour aller étudier ailleurs les moyens de développer la récolte des bleuets. Les ministères de l'Agriculture et de la Colonisation devraient s'entendre pour travailler dans l'intérêt de ceux qui s'intéressent à la récolte des bleuets, qui peut rapporter un revenu appréciable, afin d'intensifier cette culture.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il y a un système d'inspection au ministère de l'Agriculture et la question des bleuets a été soumise à une attention toute spéciale. Des études considérables ont été faites par des agronomes du département. Quand on a tenté de faire de la plante de bleuet, essentiellement sauvage, une plante vraiment cultivée, ça n'a pas été un succès. Je tiens à dire à l'opposition que dame nature ne livre pas facilement ses secrets.

J'assure la Chambre que je saisisrai de la question le service des recherches du ministère et lui demanderai de trouver une solution. Certains cultivateurs ont réussi à faire pousser des bleuets et à les conserver dans un état semi-sauvage, mais cela ne marcherait dans aucune entreprise majeure.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le département du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) prévoit-il consacrer une part des crédits pour subventionner la production de miel? Le marché est excellent, mais il n'y a pas assez de miel.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le gouvernement se préoccupe davantage de l'élimination de certaines maladies contagieuses. À cette fin, il paie pour le remplacement des ruches contaminées qui doivent être détruites. Il y a également certaines maladies moins graves attaquant principalement les abeilles importées. Le gouvernement subventionne la production de reines. Ainsi, l'industrie peut dépendre un peu moins des importations.

Je regrette que nous ne produisions pas davantage de miel, car il s'agit d'une excellente nourriture, mais rien n'est épargné pour augmenter cette production. Je suis prêt à considérer toute méthode raisonnable, afin d'encourager l'industrie.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Un expert du gouvernement, au département du ministre, a affirmé que deux régions du Québec étaient particulièrement adaptées pour l'apiculture, soit le Lac-Saint-Jean et l'Abitibi.

Est-ce que le ministre de l'Agriculture a songé à subventionner la production du lait en hiver, notamment pour maintenir les beurrieres en activité, en donnant par exemple 10 cents la livre de gras?

L'honorable M. Barré (Rouville): Je ne suis pas partisan de cette idée, parce que la différence du coût de revient entre la production d'hiver et la production d'été représente plus que 10 cents la livre de gras. On tient compte de cette différence dans la fixation des prix du lait nature, mais, d'une manière générale, il ne serait pas avantageux de subventionner la production du beurre en hiver.

Il est également faux de croire qu'une vache est une machine et qu'elle doit donner du lait 12 mois par année. C'est une théorie qui est aujourd'hui discréditée. Une vache est un être vivant et on ne doit pas lui demander, lorsqu'elle porte un veau, de donner en même temps du lait.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) suggère d'ajouter aux rouages du ministère un service de la mécanisation des fermes, pour renseigner les cultivateurs sur la machinerie qui convient le mieux dans telle ou telle région.

L'honorable M. Barré (Rouville): C'est là une question de commerce. Le ministère s'attirerait une foule de difficultés, s'il se mêlait de dire aux cultivateurs quelle marque de tracteurs ils doivent acheter à tel ou tel endroit.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Pourquoi n'y a-t-il pas de crédits dans les estimés pour la construction d'un abattoir dans la région de l'Abitibi, abattoir absolument nécessaire si on veut que les colons restent sur leur terre? Aujourd'hui, ils expédient leurs animaux à Toronto et ils perdent ainsi 10 % des revenus qu'ils pourraient avoir, si ces animaux étaient abattus sur place.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement attend que les intéressés se mettent d'accord sur le site. Il y a trois ou quatre endroits qui veulent avoir cet abattoir. Une fois l'accord intervenu à ce sujet, le gouvernement fera généreusement sa part.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas un million neuf cent soixante-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles, bourses d'études et autres subventions s'y rapportant (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) cite une information de *L'Action catholique* du 17 janvier

1958 reprenant une citation du père supérieur et annonçant, dit-il, que les Trappistes songeraient à abandonner la direction de l'École d'agriculture d'Oka pour se livrer exclusivement aux exercices contemplatifs de leur ordre⁷. Si tel est le cas, il ne restera plus dans la province que l'École supérieure d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière et le Macdonald College pour former des agronomes⁸, une pour les étudiants de langue anglaise et l'autre pour les étudiants de langue française. Cette nouvelle est-elle fondée? Et, dans l'affirmative, à qui le gouvernement donnera-t-il la direction de l'école d'Oka? Le ministre de l'Agriculture a-t-il pensé à choisir les successeurs des Trappistes?

L'honorable M. Barré (Rouville): Je rends hommage aux Trappistes d'Oka. Leur Institut agricole a été organisé, il y a 57 ou 58 ans, en coopération avec le ministre de l'Agriculture du temps⁹. Les Trappistes ont donc charge de l'enseignement à l'Institut en vertu d'un contrat qui expire en 1960.

Il n'est pas encore définitif que les Trappistes se retirent de l'enseignement pour retourner à une vie uniquement contemplative et entièrement dévouée à la prière et à l'agriculture, mais il est vrai qu'ils songent sérieusement à abandonner la direction de l'École supérieure d'agriculture d'Oka. Un émissaire de la communauté est venu me trouver pour m'informer de son désir de mettre fin au contrat. Les Trappistes croient que ce travail vient en conflit avec les activités de leur communauté religieuse. Leur départ constituerait une perte énorme pour l'enseignement agricole chez nous.

L'école d'Oka a été confiée à une communauté religieuse et celui qui vous parle n'a pas faussé la tradition de faire appel aux communautés. Je comprends que les autorités supérieures de l'Ordre aient décidé que l'œuvre de l'enseignement ne cadre pas dans les fins de la communauté, dans un domaine qui ne me regarde pas. Je ne veux pas porter de jugement personnel en cette Chambre, mais j'ai l'impression que former la jeunesse est une mission digne de la plus haute communauté, que ce soit celle des Trappistes ou des autres. Aussi longtemps que je serai ministre, je m'efforcerai de confier aux communautés religieuses la formation de la jeunesse.

Je voudrais pouvoir convaincre les Trappistes de continuer cette belle mission d'instruire la jeunesse qui est la leur au Québec et qu'ils ont accomplie avec tant de succès jusqu'à maintenant. Je n'ai pas trop d'espoir de réussir dans mes démarches mais je tenterai, dans toute la mesure de mon pouvoir, de les faire revenir sur leur décision.

Je crois que le peuple du Québec, sous le rapport de la moralité et du sens religieux, est sûrement comparable au peuple de France d'où nous sommes venus. La plus belle tâche encore est celle de se dévouer à la formation de la jeunesse. Il n'y a pas de tâche plus haute que celle-là.

Je ne fais pas partie de la communauté, mais je dirai donc aux Trappistes: "Vous êtes libres, nous ne pouvons vous imposer notre volonté. Mais je regretterais de devoir remplacer l'enseignement d'une communauté religieuse par l'enseignement laïc. J'espère que nous passerons un autre contrat avec les Trappistes. Je ferai appel au chef et je sais que je ne serai pas déçu."

L'étude de la résolution est suspendue.

À 1 heure, la Chambre suspend ses travaux¹⁰.

Reprise de la séance à 3 heures

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le député de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), et dont le texte se lit comme suit:

2. Qu'un crédit n'excédant pas un million neuf cent soixante-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles, bourses d'études et autres subventions s'y rapportant (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Quatre mille cinq cents dollars de salaire pour les professeurs d'agriculture, ce n'est pas assez, vu les responsabilités qui incombent à ces formateurs de la jeunesse agricole.

L'honorable M. Barré (Rouville): Ces professeurs ont reçu des augmentations et le salaire de certains d'entre eux a été porté à \$6,000 par année.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): On manque partout d'agronomes. Il en sort seulement 24 nouveaux, par année, des écoles du Québec. Le gouvernement devrait prendre les mesures pour en former davantage. Les autorités provinciales devraient accroître les bourses et payer entièrement les études agronomiques.

L'honorable M. Barré (Rouville): Tous les élèves des écoles d'agriculture reçoivent des bourses.

Elles étaient de \$9 par mois, elles sont maintenant de \$15. Le gouvernement fait beaucoup pour l'enseignement agronomique. Non seulement il y a des bourses pour tous, mais l'administration provinciale paie les professeurs et le matériel des écoles d'agriculture. Nous construisons et entretenons de telles écoles. Nous avons rebâti l'École de Val d'Espoir.

La disette de diplômés ne se fait pas sentir dans le seul domaine agronomique, mais dans tous les secteurs et dans tous les pays. Nous faisons pour l'agronomie presque à la limite du possible. Mon ministère cherchera à faire mieux encore. Nous sommes à étudier une éventuelle augmentation.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) suggère de créer une école technique spécialisée, dit-il, dans la diffusion d'un enseignement relatif aux machines agricoles. Les cultivateurs investissent des millions de dollars dans la machinerie. La nouvelle école serait donc d'une très grande utilité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ridicule.

L'honorable M. Barré (Rouville): Dans les écoles moyennes d'agriculture, il existe déjà des ateliers avec forges et machines-outils, où les élèves apprennent la mécanique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça ferait double emploi. Il existe déjà aussi des écoles techniques.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) critique le faible nombre d'heures consacrées à la mécanique dans les écoles dont a parlé le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré). Dans les ateliers en question, affirme-t-il, il n'y a rien qui ressemble à des machines ou de l'outillage agricoles.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande la permission de référer au débat qui a eu lieu le matin entre le député de Brome, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) et lui-même relativement, dit-il, aux renseignements fournis au député de Brome par le sous-ministre de l'Agriculture. Les primes d'établissement sur les fermes abandonnées ont été mises de côté le 1^{er} avril 1943¹¹ par ordre du premier ministre du temps, l'honorable Adélard Godbout.

M. Brown (Brome): Il aurait été facile de me donner ce renseignement dans la lettre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) intervient pour appuyer son député.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sociétés d'agriculture (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent trente-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement à l'agriculture en général (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Brown (Brome): Quelle attitude le gouvernement entend prendre au sujet des subventions d'Ottawa pour la lutte contre la brucellose¹²?

L'honorable M. Barré (Rouville): Nous acceptons les octrois fédéraux en autant que nous gardons le contrôle dans la province de Québec.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission de l'industrie laitière (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Brown (Brome): Quelle est, au sens du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré), la situation des producteurs de l'industrie laitière dans le Québec? Est-elle excellente, bonne ou seulement satisfaisante?

L'honorable M. Barré (Rouville): La situation de l'industrie laitière dans la province de Québec est, d'une façon générale, satisfaisante. Elle peut sans doute être améliorée et nous faisons tout notre possible, dans ce but, en aidant les coopératives.

J'assistais récemment au congrès de la Dairy Farmers Association of Canada. Le président de cet organisme national m'a déclaré que la situation des producteurs laitiers est meilleure dans la province de Québec que partout ailleurs. C'est aussi ma conviction personnelle.

M. Brown (Brome): Qu'en est-il, en particulier, dans la région de Montréal?

L'honorable M. Barré (Rouville): Elle est aussi satisfaisante là qu'ailleurs. Elle serait excellente, n'étaient la concurrence étrangère que nos cultivateurs doivent subir et la différence élevée entre les prix du lait vendu pour consommation nature et ceux du lait livré aux beurrieres et fromageries.

M. Brown (Brome): Les producteurs laitiers près de Montréal et des Cantons-de-l'Est ont de la difficulté à commercialiser leur lait. Malgré cela, les chiffres de la Commission de l'industrie laitière démontrent que 6 % du lait acheté sur le marché laitier montréalais provient des fermes de l'est de l'Ontario.

M. Brown (Brome): Les cultivateurs ne reçoivent pas assez.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le cultivateur du Québec est prospère.

M. Lafrance (Richmond): Ce n'est pas vrai. Il cite des statistiques publiées par le correspondant parlementaire du *Soleil* à Ottawa à l'effet, dit-il, que le revenu du producteur de lait du Québec est 20 fois inférieur à celui de l'Ontario¹³. Donc, la situation agricole dans le Québec n'est pas aussi bonne que le dit le ministre de l'Agriculture, puisque l'industrie laitière constitue le principal revenu du cultivateur de chez nous.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des correspondants parlementaires d'Ottawa qui sont plus des propagandistes politiques partisans que des rapporteurs de faits et de débats¹⁴.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office du crédit agricole du Québec (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subvention additionnelle pour aider à la construction et aux opérations d'un marché central à Montréal (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil de recherches agricoles (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) et M. Lafrance (Richmond) attirent l'attention de la Chambre sur le faible montant prévu au budget pour la recherche agricole¹⁵. Ils souhaitent que le Conseil de recherches agricoles dispose d'un plus gros budget. L'industrie en général, affirment-ils, dépense des millions de dollars chaque année pour la recherche. Ces millions rapportent de très gros dividendes.

Notre agriculture a besoin de plus de diversité et c'est par la recherche qu'on pourra l'obtenir. Ils insistent sur l'importance des travaux scientifiques en vue d'introduire en notre province des cultures nouvelles, de trouver de nouveaux débouchés pour nos produits, de diminuer le coût de revient, etc.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Aujourd'hui, les recherches sont à la base de l'agriculture. Dans ce domaine, est-ce que le ministère de l'Agriculture a des projets nouveaux?

L'honorable M. Barré (Rouville): Je suis parfaitement conscient de l'importance des recherches en matière agricole. C'est pour cela que j'ai institué en 1947 ce Conseil des recherches dont le besoin se fait sentir depuis longtemps. Grâce à l'Union nationale, la province est donc dotée de ce conseil qui lui coûte très peu en comparaison des résultats qu'il donne.

Le travail de recherche est cependant considérable. Une quarantaine de travaux sont actuellement subventionnés par le Conseil des recherches agricoles.

Déjà d'importantes découvertes très précieuses ont été faites. Une seule découverte de M. Émile-A. Lods, professeur d'agronomie au collège Macdonald, sur l'ensilage du maïs, a augmenté de plusieurs millions de dollars par année les revenus d'une classe de cultivateurs.

Un autre savant, le Dr N. Giroux, de l'École de laiterie de Saint-Hyacinthe, qui a découvert un procédé pour réduire le volume du lait et le conserver sans qu'il ne perde rien de sa valeur et de ses qualités nutritives, est un boursier du Conseil des recherches. Ces deux exemples suffisent à démontrer les services incalculables que rend cet organisme.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): On devrait demander davantage, même \$1,000,000, à cause de l'importance de cette méthode.

L'honorable M. Barré (Rouville): Si le budget qui est attribué au Conseil de recherches agricoles n'est pas plus considérable, c'est parce que

la plupart de ceux qui en font partie reçoivent déjà des salaires à d'autres titres, comme employés de la province ou des institutions d'enseignement. Le Conseil subventionne et coordonne les travaux qui se font ici et là dans l'intérêt de notre agriculture. Aucun des six membres du Conseil de recherches agricoles ne reçoit de salaire (pour son rôle au sein de l'organisme). Ce n'est pas tant l'argent qui compte que les résultats.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 9. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de terrains et constructions (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas six mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pensions spéciales (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil - ministère des Finances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et divers - ministère des Finances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil - Bureau de l'auditeur (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et divers - Bureau de l'auditeur (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cent deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil - Bureau des assurances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et de bureau - Bureau des assurances

(Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959¹⁶.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
(D'une voix forte) M. l'Orateur, il y a un étranger dans la Chambre¹⁷!
(Rires)

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a en effet affirmé à la séance de la veille, en réponse à une intervention du député de Richmond (M. Lafrance) que le montant des subventions accordées aux fils de cultivateurs, \$100, ne serait pas modifié, mais que ces subventions seraient payées durant quatre ans, au lieu de trois ans.

2. *La Presse* du 1^{er} février 1958, à la page 42, ne rapporte pas les interventions des députés Turpin, Courcy et Lafrance dans le détail, mais déclare simplement que l'opposition juge insuffisant le montant accordé aux fils de cultivateurs et qu'il devrait, d'après elle, être doublé.

3. Le 1^{er} février 1958, le *Montréal-Matin*, à la page 5, avance le chiffre de 21,011, mais l'*Action catholique*, à la page 3, et l'*Événement*, à la page 5, soumettent des chiffres identiques à ceux du *Soleil*, notre source. Le *Temps* du 5 février 1958 publie les deux chiffres dans deux articles différents, en pages 3 et 5.

4. M. Courcy songe à la loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre, 25 George V, chapitre 35, qui instituait les subventions aux fils de cultivateurs. Cette loi est entrée en vigueur le 2 mai 1935, date de sa sanction royale.

5. Un arpent constitue une mesure de longueur, tandis que l'acre mesure plutôt la surface. Manifestement, le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) et le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) ne se sont pas entendus sur cette question des mesures.

6. Le 1^{er} février 1958, *Le Soleil*, à la page 5, mentionne plutôt l'expression "jeunes gens".

7. Selon *L'Événement* du 1^{er} février 1958, à la page 1, les supérieurs de la communauté en seraient venus à la conclusion que l'enseignement agronomique était incompatible avec la règle sévère de la Trappe. *La Tribune* du 1^{er} février 1958, à la page 2, confirme que les Trappistes constituent une des communautés catholiques où la règle est particulièrement sévère. Les moines sont cloîtrés, soumis à une rigoureuse discipline de silence et de jeûne et assistent à plusieurs offices religieux durant la journée. Les moines qui enseignent à l'Institut sont par contre déchargés de quelques-uns des règlements auxquels leurs confrères sont soumis.

8. *Le Nouvelliste* du 1^{er} février 1958, à la page 3, note que l'Institut agricole d'Oka est affilié à l'Université de Montréal, alors que l'École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière et le Macdonald College sont respectivement associés à l'Université Laval et à l'Université McGill.

9. L'Institut agricole d'Oka, écrit *The Quebec Chronicle Telegraph* du 1^{er} février 1958, à la page 3, a été fondé en 1893, mais l'école actuelle des Trappistes existe depuis 1930. Cette école, remarque *La Presse* du 31 janvier 1958, à la page 8, a pu être construite grâce à un octroi versé cette même année par le gouvernement libéral. En retour de la subvention reçue, les Trappistes se sont engagés

auprès du ministre de l'Agriculture de l'époque, M. J.-L. Perron, à diriger l'enseignement de l'agriculture à cet endroit pour une période de 30 ans. Le contrat de cette communauté avec le gouvernement du Québec expire par conséquent le 1^{er} juillet 1960. D'après *Le Nouvelliste* du 1^{er} février 1958, à la page 3, le faible nombre d'élèves fréquentant leur institution - 113 durant la dernière année académique, 73 aux cours d'agronomie - pourrait expliquer leur décision d'abandonner l'enseignement. L'Institut, rapporte enfin *The Quebec Chronicle Telegraph* du 1^{er} février 1958, à la page 3, compte 40 professeurs.

10. *L'Action catholique* du 1^{er} février 1958, à la page 2, remarque que la Chambre a siégé en avant-midi et en après-midi, de 10 h 30 à 1 heure et de 3 heures à 5 heures, mais ne précise pas quand les travaux ont été suspendus. *Le Soleil* du 1^{er} février 1958, à la page 5 affirme qu'au cours de la discussion portant sur les écoles d'agriculture, qui suit celle sur les types de culture, le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) demande à revenir sur l'échange qu'il a eu le matin même avec le député de Brome (M. Brown), au sujet de la lettre que ce dernier a envoyée au ministère de l'Agriculture. Nous reconstituons cette intervention du ministre plus loin. Le même quotidien écrit par contre que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a fourni au début de l'après-midi des précisions sur la nouvelle politique ministérielle d'augmentation des subventions aux fils de cultivateurs. M. Barré aborderait plutôt la question dès le début de la séance, soit le matin, comme nous l'avons rapporté, lors de l'étude du poste budgétaire correspondant. Enfin, *La Presse* publie, en page 8 de son édition du 31 janvier 1958 (soit le jour même de la séance), un compte rendu des échanges portant sur les pères Trappistes. Nous avons par conséquent décidé de situer la suspension des travaux à la suite de cet échange, les débats relatés le jour même de la séance se déroulant habituellement l'avant-midi.

11. Le 1^{er} février 1958, *Le Soleil*, à la page 5, avance plutôt la date du 30 avril 1943, mais *L'Événement*, à la page 5, et *Le Nouvelliste*, à la page 3, déclarent aussi que la mesure a été abandonnée le 1^{er} avril 1943. Le rapport annuel du ministère de l'Agriculture fait effectivement état de l'abandon des primes versées aux fils de cultivateurs qui se portent acquéreur de "terres libres", mais ne fournit pas la date exacte de l'abandon de la mesure.

12. Maladie infectieuse transmise à l'homme par des animaux domestiques (bovidés, porcins) et causée par les brucellas, un type de bacilles.

13. Nous avons dépouillé toutes les éditions du *Soleil* de janvier 1958 sans réussir à retrouver l'article auquel se réfère le député de Richmond (M. Lafrance).

14. Gérard Morin exerce à l'époque les fonctions de correspondant parlementaire du *Soleil* à Ottawa, et ce, depuis 1952.

15. Le 1^{er} février 1958, *L'Action catholique*, à la page 2, attribue cette déclaration à "M. Lapalme et à plusieurs autres députés de l'opposition". *La Presse*, à la page 42, et *L'Événement*, à la page 5, proposent toutefois une version semblable à celle du *Soleil*, notre source.

16. Ces items liés au ministère des Finances ont été adoptés sans discussion, indique *La Presse* du 1^{er} février, à la page 42.

17. L'étranger en question, racontent *La Presse* du 1^{er} février 1958, à la page 42, *The Quebec Chronicle Telegraph*, à la page 3, *The Gazette*, à la page 2, et *The Montreal Daily Star*, à la page 17, est le sous-ministre des Finances, M. J.-H. Biéler, qui s'est assis plus tôt aux côtés du premier ministre et du ministre des Finances (l'honorable M. Bourque), pour les assister dans l'étude des crédits de ce ministère. Cette procédure est habituelle, sauf que M. Biéler aurait dû quitter l'Assemblée avant que l'Orateur ne reprenne son fauteuil pour mettre un terme à la séance, sous peine d'être arrêté par le sergent d'armes. Seul les députés, en effet, sont autorisés à siéger, lorsque l'Orateur préside la séance. Distrait, le sous-ministre est plutôt demeuré à son siège, lors du retour de ce dernier. À la suite de l'intervention du premier ministre, qui s'est tourné vers lui en riant après l'avoir dénoncé, le sous-ministre a ramassé sa serviette et "ran out of the assembly as fast as he could", au milieu des rires des députés, selon *The Quebec Chronicle Telegraph*.

